EDWARD N. LUTTWAK

# LE GRAND LIVRE DE LA STRATÉGIE

## DE LA PAIX ET DE LA GUERRE

NOUVELLE ÉDITION

Odile Jacob

GÉOPOLITIQUE

Edward N. LUTTWAK

# LE GRAND LIVRE DE LA STRATÉGIE

*Traduit de l'anglais (États-Unis)*
*par Michel Bessières*

Odile Jacob

Cet ouvrage a été publié originellement
par The Belknap Press of Harvard University Press, sous le titre :
*Strategy. The Logic of War and Peace*
© 1987, 2001, by the President and Fellows of Harvard College

Pour la traduction française :
© ODILE JACOB, 2002, septembre 2024
3, rue Auguste-Comte, 75006 Paris

**www.odilejacob.fr**

ISBN : 978-2-4150-1074-4

Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 et 3 a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou réproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.*

*À mon fils,*
*Joseph Emmanuel*

# PRÉFACE À LA NOUVELLE ÉDITION FRANÇAISE

## Septembre 2024

Je rédige cette préface alors que deux guerres sont en cours, en Ukraine et en Israël.

Toute guerre doit se terminer, mais aucune guerre n’a besoin de se terminer rapidement. Le conflit le plus semblable à la guerre en Ukraine est la guerre d’indépendance des Pays-Bas, menée entre une nation plus petite, mais déterminée, et l’Empire espagnol, superpuissance de l’époque s’étendant au monde entier. Ce conflit a duré quatre-vingts ans, parce que les Espagnols continuaient à perdre mais attaquaient encore et encore, tant il restait de force dans cette puissance déclinante.

Les guerres du XVIII^e^ siècle menées par des monarques européens rivaux qui pouvaient tous converser en français furent envieusement admirées au cours de notre sanglant XX^e^ siècle ; elles permettaient en effet au commerce et même au tourisme de persister, et se terminaient non par l’effondrement des empires comme 1918, ni par la destruction totale de 1945, mais par des arrangements diplomatiques poliment négociés, entre parties de cartes, dîners et bals.

Ainsi, le traité de Paris de 1763, qui a mis fin à la guerre de Sept Ans entre l'Angleterre et la France, n'a pas été dicté par le Premier ministre britannique victorieux, Lord Bute, mais par son ennemi officiel et ami officieux, le ministre des Affaires étrangères français Étienne-François de Stainville, duc de Choiseul ;

en effet, ce dernier connaissait mieux les enjeux que son adversaire britannique.

Similairement, au XVIII^e siècle, au lieu d'accuser les perdants de bellicisme incurable, comme le traité de Versailles l'a fait pour l'Allemagne en 1918, ou de les pendre comme criminels de guerre, comme les nazis et les généraux japonais en 1945, les vainqueurs consolaient le plus souvent les perdants en les invitant à dîner.

Le précédent du XVIII^e siècle s'applique clairement à la guerre en Ukraine. Ni Poutine ni Zelensky ne parlent français, mais ils peuvent converser dans leur langue maternelle russe et, s'ils ne se parlent pas réellement (Poutine, avec sa réserve habituelle, a déclaré qu'il ne pouvait pas négocier avec les toxicomanes et néo-nazis de Kiev), leurs représentants le peuvent, et le font, souvent. En ce qui concerne la persistance du commerce en temps de guerre, le gaz russe alimente chaque jour les foyers et les usines d'Ukraine ; chaque jour, celle-ci transfère de l'argent à la Russie, quand bien même celle-ci s'attaque à son fidèle client. De même, le blé ukrainien est maintenant expédié devant le nez des navires de la marine russe pour atteindre le Moyen-Orient affamé, après

une négociation impensable durant les guerres du XX^e siècle.

Pour ce qui est des soldats, finalement : au lieu des jeunes conscrits de 18 ans envoyés dans les armées des deux guerres mondiales, la Russie a très peu utilisé ses forces professionnelles aéroportées et de commando, et s'est abstenue d'employer ses conscrits présents dans chaque unité régulière ; comme au XVIII^e siècle, son armée a compté sur des soldats contractuels bien payés, sur des unités mercenaires complètes fournies par des entrepreneurs

et des prisonniers libérés. Même l'Ukraine n'envoie pas de jeunes de 18 ans à la guerre – jusqu'à récemment, la conscription commençait à 27 ans et elle n'a été abaissée à 25 que très récemment ; du reste, à cet âge, de nombreux Ukrainiens travaillent à l'étranger.

Il y a donc un manque d'intensité dans les combats des deux côtés ; ce qui doit servir à nous rappeler que les guerres du XVIIIe siècle avaient un inconvénient : elles duraient éternellement. La guerre de Sept Ans ne fut pas la plus longue des guerres du XVIIIe siècle, mais presque la plus courte : la guerre de Succession d'Espagne dura treize ans.

Comment le conflit russo-ukrainien peut-il donc se terminer ? Héraclite d'Éphèse nous dit que « la guerre est le père de toutes choses » ; elle est donc nécessairement le père de la paix : en épuisant les ressources matérielles et la main-d'œuvre nécessaires pour continuer à se battre, et en conduisant à accepter des résultats moindres, la guerre elle-même apporte la paix. (L'autre type de fin de guerre, obtenu par l'intervention bienveillante de tiers qui recevront leurs prix Nobel, ne peut jamais apporter la paix mais seulement une guerre gelée, comme dans le cas de la Bosnie, où la perpétuelle imminence d'une guerre renouvelée décourage encore le bâtiment.)

Ayant commencé la guerre le 24 février 2022 avec un coup de main ultra-moderne, rapide, paralysant, basé sur les principes les plus solides de la « guerre hybride », qui fonctionne parfaitement en théorie, espérant prendre Kiev en un jour, et toute l'Ukraine en trois ou quatre (c'était aussi la prédiction de la CIA qui ne comprend pas la guerre), Poutine s'est aperçu, au terme d'une semaine de conflit, qu'il s'était trompé, mais sans arrêter la guerre. Parce que Poutine ne s'est pas arrêté à ce moment-là, il ne peut s'arrêter maintenant, de sorte que nous pourrions nous diriger vers une nouvelle guerre de Sept Ans.

Si c'est le cas, nous devrions la mener vraiment à la mode du XVIIIe siècle, en apportant le soutien matériel le plus vigoureux à l'Ukraine

en guerre, mais seulement des sanctions sélectives contre la Russie. Il serait aussi bon de trouver un autre Étienne-François de Stainville, duc de Choiseul, pour trouver une issue élégante à la guerre, peut-être en organisant des plébiscites pour sauver la face ; car espérer la chute de Poutine n'est pas une stratégie.

Concernant la guerre d'Israël, il suffit de ce qui suit. Tout comme en 1973, elle a commencé par surprise, car une confiance excessive est propre au caractère israélien. Quant au résultat, il laissera Israël beaucoup plus fort qu'auparavant, comme toutes les guerres précédentes depuis 1948 ; car chaque fois que les tirs cessent, le monde découvre qu'Israël a beaucoup plus de force que quiconque ne l'imaginait.

Cette fois, ce que les combats ont révélé c'est l'immense supériorité technologique, non seulement par rapport au Hamas ou au Hezbollah avec leurs armes simples, mais aussi par rapport aux plus grandes puissances mondiales, avec tout : véhicules blindés de qualité supérieure, missiles balistiques d'interception spatiale que personne d'autre n'a (mais que plusieurs veulent acquérir désormais), applications généralisées de l'intelligence artificielle, qui ne sont que théorisées ailleurs.

Alors même que les combats continuaient, les principales entreprises américaines d'IA sont arrivées pour ouvrir ou étendre leur présence locale. C'est une des raisons pour lesquelles Fly Dubai, Etihad, et Emirates n'ont jamais cessé de desservir Tel Aviv, même lorsque les compagnies aériennes européennes l'ont fait : quoi qu'il arrive, avec ou sans le Hamas, les modernisateurs arabes veulent rejoindre l'avancée technologique.

Juin 2024.

# REMERCIEMENTS

Mes divers prétextes pour repousser le travail de révision et d'enrichissement de ce livre n'ont pas tenu devant l'initiative de Ruth Yaron de l'Institut de Défense nationale d'Israël. Elle m'a privé de ma dernière excuse en me fournissant une version numérisée de l'ouvrage initial. L'assistance de Marco Moretti, alors jeune diplômé en relations internationales (School of Foreign Service, Université de Georgetown, Washington, D.C.) a été d'une valeur incalculable. Je tiens à remercier les nombreux commentateurs de la première version de ce livre, en langue anglaise et dans les éditions étrangères, pour leurs remarques critiques plus encore que pour leurs éloges, et je regrette de ne pouvoir les nommer tous. Je ne saurais toutefois omettre Walter Z. Laqueur : grâce au dialogue poursuivi pendant des années, j'ai bénéficié de sa sagesse sans failles et de ses connaissances encyclopédiques, en particulier au cours de la rédaction de ce livre dans ses deux versions successives ; David M. Abshire, qui m'a accueilli au Center for Strategic and International Studies (Centre d'études stratégiques et internationales) lors de mon arrivée à Washington ; Max King Morris, Amos A. Jordan, feue Christa D. K. Dantzler, A. Lawrence Chickering, W. Seth Carus et Stephen P. Glick qui m'ont tous apporté une aide significative dans la rédaction de la première édition, tout comme Robert A. Mosbacher Jr de Houston, Texas, qui a aplani un obstacle dont les organismes officiels auraient dû, avant lui, prendre la mesure. Michael A. Aronson, des éditions universitaires de Harvard (Harvard University

Press), poursuivant une collaboration entamée voici vingt-cinq ans, a contribué à enrichir les deux éditions. Avec ce livre, je rejoins le cercle des auteurs qui ont eu le privilège de bénéficier des exceptionnels talents d'éditeur d'Elizabeth Hurwit et Donna Bouvier.

# PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE [*1]

## Septembre 2002

Aucun stratège n'aurait pu prévoir l'attaque du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone. La stratégie a tout entière pour but la victoire, sa logique détermine quel sera le vainqueur, ses méthodes s'efforcent de définir comment vaincre et ses contraintes définissent les limites de la victoire. Le terrorisme produit toujours sa propre défaite ; la logique de la stratégie est donc sans objet pour le comprendre. À la différence de la guérilla, de la guerre régulière, de la révolution, du coup d'État et de tous les autres emplois de la force orientée vers un but, le terrorisme n'est qu'une forme violente d'expression, un graffiti fait de ruines et de sang, aux fins de propagande. Il procure une satisfaction émotionnelle à ceux qui éprouvent de la haine, un réconfort à ceux qui veulent se venger, voire un plaisir sensuel aux sadiques, mais il ne peut remporter aucune victoire, que ce soit la capitulation de l'ennemi, la conquête physique ou l'obtention de concessions. Au contraire, le terrorisme nuit à la cause dont se réclament les terroristes – seule l'étendue des dégâts varie, qui peuvent aller d'une image publique ternie à l'annihilation pure et simple. Parce que les agresseurs du 11 septembre étaient des islamistes qui croyaient en l'usage de la force pour convertir des

pays tout entiers à l'islam, c'est leur idéologie islamiste qui fera les frais de leur recours au terrorisme, et c'est elle qui connaîtra la défaite et l'humiliation.

Les contre-exemples, c'est-à-dire les cas d'apparente victoire terroriste, s'effondrent dès qu'on considère l'essentiel. C'est le cas par exemple de l'Algérie française. À partir de 1954, le terrorisme antifrançais s'est répandu en Algérie : des colons étaient tués et leurs biens incendiés dans les campagnes, des bombes éclataient dans les cafés, des fusillades faisaient rage dans les villes. Mais cette tentative de la part de quelques activistes violents pour effrayer les Français afin de les chasser d'Algérie a échoué en 1958, l'année de la bataille d'Alger, non pas grâce à des combats militaires mais moyennant une campagne très efficace de répression menée avec dureté et calcul par les parachutistes français. Leur tentative pour gagner au moyen du terrorisme ayant échoué, les insurgés algériens du Front de libération nationale (FLN) ont privilégié la mobilisation de masse de la population musulmane, nettement plus nombreuse que les colons français, et la guérilla organisée infiltrant le pays depuis le Maroc et la Tunisie.

Incapable de gouverner démocratiquement une population hostile, forcés à défendre activement des frontières très étendues avec des conscrits peu motivés, les Français n'ont pu sortir de cette situation impossible que lorsque De Gaulle a pris la décision d'abandonner complètement l'Algérie. Dès lors, une nouvelle vague de terrorisme est apparue, cette fois de la part des extrémistes français appartenant à l'Organisation de l'armée secrète (OAS). Ceux-ci ont tenté de convaincre la classe politique et le public de conserver l'Algérie française en tuant à la fois des responsables algériens et français, et même en essayant d'assassiner De Gaulle lui-même. Naturellement, ce fut un échec. Une nouvelle fois, le terrorisme s'est avéré contre-productif : la violence perpétrée par l'OAS n'a fait que persuader l'opinion publique française qu'il était essentiel d'en finir avec l'Algérie et ses troubles aussitôt que possible. Loin donc de fournir un exemple de

terrorisme vainqueur, l'Algérie a été deux fois le théâtre de sa faillite, avec la défaite du FLN d'abord, de l'OAS ensuite.

Il serait vain d'examiner d'autres contre-exemples de victoire terroriste. La logique de fer de la stratégie montre qu'elle est impossible : la violence de quelques-uns ne peut inverser un rapport de force. Même s'ils peuvent infliger des morts et des destructions en nombre, les faibles qui attaquent les forts restent toujours faibles et les forts toujours forts. Le terrorisme incite les forts à poursuivre et à détruire les terroristes si c'est possible, mais aussi à s'attaquer à leur cause avec une puissance supérieure. Toute l'histoire d'Israël a été marquée par le terrorisme qui, au fil des décennies, a été de pair avec l'accroissement continu de la richesse, de la culture et de la force militaire de sa population. Non pas seulement que le terrorisme n'ait pas été assez efficace pour contrer l'immigration, le développement économique, le progrès technologique et la croissance militaire d'Israël. Il a en fait contribué positivement à sa force, et c'est toujours le cas, en unissant la population du pays, en l'incitant à dépasser ses rivalités politiques, en favorisant la cohésion sociale, comme aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001. Si la cause de l'État palestinien avait seulement été défendue par une résistance non violente, il est certain qu'elle aurait déjà triomphé.

Quand les faibles s'attaquent aux forts, ils ont naturellement tendance à éviter les cibles difficiles, en particulier les forces et les bases militaires. Ils visent les civils et les structures civiles de façon aveugle. Cependant, on ne peut distinguer le terrorisme des usages de la force orientée vers un but par les cibles qu'il agresse et la forme de violence qu'il inflige. Des attentats aveugles contre des civils peuvent participer de la guérilla, de la guerre régulière, de la révolution et même du coup d'État, qui peut réussir même en versant du sang. Ce qui singularise le terrorisme et le rend vain, ce sont les auteurs de la violence. Une poignée d'extrémistes peut mener à bien des attentats importants, comme l'a montré le 11 septembre ; des groupes

terroristes ne comptant que quelques centaines de membres ont agi pendant des années en Grèce et en Espagne. Au contraire, aucune guérilla ne peut être menée par une poignée d'extrémistes ; il faut beaucoup de monde pour conduire une guerre ou une révolution, tout comme pour la préparation d'un coup d'État militaire. C'est la raison fondamentale qui explique la vanité du terrorisme : quelques terroristes opérant dans l'isolement, tels de petits Hitler sans parti nazi derrière eux, ne peuvent remporter de victoire politique ou militaire.

Novembre 2001.

*1. Traduction J.-L. Fidel.

# AVANT-PROPOS

Peut-être parce que je suis né dans les zones frontières, longtemps contestées, de la Transylvanie, pendant la plus grande et la plus sinistre des guerres, la stratégie a toujours été mon sujet de prédilection et ma passion. Voilà un mot bien fort pour un sujet mal défini et dont on pourrait suspecter qu'il comporte toujours une incitation à la violence. Précisément, je me propose, avec ce livre, de définir la notion de stratégie et, si l'on admet que la logique de la stratégie gouverne le maintien de la paix autant que la conduite de la guerre, les excuses deviennent inutiles.

Je ne suggérerai ici aucune stratégie particulière pour les États-Unis ou pour un autre pays. Mon objet sera plutôt de mettre en lumière la logique universelle qui conditionne toutes les formes de conflits et les relations antagoniques entre les nations, y compris en temps de paix. Tout ce dont les êtres humains sont capables – les initiatives les plus absurdes et les plus autodestructrices, les plus brillantes ou les plus sordides –, ils l'ont entrepris aussi dans le domaine de la guerre et des relations internationales, à travers des actes qui échappent à toute logique. Mais la logique de la stratégie est manifeste dans les conséquences, souvent inattendues, de ces actes, et c'est en les examinant que la nature et le fonctionnement de la logique peuvent être le mieux appréhendés.

À ce point, l'ambition démesurée de ce projet devrait déjà avoir rebuté le lecteur critique. Sachant que les péripéties de la guerre et de la paix sont trop aléatoires pour relever d'une explication scientifique au sens propre du

terme, c’est-à-dire d’une théorie permettant une certaine prédictibilité, chacun est en droit de suspecter qu’une collection de platitudes l’attend au fil de ces pages, ou, pire encore, une série d’élucubrations pseudo-scientifiques sans fondement. Pour seule défense, je plaiderai le report du verdict à l’issue de la lecture, en concédant toutefois une courte explication préalable.

Ce qui est devenu un long périple vers une destination que je n’ai pas choisie a commencé sous une forme plus modeste. L’étude de la littérature militaire, un intérêt plus particulier pour les empires romain et byzantin, mes activités professionnelles d’analyste militaire, derrière mon bureau ou sur le terrain à l’occasion de divers conflits, m’ont conduit à conclure, comme bien d’autres avant moi, que chaque conflit est la résultante unique d’une combinaison spécifique d’objectifs politiques, d’émotions éphémères, de limites techniques, d’initiatives tactiques, de plans opérationnels et de facteurs géographiques. Et, cependant, au fil du temps, mon attention a été retenue par des similitudes indéniables, dessinant des motifs de plus en plus explicites, qui entraient parfois en résonance avec les grands classiques de la littérature stratégique, en particulier le célèbre *De la guerre*, de Clausewitz, et qui d’autres fois étaient passées inaperçus. Par un de leurs traits, au moins, ces motifs exigeaient que mon enquête fût menée à terme : en effet, ils ne se développent pas selon les attentes du bon sens et échappent à toutes les règles de la causalité logique familière.

À mesure qu’une vision de la stratégie émergeait de mes lectures remâchées, des problèmes étudiés et de mon expérience de terrain, il me parut que je n’avais pas affaire à un ensemble de banalités sans relief, mais à des manifestations paradoxales, porteuses de retournements ironiques et de contradictions. En outre, la logique propre de la stratégie semblait se développer dans deux dimensions : une dimension « horizontale » dans laquelle les acteurs tentent de s’opposer aux initiatives de l’adversaire, de les dévier ou de les retourner à leur avantage – et ces antagonismes

expliquent le caractère paradoxal de la stratégie – et une dimension « verticale » dans laquelle se manifestent les interactions entre les différents niveaux du conflit, soit les niveaux technique, tactique, opérationnel et au-delà, niveaux entre lesquels ne préexiste aucune harmonie.

L'ouvrage qui suit est donc la cartographie d'une exploration. Le périple commence par une série de rencontres avec les forces dynamiques qui sont à l'œuvre dans la dimension horizontale ; il se poursuit par une ascension, niveau après niveau, de l'axe vertical de la stratégie ; et s'achève là où confluent les deux dimensions, c'est-à-dire au niveau de la grande stratégie, domaine des résultats ultimes.

Quand le manuscrit initial de cet ouvrage a été remis à l'imprimeur, je n'ai pas cessé, pour autant, d'étudier la stratégie et la guerre, pas plus que je n'ai abandonné mes activités professionnelles, sur le terrain ou en tant que conseiller. Sous l'effet de ces réflexions théoriques comme de mon expérience pratique, le postulat de départ a continué à mûrir, aboutissant aux résultats consignés dans cette nouvelle édition. Parmi ceux-ci, on trouvera la notion de guerre « post-héroïque » – la tentative de combattre sans pertes en vies humaines – et ses implications inattendues ; une analyse du « gel » des guerres par des interventions extérieures et de ses conséquences et, dans une tout autre veine, une réévaluation du potentiel et des limites des bombardements aériens depuis que l'usage des armes de précision est devenu routinier. Si la structure du livre n'a pas changé, des parties entières ont été ajoutées au texte initial, qui a été revu et actualisé en détail. La fin de la guerre froide n'a pas changé la logique de la stratégie, mais de nouveaux exemples m'ont paru utiles pour éclairer la nouvelle situation.

PREMIÈRE PARTIE

# La logique de la stratégie

*Si vis pacem, para bellum*. Pour tous les orateurs décidés à promouvoir les budgets militaires et leurs vertus, l'adage romain reste une référence obligée. Si tu veux la paix, prépare la guerre : une nation qui dispose des moyens de combattre dissuade ses éventuels agresseurs, quand une autre, mal préparée, est un objet de tentations. Une nation qui dispose des moyens de combattre garantit la paix par une autre voie encore, en persuadant le faible de céder au fort sans en passer par un conflit. Réduite à un lieu commun à force d'être citée, la maxime des Romains n'incite guère aux réflexions approfondies, mais sa banalité même est révélatrice : malgré sa construction paradoxale, reposant sur une contradiction insurmontable, elle se présente avec l'évidence d'une proposition logique ordinaire.

Pourquoi cet aphorisme contradictoire est-il admis sans réserves ? Ici et là, certains critiques s'emploient à le récuser et les études consacrées à la paix, qui constituent désormais une discipline universitaire à part entière, partent du postulat que la paix est un phénomène autonome dont la mise en œuvre suppose un tout autre précepte : *si vis pacem, para pacem*. Mais même les partisans de ce nouveau précepte ne songent pas à qualifier la proposition initiale de simple absurdité logique, dénuée de fondement. Ils y voient, au contraire, un bel exemple de sagesse *populaire*, auquel s'opposent le raffinement intellectuel et l'originalité qu'ils se font forts de promouvoir.

Ce qui nous ramène à la question initiale : pourquoi acceptons-nous sans sourciller cette contradiction flagrante ? Considérons un instant vers quels sommets d'absurdité nous propulseraient, dans tout autre domaine, des maximes construites sur le même modèle, si tu veux A, alors embrasse B son opposé : « Si tu veux perdre du poids, mange plus », « Si tu veux t'enrichir, gagne moins d'argent »… Nous rejetterions sans doute de tels conseils. C'est seulement sur le terrain de la stratégie, qui comprend *la conduite et les conséquences des relations humaines dans le contexte d'un conflit armé effectif ou éventuel*[*1], que nous admettons la validité des propositions paradoxales. La notion de « dissuasion » nucléaire qui s'est imposée pendant les années de guerre froide, au point d'être tenue pour une évidence, nous en fournit l'exemple le plus convaincant. La dissuasion consiste à assurer la défense en se tenant prêt, en permanence, pour l'attaque. Et à ne jamais utiliser l'arme nucléaire, acquise et entretenue au prix fort, sinon comme une menace. Se tenir prêt à attaquer – sous forme de représailles – relève d'intentions pacifiques, mais se doter de défenses antinucléaires trahit une attitude agressive ou, au moins, « provocatrice », selon les vues admises dans ce domaine. Tout au long de la guerre froide, la sécurité offerte par la dissuasion nucléaire a fait l'objet de controverses successives et les divers programmes d'équipement ont suscité d'innombrables débats. Mais jamais aucune polémique ne s'est polarisée sur les paradoxes qui sont au principe même de la dissuasion nucléaire.

La thèse que j'avance dans ces pages est la suivante : la stratégie n'est pas seulement à l'origine de telle ou telle proposition paradoxale, construite sur une contradiction flagrante et cependant valide ; elle est régie, dans son intégralité, par une logique paradoxale, étrangère à la logique « linéaire » ordinaire qui gouverne nos autres sphères d'activité. Dans toutes les entreprises humaines où le conflit est absent ou ne joue qu'un rôle incident, qu'elles relèvent de la production et de la consommation, du commerce et de la culture, des relations sociales ou familiales ou encore du

gouvernement fondé sur le consensus[*2], les énergies et la compétition restent bridées par la loi et les coutumes. Là, la logique linéaire, non contradictoire et conforme au sens commun, prévaut. En revanche, dès qu'on pénètre dans la sphère de la stratégie, où les relations humaines sont conditionnées par les conflits armés, en cours ou potentiels, une logique d'un autre ordre est à l'œuvre : elle suscite, en permanence, la convergence des contraires et mène parfois jusqu'à leur inversion. De ce fait, elle tend à récompenser les conduites paradoxales et à invalider l'action logique et directe. Elle aboutit à des conclusions souvent inattendues et parfois mortelles pour les protagonistes.

CHAPITRE PREMIER

# L’USAGE CONSCIENT DU PARADOXE DANS LA GUERRE

Considérons un choix tactique ordinaire, tel qu’il s’en présente souvent dans un conflit : pour approcher son objectif, une force armée doit choisir entre deux routes, la bonne et la mauvaise. La première, large et directe, possède un bon revêtement ; la seconde n’est qu’une piste de terre, étroite et sinueuse. En d’autres circonstances, nul n’hésiterait sur la voie à prendre. Mais dans le domaine paradoxal de la stratégie, qui régit toutes les situations en temps de guerre, et dans ce domaine seulement, une mauvaise route peut être bonne, *précisément parce qu’elle est mauvaise* et, de ce fait, moins bien défendue, voire négligée, par l’ennemi. Pour les mêmes raisons, la bonne route peut être la mauvaise, précisément parce qu’elle est la meilleure des deux, celle par laquelle les défenseurs auront prévu le passage des attaquants et concentré leurs moyens. Dans la célèbre formule « préparer la guerre pour préserver la paix », le terme A tend vers son contraire B, mais dans notre exemple, A devient B et B devient A, le paradoxe logique de la stratégie atteint son point extrême : l’inversion complète des termes.

Un tel exemple n’est pas une vue de l’esprit. Au contraire, la préférence paradoxale pour des méthodes d’action *contreproductives ;* pour des préparatifs manifestement bâclés ; pour des approches en apparence trop

dangereuses ; pour le combat de nuit ou par mauvais temps… Voilà autant de manifestations courantes de l'ingéniosité tactique, conformes à l'essence même de la guerre. Pour une armée bien préparée, chacun des éléments qui concourt à la conduite des opérations se réduit à une formule simple : déplacement d'un point à un autre ; maniement d'une arme maîtrisé par des centaines d'entraînements ; transmission et compréhension d'ordres formulés sans ambiguïté… Mais la *combinaison* de tous ces éléments peut atteindre une extraordinaire complexité, face à un ennemi réel qui s'évertue à saper la moindre initiative en utilisant sa réflexion stratégique et ses forces.

Dès qu'une action entraîne une réaction de l'ennemi, des complications mécaniques surgissent. Au temps de la marine à voile, chaque bâtiment s'efforçait de présenter ses flancs armés contre les proues et les poupes sans défense des navires adverses. De même, dans la chasse aérienne classique, les pilotes cherchent à se placer derrière l'ennemi. Et, de tout temps, dans le combat terrestre, pour peu que le front central soit solide, les ailes faibles et les arrières vulnérables, les deux camps seront tentés d'opérer une manœuvre enveloppante pour percer le front. Réfléchir plus vite que l'adversaire, préparer ses actions avec plus d'intelligence *peut* peser dans la balance (encore que la bonne tactique soit parfois la mauvaise comme nous le verrons plus loin) mais cela ne saurait suffire à surmonter les difficultés qui résultent de l'usage par l'ennemi de sa propre force, de ses propres armes destructrices, de sa propre réflexion et de sa volonté. Confronté à une menace mortelle, un combattant aura tendance à éviter toute action qui accroît le danger, à moins qu'une série de facteurs immatériels – moral des troupes, cohésion du groupe, ascendant du commandement – ne l'emportent sur l'instinct de survie individuel. Dès que l'on reconnaît la place capitale de ces facteurs immatériels dans le déroulement de l'action – ou dans son enrayement – on doit admettre que la notion de simplicité est étrangère à

toute action tactique, même la plus élémentaire, menée contre un ennemi vivant et réactif.

Pour prendre l'avantage sur un ennemi qui ne peut pas réagir, parce qu'il est surpris et mal préparé ou, tout au moins, qui ne peut réagir avec assez de promptitude et en déployant tous ses moyens, une grande variété de choix paradoxaux se justifient. Ils supposent une remise en cause des idées reçues – la route la plus courte est préférable à la plus longue, la clarté du jour vaut mieux que les ténèbres indistinctes, une préparation minutieuse l'emporte toujours sur une improvisation hâtive – et le choix éventuel de l'option la plus défavorable, en tablant sur le bénéfice d'un effet de surprise, qui amoindrira sa capacité de réaction. Arrêtons-nous maintenant sur la valeur de la surprise : bien plus qu'un atout parmi d'autres, tel que la supériorité matérielle ou une meilleure position initiale, elle équivaut à *une suspension, soit-elle brève ou partielle, de toute pesanteur stratégique*. Face à un ennemi incapable de réagir, dans les limites d'espace et de temps où l'effet de surprise se prolonge, la conduite de la guerre s'assimile à une procédure administrative élémentaire, aussi simple dans sa réalité d'ensemble que chacun de ses éléments apparaissait simple dans les manuels.

Une thèse très influente, concernant la conduite de la guerre, a été bâtie sur cette seule proposition[*3]. Elle préconise le recours, chaque fois que possible, aux choix paradoxaux, de façon à orienter l'action militaire selon une « ligne de moindre prévisibilité ». Cet avis est toutefois ignoré en pratique et cela pour de bonnes raisons.

## *Les coûts de la surprise*

Si le recours au choix paradoxal permet de bénéficier de l'effet de surprise, il se paye aussi, quelles que soient les circonstances, par une

déperdition plus ou moins importante de forces. Dans le combat terrestre, la route la plus longue ou la plus difficile impose un surcroît de fatigue pour les hommes, d'usure pour les véhicules et de consommation de provisions diverses. En règle générale, plus l'approche du champ de bataille est longue ou difficile et plus augmente la proportion des retardataires qui feront défaut au moment du combat. Après la tombée du jour, même avec les meilleurs instruments de vision nocturne, les mouvements de troupes, leur déploiement et l'utilisation des armes ne peuvent être aussi efficaces qu'en pleine lumière. De ce fait, une partie plus ou moins importante des forces engagées, voire la majeure partie d'entre elles, risque d'être moins efficaces, sinon inutilisables à l'heure du combat. De même, agir plus vite que l'ennemi n'a pu le prévoir, quand il a envisagé les délais nécessaires aux préparatifs, suppose toutes sortes de raccourcis et d'improvisations, au risque, là encore, de ne pouvoir utiliser tous les hommes et tout le matériel mobilisés pour l'affrontement. De façon plus générale, toute *manœuvre* – c'est-à-dire toute action paradoxale qui s'efforce de circonvenir les avantages de l'ennemi et d'exploiter ses faiblesses – a un coût, quels que soient la nature et les moyens du combat. (Le mot « manœuvre » est souvent employé, à mauvais escient, pour désigner un simple mouvement. Même en l'absence de mouvement, la manœuvre débouche sur une action paradoxale parce qu'elle surprend les forces ennemies, mobilisées pour faire face à des formes prévisibles d'attaque.)

De la même manière, le secret et la ruse, les deux éléments de surprise les plus communément exploités dans une manœuvre, ont, eux aussi, un prix. Bien que le secret le plus absolu soit recommandé par principe aux stratèges, comme s'il ne se payait pas d'une contrepartie, il va de soi qu'on ne peut dissimuler efficacement une action imminente aux yeux de l'ennemi sans sacrifier, au passage, quelques précieux préparatifs. Plus les procédures de sécurité sont draconiennes et plus elles interfèrent avec la mise en état d'alerte et l'organisation minutieuse des forces impliquées dans la bataille ;

elles vont handicaper la collecte de renseignements, exclure certaines expertises déterminantes et, par conséquent, réduire l'ampleur de la préparation stratégique. Elles vont aussi nuire au réalisme et à la précision des exercices, lesquels jouent un rôle crucial pour améliorer les performances dans diverses formes de combat ; plus encore quand les opérations envisagées sont d'une nature complexe, en particulier s'il s'agit d'un débarquement amphibie ou d'actions de commando. Et, bien entendu, toute étape volontairement laissée de côté, en vue d'un effet de surprise, lors de la phase ultime de concentration des forces et d'approche de l'objectif, nuira au dispositif d'attaque. Pour une bonne part, l'échec de l'opération *Desert One*, menée par les États-Unis, le 25 avril 1980, afin de libérer les diplomates américains retenus prisonniers en Iran, résulte des consignes de sécurité très strictes (et jugées plus tard excessives) qui ont interdit un entraînement combiné des unités terrestres, aériennes et navales concernées. Leur jonction n'eut lieu que sur le terrain, dans une région désolée du Sud-Est de l'Iran, avec des conséquences dramatiques : les procédures n'avaient pas toutes été harmonisées, la chaîne de commandement était mal définie et certains ordres furent mal compris, voire ignorés. Sur une échelle beaucoup plus grande, d'autres offensives, telles que l'opération *Barbarossa* – l'invasion allemande du territoire de l'Union soviétique en juin 1941 – ou encore le raid aérien japonais sur Pearl Harbor du 7 décembre 1941, ont préservé l'effet de surprise, en sacrifiant de précieux préparatifs qui auraient rendu manifestes les intentions des agresseurs[*4]. Dans la guerre, on n'a rien sans rien. Maintenir un secret absolu se révélant à peu près impossible, le seul moyen de combattre les fuites consiste à organiser des contre-fuites, dans l'espoir que les « signaux » émis par l'ensemble des opérations de préparation seront noyés dans un « bruit de fond parasite » d'informations fallacieuses, dépassées ou simplement sans relation avec le sujet[*5].

Des mensonges efficaces, diffusés à bon escient, suffisent parfois à assurer le succès d'un stratagème fondé sur la désinformation. Le plus souvent, toutefois, des opérations de diversion d'une ampleur significative sont nécessaires. Elles induiront les observateurs ennemis en erreur, précisément parce qu'elles ne contribueront pas, ou très peu, au véritable objectif, mais de ce fait, elles détourneront de celui-ci une partie des forces. Au moins, des bombardiers chargés d'attaquer des cibles secondaires alors que le gros de l'aviation se dirige vers l'objectif principal infligeront-ils des dommages, même peu décisifs, à l'ennemi ; mais une escadre navale qui a reçu la consigne de rebrousser chemin dès qu'elle est poursuivie, apporte une contribution très marginale à la bataille. En général, les leurres actifs ou passifs de toutes sortes – faux chars, fausses armes, fausses unités ou leurres mobiles, imitant tel type spécifique d'avion ou de sous-marin – coûtent beaucoup moins cher que leurs modèles, mais mobilisent des ressources qui pourraient accroître les forces disponibles. L'opération de désinformation la plus efficace de l'histoire militaire moderne – la dissimulation du débarquement de juin 1944, en Normandie – illustre ce problème. Le retournement d'espions allemands qui allaient rendre compte d'un prochain débarquement allié aux confins nord du Pas-de-Calais ne nécessitait pas de dépenses particulières et se révéla très efficace : même après le 6 juin, les Allemands restaient persuadés que le débarquement en Normandie était une feinte et attendaient l'offensive principale dans le Pas-de-Calais, là où le continent s'avance au plus près des côtes anglaises. Par ailleurs, les Alliés avaient disposé une quantité impressionnante de leurres, d'un coût de fabrication très élevé, afin que la reconnaissance aérienne allemande confirme la concentration de forces considérables prêtes à traverser la Manche (l'effort était superflu, dans la mesure où les avions de reconnaissance de la Luftwaffe étaient alors trop lents pour continuer à franchir les défenses antiaériennes alliées).

Tout ce qui procède de l’action paradoxale, de la dissimulation et de la contre-information tend à affaiblir le total des forces disponibles, dans des proportions parfois importantes. Bénéficier d’un effet de surprise confère malgré tout un avantage, pour autant que la réaction de l’adversaire s’en trouve affaiblie dans des proportions plus importantes encore. En théorie, on voit qu’il est possible d’améliorer l’effet de surprise en poussant le paradoxe à ses limites, c’est-à-dire en agissant comme si l’on avait la défaite pour objectif : l’immense majorité des forces étant employée à mener une diversion, il n’en reste qu’une fraction pour le combat. Malgré un effet de surprise total, l’entreprise serait sans doute vouée à l’échec, même face à un adversaire mal préparé. À l’évidence, quiconque emprunte la démarche paradoxale de la « ligne de moindre prévisibilité » doit s’arrêter avant de jouer contre son propre camp, mais la définition des limites appartient aux calculs de probabilités ; elle n’est, en aucun cas, précise ou certaine.

## *Le risque*

Dans toute action paradoxale, la perte d’une fraction des forces disponibles est une certitude, le bénéfice de l’effet de surprise demeure, en revanche, une hypothèse. On voit donc que les coûts de l’action peuvent être précisément calculés, alors que le gain et son ampleur restent incertains avant l’accomplissement du scénario. En théorie, au moins, le risque aussi peut être calculé : l’analyse des risques, une discipline scientifique devenue une profession, s’y consacre. Mais l’échec de la surprise peut avoir des effets néfastes et parfois catastrophiques, non seulement parce que les forces ainsi sacrifiées feront défaut dans le combat (postulat des calculs de gestion du risque) mais aussi à cause du revers psychologique qu’il faudra assumer quand la dure réalité aura réduit à néant les constructions les plus

optimistes. Mettre sur pied une attaque surprise revient à spéculer sur un résultat futur, à la manière dont un opérateur sur un marché boursier fait le choix d'investir dans des titres à haut risque. Dans les deux cas, l'échec est une issue possible, mais un investisseur n'est jamais acculé à un combat sans merci, juste après avoir vu s'effondrer ses espoirs de gains faciles. Les défaites les plus sanglantes de la Première Guerre mondiale et, en particulier, la plus célèbre d'entre elles, l'offensive Nivelle de 1917 qui décima l'armée française, ont été les conséquences immédiates d'effets de surprise avortés. Des plans de bataille rigides qui s'appuyaient sur la succession des vagues d'assaut – la logistique permise par le chemin de fer et une téléphonie encore primaire ne favorisaient guère de flexibilité – conduisaient à de véritables massacres, pour peu que la préparation d'artillerie (l'instrument alors déterminant de la surprise) n'ait pas suffisamment réduit les forces ennemies. Celles-ci pouvaient alors anéantir les sorties de l'infanterie sous le feu des mortiers et des mitrailleuses.

Dans une large mesure, l'échec de l'effet de surprise explique aussi la défaite allemande lors de la bataille de Koursk, en juillet 1943, qui peut être considérée comme le tournant décisif de la Deuxième Guerre mondiale en Europe. Plus de 2 000 chars d'assaut, soit la plus forte concentration de blindés de l'armée allemande, comprenant les trois divisions de Panzer de la Waffen SS, furent envoyés à l'assaut d'un saillant de quelque 300 kilomètres, autour de Koursk. Elles avaient pour mission de s'emparer du sommet et des deux extrémités. Sur la carte, l'aspect vulnérable de cette large excroissance promettait une avance rapide et une victoire facile. Pourtant, les Allemands se trouvèrent vite piégés dans une succession de lignes de défense antichars très élaborées, chacune protégée par des champs de mines. Massées derrière ces défenses, les divisions blindées soviétiques attendaient l'heure de la contre-attaque. Dans cette bataille, l'armée Rouge infligea aux Panzer – arme de toutes les victoires allemandes, depuis le début de la guerre – leur première défaite. Avant même le face-à-face, les

Allemands, épuisés, avaient perdu hommes, chars et pièces d'artillerie motorisées en grand nombre et, pire encore, le sens de leur supériorité et la confiance en leur force. Après cet échec cuisant, la Wehrmacht ne pourrait plus tabler sur l'effet de surprise, qui avait été le principal ressort de la campagne de Russie, alors en son troisième été, période propice aux offensives. En s'appuyant sur ses réseaux d'espions et d'éclaireurs, sur la reconnaissance aérienne, sur les progrès du renseignement anglo-américain, capable alors de décoder la majeure partie des communications radio de l'armée allemande, le renseignement soviétique avait percé à jour les plans allemands. Malgré leurs doutes et leurs suspicions, Staline et son haut commandement avaient couru le risque de se fier aux rapports fournis par leurs services de renseignement (qui avaient souvent été, jusque-là, de grossiers tissus d'erreur) et, acceptant d'affaiblir les 1 500 kilomètres du front, ils avaient concentré leurs forces sur le secteur de Koursk. L'armée allemande ne surmonta jamais cette défaite. Si, à partir de l'été 1943, elle réussit parfois à endiguer l'avancée inexorable de l'armée Rouge par des contre-attaques limitées, jamais plus elle ne disposa des forces nécessaires à une offensive d'envergure susceptible de renverser le cours de la guerre.

## *Frictions*

Tous les efforts mobilisés pour atteindre l'effet de surprise visent un seul objectif : réduire les risques inhérents à la rencontre avec l'ennemi, c'est-à-dire les risques du *combat*. Mais il existe une autre catégorie de risques, peut-être moins mortels pour chaque unité engagée dans la bataille, mais plus graves, de fait, pour l'armée dans son ensemble.

Plus une armée s'écarte des simples procédures de l'approche directe et de l'attaque frontale et plus s'accroît ce type de risques *organisationnels*, qui se manifestent par l'incapacité à mettre en œuvre les mesures prévues.

Ici, l’échec ne résulte pas de la réaction de l’ennemi, mais d’erreurs banales, d’une mauvaise compréhension, de simples retards ou de pannes mécaniques qui affectent le déploiement, l’approvisionnement, la préparation, le commandement ou les opérations militaires. Toute tentative de réduire les risques prévisibles du combat par une forme ou une autre d’action paradoxale, notamment par le secret, la manœuvre ou la ruse tend à compliquer les opérations et augmente, en conséquence, les risques organisationnels.

Entre les séquences réelles de combat, souvent brèves, l’aspect organisationnel de la guerre doit prendre le pas sur toute autre priorité. Une fois encore, aucune des initiatives nécessaires à l’approvisionnement, à la maintenance, au commandement et à l’action des forces armées ne présente de difficultés particulières. Pourtant, considérés dans leur combinaison, ces détails routiniers atteignent une telle complexité que l’état naturel d’une armée, quelle que soit sa taille, est la complète paralysie. S’en extraire pour engager une action conséquente suppose le respect de la discipline et l’autorité du commandement.

Imaginons un groupe d’amis qui ont décidé de passer une journée à la plage en famille, chacun conduisant sa voiture. Ils se donnent rendez-vous le matin à 9 heures, devant la maison la mieux située, pour partir immédiatement, afin d’arriver à destination à 11 heures. Au moment du départ vers le lieu de rendez-vous, une des familles est déjà installée dans sa voiture, quand l’un des enfants exprime un besoin naturel pressant. Le temps de rouvrir la maison, d’accompagner l’enfant, de refermer et de redémarrer la voiture, cette première famille arrive avec un retard de quinze minutes.

Une deuxième famille, plus éloignée, subit un contretemps plus sérieux. Arrivée à proximité du lieu de rendez-vous, elle s’aperçoit qu’elle a oublié des provisions indispensables pour le pique-nique. Le temps de refaire le

trajet en sens inverse, de mettre la main sur les provisions et de reprendre la route, il est presque 10 heures quand elle rejoint le groupe.

Une troisième famille a terminé ses préparatifs et pris place dans la voiture. Celle-ci refuse de démarrer, parce que la batterie est déchargée. Après avoir perdu du temps en diverses tentatives infructueuses, elle doit attendre l'arrivée d'un dépanneur équipé de batteries plus puissantes. Malgré une conduite très sportive pour rattraper le temps perdu, la famille arrive au rendez-vous bien après 10 heures. Pour autant, l'expédition ne peut pas encore commencer. Quelques-uns des enfants qui attendent depuis plus d'une heure ont, à leur tour, besoin d'un répit. Lorsque tout le monde est paré, la route qui conduit à la mer est déjà encombrée et, au lieu des deux heures prévues pour couvrir la distance, il en faut presque trois – en comptant une première halte pour permettre à une famille de reprendre de l'essence et une seconde pour se ravitailler en boissons fraîches. Quand la plage est en vue, 11 heures ont sonné depuis longtemps déjà.

À aucun moment, notre groupe fictif ne s'est heurté aux agissements hostiles d'un ennemi ; chaque péripétie a été la conséquence de retards involontaires et de menus incidents, de l'ordre de la *friction* qui s'oppose au bon fonctionnement de toute mécanique. Le terme vient de l'ouvrage de Clausewitz, *De la guerre*, auquel j'emprunte ici la lettre mais aussi l'esprit : « Dans la guerre, tout est très simple, mais la chose la plus simple est difficile. Les difficultés s'accumulent et entraînent une friction que personne ne se représente correctement s'il n'a pas vu la guerre[1]. » La friction, milieu même dans lequel se déploie toute action stratégique, est la compagne la plus fidèle de la guerre.

Dans notre exemple, emprunté à la vie ordinaire, le retard initial de plus d'une heure, avant même la mise en route, s'est accru au cours du voyage. Comme on l'imagine aisément, il augmenterait encore si d'autres familles se joignaient à l'équipée. Il suffit d'ailleurs d'en associer un nombre croissant pour atteindre un seuil à partir duquel l'excursion ne démarre

jamais, le groupe dépendant jusqu'au bout du dernier arrivé. Préciser à quel chiffre se situe ce seuil qui immobilise le groupe jusqu'au soir n'est pas évident, mais on peut estimer que quelques dizaines de familles y suffiraient. Or, un rassemblement aussi encombrant ne se compare en rien avec les plus petites unités militaires, qu'il s'agisse des quelques centaines d'hommes d'un bataillon d'infanterie, de l'équipage d'un bâtiment naval modeste ou des effectifs d'une ou deux escadrilles aériennes.

Une force armée ne comprend pas d'enfants qui la retarderaient et possède un code de discipline pour étouffer toute fantaisie personnelle, mais, hormis ces deux caractéristiques, son sort est, à tous égards, moins enviable que celui de nos familles se préparant pour une journée à la plage. La question de son ravitaillement, par exemple, se pose à une autre échelle et le moindre oubli ne pourra être réparé à la faveur d'un simple arrêt le long de la route. De la même manière, une escadre en haute mer peut programmer un réapprovisionnement de détail mais, quand un produit vient à manquer, elle est condamnée à s'arranger avec les moyens du bord jusqu'au ravitaillement suivant, tout comme une unité terrestre ou aérienne qui opère loin de la base où l'on pourvoit à ses besoins pourrait aussi bien évoluer en plein désert, dans la mesure où la conduite de la guerre exige aujourd'hui plus que du foin et des vivres de première nécessité.

Une seule panne mécanique intervenait dans mon exemple, alors qu'une force armée devra faire face à nombre d'entre elles, sachant que son armement et ses véhicules, ses radars et ses radios et tout son appareillage électronique et mécanique sont, en règle générale, d'une fiabilité bien inférieure à celle de la plupart des automobiles d'aujourd'hui. Le plus souvent, l'équipement militaire est produit en quantités réduites, il n'est pas utilisé quotidiennement et il est beaucoup plus sophistiqué qu'une voiture familiale. Les chars d'assaut, solidement protégés contre le feu ennemi, abritent néanmoins une mécanique d'une étonnante fragilité (leur transmission, en particulier, est réputée délicate) et chacun des milliers

d’instruments électroniques installés à bord d’un avion de combat est aussi susceptible d’une panne que l’allumage d’une voiture de série.

Aucune erreur opérationnelle n’a retardé la virée à la plage, chaque conducteur ayant, au contraire, rempli sa mission sans défaillance. En revanche, malgré un entraînement poussé, des examens rigoureux et des exercices fréquents, aucune force armée ne peut éliminer l’erreur humaine. Espérer autre chose serait irréaliste. Quelques automatismes vite acquis suffisent pour conduire une voiture dans les embouteillages, mais manœuvrer la plupart des engins de guerre réclame un ensemble de compétences complexes et une attention soutenue. De plus, alors que les conducteurs, même jeunes, bénéficient d’une pratique quotidienne, qui se prolonge au cours des années, les militaires sont formés à leur spécialité en quelques mois de pratique irrégulière, soit qu’ils apprennent à maîtriser des nouvelles générations de matériels, soit qu’ils débutent eux-mêmes dans leurs fonctions.

Dans notre exemple, le plan se résumait à un point de départ, une route unique et une destination pré-établie. La seule faille qu’on puisse y déceler est l’heure fixée pour le rendez-vous initial – 9 heures – ce qui ne laissait pas une marge de manœuvre suffisante pour éviter à coup sûr les embouteillages. Les plans militaires les plus réfléchis visent aussi la simplicité, mais ils l’atteignent rarement, toutefois, parce que les différents éléments qui composent toute force armée doivent être coordonnés pour parvenir à un objectif qui développe souvent plusieurs actions dans un laps de temps donné. Et, bien que les hommes qui élaborent les plans s’efforcent de tenir compte, dans la mesure du possible, de toutes les sources de friction, les erreurs qu’ils y introduisent en créent une nouvelle.

Enfin, il faut tenir compte de la friction qui affecte le processus de commandement dans son ensemble, c’est-à-dire aussi bien la collecte et l’interprétation du renseignement, la prise de décision, la transmission des ordres et la supervision (le « contrôle »). Le plan d’action de notre exemple

ignorait cette dimension. En aurait-il tenu compte que la panne de batterie de la troisième famille aurait été vite connu et que le groupe aurait pu agir pour l'assister dans de meilleurs délais. La raison d'être du commandement militaire, avec l'ensemble de ses structures, y compris le renseignement et les communications, consiste à exploiter les occasions qui se présentent au cours du combat et à parer aux dangers inattendus. Elle est aussi de détecter les frictions, mêmes mineures, et les éliminer sans délai. Cependant, le fonctionnement de ces structures est, en lui-même, une nouvelle source de frictions : l'exploitation du renseignement, par exemple, quand il s'appuie sur des informations fausses, périmées ou mal interprétées, conduit à des décisions erronées. Même sur des réseaux de communications *high tech*, offrant les meilleures garanties de fiabilité et de sécurité, les messages peuvent être rédigés de manière confuse, mal adressés, voire simplement non transmis. Le *Liberty*, un navire de renseignement américain, qu'Israël attaqua par erreur en juin 1967, avait pour mission d'intercepter les communications. Cependant, ce n'est qu'après le début des hostilités qu'il capta l'ordre de quitter la zone, pourtant transmis en temps utile. Depuis cette époque et malgré les remarquables avancées techniques accomplies, les télécommunications sont toujours sujettes à des erreurs graves, dues, en premier lieu, à la surcharge. Toute nouvelle capacité est immédiatement saturée et, lorsqu'une nouvelle technologie entre en œuvre ou augmente les capacités existantes, le trafic s'accroît à mesure, en absorbant des messages jusque-là relégués au support papier et aux sacs postaux (la tempérance est une vertu trop peu répandue chez les usagers des moyens de communication gratuits). Enfin, les erreurs liées au « contrôle » paraissent inévitables, même lorsque les structures de commandement s'efforcent d'établir le meilleur compromis entre deux impératifs contradictoires à l'égard des unités combattantes qui leur sont subordonnées, c'est-à-dire la supervision et le droit à l'initiative.

Prenant en compte l'ensemble de ces sources de frictions, on constate très vite qu'elles pèsent plus lourd que la simple somme de leurs parties, dans la mesure où leurs interactions aggravent leurs nuisances spécifiques. Cette observation donne une bonne appréciation de la dimension réelle du risque organisationnel. De la même manière que notre petit groupe familial aurait pu ne jamais partir pour la plage s'il avait atteint son seuil critique, toute action militaire est susceptible d'une défaillance *interne*, avant même d'avoir eu à affronter la réaction délibérée de l'ennemi [*6].

L'accumulation de pannes, d'erreurs et de retards, même insignifiants, réduit parfois à néant tout projet d'action. Dans la guerre, rien n'est plus fréquent que l'ajournement imprévu d'une opération, pendant plusieurs heures, voire, dans certains cas critiques, plusieurs jours ou semaines. Les chroniques militaires regorgent d'épisodes de ce type, causes de nombreuses défaites. C'est dans ce contexte particulier – le milieu hostile de la friction – que l'on doit resituer toute initiative consacrée à obtenir un effet de surprise : chaque choix paradoxal en ce sens – qui suppose un écart par rapport à la méthode d'action la plus directe – créera une nouvelle source de friction et, par conséquent, un risque de fiasco organisationnel.

Quand le risque propre au combat se matérialise, il prend une forme sanglante – on relève des blessés et des morts. Ce qui n'est pas toujours le cas quand il s'agit du risque organisationnel. Cette différence doit-elle être comptée comme un avantage lorsqu'on évalue le degré de complexité acceptable afin d'atteindre un effet de surprise ? Sans doute, mais uniquement dans le cas d'une action isolée, telle qu'une opération de commando en temps de paix. Dans toutes les autres circonstances, un risque nourrit l'autre. Un navire qui manque la bataille parce que des frictions au sein du commandement ont entraîné une erreur sur le cap ; un bataillon blindé immobilisé par une panne d'essence sur la route du front, par suite de frictions dans la chaîne de ravitaillement, ou un avion de chasse requis pour une interception et cloué au sol par des frictions de maintenance

seront, certes, momentanément épargnés. On voit ainsi que les partisans du détour paradoxal qui condamnent, sans autre forme de procès, l'approche directe et l'attaque frontale, parce qu'elle augmente les risques du combat dans chaque affrontement, considéré pour lui-même, font peu de cas de l'augmentation des risques organisationnels qui résultent de leur propre démarche.

Dès que l'on considère l'affrontement dans sa dimension complexe, plutôt que l'engagement ponctuel d'une unité particulière, les risques organisationnels apparaissent, en règle générale, comme un multiplicateur des risques du combat. Le navire manquant affaiblit la flotte et chaque bâtiment se trouve un peu plus exposé aux risques du combat. Il en va de même pour les bataillons blindés qui poursuivent leur avance en laissant derrière eux les chars en panne sèche, ou pour l'escadrille qui doit décoller sans être au complet. Quand ces forces, redevenues opérationnelles, participeront à un autre engagement, elles combattront probablement au sein d'unités plus affaiblies qu'elles n'auraient dû l'être – leur défection ayant entraîné des pertes supplémentaires – et les risques qu'elles devront affronter au combat seront plus élevés.

## *La prévalence de l'action paradoxale*

Comme on l'a vu, les avantages de l'effet de surprise offerts par l'action paradoxale ont pour contrepartie non seulement le sacrifice délibéré d'une partie du potentiel militaire disponible, mais aussi un surcroît de risques organisationnels. Dans toute l'histoire des guerres, on ne connaît cependant que fort peu d'exemples d'actions militaires directes qui soumettent l'ensemble des ressources disponibles à une stricte logique linéaire et, parmi ceux-ci, on en connaît moins encore qui échappent à la critique. À

dose plus ou moins forte, le paradoxe entre toujours dans la composition des actions militaires conséquentes.

Les stratèges qui bénéficient d'une supériorité militaire indiscutable sur l'adversaire peuvent, à bon droit, dédaigner l'effet de surprise et se consacrer à une préparation de grande ampleur pour engager toute leur puissance par les méthodes les plus simples en réduisant ainsi le risque organisationnel. Sous toutes les latitudes, cela a été le cas, par exemple, des premiers affrontements coloniaux, quand les guerriers indigènes n'avaient pas appris à se disperser face aux troupes européennes bien entraînées et équipées d'armes à tir rapide. Ce fut encore le cas au cours des derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, sur le théâtre européen, quand leur puissance de feu largement supérieure autorisait Américains, Britanniques et Soviétiques à préférer les offensives frontales, préparées sans la moindre consigne de secret, face à une armée allemande en pleine déliquescence. Dans la même période, sur tous les fronts, les escadrilles de bombardiers alliées partaient pilonner le territoire ennemi en plein jour et sans précautions particulières, les défenses antiaériennes allemandes ou japonaises étant alors presque incapables de riposter. Alors que la guerre se poursuivait encore, *la logique de la stratégie ne s'appliquait déjà plus*, dans la mesure où la capacité de réaction de l'ennemi – et jusqu'à sa simple existence en tant qu'entité vivante et consciente – pouvait être négligée. Lorsque la faiblesse de l'ennemi atteint un degré tel que ses forces équivalent à des cibles passives, aussi inertes que de simples leurres, la logique linéaire de la production industrielle avec ses critères d'efficacité se substitue à la logique paradoxale de la stratégie. (Selon Clausewitz, « la différence essentielle réside en ceci que la guerre n'est pas un exercice de la volonté appliquée à une matière inerte, comme dans les arts mécaniques… mais à un objet qui vit et réagit. Il est frappant de voir combien les schémas idéologiques des arts et des sciences sont peu faits pour cette activité [2]. »)

La stratégie, qui englobe aussi bien l'art d'éviter la guerre que celui de la mener à tous les niveaux, de la manœuvre tactique au déploiement en profondeur, ne prend nullement en compte les aspects purement administratifs de la guerre, domaine dans lequel la volonté de l'ennemi et ses réactions ne jouent aucun rôle. On sait qu'il n'y a rien à gagner à certains choix délibérés – s'équiper de bottes trop petites de trois pointures ou utiliser son armement à mauvais escient – parce que ni les bottes ni les armes ne réagiront de façon avantageuse à de telles décisions paradoxales ; de même, il est inutile de circonvenir ou de surprendre un ennemi dont toutes les réactions, du fait de sa faiblesse, peuvent être négligées. Des conditions aussi favorables sont, par définition, exceptionnelles : rares sont les chefs militaires qui décident d'attaquer une force incomparablement supérieure.

Il peut arriver, en revanche, qu'une force armée surestime ses propres capacités et adopte une logique linéaire pour exploiter au mieux sa puissance, sans jamais chercher à surprendre l'ennemi par une quelconque démarche paradoxale. En général, la place accordée au paradoxe dans la conduite de la guerre devrait refléter le rapport des forces tel qu'il est perçu par les deux camps. Dans les faits, cette règle est souvent vérifiée.

On constate aussi, d'une façon elle-même paradoxale, que le camp le plus faible, ayant tout à redouter d'une rencontre frontale, est celui qui a le plus à gagner d'une conduite paradoxale. Même si ce choix est susceptible de l'affaiblir momentanément, il peut lui conférer l'avantage de la surprise et, de là, lui offrir la victoire.

Si un rapport de forces défavorable n'est pas le fruit de circonstances particulières, s'il n'est pas lié au seul contexte d'un engagement, d'une bataille ou d'une campagne, mais doit être considéré comme une constante par un État, alors la « ligne de moindre prévisibilité » peut devenir pour cet État, le principe même d'un *style national dans l'art de la guerre*. Israël en offre, pour l'époque contemporaine, un exemple caractéristique. De

manière systématique, les forces armées israéliennes s'efforçaient, à l'origine, d'éviter toute confrontation militaire directe et cherchaient à adopter une conduite paradoxale face à un ennemi qu'elles estimaient supérieur en nombre ou en équipement. Décennie après décennie, le rapport de forces évoluant en faveur d'Israël, ce n'est guère qu'à l'occasion d'opérations de commando, lors de l'infiltration de petits groupes au cœur même du territoire national, que Tsahal se trouvait débordée. De plus en plus, la supériorité matérielle tendait à devenir la règle, s'ajoutant aux autres atouts d'Israël en matière d'entraînement, de cohésion et de commandement. Si cette nouvelle donne a suscité divers ajustements, tels que l'abandon progressif du combat de nuit, les forces armées israéliennes ont conservé leur réticence pour l'engagement frontal, par habitude autant que par volonté d'épargner les troupes. Guerre après guerre, comme à l'occasion d'incidents isolés entre deux conflits, les Israéliens ont choisi de ne pas engager toutes leurs forces et d'accroître leurs risques organisationnels pour bénéficier de l'effet de surprise. Laissant volontairement de côté une partie de ses moyens matériels (contrepartie du secret et de la ruse, de l'improvisation hâtive ou d'une extension démesurée de ses lignes) et acceptant d'opérer avec un niveau de friction proche du chaos, l'armée israélienne a régulièrement pris l'avantage, par la surprise, sur des adversaires qui n'avaient pas concentré leurs forces sur le champ de bataille ou dont les troupes n'étaient pas prêtes, matériellement ou moralement, pour le combat.

Ériger en règle établie une inclination pour les actions paradoxales et non conventionnelles revient à en saper l'efficacité. De fait, les adversaires d'Israël finirent par tenir compte de ce penchant en établissant leurs prévisions. L'expérience leur avait appris à se défier des projections les plus cohérentes concernant les futures initiatives de l'armée israélienne. Au point que, lorsque celle-ci, pendant la guerre du Liban, en juin 1982, envoya une division blindée au grand complet sur une route étroite et

sinueuse à travers les montagnes du Chouf, pour prendre les Syriens à revers, ces derniers furent si peu surpris qu'ils réussirent à bloquer l'avancée du convoi[3]. Mais rien ne leur avait laissé deviner la manœuvre suivante, à laquelle ils assistèrent sans réagir, paralysés et incrédules : une attaque frontale classique, exécutée par des divisions blindées, massées dans la vallée du Liban[4]. Bénéficiant d'un rapport de forces très favorable et pressés de confirmer leur avantage avant un cessez-le-feu imminent, les Israéliens avaient opté pour une attaque frontale, en plein jour, aux dépens de l'effet de surprise. La plus grande surprise fut la leur quand ils constatèrent que leurs adversaires n'étaient pas préparés à une telle éventualité. Après avoir si longtemps exploité le paradoxe, au point qu'il fut devenu leur signature dans la guerre, les Israéliens avaient atteint le stade où la ligne de moindre prévisibilité retrouvait l'attaque frontale la plus directe.

*1. Faute d’une définition rigoureuse, le terme de stratégie recouvre des sens divers. Il peut désigner aussi bien une doctrine qu’un simple plan, décrire une pratique ou un ensemble de théories. Pour un survol des définitions courantes, voir l’appendice A.

*2. La politique fondée sur la répression, même lorsqu’elle n’est pas sanglante, appartient au domaine de la guerre. Toutes les initiatives qui en relèvent s’assimilent à des opérations militaires, elles s’interprètent en termes d’attaque et de défense, d’embuscades et de raids. Le secret et la ruse y ont une part aussi importante que dans un conflit : la police exploite la ruse pour infiltrer les cercles dissidents, lesquels ne peuvent survivre que par le secret. Comme dans une guerre, enfin, la surprise est indispensable à l’action.

*3. Il s’agit de la notion d’« approche indirecte » de Basil Liddell Hart, qu’il présente de manière non systématique dans ses biographies et dans plusieurs livres ou articles. Pour un exposé cohérent, voir Brian Bond, *Liddell Hart* (1977), p. 37-61.

*4. Plusieurs unités allemandes ne furent pas employées ; les Japonais n’opérèrent pas de vols de reconnaissance, lesquels auraient trahi la présence de porte-avions ce jour-là.

*5. Roberta Wohlstetter, dans son ouvrage de référence sur l’effet de surprise, *Pearl Harbor* (1962), a, la première, introduit une terminologie issue des technologies de la communication dans les études stratégiques.

*6. Un ennemi intelligent s’efforcera d’augmenter les frictions existantes, en attaquant les voies d’approvisionnement s’il existe déjà une situation de pénurie ; les télécommunications si elles approchent la saturation ; les centres de commandement si les officiers manquent d’esprit d’initiative, et ainsi de suite. Ces exemples appartiennent au mode d’opérations militaires le plus ambitieux, celui des manœuvres relationnelles, dans lequel on applique la force contre les faiblesses de l’ennemi spécifiquement identifiées. Nous verrons plus loin que cette forme de guerre est, elle-même, très sensible à la friction.

CHAPITRE 2

# LA LOGIQUE EN ACTION

Que la surprise ne puisse être atteinte par le recours constant aux mêmes méthodes est une évidence. C'est aussi une illustration, un peu simpliste il est vrai, du fonctionnement plus général de la logique paradoxale de la stratégie, dans sa dynamique ambivalente. Jusqu'ici, nous l'avons abordée du point de vue d'un acteur isolé, qui en comprend les ressorts et les mécanismes et s'efforce de les exploiter à son avantage. De plus, en réduisant l'examen à quelques situations sorties de leur contexte et aux décisions qui en découlaient, nous avons appréhendé cette logique à travers une série d'instantanés. Il va sans dire, pourtant, que toute confrontation stratégique, en temps de guerre comme en temps de paix, suppose deux volontés opposées et, sauf dans le cas d'un duel au pistolet, ne donne pas lieu à une résolution immédiate mais implique, de la part de chaque camp, une succession d'initiatives, soumises, au cours du temps, à une influence réciproque.

Si nous considérons maintenant la logique paradoxale de la stratégie comme un phénomène objectif qui conditionne toute action – que les participants cherchent ou non à l'exploiter, qu'ils en soient ou non conscients – et si nous l'observons dans la durée, en tant que processus dynamique, nous pouvons alors définir cette logique, dans sa totalité, comme *la convergence, voire l'inversion des contraires*. Si, comme on l'a

vu, le sort des actions non conventionnelles, entreprises en vue d'obtenir un effet de surprise, est de devenir prévisibles, le même processus s'empare de toute initiative dans le domaine de la stratégie, c'est-à-dire dans l'arène où s'affrontent des volontés opposées. En d'autres termes, dès que la logique paradoxale de la stratégie prend une forme dynamique, elle *devient* la convergence, voire l'inversion des contraires.

Toute action qui se situe sur le terrain de la stratégie ne peut, en conséquence, se poursuivre indéfiniment. Elle va tendre à évoluer en son contraire, à moins qu'un changement majeur, affectant les circonstances dans lesquelles évoluent les participants, ne transpose la logique de la stratégie à l'arrière-plan. À défaut d'un tel bouleversement, la logique induira une évolution négative de toutes les notions concernées, susceptible d'atteindre une complète inversion, la guerre devenant la paix et la victoire, la défaite.

Examinons par exemple, le sort d'une armée qui progresse sur un large théâtre d'opérations en accumulant les victoires. Bataille après bataille, sans connaître le moindre revers, elle force l'adversaire au repli. Imaginons que ce recul tourne à la débandade ou que l'armée en mauvaise posture soit au bord de l'anéantissement : sa reddition ou des pourparlers peuvent alors mettre un terme aux hostilités. Même dans ce cas, l'éventualité d'une inversion des contraires subsiste, comme nous le verrons, mais elle déborde le cadre de cette guerre particulière. Mais, aussi longtemps que l'armée en déroute poursuit le combat, le processus de renversement est susceptible d'émerger.

En s'éloignant de son territoire national, l'armée conquérante s'éloigne aussi des camps d'entraînement, des installations industrielles, des centres de ravitaillement et des ateliers qui ont concouru à ses succès. Les lignes de ravitaillement, vitales à son entretien, s'allongent chaque jour un peu plus. Elle dépend de ses approvisionnements en carburant, en vivres, en pièces détachées, et doit satisfaire encore de nombreux autres besoins et, quels que

soient les moyens de transports utilisés – traction animale, chemin de fer, convois de camions ou pont aérien – l'allongement des distances en réduit les capacités. Des trajets plus longs induisent des ruptures de charges plus nombreuses et des besoins de maintenance accrus, avec le risque permanent d'interrompre le débit, si les capacités ne sont pas suffisantes tout le long de la chaîne. À l'inverse, l'armée qui reflue se rapproche de ses bases arrière et raccourcit ainsi ses lignes de ravitaillement. Les renforts de l'armée conquérante doivent couvrir de plus longues distances, ceux de l'armée en retraite, si tant est qu'elle en dispose encore, rejoignent plus rapidement le front.

L'armée conquérante doit donc multiplier les efforts pour assurer son entretien. Elle peut être amenée à retirer du front une partie de ses troupes et de son équipement pour renforcer sa logistique ou affecter ses renforts à cette tâche. L'armée en reflux, au contraire, peut alléger ses efforts dans ce domaine, voire puiser de nouvelles forces combattantes dans les unités affectées à la logistique.

L'armée conquérante évolue sur un territoire tenu jusque-là par l'ennemi, où la population peut se révéler hostile, où des partisans peuvent se cacher, où des unités de l'armée régulière, même, ont pu être laissées en arrière pour mener un combat de guérilla. Dans le meilleur des cas, le gouvernement militaire installé en territoire occupé réussira à satisfaire ses besoins en main-d'œuvre et en matériel par des réquisitions auprès de la population locale. Mais s'il doit faire face à une résistance armée, qu'elle se manifeste par des opérations de sabotage sur les lignes de chemin de fer, par des attaques contre ses convois routiers, ses dépôts de ravitaillement, son administration ou ses centres de commandement, il devra s'adjoindre des unités combattantes prises sur le front et les utiliser comme forces d'intervention rapide dans les zones occupées, pour des missions de surveillance et de sécurité.

Même dans le cas où l'armée conquérante libère la population civile, qui n'offrira alors ni résistance ni soutien aux troupes ennemies laissées en arrière, sa simple progression lui conférera un désavantage relatif, dans la mesure où l'armée en retraite pourra alors réaffecter ses propres forces d'occupation au front.

Portée par la dynamique de la victoire, l'armée conquérante bénéficie de l'initiative : elle choisit le rythme et l'orientation de ses avancées et s'efforce de donner à son avant-garde les moyens de couper la retraite de l'ennemi. Mais l'armée en reflux garde un atout décisif : à moins de subir un harcèlement sans répit, elle maîtrise sa tactique de défense. Avant tout accrochage, ses unités d'arrière-garde peuvent choisir le terrain le plus favorable, celui sur lequel elles tiendront les positions abritées et surprendront l'ennemi à découvert ; elles peuvent aussi multiplier les embuscades contre des unités trop pressées d'avancer.

Les effets de la victoire et de la défaite sur le moral et la cohésion des troupes comme sur l'ascendant du commandement sont plus difficiles à mesurer. Le moral du combattant ne traduit pas son euphorie, mais sa détermination à affronter l'ennemi. Or le succès peut accroître celle-ci et émousser celle-là : après un engagement victorieux, la satisfaction de la troupe s'accompagne parfois du sentiment qu'elle en a fait assez (un phénomène que Clausewitz nomme « le relâchement de l'effort »). Bien qu'en cette matière les preuves soient difficiles à établir, les historiens de la Seconde Guerre mondiale s'accordent à penser que les vétérans de la 8e Armée britannique, après avoir défait les forces de l'Axe, en Afrique du Nord, à l'issue d'une longue campagne, avaient épuisé leurs capacités à affronter le risque. À cette date – 1943 – ces forces avaient encore deux années de guerre devant elles, en Italie, d'abord, puis dans le Nord-Ouest de l'Europe, après le Débarquement. S'il n'y eut pas de cas de désertions individuelles, ni de fuite devant l'ennemi, les unités de vétérans ne se départirent plus jamais d'une grande prudence dans l'accomplissement de

leurs missions. Le commandement britannique dut accepter cet état de fait et confier à des unités d'élites, à de nouvelles recrues ou aux forces alliées les opérations comportant une forte dose de risque et exigeant des comportements héroïques.

À l'inverse, la défaite sape le moral des troupes et favorise la passivité – ingrédient idéal pour anéantir une armée – voire les désertions, pour peu que les circonstances s'y prêtent [*1]. Mais ce n'est pas une règle générale : il arrive que les revers aiguillonnent la combativité, en particulier quand les soldats estiment avoir manqué d'ardeur lors des précédents engagements. Un tel épisode prit place, aussi, dans l'histoire de la 8e Armée britannique, au cours de la campagne d'Afrique du Nord. En 1942, après avoir cédé sans grande résistance devant l'avancée déterminée du maréchal Rommel à travers la Libye, la grande majorité de ses unités s'étaient reprises. Au moment où les Allemands pénétraient en Égypte, pour rejoindre El Alamein, les troupes britanniques, déterminées à combattre, s'accrochèrent à leurs positions, dès la première bataille, qui eut lieu du 1er au 10 juillet 1942. Et le 23 octobre, quand commença le deuxième engagement, elles contre-attaquèrent massivement.

À l'échelon du commandement, encore, l'influence de la victoire peut être contradictoire. Un premier succès, des réussites en série suffisent parfois à épuiser l'élan nécessaire pour entraîner les hommes dans les dangers de la bataille. De même, les chefs d'une armée vaincue et qui bat en retraite ont souvent dilapidé toute autorité. S'ils l'ont sauvegardée, toutefois, le souvenir cuisant des récents échecs leur servira d'aiguillon, ils sauront alors exiger plus d'efforts de leurs hommes et leur insuffler l'énergie nécessaire à cette fin. Mais, si l'on se restreint aux seuls aspects techniques et aux procédures de la guerre, la balance penche d'un côté : la victoire égare, la défaite est riche d'enseignements.

Couronnés par la victoire, l'ensemble des usages, des procédures, des structures, des choix tactiques et des méthodes d'une armée seront entérinés, voire encensés, y compris ceux qui mériteraient un sérieux examen, voire une révision radicale. L'armée israélienne a connu cette situation après avoir remporté, de façon spectaculaire, la guerre des Six-Jours, en 1967. En un temps record, les Égyptiens, aux effectifs largement supérieurs, les Syriens, accrochés à leurs retranchements, et les Jordaniens, à la discipline impeccable, ont été battus, grâce à la même combinaison d'assauts blindés sans aucun appui ni interdiction aérienne[*2]. Les chefs militaires israéliens voulurent ignorer à quel point ces deux tactiques étaient périlleuses face aux missiles antichars et antiaériens, que les Soviétiques pouvaient fournir en masse aux pays arabes. Après la victoire éclair sur les trois fronts, personne ne chercha à tirer les enseignements des rares épisodes au cours desquels les forces israéliennes avaient subi des pertes inattendues ou essuyé de brèves défaites tactiques. Ainsi l'état-major ne se soucia guère de renforcer ses unités blindées par de l'artillerie mobile, ni par une infanterie bien formée et équipée de transports blindés modernes. Le budget fut consacré, en priorité, à l'achat d'un plus grand nombre de chars perfectionnés, l'artillerie reçut la portion congrue et l'infanterie – composée pour l'essentiel de réservistes peu aguerris – dut continuer à opérer avec ses véhicules blindés mal protégés, souvent ouverts et datant de la Seconde Guerre mondiale. Lors du déclenchement de la guerre du Kippour, en 1973, les forces blindées, toujours dépourvues de soutien, maintinrent une défense efficace, mais subirent de lourdes pertes lors de leurs offensives, face aux armes antichars égyptiennes qui auraient pu être réduites au silence par l'artillerie ou combattues par l'infanterie. De la même manière, après s'être jouée des missiles antiaériens arabes, en 1967, l'aviation israélienne avait préféré accroître le nombre de ses avions de combat plutôt que de s'équiper pour la guerre électronique. En 1973, elle aurait été en mesure d'affronter le déploiement à grande échelle de missiles

antiaériens soviétiques de nouvelle génération dont s'étaient dotées les armées arabes, si elle avait lancé ses frappes dès le début de l'offensive en volant à basse altitude pour échapper aux radars ennemis. Mais, avant même cette campagne préliminaire, elle fut requise pour contrer l'avance des forces terrestres et subit, de ce fait, de lourdes pertes, dues à l'armement antiaérien.

La défaite est, de loin, le meilleur professeur. D'abord, parce que les revers aiguisent les facultés le plus cruciales, mais aussi par ce que les solutions éventuelles, s'il s'en présente, seront probablement bienvenues, l'échec ayant affaibli les résistances au changement parmi les défenseurs du *statu quo*. Cela s'est produit pour les pays arabes après leur défaite retentissante de 1967. Ils ont appris à accepter leurs limites et n'ont plus cherché à rivaliser directement avec Israël. Plutôt que de combler leur retard, beaucoup trop important, dans le domaine de la mobilité des blindés, ils ont adopté un système – certes statique mais serré – de défense antichars. Plutôt que de relever les défis du combat aérien, ils ont développé un étroit quadrillage de défense antiaérienne au sol. Et, bien que le sort des armes leur ait été à nouveau défavorable, en 1973, le bilan fut bien moins désastreux qu'en 1967, l'Égypte réussissant même à s'emparer d'une partie du Sinaï, en contrepartie de pertes, plus importantes, il est vrai, sur son propre territoire.

Les Israéliens suivirent un cheminement similaire. En 1973, ils tirèrent enfin les enseignements de leurs erreurs, ce qu'un examen attentif des péripéties de la guerre des Six-Jours aurait dû leur permettre dès 1967. Lors du conflit suivant, en 1982, les forces blindées et l'aviation avaient reconquis leur supériorité sur les missiles de défense.

En règle générale, quand la mobilisation de la population et de l'industrie est assez soutenue pour faciliter l'acheminement des renforts, la puissance de frappe de l'armée conquérante reste assurée à mesure de sa progression. En d'autres termes, un facteur « exogène » annule la logique

de la stratégie, qui devrait conduire à un renversement des contraires et à un affaiblissement de l'offensive. Toutefois, en l'absence de ce facteur et à défaut d'un renforcement ininterrompu en hommes et en matériel, la simple progression de l'armée conquérante causera son affaiblissement quand les échecs et le reflux consolideront l'armée battue.

## *Point culminant et retournement de situation*

Dans la dynamique d'un conflit, la convergence des contraires – victoire et défaite – peut aller au-delà du point d'équilibre et aboutir à un renversement des termes. Si l'armée conquérante parvient à une victoire totale ou obtient la reddition de l'ennemi, ni les éventuels facteurs qui concourent à son affaiblissement ni ceux qui favorisent le raffermissement de l'adversaire n'auront alors d'importance. Il suffit cependant que la profondeur du territoire ou la ténacité de l'ennemi tendent à prolonger les hostilités pour que celui-ci commence à tirer parti du paradoxe dynamique et cela jusqu'au point où il reprendra l'avantage. Ainsi, dans le cas où l'armée conquérante poursuit sa progression sans renforts suffisants, elle ruinera ses succès en outrepassant le point culminant de la victoire, au-delà duquel son affaiblissement va s'accélérer.

Les forces allemandes qui ont envahi l'Union soviétique en juin 1941 ont connu un tel sort. Elles ont d'abord engrangé les victoires, écrasant les divisions soviétiques étirées tout le long du front, ainsi que les formations plus conséquentes placées en retrait. Avec ces offensives rapides et souvent décisives qui infligeaient des pertes énormes à l'armée Rouge, les Allemands ont pénétré en profondeur sur le territoire russe, en direction de Léningrad (l'actuelle Saint-Pétersbourg) et de Moscou. Mais l'avancée

ininterrompue des colonnes allemandes sur des centaines de kilomètres ne s'est pas accompagnée d'une logistique suffisante pour compenser l'extension des lignes de ravitaillement, l'effet psychologique de « relâchement de l'effort » et l'addition d'erreurs tactiques commises dans l'euphorie de la victoire. Dans le même temps, en conséquence de la contraction spectaculaire de ses lignes de ravitaillement, de la pression psychologique liée à l'accumulation d'échecs cuisants et des innombrables enseignements pratiques tirés de ses revers, l'armée Rouge se trouvait, de fait, renforcée. En décembre 1941, alors que les Allemands avaient dépassé le point culminant de la victoire, elle avait suffisamment reconstitué ses forces pour lancer sa première contre-offensive, aidée en cela par les grands froids de l'hiver. S'ils ne remportèrent que des victoires tactiques (le front allemand ne s'effondra pas) au cours de cet épisode, les Russes, plus que les Allemands, s'étaient montrés de bons élèves de Clausewitz. L'aspect le plus remarquable de la campagne de Russie tient toutefois à la réplique, au cours de l'année 1942, du même enchaînement en deux phases : une offensive d'été allemande victorieuse, poursuivie, à nouveau, au-delà de son point culminant, à laquelle succéda une contre-offensive d'hiver – à cette différence près que le front fut cette fois brisé à Stalingrad, au prix de pertes majeures pour les Allemands. Quand, en juillet 1943, la Wehrmacht très affaiblie lança sa troisième et dernière offensive d'été, dans le secteur de Koursk, l'armée Rouge n'eut pas à attendre l'hiver pour contre-attaquer en masse. À son tour, l'armée allemande commença, à partir de cette date, à bénéficier, sous bien des aspects, de la logique paradoxale qui affaiblit les forts dans leur progression et renforce les faibles dans leur retraite. Cela explique pourquoi l'armée soviétique n'entra pas dans Berlin avant la fin avril 1945.

Cela ne signifie pas que la victoire conduise inévitablement à la défaite, pour peu que la guerre se prolonge. Mais à moins de garantir en toutes circonstances sa supériorité par l'appel à de nouveaux renforts et la

mobilisation de toute la puissance militaire disponible (c'est-à-dire en faisant intervenir des facteurs exogènes), l'armée victorieuse devra, à un moment ou à un autre de sa progression, s'accorder un temps de récupération, si elle veut enrayer la dynamique négative qui s'amorce. Cette pause sera l'occasion de restaurer le moral des troupes et de donner un nouveau souffle au commandement, grâce à des relèves appropriées et au repos accordé, elle permettra aussi de rapprocher l'ensemble des structures logistiques des premières lignes ; d'organiser la sécurité sur les arrières, si ceux-ci sont menacés, et de revoir les procédures, les tactiques et les méthodes devenues assez familières à l'ennemi pour qu'il soit en mesure de les anticiper et de les contrer. À ce prix, l'armée victorieuse pourra rétablir sa capacité à engranger de nouveaux succès et repoussera devant elle – dans l'espace et dans le temps – le point culminant de la victoire.

Toutes les variantes de la convergence des contraires et de leur inversion se sont succédé au cours de la Seconde Guerre mondiale, sur le théâtre européen. Les retournements de situation spectaculaires qui ont marqué le déroulement du conflit s'expliquent par ses deux armes d'élection : le char d'assaut et l'avion. Ils ont condamné la guerre de position et les tranchées, fondements stratégiques de la Première Guerre mondiale, et porté la guerre de mouvement à une échelle sans précédent depuis les conquêtes napoléoniennes.

L'invasion des Pays-Bas, de la Belgique et de la France qui commença le 10 mai 1940 et s'acheva le 17 juin avec la demande d'armistice formulée par la France, fut conduite en un seul mouvement (il s'en fallut de peu, toutefois), mobilisant tous les efforts allemands[1]. À la date du 17 juin, les chars d'assaut, les véhicules blindés et les transports de troupes des dix divisions de Panzer qui formaient le fer de lance de l'avancée allemande avaient subi des pannes en si grand nombre qu'elles étaient à peine en mesure de sauver les apparences ; entre autres expédients, des mitrailleuses avaient été montées sur les camions pris à l'armée française. Les divisions

d’infanterie, qui constituaient le gros des troupes, progressaient à pied depuis le début de l’offensive et arrivaient aux limites de l’épuisement. La logistique, assurée par une noria de charrettes reliant les nœuds ferroviaires encore intacts aux unités combattantes, fonctionnait à flux tellement tendus que, seules, la prospérité des campagnes conquises et l’abondance de nourriture et de fourrage évitèrent les pénuries et la paralysie. Seul, l’approvisionnement en munitions ne constitua jamais un véritable problème au cours de cette campagne qui enchaîna mouvements rapides et assauts brefs et dont la plupart des engagements ne dépassèrent pas l’ampleur d’un accrochage. Dépendant beaucoup moins du moteur à explosion que du jarret du fantassin et de la traction animale, l’armée allemande dut cependant faire face à des pénuries de carburant et opéra des réquisitions dans les zones conquises pour permettre aux divisions de Panzer de maintenir leur élan[2]. Mais alors qu’elle risquait, par l’addition de ses faiblesses, de basculer au-delà du point culminant de la victoire, la demande d’armistice française vint remettre les compteurs à zéro. Bien que très superficielle, sa tentative de pénétration du territoire avait eu raison de la profondeur géographique et morale de la France.

Quand les armées de Hitler attaquèrent l’Union soviétique le 2 juin 1941, un an plus tard, presque jour pour jour, leur capacité de pénétration, accrue de façon marginale par la réquisition de camions français et un léger développement des forces mécanisées, n’avait, somme toute, pas évolué dans des termes significatifs. À la veille de l’invasion, le long du front immense qui courait de la Baltique jusqu’à la mer Noire, 142 divisions étaient déployées en trois corps d’armées. Vingt-trois d’entre elles, seulement, étaient des divisions de Panzer, de blindés légers ou motorisées. Sur l’ensemble de l’armée allemande, 88 divisions avaient reçu des véhicules pris aux Français. Même ainsi, 75 divisions d’infanterie du front de l’Est durent abandonner la totalité de leurs camions aux colonnes de ravitaillement des corps d’armée, en échange de 200 charrettes à cheval[3].

Réduite à ces chiffres, la réalité était bien éloignée des discours sur la modernité et la mécanisation qui eurent pourtant un impact psychologique décisif dans le *blitzkrieg* de Hitler.

Par sa profondeur, toutefois, l'Union soviétique ne se compare pas à la France. L'utilisation de son réseau ferré était rendue malaisée par la différence d'écartement, autant que par les sabotages ; ses routes peu nombreuses et dépourvues de revêtement mettaient les véhicules à rude épreuve et, malgré la succession des défaites catastrophiques, rien ne semblait devoir émousser l'opiniâtreté soviétique. Aussi, à la mi-octobre 1941, quand les forces allemandes atteignirent le point culminant de la victoire – c'est, bien sûr, *a posteriori* qu'on put l'identifier comme tel – une centaine de kilomètres séparaient encore les colonnes les plus avancées de Moscou[4]. Pour Hitler, une pause, destinée à la récupération, était impensable. Les forces qui occupaient le secteur central du front continuèrent donc leur progression pendant le mois de novembre, suivant deux axes – Nord et Sud – afin d'encercler la capitale et d'infliger à l'armée soviétique la défaite décisive qui conclurait la guerre. Avec cette manœuvre, l'armée allemande franchissait le sommet de la courbe du succès et s'engageait sur la pente descendante. Les ruptures d'approvisionnement en munitions réduisaient l'artillerie au silence et affectaient même l'infanterie. Elles étaient dues aux distances entre les dépôts ferroviaires et le front, trop grandes pour permettre un acheminement continu par les colonnes de voitures à cheval et par les rares camions encore disponibles. Par ailleurs, la pénurie drastique de matériel roulant soviétique – seul adapté à l'écartement des voies – empêchait le chemin de fer d'absorber le transport des fournitures. Dans ce chaos, les tenues d'hiver et les lubrifiants grand froid n'arrivèrent jamais à destination. La priorité allant aux convois de nourriture, d'essence et de munitions, ils restèrent bloqués dans de lointaines gares de triage.

Au sein des unités motorisées, le nombre de chars, de chenillettes et de tracteurs d'artillerie en état de fonctionnement se réduisait chaque jour sans que les ateliers de campagne fussent à même de parer à la situation. Dès lors, pour toute l'armée allemande, y compris pour les divisions de Panzer, la charrette confisquée au paysan soviétique devint un moyen de transport vital. Sur l'arrière des lignes, les Allemands se heurtaient à une résistance active, menée par les partisans et des lambeaux de l'armée régulière ; les tâches policières, s'ajoutant aux massacres antisémites et aux confiscations, mobilisèrent une partie des troupes loin du front. Petit à petit, l'envoi de renforts ne suffit plus à combler les pertes. Par-dessus tout, le froid et l'épuisement physique avaient raison des soldats allemands. Leurs propres succès les avaient menés jusqu'à la démoralisation. Depuis le 22 juin, bataille après bataille, ils avaient avancé sans discontinuer, capturé trois millions de soldats soviétiques jusqu'en novembre et tué plusieurs dizaines de milliers d'entre eux. Mais, parvenus à ce point, la campagne de Russie leur paraissait sans fin, comme s'ils devaient avoir toujours plus de kilomètres à parcourir et toujours plus de divisions soviétiques à affronter. Hitler et ses généraux avaient une tout autre appréciation de la situation : Moscou à portée de main, ils n'envisageaient pas de s'arrêter. Puisqu'ils exigeaient un nouvel effort, l'ultime offensive de l'année 1941 fut lancée le 1er décembre, par une température de – 20 ºC, alors que l'avant-garde allemande, déjà parvenue à 30 kilomètres du Kremlin, arrivait, comme le reste des troupes, aux limites de l'épuisement[5]. Quatre jours plus tard, à l'aube du vendredi 5 décembre, l'armée Rouge lançait sa première contre-offensive d'envergure depuis le début des hostilités. Repoussée par les troupes soviétiques revêtues de leurs tenues d'hiver blanches, la Wehrmacht perdit deux fois plus de terrain qu'elle n'en avait conquis au cours de sa dernière et très coûteuse progression. En déréglant la mécanique, jusque-là infaillible, de l'avance allemande, cette initiative allait imprimer un gigantesque mouvement de balancier à la guerre pendant les trois années

suivantes : à chaque nouvelle offensive générale entreprise par la Wehrmacht, pendant l'été, succéderait une retraite plus spectaculaire encore, à mesure qu'augmenterait la puissance de l'armée Rouge.

À trop étendre ses lignes, celle-ci, à son tour, allait subir des pertes considérables, quand, prolongeant sa victoire épique dans la poche de Stalingrad par une avance excessive, elle prépara le terrain à la contre-attaque allemande de mars 1943[6]. Staline et son état-major en tirèrent la leçon : alternant progression victorieuse et pause réparatrice, ils évitèrent à leurs armées de s'aventurer au-delà du point culminant de la victoire. Avec sa population et son industrie mobilisées, dans leur totalité, pour la guerre, avec l'ampleur de l'aide matérielle américaine et britannique (qui ne livrèrent pas moins de 409 526 jeeps et camions[7]) la supériorité militaire soviétique ne cessait de s'accroître, tout comme la qualité de sa nouvelle génération d'officiers, formés sous le feu. Les sources de la puissance militaire changeaient de camp et ce déséquilibre altéra le mouvement de balancier sur le théâtre des opérations : au va-et-vient d'offensives et de contre-offensives de 1942-1943 succéda une série de victoires soviétiques ininterrompues, jusqu'à l'assaut final au cœur de Berlin. Aussi longtemps que dura cette dernière phase et bien que l'armée allemande se réduisît alors à un étrange assemblage de vétérans épuisés, de jeunes recrues inexpérimentées, d'aviateurs et de marins affectés à l'infanterie sans la moindre formation, d'adolescents, de vieillards et d'invalides, les Soviétiques eurent grand soin de mesurer chacun de leur pas vers la victoire, ne serait-ce que pour éviter de déplaire à Staline, ennemi déclaré de l'« aventurisme[8] ».

À l'Ouest, pendant les onze mois de campagne, commencée par le débarquement en Normandie du 6 juin 1944 et conclue par la capitulation de l'Allemagne, les deux camps ont dépassé plusieurs fois le point culminant, erreur lourde de conséquences qu'un seul d'entre eux avait les moyens de supporter. Quant à la campagne d'Afrique du Nord, cet incessant

va-et-vient poursuivi sur les 2 000 kilomètres qui séparent Tripoli du delta du Nil, elle aura été une longue succession d'épisodes de ce type. Quand une écrasante supériorité matérielle permit enfin aux forces britanniques d'entamer leur lente mais irrésistible avance à partir d'El Alamein, le 23 octobre 1942, deux années de combats s'étaient déjà écoulées. Que l'initiative appartint aux Britanniques ou aux forces allemandes et italiennes, commandées par Rommel, une même empreinte d'aventurisme romantique conduisait les deux camps à convertir leurs victoires en défaites. Sur les cartes d'état-major, les flèches figurant les avancées magistrales ne traduisaient rien de plus que la course sans retenue de chars d'assaut brûlant leur carburant jusqu'à la dernière goutte et prêtant le flanc à la charge de l'ennemi qui, à peine remis de sa déroute, se lançait dans une offensive victorieuse mais tout aussi fragile[9].

La guerre de Corée s'inscrivit, elle aussi, dans ce schéma, les belligérants poursuivant leurs offensives jusqu'à s'enferrer dans la défaite. Au prix d'une progression soutenue, commencée le 25 juin 1950, les Nord-Coréens contrôlaient toute la péninsule au mois d'août, à l'exception de l'enclave de Taegu-Pusan, située à l'extrême sud. Ils avaient couvert à pied cette distance de plus de 500 kilomètres, et déjà franchi le point culminant de la victoire. Le général MacArthur contre-attaqua, le 15 septembre, par l'audacieux débarquement d'Inchon, loin derrière le front, le long des lignes ennemies rendues vulnérables par leur trop grande extension. La retraite nord-coréenne qui suivit tourna vite à la débâcle. Mais cette splendide victoire, récompense d'une attaque surprise à haut risque, fut presque aussitôt mise en péril par une progression inconsidérée. Le 26 octobre 1950, les trop minces colonnes de l'avant-garde américano-coréenne s'étaient frayé une voie jusqu'au fleuve Yalu, limitrophe de la Chine.

Les signes de plus en plus manifestes d'une prochaine implication de la Chine dans le conflit conduisirent à un retrait purement tactique des abords du fleuve. En novembre 1950, le « front » du général MacArthur, aligné sur

les plus hautes latitudes de la péninsule, d'une mer à l'autre, n'existait que sur les cartes. Loin de former un cordon étanche appuyé sur de solides arrières, les éléments avancés des colonnes américano-coréennes étaient séparées par de larges trouées, conséquence de leur progression à travers des vallées distantes les unes des autres et cloisonnées par des reliefs accidentés, qu'il avait fallu laisser sans surveillance. L'armée chinoise aurait-elle été motorisée au même niveau que l'armée américaine, les mouvements de ses troupes et de son matériel auraient-ils, en conséquence, été subordonnés à l'existence de routes, la vulnérabilité géographique de MacArthur et de ses lignes clairsemées aurait été toute théorique, puisque les montagnes étaient impraticables pour les véhicules. Mais les Chinois pénétrèrent à pied dans ce massif, avec tout leur matériel sur le dos de porteurs. Se déplaçant de nuit, se cachant le jour, ils s'infiltraient entre les colonnes américano-coréennes, lesquelles pâtissaient d'autres faiblesses moins visibles : à l'exception des *Marines*, disposés à l'est de la péninsule, les unités de MacArthur étaient désorganisées par leur avance précipitée ; quant aux troupes fraîchement débarquées des États-Unis, leur entraînement laissait à désirer (les Sud-Coréens n'avaient, eux, pas la moindre formation militaire). Enfin, le sentiment, partagé par les uns et par les autres, que la guerre était déjà gagnée, ne favorisait pas la mobilisation des volontés.

Ne rencontrant aucune résistance dans la montagne, les Chinois avaient tout loisir de s'infiltrer en profondeur et de choisir leur heure. Quand ils déclenchèrent l'offensive, le 26 novembre 1950, combinant tirs de mortier et assauts d'infanterie contre les colonnes américano-coréennes étirées le long d'étroites routes de vallées, celles-ci, désavantagées par le terrain, ne purent ni riposter ni même s'accrocher à leurs positions. Une retraite désordonnée commença alors : leurs voies de repli coupées, les unités essuyaient des embuscades à répétition qui ajoutaient à la démoralisation. Mais il leur fallait se battre, dans ces conditions qu'elles n'avaient pas choisi, pour éviter la captivité. Aucune manœuvre n'est plus exigeante

qu’une retraite en ordre sous le feu de l’ennemi ; les *Marines*, dans le secteur est du front, accomplirent si bien la leur, qu’elle constitua une véritable offensive de repli. Mais de nombreuses unités américaines et la plupart des unités sud-coréennes se désagrégèrent en une masse de fuyards.

Fin janvier 1951, les Chinois avaient infligé une défaite majeure à l’armée de MacArthur, traversé la Corée du Nord et pénétré au Sud, jusqu’à une soixantaine de kilomètres au-delà de Séoul. Comme la suite allait le prouver, ils étaient allés trop loin, trop vite. Progresser à pied par la montagne permettait certes d’échapper à toute détection, mais le transport de fournitures à dos de porteurs ne pouvait suffire à l’entretien d’une armée de cette taille, éloignée de ses bases arrière. L’étirement des lignes avait donc préparé les conditions d’une défaite chinoise, qui devint effective entre février et avril 1951, lorsque le corps expéditionnaire américain libéra Séoul pour la seconde fois en six mois, avec la majeure partie du territoire sud-coréen.

L’histoire militaire fourmille d’illustrations de ce principe. Multiplier les exemples ne servirait qu’à obscurcir la validité universelle de la logique paradoxale de la stratégie qui, dans sa forme dynamique, conduit à la convergence et même à l’inversion des contraires. Tous les exemples que nous avons examinés, à l’occasion de conflits terrestres de grande échelle, sont des manifestations évidentes d’un phénomène beaucoup plus général. Sur un théâtre d’opérations d’une certaine ampleur, lorsque le commandement se montre imprudent, les simples conséquences physiques de l’étirement des lignes sont importantes, mais même en l’absence de ce facteur, *l’interaction entre succès et échec se manifeste dans toutes les formes de conflit*, pour peu que l’action se prolonge en mouvements et contre-mouvements.

On le vérifie, par exemple, avec l’affrontement, poursuivi six ans durant, entre les bombardiers britanniques et la défense anti-aérienne allemande, au cours de la Seconde Guerre mondiale. Là aussi, des

renversements de situation radicaux se sont succédé, mais ils ne devaient rien à l'allongement des distances, à l'usure des véhicules, à la fatigue des chevaux, à l'épuisement des fantassins ou à tout autre facteur physique. Chaque nouveau cycle de la guerre des airs dans le ciel allemand s'est amorcé avec la réaction (toujours tardive) d'un camp aux succès de l'autre.

Aux premiers jours du conflit, une conviction habite les chefs de la Luftwaffe : la chasse allemande, entraînée pour intervenir sur le champ de bataille[10], aura aussi pour vocation de participer à la défense du ciel, en appui aux batteries antiaériennes, de façon à interdire le bombardement des villes. Ils réalisent leur erreur dès l'été 1940, lors des premiers vols de nuit des bombardiers britanniques. Bien que peu payants dans un premier temps, ceux-ci se déroulent dans une quasi-impunité, parce que les chasseurs allemands n'ont aucun moyen de repérer ou d'attaquer les appareils ennemis, quand bien même, au sol, les radars à longue portée parviennent à les détecter et à les suivre[11]. Seules, la faible charge embarquée et l'imprécision des raids limitent les destructions.

Quand arrive l'été 1942, le British Bomber Command s'est, à son tour, forgé une conviction inébranlable : le bombardier, à lui seul, si la production des appareils et la formation des équipages atteignent un niveau suffisant, finira par infliger des dommages irréparables à l'effort de guerre allemand et à assurer la victoire finale. La pénétration du ciel allemand n'avait cessé de progresser, mais, à la fin de cette même année, la tendance s'inversa : la riposte appropriée avait été longue à mûrir, mais elle venait mettre fin à une longue phase de succès britanniques. Les améliorations apportées à la défense aérienne allemande représentaient un véritable saut qualitatif : une nouvelle génération de radars d'alerte et de détection, de barrières de projecteurs, les premiers appareils équipés de radars pour la chasse de nuit et les batteries antiaériennes plus nombreuses portèrent les pertes britanniques à un niveau que l'état-major ne pouvait plus assumer[12].

Les Allemands se félicitaient des résultats obtenus par leur nouvelle arme défensive. Le radar accumulait les succès sans dégarnir les fronts, où le renforcement des effectifs, en hommes, en avions et en matériel devenait toujours plus impérieux. Aussi furent-ils pris par surprise quand les Britanniques mirent au point leur riposte, consistant en l'introduction de contre-mesures électroniques, capables de brouiller les radars au sol ou embarqués. Les dégâts causés par les bombardements de nuit prirent des proportions sans précédent pendant le printemps et l'été 1943[13]. D'abord débordée, quand les chasseurs furent réduits à la détection visuelle, la défense allemande subit bientôt une véritable paralysie, due à l'introduction du système de brouillage « *Window* », qui aveugla son réseau de radars d'alerte, par des lâchers de rubans métalliques réfléchissants, simulant le vol d'escadrilles entières[14]. Dès son introduction, ce procédé fut utilisé à grande échelle, pour garantir l'effet de surprise. Il permit les raids combinés des forces aériennes anglo-américaines sur Hambourg, du 24 juillet au 3 août 1943, première expérience, dans l'Histoire de l'humanité, d'anéantissement d'une grande ville par l'effet « ouragan de feu[15] ».

À partir de ce tournant, le British Bomber Command gagna en assurance. Le nombre et l'efficacité de ses bombardiers augmentant, il décida d'un raid similaire sur Berlin, en novembre 1943. Mais, à cette date, la parade de la Luftwaffe était déjà au point, sous la forme d'un ensemble de contre-contre-mesures : des radars à haute fréquence, capables de déjouer le brouillage, équipaient ses chasseurs ; au sol, une nouvelle tactique, utilisant la lumière des flammes, améliorait la précision des pilotes, et les contrôleurs les guidaient sur leurs objectifs par communication radio.

En ce printemps 1944, le sort de l'Allemagne était joué. L'aviation alliée concentrait désormais ses bombardements sur le réseau ferré français, en préliminaire au Débarquement. Cependant, le dispositif antiaérien allemand avait atteint un niveau tel que les Britanniques frôlèrent la défaite

dans cette « bataille de Berlin », comme elle a été nommée. La ville ne subit pas de dommages décisifs, tandis que les pertes britanniques excédaient les capacités de remplacement des appareils[16] et que le moral s'affaissait : les retours à la base, peu après le décollage, se multipliaient, les équipages invoquant d'incompréhensibles problèmes techniques, d'autres larguaient la moitié de leur charge de bombes au-dessus de la Manche, pour gagner en altitude et en maniabilité avant d'affronter la chasse allemande.

Dans cette guerre du ciel, la logique paradoxale de la stratégie dans sa forme dynamique a joué à deux niveaux : celui de l'innovation technique et celui des grandes orientations stratégiques, dominé, comme il se doit, par des choix et des préoccupations politiques.

## *Mesures et contre-mesures*

Le processus d'« action-réaction » qui, de l'introduction de nouveaux armements, va jusqu'à la mise au point de contre-mesures puis de contre-contre-mesures adaptées, nous est si familier qu'il est parfois trompeur. À l'évidence, dans la guerre, toute innovation technique est destinée à rencontrer, dans un délai plus ou moins long, une innovation conçue spécifiquement comme riposte.

Une seconde relation, un peu moins évidente, ne doit pas nous échapper : plus une innovation est efficace et plus son échec, à terme, est probable. En effet, l'ennemi s'efforcera, en priorité, de mettre au point une riposte adaptée aux innovations qu'il jugera les plus destructrices. Conséquence paradoxale, des innovations *peu* efficaces verront leur utilité relative perdurer, quand des innovations très destructrices auront perdu toute utilité face à des contre-mesures adaptées[17]. À terme, il est probable que l'innovation peu efficace fera elle-même l'objet de contre-mesures, mais sa durée de vie utile sera prolongée, ce qui est le mieux que l'on

puisse attendre d'un armement quand il est issu d'une technologie à évolution rapide.

Pour vérifier cette règle, il suffit d'observer l'histoire turbulente de l'électronique aéronautique, pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans ce domaine, les progrès ont été impulsés par de spectaculaires percées scientifiques, par un travail acharné dans les laboratoires de recherche et les usines, et par une activité intense des réseaux de renseignement pour percer les secrets de l'ennemi. Dans cette dialectique du développement réciproque, il est arrivé qu'une innovation technologique d'une redoutable efficacité devienne, en quelques mois, totalement obsolète et même dangereuse. Ainsi, les radars de rétrovision des bombardiers britanniques remplirent dans un premier temps leur fonction de détection des chasseurs approchant par l'arrière. Ils furent ensuite brouillés puis devinrent un véritable piège pour leurs utilisateurs quand les chasseurs allemands furent équipés de détecteurs qui captaient les rayons de ces radars, signalant ainsi la présence des bombardiers [18].

Le cycle de vie utile d'une innovation technologique se limite donc au temps durant lequel sa performance est efficace – une définition troublante aux yeux des scientifiques et des ingénieurs qui assimilent performance et efficacité. Mais leur approche ne vaut que là où la technologie agit sur des objets inanimés ou « coopératifs ». Dans des situations de ce type, en effet, efficacité et performance sont identiques, et l'on ne saurait dire d'une innovation qui obtient une performance maximale qu'elle est moins efficace qu'une autre qui obtient une performance médiocre. On peut le dire, en revanche, dès que l'on entre dans le domaine paradoxal de la guerre. Observons, par exemple, les procédés successifs de guidage électronique mis au point par l'aéronautique pendant la Seconde Guerre mondiale : avec chaque nouveau progrès, Allemands et Britanniques – et Américains, un peu plus tard – allaient développer le procédé le plus précis et le plus fiable, de façon à optimiser leurs ressources de production limitées. Tout cela pour

constater, dans un délai souvent très bref, que l'introduction d'une contre-mesure neutralisait leur avantage, quand l'efficacité d'autres procédés, légèrement inférieurs, ou d'autres instruments de navigation, à peine moins performants, se prolongeait. Chacun des deux camps en vint à conclure que l'innovation devait faire l'objet d'une gestion réfléchie et, en particulier, que la sagesse commandait d'introduire les méthodes et les instruments les plus performants lorsqu'on voulait frapper un grand coup.

Cette gestion réfléchie visait à interférer avec le cycle de vie « naturel » de chaque nouvel instrument de navigation, soit une première phase expérimentale, au cours de laquelle les équipages apprennent à maîtriser l'innovation encore peu disponible, suivie d'une phase d'efficacité militaire croissante, poursuivie jusqu'au point culminant (coïncidant avec l'introduction de contre-mesures par l'ennemi) à laquelle succède un déclin rapide dès la diffusion des contre-mesures. Les revers ayant familiarisé les responsables militaires avec cette manifestation typique de la logique de la stratégie, on conçoit qu'ils aient adopté une attitude interventionniste, s'efforçant de faire coïncider la phase d'efficacité militaire des innovations technologiques avec leurs priorités stratégiques.

Cet exemple devrait avoir valeur de loi pour les nations en guerre : l'allocation des ressources – nécessairement limitées – à des projets reposant sur des concepts scientifiques ou des configurations technologiques concurrentes ne saurait se décider selon les seuls critères scientifiques ou techniques. En effet, il est peu probable que chercheurs et ingénieurs, sauf s'ils sont eux-mêmes de brillants stratèges, prônent une répartition des budgets de développement entre les projets les plus innovants et d'autres, moins prometteurs de ce point de vue.

La sagesse, pourtant, l'exige. Y compris contre l'argument selon lequel la résistance aux éventuelles contre-mesures est une composante de la performance qui, intégrée dans la mise au point de l'équipement, permet d'éliminer l'écart entre efficacité militaire et performance en général.

Quoique non dénué de fondement, ce raisonnement mésestime la spécificité d'une situation de guerre. Il présuppose que les chercheurs, parce qu'ils possèdent l'expertise nécessaire pour développer de nouveaux équipements, sauront aussi anticiper les éventuelles contre-mesures de l'adversaire et intégrer les parades adéquates dès la phase de développement, améliorant ainsi la performance de l'appareil.

Ce cas de figure existe, en particulier lors de l'introduction d'une innovation mineure, peu susceptible de modifier le rapport de forces et qui provoquera, au pire, une contre-mesure technique d'ampleur comparable. Il en va tout autrement lorsque l'innovation constitue un saut technologique ou qu'elle modifie l'équilibre des forces.

La course aux armements en temps de paix (même si ce secteur industriel est, dans une large mesure, non concurrentiel), et plus encore en temps de guerre, obéit à une loi générale : plus une innovation technique procure d'avantages et plus elle provoquera de réactions radicales, lesquelles conduiront à mobiliser les domaines de recherche les plus divers en vue de mettre au point des contre-mesures adaptées. Il est donc hautement improbable que les contre-mesures de l'adversaire puissent être anticipées. D'autant que celui-ci pourra chercher la parade sur des terrains divers – tactiques, méthodes opérationnelles, structures militaires ou même stratégies – qui échappent à la compétence des chercheurs et des ingénieurs.

L'exemple de la guerre électronique entre la Royal Air Force et la Luftwaffe illustre bien ce déplacement : le brouillage de la défense antiaérienne allemande, pendant l'été 1943, entraîna une riposte combinée, faisant appel aux barrières de projecteurs et au guidage depuis le sol par le commentaire radio suivi. Il s'agissait là d'une nouvelle *méthode* opérationnelle pour les chasseurs, qui ne tentaient plus d'intercepter un avion après l'autre mais s'attaquaient aux vagues de bombardiers, volant en formation de plusieurs centaines d'appareils. L'efficacité de cette innovation, d'abord mise au point pour surmonter le brouillage des radars,

fut décuplée parce qu'elle permit aux chasseurs allemands non équipés de radars et, donc, conçus pour voler de jour, de remplir des missions d'interception de nuit. Dans le même temps, les Allemands continuaient à explorer d'autres ripostes technologiques possibles au brouillage pratiqué par les Anglais, y compris la détection par rayons infrarouges, issue d'un champ scientifique étranger aux principes des radars. Les experts britanniques maîtrisaient à ce point ces principes, qu'ils avaient non seulement mis au point les radars les plus performants et les contre-mesures les plus efficaces, mais aussi anticipé les ripostes allemandes dans *leur* domaine d'expertise. Bien entendu, rien ne les avait préparés à anticiper une riposte hors de ce champ, que leurs propres succès lors des bombardements de l'été 1943 rendaient pourtant inévitables.

Dans cet exemple, comme dans bien d'autres, l'efficacité militaire ne se réduit pas à la performance technique, laquelle, si elle peut intégrer les ripostes éventuelles aux contre-mesures *connues* ou *prévisibles* ne saurait anticiper les réactions diversifiées qu'une innovation technologique décisive provoquera chez l'ennemi, pour peu que celui-ci soit rigoureux et créatif. Or, c'est précisément l'existence d'un ennemi doué d'initiative qui définit la sphère de la stratégie et invalide la recherche de la solution optimale. Quiconque veut lancer un pont au-dessus d'une rivière doit tenir compte de multiples facteurs : les fonds devront être sondés pour éprouver leur solidité, la capacité de charge de l'ouvrage devra être calculée, les lois de la mécanique devront être respectées. Ces procédures accomplies, le pont pourra être construit en toute sécurité. Et même si la rivière sort de son lit ou modifie son cours, jamais elle ne s'évertuera à engloutir un ouvrage d'art. La technologie militaire n'a pas pour objet un obstacle géographique, mais un ennemi doué de volonté. On comprendra qu'il se montre moins coopératif. Confronté à une innovation significative, il mobilise ses capacités pour la neutraliser, d'où l'intérêt des solutions non optimales mais plus résistantes ou plus rapides. Le souci de la solution élégante et la

recherche du résultat optimal font l’honneur du scientifique et de l’ingénieur. Sauf dans le domaine de la stratégie, où ils sont loin de garantir le succès.

*1. Des désertions massives ont accompagné la fin de la guerre du Golfe parmi les troupes irakiennes, qui comptaient être traitées dignement par l'adversaire. Mais une telle bienveillance est exceptionnelle, surtout quand les camps opposés ne partagent pas la même culture.

*2. L'« interdiction aérienne » désigne les attaques de l'aviation contre les concentrations de troupes au sol et leurs lignes de ravitaillement, par opposition à l'« appui aérien » dirigé contre les forces ennemies déjà présentes sur le front, en soutien aux forces terrestres amies.

CHAPITRE 3

# L’EFFICACITÉ ET LE POINT CULMINANT DU SUCCÈS

Nous avons vu que toute innovation technique appelle une riposte. Nous avons aussi observé une autre relation, à peine moins évidente : plus une innovation réussit et plus augmente la probabilité de sa prochaine neutralisation. Penchons-nous maintenant sur les liens existants, quoique de façon plus obscure, entre l’efficacité des armes nouvelles et leur vulnérabilité aux contre-mesures de toutes sortes.

L’efficacité technique, c’est-à-dire le rendement, se définit très simplement comme le rapport entre un *input* – les ressources mobilisées – et un *output* – la production finale. Bien qu’on cherche souvent à appliquer ce critère à des institutions et des services dont la production n’est pas quantifiable, le rendement technique ne vaut, en toute rigueur mathématique, que pour les machines, y compris les machines de guerre, et s’obtient en additionnant les coûts d’acquisition et les coûts de fonctionnement puis en comparant ce total avec la production finale.

D’autres critères peuvent intervenir dans l’évaluation d’une machine, car notre notion de rendement ne donne aucune indication sur la durée estimée de son fonctionnement (fiabilité) ni sur les coûts de son entretien. À ces réserves près, le rendement technique reste un discriminant

indispensable dès qu'il s'agit d'opérer une sélection entre divers modèles de camions, de machines-outils, de fusils ou de chars de combat.

Dans certaines limites, le rendement peut être accru grâce à l'utilisation de matériaux plus adaptés, à des améliorations mécaniques ou à des perfectionnements divers sans, pour autant, nécessiter une remise en cause du plan d'ensemble. Ainsi, les camions qui sortent aujourd'hui des chaînes d'assemblage ont, à coûts de production égaux, une charge utile supérieure et une consommation de carburant moindre ; leurs moteurs bien réglés ont une puissance supérieure à celle d'engins mal calibrés.

En règle générale, toutefois, les progrès les plus significatifs supposent un véritable changement de perspective. L'introduction de nouveaux concepts scientifiques peut être à l'origine de l'innovation, comme on le voit avec l'ordinateur équipé de son logiciel de traitement de texte, qui par son efficacité technique a condamné à l'obsolescence la machine à écrire électrique, comme celle-ci avait pris la place de la machine à écrire mécanique. L'autre manière d'opérer un tel changement de perspective consiste à remplacer une machine générique, capable de remplir plusieurs fonctions avec des rendements inégaux, par une série d'équipements plus spécialisés et plus efficaces : un ouvre-boîtes vaut mieux qu'un couteau multi-lames pour venir à bout d'une boîte de petits pois, un chariot élévateur vaut mieux qu'une grue mobile – par ailleurs plus coûteuse et moins spécialisée – pour charger des caisses sur un camion.

Cette quête du rendement à travers la spécialisation joue un rôle majeur dans l'évolution moderne de la technologie militaire. Dans ce domaine, chaque tournant successif correspond à l'adoption d'une arme aux fonctions étroitement définies qui offre la perspective prometteuse de détruire une arme adverse, certes plus sophistiquée, plus coûteuse, plus polyvalente, mais néanmoins vulnérable à sa « productivité » spécifique. Ainsi, dans les années 1870, l'association d'une invention nouvelle – la torpille auto-propulsée[1] – et de petits vapeurs rapides, à bord desquels elle était

embarquée, mettait soudain les grands et coûteux cuirassés, symbole de la puissance navale, dans une situation défavorable. Les imposants bâtiments de guerre de l'époque, conçus pour affronter des unités d'un tonnage équivalent, étaient équipés de canons de gros calibre à fûts allongés, inutilisables sur une cible à très courte portée et évoluant au ras de l'eau, telle qu'un torpilleur approchant à la faveur de l'obscurité. Même de jour et à distance respectable, une unité de ce type constituait un objectif mouvant et de dimension réduite, très difficile à atteindre. De plus, l'épaisse cuirasse des grands bâtiments, qui les rendaient si onéreux et si imposants, protégeait d'abord les ponts et les superstructures contre les obus perforants tirés par les navires ennemis. En revanche, les dégâts infligés par une torpille percutant la coque, mal protégée sous la ligne de flottaison, étaient redoutables.

La conclusion de l'histoire semble donc évidente : l'avènement du torpilleur signait l'acte de décès des coûteux cuirassés, devenus soudains vulnérables et, à condition de surmonter l'inertie de la hiérarchie navale, la puissance maritime pouvait désormais reposer sur une base nouvelle et plus économique. C'est le raisonnement que défendit alors une nouvelle génération d'officiers français, la Jeune École, qui exerça une forte influence sur la programmation de la Marine nationale, dès les années 1880[2]. Leurs positions reçurent un écho favorable jusque dans la Royal Navy et dans les marines de guerre de puissances secondaires qui voyaient d'un bon œil la remise en cause des cuirassés.

Nul n'a songé à modifier la conception des grues mobiles dans le but de réduire à néant les avantages du chariot élévateur, ni à repenser le couteau multi-lames pour chasser l'ouvre-boîtes de sa niche. Il en aurait été autrement si ces deux instruments appartenaient au domaine de la stratégie, dans lequel chaque initiative est susceptible d'être neutralisée par une riposte réfléchie et adaptée. Cet enchaînement d'actions et de réactions met en jeu la convergence paradoxale du succès et de l'échec, d'une façon

d’autant plus dynamique que l’effet de l’action initiale aura été marquant. Le phénomène ne se limite pas aux innovations technologiques, il détermine le succès et l’échec de toute initiative concernant la guerre et la paix.

Revenons-en maintenant à la torpille : son efficacité extrême, due à son étroite spécialisation, a permis d’utiliser des bateaux modestes par la taille et le coût (l’*input*) pour détruire des bâtiments beaucoup plus importants sous ces deux rapports (l’output). Parce qu’elle modifiait l’équilibre de la puissance navale dans des proportions considérables, la nouvelle arme appelait une réaction d’ampleur. Dans un premier temps, toutefois, la courbe du succès suivit une trajectoire ascendante : non seulement la portée, la vitesse et la précision des torpilles s’amélioraient, mais, de plus, on conçut alors le torpilleur, un nouveau type de bâtiment de guerre, léger et rapide, quoique adapté à la haute mer et doté du système de propulsion le plus rapide disponible à cette époque. Cette nouvelle combinaison fut adoptée sur une grande échelle. La France ne construisit pas moins de 370 torpilleurs entre 1877 et 1903, voyant là le moyen de surmonter son infériorité chronique sur la flotte britannique, laquelle s’était dotée, en 1904, de 117 « torpilleurs de première classe[3]. » La marine impériale allemande, alors en formation, s’intéressait de près à cette nouvelle arme, tout comme le Japon, saisi d’un élan de modernisation, qui démontra l’efficacité de ses torpilleurs de haute mer lors de l’attaque surprise lancée contre la flotte russe, à Port-Arthur, en février 1904.

Ainsi, le concept d’une force navale à haut rendement, que les réformateurs avaient promu dès les années 1870, contre les amiraux réticents de la « vieille école », était devenu la norme bien avant que n’éclate la Première Guerre mondiale.

Malgré cette large diffusion, le torpilleur ne joua, entre 1914 et 1918, qu’un rôle marginal. S’il constituait toujours une menace exigeant une parade, la tentative dont il avait été l’instrument – condamner à

l’obsolescence les bâtiments de fort tonnage – avait fait long feu. À un point tel que l’on jugea bientôt le torpilleur lui-même obsolète, si bien qu’on le relégua dans un emploi d’arme de second ordre, dépourvue d’intérêt stratégique. Sur la courbe du succès, le point culminant avait été depuis longtemps outre-passé, l’innovation neutralisée, *en raison même* de son efficacité, et l’ampleur de la réaction que celle-ci avait suscitée excluait toute riposte adaptée. En règle générale, les systèmes et les platesformes d’armement qui atteignent une efficacité maximale du fait de leur étroite spécialisation ne se prêtent pas à une large variété de contre-contre-mesures.

En 1914, tous les navires de guerre modernes, les croiseurs comme les unités d’autres types, étaient en mesure de neutraliser les torpilleurs. Si les canons de leurs batteries principales ne pouvaient toujours pas être pointés sur une cible basse, les projecteurs mobiles dont l’usage s’était généralisé interdisaient, même dans l’obscurité, l’approche furtive des torpilleurs ou la rendait pour le moins périlleuse. S’ils échappaient à la détection, les plus intrépides devaient s’attendre à essuyer le feu de canons de petit calibre à tir rapide, prévus pour riposter à courte portée. Le revêtement métallique des ponts et des superstructures n’avait pas été allégé mais, sous la ligne de flottaison, la coque était désormais protégée par un épais blindage, ainsi que par des caissons étanches, capables d’absorber le choc dû à l’explosion d’une torpille. De plus, des filets immergés protégeaient les mouillages à distance respectable, et les torpilles qui les percutaient explosaient sans causer de dommages aux navires.

Les vaisseaux de fort tonnage pouvaient supporter le surcroît de blindage, embarquer des générateurs électriques assez puissants pour alimenter les projecteurs mobiles, et être équipés de canons à tir rapide et de filets d’acier, en vertu de cette caractéristique même qui avait paru la plus désavantageuse dans le combat contre le torpilleur. La masse et la puissance du cuirassé accroissaient sa valeur en tant que cible, mais ne lui procuraient

aucune efficacité dans le duel, jusqu'au moment où sa coûteuse polyvalence fut mise à profit pour contrecarrer la nouvelle menace. Le plus large l'emportait sur le plus étroit, l'avantage de la spécialisation n'avait eu qu'un temps.

Loin d'inaugurer une nouvelle ère de la puissance navale, la remarquable victoire des torpilleurs japonais à Port-Arthur était déjà un anachronisme, révélateur du retard militaire de la marine russe. Face à une flotte plus moderne, il serait apparu que la courbe du succès de la nouvelle arme était déjà dans sa phase descendante, mais il fallut attendre 1914 pour prendre la mesure de ce déclin. Pour autant, la torpille allait rester – et reste à ce jour – une arme importante du combat naval et allait équiper, avec une fonction plus restreinte, toutes sortes de navires de guerre mais surtout le nouveau type d'unité qui avait été conçu pour chasser le torpilleur : le destroyer, d'abord dénommé, en anglais, *torpedoboat destroyer*. La torpille devait aussi prendre une place significative dans les forces aéronavales et, plus important encore, devenir l'arme primordiale du sous-marin au cours des deux guerres mondiales, formant avec celui-ci une combinaison d'un rendement *moindre* (un input accru pour un output similaire), mais d'une plus grande efficacité que la combinaison initiale torpille et bâtiment léger. Par ailleurs, le torpilleur conserva une influence sur l'équilibre des forces navales, en contraignant les flottes dotées d'unités de gros tonnage à consacrer une part de leurs ressources à la mise au point d'une riposte.

Comme nous le verrons plus loin, il n'est pas rare que le bénéfice retiré par l'un ou l'autre des acteurs, au cours de ce processus de développement réciproque, surpasse de très loin l'avantage initial conféré par l'introduction d'une arme innovante.

La relation que nous avons observée entre le rendement initial d'armes étroitement spécialisées et leur vulnérabilité aux contre-mesures techniques, tactiques ou opérationnelles n'est pas accidentelle. Là encore, il s'agit d'une expression typique de la logique paradoxale de la stratégie dans sa forme

dynamique. Chaque nouvelle tentative de prendre le dessus sur des capacités militaires à large spectre au moyen de capacités spécialisées se solde toujours à plus ou moins long terme par le même résultat. La seule variable notable, ici, est la durée du cycle action-réaction. En règle générale, plus la nouvelle arme spécialisée est efficace et plus son succès sera éphémère. Mais la tentation de prendre l'avantage sur des armes coûteuses par des armes à meilleur marché étant irrésistible, l'échec qui sanctionne la fin d'un cycle en inaugurera un nouveau.

Ainsi des missiles antichars. En octobre 1973, aux premiers jours de l'attaque surprise contre Israël, l'efficacité de cette arme entre les mains de l'infanterie égyptienne fit couler beaucoup d'encre. On parla d'une révolution dans la conduite du combat terrestre, d'un déclin irrémédiable du dispendieux char de combat, d'une réforme indispensable de l'armée comme du budget de l'État, contre le conservatisme des « généraux blindés ». Comment justifier l'acquisition de ces chars, d'un coût unitaire de plusieurs millions de dollars, demandaient leurs détracteurs, s'il suffisait de missiles qui en coûtaient quelques milliers pour les détruire avec une telle facilité ? (Et, incidemment, pourquoi s'inquiéter à ce point de la puissance militaire soviétique, fondée, dans une large mesure, sur ses formations blindées ?) Aussitôt apparue, une nouvelle Jeune École promut l'idée d'une réorganisation de l'armée autour de son infanterie. Maîtrisant les hautes technologies et dotée de missiles antichars peu coûteux, celle-ci aurait l'avantage de l'efficacité mais aussi l'atout moral d'être d'abord une armée défensive.

En réalité, c'est par abus de langage qu'on a pu parler d'innovation à propos du missile antichar. Son principe technologique fondamental – la tête chimique à charge creuse – avait déjà fait l'objet d'une application pendant la Seconde Guerre mondiale. Plutôt que d'exploiter l'énergie cinétique pour percer un blindage par la force, les têtes à charge creuse projettent un flux violent de métal vaporisé qui pénètre, à très haute

température, les blindages les plus épais. Ainsi, leur mise en œuvre ne nécessite pas de coûteux canons à longs fûts, couplés à des mécanismes de recul et à des dispositifs de pointage sophistiqués, que seuls des véhicules, eux aussi onéreux, peuvent acheminer sur le champ de bataille. Tout vecteur susceptible d'emporter la charge jusqu'à sa cible peut convenir, qu'il s'agisse de roquettes assez légères pour équiper des lanceurs manuels – tels les premiers modèles du bazooka américain, du Panzerschrek allemand ou du RPG de conception soviétique et présent depuis dans tous les conflits – des canons sans recul, peu coûteux, ou même de la propulsion manuelle, lorsque les charges sont simplement lancées sur les chars.

L'apparition du bazooka et de ses équivalents devait, selon certains experts, signer l'acte de décès du char d'assaut, dès lors que le fantassin était de taille à se mesurer à cet adversaire mécanique. Si chacune des quelque deux cents sections composant une division utilisait deux ou trois bazookas, l'infanterie à elle seule suffirait à arrêter les forces blindées, dont l'équipement et la formation, le ravitaillement en campagne et le transport sur de grandes distances mobilisaient des efforts et des moyens d'un niveau beaucoup plus élevé. Formulé en temps de paix, ce pronostic fantaisiste aurait sans doute connu une belle carrière. Mais la guerre mondiale qui se déroulait alors sanctionnait sans appel les jugements erronés, si bien que le lance-roquettes, introduit en 1945, fut très vite estimé à sa juste valeur : il dopait le moral des fantassins qu'on avait parfois vu fuir à l'approche des blindés ; il possédait une indiscutable efficacité en forêt ou dans la jungle – environnements peu propices aux chars – mais aussi en ville, sauf quand les chars sacrifiaient la vitesse et l'élan pour progresser à l'allure de l'escorte de fantassins qui les soutenaient sur leurs flancs et, bien sûr, il donnait fière allure à l'aspirant héros qui, impassible sous les tirs d'artillerie, préalable habituel à l'assaut des blindés, visait, de son arme chargée à l'avance, le char dont les mitrailleuses l'arrosaient sans discontinuer, jusqu'à ce que sa cible, parvenue à moins de cent mètres, soit

enfin à portée de roquette. Il va sans dire que les duels de ce type ont été exceptionnels sur le champ de bataille, puisque les chars combattent en groupe de manière à assurer leur protection mutuelle au cours de leur progression. En outre, comme nous le verrons, on ne peut pas négliger d'autres facteurs, extérieurs au domaine de la tactique, et qui accroissent encore l'avantage de la force blindée mobile.

L'introduction du lance-missile individuel corrigeait les défauts les plus saillants du lance-roquettes tel qu'il avait existé jusque-là. Parce que ses roquettes à charge creuse pouvaient être désormais propulsées avec précision sur de longues distances, il évitait au tireur de se positionner à portée des mitrailleuses ennemies. Mais, sous tous ses autres aspects, cette arme étroitement spécialisée n'avait pas plus d'arguments pour évincer le char du champ de bataille que n'en avait eu le bazooka en son temps. Lors des premiers jours de la guerre du Kippour, en octobre 1973, les blindés israéliens accrochés par l'infanterie égyptienne évoluaient en petites formations, ils étaient privés d'escorte d'infanterie et de soutien d'artillerie (ces deux corps puisaient l'essentiel de leurs forces dans les réserves qui n'avaient pas encore été mobilisées lors des premières attaques surprises[4]). En outre, l'éventualité de combats contre des fantassins équipés de missiles et accrochés à leurs positions n'avait jamais été envisagée auparavant, si bien que les chars israéliens n'étaient équipés que d'armes destinées au combat contre d'autres chars. Victimes de leur impréparation, les chars israéliens furent détruits par les missiles et, en plus grand nombre encore, par de simples lance-roquettes de générations antérieures.

L'efficacité extrême du missile face à des chars non préparés appelait une réaction vigoureuse. Elle allait mettre en branle le paradoxe dynamique de la stratégie et, en raison même de l'étroitesse des capacités du missile – source de son efficacité – le renversement du succès en échec allait se produire à très courte échéance et se confirmer par la suite. Ces mêmes bataillons de chars israéliens dont l'utilité militaire ou, tout au moins, la

capacité d'initiative, paraissaient discutables, à la date du 9 octobre, enfonçaient le front égyptien une semaine plus tard puis poursuivaient leur progression jusqu'à encercler des divisions entières à la fin de la semaine suivante. À l'évidence, aucune contre-mesure technique n'avait pu être mise au point dans un délai aussi court, la réponse tactique expliquait seule le renversement de situation.

Une fois dissipé l'effet de surprise initial et avec l'arrivée sur le front des réserves de l'infanterie mécanisée et de l'artillerie, les bataillons de chars retrouvèrent des conditions de combat plus conformes à la doctrine militaire. Ils avançaient désormais sous la protection d'un feu roulant d'artillerie, certes insuffisant pour neutraliser les blindés ou l'infanterie enterrée dans ses tranchées, mais très efficace contre les missiles antichars, servis par des soldats égyptiens qui ne parvenaient plus à distinguer leurs cibles au milieu des déflagrations, même en prenant le risque de s'exposer eux-mêmes. Par leurs tirs de mortier et leurs mitrailleuses, les transports de troupes de l'infanterie mécanisée israélienne ajoutaient à la confusion en balayant le terrain devant eux et en contraignant les tireurs ennemis à garder profil bas[5]. Plus efficaces encore, les grenades fumigènes maintenaient un rideau de fumée mouvant juste devant les chars, si bien que les servants des missiles égyptiens apercevaient leurs cibles mouvantes pendant un temps trop court pour guider leurs projectiles. Enfin, quand le danger représenté par les missiles fut correctement identifié, les chars modifièrent leur arsenal pour assurer leur protection : une partie des obus perforants fut ainsi remplacée par des obus à fléchette ou à charge explosive, utilisés contre l'infanterie. En outre ils utilisèrent plus systématiquement les mitrailleuses et, pour l'emploi des fumigènes, les lance-grenades dont ils étaient équipés.

Ainsi, la force blindée, si coûteuse en raison même de son large éventail d'aptitudes, était en mesure de venir à bout de l'efficacité étroite du missile antichar – avant même qu'il ait été possible de mettre au point, de produire et de doter l'armée de contre-mesures spécifiques. Celles-ci firent toutefois

leur apparition dès la guerre du Liban, en 1982, au cours de laquelle les chars israéliens, protégés par un « blindage actif », composé de plaques détonantes ayant pour fonction de détruire les charges creuses avant qu'elles n'explosent, furent aussi équipés de mitrailleuses plus nombreuses et de lance-grenades plus performants.

À ce point, la technologie du missile antichar avait évolué à grands pas, mais les nouveaux modèles eux-mêmes eurent un rôle marginal, à l'exception de ceux tirés depuis les hélicoptères, selon une combinaison beaucoup moins économique et donc beaucoup moins « productive », quoique plus efficace[6].

## *La stratégie contre l'économie*

Le heurt continu entre initiatives antagoniques est au cœur de toute problématique stratégique. Il tend à annihiler les gains de productivité attendus de la spécialisation étroite et suffit souvent à mettre à mal l'ambition plus modeste d'appliquer la logique linéaire de l'économie industrielle aux questions militaires. Alors que la défense représente le premier poste budgétaire de la plupart des nations, on voit bien que ses dotations en équipement n'obéissent pas à des économies d'échelle. L'uniformité, morne fatalité de la société industrielle, est aussi la source de sa prospérité : aux objets façonnés par l'artisan, avec leurs particularités et leur diversité, elle substitue des articles normalisés, manufacturés en grande quantité et à coûts réduits sur une ligne de production mécanisée. La clé de la production de masse à bon marché, c'est l'*homogénéité* des produits et de leurs composants et plus la production s'y plie, plus les économies sont importantes. (Notons que l'introduction, encore récente, de la commande par ordinateur dans la chaîne de production introduit une souplesse jusque-là impossible et tend à modifier cette règle.) Même quand les biens

considérés sont des machines – y compris celles aux fonctions très spécifiques, produites en petit nombre – leur maintenance et leur fonctionnement restent soumis au critère de l'homogénéité, source d'économies d'échelle importantes. Plus un parc de machines est homogène et plus diminue le stock de pièces détachées et de fournitures, allégeant ainsi les frais administratifs aussi bien que les investissements : l'ampleur du stock nécessaire à un fonctionnement continu sera calculé avec plus de précision là où est utilisé de manière intensive un parc limité de machines que dans le cas de figure inverse d'une utilisation limitée d'un parc diversifié. De la même manière, un parc de machines plus homogène réduit les coûts de formation des agents et des réparateurs et permet d'améliorer leur maîtrise des procédures de travail.

Sous bien des aspects, toutes les économies d'échelle, qu'elles concernent l'achat, la maintenance ou le fonctionnement des machines, ont donc partie liée avec cette propriété essentielle : l'homogénéité. Comme nous l'avons déjà noté, un certain nombre de données qui interviennent dans la guerre ne sont pas affectées par la logique de la stratégie. Rien n'interdit aux armées de réaliser des économies d'échelle en améliorant l'homogénéité dans la sphère *administrative*, où les antagonismes n'auront aucune part[7]. L'achat massif de casques, de bottes, de munitions ou de véhicules normalisés est une démarche rationnelle. Dès qu'il s'agit, en revanche, d'équipements militaires destinés à fonctionner en interaction avec l'ennemi – autrement dit, dès qu'on entre dans le domaine stratégique – l'homogénéité expose à la vulnérabilité. Imaginons, par exemple, une armée ayant le souci de réaliser des économies d'échelle : conformer ses missiles antiaériens à un seul type homogène, lui permettra d'atteindre son but sur tous les postes (production, maintenance et formation). Dans un conflit, toutefois, l'ennemi utilisera son expertise pour identifier les seuils de performance de cette arme homogène, en termes d'altitude, par exemple, et il s'efforcera alors d'évoluer en deçà ou au-delà

de ces seuils. Certes, la connaissance de ces paramètres ne suffit pas à neutraliser tous les effets du missile, ne serait-ce que parce qu'en volant très haut ou très bas, un avion perd en efficacité, mais la mission de la défense aérienne ne saurait se limiter à cette « guerre d'usure virtuelle » (même si elle ne peut évoluer à l'altitude optimale, l'aviation peut encore frapper, avec une moindre garantie de résultat, des cibles ennemies à très haute ou à très basse altitude).

De plus, dès qu'un ensemble de contre-mesures homogènes auront été mises au point, tout l'arsenal de missiles homogènes sera en danger. On peut supposer que les économies d'échelle réalisées grâce à la définition d'un standard unique ont été telles qu'une partie des sommes a pu servir à développer de nouveaux procédés de résistance aux contre-mesures ; par exemple, que le nouveau missile emporte plusieurs systèmes de guidage, susceptibles de se remplacer automatiquement. Mais, même plus sophistiqué, le missile sera encore la cible unique sur laquelle l'ennemi pourra concentrer tous ses efforts en vue de mettre au point une parade efficace et la probabilité qu'il en découvre le point faible sera accrue.

Les mêmes objections valent pour tout équipement militaire destiné à fonctionner en interaction avec l'ennemi, soit la quasi-totalité des armements. Pour chacun d'entre eux, le respect de la logique linéaire propre à l'économie industrielle conduirait à la définition d'un modèle normalisé, source d'économies substantielles, telles qu'en recherchent un transporteur routier qui choisit un modèle unique de camion ou le gestionnaire d'une usine qui s'équipe en machines-outils. Évoluant dans un univers concurrentiel, le transporteur routier et le gestionnaire d'usine sont condamnés à proposer les meilleurs prix pour leurs produits ou leurs services ; la productivité de leurs machines-outils et de leurs flottes de camions y contribue. Mais la compétition économique reste bridée par le cadre juridique : les rivaux ne s'aventurent pas à saper les ponts de façon à ce qu'ils s'affaissent quand les camions d'un poids normalisé les

franchissent, pas plus qu'ils ne conspirent avec les fournisseurs de façon que ceux-ci livrent des matériaux incompatibles avec les capacités des machines-outils normalisées. Dans un conflit, les limites légales de cette nature n'existent pas ; en conséquence, la normalisation se convertit en vulnérabilité pour toute arme et tout équipement qui entre en interaction avec l'ennemi, qu'il s'agisse d'un avion de chasse ou d'un sous-marin lance-missile, d'un radar d'alerte ou d'une radio de campagne.

Ainsi, dans le domaine de la stratégie, les principes de l'économie entrent en contradiction avec les exigences de l'efficacité militaire. Les contraintes budgétaires limitent toujours la recherche de la diversification, mais, en retour, l'existence d'un seuil de vulnérabilité doit limiter la poursuite d'économies d'échelle par le moyen de l'homogénéité. On pourrait sans doute formuler en termes mathématiques un critère de « risque marginal équivalent », pour calculer le meilleur compromis entre diversité et rationalité économique dans les achats d'armement, mais nous nous contenterons ici d'admettre que le bon sens économique ne s'applique pas en matière de stratégie[8]. Comme on le sait, l'institution militaire est un agrégat de principautés bureaucratiques et cette fragmentation, à elle seule, l'éloigne du dangereux penchant à l'homogénéisation systématique. En dehors même de toute réflexion stratégique, les forces terrestre, navale, aérienne et toutes les autres subdivisions des armées, s'efforceront d'affirmer leur esprit de corps en se dotant d'armements, d'uniformes et d'insignes distinctifs.

Au sein de chaque arme, en revanche, il n'existe aucune protection comparable contre les économies d'échelle, qui seraient cependant bienvenues lorsqu'il s'agit de définir les dimensions optimales d'équipement complexes, en particulier dans le cas des navires de guerre. Une grande unité permet des économies d'échelle considérables en coûts d'achat et de fonctionnement. Dans le transport maritime civil, cette réalité a conduit à une concentration phénoménale des capacités entre un millier de

pétroliers géants, de vraquiers et de porte-conteneurs. Ni le personnel ni l'équipement n'augmentent à mesure du tonnage : un pétrolier de 500 000 tonnes n'emploie pas nécessairement plus de marins qu'un cargo de 3 000 tonneaux, les pompes de cales ou les machines principales gardent des proportions et des coûts comparables, ce qui est aussi le cas du matériel de communication et des instruments de navigation. En outre, un grand bâtiment possède une meilleure stabilité par gros temps et des atouts hydrodynamiques à vitesse de croisière.

Mais l'accumulation de ces avantages aboutit à une concentration de valeur considérable sur un nombre réduit d'unités, susceptibles de devenir des objectifs militaires, à l'occasion d'un conflit. Au cours des deux guerres mondiales, le trafic maritime civil a servi d'enjeu stratégique. Si cette situation devait se reproduire aujourd'hui, l'existence du pétrolier géant conférerait à l'attaquant un avantage plus significatif encore que la mutation du sous-marin, passé de la combinaison diesel-électrique des deux guerres mondiales, qui autorisait des plongées lentes et passagères, à la propulsion nucléaire qui permet des submersions de plusieurs semaines, voire plusieurs mois. En temps de paix, pour des raisons de concurrence commerciale évidentes, les flottes de transport poursuivent sans relâche des économies d'échelle. Mais, lorsque ces mêmes impératifs aboutissent à une concentration de valeur comparable sur des bâtiments de guerre et sur leurs navires auxiliaires, dont les dimensions ont plus que doublé depuis la Seconde Guerre mondiale, sur des bases aériennes ou des ateliers de réparations, installés, qui plus est, à proximité de territoires ennemis, force est de constater que la logique militaire a cédé le pas à des priorités économiques, valides seulement en temps de paix.

## *La courbe descendante : du succès à l'échec*

Si j'ai mentionné, au passage, les effets de « réciprocité » dans le développement d'armes nouvelles ou la « guerre d'usure virtuelle », j'ai quelque peu négligé, jusqu'ici, le second acteur de l'interaction dynamique, son protagoniste *réactif*. Comme il va de soi, la convergence des contraires, qui conduit du succès à l'échec et de l'échec au succès, affecte les deux camps dans des conditions strictement identiques, que l'on considère les initiatives les plus générales qui regardent la guerre et la paix ou les contre-mesures techniques opposées ponctuellement à une arme.

Aussitôt que l'un des camps réagit avec succès à une menace, il amorce un mouvement ascendant vers le point culminant du succès, lequel, proche ou lointain, marquera, à son tour, le début d'un déclin.

Une fois l'effet de surprise initial surmonté, à mesure que sont mobilisées ressources et créativité, la réaction à la nouvelle menace gagne en efficacité. Par le même mouvement, ces ressources et cette énergie créative sont détournées d'autres projets qui, le plus souvent, auraient abouti à une initiative offensive. Au bout du compte, si le point culminant du succès vient à être outrepassé, les ressources investies pour contrer la nouvelle menace auront été trop importantes, si on les juge à la valeur du résultat obtenu. En d'autres termes, les gains obtenus en réduisant les dommages créés par une menace nouvelle ne compensent pas les pertes engendrées par l'affaiblissement de ses propres initiatives. Sans sa tête nucléaire, par exemple, une arme aussi spectaculaire qu'un missile balistique se réduit à un vecteur sophistiqué emmenant une charge explosive en quantité modeste, ou encore un agent chimique – peu fiable – ou bactériologique – encore moins fiable. Quiconque s'efforcerait de mettre au point une riposte adaptée aux missiles balistiques non nucléaires risquerait de dépasser très vite le point culminant d'efficacité. De fait, la

meilleure défense contre une menace aussi peu effective est l'absence de défense. Dans un conflit, seuls les résultats comptent, le spectacle n'a aucune importance.

Au cours de la phase où la réaction commence à prendre tournure, le camp opposé, qui a été à l'origine de la menace, va maintenant entreprendre de réagir à son tour, pour parer au succès croissant des contre-mesures. Qu'il dispose de possibilités réduites, si la menace qu'il avait introduite possédait une efficacité étroite, ou plus ouverte dans le cas contraire, il ouvrira, dans les deux cas, un nouveau cycle dans le processus dynamique et paradoxal de la stratégie.

L'enthousiasme des admirateurs d'une nouvelle arme révolutionnaire aux promesses immenses finit toujours par se briser devant la variété des ripostes de l'adversaire qui remettent en cause les succès attendus. De la même manière, les auteurs d'une parade efficace courent le risque d'investir dans celle-ci une trop grande part de leur force offensive et d'outrepasser ainsi le point culminant du succès. Cela ne s'est pas encore produit en ce qui concerne la riposte au missile antichar, mais les coûts du succès ont été élevés, s'ajoutant à ceux déjà imposés par les têtes à charge creuse non guidées, qui équipent aujourd'hui tout un arsenal de roquettes à main et d'armes sans recul, supérieures de beaucoup à leurs équivalents de la Seconde Guerre mondiale. Alors qu'ils n'avaient eu à redouter auparavant que les chars de l'adversaire et les canons rapides antichars, restés rares parce que coûteux, les équipages des blindés durent apprendre, avant la fin 1943, à se défier de tous les endroits susceptibles de cacher un soldat ennemi, équipé de roquettes à charges creuses ou d'armes sans recul. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand l'usage de ces armes se fut généralisé, le passage par un bois ou par une rue étroite était devenu une expérience dangereuse pour les chars, partout où ils affrontaient un ennemi très motivé.

Peu après l'apparition de ces nouvelles armes, on parvint à réduire, voire à éliminer la menace, en adjoignant aux chars une escorte de fantassins, capable de scruter les alentours en détail et d'utiliser son armement léger pour intervenir avec précision sur la plus petite cible. Mais cette parade efficace se payait d'un coût élevé : accompagnées de détachements à pied, les unités de chars ne pouvaient plus se ruer sur un point donné, même pour exécuter un simple mouvement tactique. Elles perdaient ainsi l'élan et la vitesse d'exécution, qualités essentielles des blindés dans l'offensive.

L'introduction du missile antichar allait encore compliquer la manœuvre des blindés. Les tirs d'artillerie, jusque-là concentrés sur des cibles identifiées, doivent désormais éliminer les servants de lance-missiles et, puisqu'ils sont susceptibles de s'abriter derrière tous les accidents de terrain, ceux-ci doivent être nettoyés, même en l'absence de danger avéré. De plus, si les mouvements de chars sont protégés par des unités d'infanterie mécanisée, celles-ci doivent se doter de véhicules de combat beaucoup plus sophistiqués et coûteux que les simples transports de troupes qu'elles utilisaient quand leur mission se réduisait à un ultime nettoyage dans le sillage des blindés. Enfin les unités de chars doivent distraire une partie de leurs efforts offensifs au bénéfice de leur protection, qu'elle passe par des aménagements matériels – blindages « réactifs », mitrailleuses et munitions supplémentaires, mortiers même – ou par des choix tactiques plus prudents. L'emploi des blindés se justifie par leur force offensive et toute mesure pour les protéger contre la menace représentée par les charges creuses amoindrit leur valeur, même si le point culminant – où la dépense surpasse les gains attendus – n'est pas franchi. Dans les dernières phases de la guerre froide, par exemple, la valeur militaire de la marine américaine s'érodait de façon significative, parce que la protection des porte-avions et de leurs auxiliaires contre les menaces sous-marine et aéronavale soviétiques prenait un pas disproportionné sur leurs capacités offensives.

# *La protection de la flotte : trop de succès tue le succès*

En 1982, lorsque les chasseurs-bombardiers argentins coulèrent plusieurs unités navales britanniques, au cours de la guerre de Malouines, le monde découvrit que l'habileté et le courage des pilotes pouvaient encore transcender les insuffisances du matériel. Les aviateurs argentins opéraient à des distances limites sans la moindre marge, en l'absence de ravitaillement en vol ; ils ne disposaient pas d'armements adaptés (hormis un maigre arsenal de cinq missiles air-mer) et devaient s'arranger de l'incompétence des techniciens au sol qui les envoyaient au combat avec des bombes aux détonateurs inadéquats pour des cibles navales. Le conflit permit de tirer une deuxième leçon : la fiabilité des missiles antiaériens les plus sophistiqués restait discutable, sauf à pouvoir les tester régulièrement, une exigence difficile du fait de leur prix élevé. Aux États-Unis, les pertes de la Royal Navy provoquèrent un débat d'une ampleur sans précédent depuis la controverse sur le torpilleur, un siècle auparavant. À nouveau, un équipement bon marché et au rayon d'action étroit – le missile air-mer, cette fois – s'imposait comme l'arme absolue contre des navires de guerre d'un coût mille fois plus élevé ; à nouveau, des voix s'élevèrent pour exiger une réforme radicale de la programmation navale, stigmatisant le gaspillage de l'argent public, et la mise en chantier de bateaux trop onéreux – les porte-avions, en particulier – que leur vulnérabilité aux missiles rendait obsolètes.

Cette fois, cependant, il n'était pas nécessaire d'attendre le développement de contre-mesures inédites. Aux Malouines, l'efficacité des missiles antinavires évoquait un autre précédent historique : la Royal Navy, seule de toutes les grandes flottes militaires à n'avoir pas adopté les parades connues, subissait une punition aussi sévère que la flotte du tsar à Port-Arthur face au torpilleur. De fait, en 1982, le missile antinavires avait outrepassé depuis longtemps le point culminant du succès, ses précédentes

apparitions ayant entraîné des réactions vigoureuses, d'abord au milieu de la Deuxième Guerre mondiale, puis, dans les années 1950, quand la flotte soviétique leur attribua un rôle majeur et en équipa ses navires de surface, ses sous-marins, ses patrouilles aéronavales et même ses véhicules terrestres de défense côtière[9].

L'amirauté américaine n'eut aucun mal à confondre ses détracteurs. Les porte-avions, expliqua-t-elle, évoluaient désormais sous la protection d'escortes de croiseurs et de destroyers, voués à la défense antimissiles et anti-sous-marine. Grâce au brouillage des radars ennemis, à l'utilisation de fusées à leurres infrarouges et à d'autres méthodes de brouillage électronique, ils égaraient les missiles ennemis et, au pire, ils pouvaient les intercepter avec leurs propres missiles antiaériens et leurs canons, tout comme ils pouvaient détruire en vol les avions s'approchant un peu trop près. Ce système, précisait l'amirauté, constituait seulement le deuxième niveau de défense. Embarqués sur chaque porte-avions, vingt-quatre chasseurs d'interception à long rayon d'action, quatre avions d'observation équipés de radar pour l'alerte avancée et quatre avions de brouillage assuraient le niveau externe de défense, assistés par quatre avions-citernes prêts à décoller de leurs bases pour le ravitaillement en vol. Enfin, l'équipement propre à chaque navire – radars, contre-mesures, missiles antiaériens et artillerie, y compris canons automatiques spéciaux destinés à l'interception des missiles – assurait le niveau interne de défense.

Si la démonstration réduisait au silence les partisans du missile, elle laissait toutefois dans l'obscurité les inconvénients du système. Pourtant, un simple calcul des moyens mobilisés pour assurer (sans failles) la défense antimissiles montre que, dans cette configuration, au-delà de l'escorte au coût exceptionnellement élevé, la majeure partie des capacités du porte-avions est affectée à sa protection contre les missiles, puisqu'elle mobilise 36 des quelque 90 avions qu'il embarque[10].

Pendant le conflit des Malouines, la Royal Navy ne subit aucune perte du fait d'attaques sous-marines argentines. Dans le cas contraire, le débat se serait focalisé sur la vulnérabilité aux submersibles de la marine américaine et ses chefs auraient fait valoir l'abondance des défenses anti-sous-marines embarquées par ses escadres. Ils auraient ainsi mentionné, pour chaque porte-avions, la présence d'un sous-marin d'escorte, de 16 avions équipés d'instruments de détection et de charges sous-marines, sans compter les armements et les détecteurs des destroyers et des escorteurs. Si l'on ajoute maintenant cette panoplie de défense à la précédente, il apparaît qu'un porte-avions et son escadre, avec ses destroyers, ses ravitailleurs, son croiseur, son sous-marin escorteur et ses quelque 10 000 hommes d'équipage, ne disposait que de 34 avions pour des actions offensives, ainsi que d'une dizaine de canons de calibre moyen et d'un arsenal moderne de missiles de croisière.

Condamnés à dresser leur silhouette entre mer et ciel, ne pouvant compter, à la différence des troupes terrestres, sur les accidents de terrain pour se dissimuler, ni, à la différence de l'aviation, sur l'atout de la vitesse, les navires étaient de plus en plus menacés par les avancées techniques qui facilitaient l'observation à grande distance et les modes d'attaque diversifiés. Leur lutte pour la survie, contre des courants adverses engendrés par les progrès de la science, exigeait de sacrifier toujours plus d'argent, de matière grise et de capacité physique à leur propre protection. Alors que, des années 1960 jusqu'à l'effondrement des années 1990, la puissance offensive de la marine soviétique croissait, la vulnérabilité *nette* de la flotte américaine augmentait dans des proportions infimes, mais une part toujours plus faible de cette puissance navale servait à la défense des intérêts nationaux, et une part toujours plus importante à sa propre protection.

D'un point de vue historique, le paradoxe dynamique s'est enclenché dès que les États-Unis ont conquis la suprématie sur les mers, grâce aux

escadres aéronavales lancées pour combattre la flotte japonaise, et devenues, à partir de 1945, un atout dans la guerre froide, face à la puissance exclusivement terrestre des Soviétiques. Pour défendre la situation acquise, l'amirauté de l'après-guerre vanta le potentiel offensif – y compris avec l'arme atomique – de la force aéronavale contre les objectifs terrestres. On déploya alors de gros efforts pour acquérir, dans les meilleurs délais, des bombardiers à réaction de taille assez réduite pour décoller depuis le pont des porte-avions mais dotés d'un long rayon d'action. La réaction soviétique se manifesta par une croissance régulière, en taille et en puissance, année après année, des forces sous-marines et de surface, aéronavales, et de la défense côtière. L'Union soviétique mit alors au point les premiers missiles antinavires véritablement efficaces et obtint des résultats toujours plus significatifs qui l'auraient menée jusqu'au point culminant de la suprématie défensive si elle n'avait pas rencontré de résistance. En effet, la marine américaine équipa alors ses bâtiments de guerre d'armements antiaériens et anti-sous-marins plus précis, elle développa les techniques de détection par radar et par sonar, posa des réseaux de sonars sur le fond des océans, orienta toujours plus ses capacités aéronavales vers une fonction défensive et évita de naviguer dans les zones dangereuses, proches des bases soviétiques. La réaction à la réaction fut vigoureuse : en conséquence, la contre-menace soviétique dirigée contre les porte-avions américains aborda alors la courbe descendante qui mène à l'échec. Ainsi, quand la guerre des Malouines vint rappeler au monde la réalité du combat naval, les escadres aéronavales américaines bénéficiaient d'une protection sans faille, au prix de dépenses énormes et d'une perte considérable de puissance offensive.

Des calculs beaucoup trop précis dans le cadre qui nous intéresse ici permettraient de déterminer ce qu'aurait été le point culminant du succès défensif pour la protection de la flotte de surface américaine, au-delà duquel le contrôle des mers contre la marine soviétique à son apogée aurait été

mieux assuré par des forces sous-marines et aériennes[11]. Rendre un verdict sans se livrer à cet exercice laborieux est, bien entendu, hors de propos, comme il aurait été hors de propos, pour la marine américaine, imprégnée d'une longue tradition de navigation en surface, de renier sa culture au nom de la rationalité stratégique. Mais ce point culminant n'en est pas moins une réalité, et passer au-delà aurait conduit droit à l'échec, même en sauvant les apparences, c'est-à-dire en entretenant une flotte de porte-avions trop bien défendus pour remplir la moindre mission utile.

Alors que la Fédération russe a hérité d'une force navale très diminuée et beaucoup moins active, la marine américaine se retrouve, une nouvelle fois, sans véritable ennemi sur les mers, à la tête de porte-avions invulnérables aux attaques ennemies mais pas aux critiques de l'opinion, qui note les coûts considérables de la flotte aéronavale, par comparaison avec l'aviation (le coût d'achat de vingt bombardiers furtifs intercontinentaux équivaut à celui d'une escadre aéronavale et leurs capacités offensives sont, au bas mot, vingt fois supérieures). Une fois de plus, la marine a trouvé une parade en se débarrassant d'une partie de son aviation défensive, remplacée par des chasseurs-bombardiers ; une fois de plus, elle s'efforce de mettre en valeur sa capacité à attaquer des cibles terrestres depuis le large. Mais, en 1945, les bombardiers basés au sol avaient un rayon d'action bien moindre, alors que l'aéronavale doit aujourd'hui rivaliser avec des appareils capables de frapper dans le monde entier.

## *L'échec du succès*

Le surinvestissement dans des défenses efficaces est un penchant beaucoup plus commun dans les conflits territoriaux. Il peut y avoir un avantage stratégique à maintenir des avant-postes, une zone fortifiée, ou

une ville de garnison, au-delà des lignes de défense ou de repli. Ces retranchements isolés servent alors d'indicateur quant à l'avancée de l'ennemi, ils retardent ses mouvements et absorbent une part disproportionnée de ses forces. L'attaquant se retrouve affaibli quand, sur le théâtre des opérations considéré au sens le plus général, il doit déployer des moyens importants pour conquérir des positions qu'il aurait sans doute choisi de contourner, s'il avait pu anticiper leur résistance.

Pourtant la résistance trop efficace d'une armée sur la défensive finit par nuire à celle-ci. Alors qu'une défaite rapide, essuyée par des forces isolées, lui confère malgré tout un avantage, une résistance prolongée, pour peu qu'elle prenne une dimension héroïque aux yeux de l'opinion, est susceptible de conférer une dimension symbolique à un obscur lieu-dit, simple position anonyme sur les cartes d'état-major, et peut même décider, selon l'issue du combat qui s'y déroule, de l'avenir des responsables politiques et militaires. S'il n'existe aucun moyen d'aider les assiégés, l'obstruction qu'ils opposent aux assaillants sert leur propre camp, auquel elle procure un avantage moral et matériel. Mais s'il est possible de leur envoyer des renforts par des routes dangereuses, exposées aux attaques ennemies, par une infiltration plus périlleuse encore, ou par un pont aérien, alors les exploits des défenseurs peuvent se révéler désastreux à plus ou moins long terme.

Verdun illustre au mieux ce cas de figure. L'échec de l'attaque surprise, concoctée par l'armée allemande en février 1916, offrit aux Français un succès défensif dont ils avaient le plus grand besoin, mais cloua leur armée sur place et la saigna à blanc au cours d'une bataille de dix mois (la plus longue, sans doute, de toute l'histoire militaire), destinée à défendre les forts de Verdun. Chaque jour, sous les bombardements nourris, des contingents de fantassins étaient envoyés en renforts et beaucoup tombaient avant d'atteindre les forts. Selon les chiffres officiels, notoirement sous-estimés, la bataille coûta 162 308 morts et disparus et 214 932 blessés à

l’armée française. L’armée allemande tira un avantage indiscutable du succès défensif français, dans la mesure où son artillerie frappait les voies d’approche françaises avec précision, quand les batteries françaises tiraient au jugé sur les arrières des lignes allemandes. Les pertes allemandes, selon les chiffres officiels, eux aussi inférieurs à la réalité, s’élèveraient à 100 000 morts et disparus. Les bilans les plus fiables des historiens arrivent aujourd’hui au chiffre de 420 000 morts, dont les deux tiers du côté français – des pertes beaucoup trop élevées pour qu’un repos décent ait pu être offert à chaque victime sur l’aire restreinte où se joua la bataille[12]. Rappelons, à titre de comparaison, que les Américains ont perdu 344 959 hommes, au cours des *deux* guerres mondiales, tous fronts et toutes armes confondus. L’hécatombe commençait à peine, quand l’évidence s’imposa : il était beaucoup plus sensé d’abandonner les forts de Verdun que de les défendre. Du point de vue français, ce saillant vulnérable en terrain ennemi affaiblissait le front. Mais à ce point de la bataille, il était déjà trop tard pour faire valoir des calculs de bon sens : les forts de Verdun avaient acquis un statut symbolique qui défiait toute considération stratégique, et plus mouraient de soldats français pour leur défense – établissant chaque jour un peu plus leur inutilité stratégique –, moins il devenait possible d’admettre la futilité des pertes subies en organisant un retrait salutaire. Dans une telle configuration, les efforts consentis pour prolonger les succès de la défense se paient souvent par d’autres défaites dans le cours du conflit. De fait, l’affaiblissement subi par l’armée française fut tel que la principale offensive postérieure à Verdun, en 1917, allait provoquer de nombreuses mutineries. Deux décennies plus tard, la faiblesse des effectifs militaires français face à Hitler fut encore un effet à long terme de l’hécatombe de Verdun.

Il en alla de même à Stalingrad, où l’Allemagne usa les forces de la Luftwaffe avec ses tentatives, vouées à l’échec, de ravitailler l’armée encerclée de Paulus, au cours des huit semaines que dura le siège, jusqu’au

2 février 1943. Sans cette entreprise inutile, la Luftwaffe épargnée aurait pu accomplir d'autres missions, de même que, sans cette résistance prolongée, une bonne partie des troupes au sol aurait pu rompre le siège (peu étanche dans les premiers temps) pour combattre en d'autres occasions. Mais, bien qu'encerclements et percées se fussent succédé de façon presque routinière, au cours de la campagne de Russie, la dimension symbolique que revêtirent ces quelques kilomètres carrés de ruines, aussi bien que le nom de Stalingrad, exclut très vite, aux yeux de Hitler, tout projet de repli, un diktat bientôt réduit à néant, sur le terrain, par la capitulation de ses généraux.

Après la Seconde Guerre mondiale, un épisode spectaculaire de défense poursuivie au-delà du point culminant du succès se déroula à Dien Bien Phu. Parachutées, en novembre 1953, sur un territoire disputé, au nord-ouest du Vietnam, les troupes d'élite françaises soutinrent si bien les premiers assauts du Vietminh que le nom exotique de Dien Bien Phu prit soudain une résonance héroïque – fait exceptionnel au cours d'une guerre confuse, aux objectifs mal définis, et très impopulaire. Alors que le Vietminh concentrait des troupes de plus en plus nombreuses, la garnison résista pendant 112 jours, jusqu'au 7 mai 1954, recevant régulièrement des renforts, puisés dans les meilleures troupes de l'armée française et acheminés par des avions qui devaient franchir les défenses antiaériennes ennemies. Conçue à l'origine comme une opération limitée, dont l'objectif modeste se limitait à empêcher les infiltrations du Vietminh au Laos, la défense de Dien Bien Phu exigea très vite des efforts disproportionnés et ruineux, qu'il était impossible d'interrompre, parce que le lieu avait pris une valeur symbolique démesurée dans l'opinion publique française. Quand les troupes assiégées furent finalement débordées, l'ensemble de la politique indochinoise de la France fut rejeté par l'opinion comme par la classe politique. L'abandon précipité du Vietnam n'aurait peut-être pas eu lieu sans le succès initial des parachutistes largués le 21 novembre 1953[13].

Soumise à la dynamique paradoxale de la stratégie, la défense – comme l'offensive – peut *trop bien* réussir. L'évolution jusqu'à l'échec peut concerner la défense d'un poste avancé, la protection d'une flotte que les progrès techniques rendent vulnérable, ou n'importe quel dispositif militaire accessoire que les passions ou les intérêts institutionnels transforment en cœur vibrant de la lutte.

CHAPITRE 4

# LA CONVERGENCE DES CONTRAIRES

Nous avons observé jusqu'ici le fonctionnement du paradoxe dynamique aux niveaux technique et tactique, et les renversements auxquels il aboutit. Avant d'examiner son influence sur les niveaux moyens de la stratégie, nous aurons beaucoup à gagner d'un bref détour par la grande stratégie, ce niveau où chaque élément particulier doit être considéré dans ses interactions avec la situation d'ensemble.

Toutes les relations entre les États impliqués dans un conflit sont soumises à la même logique stratégique que les confrontations entre les forces armées qu'ils déploient sur le terrain. Mais il est beaucoup plus difficile pour les gouvernants d'appréhender cette logique, parce qu'elle se dissimule dans l'enchevêtrement des niveaux qui constituent la guerre dans son intégralité. Par ailleurs, même s'ils possèdent une intelligence stratégique, les dirigeants élus d'une société démocratique ont rarement la possibilité de la manifester : pour maintenir leur position et leur autorité, ils doivent respecter la logique linéaire du consensus politique. Il est exclu, par exemple, qu'ils prennent une initiative paradoxale destinée à surprendre l'ennemi, puisqu'ils doivent informer et convaincre le public avant d'agir. De même, tout écart par rapport aux conventions établies se paye d'une perte d'autorité. Quoi qu'il en soit, une claire compréhension des phénomènes stratégiques est exceptionnelle chez les dirigeants politiques,

dont le talent consiste précisément à interpréter et à orienter l'opinion publique, laquelle plonge ses racines dans la logique ordinaire, étrangère en tout point à la raison paradoxale de la stratégie. Confrontés à la guerre, ils cherchent à atteindre la victoire par la mobilisation de toutes les ressources disponibles, si bien qu'un état d'infériorité matérielle les condamne à l'échec. Bien entendu, il existe des exceptions à la règle. Dans un passé récent, Winston Churchill en offre l'exemple le plus significatif : confiné à un rôle politique marginal en temps de paix, il se révéla – au-delà même de son charisme en tant que Premier ministre – un stratège militaire hors pair, ainsi que l'établit la précieuse documentation disponible sur ce sujet.

Lorsque nous avons examiné, plus haut, la confrontation entre l'aviation britannique et la défense aérienne allemande, nous l'avons abordée sous ses angles technique et tactique. Comme il va de soi, les deux camps en présence l'envisageaient dans un cadre plus général, celui de la grande stratégie. Les premiers bombardements britanniques sur l'Allemagne visèrent des cibles industrielles et militaires sélectionnées avec le plus grand soin, toujours à l'écart des villes. Ils constituaient une riposte aux victoires enregistrées par l'armée allemande, après l'invasion des Pays-Bas et de la Belgique, en mai 1940. Autrement dit, on doit compter les attaques aériennes au nombre des toutes premières conséquences paradoxales auxquelles dut faire face l'Allemagne pendant sa progression, alors que celle-ci n'avait pas encore atteint le point culminant du succès. Quand la Wehrmacht, avec une soudaineté imprévisible, accula la France à la défaite, en juin 1940, elle balaya du continent l'armée britannique, qui se trouva privée de tout moyen de poursuivre les hostilités, sinon par la voie des airs. Et, parce que la défense aérienne allemande infligeait des pertes insoutenables aux escadrilles lancées, en plein jour, sur des objectifs militaires et industriels, le British Air Command dut se résoudre à opérer de nuit, dans des circonstances telles que seules des villes d'une certaine importance pouvaient servir de cibles à ses pilotes. À ce point, la

destruction des villes allemandes était donc la contrepartie paradoxale de la victoire militaire allemande sur terre et de la précision de sa chasse et de sa défense antiaérienne dans le combat de jour.

Cette campagne aérienne, qui allait être la plus longue de la Seconde Guerre mondiale, esquissa un début de courbe ascendante au moment où les armes et la nation britanniques connaissaient leurs heures les plus sombres. En août 1940, la Royal Navy s'abritait des frappes allemandes à Scapa Flow, baie de l'archipel des Orcades (loin au nord de l'Écosse) ; l'armée escomptait juste défendre les plages britanniques et la Royal Air Force avait subi de tels dommages après les raids de la Luftwaffe sur ses bases qu'elle accueillit avec soulagement le premier bombardement – d'ailleurs accidentel – sur Londres, le 24 août 1940[1].

La nuit suivante, le British Air Command organisait le premier raid sur Berlin, bien que le choix délibéré des bombardements nocturnes – visant nécessairement les villes – ne devînt pas systématique avant juin 1941. La mobilisation militaire et industrielle britannique continua à gagner en ampleur, ce qui permit d'augmenter le nombre d'appareils et d'équipages disponibles pour chaque nouveau raid. Dans le même mouvement, la courbe du succès restait orientée à la hausse et le niveau acceptable des pertes, autant que l'absence de réactions significatives de l'Allemagne, ne laissait présager aucun renversement de tendance immédiat ; ce qui incita le général Charles Portal, commandant en chef de la Royal Air Force, à soumettre à l'état-major un plan de bombardements dont l'issue devait être rien de moins que la victoire totale : 43 villes allemandes sélectionnées avec soin, abritant plus de 15 millions d'habitants ainsi que des pans entiers de l'industrie de guerre allemande, seraient soumises à des bombardements intensifs au cours de six attaques successives qui les détruiraient « au-delà de toute reconstruction ».

Lorsqu'il présenta son plan à Winston Churchill, alors Premier ministre, le général Portal souligna que 4 000 bombardiers de première ligne

permettraient au British Bomber Command de « briser » l'Allemagne en six mois[2]. D'une grande minutie, le plan reposait tout entier sur des calculs détaillés, comme s'il s'était agi de lancer un pont sur une rivière paisible, et ne tenait aucun compte des éventuelles réactions de l'ennemi. Ainsi, le niveau de destruction nécessaire dans les 43 villes n'était pas fixé de façon arbitraire, mais établi en fonction d'un « indice d'activité », lui-même extrapolé des statistiques qui avaient été recueillies après les bombardements allemands sur les centres industriels britanniques. Après chaque raid aérien, l'activité des usines serait handicapée par de graves ruptures dans la fourniture de gaz, d'eau et d'électricité ; par l'absentéisme dû à la peur, à l'épuisement, aux difficultés de ravitaillement, à la paralysie des transports publics et à la désorganisation générale de la vie urbaine. Le tonnage de bombes était rapporté à l'unité de population afin de définir dans quel pourcentage pouvait être réduit l'indice d'activité. Le calcul s'inspirait de l'exemple de Coventry, où cet indice avait plongé à 63 %, au lendemain des bombardements massifs du 14 novembre 1940, quand la Luftwaffe avait largué une tonne de bombes pour 800 habitants. L'inévitable reprise qui ne manquerait pas de s'enclencher serait alors enrayée par une nouvelle attaque et, avec chacune d'entre elles, l'indice maximal serait plus bas, jusqu'à être réduit à zéro, après le quatrième, le cinquième ou le sixième raid, qui anéantirait la production de guerre.

Le plan prévoyait une marge de manœuvre très large pour remplir l'objectif. Pas moins de six attaques étaient envisagées sur les 43 villes choisies avec, chaque fois, le largage d'une tonne de bombes pour 800 habitants. Pour tenir compte des erreurs de navigation, des pannes et des interceptions par l'ennemi, seul un avion sur quatre était supposé atteindre sa cible et l'on attendait de chaque escadron de seize appareils qu'il effectue cent sorties par mois (soit un rythme inférieur à celui des opérations ordinaires), chaque avion devant emporter une modeste charge de trois

tonnes de bombes. Le plan requérait donc la mobilisation de 250 escadrons durant six mois de campagne, soit un total de 4 000 bombardiers.

Obéissant d'un bout à l'autre aux canons de la logique linéaire, le plan n'envisageait pas que les Allemands puissent renforcer de façon spectaculaire leurs défenses anti-aériennes, ni qu'ils entreprennent de déplacer leur industrie de guerre même quand elle deviendrait la cible de pilonnages intensifs. Le général Portal et ses subordonnés n'étaient pas les premiers venus. Si l'un ou l'autre d'entre eux avait dû développer son approche théorique de la stratégie, il aurait souligné la nécessité de prendre en compte l'énergie créative de l'ennemi et sa volonté de se protéger des offensives. Mais n'oublions ni les circonstances ni le sentiment d'urgence qui prédominait alors : en septembre 1941, quand le plan fut présenté à Churchill, le rouleau compresseur allemand poursuivait son avance en Russie ; semaine après semaine, il écrasait les lignes de défense soviétiques, annihilait des armées entières et accumulait les prisonniers par centaines de milliers. Seul le souvenir des déconvenues de Napoléon pouvait laisser supposer que, malgré l'évidence, l'effondrement de la Russie n'était pas encore acquis. Dans le reste de l'Europe, aucun signe marquant de résistance à l'occupation allemande ne se manifestait. Aux États-Unis, les premiers pas vers le réarmement manquaient d'ampleur et l'opinion publique s'opposait, dans sa grande majorité, à tout interventionnisme, le revirement provoqué par l'attaque japonaise sur Pearl Harbor appartenant encore au futur.

Pour la Grande-Bretagne, reprendre pied sur le continent européen avec des forces suffisantes pour éviter une défaite immédiate paraissait une perspective totalement irréaliste, au moment où l'affrontement avec Rommel, en Afrique du Nord, établissait que seule une ample supériorité matérielle pouvait entamer le fort moral de l'armée allemande, reposant sur sa meilleure préparation et sur la qualité de son commandement. Si Hitler gagnait la guerre en Russie, comme il l'avait déjà gagnée en Pologne, au

Danemark, en Norvège, en Belgique, aux Pays-Bas, en France, en Yougoslavie et en Grèce, alors la Royal Air Force serait l'ultime obstacle sur son chemin lorsqu'il se tournerait à nouveau vers l'Ouest pour en finir avec la Grande-Bretagne, non sans avoir, au préalable, renforcé la Luftwaffe grâce aux immenses ressources tirées de ses conquêtes et de la démobilisation de son armée. Quand, l'année précédente, la Royal Air Force avait remporté, de justesse, une victoire défensive dans le ciel britannique, les chasseurs et les bombardiers allemands venaient de combattre en France et n'étaient pas préparés aux conditions particulières de la bataille d'Angleterre. Lors de cette seconde manche, la chance ne serait plus de la partie : après avoir vaincu la Russie, les Allemands y veilleraient. Une fois la Luftwaffe réorganisée en vue de cet objectif, la Royal Air Force serait graduellement détruite, en s'efforçant d'éviter, dans un combat perdu d'avance, que les villes anglaises soient réduites à l'état de ruines. Puis viendrait l'inévitable invasion qui installerait l'ordre nouveau, sous le talon de fer de la Gestapo et des SS, et qui remplirait les camps de concentration. Même dans l'hypothèse, alors fort improbable, d'une survie prolongée de l'URSS et d'une poursuite de la guerre à l'Est qui rendrait moins certaine l'invasion des Îles Britanniques, la RAF n'en restait pas moins le seul instrument militaire de quelque poids, susceptible de peser sur la conduite de la guerre jusqu'à ce qu'il soit possible de lui trouver une issue acceptable. Voilà comment sir Charles Portal et l'état-major de la Royal Air Force – arme jusqu'alors secondaire – se trouvaient bien malgré eux occuper une position cruciale, sans doute exaltante, mais qui leur conférait une responsabilité si écrasante qu'elle en devenait redoutable, voire terrifiante. Dans ce chaos d'émotions, où la fierté et l'espoir avaient leur place autant que l'angoisse la plus vive, tout inclinait à se raccrocher à un plan systématique : boussole destinée à s'orienter dans l'obscurité, sa mécanique rationnelle avait la vertu de mobiliser la réflexion, et sa précision arithmétique offrait une lueur d'espoir dans ces heures sombres.

Plongé dans cette tourmente, Winston Churchill partageait tous ces sentiments et, homme de fort caractère et de peu d'inhibition, il y était d'autant plus sensible que son retour aux affaires plaçait entre ses mains les destinées de la nation. Son rejet des propositions de paix formulées par Hitler en juin 1940 était à l'origine de la mort de 93 000 civils – hommes, femmes et enfants – au cours des bombardements sur les villes britanniques. Son obstination politique maintenait le pays dans un sinistre isolement et le confrontait à une prochaine invasion, dès que les armées allemandes auraient écrasé la Russie. Sa destitution par le Parlement au profit de responsables plus raisonnables, susceptibles d'engager des pourparlers avec Hitler, une admission négociée de la Grande-Bretagne dans le nouvel ordre européen, l'exil du vieux lion ou son arrestation, toutes ces hypothèses, invraisemblables aujourd'hui, appartenaient au domaine du possible, en septembre 1941, ainsi que l'établissent de nombreux éléments[3].

Churchill, lui aussi, estimait qu'une campagne de bombardement victorieuse était la voie du salut – national, politique et même personnel. Contre vents et marées, il choisit pourtant de se fier à son instinct stratégique et, malgré le pouvoir de conviction de l'argumentation technique exposée par le plan, il présenta cinq objections au général Portal. En premier lieu, il réfuta l'idée que les bombardements pourraient à eux seuls apporter la victoire (« Tout ce que nous avons appris depuis le début de cette guerre montre que leurs effets, matériels ou moraux, ont été largement exagérés ») ; il souligna ensuite que la réaction défensive allemande était inévitable, y compris face aux bombardements en cours, d'une ampleur encore limitée, et il alla même jusqu'à prévoir l'introduction de chasseurs équipés pour le vol de nuit. La riposte allemande, expliqua-t-il encore, devait conduire la campagne aérienne à l'échec (« il paraît probable que la défense au sol et les chasseurs équipés pour le vol de nuit viendront à bout de nos attaques aériennes »), comme cela se produisit dans la seconde moitié de l'année 1942. Quatrièmement, dans l'éventualité de

bombardements réellement efficaces, les Allemands, présagea-t-il, n'assisteraient pas en spectateurs passifs à la destruction de leur industrie de guerre, et entreprendraient au contraire de la disperser et de la décentraliser (« toutes les choses sont toujours simultanément en mouvement [principe même du paradoxe dynamique] et il est tout à fait possible que la dispersion des ressources militaires nazies à travers l'Europe atteigne, en 1943, une telle ampleur que leur survie sera dans une large mesure indépendante des installations situées sur le sol allemand »). Enfin, il mit ses interlocuteurs en garde contre l'illusion d'un chiffrage issu de calculs qui ne pouvaient prendre en compte des variables aussi considérables que la riposte de l'adversaire (« Je réprouve… l'expression d'une fiabilité [du plan] fondée sur l'arithmétique »).

Churchill concluait en quelques mots : « Chacun doit faire du mieux qu'il peut, mais je mets en garde quiconque penserait qu'il existe une méthode *sûre* pour gagner cette guerre, ou toute autre guerre, entre deux forces équivalentes. Le seul plan est de persévérer[4]. »

Seul instrument offensif dont disposait la Grande-Bretagne, le Bomber Command se voyait accorder toute priorité pour l'affectation de la trop rare main-d'œuvre spécialisée et de la production industrielle. Malgré cela, il ne fut jamais en mesure d'aligner 4 000 bombardiers – au sommet de sa puissance, en avril 1945, il en comptait 1 609[5] – la suggestion du général Portal de lui subordonner les besoins de l'armée de terre et de la marine ayant été rejetée. Remarquons par ailleurs que l'entrée des États-Unis dans la guerre et l'irruption de la 8e Air Force dans le ciel européen aboutit à la mise en œuvre d'un plan de bombardement systématique en 1943. Conçu en dépit de la logique stratégique, ce plan ne tenait aucun compte de la réponse défensive de l'ennemi ; de plus, cherchant à maximiser les résultats en concentrant les bombardements sur un seul secteur industriel, il ignorait aussi sa réaction industrielle.

Avec leurs bombardiers B-17, munis chacun de onze mitrailleuses, les chefs de la 8e Air Force américaine étaient convaincus que les escadrilles volant en formation assureraient leur propre protection contre la chasse allemande et se passeraient de la couverture des chasseurs ou de la protection de la nuit. Ils prirent donc la décision d'opérer en plein jour sur des cibles industrielles spécifiques, à la différence du Bomber Command britannique qui poursuivait les pilonnages massifs des centres urbains. Ils comptaient, en outre, optimiser le rendement destructif de leurs opérations, en s'attaquant aux « goulots d'étranglement » de l'industrie de guerre allemande. Depuis longtemps, déjà, le ministère britannique de la Guerre économique préconisait cette approche, pour laquelle il avait même identifié une cible idéale : les usines de Schweinfurt, d'où sortaient, supposait-on, les deux tiers de la production allemande de roulements à billes. Pas un char ni un camion, pas un moteur d'avion, de bateau ou de sous-marin, pas la moindre mécanique un tant soit peu sophistiquée qui n'utilise de roulements à billes. Fort de cette évidence, le ministère soutenait que la destruction des usines de Schweinfurt suffirait à gripper, dans des proportions colossales, la machine de guerre nazie[6].

Arthur Harris, commandant en chef du Bomber Command, ridiculisant cette attitude, mentionnait avec ironie les « cibles-panacées » et expliquait que les experts étaient « devenus complètement fous » avec ces roulements à billes[7]. Un farceur suggéra même de détruire les usines de lacets, ce qui contraindrait les Allemands à se rendre dès qu'ils ne pourraient plus garder leurs chaussures aux pieds. La 8e Air Force, quant à elle, ne démordait pas du principe des bombardements de précision effectués de jour, mais ses chefs ne disposant pas d'effectifs suffisants pour paralyser l'industrie allemande à grande échelle, ils se rallièrent à l'idée du goulot d'étranglement.

Le 17 août 1943, les bombardiers américains effectuèrent un premier raid sur les usines de roulements à billes de Schweinfurt, suivi d'un second,

le 14 octobre. À l'épreuve, le concept du vol de plein jour, en formation auto-défendue, se révéla erroné. Malgré leurs onze mitrailleuses par appareil, les bombardiers firent piètre figure face aux chasseurs allemands et subirent des pertes dramatiques : 60 des 376 avions américains furent abattus lors du premier raid et 77 sur 291, pendant le deuxième[8].

À l'échelle locale, le bilan de l'opération ne fut pas négligeable, mais son impact sur la machine de guerre allemande resta insignifiant. Les stocks de roulements à billes, complétés par des importations, en provenance de Suède ou de Suisse, suffirent à satisfaire les besoins immédiats, les sites endommagés retrouvèrent vite leur rythme de production antérieur et, dans bien des cas, les Allemands substituèrent la technologie de la glissière aux roulements à billes, si bien qu'aucun étranglement ne se produisit[9]. Ainsi, l'attaque américaine, fondée sur un principe de spécialisation étroite, provoqua une réaction organisationnelle de grande ampleur qui lui retira toute pertinence, comme les grands navires du passé avaient neutralisé le torpilleur spécialisé ou comme les forces blindées modernes allaient évoluer pour contrer la menace du missile antichar.

Si la réponse spécifique au bombardement de précision prit la double forme de la décentralisation et de la substitution, la réaction plus générale à l'intensification des bombardements consista en une restructuration radicale de l'économie afin de maximiser la production de guerre : l'Allemagne entra alors dans l'« économie de guerre totale », selon le jargon nazi. Jamais, en 1942, Britanniques et Américains n'auraient pu envisager une réaction de cet ordre, tant ils tenaient pour acquis, avec le reste du monde, que l'économie allemande était tout entière mobilisée pour la guerre et cela depuis la fin des années 1930, et le début du conflit. En Grande-Bretagne, où le travail obligatoire était entré en vigueur pour tous dès 1940 et où toutes les activités jugées secondaires dans le commerce et les services avaient été supprimées ou restreintes, personne n'aurait imaginé que, jusqu'au milieu de l'année 1943, la majorité des femmes allemandes étaient

encore au foyer, que plus d'un million d'emplois domestiques subsistait et que des activités artisanales aussi peu stratégiques que la reliure de livres anciens continuaient à prospérer. L'initiative de la guerre lui revenant, Hitler n'était pas en position favorable pour exiger des sacrifices extrêmes de la population, ce que reflétait le fonctionnement de l'économie. La véritable mobilisation commença à partir de février 1943, après la défaite catastrophique de Stalingrad. Une fois les énergies du pays mises au service de la guerre, la production d'équipements et de fournitures militaires suivit une courbe ascendante qui se prolongea longtemps, si bien que l'augmentation du tonnage de bombes déversées sur l'Allemagne au cours de l'année 1944 coïncida avec une augmentation d'activité de son industrie de guerre.

Au-delà de la coïncidence, les bombardements devaient aussi bénéficier à la production militaire en minant le cadre social de la vie civile, tel qu'il avait subsisté jusque-là. Aux restaurants dévastés par les bombes succédaient des cantines, beaucoup plus efficaces. La destruction des résidences et l'évacuation de leurs habitants poussaient les domestiques vers les usines d'armement, où ils rejoignaient les commerçants, les artisans et les employés de bureau. Ce simple glissement d'activités constituait une réaction de l'économie de guerre allemande à la manœuvre trop spécialisée du bombardement.

Cet épisode très connu a fait l'objet de nombreux récits[10]. C'est l'exemple classique d'une action poursuivie de façon systématique en vue de résultats cumulatifs et qui, non seulement se heurte aux réactions de l'adversaire mais qui se retourne contre elle-même, par un effet pervers propre au domaine stratégique dans lequel elle s'inscrit. Dans ce contexte, Churchill apparaît comme une figure exceptionnelle, par sa compréhension intuitive du paradoxe de la stratégie qui pervertit toute entreprise logique et multiplie les renversements de situation *(Triomphe et Tragédie*, le dernier volume de ses mémoires de guerre, aurait aussi bien pu s'intituler *Victoire*

*et Défaite*). Mais la grande stratégie se déploie en vertu de ses règles logiques, même en l'absence d'un Churchill, tout comme les lois de la physique gouvernaient l'univers, bien avant que les physiciens se soucient de les étudier. Ainsi, qu'ils en aient ou non conscience, les dirigeants de nations en guerre sont soumis aux lois de la stratégie et chacune de leur décision, sage ou folle, gouvernée par une ambition criminelle ou par la plus sincère des bienveillances, louée ou condamnée par le tribunal de l'Histoire, est mise en œuvre sur le terrain mouvant de la logique paradoxale, qui met à mal tous les espoirs de progrès linéaire et continu.

## *De la guerre à la paix, de la paix à la guerre*

Si la guerre est le mal absolu, elle n'en possède pas moins une vertu cardinale. En dévorant les ressources matérielles et morales nécessaires à l'affrontement, elle se condamne elle-même à l'extinction. De fait, comme toute action déployée dans le domaine paradoxal de la stratégie, la guerre doit finir – une fois passé son point culminant – par se transformer en son contraire. Ce retournement se limite parfois à une cessation de fait des hostilités et à l'établissement d'un état tacite de non-guerre, sans que ne s'engagent, pour autant, des pourparlers conduisant à la signature d'un armistice ou à un cessez-le-feu temporaire. Quelle que soit la part d'initiative des belligérants dans cette nouvelle situation, si l'on veut estimer les chances de la trêve, on doit se rappeler que la vitesse à laquelle la guerre s'annihile elle-même dépend avant tout de son intensité et de son ampleur. Dans le cas d'une guerre civile, l'intensité des combats est souvent basse et leur échelle réduite, si bien que les affrontements localisés n'affectent que de manière marginale, voire pas du tout, l'ensemble

considéré. Au Sri Lanka, par exemple, alors que la guerre civile se poursuit dans le Nord depuis des décennies, les touristes continuent à fréquenter les plages paisibles du Sud. Au Soudan, la violence, circonscrite au Sud, dépend, dans une large mesure, du cycle des saisons. Pour ces raisons, les guerres civiles tendent à s'éterniser. Si aucune guerre à grande échelle et d'une intensité soutenue ne peut se prolonger pendant des années et moins encore pendant des décennies, il est arrivé, en revanche, qu'une période de quelques semaines, voire de quelques jours, suffise à consumer un conflit jusqu'à son extinction.

La guerre engendre la paix par la victoire totale d'un belligérant, par l'épuisement des camps en présence ou, plus souvent, parce qu'elle finit par altérer jusqu'au conflit d'intérêt qui était à son origine. À mesure que les combats se succèdent et que s'additionnent les victimes, les souffrances et les dépenses, la valeur de l'enjeu et les espoirs placés dans la guerre pour le conquérir sont reconsidérés.

Il ne s'agit pas d'un processus linéaire : prendre la responsabilité politique de la guerre est une démarche largement autojustificatrice. L'agresseur mesure ses pertes éventuelles à la valeur de l'objectif visé ; or, confronté à une résistance inattendue, il persistera probablement dans son entreprise, même si le prix à payer – en vies humaines, en dépenses publiques, en tranquillité et en prestige – dépasse de loin le bénéfice escompté. Entraînés dans la guerre à leur corps défendant, les responsables politiques du camp adverse auront, de leur côté, mis au point les arguments qui justifient leur refus de céder à l'agresseur et les sacrifices demandés à la population, même si, dans cette première phase, nul ne connaît l'étendue des sacrifices à venir. Comme cela se produit si souvent, les attentes des deux camps peuvent être déçues, mais la victoire paraîtra encore à portée de la main, subordonnée au prochain combat, à quelques morts supplémentaires, à d'ultimes dépenses, facteurs négligeables au regard des coûts humains et financiers déjà consentis (si la simple survie constitue

l’enjeu ultime pour l’un des camps en présence, sa résistance s’en trouvera d’autant renforcée). Dans cette première phase, les belligérants ont cédé à la tentation de la guerre, parce qu’ils en attendaient des gains importants en contrepartie de pertes raisonnables. Mais dès que les coûts du conflit dépassent les prévisions dans des proportions significatives, une phase intermédiaire commence : l’ampleur des sacrifices constitue une incitation à poursuivre dans la même voie ; plus ceux-ci auront été élevés, plus s’imposera la nécessité de les justifier en tenant jusqu’à la victoire. Au cours de cette phase, le comportement des belligérants est conditionné par l’attitude politique du parti belliciste ou de son chef, leur sort dépendant de la perception qu’a l’opinion de leurs responsabilités dans la guerre, jugement qui dépend à son tour de la façon dont est envisagée l’issue du conflit. À ce stade, tout invite les dirigeants à cultiver l’espoir de la victoire.

Mais la poursuite du conflit modifie les perspectives. Bientôt, on ne mesure plus les avantages escomptés à l’aune des sacrifices déjà consentis, mais aux épreuves inévitables encore à venir. Les dirigeants politiques, y compris lorsqu’il s’agit des initiateurs du conflit, n’ont plus d’autre choix que de restreindre leurs ambitions, voire d’y renoncer, quand, abandonnant tout objectif de bénéfice, ils doivent se consacrer à la priorité de l’heure : minimiser leurs pertes. Au cours de cette phase, la probabilité d’une cessation des hostilités s’accroît, puisqu’une convergence d’intérêt entre les deux camps se substitue à leurs antagonismes. Même la guerre du Pacifique, conflit très particulier entre le Japon, disposant de moyens considérables mais limités, et les États-Unis, d’abord victimes des agressions japonaises à Pearl Harbor et aux Philippines, s’acheva lorsque les Américains, après avoir exigé une reddition inconditionnelle, accédèrent, de façon tacite, aux deux ultimes requêtes japonaises : le maintien de l’institution impériale et – question plus épineuse – l’impunité pour l’empereur Hirohito.

Quand la guerre arrive à son terme, quand les armées se sont affrontées jusqu'à l'épuisement en recourant à tous les expédients, quand des destructions massives ont été infligées et subies et quand il ne subsiste plus guère d'espoir de victoire prochaine, alors une paix stable devient *possible*. Mais si le conflit est interrompu avant de s'être consumé de lui-même, la paix reste une issue improbable. L'Europe a connu autrefois cette situation de guerres intermittentes, avec des campagnes entamées au printemps et suspendues dès les premiers froids pour mieux reprendre aux beaux jours. Et voilà qu'elle nous est redevenue familière depuis la création des Nations unies et de leur Conseil de sécurité, arène officielle de la politique des grandes puissances.

Depuis 1945, à quelques exceptions près, les conflits localisés n'ont jamais suivi leur cours « naturel ». Leur déroulement a été gelé avant que les énergies guerrières n'aient toutes été brûlées ; avant, donc, que n'aient été réunies les préconditions de la paix. Ordonner des cessez-le-feu entre les belligérants des puissances de second ordre est devenu un simple réflexe pour les membres du Conseil de sécurité des Nations unies. À défaut d'une médiation diplomatique capable d'imposer des négociations de paix dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, celui-ci se résume à une pause réparatrice pour les belligérants, en leur offrant l'occasion de reconstituer les forces combattantes et de les réarmer. Autrement dit, il se traduit, à terme, par une intensification et un prolongement des hostilités. Le processus s'est vérifié dès le conflit israélo-arabe de 1948, qui aurait pu s'épuiser de lui-même en quelques semaines, si le Conseil de sécurité n'avait pas imposé le cessez-le-feu à deux reprises, fournissant aux adversaires un répit qu'ils employèrent à récupérer, avant de se jeter, à nouveau, dans la bataille. On a pu l'observer encore après la désintégration de la Yougoslavie, en 1991, quand des dizaines de cessez-le-feu successifs ont interrompu les hostilités entre Serbes et Croates en Krajina, entre l'armée croate et les forces de la Fédération yougoslave – réduite à la Serbie

et au Monténégro –, ou encore entre Serbes, Croates et Musulmans en Bosnie. Chaque fois, les belligérants ont mis à profit ces pauses forcées pour recruter, former et équiper de nouveaux combattants. De fait, Les Croates et les Bosniaques ont pu mettre sur pied leurs armées nationales grâce à ces protections épisodiques, pour affronter les Serbes, qui avaient, eux, hérité de l'armée yougoslave. Bien que ce contrecoup ait pu être jugé bénéfique, ce processus conduisit avant tout à prolonger la guerre et à en multiplier les tueries, les atrocités et les destructions.

À l'égal du cessez-le-feu, l'armistice est devenu un biais diplomatique habituel pour imposer un arrêt des hostilités. Or, s'il ne précède pas un règlement négocié, l'armistice perpétue indéfiniment l'état de guerre, parce qu'il conforte le camp le plus faible dans son refus des concessions nécessaires à l'établissement d'une paix durable. Prémunis contre les revers militaires et les pertes territoriales par l'intervention indirecte des grandes puissances, garantes de l'armistice, les perdants sont en situation de refuser la paix, voire d'utiliser des moyens détournés – guérilla ou infiltration de commandos – pour attaquer le territoire ennemi. *Stricto sensu*, l'armistice n'est pas un premier pas vers la paix, mais seulement un gel de la guerre. De ce fait, il s'accompagne toujours d'une vive incitation à préparer les prochaines confrontations armées, comme on peut le constater encore aujourd'hui dans le cas de l'Inde et du Pakistan ou dans celui des deux Corée.

Dans la configuration internationale propre à la guerre froide, il était inévitable que les États-Unis et l'Union soviétique, agissant de concert, imposent armistices ou cessez-le-feu. La prudence dictait alors aux deux superpuissances, nécessairement tentées d'intervenir dans les conflits opposant leurs clients respectifs, de collaborer à une cessation des hostilités, se gardant ainsi d'une confrontation militaire directe, susceptible d'entamer une escalade menant jusqu'à la guerre atomique. Pendant toute cette période, ce fait d'imposer cessez-le-feu et armistices parmi les puissances

de second ordre contribua, dans le premier cas, à augmenter le nombre des conflits et, dans le deuxième, à perpétuer l'état de guerre. D'un point de vue international, néanmoins, ces deux formes d'intervention constituaient un moindre mal, en écartant l'éventualité catastrophique d'un face-à-face armé entre Américains et Soviétiques.

Après la guerre froide, aucune motivation ne pousse les Américains et les Russes à rechercher la confrontation par l'intermédiaire de conflits localisés. Les États-Unis ont mis sur pied une vaste coalition pour chasser l'Irak du Koweït, après l'invasion d'août 1990. De son côté, la Fédération russe est intervenue dans les guerres et les insurrections diverses du Caucase et de l'Asie centrale en fournissant des armes ou une assistance militaire à celle des parties au conflit ayant sa préférence. Mais ni les Américains ni les Russes n'ont déterminé leur rôle en fonction de leurs positions réciproques, et ni les uns ni les autres n'envisagent une forme quelconque de confrontation armée. Et il en va de même pour tous les autres pays qui restent considérés comme des grandes puissances. De ce fait, l'interruption des conflits par la contrainte produit toujours des suites néfastes, lorsqu'elle ne se justifie plus par l'existence d'une menace plus grave.

En l'absence de toute forme classique de concurrence entre grandes puissances, c'est aujourd'hui la diplomatie multilatérale qui s'efforce d'imposer les cessez-le-feu et les armistices, sans défendre en la matière d'intérêts particuliers. Souvent, ces décisions résultent d'abord de la pression de l'opinion, émue par le spectacle télévisé de la guerre et de ses atrocités. Il va sans dire, hélas, que l'intervention internationale prépare, à plus ou moins long terme, de nouvelles scènes de la même nature.

Comme on le sait, les conséquences des décisions prises hors de tout calcul d'intérêt comportent souvent une grande marge d'incertitude. Toutefois, nous sommes aujourd'hui confrontés à un problème plus grave

qu’une simple distribution hasardeuse de probabilités, puisqu’il faut bien constater que les cessez-le-feu et les armistices imposés bloquent *systématiquement* la conversion de l’état de guerre en état de paix. Les accords de Dayton, signés en novembre 1995, par exemple, ont condamné la Bosnie à demeurer divisée en trois entités rivales ; s’ils ont imposé une suspension des combats entre les Bosniaques, les Croates et les Serbes, ils ont prolongé indéfiniment l’état de guerre. Les parties n’ont plus à redouter la menace d’une défaite ou de pertes graves, seules incitations assez puissantes pour les mener à la table des négociations et, puisque la cause de la paix n’a pas avancé d’un pas, elles gardent pour priorité la préparation des prochains affrontements et non la reconstruction du tissu économique en lambeaux ni le soulagement de la société traumatisée. Menée à son terme, la guerre aurait enfanté une paix inéquitable, mais une paix tout de même, qui aurait permis aux gens de reconstruire leur vie et leur environnement social.

L’intervention dans les « guerres des autres » est devenue la raison d’être de toute une série d’organisations multilatérales, extérieures aux Nations unies. Elles ont pour caractéristique commune et fondamentale de s’immiscer dans tous les conflits sans prendre part aux combats. Leur présence aggrave encore la situation.

Pour les contingents de « maintien de la paix » dépêchés par les Nations unies, un impératif domine tous les autres : éviter les pertes en leur sein. Les chefs des unités de casques bleus veulent la paix et ils la veulent d’abord avec le belligérant le plus fort *localement*, en acceptant ses diktats et en tolérant ses abus. Si, dans un contexte donné, l’ensemble des contingents de casques bleus transigeaient avec le camp le plus puissant, leur attitude pourrait alors favoriser la paix. Dans le cas de la Bosnie, au cours des premières phases du conflit, si le camp serbe – alors dominant – avait pu défaire son adversaire plus vite et de façon plus décisive, les conditions de la paix auraient émergé de la consommation totale des forces

de guerre. Hélas, si la présence de forces refusant de se battre introduit toujours une certaine dose d'apaisement, celle-ci se révèle vite inutile par manque de cohérence et de but stratégique défini. Cette conduite ne reflète d'ailleurs rien d'autre que la détermination des contingents de casques bleus à éviter les épreuves de forces et les pertes parmi leurs effectifs. Chaque unité jouant l'apaisement avec le camp dominant dans la zone où elle se trouve cantonnée, leur intervention dans son ensemble a pour seul résultat d'empêcher le rapport de forces réel d'aboutir à un nouvel équilibre, susceptible de mettre fin aux combats.

De la même manière, il est impossible pour les contingents de casques bleus, résolus à ne pas se battre, de protéger les civils pris entre deux feux ou délibérément attaqués. Au mieux, ils assistent en spectateurs passifs aux massacres et aux exactions diverses, comme cela s'est produit en Bosnie et au Rwanda. Au pire, ils collaborent au carnage, comme les casques bleus hollandais présents dans l'enclave de Srebrenica, en juillet 1995, qui aidèrent les Serbes de Bosnie à séparer les hommes en âge de se battre – définis au sens le plus large – des femmes et des enfants, juste avant que les premiers ne soient exécutés.

Par leur seule présence, cependant, les forces des Nations unies dissuadent les populations civiles d'employer le seul remède qu'elles possèdent contre le danger : la fuite, loin des zones de combats. Persuadés qu'ils seront protégés, les civils demeurent dans leurs foyers, jusqu'à ce qu'il soit trop tard. En outre, les éventuels pays d'accueil refusent le statut de réfugiés aux demandeurs d'asile venant de régions où les troupes des Nations unies sont supposées maintenir la paix. Pendant le siège de Sarajevo, de 1992 à 1994, les deux mandats – pacification et protection des civils – se combinèrent de la façon la plus perverse quand le personnel des Nations unies se livra à une inspection minutieuse de chaque vol quittant la capitale bosniaque afin d'empêcher toute fuite de civils, en application d'un

accord de cessez-le-feu négocié avec les Serbes de Bosnie, qui, pour leur part, n'hésitaient pas à violer régulièrement ce même accord.

D'autres institutions, telles que l'ex-Union de l'Europe de l'Ouest ou l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ne disposent même pas d'une structure de commandement rudimentaire équivalente à celle des Nations unies, ni de mandats spécifiques sur les armées nationales, et encore moins de troupes en propre. Ces organisations se sont néanmoins fixé pour mission d'intervenir dans les situations de crise, avec les résultats que l'on imagine. Privées de forces capables – au moins sur le papier – de combattre, elles satisfont les penchants interventionnistes de leurs États-membres, sinon leurs propres ambitions bureaucratiques, par l'envoi, sur le terrain, de policiers ou de gendarmes équipés d'armes légères, voire non armés, quand elles ne se contentent pas de simples « observateurs ». Le code de conduite de ces divers détachements est conforme en tout point à celui appliqué par les troupes de maintien de la paix mandatées par les Nations unies, à cette différence près que les conditions dans lesquelles ils opèrent les incitent à plus de complaisance encore à l'égard du camp dominant. Et, quoiqu'ils ne sauraient seulement songer à protéger les civils en danger, leur simple présence, une fois encore, dissuade ceux-ci de chercher leur salut dans la fuite.

Les organisations militaires, telles que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) ou le Groupe d'application du cessez-le-feu des États d'Afrique de l'Ouest (Ecomog), impliqué dans le chaos au Liberia et en Sierra Leone, ont les moyens nécessaires pour arrêter les guerres. Leurs interventions ont, elles aussi, des conséquences négatives, en ce qu'elles prolongent les hostilités, mais elles devraient, pour le moins, aider à la protection des civils dans cet état de guerre prolongé. Même cet aspect de leur mission est un échec. Les commandements militaires multinationaux impliqués dans des interventions désintéressées ne voient aucune justification à mettre leurs hommes en péril et, de ce fait, évitent les risques

à tout prix. Cela se vérifie avec les détachements issus de pays du Tiers-monde, qui attendent des Nations unies une compensation financière généreuse en contrepartie de l'intervention de leurs soldats mal armés, mal entraînés et mal payés (et qui recourent souvent au pillage et au marché noir en manière de dédommagement). Mais les forces les mieux payées et les mieux entraînées, celles des plus grandes armées du monde adoptent la même attitude. Lorsque les troupes américaines arrivèrent en Bosnie, en application des accords de Dayton, signés en 1995, ordre leur ayant été donné d'éviter tout incident, pas un seul des individus recherchés pour crimes de guerre ne fut interpellé en franchissant leurs contrôles, au cours des années suivantes. D'un simple point de vue institutionnel, il est d'ailleurs exclu que le commandement d'une force multinationale exerce un contrôle de qualité sur les troupes mises à sa disposition par les États-membres, puisque aucune différence d'aptitudes ne saurait être admise entre celles-ci. Pour des raisons similaires, il n'est pas envisageable de leur imposer des normes éthiques ou tactiques communes. Au-delà même du choix délibéré de la prudence, le déploiement coordonné de troupes aux capacités hétérogènes tend à réduire le niveau d'ensemble au plus petit dénominateur commun. Cette règle s'est vérifiée aux dépens du contingent britannique en Bosnie, avant 1995, ou pour les vigoureuses troupes d'infanterie de marine nigérianes en Sierra Leone. Dans de telles circonstances, des corps d'élite se soucient en priorité de leur protection, tactique antagonique avec le maintien de la paix ou la protection des civils.

Ce phénomène de détérioration de l'efficacité, dans le cadre d'opérations multinationales, n'a pas fait l'objet d'études en tant que tel, mais ses conséquences n'en sont pas moins visibles partout où les crimes, les mutilations, les viols et les tortures se poursuivent en dépit de la présence des Nations unies. Il suffit parfois d'une exception pour prendre la mesure de la réalité habituelle : en 1993 et 1994, quand l'unité blindée danoise présente en Bosnie se résolut à riposter à chaque attaque elle obtint

très vite le calme. Si la dégradation de l'efficacité en passivité n'était pas la règle, un exemple comme celui-ci, où les troupes de combat agissent comme des troupes de combat, n'aurait jamais retenu l'attention. À l'inverse, le bilan de l'Ecomog en Sierra Leone est émaillé d'incidents : débandades successives devant des escouades rebelles, composées d'enfants-soldats ; pillage organisé par les commandants d'unité ; viols innombrables et, dans quelques cas, exécutions sommaires. Hélas, la protection des civils menacés par les combats reste absente de ce bilan.

De toutes les formes d'intervention étrangère dans les conflits, la plus désintéressée est l'aide humanitaire. C'est aussi la plus néfaste.

L'opération prise en charge par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNWRA) bat tous les records de durée. De ce point de vue, elle n'a aucun précédent dans l'histoire de l'humanité. Conçue sur le modèle de l'Agence des Nations unies pour les secours et la réhabilitation (UNRRA) qui gérait les camps pour les personnes déplacées dans l'Europe de l'après-guerre, l'UNWRA, créée pendant le conflit israélo-arabe de 1948, se vit confier une mission d'assistance dans tous les domaines (alimentation, hébergement, éducation, santé) aux réfugiés arabes fuyant les zones attribuées à Israël et cherchant à gagner les territoires de la Palestine sous contrôle égyptien ou jordanien (Bande de Gaza et Cisjordanie) ou encore le Liban, la Syrie ou la Transjordanie d'alors.

Dans les camps de l'UNRRA, en Europe, les conditions de vie spartiates avaient encouragé la réinsertion des réfugiés dans leur pays d'origine ou leur émigration rapide, favorisant, dans tous les cas, la dissipation des ressentiments accumulés pendant la guerre. Dans ces camps, la mixité nationale était de règle, afin d'empêcher que ne se fédèrent les idées de vengeance contre les personnalités ayant eu des responsabilités pendant l'occupation, la plupart desquelles avaient, à un degré où à un

autre, collaboré avec les nazis. Les Arabes chassés de leurs villages, en revanche, découvraient dans les camps de l'UNWRA un niveau de vie qu'ils n'avaient jamais connu. Arrachés à leur travail harassant sur des lopins arides, ils bénéficiaient désormais d'un régime alimentaire plus régulier et plus varié, d'une organisation scolaire et de prestations médicales incomparablement supérieures à tout ce qu'ils avaient connu. Les mêmes structures qui, en Europe, avaient été considérées par les réfugiés comme un passage obligé, furent perçues ici comme un cadre accueillant. Elles transformèrent ainsi des civils fuyant les combats en réfugiés à vie, lesquels donnèrent naissance à une deuxième génération de réfugiés qui, parvenus à l'âge adulte, eurent eux-mêmes des enfants réfugiés.

Après plus d'un demi-siècle d'existence, l'UNWRA continue à pourvoir aux besoins d'une nation de réfugiés palestiniens, qui cultive son ressentiment et entretient un désir de revanche aussi vivace qu'au premier jour. Jamais les jeunes n'ont eu le choix de leur avenir : dès leur plus jeune âge, dans les écoles financées par l'UNWRA, la génération des vaincus leur a inculqué le devoir de vengeance et de reconquête. Par sa seule existence, l'UNWRA empêche l'intégration locale des réfugiés et dissuade toute velléité d'émigration. En outre, la simple concentration des Palestiniens dans les camps facilite le recrutement – volontaire ou forcé – des jeunes par les organisations armées qui combattent Israël ou s'entre-déchirent. Par ces différentes voies, l'UNWRA a largement contribué à perpétuer la violence semi-séculaire entre Arabes et Israéliens et retarde aujourd'hui encore la conclusion du conflit.

Imaginons un instant que chaque guerre en Europe ait donné naissance à une organisation comparable à l'UNWRA, capable d'offrir un niveau de vie sans comparaison avec les réalités locales. Le continent serait aujourd'hui couvert de camps abritant les dizaines de millions de Gallo-Romains déracinés, de Vandales abandonnés, de Burgondes vaincus et de Wisigoths déplacés, sans même mentionner les groupes nationaux

condamnés à l’exil au cours de l’histoire récente, comme les Allemands des Sudètes, en 1945. Le terme même d’Europe ne recouvrirait qu’une réalité géographique, une mosaïque de tribus irréconciliables, repliées sur leurs camps de réfugiés entre deux combats et le nombre de conflits jamais résolus équivaudrait, à peu de choses près, au nombre total des guerres déclarées.

L’UNWRA a connu quelques imitations, comme les camps de réfugiés cambodgiens, par exemple, situés le long de la frontière thaïlandaise, qui ont d’ailleurs servi de sanctuaires aux Khmers rouges génocidaires. Mais l’activité des Nations unies étant, Dieu merci, limitée par le manque de générosité de ses États-membres, sa capacité à saboter la paix reste localisée. On ne saurait en dire autant des ONG et de la concurrence fiévreuse à laquelle elles se livrent dans leur quête inlassable de réfugiés. Une priorité existentielle absolue guide la conduite des ONG : attirer les contributions financières. Pour y parvenir, le moyen décisif consiste à promouvoir leur action dans des situations de forte visibilité. Seules les catastrophes naturelles les plus spectaculaires retiennent, pour un temps très bref, l’attention des médias. Pressées par les impératifs de l’actualité, les caméras quittent sans délai la scène d’un tremblement de terre ou d’une inondation. L’intérêt pour les réfugiés de guerre peut, à l’inverse, se prolonger, pou peu qu’ils soient concentrés sur un site à peu près accessible. Or, le contexte classique d’une guerre structurée entre belligérants bien définis dans les régions développées offrant peu de possibilités aux ONG, elles préfèrent se rabattre sur d’autres contrées. Dans les régions les plus pauvres du monde, sur le continent africain, en particulier, là où elles se portent au secours des réfugiés, les conditions d’accueil offertes dans les camps peuvent paraître peu enviables, au regard du niveau de vie moyen dans le reste du monde ; elles n’en sont pas moins suffisantes pour créer de véritables abcès de fixation, avec les conséquences que l’on imagine. Les

immenses camps de réfugiés établis au Zaïre, le long de la frontière avec le Rwanda, en 1994, juste après le génocide commis par les Hutus sur les Tutsis et la reconquête du pays par ces derniers, constituent l'exemple le moins ragoûtant de cette démarche. Agissant en dehors de tout mandat, les ONG ont alors concouru, par leurs initiatives, à maintenir une nation hutu en exil, empêchant les réfugiés de se disperser et de vivre leur destin individuel dans l'immensité du Zaïre. Il va sans dire que la présence de plusieurs millions de Hutus, toujours encadrés par les responsables du génocide, contrecarrait la stabilisation du Rwanda, d'autant que les activistes hutus, pris en charge par les ONG au même titre que leurs compatriotes, imposaient leur loi aux réfugiés et contraignaient les plus jeunes à participer à leurs raids armés de l'autre côté de la frontière, où ils poursuivaient leur entreprise génocidaire.

Déjà condamnable quand elle prolonge sans fin l'existence de nations de réfugiés et entretient d'insatiables appétits de revanche, l'action des ONG aboutit à des conséquences pires encore quand la mise en œuvre de principes vertueux se traduit sur le terrain par une assistance logistique aux combattants. Ne disposant pas de moyens de défense propres, elles ne sauraient refuser à ces derniers l'accès aux centres alimentaires, aux cliniques ou aux camps dont elles ont la responsabilité. Par définition, les réfugiés sont assimilés à des victimes, et les soldats qui partagent leur sort à des vaincus en déroute. En leur offrant aide et assistance, les ONG entravent, de façon systématique, les progrès de leurs ennemis vers une victoire décisive, susceptible de mettre un terme au conflit. Impartiales jusqu'à l'excès, elles interviennent parfois dans les deux camps rivaux, sabotant alors la transformation de la guerre en paix par épuisement mutuel.

En outre, lorsqu'elles sont elles-mêmes prises pour cible, comme cela s'est produit en Somalie, au cours des années 1990, et de façon moins manifeste ailleurs, les ONG doivent stipendier les groupes armés locaux, en échange de la sécurité que ces mêmes groupes sont, le plus souvent, les

premiers à menacer. Nul besoin de savants calculs stratégiques pour appréhender le résultat d'une telle démarche : à moins que les sommes versées ne restent négligeables, les ONG contribuent à prolonger les guerres dont elles s'efforcent d'adoucir les conséquences.

Dans leur immense majorité, les conflits de la planète sont aujourd'hui des maladies endémiques et sans issues visibles, depuis que des interventions de toute nature bloquent les processus que les victoires décisives ou l'épuisement mettent en branle. Dans cette nouvelle configuration, les malheurs de la guerre prospèrent, mais la marche à la paix est toujours reportée.

Le pouvoir de destruction des guerres a toujours été considérable. Même les lances et les massues ont conduit des collectivités entières à l'anéantissement. Jusqu'à l'introduction de l'arme nucléaire, on pouvait toutefois envisager la perspective d'un conflit sans abdiquer tout optimisme et percevoir les bénéfices attendus dans une lumière idéale, sur un fond estompé de pertes probables, quoique tolérables sinon insignifiantes. Par le jeu normal de la logique paradoxale qui régente toute la stratégie, l'arme nucléaire n'a plus jamais servi dès le moment où son extrême puissance destructrice (les premières bombes à fission dégageaient une énergie équivalente à 10 000 ou 20 000 tonnes d'explosifs conventionnels) a évolué, avec les armes thermonucléaires, en une puissance destructrice encore plus grande, libérant une énergie équivalente à plusieurs millions de tonnes d'explosifs conventionnels, sans même considérer les effets des radiations. Comme tout autre facteur dans le domaine stratégique, l'utilité des explosifs ne pouvait progresser selon une courbe linéaire. Les charges de dix tonnes embarquées par les bombardiers anglais et américains en 1944-1945 avaient une utilité supérieure aux charges de deux tonnes des bombardiers allemands de 1940, et des bombes chargées à cent, voire mille tonnes d'explosifs auraient représenté un gain d'utilité appréciable, si elles avaient été concevables. Mais la puissance destructive de l'arme

thermonucléaire outrepasse de très loin le point culminant de l'utilité militaire. Dans des circonstances données, cette arme suffit donc à libérer les effets d'incitation à la paix contenus dans la guerre, sans qu'il soit même besoin d'en passer par l'affrontement.

Aujourd'hui encore, la décision de déclencher un conflit passe par les inévitables comparaisons entre bénéfices éventuels et sacrifices possibles et, malgré l'arme nucléaire, l'ampleur des dommages reste affectée d'une grande marge d'incertitude. Bien entendu, les puissances nucléaires les mieux équipées peuvent envisager de s'engager dans un conflit avec leur seul équipement conventionnel. En revanche, il est exclu de minimiser les destructions que causerait le recours à l'arme atomique, alors qu'on relativisait volontiers, dans le passé, les conséquences d'une charge de cavalerie, d'un siège militaire ou d'un raid de bombardiers. L'optimisme instinctif et la faculté de percevoir les gains espérés sous des couleurs plus brillantes que les pertes redoutées supposent une dimension d'incertitude. Bien plus que l'échelle de la destruction nucléaire, c'est son caractère assuré et quantifiable qui est à la source de la dissuasion. Cette prévisibilité scientifique indiscutable rompt avec les conjectures auxquelles se livraient tous les chefs de guerre de l'histoire, en rapportant la valeur de la victoire à son coût. L'effacement progressif de l'optimisme, au profit d'une perception objective des pertes et des gains qui se produisait dans la douleur à mesure que la guerre progressait, est dorénavant acquis avant même le déclenchement des hostilités. Cette mutation a suffi, jusqu'ici, à éviter tout conflit nucléaire.

La paix peut être l'origine de la guerre de bien des manières, même si la notion de paix ne recouvre qu'une abstraction négative et ne saurait, de ce fait, contenir un quelconque processus autodestructeur, à la manière dont la guerre met en branle une dynamique destructrice qui finit par ruiner la guerre elle-même. Néanmoins, la première condition d'existence de la paix, c'est-à-dire l'absence de guerre, peut amener les préconditions de la guerre,

en dissuadant les partisans de la paix d'entretenir des moyens de défense suffisants, encourageant ainsi des agresseurs potentiels à adopter une attitude offensive. À travers l'histoire, la paix a souvent conduit à la guerre parce qu'elle favorisait des évolutions démographiques, culturelles, économiques ou sociales qui modifiaient l'équilibre des forces sur lequel elle reposait. Dépourvu de substance propre, l'état de paix ne déstabilise pas, de lui-même, une situation donnée, mais il constitue le terreau dont se nourrissent, dans leur évolution divergente, les mentalités et les capacités humaines, y compris les plus belliqueuses. C'est ainsi qu'en 1870, les Allemands, jusque-là réputés pacifiques, en vinrent à se considérer comme une nation guerrière, inaugurant une malencontreuse rivalité avec les Français, qui cultivaient encore leur lustre martial. Dans la crise ouverte cette année-là, Bismarck, sûr de la victoire, voulait à tout prix la guerre, que Napoléon III, de son côté, ne pouvait éviter, parce qu'il lui était impossible d'admettre que la puissance de l'Allemagne dépassait désormais celle de la France.

L'écart entre le statut réel d'un pays et l'image qu'il cultive de lui-même est à l'origine de tensions assez graves pour conduire à la guerre. L'évolution des mentalités, à l'origine de ce phénomène, procède de causes profondes mais produit des effets évidents : une situation jusque-là acceptable est perçue comme une vexation intolérable ; ce qui suffisait au prestige national alimente désormais un sentiment de vive humiliation ; une perspective hier encore utopique se transforme en objectif à portée de la main. Au cours de la longue période de paix ouverte par le traité de Vienne de 1815, l'équilibre militaire entre les puissances, censé faire obstacle à la guerre, fut mis à mal par le charbon, l'acier et la machine à vapeur de la révolution industrielle. Il fallut plusieurs conflits pour entériner les bouleversements de l'équilibre européen : entre la Prusse et l'empire autrichien, en 1866 ; entre la Prusse et la France, en 1870 ; entre la Russie et l'empire ottoman, en 1876 ; entre le Japon impérial et la Chine, en 1894 ;

entre les États-Unis et l’Espagne, en 1898, et entre le Japon et la Russie en 1905. Dans chacune de ces crises, celui des adversaires que la croissance industrielle avait le plus avantagé remettait en cause la répartition de la puissance politique héritée de l’époque pré-industrielle. Chaque fois, l’agresseur engagea les hostilités avec la certitude de remporter la victoire et chaque fois, ses prévisions se vérifièrent. À son tour, la Chine revendique aujourd’hui un statut politique à la hauteur de sa puissance industrielle, nouvellement acquise.

Dans une situation de guerre, la capacité de poursuivre ou de relancer les hostilités dépend, en dernière analyse, de l’ampleur des destructions, qu’il s’agisse des dégâts matériels infligés aux infrastructures industrielles ou des pertes en vie humaines, en particulier lorsqu’elles tarissent le renouvellement des générations, comme cela s’est produit dans d’innombrables affrontements entre clans ou tribus, à travers l’histoire de l’humanité. En temps de paix, en revanche, le progrès, sous toutes ses formes (à une exception près, comme nous le verrons ci-dessous) consolide les capacités guerrières, et toujours de façon asymétrique, ce qui tend à déstabiliser l’équilibre militaire sur lequel reposait la paix. D’ailleurs, si la paix n’engendrait pas la guerre, celle-ci n’existerait pas, car la guerre ne peut se perpétuer indéfiniment.

## *L’avènement de l’ère post-héroïque*

Les mutations qui dissuadent les sociétés de s’engager dans des conflits, par crainte des pertes en vies humaines (voici l’exception annoncée plus haut) sont un effet secondaire de la diffusion de la prospérité, conséquence, elle-même, de la paix. Dans le passé, la prospérité a souvent encouragé la

guerre – l'initiative des hostilités revenait au pays le plus développé : la Prusse agressa l'empire autrichien, en 1866, puis la France, en 1870, la Russie impériale attaqua l'empire ottoman en 1876, le Japon impérial la Chine, en 1894, et les États-Unis l'Espagne, en 1898. Le développement économique actuel est d'un ordre différent. Il enrichit les nations mais aussi une majorité nette de leurs habitants et il change de ce fait la société en profondeur, dans ses dimensions démographique et culturelle.

Dans la terminologie classique, une grande puissance était un État suffisamment fort pour s'engager dans une guerre sans aucun allié. Cette définition est désormais obsolète, puisqu'il ne s'agit plus de savoir si les alliances sont nécessaires, mais si les guerres sont encore possibles – hormis à distance et par des biais techniques qui garantissent la quasi-disparition du risque humain. Or, à travers l'histoire, toutes les grandes puissances, et c'était là une précondition tacite de leur statut, se montraient prêtes à recourir à la force chaque fois qu'elles y avaient un avantage, acceptant, sans autre forme de procès, les pertes qui en étaient la contrepartie, pour autant que l'enjeu les justifiaient.

Si évidente et si souvent vérifiée, cette précondition n'appelait pas de commentaires particuliers de la part des théoriciens ou des stratèges. Et l'on voit bien que l'intimidation fut, plus souvent que la guerre ouverte, l'arme de prédilection des grandes puissances, parce que, précisément, nul ne doutait qu'elles recourraient à la force quand bon leur semblerait, sans que la perspective des pertes ne les conduise à tergiverser. De la même manière, il était dans la nature des grandes puissances de ne pas restreindre leurs interventions armées à la défense d'intérêts considérés comme « vitaux », d'où le sort peu enviable des petites puissances qui, avec leurs forces militaires restreintes, ne pouvaient avoir d'autre vocation que la défense. Pour tenir leur rang, en revanche, les grandes puissances devaient se montrer prêtes à utiliser la force en toute occasion, même pour protéger des intérêts lointains, ou encore pour acquérir de nouveaux intérêts « non

vitaux », en multipliant leurs possessions coloniales, par exemple, ou en élargissant leur sphère d'influence. Sacrifier quelques centaines de soldats aux bénéfices d'une opération secondaire, voire quelque milliers à l'occasion d'une campagne menée par un corps expéditionnaire, représentait des aléas inévitables pour les grandes puissances du passé.

Il suffit de rappeler le départ précipité du contingent américain en Somalie, après la mort de 18 soldats, en octobre 1993, pour comprendre à quel point le concept de grande puissance a perdu de sa substance à notre époque. L'événement (comme ses répliques en Bosnie et à Haïti) a suscité plaidoyers et réquisitoires chez d'innombrables commentateurs américains. Beaucoup se sont félicités de ce qu'un réflexe moral ait permis de modifier, sur le champ, la politique étrangère de leur pays, après la mort de 18 soldats professionnels et volontaires. Mais aucun n'a tenu compte du fait que ces soldats appartenaient à un pays où, à l'époque des événements, on enregistrait une mort violente par arme à feu toutes les quatorze minutes. Quoi qu'il en soit, cette vertu – ou cette faiblesse – n'appartient pas en propre aux États-Unis.

Au moment où les États-Unis refusaient l'affrontement à Mogadiscio, la Grande-Bretagne et la France – sans même compter l'Allemagne, autre grande puissance virtuelle – refusaient d'envoyer leurs troupes dans l'ex-Yougoslavie en crise. En février 1994, les atrocités se poursuivaient depuis déjà deux ans quand les deux pays finirent par accepter, non sans réticences, un mandat international d'une prudence extrême, prévoyant des frappes aériennes par des appareils de l'Otan sous contrôle onusien. La Grande-Bretagne et la France (ou les autres puissances européennes) ne possèdent aucun intérêt vital en ex-Yougoslavie, pas plus que les États-Unis en Somalie. Mais là est bien le problème : les grandes puissances du passé n'auraient jamais assisté à la désintégration de la Yougoslavie en spectatrices indignées, elles se seraient empressées d'intervenir au mieux de leurs intérêts. Fondant sa propagande sur la nécessaire protection des

populations civiles contre les bombardements, prétextant de sa faculté de rétablir l'ordre, chacune d'entre elles aurait eu à cœur d'accroître sa zone d'influence, par l'entremise d'une intervention militaire. En 1908, par exemple, même la lointaine Russie, affaiblie par la guerre contre le Japon et par sa crise révolutionnaire, contesta l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. Ainsi, le vide du pouvoir créé par la désintégration de la Yougoslavie aurait-il été comblé sans délai, au grand désarroi des chefs de guerre locaux, mais à l'avantage évident de la population et de la paix.

Quant aux raisons pour lesquelles la crise yougoslave et son cortège d'atrocités, sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, ne provoquèrent aucune initiative de ce type, les avis sur cette question sont unanimes : les gouvernements européens, à l'instar du gouvernement américain, n'avaient aucun désir de risquer la vie de leurs soldats dans un conflit.

Notons encore que l'impératif de préservation de la vie des soldats n'est pas l'apanage des démocraties. Le régime soviétique gardait toutes ses caractéristiques totalitaires au moment de l'invasion de l'Afghanistan. Avec cette initiative, caractéristique de la politique traditionnelle des grandes puissances, il apparut cependant que la société civile, malgré l'étroit contrôle qu'elle subissait, refusait les pertes en vies humaines. Au cours du conflit, les experts s'étonnèrent de la stratégie de théâtre fantomatique déployée par les Soviétiques. Leurs velléités de quadriller le territoire ayant vite avorté, ils réduisirent leur contrôle aux villes et aux routes principales qui les reliaient, abandonnant le reste du pays à la guérilla. Les observateurs s'interrogèrent plus encore sur la prudence tactique sans précédent des forces terrestres soviétiques. À l'exception d'une poignée de commandos, les troupes, confinées dans leurs casernes fortifiées, évitaient les sorties, même quand la guérilla opérait à proximité immédiate. On crut longtemps que l'attitude timorée de l'état-major soviétique s'expliquait par sa défiance

à l’égard d’une armée de conscription mal préparée, mais on sait aujourd’hui qu’il subissait des pressions constantes de Moscou, où l’on était résolu à éviter les pertes, quel que dut en être le prix.

L’exemple soviétique montre bien que cette nouvelle attitude n’est pas due, à l’inverse d’une interprétation courante, à l’impact des images télévisées. Selon ces vues, l’omniprésence de la télévision dans la société américaine, avec son matraquage d’informations en boucle, aurait joué un rôle décisif, en montrant des soldats tordus de douleur, des cercueils et des familles brisées par le chagrin, lors de chaque engagement militaire des États-Unis, du Vietnam à la Somalie. L’argument à été répété à satiété : l’effet des reportages télévisés serait sans commune mesure avec ceux de l’écrit ou même de la photographie. Pourtant, en l’absence d’une couverture télévisuelle de la guerre en Afghanistan, la réaction de la population soviétique a été en tout point similaire à celle de la population américaine pendant le conflit vietnamien. Dans les deux cas, le total des victimes militaires sur une période supérieure à dix ans n’a pas atteint le nombre de morts enregistré en un seul jour de combats lors des guerres du passé, mais le traumatisme a été considérablement plus profond.

Nous devons donc rechercher une raison plus fondamentale à cette attitude, indépendante de la nature du régime comme de la diffusion de reportages non censurés par la télévision. Et cette raison n’est autre que la dynamique démographique des sociétés post-industrielles. Au sein des grandes puissances du passé, les familles se composaient, en moyenne, de quatre, cinq ou six enfants, celles de sept, huit ou neuf enfants étaient plus fréquentes que nos familles actuelles d’un, deux ou trois enfants. À une époque où la mortalité infantile était élevée, il paraissait normal de perdre un ou deux enfants du fait de maladies, et la mort d’un jeune homme – voire de plusieurs – à la guerre n’avait pas la même signification qu’aujourd’hui, quand chacun des rares enfants des familles européennes et

américaines, supposé échapper à la mortalité infantile, se voit investi d'une part considérable du capital émotionnel familial.

Divers travaux historiques l'ont montré : aussi longtemps qu'elle n'a pas été confinée au très grand âge, la mort a eu une dimension beaucoup plus familière dans la vie des hommes. Certes, la perte d'un enfant a toujours été vécue comme une tragédie familiale, mais elle n'a jamais revêtu le caractère proprement extraordinaire et inacceptable qu'on lui connaît aujourd'hui. Or, les parents qui approuvent – et c'est le cas, en général, aux États-Unis – le choix de la carrière des armes par leurs enfants, expriment étonnement et colère quand ceux-ci participent à des opérations où l'usage de ces armes n'est pas exclu. Ils considèrent les souffrances éventuelles, voire la mort, comme un scandale insupportable et non comme l'un des risques du métier.

Les Italiens, entrés de plain-pied dans l'ère post-industrielle, comme le montre leur taux de natalité, le plus faible d'Europe aujourd'hui, ont forgé le mot *mammismo* (d'après *mamma*) pour définir ce type de réactions. Même là où n'existe pas de terme approprié, ces attitudes ont un poids politique considérable et restreignent l'usage de la force. L'exemple soviétique montre que ces pressions parviennent à s'exercer même en l'absence de médias libres ou de parlementaires prêts à relayer la colère des familles endeuillées. Plus encore, lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, on a pu constater que l'exercice d'une stricte censure sur le nombre des décès ne changeait rien à l'affaire, sinon en favorisant la diffusion des rumeurs les plus sombres. En 1994, avec l'élection du Parlement et la reconnaissance de la liberté de la presse, le refus de sacrifier la vie des soldats a conduit le régime démocratique de la Fédération russe à suspendre la guerre contre la Tchétchénie indépendante. Comme dans la décennie précédente et malgré les mutations radicales traversées par la Russie, il restait hors de question, pour la société civile, d'accepter les victimes militaires, pour quelque raison que ce soit, y compris pour

réprimer les Tchétchènes honnis. En 1999, la reconquête de la Tchétchénie s'appuya, pour l'essentiel, sur l'artillerie, les bombardements aériens et les blindés lourds, et utilisa l'infanterie avec une extrême parcimonie.

L'attitude actuelle à l'égard de la vie, en général, et des dangers de la guerre, en particulier, n'appartient pas en propre aux familles et aux proches des militaires. Il s'agit de valeurs endossées par l'ensemble de la société – l'élite soviétique elle-même les partageait –, ce qui explique la réticence des pouvoirs à exiger de la population le sacrifice suprême, question devenue beaucoup plus sensible que dans les époques où la population de chaque nation était moindre, mais les familles plus nombreuses. Dans ce contexte, comment comprendre la guerre du Golfe, ou, mieux encore, la guerre menée par les Britanniques aux Malouines ? Ces deux exemples ne suggèrent-ils pas une explication plus simple : l'attitude de l'opinion varierait selon la perception qu'elle a de l'enjeu et de la nécessité de l'action, ou, en d'autres termes, selon la capacité des dirigeants politiques à justifier leur entreprise guerrière. Après tout, pendant la Seconde Guerre mondiale, les militaires affectés sur des théâtres d'opérations secondaires trouvaient toujours le moyen de manifester leur mécontentement, n'hésitant pas, par exemple, à qualifier de « front oublié » les zones qui ne faisaient pas l'objet d'une couverture prioritaire par la presse, telles, par exemple, que la Birmanie, en 1944. Bien entendu, les critiques visant les combats et leurs victimes seront toujours en raison inverse de la nécessité apparente de la guerre. Cet éclairage pourrait bien invalider nos tentatives d'explication par la dynamique démographique et par le *mammismo,* son ultime rejeton, au bénéfice d'interprétations plus classiques, dont les clés seraient la valeur des intérêts en jeu, l'orchestration politique des événements et le leadership.

Malgré sa cohérence, cette thèse manque de solidité. En premier lieu, si le sacrifice des vies humaines redevient acceptable lorsqu'une crise atteint son intensité maximale, qu'elle tient le premier rang des préoccupations sur la scène nationale et que son règlement ressortit à la guerre, alors les pires

conditions sont en place pour user de la force. En effet, mieux vaut y recourir de façon précoce plutôt que tardivement ; à petite échelle plutôt que par un vaste déploiement ; pour éviter une escalade plutôt que pour la favoriser. Plus important encore, seules les puissances de second ordre, vivant sous la menace, sont en position de justifier le recours à la force par la contrainte des événements. Une grande puissance ne saurait se plier à des règles aussi restrictives. Par nature, une grande puissance assume un ensemble de responsabilités qui transcendent les exigences de sa sécurité immédiate, en s'engageant, par exemple, à protéger ses alliés et ses clients ou encore à défendre ses intérêts, même si ceux-ci ne sont pas vitaux. En conséquence, elle accepte le risque d'un conflit pour maintenir son statut international, y compris dans des petits pays lointains, où ses motivations peuvent paraître contournées, et dans des situations où elle n'agit pas sous la contrainte mais prend l'initiative qu'elle juge la plus appropriée.

Aujourd'hui encore, des chefs d'État ou de gouvernement doués de capacités politiques exceptionnelles parviennent à accroître, dans une certaine mesure, leur marge de manœuvre, malgré les réticences de l'opinion à accepter l'engagement des militaires. La guerre du Golfe, en 1991, comme la guerre des Malouines, quelques années auparavant, auraient été inconcevables sans l'habileté politique de George Bush ou de Margaret Thatcher. Le facteur personnel a été décisif dans ces deux cas, fort différents par ailleurs, puisque les ambitions de l'Irak sur l'Arabie saoudite et sur le pétrole koweïtien avaient une réelle importance internationale, alors que le sort des Malouines était, à tout point de vue, insignifiant (ce qui illustre le peu de pertinence de l'explication par la valeur « objective » des intérêts en jeu).

Quelle que soit l'importance du leadership, il est inconcevable de subordonner le fonctionnement normal d'une grande puissance à la présence fortuite d'une figure d'exception. Rappelons, en outre, qu'une

appréciation erronée de la faiblesse militaire de l'Argentine (sa puissance aérienne avait été, pour le moins, sous-estimée) de laquelle découlaient des prévisions exagérément optimistes quant au nombre de victimes éventuelles, joua un rôle crucial dans la décision britannique de déclencher les hostilités aux Malouines. Dans le même ordre d'idées, éviter la mort de militaires fut un impératif permanent tout au long de la guerre du Golfe, depuis les premiers jours de l'opération « Bouclier du désert », présentée comme une intervention purement défensive, jusqu'à la décision soudaine d'interrompre la progression des troupes, qui coïncida avec le retrait de l'armée irakienne du Koweït et alors que Saddam Hussein restait au pouvoir (des motivations supplémentaires expliquent l'arrêt de l'offensive contre l'armée irakienne, la crainte en particulier qu'à la faveur de la destruction totale de celle-ci, l'Iran ne constitue à son tour une menace). Quoi qu'il en soit, la marge de manœuvre que peut conquérir l'intelligence politique reste étroite, il suffit pour s'en convaincre d'imaginer un instant le sort qu'aurait connu le président George Bush si la guerre du Golfe s'était soldée par un nombre de victimes militaires équivalent à celui d'un jour de combat au cours de l'une des deux guerres mondiales.

Si l'on accepte maintenant l'interprétation par la démographie familiale, il en ressort que pas un seul pays développé n'est en mesure de tenir la place d'une grande puissance, en raison de son faible taux de natalité, qu'il s'agisse des États-Unis ou de la Russie, de la Grande-Bretagne ou de la France et, *a fortiori,* de l'Allemagne ou du Japon. Qu'ils possèdent ou non les attributs matériels de la puissance militaire ou les ressources économiques suffisantes pour s'en doter, la forte allergie aux victimes qui affecte la société civile de chacun d'entre eux permet de les considérer comme « dé-bellicisés ».

À l'exception de conjonctures aussi exceptionnelles que la guerre du Golfe ou encore des nécessités de l'autodéfense, les seules formes de

combat encore tolérées sont les bombardements à distance, excluant la présence de troupes au sol. De ce point de vue, la puissance aérienne offre de larges ressources en minimisant les dangers pour le personnel, et la puissance maritime peut se révéler utile dans certaines circonstances. Notons aussi l'introduction des premières armes robotisées, dont l'usage devraient se répandre. Mais la Bosnie, la Somalie ou Haïti sont là pour nous rappeler que la mission de « rétablissement de l'ordre », inhérentes aux grandes puissances, nécessite toujours l'emploi de forces terrestres. En dernier recours, l'infanterie, même mécanisée, reste indispensable, bien que le refus des victimes interdise son usage. Comme plusieurs exemples l'ont prouvé dans la période récente, la guerre demeure un choix envisageable pour les nombreux pays qui connaissent encore un taux de natalité élevé. Toutefois, si certains d'entre eux possèdent une armée compétente, aucun ne jouit des attributs classiques d'une grande puissance, ni par l'envergure stratégique, ni par le maillage des réseaux de renseignements.

Au moment où j'écris ses lignes, les autorités militaires, aux États-Unis comme en Europe, n'ont pas encore pris la mesure des limitations post-héroïques ; pire, elles tentent de les ignorer. La hiérarchie de l'armée, ou celle des *Marines*, dans le cas des États-Unis, ne parvient pas à admettre que les troupes qu'elle forme et qu'elle commande sont devenues inutilisables au combat, sauf dans l'hypothèse hautement improbable d'une guerre défensive. Des raisons de prestige et de culture institutionnelle aussi bien que d'étroits intérêts bureaucratiques et de maintien des budgets s'opposent à la reconnaissance des réalités post-héroïques. On privilégie les faux-semblants et les appellations déplacées, telles que celle de « troupes prêtes au combat ». Naturellement, ces équivoques ont des conséquences inattendues, quand le combat, même à très petite échelle, redevient une nécessité. En 1998, les autorités civiles américaines prenaient la décision d'arrêter et de juger Radovan Karadzic et Radko Mladic, responsables – politique, pour le premier, militaire, pour le second – des Serbes de Bosnie

pendant la guerre civile yougoslave, sur lesquels pesaient des accusations de crimes de guerre et des soupçons de participation directe aux atrocités.

Dans le cadre d'une unité de planification *ad hoc* de l'Otan répondant au nom de code *Amber Star* (« Étoile d'ambre »), un dispositif sophistiqué, typique des grandes institutions internationales, était mis en place. Il impliquait la National Security Agency (NSA) américaine, (spécialisée dans la surveillance électronique à distance) la Balkan Task Force de la Central Intelligence Agency (CIA, responsable des opérations de terrain), plusieurs agents du Federal Bureau of Investigation (FBI) et une unité des US Marshals (spécialistes du convoyage de prisonniers) qui devaient coordonner la surveillance continue des deux cibles. La tâche n'a pas toujours été ardue : pendant certaines périodes, Radovan Karadzic franchissait régulièrement les points de passage tenus par l'armée américaine en Bosnie, sans jamais être inquiété, les responsables militaires américains s'efforçant d'éviter toute confrontation avec les Serbes de Bosnie. Simultanément, l'état-major militaire américain confia au Commandement des opérations spéciales – responsable des commandos et des autres forces d'élite – l'arrestation des deux hommes en coordination avec la direction des Forces spéciales britanniques. Un plan adapté, faisant appel à un vaste concours de moyens, fut alors mis au point dans le moindre détail. De notoriété publique, seule une escorte réduite, équipée d'armes légères, accompagnait Radovan Karadzic dans ses déplacements. Quant à Ratko Mladic, selon tous les rapports, il menait une vie normale à Belgrade, sans protection particulière. Néanmoins, les responsables de l'état-major insistaient sur la nécessité d'une opération à grande échelle, afin d'éviter que les commandos ne soient débordés. L'état-major US, au sein duquel les quatre armes – armée de terre, marine, aviation et *Marines* – sont représentées, souhaitait que les raids mettent en œuvre une « force écrasante » afin d'éviter les risques inhérents aux opérations de commando à effectifs réduits. Plus d'une année et 10 millions de dollars furent investis

en préparatifs. Quand les derniers détails furent enfin au point, l'état-major refusa de donner son feu vert, arguant de possibles représailles serbes contre les troupes américaines employées au maintien de la paix en Bosnie[11]. À travers l'ensemble du processus, la considération décisive pour les responsables militaires américains avait été la possibilité de victimes – même en nombre réduit.

Dans le passé, les sociétés qui refusaient de sacrifier la vie de leurs soldats faisaient appel à des mercenaires, professionnels d'origine étrangère ou volontaires locaux « dénationalisés ». À juste titre, il a été suggéré que les États-Unis ou d'autres sociétés post-héroïques s'inspirent de l'exemple des Ghurkas, recrutés au Népal par l'armée britannique. Il reste possible de trouver des troupes prêtes à se battre dans les régions où perdurent des valeurs guerrières. Le statut de mercenaire n'exclut pas la valeur militaire, et l'origine ethnique commune est un gage de cohésion. En pratique, on peut imaginer une infanterie formée par des Ghurkas, ou par leurs équivalents, et encadrée par des officiers « nationaux » – américains ou européens – lesquels assureraient aussi certaines formes de soutien technique, en général moins exposé au risque. Une variante de cette formule consisterait à copier le modèle de la Légion étrangère française, dans laquelle des officiers « nationaux » encadrent un personnel composé de volontaires étrangers ou « dénationalisés ». Les deux dispositifs minimisent, à défaut de la supprimer, la responsabilité politique pour les pertes subies. Rappelons que l'armée américaine a constitué des unités de mercenaires, sur une base ethnique, pendant la guerre du Vietnam, avec des résultats satisfaisants, et qu'il lui est aussi arrivé de recruter des volontaires étrangers au sein de ses Forces spéciales cantonnées en Europe. D'autre part, la Grande-Bretagne conserve ses Ghurkas, et la France, sa Légion étrangère. De tels arrangements sont donc moins saugrenus qu'il n'y paraît.

Certains responsables militaires refusent d'admettre que les pressions en faveur de la préservation de la vie des soldats à n'importe quel prix

constituent un obstacle à leur mission. On ne peut guère attendre de ceux-là qu'ils prennent en considération – et moins encore, qu'ils acceptent – des remèdes aussi radicaux et, d'un point de vue institutionnel, quelque peu humiliant. Une solution d'un autre ordre commence à s'imposer, issue de la généralisation des bombardements de précision par la force aérienne, elle concerne les missiles de croisières et les armes guidées emportées par les avions.

Le 24 mars 1999, avec le début des bombardements contre la Fédération yougoslave de Serbie-Monténégro, destinés à obtenir l'évacuation du Kosovo, les États-Unis et huit de leurs alliés de l'Otan entamaient la première guerre conforme aux principes post-héroïques. Toutes les mesures prises devaient éviter les victimes parmi les combattants : leur seule mission consistait à lancer des missiles de croisière à distance ou à voler à haute altitude pour larguer des armes guidées. En outre, aucune attaque ne visait, de façon délibérée, les populations civiles ennemies.

Après onze semaines de bombardements, la première guerre jamais menée par la seule puissance aérienne, à l'exclusion de tout engagement au sol, aboutissait à une victoire. Rétrospectivement, cette campagne donnait un nouvel éclairage à la guerre du Golfe, au cours de laquelle le rôle décisif de la puissance aérienne avait été quelque peu obscurci par l'intervention tardive des forces terrestres. La guerre du Kosovo, elle, avait été gagnée par des pilotes jouissant de meilleures conditions de sécurité que les passagers de certaines compagnies aériennes du tiers monde et par les servants des missiles de croisière, postés sur des navires ou des sous-marins trop éloignés des zones de combat pour redouter le moindre risque. Un ensemble de procédures, comme le brouillage systématique des radars d'alerte et des radars de guidage des missiles, la forte concentration des attaques sur les défenses aériennes ennemies et, par-dessus tout, la recommandation de voler au-dessus de 15 000 pieds, hors de la portée des armes à viseur et des missiles manuels, devaient permettre de minimiser les pertes, aux dépens, il

est vrai, de la précision des tirs. De fait, un seul avion fut abattu au cours des opérations. Le pilote de ce chasseur furtif F-117 américain réussit à s'éjecter et fut récupéré dans les plus brefs délais, si bien que l'Otan n'enregistra pas une seule perte au cours du conflit. Si le Kosovo marque le triomphe de la guerre post-héroïque, il en montre aussi les limitations *stratégiques*, qui ne se résument pas à l'inévitable quota d'erreurs dans la sélection des cibles ou la précision des frappes, ni aux simples dysfonctionnements techniques.

En premier lieu, et je reviendrai en détail sur cet aspect, une guerre réduite aux seuls bombardements de précision met en jeu un processus lent et fastidieux d'identification, de sélection et de destruction de structures indépendantes les unes des autres. Aussi longtemps que l'offensive se poursuit, nul ne sait combien de nouvelles structures il sera nécessaire d'identifier, de sélectionner et de détruire avant d'obtenir la reddition de l'adversaire, nul ne peut même savoir si la poursuite des destructions rapproche du but poursuivi. S'il s'agit de priver l'ennemi de centres de production spécifiques ou de stocks d'armes, il est certes possible d'atteindre l'objectif de façon unilatérale et de mesurer les avancées, mais dans tous les autres cas, la réussite des bombardements dépend de la volonté de l'ennemi d'accepter la défaite. Sa décision finale résulte d'une dialectique politique complexe dans laquelle les bombardements se combinent à un ensemble de facteurs culturels et historiques, aux rapports de forces internes au sein du groupe dirigeant, à l'attitude bienveillante ou menaçante des autres puissances et à bien d'autres éléments.

Or une grande marge d'incertitude affecte chacun de ces éléments : les données culturelles relèvent d'une interprétation peu évidente, le processus de décision interne reste souvent secret et il n'est pas toujours possible de s'assurer de la réalité des pressions diplomatiques, si bien que rien ne permet de valider la *théorie* politique qui sous-tend les bombardements, c'est-à-dire l'idée que la destruction de *X* objectifs conduira à la décision

*Y*. Comme il va de soi, en l'absence de résultats à l'issue de bombardements successifs, rien n'empêche d'essayer une nouvelle théorie. Ainsi, après le 24 mars 1999, les premiers bombardements au Kosovo avaient une fonction surtout symbolique et visaient d'abord les défenses aériennes, le postulat du moment voulant que le gouvernement de Slobodan Milosevic capitulerait aussitôt qu'il serait convaincu de la détermination de l'Otan. Ce type d'action se révélant insuffisant, en avril, des bombardements plus intensifs visèrent les usines d'armement et l'ensemble des structures militaires, guidés par la supposition que les responsables militaires serbes, enclins à sauver ce qui pouvait l'être encore, pousseraient le gouvernement à se retirer du Kosovo. En mai, l'Otan entama la destruction des centrales électriques, des ponts et d'autres infrastructures civiles, déterminée, cette fois, à rendre la vie quotidienne aussi difficile que possible, conjecturant que le gouvernement de Milosevic, issu d'un processus électoral démocratique, finirait par réagir aux pressions de la population, de plus en plus affectée par la guerre.

Quelles que soient les théories en vigueur, il est inévitable qu'une campagne de bombardements suscite réticences et polémiques. Les erreurs tragiques sont, elles aussi, inévitables, même lorsqu'il n'existe aucune volonté de bombarder des populations civiles et que toutes les précautions sont prises pour éviter les frappes incidentes (les fameux « dommages collatéraux »). Au-delà d'une certaine durée, le coût politique de ce type de campagne prend ainsi des proportions démesurées, ou tout au moins, il dépasse de beaucoup les bénéfices escomptés. De fait, à plusieurs reprises, au cours des onze semaines que dura la guerre du Kosovo jusqu'à la victoire finale, les tiraillements au sein de l'Otan frôlèrent la rupture. Un tel retournement de situation n'aurait pas manqué d'ironie, concernant une entreprise destinée à démontrer la cohésion et l'efficacité maintenues de l'alliance, après la fin de la guerre froide.

La guerre du Kosovo a illustré de manière dramatique une deuxième faiblesse des bombardements à distance : attribuer la priorité absolue à la sécurité des pilotes excluait toute mission de protection des Albanais persécutés, au nom desquels l'Otan s'était pourtant engagée. Des petits groupes de gendarmes serbes ou de miliciens volontaires, n'atteignant pas plus de deux cents hommes, pouvaient terroriser les villages albanais et pousser vers l'exil leurs milliers d'habitants, grâce à la présence intimidante de quelques chars ou de véhicules blindés. Bien entendu, ni les missiles de croisière, ni les chasseurs-bombardiers de l'Otan volant au-dessus de quinze mille pieds n'étaient en mesure d'identifier et d'attaquer ces cibles mouvantes, qui auraient été vulnérables pour des avions volant à basse altitude et évoluant en cercle de façon à les repérer avant de piquer sur eux. Tous les types d'avion impliqués auraient pu accomplir cette mission. Par ailleurs, l'Otan dispose d'appareils spécialisés dans ce genre d'opération, par exemple le A-10 américain, le Harrier britannique, l'AMX italien ou encore d'hélicoptères, tels que l'Apache américain ou ses équivalents britannique, français, allemand et italien, tous conçus comme hélicoptères « antichars ». Toutefois, impliquer l'un ou l'autre de ces appareils, susceptible d'essuyer les tirs de la défense antiaérienne, aurait pu mettre en jeu la vie des pilotes et, en conséquence, aucune décision en ce sens ne fut adoptée.

Les membres de l'Otan se sont bien gardés de publier quelque texte que ce soit concernant leur refus partagé d'assumer les risques de la confrontation, en contrepartie de la protection des civils albanais. Comme on le sait, les aspects les moins glorieux des guerres partagent souvent ce sort. Aux États-Unis, toutefois, où le secret militaire est moins systématiquement invoqué pour dissimuler des choix douteux, l'histoire des hélicoptères Apache tenus à l'écart de l'action n'échappa pas à la presse [12].

Dès que la police et les milices serbes commencèrent à chasser les Albanais de leurs villages, le 25 mars 1999, au second jour de la guerre, le

général Wesley K. Clark, commandant suprême de l'Otan, demanda l'autorisation d'utiliser 24 Apaches de l'armée américaine contre les véhicules blindés circulant au Kosovo. Malgré son grade et son expérience, le général Clark était, semble-t-il, peu au fait des exigences de l'ère post-héroïque. Les chefs de l'état-major américain, et parmi eux, le général Dennis J. Reimer, chef de l'armée de terre, repoussèrent sa demande, au motif que lesdits hélicoptères étaient beaucoup trop vulnérables au dispositif de défense antiaérienne, dont tous les éléments ne pouvaient être neutralisés de façon systématique, par exemple les mitrailleuses mobiles, difficilement identifiables, les canons de petit calibre ou les missiles portables à viseur infrarouge, échappant au brouillage radar. Je rappelle incidemment que les dépenses cumulées pour le programme Apache s'élevaient déjà à 15 milliards de dollars en 1999 (743 hélicoptères étaient alors en service) et qu'une partie de ce budget avait été consacrée au blindage des appareils et à leur équipement contre-mesures électroniques et infrarouges, supposées assurer une protection de haut niveau. Comme il va de soi, la protection la plus efficace n'équivaut pas à l'immunité. Parmi les responsables qui rejetèrent la demande du général Clark, le commandant du corps des Marines, le général Charles C. Krulak, justifia son refus dans des termes typiquement post-héroïques, invoquant les mères, les pères et les cimetières militaires. Au dixième jour de la guerre, le 3 avril 1999, la résistance de l'état-major commença à s'émousser : le général Clark reçut l'autorisation de transférer les hélicoptères de leur base allemande jusqu'en Albanie. On le pria toutefois d'attendre un nouveau feu vert avant de les engager dans le combat.

Lorsqu'une machine bureaucratique est contrainte d'agir au rebours de ses convictions institutionnelles, elle manifeste toute l'inertie possible. On apprit ainsi que le déploiement sur l'Albanie des 24 hélicoptères Apache, maintenus, selon les critères de l'armée américaine, au plus haut niveau de préparation, n'était pas possible dans l'immédiat. Il fallut attendre le

14 avril pour assister au départ d'Allemagne des premiers hélicoptères destinés à composer la « Mission faucon », selon une dénomination judicieuse, puis attendre encore jusqu'au 26 avril avant que les derniers appareils n'aient rejoint l'aéroport de Tirana, soit trente-trois jours après le début des hostilités et vingt-trois jours après que la décision les concernant eut été prise. Entre autres inconvénients, la présence de boue fut invoquée, comme si les Apaches, à la différence de tous les autres hélicoptères, ne pouvaient opérer à partir de plates-formes provisoires de décollage. Comme on peut l'imaginer, l'installation de 24 plates-formes justifiait bien moins les atermoiements de l'armée américaine que sa volonté de protéger à tout prix les Apaches et leurs équipages. Après 550 atterrissages à Tirana, les C-17 avaient déjà acheminé 6 200 militaires appartenant aux troupes de protection et au personnel de commandement et de service, ainsi que 26 000 tonnes d'équipement, dont une compagnie de 14 chars de combat M1A1, 42 véhicules d'infanterie de combat Bradley et 27 hélicoptères Blackhawk et Chinook pour l'héliportage des troupes de protection, les recherches et les secours. Vingt bâtiments préfabriqués, longs de 12 mètres, abritaient le quartier général du corps expéditionnaire, qui gérait les munitions, les moteurs et les pièces détachées stockés dans 190 conteneurs. Des missiles tactiques ATACMS avaient même été prévus pour ouvrir le chemin aux Apaches, en dispersant des sous-munitions sur toute présence hostile. Autrement dit, tout était en place pour une campagne prolongée, obéissant aux priorités post-héroïques, exposées plus tard par le général Reimer : « Nous avons probablement déployé un peu trop de matériel. […] Je n'ai aucun regret […]. Sur le terrain, les gens se sentaient protégés et cela leur donnait confiance. » De toute évidence, le général entend les équipages des hélicoptères Apache lorsqu'il mentionne les gens et non les Albanais, terrorisés en toute impunité.

Le moment vint pourtant où la Mission faucon fut enfin prête pour l'action, mais rien ne se passa. Les chefs militaires continuaient à

s’inquiéter pour les éventuelles victimes : chaque hélicoptère Apache emportant deux membres d’équipage, elles auraient pu atteindre, en théorie, un total de 48, quoique les estimations aient oscillé entre 5 % de pertes, selon l’hypothèse la plus basse, et 50 % selon la plus échevelée. Entre-temps, l’armée découvrit un nouvel obstacle, peu glorieux il est vrai, mais qui permettait de remettre à plus tard la participation des Apaches aux combats : bien que les hélicoptères, initialement conçus pour opérer de nuit, aient été équipés d’instruments de vision nocturne intégrés, pas un seul des pilotes disponibles ne possédait les qualifications requises pour voler avec des lunettes infrarouges. La formation commença sur-le-champ. Le 4 mai, un Apache s’écrasa au sol, tuant ses deux membres d’équipage. Les forces terrestres ne disposant pas de capacités de renseignement propres, un problème supplémentaire se posa : comment éviter d’exposer les Apaches par des vols de repérage autour de leurs cibles ? Une longue série d’exercices d’identification des objectifs exigea le recours aux avions de reconnaissance U-2, aux avions-radars Awacs, escortés par des chasseurs ravitaillés en vol, et aux hélicoptères Black Hawk, employés comme éclaireurs. Elle se prolongea jusqu’à la fin de la guerre du Kosovo, sans qu’un seul Apache participe aux combats : le général Clark ne reçut jamais l’autorisation de les engager dans la bataille.

En 1993, les États-Unis se retiraient de Somalie après la mort de 18 soldats, lors d’une opération commando, à Mogadiscio, qui avait mal tourné. Les autorités expliquèrent alors que les intérêts nationaux dans la région ne justifiaient pas la perte d’autres vies américaines. Cependant, lorsque le Kosovo revêtit soudain une importance stratégique décisive, en conséquence des engagements pris, des coûts politiques estimés et des risques diplomatiques liés à la guerre, la doctrine « zéro victime » continua à s’appliquer, indépendamment des intérêts en jeu, y compris de la simple survie de l’Otan. L’idée selon laquelle le niveau acceptable de pertes serait

lié à l'importance du conflit – et répondrait à un calcul entre coûts et bénéfices – apparut comme une simple rationalisation. Aussi longtemps que les institutions, les dirigeants politiques et les sociétés tolèrent le sacrifice des militaires, les occasions de déclencher les hostilités ne manquent pas, mais pour peu que les mentalités changent, les arguments les plus divers sont mis en avant pour refuser un traitement militaire des crises, au nom de la valeur de la vie des soldats.

Par ce biais aussi, la paix nourrit la guerre. Tandis que les évolutions culturelles et sociales réduisent la fonction de l'armée, la prospérité économique accroît les ressources qui lui sont destinées : en 1999, pendant que le feuilleton Apache enchaînait les rebondissements en Albanie, l'armée américaine dépensait 1,9 milliard de dollars pour apporter des améliorations de détail à ce même hélicoptère.

## *La défaite de la victoire*

Si la victoire ne tendait pas à évoluer vers la défaite, en conséquence d'avancées poursuivies trop longtemps, si les tentations hégémoniques ne causaient pas leurs propres pertes, l'enchaînement de victoires militaires accumulées par le Troisième Reich jusqu'en novembre 1942, de la Normandie jusqu'à Stalingrad et de la Laponie jusqu'à l'Égypte, n'aurait pas préfiguré un tel retournement de situation ; mieux, il n'aurait pas eu lieu, tout simplement parce que l'Europe aurait été dominée par une seule puissance bien avant la naissance de Hitler. Il en aurait d'ailleurs été de même pour les conquêtes de Napoléon et pour sa défaite, comme pour toutes les tentatives similaires de l'Histoire, depuis l'empire romain, caractérisé lui aussi par l'expansion et le déclin.

Les économies d'échelle confèrent une supériorité militaire considérable aux grandes puissances sur les petites. Les grands territoires

sont plus aisés à défendre parce que leurs frontières sont plus courtes, à proportion de l'espace, de la population et des richesses qu'elles enclosent. Bref, dans l'histoire riche en conflits de l'Europe, tout concourait à une domination des plus grands, jusqu'à la victoire finale d'un seul État, hégémonique sur tout l'espace contrôlable depuis un centre de pouvoir unique. Seuls les moyens de transport et de communication auraient dû, dans cette perspective, déterminer ses dimensions. Rappelons-nous que l'empire romain, avec les ressources techniques dont il disposait, quand le messager à cheval était le mode de communication le plus rapide et la marche à pied l'unique moyen de déplacer les troupes, contrôlait, depuis un centre de pouvoir unique, l'ensemble de l'Europe et le Moyen-Orient jusqu'à la Mésopotamie.

Pourtant, Rome constitue une exception. Hormis ce cas unique, l'équilibre des puissances, et non la consolidation continue de vastes empires, a toujours été de règle. Perçue comme une menace, l'ascendance d'une puissance a toujours provoqué la crainte et l'hostilité des autres États importants, prêts à revenir sur une alliance traditionnelle au profit d'une neutralité méfiante, et sur cette neutralité au profit d'un antagonisme déclaré ; ou encore, elle a incité les États de moindre importance à s'unir afin de contenir les velléités d'hégémonie du plus fort.

Les puissances qui se renforçaient, grâce à la démographie, à la croissance économique, ou aux compétences d'une administration capable de tirer partie de l'une et de l'autre, étaient certes tentées d'utiliser leur dynamisme à des fins expansionnistes, mais jusqu'à un certain point, seulement. Elles atteignaient la limite lorsque les économies d'échelle croissantes dont elles bénéficiaient s'équilibraient avec la résistance croissante de leurs antagonistes. Ce point culminant une fois atteint, la puissance ascendante s'arrangeait du nouvel équilibre, voire de la paralysie, ou bien elle cherchait à former des alliances pour modifier le rapport des forces en sa faveur.

Toute tentative d’affronter les résistances par la guerre, quelle qu’en fût l’issue, devait, bien sûr, s’inscrire dans la logique de la stratégie. Une victoire militaire contre un rival isolé ou contre une coalition nourrissait les craintes et l’hostilité de puissances jusque-là distantes et moins concernées, qui à leur tour résistait à l’expansionnisme. À l’inverse, une défaite contre le premier cercle était très vite tempérée par l’émergence de nouveaux alliés, soucieux de contrebalancer la puissance victorieuse. Et lorsqu’il s’agissait d’une coalition, ses propres succès l’affaiblissaient en ramenant au premier plan les intérêts divergents mis sous le boisseau lorsqu’il avait été indispensable d’unir ses forces contre l’expansionnisme. On ne s’étonnera pas qu’une victoire totale puisse détruire totalement une coalition, en vertu du paradoxe stratégique.

Encore ce schéma ne prend-il en compte que le premier plan de la rivalité. Au-delà, d’autres puissances, grandes et petites, proches ou lointaines, finissent par s’impliquer, accordant plus d’importance à la puissance montante – ou à ses ennemis – qu’à leur propre arène de conflits. La coalition de puissances secondaires, constituée pour faire face à la nouvelle puissance dans une région du monde, peut devenir une menace pour d’autres pays, sous d’autres latitudes. Ceux-là voudront alors pactiser avec cet État que la coalition s’efforce de contenir, modifiant l’équilibre qui s’était établi et qu’ils perçoivent eux-mêmes comme dangereusement instable.

À partir de ces règles simples, le jeu gagne très vite en complexité. Par un ensemble de processus, dont le déroulement fut relativement harmonieux lorsqu’il impliquait des puissances nombreuses et partageant la même culture, et plus dissonant quand s’affrontaient quelques États éloignés, la désunion de l’Europe a été préservée à la faveur de victoires tournant en échecs et de conquêtes s’achevant en débâcles. Dans une période antérieure, la même dynamique a régi les relations entre les cités-États grecques, jusqu’à l’hégémonie macédonienne puis, entre les royaumes hellénistiques

de Grèce, d'Anatolie, de Syrie et d'Égypte, nés du démembrement de l'empire d'Alexandre. Et, pour ce que nous en savons, les rapports entre les tribus gauloises, entre les tribus germaniques au-delà du Rhin, comme entre les États italiques antérieurs à l'empire romain, participaient de la même logique paradoxale.

Durant la guerre froide, les États d'Europe de l'Ouest se coalisèrent sous l'égide des États-Unis, afin d'endiguer la puissance soviétique. Les rares réticences exprimées alors à l'égard de la puissance américaine prirent la forme d'une résistance plus affirmée à mesure que, l'Europe devenant plus forte et l'Union soviétique plus faible, la protection américaine perdait son caractère d'urgence.

L'Alliance atlantique et l'Otan, sa structure de commandement militaire qui associait les États-Unis, le Canada et treize pays d'Europe de l'Ouest, résista à la menace soviétique comme à ses entreprises de séduction pendant un demi-siècle. Il sera intéressant d'observer combien de temps elle survivra à la chute de l'Union soviétique. On en est aujourd'hui aux prémices de la fissure : avec l'Initiative de Défense européenne, lancée en 1999, dans le sillage de la guerre du Kosovo, les membres de l'Union européenne ont formé un Conseil ministériel de Défense, avec des structures déjà bien définies, qui exclut les États-Unis. La majorité des pays qui participent à ce projet appartiennent aussi à l'Otan et s'empressent de réaffirmer leur fidélité à celle-ci, mais, une nouvelle fois, il semble bien que les lois d'airain qui gouvernent la vie des coalitions soient à nouveau à l'œuvre : formées pour résister à un ennemi, elles ne leur survivent guère.

En matière de stratégie, l'Europe ne détient aucun monopole. Quiconque connaît l'histoire du Japon avant la centralisation accomplie par le shogunat de Tokugawa, quiconque s'est penché sur l'histoire de la Chine, qu'il s'agisse de la période ancienne ou de celle, très récente, des seigneurs de la guerre, quiconque est familier de l'histoire des États indiens, antérieure à la domination moghole ou britannique, quiconque observe le

monde arabe contemporain, avec ses alliances imprévisibles, ses hostilités soudaines et ses coalitions successives et, de fait, toute personne qui étudie les relations entre des puissances rivales ou des tribus guerrières, en tout temps et en tout lieu, tirera un grand bénéfice d'une lecture des événements à travers le concept d'équilibre des pouvoirs, forgé par la Renaissance italienne[*1].

Si l'on admet l'universalité du postulat stratégique, ce sont alors les exceptions qui exigent quelques éclaircissements. Divisée au cours des siècles, l'Europe n'est toujours pas unifiée aujourd'hui, à l'inverse de la Chine, qui a connu de longues périodes d'unité dans le passé et se trouve virtuellement unie aujourd'hui. Au Japon, l'ascension et le déclin des seigneurs de la guerre connut une fin irrémédiable avec l'apparition des shoguns de Togukawa. En d'autres lieux, encore, les États rivaux ont cédé la place à une entité unifiée, comme en Allemagne ou en Italie. Et l'Europe contemporaine reste profondément marquée par l'histoire multiséculaire de l'empire romain, lequel n'aurait jamais atteint de telles dimensions si l'expansion n'avait pas nourri l'expansion, retardant longtemps le passage au point culminant.

Notons que le paradoxe logique de la stratégie reprend ses droits aussitôt que le pouvoir central est affaibli, y compris lorsque cet affaiblissement est la conséquence des insuffisances d'un dirigeant. Même s'il nous reste à comprendre par quel phénomène le point culminant du succès peut être outrepassé sans renversement de situation, le constat ci-dessus nous permet de réduire notre champ d'investigation.

L'élucidation du problème découle de la définition même de la stratégie. Là ou existent des formes de gouvernement consensuels, là où les tensions et les conflits potentiels sont maintenus dans le carcan de la loi ou de la coutume, la logique linéaire prévaut et exclut le paradoxe logique de la stratégie. Les conditions de la stabilité et du progrès continu existent alors, sans qu'il soit nécessaire de résister, jusqu'à épuisement des forces, à la

dissolution du *statu quo* et au renversement de situation qui lui fait suite. Cela explique pourquoi les dirigeants ou les régimes dépourvus d'une *légitimité* naturelle s'efforcent de l'établir, au nom d'arguments idéologiques ou religieux, grâce au soutien populaire, qu'il s'exprime ou non par le vote, ou encore par le droit dynastique ou l'héritage. Assurer sa légitimité revient à annihiler la logique paradoxale avec ses méandres et ses renversements.

Province après province, l'empire romain poursuivit son expansion, le plus souvent par la conquête militaire. Mais il sut asseoir sa légitimité en parvenant à recruter les élites locales appartenant aux cultures et aux races les plus diverses. En échange de leur loyauté, toutes les carrières et les positions de pouvoir leur étaient ouvertes, jusqu'au siège impérial. Rome échappa ainsi aux désagréments des contingences stratégiques et, évitant de franchir pendant un temps considérable le point culminant du succès, connut une expansion linéaire, chaque province pacifiée fournissant ses hommes et ses ressources pour de nouvelles avancées.

Si l'armée se chargeait de la conquête, la culture politique romaine d'inclusion et de cooptation assurait la légitimité sur laquelle reposait la pérennité de l'empire, schéma que l'on retrouve avec toutes les autres exceptions durables au paradoxe stratégique.

À l'inverse, la répression est fragile. Parce que pèsent sur elle toutes les contingences de l'environnement stratégique, ses divers éléments – propagande, contrôle policier, organes de renseignement intérieurs – subissent une érosion continue due aux réactions qu'ils provoquent. À défaut d'efforts sans cesse renouvelés, l'impuissance les guette : la propagande sape ses propres bases quand les proclamations enthousiastes de la veille sont invalidées par les réalités du jour ; le contrôle policier tend à se relâcher parce que le pouvoir croit son autorité assurée ; les sources d'information qui alimentent le renseignement politique finissent par se tarir, à mesure que les oppositions adoptent la culture du secret.

Pendant la période stalinienne, cependant, la stabilité de l'Union soviétique a été assurée par des formes *hautement dynamiques* de répression, capables d'annihiler la logique paradoxale. Dès qu'une campagne de propagande particulière – pour établir Staline comme le successeur désigné de Lénine, par exemple – atteignait le point culminant du succès, elle ne se prolongeait pas jusqu'à perdre toute efficacité, mais laissait place à une nouvelle campagne, attribuant un rôle plus élevé encore au dirigeant. Au moment de sa mort, Staline était ainsi devenu, étape après étape, le penseur suprême et le plus grand guide de tous les temps (dans tous les domaines, de la mécanique des fluides à l'archéologie, ouvrages et articles universitaires le citaient à l'envi) ; le combattant suprême (il était dépeint comme le vainqueur quasi solitaire du nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale) et le bâtisseur suprême, sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité (l'URSS en voie de reconstruction équivalait au paradis sur Terre).

Le contrôle policier ne se confina jamais à des procédures de routine, ce qui l'aurait amené à négliger les replis de la société dans lesquels des oppositions auraient pu fermenter. Le moindre indice d'opposition, en paroles ou en actes, signalé par un informateur, valait arrestation immédiate, suivie de la déportation ou de l'exécution. Mais le régime ne se satisfaisait pas de cette répression *a posteriori*, à laquelle les opposants auraient pu parer en adoptant des mesures de précaution draconiennes. Pour garder l'initiative, il lançait des purges, à intervalles réguliers, menées à bien par la police politique et qui visaient des catégories sociales entières : les paysans riches puis les paysans moyens (durant les pénuries alimentaires), les ingénieurs (après l'échec du premier plan quinquennal), les officiers supérieurs (à la suite du réarmement des années 1930 qui leur conférait trop de pouvoir), la haute hiérarchie policière (pour avoir acquis une position névralgique) et encore d'autres catégories, importantes ou minimes, tels que

les agronomes ou les professeurs de linguistique, sans oublier les juifs, dont la déportation était imminente, juste avant la mort de Staline, en 1953.

Lorsqu'une purge commençait, la police politique avait pour tâche d'arrêter un nombre déterminé de suspects – elle devait atteindre les quotas fixés à l'avance. Dans certains cas, tel celui des officiers de haut rang, en 1937-1938, le quota représentait la quasi-totalité du corps concerné. Les enquêteurs devaient établir la culpabilité de tous les suspects ou presque et utilisaient à cette fin la torture pour arracher des confessions élaborées, établissant l'existence de complots fomentés par une opposition au service de puissances étrangères. Lorsque la notoriété des accusés et leur empressement à avouer le justifiait, des procès publics étaient mis en scène. La sentence la plus courante était la déportation vers les camps de travail, quoique tout indice de déloyauté, même purement verbal, se soldait par une condamnation à mort. Il arrivait aussi que les arrestations précèdent des exécutions de masse, sans le moindre semblant d'enquête. Dans tous les cas, toute personne ayant un lien avec un inculpé avait le devoir de dénoncer ses agissements, qu'il s'agisse de ses collègues de travail, de ses professeurs, de camarades étudiants, de parents ou de proches, de son compagnon, de sa compagne ou de ses enfants (les enfants qui dénonçaient leurs parents étaient élevés au statut de héros).

Ces campagnes visaient à terroriser la société, mais plus encore à la réduire à une masse informe d'individus rétifs à toute communication et privés des liens de solidarité les plus primaires (les associations et les clubs avaient été soigneusement éradiqués). Le moindre sentiment d'opposition, le plus petit soupçon de pensée critique constituait un secret intime, à ne partager sous aucun prétexte, tant était grand le risque d'être trahi et arrêté. De cette façon, toute opposition se trouvait inhibée à sa source, les individus se gardant bien d'échanger leurs points de vue et plus encore de s'organiser. Le régime de Staline avait atteint une telle efficacité dans la répression qu'il ne fut jamais menacé de l'intérieur. Mais il dépassa

cependant le point culminant de l'efficacité : après la mort du despote, ses successeurs prirent eux-mêmes la décision de le démanteler, redoutant une fin sinistre dans l'hypothèse où leurs rivaux prendraient le contrôle de la police secrète.

Aujourd'hui encore, dans le monde arabe et en Asie du Sud, une poignée de souverains peuvent se réclamer d'une continuité dynastique et revendiquer une légitimité par le lignage, quoique le régime démocratique soit le plus courant. Toutefois, après la chute du communisme en Europe, de nombreux États subissent la mainmise de régimes répressifs, dont la légitimité est infime ou inexistante. Quelles que soient leurs spécificités, tous mettent en œuvre une conception guerrière de la politique – qui n'est pas nécessairement sanglante – et tous sont soumis, de ce fait, au paradoxe logique de la stratégie, d'où la nécessité, pour les dirigeants, d'exercer une vigilance constante et de maintenir des formes de répression, afin de protéger leur situation illégitime.

Jusqu'ici, nous avons observé la logique de la stratégie dans le déroulement des guerres ou dans un contexte de répression politique. Or elle ne détermine pas la seule gestion des opérations militaires, mais toutes les attitudes humaines dans un contexte de tension, qu'il prélude à la guerre ou à un conflit politique. Partout ou des États s'investissent dans la préparation de la guerre – ou agissent de façon à l'éviter –, partout où ils déploient leurs capacités militaires pour extorquer des concessions à un rival, même par la simple intimidation et sans usage de la force, la logique de la stratégie sous-tend les processus, ceux de la paix armée, aussi bien que ceux de la guerre, quels que soient les instruments que l'État met en œuvre. De ce fait, la diplomatie, la propagande, les opérations secrètes et l'arme économique utilisée dans les relations internationales (la « géo-économie ») sont toutes soumises à la logique de la stratégie.

*1. Les premières mentions écrites de l’équilibre (*bilancia*) et du « poids » de la puissance apparaissent dans la *Storia d’Italia*, du diplomate et lettré florentin Francesco Guicciardini (1483-1540).

DEUXIÈME PARTIE

# Les niveaux de la stratégie

Nous avons vu comment la logique paradoxale, dans ses phases successives – action, point culminant, déclin et inversion – régit le domaine de la stratégie. Elle conditionne aussi bien la compétition et les affrontements entre nations que les interactions de détail concernant les armes et les contre-mesures qui leur sont opposées, puisque les mêmes principes s'imposent de l'échelle la plus large à la plus réduite, dans toutes les formes de conflit, ainsi que dans les antagonismes diplomatiques en temps de paix.

Dès que se manifeste une interaction entre des volontés opposées, la logique de la stratégie se met en mouvement. Mais les facteurs qu'elle affecte dépendent du niveau de l'interaction, celle-ci pouvant mettre face-à-face deux nations, avec, pour enjeu, la guerre ou la paix, ou deux technologies militaires spécifiques, telles, par exemple, que des radars de contrôle de missiles contre des récepteurs de radars d'alerte embarqués.

Chaque niveau possède un certain degré d'autonomie, mais reste, le plus souvent, dépendant des autres niveaux, au-dessus et au-dessous de lui. Ainsi, au niveau technique, la confrontation entre un armement particulier et la riposte mise au point pour le contrer est subordonnée aux formes de combat choisies par les forces qui servent ces armements, c'est-à-dire au niveau tactique. Comme il va de soi, la supériorité ou l'infériorité de ces forces dépend à son tour d'un ensemble de facteurs, certains d'ordre

matériel, comme le ravitaillement ; d'autres aisément mesurables, comme la formation, d'autres enfin, beaucoup plus intangibles, comme le moral, la cohésion et l'ascendant du commandement. En règle générale, ces éléments ont un rôle plus décisif dans l'issue du combat que les facteurs technologiques propres aux armements. En outre, le niveau tactique est lui-même subordonné à d'autres niveaux, faisant intervenir des facteurs encore différents.

On peut certes concevoir une opération militaire autonome – c'est la définition même des actions de commando, appelées « opérations spéciales » dans la terminologie de l'armée américaine. Mais, en règle générale, les initiatives tactiques d'unités particulières sur le terrain sont les composantes d'opérations plus larges, mettant en jeu de nombreuses unités. C'est alors au niveau opérationnel que les interactions entre les diverses unités engagées par les deux camps déterminent l'issue des initiatives prises au niveau tactique. Une unité qui résiste avec bravoure à un assaut prend un avantage tactique en même temps qu'elle prépare sa capture ou sa destruction si les unités situées sur ses ailes se replient. Une autre unité dont le projet d'assaut avorte peut encore participer à l'offensive si les autres unités poursuivent leur progression. On voit donc que le niveau opérationnel prend le pas, le plus souvent, sur le niveau tactique. En outre, il faut noter que les facteurs affectés par la logique stratégique sont, au niveau opérationnel, d'un autre ordre : les détails de la topographie ou la disposition des troupes passent au second plan, tandis que les interactions entre les plans de bataille antagonistes décident des résultats. Pour cette raison, un groupe armé que l'on peut juger faible, d'un point de vue tactique, peut prendre l'avantage sur un adversaire qui lui est supérieur, s'il agit dans le cadre d'un meilleur plan d'ensemble. De la même manière, des forces jugées fortes, d'un point de vue tactique, peuvent subir une défaite, si le plan opérationnel dans le cadre duquel elles agissent est inférieur. Pour une part, l'exemple de mai 1940 illustre cette situation : les forces franco-

anglaises furent alors vaincues par des colonnes allemandes d'une fragilité considérable.

Au niveau opérationnel, même les événements de la plus grande ampleur ne sont jamais autonomes. À leur tour, ils sont conditionnés par les interactions entre les forces armées considérées dans leur totalité sur l'ensemble d'un théâtre d'opérations, à la manière dont les batailles sont les sous-parties d'une campagne militaire. C'est à ce niveau supérieur, celui de la stratégie de théâtre, que la conduite générale des opérations – offensives et défensives – dépend de chacune des actions et de ses conséquences. Cette perspective militaire d'ensemble n'a guère d'incidence sur le niveau opérationnel. En effet, les défenseurs peuvent prendre l'initiative d'une attaque pour mieux défendre leur secteur, quand les attaquants peuvent choisir de rester sur la défensive dans un secteur donné, pour mieux concentrer leur action offensive en un autre point. Le plus souvent, la conduite des opérations au niveau du théâtre intègre toutes les actions du niveau opérationnel, les assauts comme les défenses, et cela que la perspective d'ensemble elle-même soit offensive ou défensive. Et ici encore, les facteurs déterminants changent avec le changement de niveau. Dans la guerre terrestre, par exemple, la topographie, décisive au niveau tactique et négligeable au niveau opérationnel, est maintenant ignorée, l'intérêt portant sur la géographie d'ensemble, la longueur des fronts, la profondeur des territoires de part et d'autre, le réseau routier et les infrastructures de transport. En outre, c'est au niveau du théâtre, où l'espace et le temps sont appréhendés à plus grande échelle, que le ravitaillement devient décisif : une unité dont les lignes de ravitaillement ont été coupées peut néanmoins remporter un combat tactique avec ses réserves de munitions, de carburant et de vivres ; il en va de même au niveau opérationnel où cela nécessite parfois de s'emparer des réserves de carburant et de vivres, voire d'armes et de munitions de l'ennemi, pratique utilisée à plusieurs reprises par les Allemands contre les Britanniques, en

Afrique du Nord, en 1941-1942. Mais la stratégie de théâtre doit se préoccuper du ravitaillement pour les multiples affrontements et les batailles d'une campagne tout entière, de façon que la combativité des forces du théâtre ne soit pas épuisée par manque d'approvisionnement, ce qui arriva aux Allemands, dont les brillantes victoires opérationnelles en Afrique du Nord s'achevèrent en défaite. Leur avantage militaire, confirmé à plusieurs reprises, ne leur servit à rien quand la maîtrise britannique, dans le ciel et sur la Méditerranée, finit par tarir leurs approvisionnements en carburant et en munitions.

La conduite de la guerre, sur un théâtre ou sur plusieurs, tout comme la préparation d'un conflit, alors que la paix dure encore, est elle-même l'expression d'une réalité d'un ordre supérieur, c'est-à-dire de l'affrontement entre les nations au niveau de la grande stratégie. Là, le domaine militaire est lié à un contexte plus général, incluant la politique intérieure, la diplomatie, l'activité économique et tout autre élément qui contribue au renforcement ou à l'affaiblissement d'un pays.

Les fins poursuivies et les moyens pour y parvenir sont perceptibles au seul niveau de la grande stratégie. Pour cette raison, seul ce niveau ultime est en mesure de fixer les objectifs de l'action militaire : une entreprise de conquête parachevée avec succès reste susceptible d'une remise en cause par l'intervention diplomatique d'États plus puissants ; une défaite militaire de premier ordre peut augurer un retournement de situation, si de nouveaux alliés se déclarent, attirés dans l'arène par la faiblesse du vaincu, en vertu des mécanismes de l'équilibre des puissances.

Ces cinq niveaux forment une hiérarchie organisée, sans produire, pour autant, des résultats définis d'avance par un simple mouvement de transmission du sommet vers la base, parce que chaque niveau est en interaction avec les autres. La performance technique vaut par ses conséquences tactiques (d'excellents pilotes peuvent abattre des avions supérieurs aux leurs ; des chars de nouvelle génération peuvent être défaits

par des équipages plus performants), mais, dans une certaine mesure, les actions tactiques dépendent aussi de critères techniques (même les meilleurs pilotes ne peuvent venir à bout d'avions incomparablement plus performants). De la même manière, les divers événements tactiques qui composent le niveau opérationnel influencent les résultats de celui-ci, comme ils sont influencés par lui, ou encore, la somme des actions opérationnelles a une incidence sur la stratégie de théâtre, qui lui donne un sens, et le déploiement militaire affecte le cours de la grande stratégie, bien que les décisions concernant les objectifs et les orientations aient leur origine à ce niveau.

On voit que la stratégie peut être appréhendée dans sa dimension verticale – celle des interactions entre les différents niveaux – ou horizontale – celle de l'enchaînement logique d'actions et de réactions, propre à chaque niveau. Nous avons jusqu'ici progressé dans la dimension horizontale, en nous référant, sans plus de précision, à tel ou tel niveau, afin d'exposer avec clarté le fonctionnement du paradoxe logique et ses conséquences souvent surprenantes. Parvenus à ce point, il pourrait sembler opportun de nous livrer à un petit exercice de définitions, rigoureusement présentées sous la forme d'un tableau. Mais nous traitons d'un sujet aussi complexe que la vie, souvent influencé par les émotions des acteurs, les habitudes institutionnelles ou les contingences de l'heure, et obscurci par d'inévitables incertitudes quant aux circonstances particulières de chaque affrontement. Des caractérisations abstraites, aussi précises soient-elles, fixeraient sans doute les formules algébriques de la stratégie, mais elles laisseraient échapper son contenu tumultueux. De nombreuses définitions de la tactique et des autres niveaux de la stratégie ont déjà été proposées : à peine les scrute-t-on d'un peu près que des dizaines d'exceptions viennent à l'esprit. S'il faut alors multiplier les définitions pour chaque sous-catégorie (tactique aérienne, opérations navales, etc.), on se trouvera vite à la tête

d’un dictionnaire précisant les nuances de chaque terme, sans avoir pour autant avancé dans notre compréhension du contenu réel de la stratégie.

Mon parti pris sera donc de plonger dans la substance des confrontations stratégiques et d’en isoler les différents niveaux. Après avoir analysé chacun d’entre eux, nous prendrons le recul nécessaire pour les examiner en tant que totalité dynamique, au niveau de la grande stratégie, et nous mettrons en lumière, dans ce processus, les diverses couches stratigraphiques qui constituent un conflit. Chaque fois que nous tenterons une définition, nous rendrons compte d’une réalité observée sans chercher à nous payer de mots.

Dans ce cadre général, un seul cas d’espèce, d’une ampleur considérable, suffira à notre étude : la défense de l’Europe de l’Ouest dans la dernière période de la guerre froide. Après le conflit israélo-arabe de 1973, au cours duquel les missiles antichars et antiaériens jouèrent un rôle décisif, plusieurs experts militaires affirmèrent que les forces de l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (que je nommerai désormais l’Alliance) étaient en mesure de parer à toute offensive soviétique contre l’Europe de l’Ouest grâce à leurs moyens de défense non nucléaires issus des « hautes technologies ». Ils en tiraient la conclusion que les forces terrestres entretenues à grands frais par l’Alliance – pour l’essentiel, des divisions blindées et mécanisées, soutenues par de l’artillerie motorisée – n’avaient plus lieu d’être. Plus important encore, ils alléguaient que l’Alliance n’aurait plus à s’appuyer sur l’arme nucléaire, sinon pour dissuader l’Union soviétique de faire usage de son propre arsenal atomique. L’examen de ce dossier nous servira désormais de fil conducteur. Nous nous autoriserons toutes les digressions historiques nécessaires pour illustrer les arguments des uns et des autres, mais nous nous garderons bien d’en tirer des conclusions catégoriques. Pour avoir pu apprécier, au cours des pages précédentes, la complexité des questions stratégiques, nous ne voudrions pas faire un aussi mauvais usage de l’Histoire.

CHAPITRE 5

# LE NIVEAU TECHNIQUE

Jusqu’à la fin pacifique et soudaine de la guerre froide, l’essentiel du débat concernant des moyens de défense non nucléaires s’est polarisé sur le « front central », c’est-à-dire sur les quelque 650 kilomètres de frontières partagées par l’Allemagne de l’Ouest et deux voisins hostiles : l’Allemagne de l’Est, aujourd’hui disparue, et la Tchécoslovaquie, désormais partagée en deux entités. Les diverses propositions élaborées au cours de cette période reposaient sur une combinaison, à des dosages variables, des deux mêmes idées. Selon la première, les divisions d’infanterie, pourvues en abondance de missiles antichars, opposeraient la défense la plus efficace aux divisions mécanisées et blindées soviétiques. Pour certains, cette infanterie, composée de troupes régulières, devait être appelée à remplacer les divisions blindées et mécanisées alors en service, très coûteuses et jugées même, parfois, « provocatrices » car susceptibles de se prêter à des offensives, au-delà de leur rôle défensif. Pour d’autres analystes, l’infanterie équipée de missiles antichars devait être composée de réservistes, voire de miliciens, qui viendraient renforcer les forces blindées et mécanisées, en créant un niveau défensif supplémentaire.

La seconde idée, plus sophistiquée, était de combiner la détection satellite ou aéroportée, les communications, l’analyse numérique de données, avec des missiles à longue portée, équipés de sous-munitions

programmées sur des cibles diverses, au sein de systèmes intégrés d'« attaques en profondeur ». En pratique, les détecteurs auraient identifié et localisé les véhicules blindés soviétiques et les autres cibles mouvantes jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres du front, les réseaux auraient relayé l'information vers les centres de contrôle et d'analyse des données. Là, un tableau très précis de l'ensemble des cibles aurait pu être dressé, préparant les décisions immédiates d'engagement ; enfin les missiles équipés de sous-munitions auraient frappé en masse les cibles identifiées. Les « systèmes d'attaque en profondeur » visaient ainsi à retarder, désorganiser et réduire l'avance des colonnes mécanisées soviétiques, avant même qu'elles n'aient pu apporter leur masse, leur élan et leur puissance de feu à une offensive lancée par les troupes soviétiques déjà présentes sur le front. Depuis qu'elles possédaient la supériorité dans le ciel, les forces aériennes occidentales remplissaient une mission similaire, toutefois l'« attaque en profondeur » devait offrir la possibilité d'agir dès le déclenchement des hostilités sur une très large échelle, en minimisant les risques liés à la maîtrise de l'espace aérien et les retards dus à une possible désorganisation des bases aériennes ou à des conditions météorologiques défavorables. Après la fin de la guerre froide, la notion d'attaque en profondeur a survécu au prix d'un changement d'appellation : les systèmes « reconnaissance et frappe » constituent l'expression la plus concrète de la « révolution dans les affaires militaires », préoccupation prioritaire de la bureaucratie militaire des deux côtés de l'Atlantique, au tournant de ce siècle. Bien que la dénomination suggère, à elle seule, une influence soviétique, la plupart des observateurs sont convaincus que la révolution dans les affaires militaires est une invention américaine, issue des développements de l'informatique. Or il s'agit bel et bien d'une création de l'état-major soviétique, mise en chantier dans les années 1970, à un moment où l'informatique soviétique accusait un retard considérable.

À peine avons-nous exposé ces deux idées, que nous devinons déjà les moyens que le camp soviétique aurait pu mettre en œuvre pour les annihiler ou les contrecarrer, jusqu'à les forcer sur une pente descendante, au-delà du point culminant du succès. Dans la mesure, toutefois, où nous cherchons à mettre en lumière le fonctionnement général de la stratégie et non à nous prononcer sur les mérites de telle ou telle riposte, nous allons procéder à un arrêt sur image pour analyser chaque niveau, et négliger le film des interactions dynamiques au sein de chacun d'eux. Commençons donc avec la première idée : l'infanterie contre les blindés.

## *La guerre des armements*

Notre point de départ sera la confrontation entre les armements. Nous admettons qu'ils sont servis par un personnel compétent, à propos duquel aucune information supplémentaire ne nous sera nécessaire dans le contexte technique qui nous intéresse ici. Sur un côté de notre image, se trouvent les chars et les véhicules de combat de l'infanterie, ils forment le fer de lance des divisions blindées soviétiques qui progressent sur leur objectif : le front de l'Alliance qu'elles ont pour mission de percer. En face se tient l'infanterie en position défensive. Équipée de ses missiles antichars, elle se déploie peut-être à découvert ou, plus vraisemblablement, elle tire parti des accidents de terrain, ou encore, hypothèse moins probable, elle se protège dans des abris de béton. À ce niveau de la stratégie, les divers cas de figure nous importent peu et nous négligerons, de la même manière, le mode de déplacement des chars soviétiques, qu'ils avancent sans le moindre souci de dissimulation ou qu'ils recherchent avec précaution les dépressions de terrain et les lisières forestières (les forêts allemandes, réputées pour leur ordonnancement, depuis les replantations du XIX$^{e}$ siècle, sont traversées par de nombreux chemins coupe-feu). À ce niveau, encore une fois, il nous

suffit de prendre en considération un seul missile antichar et un seul char ou véhicule de combat soviétique, sans même nous soucier de savoir s'ils se font face ou non.

Comparé au char ou à un quelconque véhicule de combat, le missile antichar est une arme à bon marché. Son coût (estimons-le à 20 000 dollars) représente 1 % de celui du char ou 10 %, tout au plus, de celui du transport de combat. De plus, il suffit de deux hommes pour utiliser un lance-missile, quand il en faut trois ou quatre pour manœuvrer un char ou un véhicule de combat, sans compter les fantassins que ce dernier transporte. Quel que soit le mode de calcul que l'on adopte pour mesurer l'implication humaine ou simplement la valeur de la vie, cette différence accroît encore l'avantage économique du missile antichar.

Nous observons maintenant que le missile atteint sa cible sans trop d'incertitude. De fait, si nous testions la plupart des modèles disponibles, nous constaterions qu'ils font mouche neuf fois sur dix. La charge creuse pénétrera sans difficultés le blindage peu épais du transport de troupes, grâce à son plasma à très haute vitesse, et détruira tout son contenu, vivant ou inerte. On peut supputer que notre char possède un blindage moderne, composé de matériaux tels que la céramique, par exemple, et toute une panoplie de dispositifs internes de protection, mais, de la même manière, nos missiles sont dotés de tous les perfectionnements, qu'ils concernent la précision du tir ou du diamètre. Les caissons réactifs blindés résistent à la plupart des charges creuses, en fonction de l'angle d'attaque, mais les meilleurs missiles disponibles ont une trajectoire programmée, afin d'attaquer leur cible à la verticale et de percer ainsi les blindages les plus épais.

Il va de soi que l'équipage du char utilise ses mitrailleuses, voire son canon, peut-être avec des munitions antipersonnel ou des obus à fléchettes. S'il s'agit d'un véhicule de combat, alors son personnel et les fantassins font feu, utilisant sans doute un petit mortier ou un lance-grenades en plus

des mitrailleuses. Mais à l'exception du canon principal du char, le missile a une portée bien plus longue que toutes ces armes, il a donc toutes les chances de détruire sa cible avant d'être à la portée des mitrailleuses, avant même que le canonnier n'ait pu ajuster son tir. De nuit, la situation reste comparable, dans la mesure où les deux camps recourent à des instruments de vision nocturne. Grâce à l'alimentation électrique et à la réfrigération, les véhicules utilisent des dispositifs à infrarouge plus performants que l'appareillage optique des fantassins, mais la différence en « contraste de cible » compense cet avantage : plus grands et plus bruyants, les chars et les transports de troupe sont plus facilement détectables.

Au niveau technique de la stratégie, les chiffres suffisent à décrire toutes nos observations. Si nous nous en tenons à de simples moyennes, nous pouvons estimer que les missiles fonctionneront correctement dans 90 % des cas, 60 % d'entre eux atteindront leur cible et, des 80 % qui perceront le blindage des chars, 90 % causeront leur immobilisation, soit une probabilité cumulée de succès égale à 39 %. Lors de cette confrontation, que nous avons à peine esquissée, chaque face-à-face impliquant des soldats compétents et dépourvus d'émotions permettra que 2,56 missiles détruisent un char d'un coût cent fois plus élevé et que 1,8 missile détruise un véhicule de combat d'un coût quinze fois plus élevé, puisque dans ce deuxième cas de figure, du fait du moindre blindage, toute frappe réussie équivaut à la destruction du véhicule.

Nous voyons donc que, du point de vue de l'efficacité rapportée au coût, le missile est incomparablement supérieur au véhicule blindé (par exemple, une valeur de 51 200 dollars, du côté du missile, détruit un char d'un coût de 2 millions de dollars). Mais cet écart a peu de signification par lui-même, si l'on ne prend pas en compte l'ensemble des ressources militaires de chaque camp : aujourd'hui, les États-Unis utilisent des missiles de croisière à plus d'un million de dollars l'unité contre des taudis en Afghanistan ou contre des cabanes servant d'abris radio en Irak, sans

regarder à la dépense. Si nous en revenons à notre exemple, force est de constater, toutefois, que l'Union soviétique ne jouissait pas de ressources militaires illimitées et aurait été incapable d'aligner plus de chars que l'ennemi ne lui opposait de missiles.

Comme d'autres commentateurs, nous pourrions nous en tenir à ce constat technique et le juger définitif, position qui serait d'ailleurs légitime, si nous analysions la confrontation entre, par exemple, missiles balistiques et antibalistiques dans ce grand champ de tir qu'est l'espace. Dans ce domaine, la vérité définitive repose bel et bien sur les avantages en termes de coûts, ne serait-ce que pour déterminer la faisabilité du projet. Pour notre propos, en revanche, l'analyse du duel, au niveau technique, entre les blindés en mouvement et les missiles antichars ne fournit qu'une vérité partielle et provisoire.

À n'en pas douter, le niveau technique possède une importance propre, plus encore aujourd'hui que dans le passé, lorsque le potentiel d'innovation technique était à peu près similaire entre les adversaires. De nos jours, chaque nouvelle génération de chasseur, de char ou de sous-marin surclasse la génération précédente dans des proportions sans équivalent avec les différences qui ont pu exister entre deux générations d'épées ou de boucliers. L'avantage technique a joué un rôle décisif dans des cas exceptionnels, tels celui des Huns, au IV$^{e}$ siècle, dont les arcs étaient de dimensions assez réduites pour être utilisés à cheval, tout en bénéficiant d'une portée, d'une précision et d'un pouvoir de pénétration sans précédent.

Les limites du niveau technique de la stratégie ne sont pas arbitraires. Aussi longtemps qu'on ne les a pas franchies, on peut continuer à observer avec clarté les armements et leurs interactions. Encore faut-il savoir qu'il s'agit là d'une couche particulière, constituante d'une réalité plus large et sans effet sur les autres facteurs, matériels ou intangibles, qui affectent l'issue des combats. De fait, seuls les chercheurs et les ingénieurs participant au développement des armements peuvent, à bon droit, se

contenter des réalités du niveau technique. Pour se mettre au travail, il leur suffit de savoir quelles performances supplémentaires sont les plus souhaitables. Mais ils n'ont ni la compétence ni le pouvoir de décider si les innovations techniques doivent être acquises aux dépens des autres priorités militaires.

## *Soldats et techniciens*

Les recommandations que reçoivent les chercheurs et les ingénieurs tiennent compte d'un ensemble de réalités tactiques avec lesquelles ils sont, en général, peu familiers. Ils s'y plient volontiers, sans d'ailleurs y prêter grande attention, parce qu'ils savent que les exigences militaires changent avec chaque nouvelle doctrine tactique, chaque nouvelle « stratégie », alors que les armements qu'ils développent perdurent bien au-delà de ces modes : l'espérance de vie d'un avion de combat, par exemple, dépasse trente ans, celle des chars ou de l'artillerie est plus longue encore. En outre, ils ne montrent qu'un respect très relatif à l'égard des recommandations formulées par les autorités militaires, parce qu'ils estiment que ces dernières sont peu au fait de l'immense éventail des possibilités techniques. Le dernier cri de la technologie qui enthousiasme les officiers auxquels ils ont affaire est souvent, à leurs yeux, la nouveauté d'avant-hier. Bien que la formation technique occupe une place toujours croissante dans la formation militaire – et cela, depuis le XVIII$^{e}$ siècle – les deux camps ne se sont guère rapprochés, parce que chacun d'eux obéit à une logique qui lui est propre : les principes scientifiques gouvernent la conduite des chercheurs, les institutions et la hiérarchie, celle des militaires.

Par essence, les motivations des uns et des autres divergent. Les bureaucraties militaires tendent à sacrifier la qualité optimale au profit de la quantité, parce que réduire leur envergure numérique revient toujours, dans

leur logique, à rétrécir la base de la pyramide hiérarchique dont elles sont le sommet. Les ingénieurs, en revanche, n'accordent aucune valeur aux nombres, la qualité maximale est leur seul objectif et leur seule ambition, aussi cherchent-ils toujours à développer les armements les plus définitifs, les plus perfectionnés et les plus universels, quel qu'en soit le coût.

Avant la Première Guerre mondiale, deux types de projets stimulaient l'ambition des ingénieurs : les navires de guerre, toujours plus grands et toujours mieux protégés, et les canons sur rails, dont la portée ne cessait d'augmenter. La marine y trouvait son compte, puisque sa doctrine avait alors pour perspective la bataille ultime, celle dans laquelle toutes les forces seraient jetées et qui déciderait de la suprématie sur les mers. De là naissait son intérêt pour les navires les plus puissants qui, même en nombre réduit suffiraient à couler toutes les escadrilles de croiseurs. À l'inverse, l'artillerie, dont la doctrine reposait sur la mobilité, n'avait que faire des canons géants sur rails. Ils furent pourtant développés pour des coûts considérables.

Dans la période suivante, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale comprise, l'ambition technologique proliféra selon des directions multiples, engendrant de nombreuses innovations, dont la validité pour les militaires fut parfois immédiatement démontrée – ce fut le cas avec le radar, puis avec la bombe à fission – mais qui aboutirent, d'autres fois, à des impasses, comme dans le cas des fusées V1 et V2, développées avec des budgets gigantesques, sans jamais démontrer, pour autant, leur utilité. D'autres innovations, comme le V3 à statoréacteur ou le superchar *Maus* de 100 tonnes, mobilisèrent une part significative des ressources allemandes sans jamais atteindre la phase de production.

C'est vers les armes à énergie dirigée que s'orientent aujourd'hui les principales aspirations technologiques. Les ingénieurs s'efforcent ainsi de concevoir des lasers aéroportés, dotés d'une puissance suffisante pour détruire les lanceurs de fusées qu'ils survolent ; de véritables chasseurs

supersoniques (les chasseurs auxquels on attribue ce qualificatif consomment trop de carburant en postcombustion, au-delà de Mach 1) ; des avions furtifs, peu détectables par les radars classiques et dont les émissions soniques et infrarouges sont aussi réduites ; et – sur une échelle beaucoup plus vaste – les systèmes de « reconnaissance-frappe », dans le cadre de la révolution des affaires militaires. Dans ce dernier cas, le véritable défi tient à la synthèse des informations collectées par les nombreux détecteurs en une image unique et instantanée de la totalité des multiples cibles et de leur priorité, de façon que la décision d'attaque exige seulement la transmission des coordonnées des objectifs aux lanceurs de missiles de croisière, aux bombardiers ou même aux batteries d'artillerie.

Les aspirations technologiques d'hier nous ont légué les sous-marins à propulsion nucléaire, plus grands et beaucoup plus coûteux que les croiseurs de la Seconde Guerre mondiale ; les porte-avions à propulsion nucléaire, encore plus démesurés à tout point de vue, et des chasseurs à réaction si sophistiqués que la production annuelle n'atteint pas le nombre d'avions susceptibles d'être abattus au cours d'une mauvaise matinée de combat aérien.

Pendant fort longtemps, il a été de bon ton, au moins aux États-Unis, de déplorer la recherche de la qualité aux dépens de la quantité dans le domaine des armements. La logique paradoxale de la stratégie, à tous les niveaux où nous l'observons, n'offre aucune réponse à ce sujet. L'action provoque une réaction : que cette relation mette en jeu des armes sommaires ou plus sophistiquées mais en nombre réduit ne change rien à l'affaire, au niveau technique. Seule la logique économique et le bon sens imposent une limite à la recherche de la qualité aux dépens de la quantité. En effet, l'utilité marginale des innovations tend toujours vers zéro, étant donné l'état des connaissances scientifiques du moment : le meilleur fusil concevable, utilisant les matériaux et les techniques les plus avancés, aura une efficacité à peine supérieure au modèle usuel, issu des mêmes principes

techniques mais dont le coût sera bien moindre. Et la comparaison vaut aussi bien pour les bombardiers, les missiles, les sous-marins ou tout autre type d'armement.

Nous savons que nous avons quitté le domaine de la stratégie lorsque nous nous livrons à ces calculs : en effet, si le surcroît d'efficacité induit par la qualité peut devenir nul, il ne prend jamais une valeur négative (sauf dans l'hypothèse où la fiabilité est sacrifiée à la complexité, ce qui ne devrait pas se produire, dans la mesure où la qualité comprend la fiabilité). Si le résultat dépendait de la logique paradoxale, les progrès qualitatifs apportés aux armements commenceraient, au-delà d'un certain point, à réduire leur efficacité.

Les contradictions entre les priorités militaires et les possibilités techniques exigent une négociation permanente, menée à bien par des militaires dotés d'un bon esprit technique et par des ingénieurs à l'esprit militaire, lesquels apparaissent toujours comme des marginaux au sein de leurs groupes respectifs. Mais, dès qu'un nouveau produit quitte les laboratoires de recherche pour l'armée, son sort dépend des intérêts institutionnels et de la pesanteur des mentalités. S'il s'agit d'une innovation de détail, d'un changement partiel, comme cela se produit le plus souvent lorsqu'une nouvelle génération d'avions, de chars ou de missiles succède à des modèles plus anciens, la modernisation ne rencontre pas de résistance institutionnelle : le changement s'opère place pour place, sans que les militaires n'aient besoin de réviser leurs modes d'organisation, leur doctrine ou leurs habitudes.

Mais si l'on a affaire à une véritable mutation, si le nouvel équipement n'a pas de prédécesseur direct, comme c'est le cas avec les véhicules aériens pilotés à distance, par exemple, alors les forces armées sont amenées à changer leurs structures pour absorber l'innovation. Elles y parviennent, en général, en créant de nouvelles unités, procédure qui

entraîne inévitablement la suppression d'unités existantes. Là réside la difficulté. Les unités existantes – les escadrilles de chasseurs, dans notre exemple – sont représentées dans les instances de programmation. Même si elles y délèguent un personnel subalterne – de jeunes pilotes –, des officiers de haut rang, souvent des généraux, issus de la même arme et de la même tradition y sont présents. En revanche, les unités en voie de création ne peuvent être représentées par des individus investis d'un pouvoir institutionnel, puisqu'ils n'ont aucun relais préexistant dans la bureaucratie.

De ce fait, tout sera tenté pour retarder la mise en œuvre de l'innovation, même si son utilité est admise. Pourtant, le contexte général aura une influence déterminante : si les forces armées traversent une période faste et se développent, elles s'accommoderont plus aisément du changement. En effet, les unités déjà constituées verront leurs perspectives de croissance réduites, mais leur existence ne sera pas mise en cause. Par ailleurs, en temps de guerre, l'urgence de la situation prend le pas sur les rigidités bureaucratiques. Si les Israéliens ont, les premiers, produit et utilisé les véhicules aériens pilotés à distance au-delà du stade expérimental, en s'efforçant d'obtenir un résultat viable et non en se contentant de tests destinés à établir les insuffisances des appareils – c'est que le concept est apparu alors même qu'ils connaissaient un état de guerre chronique, entre 1968 et 1970. Puisque leurs pilotes s'exposaient au feu des missiles sol-air lors de chaque survol de l'Égypte, la possibilité d'utiliser des appareils sans pilotes leur parut très intéressante.

À l'inverse, si une innovation est proposée en période de vaches maigres, alors que les ressources sont rares pour les forces déjà existantes et qu'il n'existe aucune perspective de conflit, la résistance bureaucratique atteindra une intensité maximale et obtiendra, le plus souvent, gain de cause. Entre 1990 et 2000, l'apparition des micro-ordinateurs, fiables, puissants et bon marché a entraîné un changement *structurel* considérable dans le monde entier : d'innombrables entreprises ont subi une

réorganisation radicale et dès le plus jeune âge, les enfants ont adopté de nouvelles habitudes de travail et des modes de divertissement inédits. Mais cette période coïncida avec la fin de la guerre froide, propice aux restrictions des budgets de la Défense. Ainsi, le changement n'affecta pas les militaires, qui n'adaptèrent ni leurs structures ni leurs méthodes pour tirer parti de la disponibilité sans précédent de l'informatique. Au contraire, leurs ordinateurs durent se conformer aux schémas organisationnels existants.

Des circonstances historiques particulières favorisent parfois l'adoption de l'innovation, comme ce fut le cas au Japon avec l'introduction extraordinairement rapide des armes à feu[1] ; mais elles peuvent tout aussi bien jouer en sens inverse, du fait de résistances sociales ou parce que les changements organisationnels, nécessaires pour exploiter l'innovation font défaut[*1]. La mitrailleuse, lors de son adoption précipitée par l'armée française, en 1869, alors que se profilait déjà le conflit avec la Prusse, est, sans doute, le ratage le plus célèbre de l'histoire militaire. Dans un monde familier du fusil à un coup, la mitrailleuse pouvait tirer 300 cartouches à la minute, avec une précision enviable, jusqu'à une distance de 500 mètres. Arme fiable, cette invention belge était en mesure de jouer un rôle décisif contre une infanterie surprise par son tir rapide. À la requête de Napoléon III, les arsenaux français avaient commencé sa production dans le plus grand secret. Des stocks significatifs existaient déjà quand éclata la guerre de 1870 contre la Prusse.

Pour maintenir le secret, aucun exercice de maniement, aucun débat sur son emploi tactique ne précéda l'introduction de l'arme. Trop lourde pour être portée, elle était placée sur une voiture légère à deux roues et ressemblait, de ce fait, à une pièce d'artillerie. L'infanterie était mal équipée pour assurer son propre approvisionnement en munitions : une centaine de cartouches suffisait alors à chaque fantassin pour plusieurs semaines de campagne et chaque bataillon se déplaçait avec un nombre réduit de

chariots attelés, transportant les tentes, les vivres et la lourde charge nécessaire à l'entretien quotidien. Par ailleurs, Napoléon III était lui-même un expert en artillerie, si bien que la mitrailleuse fut attribuée aux artilleurs. Quand la guerre éclata, ces derniers tentèrent d'exploiter la nouvelle arme comme une pièce de campagne, en arrière de l'infanterie, d'où elle ne pouvait atteindre les fantassins ennemis[2]. Comment, en effet, les artilleurs auraient-ils pu rompre avec leurs habitudes de pensée et placer la mitrailleuse dans les rangs de l'infanterie, ce qui aurait eu tout l'air d'une régression vers les usages en vigueur au XVII^e^ siècle ? En outre, en transférant l'arme à l'infanterie, les artilleurs auraient dû se départir des trop rares chariots qui assuraient le transport des munitions. Le 18 août, toutefois, lors de la bataille de Gravelotte, l'infanterie prussienne avança à portée des mitrailleuses. À raison de 12 chargeurs de 25 cartouches par minute (soit 300 cartouches) la nouvelle arme fut à l'origine d'un véritable massacre : son emploi explique, pour une bonne part, la mort de 20 163 soldats prussiens ce jour-là[3]. Hormis cet épisode, la mitrailleuse ne joua aucun rôle dans le cours du conflit. Si l'innovation n'avait pas avorté du fait de l'incapacité des responsables à adapter les structures en conséquence de son introduction, elle aurait pu éviter la désastreuse défaite française.

## *Décideurs politiques et techniciens*

S'il existe des tensions entre ingénieurs et militaires que les changements institutionnels peuvent seuls résoudre, les relations entre responsables politiques et ingénieurs sont vouées à une dissonance chronique. L'État agit en fonction de perspectives politiques trop vagues et trop lointaines pour être intégrées dans les calculs techniques. À l'occasion, les décisions, positives ou négatives, relèvent du fait du roi. Le président des États-Unis est ainsi en droit d'opposer son veto à une voie de

recherches prometteuse qui heurterait ses convictions morales ou ternirait son image. De la même manière, il est habilité à mettre en route un programme d'armements qui dépasse les possibilités scientifiques du moment. Ce qui revient à refuser d'admettre que la science progresse à son rythme et dans des directions qui lui sont propres, sans que les décisions politiques ou la taille des budgets n'y change quoi que ce soit. Hitler ou Staline allaient encore plus loin : ils soumettaient les laboratoires à une dictature de fer pour obtenir la mise au point dans les meilleurs délais de fusées balistiques ou de bombes à fission.

Il existe, à l'inverse, quelques cas étonnants d'intrusion scientifique dans le domaine politique : le 11 octobre 1939, le très influent économiste Alexander Sachs remettait au président Roosevelt une lettre rédigée par un physicien déjà célèbre, Albert Einstein. De fait, cette missive introduisait un mémorandum élaboré par Leo Szilard, physicien réfugié aux États-Unis, lui aussi, mais encore inconnu. Les deux hommes pressaient le gouvernement américain d'impulser un programme de recherches consacré à la réaction en chaîne de l'uranium, « intégré à un engin militaire ». Leo Szilard avait pu mettre au point ce projet grâce à la collaboration de deux autres réfugiés, Eugene Wigner et Edward Teller, appelés à connaître la gloire, mais dont le rôle essentiel consistait alors à convoyer Leo Szilard – lequel n'avait pas le permis de conduire – jusqu'à la maison où Albert Einstein passait l'été, sur une plage de Long Island. Leo Szilard raconta plus tard que le président Roosevelt ne prêta d'abord guère attention aux deux documents, et qu'il dut attendre le petit-déjeuner, pris en commun le lendemain, pour le convaincre de l'intérêt de sa proposition en évoquant, de manière anecdotique, le refus de Napoléon de financer le projet de bateau à vapeur présenté par Fulton[4].

En Allemagne nazie, un concours de circonstances tout aussi fortuit prévint le développement de la bombe atomique. La construction de fusées accaparait Hitler qui accordait, avec enthousiasme, toutes ses largesses au projet. En outre, les progrès de la physique nucléaire devaient beaucoup à

des chercheurs non aryens (Leo Szilard, Edward Teller et Eugene Wigner étaient juifs, comme Albert Einstein) et ses principes mêmes étaient condamnés par les penseurs du régime parce qu'ils remettaient en cause trop de certitudes établies. Dans ces conditions, il ne se trouva personne pour défendre la cause de l'atome avec l'insistance d'un Leo Szilard. Une décision aussi colossale a ainsi résulté de considérations superficielles ; du fait, en particulier, de l'ignorance en matière scientifique d'Adolf Hitler, qui maîtrisait bien la technique des armes mécaniques, comprenait à peine celles des appareillages électroniques et ne possédait pas la moindre notion de physique nucléaire. Comme il va de soi, la bombe atomique aurait été mise en chantier tôt ou tard, aux États-Unis, même en l'absence de Leo Szilard. Mais, si les inclinations de Hitler avaient été différentes, les moindres tergiversations américaines auraient eu des conséquences capitales.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, marquée par des épisodes spectaculaires de guerre scientifique et par les explosions atomiques d'Alamogordo, de Hiroshima et de Nagasaki, il est devenu évident que les dirigeants politiques ne sauraient négliger les possibilités offertes par la science. Les agences scientifiques ont proliféré dans l'appareil gouvernemental et dans les forces armées, les présidents et les Premiers ministres ont étoffé leurs cabinets d'experts. Aucune de ces initiatives n'a pourtant réduit la fracture entre science et politique pour la bonne raison qu'il n'existe que deux sortes de questions scientifiques : celles qui sont déjà tranchées et dont les applications n'exigent pas d'arbitrage politique, celles qui ne le sont pas et qui suscitent controverses et divergences entre les spécialistes[5]. Sur le navire de l'État, les responsables politiques tiennent toujours la barre et les militaires obéissent à leurs ordres, mais les chercheurs et les ingénieurs ont pris le contrôle de la salle des machines et ils propulsent l'embarcation vers une destination inconnue.

*1. Les Mamelouks égyptiens, descendants des soldats esclaves importés par les Turcs, refusaient les armes à feu. À tel point qu’ils n’acceptaient pas la présence de mousquetaires à pied à leurs côtés lors de leurs charges.

CHAPITRE 6

# LE NIVEAU TACTIQUE

Revenons à la guerre froide et à la rencontre entre le missile antichar et le blindé soviétique, en nous situant maintenant au niveau suivant de la stratégie. L'image que nous avons devant les yeux est différente : après le face-à-face isolé, nous observons, en vue panoramique, un affrontement mettant en jeu des unités entières – les soldats équipés de missiles et les véhicules blindés nous apparaissent en nombre. L'image est aussi mieux définie, parce que nous ne comparons plus les missiles et les blindés maniés par de simples robots dans un environnement indéterminé. Au niveau tactique, nous ne pouvons plus ignorer la dimension humaine du combat.

Avant toute chose, le terrain nous intéresse. Observons le relief et la végétation : notre ligne de front aurait traversé l'Allemagne centrale où ne se trouve aucun massif montagneux mais une succession de collines, de vallées et de dépressions de moindre importance, suffisantes, toutefois, pour dissimuler ou protéger des fantassins. Le relief permet aussi à des colonnes blindées, fractionnées en petits groupes, de préparer leur approche et de surgir à une distance assez faible pour être en mesure d'utiliser leurs mitrailleuses contre les fantassins, voire si faible qu'elle empêche ceux-ci d'utiliser leurs lance-missiles. En effet, la plupart des modèles ont une portée maximale mais aussi une portée minimale, parce que le mécanisme de guidage doit « capturer » le missile après son lancement pour l'orienter

sur sa cible (les roquettes antichars ont, elles aussi, une portée minimale, afin de protéger le tireur de l'explosion).

Rappelons que l'Allemagne n'est pas une région aride. Sa végétation est assez abondante pour dissimuler les fantassins équipés de missiles et leur offrir une protection notable contre des tirs directs. En outre, s'ils en ont le temps, les défenseurs peuvent exploiter les avantages du terrain en plaçant des fortifications et des champs de mines. Avec des engins de travaux publics, des véhicules de combat spécialisés que possède le génie pour creuser des tranchées et forer des abris, ou même avec des outils aussi sommaires que des pelles et des scies, il est possible de transformer un terrain exposé en zone fortifiée. Malgré la sophistication technologique croissante des armements, les moyens les plus éprouvés – se protéger des trajectoires paraboliques des mortiers et des obus, installer ses propres positions de tir dans le creux de tranchées et en arrière de fossés antichars – n'ont rien perdu de leur validité. Avec plus de temps encore, une barrière continue, fortifiée par de solides positions de tir bétonnées reste un excellent instrument de défense, malgré des préjugés tenaces depuis la ligne Maginot. Un délai très court suffit à placer des mines antichars en avant des lignes de défense. La tâche peut être accomplie manuellement ou, beaucoup plus vite, par des véhicules spécialement adaptés ou même par des tirs de roquettes devant une colonne blindée en déplacement. En revanche, quand les positions de tir se détachent sur le paysage et constituent de véritables cibles, quand les fortifications, trop fragiles, n'offrent aucune résistance à l'artillerie, quand les champs de mines ne peuvent être protégés par le feu ami pour permettre aux troupes de reculer, alors la défense court au désastre.

À ce niveau de la stratégie, chacun des éléments décrits ci-dessus est décisif. Mais un autre facteur peut sceller le sort de la bataille : la compétence. J'entends par là non seulement la maîtrise des armements,

mais aussi toutes les formes, beaucoup plus subtiles, d'expertise tactique, nécessaires pour tirer avantage des circonstances particulières dans le déplacement et le positionnement des forces. Les aptitudes naturelles et la formation des hommes qui s'affrontent prennent ici toute leur importance. Adoptent-ils la meilleure attitude possible pour se protéger tout en infligeant des pertes à l'ennemi ? L'encadrement intermédiaire sent-il le terrain ? A-t-il une bonne vision de la configuration de la bataille ? Saura-t-il, intuitivement, choisir les meilleures positions de défense ou – pour le camp adverse – les meilleures voies d'approche ?

## *Le leadership, le moral et la chance*

Le talent est une qualité individuelle. Pourtant, les équipages des blindés ou les servants des missiles agissent en groupes, aussi restreinte soit la taille de ceux-là. De ce fait, le talent individuel compte beaucoup moins ici que le savoir-faire d'ensemble, lequel dépend de la compétence de l'encadrement. A-t-il été sélectionné en vertu de ses compétences tactiques ou de son obéissance ? Les officiers subalternes qui commandent les unités de blindés sont-ils prêts à prendre des initiatives ou se considèrent-ils comme de simples courroies de transmission des décisions de la hiérarchie ?

Encore la compétence du commandement est-elle insuffisante quand les troupes refusent de faire face au danger. Dès que la confrontation tactique s'engage, dans le fracas assourdissant de l'artillerie, les rafales sinistres des mitrailleuses, les déflagrations des mortiers, quand le sol semble éclater et se projeter dans les airs, aussitôt qu'un char ou qu'un véhicule blindé touché par un tir brûle ou explose, qu'un fantassin voit ses premiers camarades tomber, dès que l'épreuve du feu est engagée, il devient clair que la compétence du commandement ne suffit pas.

Par pur instinct, les assaillants dans leurs blindés sont tentés de faire halte à l'abri du premier accident de terrain qui se présente à eux, plutôt que de poursuivre leur progression dans un environnement inconnu contre un ennemi invisible, équipé de missiles mortels. Le même instinct irrépressible incite les fantassins à fuir, plutôt qu'à tenir leurs positions face aux monstres d'acier qui avancent inexorablement. Leurs lance-missiles leur paraissent bien dérisoires quand il résulte d'un calcul de probabilités empirique qu'ils vont mourir, dans quelques minutes, écrasés sous les chenilles des blindés, à moins de parvenir à frapper chacun d'entre eux.

Pour surmonter l'instinct de conservation – condition essentielle du combat – toutes les armées s'appuient sur trois facteurs immatériels que reflètent les parades en ordre serré (cultivant l'obéissance automatique) : les discours, les chants et les drapeaux (qui inspirent la fierté) ; les punitions et les récompenses ; le moral des individus, la discipline du groupe et la cohésion des unités. Parmi ces éléments décisifs, quoique échappant à toute mesure, c'est, en général, la cohésion des petites unités qui prime, car la détermination des soldats à combattre pour leur survie mutuelle résiste mieux à l'onde de choc de la bataille que tout autre facteur contribuant à un moral élevé.

Ainsi, au niveau tactique de la stratégie, un certain nombre de facteurs immatériels doivent être pris en compte : la compétence, le leadership, le moral, la discipline et la cohésion de groupe jouent, le plus souvent, un rôle décisif dans l'issue du combat. Leur importance explique pourquoi les estimations concernant la puissance relative des différentes armées peuvent être à ce point erronées quand elles se limitent aux aspects techniques : même poursuivies avec un luxe de détails, les comparaisons entre des listes d'armement négligent l'essentiel.

Un autre facteur a une incidence considérable dans l'affrontement tactique, il s'agit de la chance, cette combinaison de probabilités et

d’impondérables. Par exemple, les troupes d’un camp ou de l’autre sont épuisées par le manque de sommeil, rendues malades par des rations avariées, affamées par une rupture d’approvisionnement, sous le choc d’un précédent affrontement particulièrement dur et, dans tous les cas, soumises à des impondérables tels que la météo. En Europe centrale, une brume épaisse ou des brouillards denses peuvent survenir pendant plusieurs mois de l’année. Ces circonstances permettent aux chars et aux véhicules de combat de surgir face aux défenseurs, alors dans l’impossibilité de tirer un seul missile, dans le cas où ils n’ont pas déjà abandonné leurs positions après avoir entendu les blindés invisibles approcher, expérience profondément démoralisante.

## *Offensive et défense : l’importance de l’asymétrie*

Tous les éléments dont nous venons de mesurer l’importance, au niveau tactique, apparaissent dans les différentes formes de combat – terrestre, naval ou aérien – sous des formes spécifiques. Pour autant, les données géographiques, la compétence, le leadership, le moral, la cohésion et la chance affectent-ils les deux camps au même titre ? Leur incidence est-elle susceptible de modifier les conclusions auxquelles nous sommes parvenus en analysant le niveau technique et, en particulier, notre verdict sur la validité de l’emploi de missiles antichars par l’infanterie contre les colonnes blindées soviétiques dans la défense de l’Europe centrale ? À la première question, la réponse est non, à la seconde, oui. Voyons tout de suite pourquoi.

En premier lieu, les deux camps ne sont pas soumis aux mêmes nécessités. Les forces blindées soviétiques ont pour seule préoccupation

d’avancer. Les hommes se contentent de manœuvrer les chars et de servir leurs armes, leur vision se réduit à d’étroits épiscopes et ils sont protégés du spectacle impressionnant et du fracas de la bataille par le blindage de leurs véhicules et le bruit des moteurs. S’il revient aux officiers subalternes d’orienter la progression des colonnes et de tirer avantage du terrain, les soldats n’ont, quant à eux, nul besoin de faire preuve d’initiative.

En revanche, la mission de défense des fantassins exige beaucoup plus que de simples automatismes. Les sens en éveil, la conscience aiguisée, ils doivent repérer leurs cibles à la plus grande distance possible, en dépit du brouillard et des émanations de fumée, dues aux explosions ou aux fumigènes tirés par les chars pour protéger leur avance. Quand l’objectif est identifié, le tenir dans son viseur exige une grande concentration. Il faut alors tirer au moment propice et la décision est délicate. En effet, si la portée maximale est, *a priori*, préférable, plus la distance est grande est plus un accident de terrain sera susceptible de protéger le char de la trajectoire du missile. Après la mise à feu, durant les longues secondes de vol du missile jusqu’à l’impact, le servant doit suivre des yeux sa cible (on commence seulement aujourd’hui à utiliser les premiers missiles « tirez et oubliez »). Du repérage jusqu’à la destruction de la cible, l’ensemble de ces opérations, minutieuses et absorbantes, se déroule dans des conditions adverses, alors que la plus brève inattention peut conduire à la perte de contrôle du missile.

L’asymétrie est tout aussi flagrante en ce qui concerne la protection physique des combattants, sauf dans le cas où les défenseurs s’abritent derrière de solides fortifications. Si les missiles, les mines ou, éventuellement, des chars ennemis peuvent menacer la force blindée, les défenseurs sont eux, vulnérables à tous les types d’armes du champ de bataille : mitrailleuses, mortiers, lance-grenades, canons de chars et, plus encore, aux pilonnages de l’artillerie qui soutient l’avance des blindés. Outre les dégâts physiques qu’il peut infliger, cet arsenal a aussi pour

fonction de neutraliser le rôle tactique de l'infanterie, en contraignant les hommes à se mettre à couvert quand ils devraient attaquer leurs cibles.

Les défenseurs doivent agir contre tous leurs instincts et, plus encore, se défier de leurs raisonnements. La colonne de blindés est poussée vers l'avant par les unités qui la suivent. Pour autant qu'elle progresse dans la direction prévue, elle garde une grande marge d'improvisation. Dans ce cadre, ses responsables prennent leurs initiatives sans avoir à tenir compte du dispositif de défense qui leur fait face, dont ils ne peuvent avoir qu'une appréciation très approximative, excluant tout calcul. En revanche, les défenseurs passent leur temps à calculer : même dans les meilleures conditions de visibilité, la portée de leurs armes n'excède pas 4 000 mètres et, si la colonne blindée progresse à 16 kilomètres/heure, ils auront 15 minutes pour faire feu. Si des nappes de brume ou un épais brouillard réduisent la visibilité, le temps à leur disposition sera restreint d'autant. Dans les conditions propres à l'Europe centrale, on peut tabler, avec optimisme, sur une distance de 1 500 mètres et un temps de combat de 5 à 6 minutes. En théorie, les servants d'un lance-missiles parviennent à traiter à une nouvelle cible chaque minute, comme cela se vérifie à l'exercice, en temps de paix. Mais, au mieux, lors d'un épisode de combat, 2 minutes s'écoulent entre le repérage et l'impact, la probabilité pour chaque tir de détruire sa cible étant de 38 %, si l'ennemi ne crée pas des conditions trop éprouvantes pour les servants des lance-missiles.

À tout moment, les défenseurs doivent savoir s'ils peuvent tenir le front ou si la retraite est leur seule alternative à la mort ou à la capture, ils doivent donc estimer le nombre de chars et de véhicules de combat qui avancent sur eux. Si ce nombre vient à dépasser celui des lanceurs de missiles qui ont survécu aux bombardements de l'artillerie et aux tirs directs, alors les fantassins doivent en conclure que leur vie ou leur liberté vont être perdues dans les minutes qui suivent. Dans notre exemple, nous avons pris pour ennemi l'armée soviétique et le hasard a placé nos défenseurs face à une

colonne de chars. De ce fait, ils peuvent redouter le pire : quel que soit le nombre de blindés qu'ils parviennent à affronter, d'autres les suivent de près, engagés dans une attaque massive. L'abondance des blindés est à l'origine du concept que nous étudions ici – l'infanterie équipée de missiles – mais elle aboutit cependant à une situation tactique démoralisante dans laquelle le salut consiste à tirer un ou deux missiles avant d'abandonner sa position.

Les conclusions auxquelles nous avions abouti au niveau technique sont maintenant remises en question. Dans la perspective échafaudée précédemment, les défenseurs parvenaient à détruire un char en recourant à 2,56 missiles, d'un coût unitaire cent fois moindre que leur cible, ou un transport blindé avec 1,8 missile, d'un coût unitaire quinze fois moins élevé. Mais voilà que nous découvrons nos fantassins lanceurs de missiles écrasés sous un déluge d'artillerie, de mortiers et de tirs directs avant même d'avoir pu affronter l'ennemi ; ou incapables d'ajuster leur cible au cours des quelques minutes d'engagement, du fait des émanations de fumée ; ou encore perdant le contrôle des missiles en vol, en conséquence des déflagrations qui gênent leur concentration.

Revenons à nos calculs, maintenant que les réalités du niveau tactique ont ébranlé nos certitudes : combien de lanceurs de missiles sont nécessaires pour détruire un seul blindé dans notre exemple ? En faudra-t-il de dix à vingt, comme semble l'indiquer le bilan des conflits du Moyen-Orient ? Ou plus encore, du fait des conditions de visibilité défavorables en Europe centrale ? L'écart de coûts n'étant pas modifié, le ratio reste avantageux, mais la marge a considérablement diminué. De notre examen du niveau tactique, nous pouvons donc tirer la conclusion – encore provisoire, il est vrai – que le concept d'infanterie équipée de missiles est beaucoup moins prometteur qu'il n'y paraissait. Mieux encore, nous comprenons à quel point le succès dépend de la qualité des combattants. Dans la bataille, les facteurs intangibles – moral, discipline et cohésion –

prennent le pas sur les données matérielles, mais rarement à ce niveau, puisque la défense doit affronter ici des conditions plus éprouvantes que les attaquants, asymétrie remarquable et désavantage crucial inhérents au concept auquel nous avons à faire.

À ce point, il nous apparaît que les mérites de la formule proposée – l'infanterie équipée de missiles – tiennent, pour une large part, à des facteurs que nous aurions pu considérer jusqu'ici comme de simples détails administratifs. Revenons-en à la guerre froide : nos unités de fantassins auraient-elles eu une base territoriale, favorisant la cohésion ? Auraient-elles regroupé des proches, des amis, des voisins, attachés les uns aux autres, sélectionnés pour leurs aptitudes et formés aussi sérieusement qu'un entraînement à temps partiel le permet ? Ou aurait-il fallu les constituer avec d'anciens conscrits appartenant à la réserve, dispersés sur l'ensemble du territoire et se rencontrant pour la première fois à la veille de l'affrontement ? Ou encore, aurait-il été préférable de mettre sur pied un corps d'élite, composé de soldats triés sur le volet, solidement formés et encadrés, gages d'un moral élevé ? Et dans ce dernier cas, quel raisonnement aurait pu conduire les riches pays de l'Alliance à doter leurs meilleures unités d'armes à bon marché contre les forces du Pacte de Varsovie, plus pauvres et cependant plus lourdement équipées ?

On le voit, dès que la stratégie appréhende l'affrontement au niveau tactique, dans ses singularités de temps et lieu, elle rencontre la dimension humaine dans toute sa complexité. Du fait des multiples impondérables inhérents aux conditions climatiques et au facteur humain, des forces strictement équivalentes, du point de vue des effectifs et de l'armement, manœuvrant à l'identique sur un même théâtre, ne livreront jamais deux batailles similaires. Les hasards de tous ordres s'annulant mutuellement, il reste possible de bâtir des scénarios prudents, fondés sur un grand nombre d'observations (précision des armes, archives météorologiques) et d'en tirer des conclusions fiables d'un point de vue tactique. Encore ne seront-elles

valides que pour des forces spécifiques, dotées d'équipements particuliers et agissant selon des ressorts psychologiques établis.

L'art de la guerre repose sur une multitude de détails, aussi les préceptes tirés de l'étude de la tactique n'ont-ils qu'une validité temporaire et locale. Les préconisations et les mises en garde dépendent toujours du caractère particulier de l'adversaire et des performances propres aux armements utilisés. Telle ou telle procédure, qu'il s'agisse d'attaquer un avant-poste, d'intercepter un appareil en vol ou d'arraisonner un navire, se révélera d'une témérité suicidaire ou d'une timidité excessive selon les spécificités de l'ennemi. Les manuels de tactique sont ainsi condamnés à subir des révisions radicales, chaque fois qu'une nouvelle génération d'armements transforme l'impensable en simple routine et les pratiques les plus sûres en entreprises périlleuses. La lecture des classiques de la tactique vaut pour les jugements généraux qu'ils recèlent, mais il serait vain d'y chercher des points de vue circonstanciés. Quant aux traités contemporains des deux guerres mondiales, outre leur moindre valeur littéraire, ils sont, eux aussi, périmés. C'est pourquoi la réflexion tactique ne devrait être confiée qu'à des experts à la pointe de l'actualité, puisque, comme les « stratégies » normatives, destinées à promouvoir la politique la plus adaptée à tel ou tel pays, elle n'a qu'une validité temporaire, ce qui la distingue de la stratégie au sens propre, laquelle n'a pas de vocation prescriptrice mais se contente de décrire des phénomènes immuables, indépendants de la conscience que nous pouvons en avoir.

## *Les limites du domaine tactique*

En opérant un arrêt sur image dans l'affrontement entre l'infanterie équipée de missiles et les colonnes blindées, nous avons exclu tout changement d'option tactique de l'un ou l'autre camp, dû, par exemple, au

succès ou à l’échec ponctuel qui provoquerait une réaction en chaîne. Selon notre postulat simpliste, les deux armées, quoique prêtant une grande attention au terrain, se contentaient d’exécuter une tactique sommaire d’attaque ou de défense frontale.

Cette approche simplifiée peut valoir lors du choc initial entre les premières vagues d’assaut blindées et la ligne de défense avancée de l’infanterie antichar. Dans le cas, toutefois, où la défense parvient à repousser cette première vague, une riposte est inévitable, qu’elle vise à éliminer la défense par une préparation d’artillerie plus nourrie ou à la contourner d’une autre manière. On peut aussi envisager une réaction de la défense ; soit qu’elle exploite le répit ainsi gagné pour s’installer sur de nouvelles positions ; soit qu’elle lance des détachements équipés de roquettes antichars à la poursuite de l’ennemi, si le relief et la végétation s’y prêtent ; soit, encore, qu’elle prépare une embuscade au cours de laquelle elle laissera progresser la vague d’assaut suivante avant de l’attaquer sur ses arrières. Avec cette manœuvre, une nouvelle phase commencera.

Les unités particulières que nous avons examinées n’agissent pas en sujets autonomes, poursuivant des objectifs qui leur seraient propres. La bataille qui mobilise leur attention – et dont dépend leur survie – est une pièce dans un affrontement plus vaste dont se préoccupent les échelons supérieurs du commandement et les autorités nationales des deux camps. C’est à ce niveau que les plans, à l’origine de ce face-à-face, ont été élaborés et que les décisions ont été prises. Dès que le conflit commence, ce même niveau s’efforce de maîtriser le cours des événements en réagissant aux premiers résultats. L’état-major utilisera, par exemple, l’artillerie ou l’aviation pour soutenir les unités déjà engagées ou bien il les laissera sans assistance. S’il choisit de les sacrifier, en ne leur procurant aucun soutien, ce sera ou bien pour tirer parti jusqu’au bout de leur capacité à retarder l’ennemi dans une perspective défensive, ou bien comme instrument d’une

feinte, alors que se prépare une contre-attaque. Une fois que les unités du champ de bataille sont absorbées par leur propre survie, le contrôle des échelons supérieurs s'exerce seulement sur les nouvelles forces qu'elles engagent ; elles peuvent décider d'affecter celles-ci à de nouvelles positions défensives ou choisir une option offensive et les utiliser comme vecteur d'une attaque. La généralisation des communications instantanées ne signifie pas le contrôle instantané des unités déjà engagées, si bien que l'éventail des initiatives ouvertes à ces dernières dépend des initiatives que prend ou non l'ennemi.

Dès lors, le jeu des actions et des réactions ne se cantonne plus au niveau tactique. La poursuite de notre enquête exige une perspective nouvelle et beaucoup plus large ; elle négligera les détails propres au terrain et aux diverses circonstances et mettra en relief l'ensemble des forces rivales et leur déploiement. Ce changement d'échelle exige que nous nous placions au niveau suivant de la stratégie, non sans noter d'abord que toutes les formes de guerre, anciennes et contemporaines, qu'elles soient navales, aériennes ou spatiales, et même les affrontements qualifiés, par abus de langage, de « stratégiques » [*1], peuvent, comme la phase de combat terrestre qui nous a servi d'exemple, être examinées du point de vue tactique.

*1. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'adjectif « stratégique », dans une acception large, qualifie les avions et les missiles à *long rayon d'action*, par opposition à leurs équivalents de moindre portée, dits « tactiques ». De manière significative, l'opposition ne s'applique pas aux forces navales. Cette terminologie malencontreuse s'est imposée en deux temps, par l'intermédiaire des promoteurs de la puissance aérienne. D'abord, les bombardiers, dont ils préconisaient l'emploi contre les cibles industrielles et civiles, ont été appelés stratégiques, afin d'accréditer la thèse selon laquelle leur emploi suffirait pour gagner une guerre par opposition aux bombardements tactiques, destinés au soutien des forces terrestres. Dans un deuxième temps, le terme « stratégique » a tout simplement recoupé la notion de long rayon d'action, nécessaire pour les bombardements aériens dans un *certain* nombre de configurations géographiques données, le terme « tactique » devenant alors synonyme de rayon d'action court. Nous nous trouvons là devant un exemple typique de distinction mal fondée, source éventuelle de confusion. En 1991, pendant la guerre du Golfe, les modestes bombardiers « tactiques » F 117 furent employés contre les centres névralgiques militaires à Bagdad et contre d'autres cibles stratégiques, pendant que les énormes bombardiers « stratégiques » B 52 avaient pour mission d'attaquer les troupes au sol occupant le Koweit ou d'autres cibles tactiques. De la même manière, en 1999, au Kosovo, les bombardiers « stratégiques » B 52, B 1A et B 2 étaient utilisés contre l'armée serbe alors que les F 15 Es, les F 117s et les autres bombardiers « tactiques » s'attaquaient aux objectifs stratégiques. Cette distinction n'est même pas la conséquence de l'introduction d'armes guidées qui ont permis une précision sans précédent et ont conduit à abandonner les bombardements massifs au profit de frappes sélectives sur des objectifs spécifiques. En juin 1941, déjà, la Luftwaffe, après avoir utilisé des appareils à court rayon d'action sur Varsovie, Rotterdam et Londres, lors de bombardements stratégiques, aurait eu besoin d'avions à très long rayon d'action pour attaquer les troupes soviétiques concentrées à l'arrière du front.

CHAPITRE 7

# LE NIVEAU OPÉRATIONNEL

Pendant longtemps, la terminologie militaire de langue anglaise a souffert d'un handicap : elle ne disposait d'aucun mot pour désigner le niveau intermédiaire de réflexion et d'action, situé entre la tactique et la stratégie, niveau qui appréhende les batailles dans leur totalité dynamique et qui élabore, discute et met en œuvre les méthodes génériques de la guerre. Comme nous le verrons, cette lacune avait eu sa raison d'être, mais celle-ci n'existait plus lorsque j'ai introduit le concept de niveau opérationnel, repris depuis par l'ensemble des manuels de stratégie américains et britanniques et couramment employé dans les écrits militaires[1]. Je me garderai bien de revendiquer la paternité du terme dont les équivalents allemand et russe ont une longue histoire et une place centrale dans la pensée militaire européenne[2]. Dans les deux langues, l'« art opérationnel de la guerre » désigne une combinaison plus générale que la somme de ses parties tactiques.

Au niveau technique de la stratégie, l'interaction concerne les armements ; au niveau tactique, les unités qui se font face. Au niveau opérationnel, pour la première fois, nous avons affaire à l'antagonisme de deux pensées. C'est à ce niveau que les méthodes d'ensemble pour la conduite de la guerre sont mises en œuvre, telles que la pénétration en profondeur par l'offensive blindée ou la défense en profondeur, le

bombardement stratégique de nœuds névralgiques par opposition à l'interdiction du champ de bataille aux forces terrestres, la défense aéronavale échelonnée ou d'autres notions. C'est au niveau opérationnel que le commandement de l'ensemble des forces impliquées se déploie et, plus encore, c'est à ce niveau que l'on peut appréhender l'affrontement dans sa totalité, avec toutes ses péripéties et ses retournements de situation.

Pour tout ce qui concerne les méthodes, le commandement et le déroulement de l'action, la frontière entre les réalités opérationnelles et tactiques est difficile à circonscrire en théorie bien qu'elle soit évidente en pratique. Là où des forces particulières, opérant selon les modalités tactiques qui leur sont propres – par exemple des sous-marins et la tactique de la guerre sous-marine, des unités d'artillerie et leur tactique –, ne suffisent plus à déterminer l'issue du combat, parce que d'autres forces et d'autres modalités tactiques interviennent aussi, il est alors nécessaire de se situer au niveau opérationnel. Une fois encore, nous pouvons négliger les définitions arbitraires. Dès que nous examinons un épisode d'affrontement, la stratification naturelle entre les niveaux superposés – et parmi ceux-ci le niveau opérationnel – nous apparaît sans ambiguïté. En outre, il va de soi que l'étagement entre niveaux tactique, opérationnel et stratégique est en relation directe avec l'envergure de l'action et la diversité des moyens exploités.

Considérons un instant la situation extrême d'une tribu primitive dont la force armée consiste en un ensemble de guerriers équipés de lances et de boucliers tous identiques et qui utilisent toujours la même formation de combat. Ici, les aspects technique, tactique et opérationnel coïncident : une défaite tactique sera aussi une défaite stratégique et aucune méthode de combat ne dépassera le niveau tactique. À l'inverse, pour les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, par exemple, des situations opérationnelles très différentes coexistaient, y compris sur un même théâtre, si bien que défaites et victoires tactiques pouvaient s'additionner au cours

d’une seule journée. De plus, des méthodes opérationnelles diverses furent mises en œuvre lors de chacun des grands épisodes de la guerre : débarquements sur les îles du Pacifique, campagnes de bombardements stratégiques des centres industriels allemands, guerre continentale de 11 mois après le débarquement en Normandie du 6 juin 1944, combats pour la suprématie navale dans le Pacifique…

Si la diversité et l’envergure sont des conditions nécessaires à l’existence du niveau opérationnel, elles ne sont pas suffisantes. Sa spécificité tient à ce que l’action qui s’y déroule ne se résume pas à la somme de ses parties tactiques et cela dépend du *style de guerre* pratiqué et de la place de celui-ci sur un large spectre qui va de la guerre d’usure, à une extrémité, jusqu’à la manœuvre, à l’autre extrémité.

## *Guerre d’usure et manœuvre*

J’appelle « guerre d’usure » la guerre conduite par des méthodes industrielles. L’ennemi y est réduit à un ensemble de cibles qu’il s’agit de détruire les unes après les autres, en s’appuyant sur une puissance de feu supérieure et un avantage matériel général. En théorie, le conflit peut se poursuivre jusqu’à élimination totale du « stock » de cibles ennemies, à moins qu’une retraite ou une reddition ne mettent fin au processus, comme cela se produit le plus souvent.

Plus une composante d’usure entre dans un style de guerre donné et plus celui-ci obéira à des techniques normalisées d’acquisition des cibles, d’attaque et de réapprovisionnement, réduisant de ce fait la possibilité – ou la nécessité – de recourir à des méthodes opérationnelles. Un processus technique remplace ici l’art de la guerre et ses subtilités. Aussi longtemps qu’il est possible d’entretenir et d’alimenter une puissance de feu dominante à portée de cibles statiques (villes ou tranchées) ou de forces

ennemies que leur propre mode d'action contraint à l'immobilité et à la concentration (on voit ainsi que ce style ne convient pas dans la lutte contre la guérilla), la victoire est mathématiquement certaine, pour autant que l'usure réciproque causée par la puissance de feu de l'ennemi reste supportable. En effet, dans ce style de guerre, la victoire dépend de la supériorité matérielle, elle ne saurait donc être acquise au prix de manœuvres sophistiquées, qui épargneraient les hommes et le matériel.

La guerre d'usure à l'état pur, entièrement assimilable à un processus industriel et ignorant l'ingéniosité et l'artifice, n'existe pas. Mais sa composante est souvent très majoritaire dans le dosage des conflits. Ainsi, la guerre des tranchées, lors du premier conflit mondial, a consisté en une succession d'affrontements entre artilleries rivales, entrecoupés des vagues d'assaut de l'infanterie, lancées sur des lignes de défense consolidées par des mitrailleuses et des mortiers. De la même manière, entre juin et août 1940, la Luftwaffe a recherché délibérément la confrontation avec la Royal Air Force parce qu'elle était convaincue, bien à tort, de sa supériorité matérielle sur cette dernière ; à El Alamein et dans la plupart des batailles suivantes, le général Montgomery a utilisé un rapport de forces largement favorable lors des préparations d'artillerie, des assauts frontaux de l'infanterie et, plus encore, lors de la progression de ses unités blindées ; pendant leur campagne sous-marine de 1941-1943, les Allemands avaient pour objectif de gagner la guerre en réduisant le tonnage du transport transocéanique en deçà du minimum nécessaire à l'effort de guerre allié ; de 1943 à 1945, la campagne d'Italie a dégénéré en une succession d'offensives frontales permettant aux Alliés de grignoter des positions, après l'échec de leur tentative d'encerclement de l'ennemi à Anzio ; les bombardements aériens sur l'Allemagne et sur le Japon visaient à la destruction progressive des centres industriels et des grandes concentrations urbaines ; après la percée en Normandie, Eisenhower s'efforça de déployer son offensive sur un large front, même si le général Patton prit l'initiative,

en plusieurs occasions, de manœuvres en profondeur qui dérogeaient à ce plan ; en Corée, en 1951-1952, le général Ridgway conduisit ses offensives le long d'un front continu, reliant les deux côtes, contre les forces nord-coréennes et chinoises soumises aux tirs d'artillerie et aux bombardements aériens ; au Vietnam, une grande partie de l'intervention américaine était orientée vers la guerre d'usure, malgré le refus obstiné de l'ennemi de rassembler ses forces en formations assez massives pour être vulnérables aux bombardements (les actions dites de « recherche et destruction » avaient pour fonction de pallier cette difficulté en induisant des concentrations forcées) ; enfin, même l'équilibre de la terreur, pendant la Guerre froide, consistait à pointer les ogives nucléaires sur les industries et les populations urbaines, afin de dissuader les gouvernements de toute agression en les menaçant de destructions insoutenables.

L'autre extrémité du spectre est occupée par la *manœuvre relationnelle* qui ne vise pas à détruire l'adversaire dans sa substance physique, mais à le paralyser, en perturbant le fonctionnement de ses « systèmes », structures de commandement militaire, soutien logistique, modes d'opération, ou même l'un de ses systèmes techniques, comme cela se produit lorsque des leurres électroniques sont opposés aux radars, de préférence aux méthodes brutales de brouillage ou à la destruction physique.

Dans un premier temps, la manœuvre relationnelle s'appuie sur l'esquive ; elle ne se soucie donc pas de cibler les concentrations des forces ennemies, mais elle cherche à exploiter une supériorité spécifique, dans un domaine limité, contre une faiblesse présupposée de l'ennemi, que celle-ci soit d'ordre physique, psychologique, technique ou organisationnel.

Là où la guerre d'usure fonctionne sur le modèle des lois de la physique, avec ses résultats proportionnels à la quantité et à la qualité d'énergie dépensée (sauf quand l'ennemi parvient à inverser le rapport de forces), l'issue de la manœuvre relationnelle dépend avant tout d'une identification adéquate des forces et des faiblesses de l'adversaire. Pour peu

que cette condition soit remplie, le succès repose encore sur une combinaison d'effet de surprise et de vitesse d'exécution afin de frapper le point faible de l'ennemi avant qu'il ne réagisse en exploitant ses propres atouts. Deux conséquences méritent d'être soulignées. En premier lieu, la manœuvre relationnelle offre parfois un avantage hors de proportion avec les ressources mobilisées et peut ainsi mettre la victoire à la portée du protagoniste le plus faible du point de vue matériel. Mais il arrive aussi qu'elle mène à l'échec, quand l'avantage spécifique opposé à la faiblesse présumée de l'adversaire ne peut être exploité jusqu'au résultat escompté, ou qu'il se heurte à une résistance inattendue, en conséquence d'une mauvaise information. L'usure échoue « en douceur » ou bien elle réussit par effet cumulatif : une cible manquée ou mal identifiée pourra faire l'objet d'une nouvelle frappe, sans remise en cause de l'action d'ensemble. En revanche, l'échec d'une manœuvre relationnelle sera « catastrophique » parce qu'une seule erreur d'appréciation ou d'exécution suffit à ruiner toute l'opération. En d'autres termes, la guerre d'usure se paye à prix coûtant pour un risque faible, quand la manœuvre relationnelle autorise des coûts réduits, mais comporte une forte part de risque.

Venons-en à une autre conséquence. La manœuvre relationnelle exige une grande précision dans l'identification des faiblesses de l'ennemi, ainsi que dans l'exécution, elle repose donc sur une approche qualitative. Dans un cas extrême – une opération de commando, par exemple – où des forces réduites cherchent à tirer parti des faiblesses de l'adversaire, la précision requise ne peut être obtenue que par des unités formées à cette fin. D'une manière plus générale, la manœuvre relationnelle impose le strict respect des règles et des procédures. À la différence de la guerre d'usure, elle ne s'accommode pas d'une substitution de la quantité à la qualité.

Pas plus que la guerre d'usure, la manœuvre n'existe à l'état pur dans un conflit. Selon les cas, la teneur en manœuvre est plus moins forte dans le

dosage. En ce qui nous concerne ici – c'est-à-dire l'examen du niveau opérationnel et de ses méthodes – c'est précisément cette adjonction qui intéresse : plus la manœuvre relationnelle intervient et plus le niveau opérationnel gagne en importance. Parmi les exemples modernes comportant une forte teneur en manœuvre relationnelle, on peut citer le débarquement de 1915 à Gallipoli, tentative avortée de contraindre l'empire Ottoman à abandonner sa participation au conflit mondial, en exerçant une menace directe sur Istanbul (dans les faits, il fallut vaincre les divisions impériales les unes après les autres) ; les occurrences successives du *Blitzkrieg* allemand contre la Pologne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, la France, la Yougoslavie, la Grèce et l'Union soviétique, jusqu'en 1942, au cours desquelles les défenses étirées le long des frontières nationales et destinées à prévenir des offensives menées sur un large front furent mises à mal par des percées de l'infanterie appuyée par l'artillerie, dans lesquelles les forces mécanisées s'engouffraient en profondeur en désorganisant les lignes de ravitaillement et les centres de commandement, laissant les états-majors paralysés par l'effet de surprise ; la riposte anglo-américaine à la guerre sous-marine qui consista à tirer avantage des lacunes de la reconnaissance aérienne allemande en regroupant les navires en convois, occupant une fraction infime de l'Atlantique, ce qui réduisait d'autant les probabilités pour les sous-marins de croiser une cible potentielle ; la campagne britannique de 1940, dans le Sahara, où l'armée italienne, malgré sa large supériorité numérique, subit des pénétrations mécanisées sur ses flancs et se trouva ainsi coupée de son unique ligne de communication, établie le long de la côte libyenne ; la campagne japonaise de 1941-1942, en Malaisie, qui défit les troupes britanniques malgré leur avantage en nombre et en matériel, en prenant le contrôle de leur route de communication côtière, par des incursions répétées depuis la jungle ou la mer, contraignant chaque fois les Britanniques à reculer plus loin vers le Sud de la péninsule ; les pénétrations en profondeur

de la 3e Armée du général Patton en juillet et août 1944, qui repoussèrent les forces allemandes tenant le Nord-Ouest de la France, après le débarquement en Normandie ; l'opération *Market-Garden*, en septembre 1944, qui visait à pénétrer en Allemagne du Nord depuis les Pays-Bas, en confiant aux forces aéroportées la mission de s'emparer des ponts par lesquels les forces blindées et motorisées britanniques devaient avancer jusqu'à Arnhem, sur le Rhin (parmi d'autres facteurs, la lenteur des blindés britanniques explique l'échec de l'opération) ; la contre-offensive de Patton, en décembre 1944, destinée à percer les flancs de l'armée allemande avançant vers l'ouest à travers les Ardennes ; la vaine tentative de désorganiser l'économie de guerre allemande en concentrant les bombardements aériens sur des « goulots d'étranglement » industriels plutôt que de pilonner les zones urbaines ; la contre-offensive de MacArthur dans le centre de la Corée, en 1950, à partir du débarquement d'Inchon, alternative aux laborieuses offensives frontales, qui coupa l'armée nord-coréenne de ses arrières avec succès ; les fructueuses opérations de défense des villages, au Vietnam, au cours desquelles de petits détachements de *Marines* parvinrent à galvaniser les milices locales ; les offensives de 1948, 1956 et 1967, dans le Sinaï, et celle de 1973, à travers le canal de Suez, quand les colonnes israéliennes disloquèrent les lignes de défense égyptiennes en exploitant l'effet de surprise et en perçant le front, avant de pénétrer en profondeur dans le territoire ennemi et de couper ses lignes de ravitaillement, neutraliser ses postes de commandement et détruire ses sites de missiles anti-aériens, ouvrant ainsi le ciel à l'aviation israélienne ; enfin, l'emploi de la puissance aérienne par les États-Unis contre l'Irak en 1991 puis contre la Fédération de Serbie-Monténégro, en 1999, qui atteignit le double objectif de neutraliser des forces terrestres relativement importantes et d'éviter les victimes américaines, devenues intolérables pour le pays.

# *Des styles nationaux dans les politiques de défense et dans la guerre*

Lorsqu'une nation ou une armée estime bénéficier d'une supériorité matérielle significative sur son ennemi – que cette appréciation soit ou non fondée – elle aura tendance à privilégier la guerre d'usure et ses méthodes jugées plus fiables : offensives frontales, campagnes de bombardement systématiques ou attaques navales directes. À l'inverse, un pays qui, à tort ou à raison, s'estime moins bien doté que son adversaire, ou qui refuse de payer le prix en vies humaines inhérent à la guerre d'usure, s'efforcera d'identifier le défaut de la cuirasse chez l'adversaire et de l'attaquer par les méthodes de la manœuvre relationnelle, en accroissant à la fois le risque et le possible retour sur investissement. Ces inclinations – nous ne pouvons pas encore parler de choix arrêté – ont des implications plus larges. La propension à la guerre d'usure conduira à développer ses forces en accord avec ses propres préférences et ses normes. Un pays plus enclin à la manœuvre relationnelle bridera ses préférences et développera les capacités dont il estime pouvoir tirer le meilleur parti face aux faiblesses de l'ennemi. Selon ces orientations, l'exploitation du renseignement différera, elle aussi, non dans les techniques de collecte et d'analyse des données, mais dans l'attitude vis-à-vis de l'ennemi : en vue de la guerre d'usure, la priorité consistera à identifier les cibles, sans se préoccuper outre mesure de la nature de l'adversaire, quand la perspective de la manœuvre relationnelle incitera, avant tout, à comprendre ses ressorts, pour mieux cerner ses points vulnérables, lesquels pourront être politiques, culturels ou psychologiques plutôt que matériels. En outre, un pays adepte de la guerre d'usure voudra frapper l'ennemi là où il est le plus fort et tendra à surestimer les atouts de ce dernier, même s'il s'attribue l'avantage dans l'ensemble[*1]. À l'inverse, un pays enclin à la manœuvre relationnelle, attaché à cerner les faiblesses de l'adversaire, sera enclin à sous-estimer la puissance de ce dernier,

quoiqu'il lui prête, dans l'ensemble, l'avantage. Chacun adhère ainsi à un préjugé conforme à ses intentions, soit en évitant le risque et en payant le prix fort, dans le cas de la guerre d'usure, soit en acceptant les risques dans l'espoir de vaincre au meilleur prix.

Dans une large mesure, la définition des politiques de défense, en temps de paix, comme la conduite de la guerre reflètent des styles nationaux dans lesquels se devine une inclination plutôt favorable à la guerre d'usure ou à la manœuvre relationnelle. Il va sans dire qu'ils ne traduisent pas des traits de caractères nationaux fixés de toute éternité et moins encore des particularités ethniques. Le style correspond à la perception qu'une nation peut avoir de sa force ou de sa faiblesse matérielle *relative* et, de ce fait, il varie en fonction de l'ennemi spécifique qui fait l'objet de la comparaison.

Pendant les deux siècles qui ont précédé 1914, la Grande-Bretagne, adversaire des grandes puissances continentales, a adopté une approche tout empreinte de manœuvre relationnelle : plutôt que d'affronter des régiments à pied d'une indiscutable supériorité avec son infanterie réduite, elle a employé l'or et la diplomatie pour recruter en Europe des alliés aux armées conséquentes, pendant que la Royal Navy parait aux invasions, assurait d'éventuels blocus continentaux et fournissait le ravitaillement ou les renforts en troupes aux alliés dans le besoin. La diplomatie joua aussi un grand rôle dans les guerres coloniales. Pourtant, chaque fois que l'affrontement fut inévitable, la Grande-Bretagne en revint aux méthodes de la guerre d'usure : les potentats récalcitrants et les tribus insoumises ne se voyaient pas opposer des manœuvres sophistiquées, mais devaient faire face aux attaques frontales de lignes de tirailleurs qui les cueillaient presque à bout portant, avec une efficacité encore améliorée lorsque fut introduit le fusil Maxim.

Israël, entre 1967 et 1973, nous fournit l'exemple d'un brusque changement de style national, suivi d'un retour à la position initiale. Le

sentiment de supériorité matérielle, acquis après le conflit de 1967, conduisit à un abandon progressif de la manœuvre relationnelle, si bien que la doctrine en vigueur privilégiait l'attaque frontale et la défense linéaire quand la guerre éclata en 1973. Mais les sévères défaites tactiques subies durant les premiers jours de combats créèrent un choc considérable et un retour immédiat à la doctrine antérieure[*2]. Par ailleurs, il existe des exceptions qui relèvent des individus ou des circonstances. En 1944, le style militaire américain privilégiait la guerre d'usure (un choix cohérent avec la puissance matérielle du pays et la formation sommaire de ses conscrits), mais ce penchant n'empêcha pas les incursions en profondeur du général Patton, destinées à tirer parti de la moindre mobilité des Allemands, due aux pénuries de carburant et de véhicules. De même, la manœuvre d'encerclement mise au point par le général MacArhur, en 1951, comportait, comme tous les classiques du genre, une bonne dose de risque pour un très haut rendement et se déroula sur une vaste échelle, puisqu'elle prenait à revers toute la partie de la péninsule coréenne située au sud d'Inchon.

Bien qu'ils soient soumis à des évolutions ou à des remises en cause, les styles nationaux sont assez stables pour être définis en tant que tels. À ce stade de mon développement concernant la guerre d'usure et la manœuvre relationnelle, il devrait être clair que ces deux instances se retrouvent à tous les niveaux de la stratégie et non au seul niveau opérationnel.

Il m'a paru néanmoins légitime de les introduire ici, parce que l'importance du niveau opérationnel dépend exclusivement de la place qu'y occupe la manœuvre relationnelle. Lorsqu'une action relève avant tout de la guerre d'usure – comme ce fut le cas, pour l'essentiel, pendant la guerre des tranchées, entre la fin 1914 et 1918, le point de vue opérationnel, quoique panoramique, ne saisit qu'une perpétuelle répétition des mêmes épisodes tactiques, sur tous les secteurs du front. Ici, le niveau opérationnel est égal à la somme de ses parties tactiques. Il n'enrichit en rien les enseignements

déjà tirés d'un examen attentif, au niveau tactique, de l'un quelconque de ses épisodes.

Cette vérité vaut pour toutes les formes de guerre. Dans la phase initiale de la bataille d'Angleterre, alors que prédominait la campagne d'usure menée par la Luftwaffe contre la Royal Air Force, à coup de bombardements quotidiens contre les bases aériennes et les usines aéronautiques britanniques, les combats opposaient les escortes de chasseurs allemands aux Hurricane et aux Spitfire qui tentaient d'intercepter les bombardiers ennemis. Un seul facteur entrait alors en ligne de compte : la somme arithmétique des pertes à l'issue de chacune de ces confrontations. Aucun objectif opérationnel n'était défini (par opposition aux objectifs stratégiques) d'un côté ou de l'autre et aucune méthode relevant du niveau opérationnel n'intervenait[3].

À l'inverse, plus la présence de la manœuvre relationnelle est marquée et plus le niveau opérationnel gagne en importance. La meilleure illustration en est sans doute le *blitzkrieg*, archétype de l'offensive au cours de la Seconde Guerre mondiale, pratiqué non seulement par ses inventeurs allemands, mais aussi par leurs ennemis russes et américains et souvent exploité, après 1945, par les Israéliens, les Nord-Coréens, ainsi que par les Nord-Vietnamiens, pendant l'offensive finale de 1975. Aucune autre méthode ne dépend à ce point de la manœuvre relationnelle.

## *Le Blitzkrieg : la prime et les risques de la manœuvre relationnelle*

Observons une offensive de pénétration en profondeur d'un point de vue tactique. Mieux encore, poursuivons notre examen aussi longtemps que l'attaque se poursuit. Aucune cohérence n'émerge de ces actions

fragmentaires dont le sens nous échappe. À travers chaque percée, une longue colonne de chars, de transports de troupe et de camions pénètre en territoire ennemi sans rencontrer de résistance significative. Hormis de brefs engagements, quand les chars en tête de colonne arrivent à proximité des barrages de la police militaire ennemie ou croisent, par inadvertance, ses convois de ravitaillement dirigés vers le front, le tableau évoque un défilé triomphal plus qu'un épisode de guerre. La marche en avant paraît irrésistible, jusqu'à la capitale du pays ennemi, peut-être, dont la chute pourrait bien conclure le conflit.

Revenons maintenant sur la ligne de front, au point de départ de l'action, pour observer comment notre colonne est parvenue à percer la barrière étanche de troupes et d'armements, disposés tout le long de la frontière. Des assauts de l'infanterie, soutenue par des tirs d'artillerie et des frappes aériennes ont ouvert une brèche par laquelle les chars se sont engouffrés sans délai. Alors que la défense avait étiré ses forces tout le long du front, l'attaque s'est concentrée sur ce secteur, ouvrant un étroit passage, des deux côtés duquel la puissance défensive reste intacte. Mais elle est harcelée par de brèves attaques aériennes et son attention est mobilisée par des opérations de diversion, lancées par des unités aux effectifs peu nombreux. Quoi qu'il en soit, son potentiel n'est pas entamé.

La brèche ouverte dans le front reste malgré tout précaire : les défenseurs n'ont qu'une courte distance à couvrir pour rétablir le contact et colmater la fuite. L'offensive en fer de lance qui nous paraissait tout à l'heure assurée de la victoire est-elle, en réalité, condamnée à une défaite imminente ? Notre colonne de chars, ayant franchi le front, est déjà loin de ses bases arrière dont sa survie dépend. Une noria de camions circule le long de l'artère vitale et pourvoit à son approvisionnement en carburant et en munitions, mais les forces défensives de part et d'autre de la brèche ne devraient pas manquer de mettre fin à ce va-et-vient dès qu'elles auront opéré leur jonction. Les chars, les transports de troupes, les pièces

d’artillerie et le reste du matériel seront alors isolés. Même si elle rencontre peu de résistance et n’épuise pas ses munitions, la colonne aura vite brûlé tout son carburant.

Aussitôt sa progression interrompue, la colonne révélerait son extrême vulnérabilité tactique : la longue file étroite de véhicules se résume à deux flancs fragiles et, dépourvue d’un front solide, elle est prête à céder à la première attaque sur l’un ou l’autre de ses côtés. À la première occasion, un détachement ennemi, même réduit, pourrait la couper en deux. Un dispositif aussi imprudent n’est-il pas une aubaine pour l’ennemi ? Dans une situation normale, les forces qui composent la colonne seraient difficiles à encercler, mais en s’enfonçant en territoire ennemi, elles se sont offertes à l’encerclement. À ce point, la progression déterminée des assaillants paraît se résumer à un transfert volontaire vers un camp de prisonniers de guerre.

Après l’observation rapprochée que nous a permise le niveau tactique, prenons maintenant du recul pour embrasser la situation depuis le niveau opérationnel. Une image toute différente s’offre à nos yeux : en premier lieu, il apparaît que notre colonne blindée n’est que l’un des vecteurs de la progression, une ou plusieurs autres colonnes avancent de la même manière. Chacune d’entre elles, il est vrai, s’est infiltrée par une brèche étroite et toujours vulnérable du front. Mais elles convergent vers leur objectif, si bien qu’il devient malaisé de savoir qui encercle qui, dans la mesure où les diverses voies de pénétration segmentent le territoire des défenseurs en autant de tranches de gâteau.

En outre, si nous tournons nos regards vers le front, nous découvrons que les forces de la défense, bien qu’intactes autour des percées, ne tentent pas de ressouder leur dispositif. Elles ont reçu un ordre de repli immédiat, afin de mettre en place d’une nouvelle ligne de défense, loin en arrière du front initial. À l’évidence, l’état-major souhaite assembler des forces conséquentes avant d’affronter les colonnes blindées pour un enjeu décisif : il s’agit de protéger les structures vitales de l’arrière, soit l’ensemble des

bases militaires, des dépôts, des convois de ravitaillement, des services et des centres de commandement.

Si nous portons nos regards à l'intérieur de ces centres de commandement – ceux des corps d'armée, des armées et des groupes – une grande confusion, voire un début de panique, d'ailleurs compréhensible, y règne. Les blindés ennemis se rapprochent à vive allure et le nouveau front, qui doit leur couper la route, n'existe encore que sur le papier. Dans la compétition qui se joue entre les deux armées, la défense, en plein repli, ne fait pas la course en tête : elle devrait déborder les assaillants pour reconstituer le front et la voilà elle-même débordée dans sa pesante retraite. Déployées initialement pour maintenir une résistance déterminée face à une attaque frontale, les forces de défense n'ont pas été structurées pour le mouvement. L'infanterie est répartie en compagnies et en bataillons, l'artillerie est disséminée en multiples batteries, censées fournir un appui à chacune des unités tenant le front. De même, les divisions de chars et de transports blindés n'ont pas été organisées en colonnes prêtes à avancer mais tiennent le front sur sa longueur, prêtes à lancer des contre-attaques localisées en appui de l'infanterie. Toutes ces forces doivent être recomposées avant d'entreprendre une retraite et, même dans les meilleures conditions d'organisation, la mise en route prend du temps. Quand arrive l'ordre de repli, les officiers – et la grande majorité des troupes qui n'ont subi aucune attaque, après les percées étroites et peu nombreuses de l'assaillant – sont gagnés par l'incompréhension : pourquoi se replier, alors que l'ennemi, de l'autre côté du front, n'avance pas ? Tout le monde est réticent à abandonner les lignes de défense bien protégées, avec leurs champs de mines, leurs positions de tir enterrées, voire leurs fortifications élaborées.

Les ordres étant les ordres, le repli commence. À contre-cœur et non sans problèmes : les camions maintenant indispensables sont disséminés à travers le pays, affectés à diverses tâches logistiques. Ceux qui restent

disponibles sont en nombre très insuffisant pour envisager un transfert immédiat de l'ensemble des troupes. Le manque de tracteurs pour les chars et les pièces d'artillerie est encore plus criant, et s'ils parcourent tout le trajet sur leurs propres chenilles, beaucoup d'entre eux tomberont en panne avant d'avoir atteint la nouvelle ligne de front. Il faut, en outre, organiser le repli des unités de premières lignes qui échangent encore des coups de feu avec l'ennemi, dont les forces paraissent, il est vrai, assez minces, puisque son véritable effort porte ailleurs. Quoi qu'il en soit, organiser le repli des troupes engagées dans le combat est une tâche épineuse.

Malgré ces difficultés, nous observons la mise en route du plan. La défense commence à rejoindre ses nouvelles positions, situées loin en arrière du front initial et où, secteur après secteur, une ligne de défense continue devra être reconstituée. Mais les opérations de transfert suscitent de nouveaux retards. Comme il se doit, les unités de soutien et de service ont précédé les forces combattantes et leurs convois de camions et de jeeps ralentissent le trafic routier. Plus le front s'éloigne et plus la circulation devient problématique : les civils évacuent leurs foyers en voiture, en charrette, en autobus ou à pied. Et voilà qu'au moment le plus inattendu, les défenseurs sont rattrapés par la guerre. Nous découvrons que des petits détachements rayonnent depuis la colonne blindée des assaillants et tendent des embuscades aux troupes de passage. Les groupes de combat opèrent en effectifs réduits, mais l'armée en retraite, prise par surprise, n'a aucun moyen de le savoir. La seule consigne reçue par les unités était de faire mouvement aussi vite que possible, à travers leur propre pays, sans éclaireurs pour leur ouvrir la voie ; leur seule certitude était qu'elles évoluaient en territoire sûr. Prises dans la nasse, elles subissent de lourdes pertes, avant de pouvoir riposter : les hommes étaient assis dans les camions et les transports de troupe, les pièces d'artillerie chargées sur les tracteurs et les chars avançaient en convoi, leurs canons tournés vers l'arrière. Toute l'organisation a été pensée pour favoriser la rapidité de déplacement, mais il

faut maintenant combattre, avant de poursuivre la retraite. Avec de la détermination et un commandement compétent, ils réussiront à forcer le passage, non sans perte de temps, d'hommes et de matériel. Si l'on observe cet épisode d'un point de vue opérationnel, les petits groupes d'assaillants ont l'initiative de l'offensive et, de plus, ils jouissent des avantages tactiques de la défense puisqu'ils ont eu toute latitude de choisir les meilleures positions de tir en occupant le terrain les premiers. D'un point de vue opérationnel toujours, les défenseurs surpris dans leur retraite ont dû surmonter le choc initial et trouver les ressources de volonté nécessaires pour attaquer. En toute vraisemblance, les pertes seront inégales à l'issue de l'engagement et l'épuisement dû au combat ajoutera à la démoralisation des défenseurs.

Un nouveau choc attend ces forces lorsqu'elles atteignent les positions qui leur ont été assignées. Il ne s'y trouve ni tranchées, ni positions de tir enterrées, ni nourriture, ni cuisines roulantes, ni réseau de télécommunications pour le commandement et, plus grave encore, pas de réserves de munitions pour remplacer celles qui ont été abandonnées sur place faute de moyens de transport. Le manque de temps explique l'impréparation, mais aussi la pénétration ennemie qui a segmenté le territoire et désorganisé les unités de transport, en détruisant des camions, en interceptant certains convois et en contraignant les autres à la dispersion. Les dépôts et les centres logistiques ont été coupés du reste de l'armée, si bien que beaucoup d'unités de soutien et de service sont dans l'impossibilité de rejoindre le front, dont elles sont séparées par les forces combattantes de l'ennemi.

Les troupes parvenues à destination commencent à constituer les lignes de défense. Elles creusent des tranchées, des positions de tir et rassemblent les munitions disponibles. Des raids aériens interrompent parfois les travaux. S'ils tuent ou blessent quelques hommes, ils affectent surtout le

moral de la plupart d’entre eux. Pour parer aux difficultés d’approvisionnement, les chefs d’unité recourent à l’expédient traditionnel des armées en campagne : des détachements envoyés dans les villages du voisinage en rapportent ce qu’ils y trouvent. Petit à petit, cependant, le nouveau front prend tournure. S’il reste quelques trous dans le dispositif, la plupart des unités ont rejoint les positions qui leur étaient assignées par l’état-major. À y regarder de plus près, sur des portions entières, les lignes sont trop étirées, les troupes en nombre insuffisant. Après les pertes dues au transfert, il paraît impossible de reconstituer une défense aussi solide que précédemment, mais le haut commandement déploie toute son énergie à recomposer des forces en hommes et en matériel et à les acheminer dans les meilleurs délais.

Malgré les inconvénients liés au mouvement de repli, malgré la perte conséquente d’une vaste portion du territoire national, la logique paradoxale, susceptible de transformer une défaite en victoire, commence à jouer en faveur des défenseurs. Dans la comptabilité du haut commandement, les liaisons avec le nouveau front, plus proche, et le transfert de renforts consomment moins de temps et moins de carburant. N’est-il pas légitime de cultiver un optimisme prudent ? Avec un peu de temps à sa disposition, la défense semble en mesure de se réorganiser.

Mais le temps fait défaut. En vérité, il est déjà trop tard. Les unités de tête des colonnes blindées ont déjà dépassé la nouvelle ligne de front, elles se sont emparé des bases et des dépôts et assaillent les centres de commandement où les officiers administratifs, les transmetteurs, les employés de bureau, les cuisiniers et la police militaire entament une lutte désespérée contre les chars et l’infanterie mécanisée.

Dans la plus grande confusion, le haut commandement s’efforce de concocter un nouveau plan pour reprendre le contrôle de la situation. Un second repli est la seule issue, afin de reconstituer le front plus loin, encore, vers l’arrière. Bien que les réseaux de communication soient mal en point,

les ordres parviennent encore à circuler. Quand ils arrivent à destination, une partie des forces combattantes reste bloquée sur le front initial, de nombreuses unités tentent de rejoindre les positions de repli, par les routes de l'exode, encombrées de civils. Seules les troupes qui participent déjà à la constitution du nouveau front sont en mesure de réagir rapidement ; on exige d'elles un second repli et la mise en place d'un nouveau nouveau front. Peut-être ont-elles encore l'énergie et la détermination nécessaires pour s'exécuter sur l'heure, mais même si elles disposent de véhicules prêts à prendre la route, elles ne pourront jamais prendre de vitesse les colonnes ennemies qui les ont dépassées et qui poursuivent leur progression.

Le fastidieux processus de déplacement doit se répéter, avec toutes les déperditions qu'il entraîne et, en particulier, l'érosion du potentiel de combat des défenseurs, soumis à une désorganisation croissante, éparpillés à travers le territoire, coupés de leurs unités de service et gagnés par la démoralisation. Sur les routes, les premières rencontres avec l'ennemi donnent lieu à des scènes de reddition, impliquant des unités entières. Le haut commandement doit faire face à une alternative simple : capituler ou poursuivre la retraite à l'échelle du continent, si la géographie l'autorise. Cet enchaînement catastrophique, les Polonais l'ont expérimenté, en 1939, les Français, en 1940, les Russes, en 1941, puis le corps expéditionnaire américain en Corée, en 1950, les Égyptiens, en 1967, et les Sud-Vietnamiens, en 1975.

À ce point de l'offensive, les parties tactiques retrouvent enfin une cohérence avec la totalité opérationnelle pour composer un résultat inattendu. Aussi longtemps que la défense a conservé un semblant d'organisation, l'observation de la scène à travers une grille tactique tendait à nous induire en erreur, car le trait le plus saillant de toute la confrontation restait l'extrême vulnérabilité des colonnes blindées toujours trop étirées au cours de leur pénétration. L'impact décisif – tant matériel que psychologique – qu'a provoqué leur avance concertée ne se manifeste qu'au

niveau opérationnel. En adoptant ce point de vue plus large et mieux défini, il nous apparaît que la vulnérabilité des colonnes offensives est une réalité toute théorique, tandis que la paralysie de la défense se manifeste jusqu'à atteindre des proportions fatales.

Rétrospectivement, nous comprenons que la plus grande erreur du haut commandement aura été l'ordre de repli. S'il avait opté pour des contre-attaques déterminées sur les étroites brèches, celles-ci auraient été rapidement colmatées et la destruction des colonnes offensives, coupées de leurs lignes de ravitaillement, n'aurait guère présenté de difficultés.

L'état-major des défenseurs a manqué de lucidité opérationnelle. Dans la phase initiale du conflit, le projet de l'ennemi et son début de réalisation lui ont tout simplement échappé. En effet, rien ne distinguait les premiers engagements d'une tentative classique de poussée, entreprise sur toute la longueur du front. De tous les secteurs, les rapports parvenant au quartier général mentionnaient des attaques d'une ampleur plus ou moins grande. Tel qu'il pouvait se dessiner, le tableau d'ensemble n'avait pourtant rien d'inquiétant. L'ennemi semblait avoir lancé une offensive générale qui avait d'ailleurs échoué dans la plupart des secteurs, en conséquence d'un étonnant manque d'acharnement. Les commandants d'unité s'empressaient de transmettre les résultats de leurs actions victorieuses, cédant au penchant habituel à l'exagération quand ils décrivaient l'ampleur des forces repoussées. Au bout du compte, la progression ennemie n'avait réussi qu'en de rares endroits, là où il s'était ouvert des brèches étroites dans le front. Il fallait maintenant s'attendre à de nouveaux assauts, destinés à multiplier les percées et, en cas d'échec, l'ennemi ordonnerait le repli des rares colonnes offensives déjà entrées sur le territoire national, dont les flancs offraient une extrême vulnérabilité.

Pour des esprits éduqués dans la notion du front linéaire, il s'agit là de la seule interprétation possible de la situation. Ils ne soupçonnent pas la manœuvre de diversion derrière l'« étonnant manque d'acharnement » dont

le seul objectif est de relativiser l'importance des percées. Adepte de la ligne de front continue, constituée avec une distribution égale des forces sur toute sa longueur, le haut commandement présume que son adversaire concocte une offensive fondée sur les mêmes méthodes, destinée à enfoncer l'ensemble du front.

La manœuvre de pénétration en profondeur exploite à son avantage la mentalité linéaire en lui fournissant les faits qui conforteront ses convictions. Les meilleures unités offensives sont concentrées en face de quelques secteurs du front choisis avec soin, où elles opéreront leurs percées. Juste derrière elles, les colonnes blindées sont prêtes à se mettre en branle. Mais des forces plus ou moins conséquentes sont aussi disposées devant tous les autres secteurs, prêtes à lancer des attaques de diversion ou, tout au moins, à tirer assez de coups de feu pour simuler un début d'assaut.

La méthode opérationnelle du front linéaire a été inculquée aux défenseurs par des années de planification militaire et d'exercices. Son empreinte est profonde : quand ils enregistrent les premières informations concernant la pénétration de troupes ennemies, ils concluent à une offensive limitée, à des raids sporadiques. S'il s'agit d'une poignée de soldats, ils seront interceptés ou devront se replier sans délai de l'autre côté du front, avant d'avoir épuisé leurs réserves. S'il s'agit d'une offensive limitée, ses flancs sans protection s'exposent à une contre-attaque. C'est ainsi que fut interprétée la première pénétration allemande en Belgique, le 10 mai 1940, par les Français et les Britanniques, qui comprirent trop tard les méthodes et les objectifs du *blitzkrieg*, version hitlérienne de la pénétration en profondeur. Mais la même interprétation prévalut de nouveau après les premières attaques des chars nord-coréens, en juin 1950, alors que personne n'avait encore réalisé qu'il s'agissait d'une invasion à grande échelle. Le haut commandement égyptien adopta une lecture similaire de la situation, quand les troupes d'Ariel Sharon eurent traversé le canal de Suez, les 15 et

16 octobre 1973. L’armée égyptienne avait elle-même franchi le canal en sens inverse et déployé une force considérable sur la rive est, après avoir repoussé une série de contre-attaques israéliennes. Dûment informé de la présence israélienne, le commandement supposa dans un premier temps qu’un détachement de taille réduite avait réussi à s’infiltrer par une brèche dans ses lignes qui serait vite refermée. Rien de plus qu’une opération commando, imagina-t-il, destinée à relever le moral des troupes israéliennes et qui se replierait en un temps record ou qui serait interceptée et détruite. Lorsqu’ils réalisèrent que des forces blindées conséquentes progressaient déjà en territoire égyptien depuis la rive ouest du canal et qu’elles s’apprêtaient à prendre le front du Sinaï à revers, il était trop tard : deux divisions blindées faisaient déjà route vers le sud et vers l’ouest, elles avaient isolé la partie sud du front égyptien et allaient bientôt menacer Le Caire.

L’emprise de la mentalité linéaire est telle que les premières alertes évoquant une pénétration significative de l’ennemi ne suffisent pas à l’ébranler. Après tout, les rapports ne proviennent pas des officiers généraux responsables du front, d’abord préoccupés par la situation dans leur secteur, où aucune opération inquiétante n’a, en général, eu lieu. Le plus souvent, ils sont le fait d’aviateurs, toujours susceptibles de confondre un convoi de l’armée nationale et une division blindée ennemie ; ou encore d’éléments de la police militaire contrôlant des points de passage ; de survivants de convois routiers et d’unités de service encore sous le choc d’un affrontement ; de simples policiers ; de maires de villages ou de témoins anonymes. Dans le contexte du conflit, les nerfs sont à fleur de peau et la rumeur va bon train : on rapporte des largages de parachutistes et des attaques de blindés à des distances trop grandes du front pour être vraisemblables.

À ce stade du conflit, aucune arme n’est plus indispensable que l’information – pour autant qu’elle soit vérifiable et qu’elle parvienne à

circuler – et, de ce point de vue, les défenseurs sont désavantagés. Aujourd'hui, l'usage des satellites d'observation reste l'apanage d'un nombre limité de pays et n'est pas d'un grand secours dans les opérations de renseignement immédiat, sauf si un satellite passe précisément à la verticale de l'ennemi et que les données qu'il transmet sont correctement interprétées dans les meilleurs délais. Malgré leur grande supériorité, les satellites d'observation américains n'ont pas fourni les moindres données, le 2 août 1990, sur l'invasion-éclair du Koweït par l'armée irakienne (aurait-elle pénétré au Yémen, deux semaines plus tard, que la situation aurait été très différente). Beaucoup plus adaptée, la reconnaissance aérienne donne une information rapide et l'interprétation des clichés laisse peu de place à l'erreur, mais elle exige des survols réguliers ; ce qui présuppose que l'armée dispose de bases aériennes à proximité des régions observées et, donc, qu'un état de guerre préexiste. L'interception des signaux, qui est en général la source de renseignements la plus complète et la plus fiable, convient à la collecte d'informations sur les capacités générales de l'ennemi et sur ses intentions mais elle cadre mal avec le suivi de ses mouvements tactiques, pour la raison, au moins, que la manœuvre de pénétration implique souvent le silence radio.

Les colonnes progressent à une allure soutenue vers les objectifs notifiés sur leurs cartes d'état-major, elles rendent compte le plus brièvement possible de leur position en code ; aussi longtemps que tout se déroule comme prévu, le commandement n'a aucune raison de transmettre de nouvelles consignes. Il revient aux officiers qui dirigent les colonnes de décider s'il est préférable de neutraliser les obstacles éventuels ou de les contourner pour maintenir le rythme de la progression. Les rapports sont colligés aussitôt que reçus et les nouvelles positions portées sur les cartes, opération indispensable à la mission de l'aviation, qui évitera ainsi les erreurs de frappes et concentrera ses bombardements sur les unités des défenseurs susceptibles de bloquer les colonnes, voire d'attaquer leurs

flancs fragiles. Du côté de l'offensive, tout peut fonctionner avec une grande économie d'information ; pour l'essentiel, les communications circulent à sens unique – de l'avant vers l'arrière – et les ordres parcourent le chemin inverse seulement si une correction du trajet des colonnes s'impose, pour éviter leur convergence (et l'encombrement des routes) ou au contraire pour la faciliter (afin d'obtenir une plus grande masse).

La défense est confrontée à de tout autres impératifs. Quand le commandement finit par comprendre que les attaques ne se résument ni à des raids sporadiques ni à une offensive limitée sur le front, ni à la première phase d'une offensive générale, l'exactitude et la rapidité de circulation des informations concernant la pénétration des colonnes ennemies devient un enjeu décisif. De fait, il suffirait que le quartier général de la défense puisse dresser un tableau fidèle de la bataille en cours de développement pour que les solutions s'imposent d'elles-mêmes : en premier lieu, colmater les brèches et interdire tout passage grâce à la puissance de feu des forces présentes sur le front et, dans l'ensemble, intactes ; ordonner, ensuite, aux unités de service et à toutes les forces secondaires présentes à l'arrière de bloquer les voies de communication, là où elles se trouvent, afin de ralentir la pénétration ennemie ou de faire obstacle à son ravitaillement ; en troisième lieu, utiliser les formations combattantes encore éloignées du front pour attaquer les flancs des colonnes blindées.

Déjà, les canaux de télécommunication du commandement sont saturés par un flux ininterrompu de rapports. La plupart rendent comptent de la situation avec précision, mais ils sont vite invalidés par la rapidité des événements. D'autres sous-estiment la réalité, l'aggravent ou reprennent des rumeurs infondées (pendant la guerre civile espagnole ou l'invasion de la France, en mai 1940, les mentions d'une « Cinquième Colonne » furent ainsi innombrables). Le quartier général s'efforce de trier les informations pour localiser l'ennemi et ses mouvements, mais le personnel est submergé par l'afflux des dépêches. En outre, l'évolution rapide de la situation sur le

terrain remet en cause toute synthèse. Comme cela a été noté plus haut, les techniques modernes de renseignement ne sont pas d'un grand secours. Pas plus que les moyens de communication les plus sophistiqués, si l'on en juge par l'expérience des conflits récents. Dès que le mouvement de pénétration commence, la guerre entre en plein brouillard. En 1991, tous les moyens de surveillance ont été mobilisés contre l'Irak, pourtant les lanceurs mobiles de missiles Scud furent trouvés au hasard. Au Kosovo, en 1999, la localisation et la destruction des cibles fixes ont pu être accompli avec une grande précision, mais il en allait tout autrement avec les cibles mobiles, telles que les unités blindées serbes. Pendant la guerre du Kippour, le haut commandement égyptien fut dans l'impossibilité de localiser les forces israéliennes pourtant conséquentes qui étaient alors plus proches du Caire que de Tel Aviv[4].

Une véritable *course* à l'information se déroule alors, et elle conditionne la course au redéploiement qui sera, en général, décisive. D'un côté, la progression des colonnes déclenche l'envoi d'une myriade de rapports. De l'autre, le commandement de la défense s'efforce de traiter les informations aussi vite que possible et de disposer d'une image fidèle – sinon en « temps réel » – de la situation. Si les défenseurs parviennent à gagner cette course, si leurs capacités d'analyse de l'information peuvent soutenir le rythme sans arriver à saturation, alors la probabilité d'une victoire rapide de leur camp reste forte : elle dépend d'une bonne prévision du trajet des colonnes ennemies qui, en raison de leur vulnérabilité tactique, peuvent être combattues par des forces même modestes. Si, en revanche, la bataille de l'information tourne au fiasco, si l'appréhension, au niveau opérationnel, de la situation demeure trop confuse pour envisager des attaques au bon moment et au bon endroit, même des forces conséquentes n'obtiendront pas de résultats significatifs. Au lieu de frapper les flancs de l'ennemi et de le contraindre à une laborieuse manœuvre de contre-attaque, elles vont se lancer dans un jeu de piste épuisant contre un ennemi

introuvable jusqu'au moment où elles tomberont elles-mêmes dans l'une de ses embuscades. En se laissant distancer dans la course à l'information, les défenseurs assisteront à la destruction progressive de leurs infrastructures et à l'isolement croissant des forces du front. Si leur stock d'armements resté intact les incite à poursuivre le combat, ils souffriront néanmoins d'un handicap insurmontable.

Avant cette phase finale, l'hypothèse d'une solution linéaire reste envisageable : la défense se replie vers l'arrière où elle reconstitue le front. Elle abandonne au passage une portion considérable du territoire national, mais au moins peut-elle poursuivre une résistance effective, *à la condition* que les troupes de combat puissent se dégager de leurs positions initiales, se regrouper en colonnes et rejoindre leur destination avant l'assaillant, pour se redéployer et créer un nouveau front, avec le concours de toutes les troupes fraîches qui auront pu être rassemblées. Un tel scénario suppose toutefois qu'une grande partie du territoire puisse être concédée, sans sacrifier, pour autant, les ressources nécessaires à la poursuite du conflit. En effet, pour avoir quelque chance de succès, le repli doit excéder la limite de pénétration des colonnes blindées, c'est-à-dire le point à partir duquel celles-ci doivent s'arrêter pour attendre le réapprovisionnement, remettre les véhicules en état de marche et laisser souffler les hommes[5]. Dans ce nouveau contexte, l'issue ne dépend plus de l'interaction dynamique des forces antagoniques au niveau opérationnel mais de la profondeur géographique du théâtre de la guerre. Pour examiner le conflit dans cette dimension, nous devrons passer au niveau supérieur de la stratégie.

## *Retour à l'étude de cas*

Après ce développement sur la manœuvre relationnelle, nous voilà prêts à examiner, au niveau opérationnel, l'hypothèse de l'infanterie antichars

dans le contexte de la guerre froide. Les missiles antichars, armes défensives de premier ordre d'un point de vue technique et adéquates (mais pas plus) d'un point de vue tactique, peuvent-ils faire la preuve de leur efficacité au niveau opérationnel ? Nous savons que l'affrontement entre blindés et anti-blindés doit être considéré dans le contexte plus général de l'ensemble des forces entrant en interaction sur le champ de bataille, soit les différentes catégories d'artillerie (mortiers, obusiers, canons, roquettes, missiles de bombardement), l'infanterie de première ligne, l'infanterie mécanisée des assaillants, le génie, la puissance aérienne intervenant sur le champ de bataille, les troupes héliportées, enfin les éventuelles barrières et fortifications.

En outre, si nous examinons cette proposition dans sa version la moins radicale, celle qui envisage l'association – et non la substitution – de l'infanterie équipée de missiles antichars aux lignes de défense blindées et mécanisées, le rôle de ces dernières, qui resteront le pivot de la défense, doit aussi être pris en compte.

Nous voulons estimer l'effet des missiles antichars de l'infanterie dans l'ensemble complexe d'interactions du niveau opérationnel. Or, nous savons maintenant que le combat particulier entre l'unité blindée et l'unité de fantassins que nous avons examiné au niveau tactique ne nous permet pas de tirer de conclusions. Il n'a pas plus de signification opérationnelle qu'un duel aérien lors d'une guerre pour la suprématie dans le ciel ou qu'une partie de cache-cache entre un sous-marin et un groupe naval composé d'avions, de destroyers et de sous-marins.

Grâce à notre champ de vision élargi, nous percevons maintenant des éléments restés invisibles au niveau tactique : derrière la première unité de chars et d'infanterie mécanisée, de nombreuses unités similaires se pressent et forment une longue colonne déterminée à enfoncer le front.

Les enseignements du niveau tactique restent vrais, mais la signification de cette vérité a changé : les blindés ont, dans une certaine mesure, vocation

à être détruits par les missiles, tout en détruisant et en dispersant les servants des lance-missiles ou en épuisant leurs munitions. En d'autres termes, si les chars et les transports de combats tirent des munitions, ils *sont* eux-mêmes des munitions, employées dans l'offensive pour ouvrir la voie aux vagues suivantes. Il va de soi que l'assaillant préfère épargner ses forces, mais, dans la mesure où ses pertes se convertissent en percée, au niveau opérationnel, le « taux de change » tactique entre les lance-missiles et les premières vagues de véhicules blindées n'a qu'une importance secondaire. Le succès ou l'échec de la pénétration en profondeur qui doit suivre ne dépend pas du sort de quelques unités avancées. Qu'elles s'élèvent à 5, 10, voire 50 %, les pertes représentent le prix à payer pour s'engouffrer dans les zones vulnérables de l'arrière.

Désormais, la méthode opérationnelle adoptée par chacun des deux camps est le facteur critique. Les méthodes opérationnelles visent à optimiser les résultats au niveau opérationnel, en fonction du profil des adversaires et des circonstances, il est donc impossible de formuler de règles absolues. J'ai exposé une seule de ces méthodes : la pénétration en profondeur. Il en existe bien d'autres, comme le montrent tous les conflits qui ne s'assimilent pas intégralement à des guerres d'usure et laissent place à des méthodes opérationnelles diverses, y compris pour l'aviation et la marine, lesquelles possèdent aussi, nous l'avons vu, leurs tactiques propres.

Dans la guerre aérienne, par exemple, l'interception en vol et l'attaque de bases aériennes sont deux méthodes opérationnelles distinctes destinées à gagner la supériorité aérienne, chacune d'entre elles pouvant recourir à un large éventail tactique. De la même manière, la puissance aérienne contre les forces terrestres peut s'exercer par le biais de différentes méthodes opérationnelles. L'une d'entre elles, « l'interdiction du champ de bataille », consiste à frapper les formations concentrées avant qu'elles n'atteignent le champ de bataille, où la dispersion accompagnant leur déploiement les rendra moins vulnérables aux attaques aériennes. En revanche, le « soutien

rapproché » confie à l'aviation l'attaque des unités déjà présentes sur le champ de bataille, en postulant que la perte d'efficacité sera compensée par une meilleure synergie air-sol : les attaques au sol succèdent immédiatement aux frappes aériennes, alors que l'ennemi est encore sous le choc, paralysé par l'effet de surprise. De même, les bombardements aériens relèvent de différentes méthodes opérationnelles : le « bombardement de zone » de la Seconde Guerre mondiale, qui existe aujourd'hui sous la forme nucléaire, le « bombardement de précision », sur lequel je reviendrai plus loin et l'« interdiction en profondeur », qui vise le système de communications en territoire ennemi, afin de tarir le flux de renforts et d'approvisionnement en direction des zones de combat. Dans la marine, la protection contre les sous-marins peut procéder selon des méthodes opérationnelles diverses : elles comprennent les mines, les bateaux-sentinelles, et les embuscades sous-marines pour tenir l'ennemi à distance des routes maritimes sensibles ; la défense aérienne, avec la chasse active des sous-marins en transit qui associe des avions à long rayon d'action et des groupes navals composés de destroyers, de porte-avions et de sous-marins et, enfin, la protection des convois par escorte rapprochée. Dans chaque cas, la frontière entre tactique et méthode opérationnelle est évidente.

Revenons-en maintenant à notre cas d'école et au rôle critique des méthodes opérationnelles : d'ores et déjà, il est clair que nos assaillants cherchent à tirer parti des effets du *blitzkrieg*[6] : la désorganisation de l'ensemble des structures de soutien de la défense, l'évacuation d'urgence des bases aériennes avancées et des sites de stockage des armements nucléaires et, plus que tout, la confusion des décisions du commandement, pour égarer les contre-attaques et provoquer un repli désordonné. Face à cela, quelles options opérationnelles s'offrent à la défense ? Nous avons vu que les lance-missiles n'obtiendraient pas la victoire par la seule méthode frontale d'usure contre une colonne d'attaque en profondeur. Non que la

guerre d’usure soit inférieure par principe, mais ses exigences matérielles sont en relation directe avec l’ampleur de la tâche. Et, dans ce cas précis, l’exigence, pour chaque unité de défense, est impossible à satisfaire, en raison de l’asymétrie entre les forces offensives, concentrées contre des segments étroits du front et la défense, distribuée sur toute sa longueur.

La guerre d’usure se ramène à un problème arithmétique : obtenir un résultat positif, dans notre exemple, exigerait un système défensif plus complexe qu’une simple ligne de lance-missiles servie par des fantassins. En premier lieu, un ensemble de barrières antichars, avec champs de mines, fossés aux pentes raides, obstacles de béton, le tout placé sous une surveillance étroite, serait nécessaire pour ralentir l’approche de l’ennemi et maintenir ainsi le nombre de cibles au-dessous de la capacité d’engagement de l’infanterie. Jusqu’à un certain point, il existe une relation inverse entre le dispositif matériel et les troupes : plus les barrières seront résistantes et moins on aura besoin de servants de lance-missiles survivants pour arrêter l’avance ennemie. Cette relation est fonction du nombre de cibles touchées, qu’il s’agisse des véhicules du génie œuvrant à la démolition des obstacles ou des chars et transports de combat susceptibles de les franchir. Ensuite, des positions de tir fortifiées seraient nécessaires pour maintenir un taux d’échange élevé entre les pertes réciproques (servants de missiles éliminés et véhicules détruits). Il va de soi que l’économie d’un front défensif fortifié de ce type dépend de la longueur des frontières à protéger, un aspect qui ne relève pas du niveau opérationnel mais plutôt de la stratégie de théâtre. Quoi qu’il en soit, sans un tel dispositif, dont le coût dépasse de très loin celui des lance-missiles, les chances de succès de l’infanterie antichar sont inexistantes. Cette formule que nous avions jugée techniquement supérieure et tactiquement adéquate nous apparaît donc inefficace au niveau opérationnel.

La même proposition dans sa version plus nuancée – c’est-à-dire l’adjonction d’une première ligne de troupes antichars aux forces blindées

et mécanisées de la défense – aboutit à une capacité destructrice non négligeable. Pour une part, les mérites de la formule résultent de l'addition de deux effets tactiques : en premier lieu, le retard imposé à l'ennemi prolonge les délais de la mobilisation dans le cas où l'offensive a commencé par surprise ; par ailleurs, dans la perspective d'une prochaine guerre de mouvement, toute réduction des effectifs de l'ennemi a une valeur intrinsèque. Mais la valeur totale de la ligne de missiles antichars est en réalité supérieure à la somme de ses avantages tactiques. En agissant comme un révélateur des percées de l'ennemi et en continuant à protéger les autres segments du front, une première ligne solide, appuyée par les lance-missiles de l'infanterie, permet aux forces mobiles de la défense d'accroître leur efficacité opérationnelle : elles peuvent contre-attaquer sur les flancs des colonnes blindées et sont elles-mêmes protégées d'une contre-attaque par les segments intacts du front. Un tel scénario suppose un bon déroulement préalable de la mobilisation ou encore un front assez solide pour offrir aux forces mobiles le temps de se rassembler, de quitter leurs casernes, de rejoindre le front et de se déployer pour préparer les contre-attaques. Si ces conditions sont remplies, la présence sur le front de la ligne fortifiée de troupes antichars procure un atout indiscutable aux défenseurs. À moins d'une supériorité numérique conséquente, une défense dont toutes les composantes seraient supposées mobiles devrait néanmoins tenir le front, sans grande marge de manœuvre pour lancer ses propres contre-attaques. Et si l'offensive repose sur l'effet de surprise, les forces blindées et mécanisées de la défense, une fois parvenues sur le front, devraient engager l'ennemi de face, sans possibilité de l'attaquer sur ses flancs.

Ainsi, dans sa version nuancée, la défense du front par l'infanterie équipée de missiles, outre sa supériorité technique et son adéquation tactique, se justifie aussi du point de vue opérationnel. Il nous reste à comparer sa validité à la solution qui consisterait à étoffer les forces

blindées et mécanisées. Il s'agit de discuter ici les coûts d'opportunité, c'est-à-dire de définir quelle part de mobilité devrait être sacrifiée pour constituer la nouvelle ligne de front, avec ses troupes antichars, ses indispensables barrières et ses forces de surveillance. Pour une bonne part, la réponse dépend des choix d'affectation de personnels : puisera-t-on des effectifs dans les troupes régulières, déjà peu nombreuses, en dégarnissant les forces mobiles, ou parmi les réserves, plus abondantes ? Les choix institutionnels, sans effet au niveau technique mais dont l'importance nous est apparue au niveau tactique, deviennent décisifs au niveau opérationnel.

L'infanterie équipée de missiles est statique ; de ce fait, son emploi ne peut relever que de deux méthodes opérationnelles : la défense frontale autonome ou combinée avec les contre-attaques des forces mobiles. À l'évidence, il existe d'autres emplois possibles des troupes antichars, mais ils supposent des environnements plus favorables que la défense du front où elles sont contraintes d'absorber l'impact de l'offensive. J'ai déjà mentionné, par exemple, la « défense élastique » qui consiste à laisser la pénétration ennemie épuiser son élan initial avant d'organiser une contre-attaque sérieuse. La méthode exige un repli en bon ordre sur une grande profondeur et suppose que l'on puisse abandonner une portion importante de territoire sans perdre pour autant la guerre. La défense en profondeur est une autre possibilité, soit sous la forme de lignes successives qui multiplient les retards et les destructions, soit sous la forme de puissants îlots de résistance, destinés à canaliser les mouvements de l'adversaire vers des zones pré-établies, sur lesquelles les contre-attaques peuvent être lancées.

Ces choix, toutefois, ne relèvent pas du niveau opérationnel, ils mettent en jeu des facteurs indépendants de l'interaction des forces combattantes, tels que l'étendue, la profondeur et la nature du théâtre de la guerre, qui dépendent d'un niveau supérieur de la stratégie. En outre, dès qu'apparaît la question de l'abandon d'une portion du territoire pour des raisons militaires,

des considérations politiques entrent en jeu, comme nous allons maintenant le voir.

## *Les choix opérationnels de la politique de défense en temps de paix*

Avant de se manifester sur le champ de bataille, les notions de guerre d'usure et de manœuvre relationnelle interviennent dans la programmation militaire et dans les projets de recherche et développement. Au postulat de la guerre d'usure correspond un objectif simple : améliorer les armements existants, y incorporer les innovations techniques issues de la recherche scientifique en mobilisant les talents et les ressources disponibles. Les impératifs tactiques ou opérationnels spécifiques n'entrent pas en ligne de compte : un armement sera jugé « meilleur », s'il présente un avantage comparatif pour l'ensemble de ses performances et s'il peut être produit et mis en service à un niveau de coûts tolérable. Cette logique privilégie le renouvellement intégral des équipements. En effet, l'amélioration ou la modernisation de modèles déjà en service impose des contraintes techniques peu compatibles avec l'optimisation des performances. Quand les nouvelles armes sont introduites, des changements importants et souvent coûteux affectent la maintenance et le stockage, les pièces détachées, en particulier, doivent être entièrement renouvelées. Des équipements entièrement nouveaux exigent aussi une formation adéquate pour les personnels – y compris de maintenance – pour des coûts parfois élevés.

Une amélioration majeure des performances peut, seule, justifier un tel effort. Exceptionnelle, elle suppose une avancée technologique significative. Ces conditions expliquent non seulement les investissements élevés en recherche et développement, mais aussi les années consacrées aux

études initiales, aux calculs, à la fabrication de prototypes, aux essais, aux nouveaux calculs, aux nouveaux prototypes et aux nouveaux essais. Après une période de gestation aussi longue, il faut une coïncidence extraordinaire pour que les caractéristiques de la nouvelle arme correspondent aux points vulnérables d'ennemis potentiels ou aux besoins tactiques spécifiques des forces appelées à l'employer. Lorsque le nouvel équipement est enfin mis en service, il se peut que les failles identifiées chez l'ennemi soient devenues ses points forts et ses atouts des insuffisances, ou encore que les méthodes opérationnelles des utilisateurs aient évolué[7].

La perspective de la manœuvre relationnelle met en jeu une approche différente en matière de recherche et développement. L'objectif consiste à tirer parti de faiblesses spécifiques de l'ennemi en disposant de capacités spécifiques, elles aussi, et adaptées aux méthodes tactiques et opérationnelles choisies dans ce cadre. Parce que ces faiblesses ne persisteront pas indéfiniment, le nouvel équipement doit être disponible dans un délai limité. Son développement passera donc par la modification, l'amélioration ou la combinaison de sous-systèmes ou de composants déjà existants, plutôt que par la création *ex nihilo*. Ce choix impose des contraintes, il exclut une exploitation optimale de l'ensemble les possibilités offertes par la recherche scientifique et l'innovation technologique. En d'autres termes, l'équipement ne sera pas à la « pointe du progrès ». D'autant que, pour éviter d'engloutir une part considérable du budget dans la maintenance et la formation, la priorité sera accordée à la compatibilité avec les générations d'équipements antérieures, ce qui imposera des contraintes supplémentaires et un retard sur d'éventuelles percées technologiques. Mais le déficit sur ce terrain sera souvent compensé par les avantages tactiques et opérationnels. Le char M1, par exemple, avec toutes ses innovations, fut développé dès les années 1970 par l'armée américaine qui le destinait, en premier lieu, au front central de l'Otan. Loin

de servir dans les collines allemandes, il reçut le baptême du feu, en 1991, dans le désert de la péninsule Arabique, lors de l'offensive contre les forces irakiennes du Koweït, alors qu'il avait été conçu pour tenir un rôle défensif contre une attaque en masse des chars soviétiques. Après les semaines de bombardements aériens qui avaient épuisé et démoralisé les troupes irakiennes, n'importe quel modèle de char de combat aurait pu le remplacer avec succès (la Légion étrangère française effectua sa progression avec des véhicules blindés légers). Ni ses imperfections – en particulier, la forte consommation de carburant de son moteur à turbine ou la vulnérabilité de son magasin de munitions, situé sur la tourelle – ni ses atouts, ne pouvaient rien changer à l'affaire. Les Israéliens, en revanche, ont produit des versions successives de leur char *Merkava*, au cours des années : ils en ont progressivement modifié le moteur pour améliorer son agilité, sans rien changer au blindage ou au canon, puis ils ont substitué au canon de 105 mm un nouveau modèle de 120 mm beaucoup plus puissant, sans modifier ni moteur ni blindage ; puis ils l'ont équipé d'un appareillage de repérage télévisuel léger, destiné au combat contre les hélicoptères ; puis ils ont augmenté le blindage contre les missiles antichars ; et ainsi de suite. Chacune de ces modifications a été compliquée par la nécessité de s'adapter à des contraintes préexistantes, mais elles offraient aussi la possibilité, dans un délai très court, de faire face à de nouvelles menaces, en tenant compte des leçons tirées de l'exercice ou des essais technique, mais aussi de l'expérience des conflits.

## *Une première vision d'ensemble*
## *la stratégie*

En progressant par étapes depuis le niveau le plus sommaire de la stratégie, j'ai laissé de côté la dimension horizontale, c'est-à-dire le réseau complexe d'actions et de réactions propres à chaque niveau. Plus que d'une simplification, il s'agit d'une véritable distorsion de la réalité, car les interactions verticales entre les différents niveaux influencent – et sont influencées par – la logique paradoxale telle qu'elle se développe au sein de chaque « couche » horizontale pour enclencher le processus qui va du succès au point culminant puis au déclin. Ainsi, l'introduction d'une nouvelle arme et la riposte technique de l'ennemi sous forme de contre-mesures ou d'armes concurrentes pourra provoquer une réponse tactique susceptible d'induire, à son tour, une réaction au niveau opérationnel. Observons un enchaînement particulier : quand un conflit est en cours, l'apparition de missiles antiaériens plus performants ne laisse pas le temps nécessaire pour une riposte de niveau technique, sous forme de contre-mesures électroniques, dont le développement exige des mois, voire des années. Seule une réaction tactique est envisageable, sous la forme de vols à une altitude inférieure à la distance d'emploi des missiles, avec pour cible principale les sites de missiles eux-mêmes. À son tour, l'ennemi manque de temps pour mettre au point – au niveau technique – des missiles capables d'atteindre leur cible plus vite et à une moindre altitude, et l'association de canons rapides antiaériens à chaque missile – l'éventuelle réponse tactique – paraît peu adéquate. L'option la plus vraisemblable est de nature opérationnelle : elle consistera à substituer à une défense par zone, appuyée sur des missiles fixes, une défense fluide, en déplaçant les missiles antiaériens (quelques modèles sont montés sur véhicules, mais la plupart d'entre eux peuvent être transférés d'un point à un autre en une seule nuit). Dès lors, à moins de disposer des moyens nécessaires à la surveillance en temps réel de l'intégralité du territoire considéré – une tâche difficile si l'ennemi sait user des techniques de camouflage et exploite ses radars et ses moyens radio avec discipline – il deviendra impossible d'envoyer les

chasseurs-bombardiers en vols rapides et à basse altitude en évitant tous les sites de missiles, à l'exception de ceux choisis comme cibles.

Dans d'autres cas, l'enchaînement se déroulera en sens inverse, avec une action initiale de niveau opérationnel induisant une réaction tactique de l'ennemi suivie d'une riposte technique. De fait, on peut envisager toutes les combinaisons possibles et toutes les interactions entre les niveaux verticaux et leurs dimensions horizontales.

Bien que notre progression verticale de niveau à niveau soit loin d'être complète, nous ne pouvons plus envisager la stratégie dans sa seule dimension horizontale, sous laquelle elle ressemble à une mer agitée par les courants contraires de la logique paradoxale s'annihilant réciproquement sans jamais parvenir à l'équilibre. De même, nous ne saurions nous contenter de l'appréhender comme un empilement de couches hétérogènes, chacune possédant sa vérité propre. Nous devons maintenant nous efforcer de combiner ces deux paradigmes. Les couches ne sont pas étanches, un mouvement permanent les agite, jusqu'à créer des interpénétrations, tout comme, dans la réalité dynamique de la guerre, les interactions des niveaux verticaux suscitent recombinaisons et collisions avec les dimensions horizontales de la stratégie.

*1. Durant la guerre froide, les estimations fournies par les diverses agences participant au renseignement militaire américain (en particulier la Defense Intelligence Agency, à partir du milieu des années 1960) ont invariablement présenté un état impressionnant du matériel et des effectifs soviétiques. Ces chiffres formidables incluaient des armements obsolètes, en voie d'obsolescence ou aux capacités fonctionnelles hypothétiques, ainsi que l'ensemble des forces de réserve, sans jamais prendre en compte leur réelle formation. De tels tableaux, on ne pouvait que conclure à l'infériorité numérique et matérielle des forces américaines et alliées. Mais une fois ces estimations présentées devant le Congrès, à l'occasion des débat préparant le vote du budget militaire, les responsables du Pentagone, soumis à la question devenue rituelle : « Échangeriez-vous leurs forces contre les nôtres ? », réaffirmaient néammoins posséder une incontestable supériorité. La contradiction reflétait l'absence d'une volonté de restructuration qui aurait permis de faire face aux nécessités de la guerre froide, en étoffant notamment les forces terrestres, très insuffisantes en Europe, aux dépens de la marine, jouissant d'avantages jamais remis en question du fait de son influence politique.

*2. Le passage du canal de Suez, une initiative à très haut risque mais couronnée de succès, illustre de manière significative ce revirement brutal. Lancée le 15 octobre 1973, l'opération visait à repousser les forces égyptiennes qui avaient traversé le canal et se trouvaient dans le Sinaï, bien que l'Égypte exerçât son contrôle sur les deux rives, à l'exception d'un étroit passage. Comme dans toute manœuvre relationnelle, le point de départ consistait à détecter la faiblesse de l'ennemi, qui se révéla être l'incapacité du haut commandement égyptien à redéployer ses troupes à un rythme soutenu.

CHAPITRE 8

# STRATÉGIE DE THÉÂTRE I : OPTIONS MILITAIRES ET CHOIX POLITIQUES

Au niveau du théâtre, la logique de la stratégie met en relation les forces militaires et l'espace territorial. De ce fait, l'essentiel peut en être appréhendé en termes visuels, pour peu que l'on examine les armées et leurs mouvements d'un point de vue élevé : celui d'un oiseau ou, mieux encore, celui d'un satellite. Les données géographiques interviennent à tous les niveaux, quoique à des degrés divers : la tactique considère les seules particularités du terrain quand l'environnement spatial n'est que l'arrière-plan d'opérations qui auraient pu se dérouler ailleurs, sans grandes modifications. Avec la notion de théâtre, en revanche, l'objet même de l'affrontement est un territoire *spécifique*, continent tout entier ou île de taille modeste. Mais qu'il s'agisse d'une province, d'une région, d'un pays ou d'une série de pays, le « théâtre de la guerre » possède une unité et une autonomie relatives, il n'est pas une sous-partie d'un tout plus vaste [*1].

Nous verrons ici comment la logique de la stratégie conditionne l'interaction des antagonistes en termes spatiaux, c'est-à-dire comment elle affecte tous les facteurs revêtant une signification militaire, tels que la longueur du front, les obstacles propres au terrain, la profondeur du territoire, les voies d'accès et les réseaux de communication terrestres. En revanche, le niveau du théâtre ignore les réalités politiques et économiques

ou les valeurs morales propres au territoire en question. En ce domaine, les experts devraient considérer leur propre patrie, fût-elle riche en ressources et forte économiquement, sur le même pied qu'un lointain désert. Il n'est donc pas surprenant que l'élaboration des politiques militaires fasse souvent l'impasse sur le niveau du théâtre, même quand son importance est évidente.

Prenons l'exemple de la péninsule coréenne. La concentration de la puissante armée du Nord sur la frontière, avec ses nombreux chars et son artillerie imposante, la capacité de l'infanterie à s'infiltrer en profondeur, l'attitude belliqueuse du régime : ces différents facteurs conduisent à penser qu'un conflit commencerait par une offensive surprise d'une intensité extrême. L'attaque ne pourrait guère se prolonger ni progresser très avant en territoire sud-coréen, d'abord parce que la plus grande partie de l'artillerie du Nord est immobile et, aussi, parce que l'infanterie épuiserait vite son énergie et ses réserves. Dans cette configuration particulière, la logique de la stratégie, au niveau du théâtre, devrait inciter la Corée du Sud à établir un dispositif permettant d'affronter l'adversaire loin de ses bases arrière et le dissuader de maintenir une défense territoriale jusqu'à la ligne d'armistice. Une « défense élastique », occupant une bande de 50 kilomètres de large depuis la frontière avec le Nord, imposerait des retards à l'avancée de l'ennemi, par des engagements rapides, exploitant les accidents du terrain, sans pour autant chercher à maintenir un front rigide et permettrait, au bout du compte, de prendre les Nord-Coréens à leur propre piège, en les poussant à s'avancer trop loin. Grâce au délai ainsi obtenu, l'armée du Sud pourrait mobiliser et déployer des effectifs supérieurs et mener une contre-offensive jusqu'à la frontière, soutenue par les aviations américaine et nationale, qui infligeraient des pertes sérieuses à l'ennemi, pendant sa progression et son repli.

Cette défense élastique qui ne privilégie aucune portion du territoire pour mieux en protéger la totalité en libérant l'armée de son ancrage

géographique serait conforme à la dynamique de la logique stratégique, telle qu'elle se manifeste au niveau du théâtre. Mais observons maintenant la portion du pays dans laquelle se dérouleraient – à deux reprises – les combats et qui serait momentanément occupée par des Nord-Coréens hostiles. Il ne s'agit pas d'un désert, mais d'une région densément peuplée, occupée en particulier par le nord de Séoul, métropole de 9 millions d'habitants, siège des institutions nationales et centre industriel de premier ordre. En outre, dans la mesure où chacun des deux États coréens revendique une souveraineté exclusive sur l'ensemble de la péninsule, la perte de cette bande de 50 kilomètres de large déclencherait une crise de confiance majeure à l'égard du gouvernement du Sud et contribuerait à une profonde démoralisation de l'armée. De ce fait, les orientations militaires du pays tournent sciemment le dos à la logique stratégique au bénéfice d'une défense *préventive* de la capitale, visant à interdire toute tentative d'intrusion ennemie.

S'il est possible d'ignorer la logique, ses *conséquences* n'en disparaissent pas pour autant. Dans le cas de la Corée du Sud, celles-ci concernent les coûts et les risques. En permanence, une partie significative des forces armées doit être maintenue en état de préparation avancée et, d'autre part, le pays a dû construire et entretenir un système de protection sophistiqué, comprenant des champs de mines, des barrières mobiles et des murs de béton armé. Les deux postes principaux de la défense préventive sont dispendieux, sans offrir, pour autant, les atouts d'une défense élastique. Mais il ne revient pas à la logique de la stratégie de théâtre de prescrire l'ordre des priorités, ni même de définir celles-ci, pas plus que la connaissance d'une relation entre inflation et chômage, en matière économique, ne peut déterminer les choix politiques : certains pays tolèrent plus aisément l'inflation qu'un niveau de chômage élevé quand d'autres ont des priorités inverses. La science économique révèle une relation logique sans s'arroger un rôle prescripteur en matière de politique économique. De

la même manière, dans le cas de la Corée, la logique de la stratégie détermine la relation entre l'élasticité de la défense, d'une part, la hauteur du coût et du risque, de l'autre, mais les priorités politiques, qui transcendent toutes les autres considérations, plaident en faveur d'une défense rigide.

## *Le front central européen pendant la guerre froide*

Pour l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, la menace principale a longtemps été localisée dans la paisible Allemagne centrale. Et, comme dans le cas sud-coréen, des considérations politiques incitaient l'Otan à privilégier une défense préventive, en dépit d'une situation géographique propice à une approche plus élastique. Observons, rétrospectivement, le théâtre stratégique : la limite orientale de la République fédérale (l'Allemagne de l'Ouest) s'étend de la côte Balte, au nord, jusqu'à l'Autriche, longeant l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, deux pays où, à l'époque, étaient cantonnées des troupes soviétiques. En cas de mobilisation, des unités belges, britanniques, canadiennes, hollandaises, allemandes et américaines devaient quitter leurs casernes et leurs bases pour rejoindre les positions qui leur étaient assignées. Le « front central » serait alors devenu une réalité physique, non sous la forme d'une ligne continue avec des unités échelonnées épaule contre épaule, mais plutôt comme une succession de noyaux, comprenant hommes, véhicules et armements, disposés sur une bande de territoire courant du nord au sud. Un tiers environ des formations blindées et mécanisées de l'Otan (les « forces de couverture ») auraient avancé à quelques kilomètres de la frontière, tandis que la majeure partie serait restée à distance. Dans cette configuration, et

bien que les forces de couverture n'eussent pas vocation à épouser chaque circonvolution de la frontière, le front se serait étiré sur plus de 900 kilomètres. En outre, sur la frontière avec l'Autriche, pays neutre, la zone de plaine aurait dû être protégée, le franchissement de la vallée du Danube ne présentant aucune difficulté pour les forces soviétiques basées en Hongrie.

Cette esquisse sommaire suffit à écarter la proposition concernant l'infanterie équipée de missiles. Si l'on considère la seule longueur du front placé sous la responsabilité de l'Alliance, la fragilité d'une défense frontale confiée à des troupes antichars nous apparaît immédiatement, quelle que soit l'épaisseur des fortifications surveillées sur laquelle elle s'appuie. Nous voyons, en effet, que dans les secteurs les plus étroits du front, là où les forces seraient entrées en contact, les blindés soviétiques auraient disposé d'une supériorité numérique considérable sur les missiles, malgré la différence de coûts entre les deux armes. Au cours des deux dernières décennies de la guerre froide, plus de 100 000 chars, un nombre plus élevé encore de véhicules de combat, une importante artillerie motorisée et une grande variété d'unités de soutien auraient été en mesure de lancer une offensive à partir de l'Allemagne de l'Est ou de la Tchécoslovaquie, suivies de près par des forces plus importantes encore, faisant route depuis la Pologne et l'Union soviétique[1]. Comme il va de soi, cette masse de véhicules n'aurait pas progressé sur toute la largeur du front depuis ses extrémités nord et sud, mais aurait été concentrée en quatre ou cinq vecteurs, orientés vers l'ouest, chacun formant une phalange aussi large que le terrain l'aurait permis, réduite dans certains cas, à l'épaisseur d'une route à deux voies et déployée, ailleurs, sur une ligne de quinze kilomètres ou plus. Mais, quel qu'ait été le nombre des vecteurs et la largeur des phalanges, les points de contact entre les armées ennemies n'auraient occupé qu'une fraction des 950 kilomètres de front. Même une vaste infanterie de défense, mobilisant des dizaines de milliers de lance-missiles,

aurait été en état d'infériorité numérique sur chacun des secteurs où auraient eu lieu les affrontements.

Appliquée à cette formule de la guerre d'usure, l'arithmétique la plus simple garantit la défaite. Il ne peut en aller autrement quand les servants de missiles, quel que soit leur nombre, doivent couvrir le front sur toute sa longueur et s'opposer à une offensive blindée procédant par colonnes concentrées[2]. Bien entendu, il était concevable de concentrer les lance-missiles, voire de parvenir à inverser l'équilibre des forces, à condition d'une mobilité suffisante. Mais la logistique ne peut être assurée par une simple noria de camions, circulant le long des routes destinées aux patrouilles frontalières parce qu'un mouvement d'une telle ampleur est beaucoup trop vulnérable aux tirs d'artillerie. L'opération nécessite de positionner le gros des troupes équipées de missiles sur des carrefours reculés, d'où elles peuvent rejoindre par camions les secteurs du front attaqués. Sans véhicules tout-terrain, contraintes d'emprunter les routes pour leurs déplacements, les unités de missiles se trouveraient alors exposées aux attaques aériennes et bloquées dans leur avance par le feu de l'artillerie ouvrant la voie aux phalanges blindées. Seuls, les hélicoptères pourraient assurer une riposte rapide : opérant en nombre suffisant, ils permettraient aux troupes équipées de missiles de prendre l'avantage lors de chaque tentative de percée. Mais que devient alors le caractère peu coûteux de la proposition initiale ? Et à quoi bon transporter des troupes équipées d'armement antichar, quand les hélicoptères sont dotés de leurs propres missiles ? En outre, ces aéronefs, les plus fragiles de tous, seraient vulnérables aux armes antiaériennes couplées aux colonnes blindées et au barrage d'artillerie, pour une offensive de grande ampleur.

Hormis les camions trop vulnérables et condamnés à emprunter les routes, les hélicoptères tout aussi exposés et trop dispendieux, il reste la possibilité d'utiliser des véhicules tout-terrain blindés, capables de se déplacer sous le feu ennemi et d'assurer la concentration rapide des troupes

antichars. Les transports blindés qu'utilise déjà l'infanterie mécanisée répondent à la définition. Or, entre autres armements, des missiles antichars les équipent. En outre, s'il s'agit d'acquérir de nouveaux véhicules blindés, pourquoi ne pas choisir des modèles possédant déjà des lance-missiles incorporés, utilisables sans être débarqués ? Et s'il s'agit de choisir les meilleurs armements incorporés, pourquoi se contenter de grossiers lance-missiles au rythme de tir trop lent, quand le rendement des canons est supérieur dans le combat rapproché ? Poussée à ses extrémités, la proposition initiale se résume à une simple variante de l'état réel des forces mécanisées, voire à une réinvention du char de combat, si bien qu'elle nous ramène au postulat le plus communément partagé : l'arme blindée se combat par l'arme blindée. Ce parcours circulaire nous permet toutefois d'avancer une conclusion : la place privilégiée accordée à la force blindée ne résulte pas, ou pas seulement, de la rigidité institutionnelle, du poids de la tradition ou du conservatisme de la bureaucratie militaire. Elle se justifie parce que la mobilité et la protection garantissent la concentration et que la concentration garantit la force.

## *L'avantage relatif de la défense*

Nous n'avons pas abordé jusqu'ici une idée communément admise : la défense, quelque forme qu'elle adopte, bénéficierait d'un *avantage a priori*, si bien qu'il faudrait à l'offensive une supériorité numérique, souvent estimée à trois contre un, pour réussir. L'avantage existe bel et bien au niveau tactique, parce que les lignes de défense peuvent se protéger, à l'aide de tranchées, de positions enterrées, de parapets et d'autres structures d'où elles peuvent tuer ou blesser les assaillants, qui s'exposent, en restant elles-mêmes plus difficiles à atteindre. Dans le cas d'une attaque frontale contre

une défense retranchée, le rapport de un à trois représente donc une estimation moyenne acceptable.

Dès que l'on adopte le point de vue opérationnel, plus panoramique, il nous apparaît que les assaillants peuvent attaquer ailleurs que sur cette ligne bien défendue, le contournement étant la forme la plus sommaire de manœuvre relationnelle. Si la défense retranchée s'accroche à ses positions, elle se prépare à un échec de grande ampleur, voire à son élimination éventuelle, quand elle subira des tirs en enfilade, depuis l'extrémité de ses lignes. Elle peut riposter à la manœuvre de contournement, soit en étirant ses lignes sur la distance nécessaire, soit en abandonnant ses retranchements pour intercepter l'ennemi. Dans le premier cas, elle conserve un avantage relatif, mais la réduction des effectifs pour chaque segment des lignes modifiera l'équilibre des forces en faveur de l'assaillant. Dans le second, l'équilibre des forces sera maintenu là où aura lieu l'affrontement, mais l'avantage relatif n'existera plus. Dans les deux situations, le rapport de trois unités contre une ne sera plus nécessaire pour les assaillants.

Pendant la Première Guerre mondiale, sur le front de l'Ouest, la défense bénéficiait de cet avantage relatif au niveau tactique comme à celui de la stratégie de théâtre, parce que la continuité des lignes de tranchées, de la côte belge à la frontière suisse, excluait toute manœuvre de contournement. L'avantage existait aussi au niveau opérationnel parce que les tentatives de percée, concentrées sur d'étroits secteurs du front, ne pouvaient jamais bénéficier d'une supériorité numérique. L'emploi du téléphone de campagne, du rail et des camions pour le déplacement des troupes permettait une contre-concentration de forces plus rapide que la progression des fantassins ennemis, ralentis par le feu de l'artillerie, les barbelés et les mitrailleuses. Après 1918, les polytechniciens qui dominaient l'état-major français[3], allèrent jusqu'à formaliser, en langage mathématique, la supériorité des mouvements de concentration de la défense, qu'ils démontraient par la vitesse supérieure des déplacements latéraux – ceux des

camions et des trains faisant mouvement le long des lignes – sur les déplacements frontaux de l'infanterie face au feu. Le seul enjeu consistait à rattraper l'impulsion initiale de l'ennemi, dans le cas où les préparatifs d'une offensive imminente viendraient à échapper aux services de renseignements. Cette difficulté était d'ailleurs maîtrisée, car la ligne de défense continue avec ses tranchées interdisait toute manœuvre de contournement, offrant ainsi un avantage tactique tel qu'une unité de défense pouvait contenir trois unités d'assaillants, au moins jusqu'à l'arrivée des renforts.

Forts de ces calculs, qui présupposaient toutefois que les mères allemandes ne donneraient pas trois fois plus de fils à leur patrie, les Français étaient convaincus de pouvoir résister à toute offensive, pour autant qu'ils évitent eux-mêmes les initiatives aventureuses, susceptibles d'affaiblir l'armée. Aussi longtemps qu'il serait possible d'agir sur un théâtre stratégique strictement défensif, la victoire était certaine. Un nouvel élément fut toutefois ajouté au dispositif défensif afin de réduire les pertes en vies humaines : les fortifications permanentes, qui répondaient à un souci de simple bon sens La construction de tranchées et de positions de tir bétonnées en temps de paix offrait de nombreux avantages, sur les excavations sommaires, aux conditions sanitaires déplorables, creusées sous le feu de l'ennemi. De la même manière, l'édification de forts sophistiqués pour abriter l'artillerie améliorerait le potentiel de cette dernière, aussi bien pour riposter à l'artillerie ennemie que pour bombarder l'infanterie lors de ses assauts.

Cette logique d'une cohérence imparable dicta la construction de la ligne Maginot, sur toute la longueur de la frontière franco-allemande. La preuve définitive du succès de cette formidable entreprise fut établie en mai-juin 1940, lorsque l'offensive allemande préféra contourner par la Belgique cet obstacle indestructible, défendu par l'infanterie retranchée et l'artillerie fortifiée. Manifestation classique du paradoxe de la stratégie, la

ligne Maginot ne protégea pas la France parce qu'elle la protégeait trop bien. Le mieux que l'on puisse attendre d'un système défensif c'est qu'il dissuade l'ennemi d'attaquer. On peut aujourd'hui conjecturer sur les avantages qu'auraient présentés, pour la France, un dispositif moins impressionnant et moins systématique, laissant place à quelques failles susceptibles d'attirer l'ennemi. Sans doute, l'hypothèse d'une offensive sans contournement aurait alors été envisagée par les Allemands, qui se seraient, comme en 1914, enlisés dans une guerre de positions. Mais l'histoire en décida autrement : la réplique à cet obstacle insurmontable, aux points de vue tactique et opérationnel, fut formulée au niveau de la stratégie de théâtre : en mai 1940, l'offensive allemande pénétrait dans les Ardennes belges, dépourvues de fortifications, et progressait jusqu'à la mer du Nord. La ligne Maginot une fois dépassée, l'arithmétique de la concentration et de la contre-concentration se trouva bouleversée par la logique du *blitzkrieg*. Avançant au rythme des chars et des engins blindés composant les divisions Panzer, les colonnes de pénétration allemandes prirent de vitesse la défense et ses déplacements latéraux. L'avantage tactique que l'on prêtait à la défense retranchée se trouva réduit à néant et les meilleurs armements antichars ne pouvaient rien changer à l'affaire. Malgré sa réussite totale, la ligne Maginot est aujourd'hui condamnée et le rapport de trois contre un – pertinent au seul niveau tactique – passe pour une règle universelle. On ne peut que s'étonner de la force de ces convictions subjectives, aux antipodes des deux grandes leçons de 1940.

## *L'arme nucléaire du champ de bataille*

Au cours des décennies de la guerre froide, les plans de l'Alliance occidentale pour la défense du front central, en Allemagne, ont subi plusieurs modifications de fond. Mais tous envisageaient, pratiquement

jusqu'à la fin, l'emploi de l'arme nucléaire du « champ de bataille ». Le rôle des armes nucléaires a toujours reposé sur leur fonction d'instruments de suasion[*2] au plus haut niveau de la grande stratégie. Ici, nous nous intéresserons à leur place dans la stratégie de théâtre. En termes de puissance explosive et de radiations, les armes nucléaires du champ de bataille ont des capacités modestes, sans commune mesure avec les engins intercontinentaux. Sous la forme de missiles à courte portée, d'obus d'artillerie, de charges explosives ou de bombes aériennes tactiques[4], elles étaient supposées fournir une réponse de niveau technique à la puissance de l'armée soviétique. Elles offraient un moyen économique de reprendre l'avantage face à une menace d'effondrement du front lors d'une offensive à grande échelle. Selon les orientations définies par l'Alliance, au cours des années 1970-1980, la défense, confrontée à une offensive conventionnelle, devait utiliser des moyens conventionnels aussi longtemps que possible mais, à défaut de pouvoir empêcher l'arrivée de nouvelles formations soviétiques sur le front ou de pouvoir les contenir, elle utiliserait l'arme nucléaire du champ de bataille.

La courbe d'efficacité de ces armements, après leur introduction, en 1952-1953[5], fut très satisfaisante. Ils furent aisément intégrés aux plans de défense alors en vigueur qui consistaient en une chaîne de forces modestes, déployées sur une étroite bande, formant une véritable ligne le long de la frontière. Les effectifs atteignaient tout juste le seuil permettant de distinguer sans ambiguïté un incident de frontière d'une offensive, laquelle devait faire l'objet d'une contre-attaque nucléaire. La faiblesse des moyens conventionnels de l'Alliance étaient la source même de sa force, puisqu'elle rendait crédible le recours à l'arme nucléaire. Mais cette réponse d'ordre technique à la supériorité conventionnelle de l'adversaire atteignit son point culminant d'efficacité dès la fin des années 1950, quand l'armée soviétique se fut dotée de ses propres armements nucléaires du champ de bataille. Dès lors, les attaques nucléaires destinées à protéger des secteurs du front en

voie d’effondrement contre les percées des colonnes offensives soviétiques risquaient de pousser le commandement ennemi à ouvrir d’autres secteurs à l’aide de ses propres armes nucléaires.

Dans ce cas, cependant, action et réaction ne s’annulaient pas. Après une riposte nucléaire de l’Alliance, l’invasion militaire n’aurait pas offert à l’Union soviétique des territoires prospères mais des zones dévastées. Dans la mesure où le recours à l’arme nucléaire du champ de bataille restait vraisemblable, les velléités guerrières de l’Union soviétique se réduisaient à une alternative aux deux termes également dissuasifs : défaite conventionnelle ou destruction nucléaire. Comme toujours, avec la suasion, l’adversaire contrôle le processus ; aussi longtemps que la menace lui paraît crédible, il conclut par lui-même que les gains qu’il convoite ne valent pas la punition qu’il encourt. De ce fait, la sécurité que procure la suasion est, par définition, moins fiable qu’un dispositif de défense adéquat. Cependant, la menace nucléaire remplace de nombreuses divisions blindées : il est difficile de la considérer avec désinvolture parce que ses effets peuvent être prédits avec précision.

Dans notre exemple, toutefois, l’efficacité de la suasion dépend des motivations du conflit : imaginons que les dirigeants soviétiques, plutôt que de satisfaire des rêves de conquête, aient joué leur dernière carte en attaquant l’Alliance. La perspective d’une dévastation nucléaire de l’Allemagne centrale n’aurait alors pu suffire à les dissuader. Tout pouvoir illégitime est, par définition, instable. Parmi les scénarios de crise, sur lesquels travaillaient les militaires pendant la guerre froide, l’un des plus inquiétants envisageait une révolte générale des peuples d’Europe de l’Est, aspirant à la liberté et la prospérité dont jouissait l’Ouest du continent. Dans une telle situation, une agression dirigée sur l’Europe de l’Ouest aurait pu constituer un contre-feu efficace et couper le soulèvement dans son élan, en laissant planer la menace de conséquences pires encore que l’oppression existante.

Selon une autre hypothèse, les dirigeants soviétiques, pressentant une offensive imminente de l'Alliance, auraient pu prendre les devants et attaquer l'Ouest. L'idée de préparatifs d'invasion secrets impliquant le Parlement hollandais, le chancelier ouest-allemand, le grand-duc du Luxembourg et le conseil des ministres belge, en relation avec la Maison-Blanche et Whitehall peut nous sembler quelque peu échevelée, mais pour les dirigeants du Kremlin, comme pour tout l'appareil gouvernemental qu'ils contrôlaient, le soupçon était une seconde nature. Par ailleurs, aucune date de l'histoire soviétique n'a laissé une empreinte aussi traumatisante dans les mémoires que l'invasion-surprise du 22 juin 1941. Si une agression contre l'Europe avait été conçue par les Soviétiques comme une opération d'autodéfense par anticipation, l'emploi par l'Alliance des armes nucléaires du champ de bataille aurait réduit à néant une victoire conventionnelle, sans pour autant prévenir l'offensive.

Les armes nucléaires à courte portée des deux camps auraient été lancées depuis le territoire allemand sur les points chauds de la bataille, situés, eux aussi, en Allemagne. De ce fait, la perspective de dévastations de grande ampleur aurait pu suffire à éroder la volonté de dissuasion au sein de l'Alliance. Cependant, la menace d'une attaque nucléaire sur le champ de bataille dans l'éventualité d'une guerre conventionnelle tournant à l'avantage des Soviétiques fut maintenue fermement, y compris par le gouvernement fédéral allemand[6]. Assumer ce risque semblait préférable à l'entretien de forces conventionnelles capables de faire échec à une menace d'invasion par des moyens, eux aussi, conventionnels, sans se réserver la possibilité d'en appeler à la menace nucléaire.

À mesure que la guerre froide se poursuivait, les risques liés à une défense fondée sur la menace nucléaire devenaient toujours plus évidents. Paradoxalement, pour l'Alliance, un accroissement des moyens *non* nucléaires aurait pu avoir des conséquences négatives. Le refus des alliés européens des États-Unis de développer leurs forces conventionnelles

reflétait d’abord leurs réticences à augmenter les dépenses militaires, mais un raisonnement stratégique aurait abouti aux mêmes conclusions. Il est indiscutable que des moyens conventionnels suffisants pour défendre le front central contre une invasion conventionnelle soviétique auraient éliminé la nécessité d’un recours aux armes nucléaires du champ de bataille et, dans l’éventualité d’un conflit, ils auraient éliminé aussi le danger fatal d’une escalade nucléaire, du champ de bataille jusqu’aux missiles intercontinentaux. Dans ce cas, une guerre conventionnelle aurait néanmoins entraîné des dommages considérables, à cette différence près que seuls les Européens auraient eu à les subir. Il y avait donc quelque sagesse à vouloir distribuer également les risques.

*1. Même dans une guerre de dimensions plus larges, la caractéristique d'un théâtre particulier, comme le note Clausewitz (*De la guerre*, livre 5, chap. 2) est que les événements extérieurs n'y auront pas d'effets directs, même si, de façon indirecte, ils contribuent à affaiblir ou à renforcer l'adversaire.

*2. J'emploie ce terme pour désigner à la fois la persuasion et la dissuasion, sous toutes leurs formes. Ce sujet sera discuté dans la troisième partie.

CHAPITRE 9

# STRATÉGIE DU THÉÂTRE II : OFFENSIVE ET DÉFENSIVE

Avec la stratégie de théâtre, toute offensive se trouve confrontée à une première alternative évidente : ou bien la progression se déroulera sur toute la longueur du front – ce qui suppose une supériorité indiscutable, car une armée qui avance partout peut être battue en chaque endroit – ou bien elle se concentrera sur quelques secteurs – ce qui améliorera les chances de victoire, même pour le camp le plus faible, par une concentration des forces. L'avance large ignore la manœuvre relationnelle et la sophistication opérationnelle. Elle exigera un prix plus élevé en vies humaines, mais sa simplicité réduira la part du risque : il est beaucoup plus simple de coordonner des progressions parallèles que des pénétrations convergentes et l'on évite ainsi d'exposer ses flancs. À l'inverse, plus la progression est concentrée et plus augmentent le risque et sa possible rétribution, l'exemple le plus extrême ayant été le *blitzkrieg* allemand, de 1939 à 1942, mélange de manœuvre habile et de pari audacieux, conduit par des pénétrations fines comme des traits de crayons. Conformément au renversement logique qui nous est maintenant familier, seule une armée disposant d'une marge de sécurité suffisante, grâce à sa supériorité numérique, peut choisir la prudence, c'est-à-dire la progression sur un large front, tandis qu'une armée déjà exposée doit multiplier les risques si elle veut remporter le combat.

Pour les défenseurs, le choix d'une stratégie de théâtre aura des implications non seulement sur le déploiement militaire, mais aussi sur le sort du territoire qui sert d'arène au conflit. De ce fait, la logique politique linéaire, qui assimile défense et protection, se heurte fréquemment à la logique paradoxale de la stratégie qui peut être conduite à sacrifier la protection au bénéfice de la défense. La contradiction se manifeste en particulier dans le cas d'une défense élastique. Celle-ci procure une marge de manœuvre accrue aux défenseurs, ils y gagnent une liberté de mouvement qu'ils mettent à profit pour opérer leur concentration au moment opportun. En reprenant alors l'initiative, ils combattent avec les avantages propres à l'offensive et conservent par ailleurs le bénéfice du terrain, puisqu'ils évoluent dans un environnement connu et amical. Souvent considérée comme idéale, d'un point de vue militaire, cette stratégie défensive rebute les responsables politiques, qu'ils aient pour priorité la défense des ressources nationales, le bien-être des populations ou le contrôle du territoire. De façon symétrique, la défense préventive a la préférence des politiques et rencontre de fortes réticences chez les militaires.

Bien entendu, la réalité est le terrain des approximations et ce n'est que par exception que l'une ou l'autre formule est mise en œuvre de manière exclusive. Même lorsque le haut commandement soviétique, sous l'égide de Staline, esquiva la seconde offensive allemande de l'été 1942 avec une défense si élastique que des centaines de villes furent sacrifiées au passage, décision fut prise de ne pas abandonner Stalingrad ; réciproquement, l'engagement de l'Alliance atlantique en faveur d'une défense préventive de l'Allemagne de l'Ouest ne garantissait pas la protection de chaque pouce du territoire[*1]. Les compromis sont inévitables. Une place privilégiée est accordée aux priorités politiques aussi longtemps que le sentiment de sécurité prédomine (que celui-ci soit justifié ou non) et les priorités

militaires déterminent les choix de la stratégie de théâtre quand un danger pressant est redouté.

Un large éventail de possibilités existe entre les deux extrêmes de la défense élastique – refusant toute résistance, épargnant ses forces pour mieux contre-attaquer – et une défense préventive frontale, exclusive de tout aménagement. Seuls les choix politiques – y compris les décisions prises dans l'urgence d'une situation mouvante – peuvent fixer une ligne de partage entre ce qui doit être protégé à tout prix et ce qui peut être abandonné, au moins de façon temporaire. Par ailleurs, la « défense en profondeur » représente un parti pris défensif extérieur à cet éventail de possibilités. Avec cette formule, une zone de front plus ou moins profonde ne sera ni sauvegardée dans son intégralité ni abandonnée, elle relèvera d'une défense sélective, assurée par des forces autonomes, organisées en îlots de résistance, formant un quadrillage plutôt qu'une ligne. Dans l'Histoire, cette stratégie a prévalu pour la défense des places fortes, en particulier lorsque celles-ci surveillaient des frontières sensibles. Dès le règne de Dioclétien, à la fin du IIIe siècle, l'empire romain l'utilisait de façon permanente. Dans les guerres modernes, elle s'est appliquée aux zones de manœuvre. Protégés par les accidents de terrain ou par des barrières artificielles, disposant d'une organisation et d'une logistique qui assurent leur autonomie, les îlots de résistance contrôlent les points névralgiques le long des principales voies de pénétration ou protègent les infrastructures sensibles, comme les bases aériennes ou les dépôts de ravitaillement. Leur vocation essentielle, toutefois, se manifeste en cas de succès ennemi : les îlots servent alors de points de départ à des opérations de commando ou à des contre-attaques, en coordination, quand cela est possible, avec le gros de l'armée, situé en arrière de la zone de front défendue en profondeur.

Il va de soi que des îlots de résistance d'une taille conséquente et répartis sur une profondeur significative ne peuvent former un front continu. L'ennemi peut donc choisir de ne pas interrompre sa progression

pour les attaquer et poursuivre sa course vers les objectifs qu'il s'est fixés, au-delà de la zone de défense. Mais il prend alors le risque que le piège se referme sur lui : dans le passé, une colonne d'invasion qui aurait épargné une forteresse ennemie abritant une garnison prête à fondre sur ses arrières se serait exposée à un revers cuisant. De la même manière, une pénétration blindée ne saurait ignorer des forces susceptibles d'attaquer ses flancs vulnérables. Toutefois, réduire tous les îlots de résistance au prix d'arrêts répétés mettrait à mal une progression dont l'élan est une dimension essentielle, mais confier leur réduction à des détachements armés serait prendre le risque d'une dispersion dangereuse.

Le dilemme auquel se trouvent ainsi confrontés les attaquants peut être encore accentué si les défenseurs ont le moral et les ressources matérielles nécessaires pour lancer des raids contre les colonnes de ravitaillement, les unités de service et les détachements de moindre importance que la pénétration ennemie met à leur portée. Là où la configuration du terrain confine la pénétration à d'étroits passages, susceptibles d'être bloqués, l'ennemi n'est plus confronté à un dilemme mais tout simplement à la résistance offerte par chacun des îlots qu'il rencontre sur son chemin. Toutefois, dans ce domaine encore, la stratégie obéit à une logique paradoxale : plus le théâtre du conflit confine les mouvements de pénétration et plus la défense en profondeur s'impose, mais seulement jusqu'à un point culminant. En effet, sur un terrain montagneux de type himalayen, qui restreint dans de grandes proportions la liberté de mouvement, une défense linéaire, constituée de positions se soutenant mutuellement et contrôlant chaque point de passage redevient préférable à un système de défense en profondeur. Bien entendu, aucun dispositif, qu'il soit inspiré par un modèle ou par l'autre, ne peut remplir son rôle sans l'appui d'unités offensives, prêtes à lancer des contre-attaques. À défaut de répartition des rôles, la défense sera partout prisonnière de ses positions et plus encore en haute montagne.

Pendant la guerre froide, le risque que l'Alliance atlantique repousse trop loin les limites de sa défense en profondeur, sur le front central, était inexistant. Plusieurs secteurs concernés, en Allemagne, englobaient des zones montagneuses, mais au relief beaucoup moins accidenté que celui des Alpes ou de l'Himalaya. La possibilité de verrouiller les voies potentielles de pénétration à l'aide de quelques positions fortes était inexistante. Cependant, même dans la plaine septentrionale et autour du seuil de Fulda, les massifs forestiers et les zones urbaines constituaient des obstacles propices à un grillage d'îlots de résistance. Sans conteste, une telle stratégie de théâtre aurait fondé une manœuvre relationnelle adaptée à la menace alors existante, en établissant un dispositif capable d'absorber et de disperser l'impact du « poing de fer » soviétique. Après avoir franchi le front central sans rencontrer d'obstacle significatif, les colonnes de pénétration auraient dû combattre pour s'ouvrir un chemin dans toute la profondeur de l'aire de défense, en s'exposant, au cours de ce processus, à des attaques sur leurs flancs.

L'épreuve aurait été d'autant plus compliquée pour l'armée soviétique que ses effectifs de conscrits et de réservistes, tout à fait aptes à aller de l'avant, ne possédaient pas les réflexes tactiques nécessaires pour faire face à des contre-attaques localisées, même lancées par des forces relativement restreintes.

Durant toute la période, de multiples projets de défense en profondeur, concernant le front central, furent discutés au sein de l'Alliance. Plusieurs de ces plans prônaient un repositionnement vers l'arrière des forces blindées et mécanisées, maintenues toutefois à leur niveau existant, d'où elles pourraient manœuvrer librement[1]. D'autres évoquaient la combinaison de ces forces soit avec de petites unités d'infanterie héliportées, équipées de missiles[2], soit avec des milices locales formées aux méthodes de la guérilla et prêtes à combattre aux côtés d'unités d'infanterie légère[3], soit, enfin, avec de petites unités d'infanterie, cantonnées sur l'ensemble du territoire et

préparées à la défense des villages qui parsèment la campagne allemande[4]. Plusieurs variantes recommandaient, de surcroît, la mise en place de barrières antichars en lignes continues destinées à ralentir les colonnes blindées soviétiques, d'autres encore préconisaient la construction de positions fortifiées, très en arrière du front, d'où une partie des troupes verrouillerait les routes et les autres voies de passage. Tous ces projets partageaient la même préoccupation : retarder indéfiniment la pénétration en profondeur, objectif des colonnes blindées après le premier affrontement brutal sur le front. Il s'agissait donc de les piéger dans ce dispositif et de les désolidariser avant de les attaquer, élément après élément, ou de lancer une contre-attaque massive[5].

Malgré leur apparente hétérogénéité, les propositions de défense en profondeur du front central reflétaient une pensée militaire originale, aussi éloignée de la rigidité habituelle des plans bureaucratiques que des réalités politiques. En outre, toutes pêchaient par l'illusion classique de la « manœuvre définitive ». En s'efforçant d'ajuster leur réaction à la stratégie de théâtre imputée aux Soviétiques – la pénétration en profondeur – elles s'interdisaient d'envisager une contre-réaction, sous la forme d'une stratégie soviétique nouvelle et différente, conçue comme une parade à la défense en profondeur. En d'autres termes, elles ne tenaient pas compte du phénomène fondamental de la stratégie.

Avant d'en venir à la critique, il est important, toutefois, de rappeler les mérites considérables de ces plans, en termes purement militaires. Aujourd'hui encore, ils restent exemplaires. Comme nous l'avons vu, au niveau tactique, des troupes combattant, depuis une position fortifiée, un assaillant qui se déplace à découvert bénéficient d'un « taux de change » favorable, grâce à l'efficacité supérieure de leur puissance de feu. Le même taux de change prévaut pour des unités très mobiles et de taille réduite, capables de lancer des raids contre des colonnes blindées soviétiques au moment opportun et de se replier aux premières velléités de contre-attaque.

De plus, tant que les unités placées en couverture parviennent à tenir leurs positions, les diverses barrières antichars, qu'il s'agisse de fossés, d'obstacles de béton ou de champs de mines améliorent l'efficacité tactique du blocage, en ralentissant la progression ennemie, jusqu'au seuil, dans le meilleur des cas, où les blindés peuvent être détruits.

Au niveau opérationnel, la combinaison de barrières et de fortifications bloquant les routes a pour effet de réduire la *mobilité relative* des attaquants et d'accroître ainsi les possibilités de réunir des forces suffisantes pour opérer une contre-attaque sur les flancs. Au niveau du théâtre, chacun de ces dispositifs aurait suffi à neutraliser l'atout principal de l'armée soviétique, c'est-à-dire sa capacité à percer un front continu, et à exploiter sa première faiblesse présumée, c'est-à-dire son manque de flexibilité, dû à la trop grande taille de ses unités[6].

Les plans de défense en profondeur furent néanmoins rejetés par les gouvernements ouest-allemands successifs et, en conséquence, par l'Alliance dans son ensemble. Leur non-conformité avec la politique établie n'explique pas tout – les orientations admises sont toujours susceptibles de révision. Leur irréalisme a constitué un obstacle plus fondamental. Aux niveaux technique, tactique ou opérationnel, les objectifs poursuivis étaient clairs et sans ambiguïté : des destructions plus importantes chez l'adversaire, un meilleur taux de change et la victoire dans la bataille sont plus souhaitables que l'inverse. Au niveau du théâtre, toutefois, la signification de la victoire ou de la défaite relève de la décision politique. Les plans de défense en profondeur auraient pu arrêter une invasion soviétique sans, pour autant, protéger l'Allemagne de l'Ouest. Fallait-il alors considérer la destruction simultanée de l'armée soviétique et de la majeure partie du territoire allemand comme une victoire ou comme une défaite ? La réponse n'est pas évidente. L'ampleur de la zone sacrifiée à une guerre prolongée pouvait bien varier avec chaque plan, aucun d'entre eux

ne préconisait la défense préventive de l’ensemble du territoire national, principe directeur de la défense « avancée ».

Pour les avocats de la défense en profondeur, mieux valait risquer la destruction, par des moyens conventionnels, d’une partie plus ou moins importante du territoire ouest-allemand que d’exposer l’ensemble du pays, y compris les villes, à une possible dévastation nucléaire. De plus, les risques associés à chacune de ces menaces étaient de nature différente, ce qui contribuait à la complexité du débat, même si à première vue, l’efficacité était du côté de la dissuasion nucléaire du champ de bataille. De fait, les termes de l’alternative étaient eux-mêmes discutables, une troisième option étant toujours possible, sous la forme d’une interdiction totale, par le gouvernement ouest-allemand, de l’emploi des armes nucléaires sur son territoire. En cas d’échec de la dissuasion et d’une invasion soviétique, le gouvernement ouest-allemand aurait alors été en position de s’opposer à une contre-attaque nucléaire et de demander un armistice. Quelles qu’aient été les conditions imposées par le vainqueur, on peut admettre qu’elles auraient été préférables pour la population allemande à l’emploi de l’arme atomique ou à une guerre conventionnelle prolongée et aux destructions qu’elle aurait entraînée. Les projets de défense en profondeur présentaient une alternative séduisante à la politique officielle du temps de paix, on ne peut en dire autant de ce qu’aurait été leur mise en œuvre lors d’un conflit.

Avec la fin de la guerre froide se sont éteints les débats concernant les méthodes de défense du front central. Toutefois, les leçons enseignées par l’expérience perdurent. Au niveau du théâtre de la stratégie, les décisions militaires ne peuvent plus être envisagées indépendamment des impératifs politiques. Deux complications en résultent. En premier lieu, la logique paradoxale de la stratégie (qui défend tout ne défend rien, ou bien la victoire peut être excessive) entre en conflit avec la logique linéaire de la politique qui réclame – selon les circonstances – une protection ou une conquête maximale. De ce fait, les militaires jugent souvent les dirigeants

politiques aventuristes ou timorés. En second lieu, les efforts poursuivis par les militaires pour obtenir, sur leur terrain, la meilleure issue possible – même quand elle ne s'assimile pas à la victoire – se heurtent parfois à la recherche d'une issue négociée, éventualité toujours envisagée par les politiques. C'est seulement au niveau de la grande stratégie que ces contradictions sont résolues, d'une manière ou d'une autre.

## *La guerre non territoriale*

Le terme de guérilla (de l'espagnol « petite guerre ») s'applique au combat mené par de petites unités qui ne cherchent pas à défendre un territoire. Il décrit aussi une tactique à laquelle toute armée peut recourir, même la plus puissante, ou encore, il fait référence à la dimension militaire propre à la *guerre révolutionnaire*[7]. En tant que complément aux opérations régulières, la guérilla est un phénomène aussi ancien que la guerre elle-même. Les armées traditionnelles entretenaient une cavalerie légère et des francs-tireurs pour les manœuvres de ce type, comme elles disposent aujourd'hui d'unités de commando ou d'« opérations spéciales ». Le principe reste le même : des petites unités autonomes, qu'elles agissent ou non en relation avec un engagement principal, pénètrent sur l'arrière de l'ennemi et y lancent des attaques. Dans la guerre révolutionnaire, les opérations se déroulent dans un autre contexte : l'enjeu étant alors le contrôle de l'État, l'outil de la guérilla doit servir à humilier et à affaiblir le gouvernement en place à travers des attaques contre ses soldats, ses policiers ou ses fonctionnaires. Mais l'instrument essentiel de la guerre révolutionnaire est la subversion – qui vise à saper et à ébranler la machinerie administrative officielle au moyen de la propagande et du terrorisme. Le dosage de ces deux ingrédients fournit un bon indicateur des

intentions des insurgés : quand le terrorisme prédomine sur la propagande, leur objectif ne saurait être une forme de gouvernement démocratique.

En règle générale, les guérilleros ne disposent pas d'un avantage technique sur l'armée régulière et rarement d'un avantage tactique. En revanche, l'avantage opérationnel est, à l'évidence, de leur côté : aussi longtemps qu'ils restent insaisissables et sont prêts à abandonner leurs positions face à une attaque déterminée, ils gardent l'initiative du lieu, de l'heure et de l'ampleur des combats. Ils peuvent harceler les forces régulières, monter des embuscades contre des colonnes en déplacement, attaquer des détachements et saboter infrastructures et centres de ravitaillement en choisissant la dispersion chaque fois qu'ils se heurtent à des effectifs trop nombreux. La guérilla constitue ainsi une forme de manœuvre relationnelle adaptée au combat contre une force supérieure et, dans de nombreux cas, une des faiblesses qu'elle cherche à exploiter est la retenue qui s'impose aux forces régulières, agissant selon des normes définies au niveau gouvernemental. Les juifs, les Kikouyous, les communistes chinois, les Grecs et les nationalistes arabes combattant les troupes britanniques en Palestine, au Kenya, en Malaisie, à Chypre et à Aden ; les Vietnamiens et les Algériens soulevés contre les troupes françaises en Indochine et en Algérie et certainement le Vietcong en guerre contre les Américains tiraient avantage de la retenue de leur ennemi à l'égard de la population civile. Des exceptions ont existé et l'on connaît des exemples de comportementaux brutaux ici et là ou de crimes occasionnels de la part de certaines unités, mais jamais les représailles systématiques n'ont été organisées sous la responsabilité des autorités militaires et moins encore sous celle des gouvernements, en métropole, placés sous la surveillance constante du pouvoir législatif et de la presse.

Quand, au contraire, les pressions de cet ordre sont faibles ou inexistantes, la marge de manœuvre des guérilleros se trouve restreinte, du fait de la menace de représailles violentes qui pèse sur la population civile,

au sein de laquelle se retrouvent les parents et les amis des combattants. Si chaque assassinat commis par la guérilla entraîne l'exécution d'otages retenus prisonniers à cette seule fin ; si chaque embuscade couronnée de succès est suivie par la destruction du village le plus proche et si chaque raid contre une position ou un dépôt militaire déclenche des massacres, il se trouvera alors bien peu de combattants prêts à prendre l'initiative d'assassiner, de tendre des embuscades ou de lancer des raids même lorsque des occasions de le faire se présenteront. La force des liens avec la population civile dont ils proviennent constitue une faiblesse potentielle que des forces d'occupation sans scrupules peuvent exploiter comme élément décisif d'une manœuvre relationnelle inverse.

La politique allemande de représailles durant la Seconde Guerre mondiale réduisit avec efficacité les activités de la guérilla, la plupart du temps et dans la plupart des pays occupés. La simple existence de réseaux combattants contraignit l'armée allemande à mobiliser contre cette dernière des troupes extraites du front, mais, hormis ce succès indirect, il est aujourd'hui admis que l'impact militaire de la Résistance, en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique, en France, en Italie et en Grèce fut minime[8]. L'action de la Résistance polonaise consista à organiser une armée secrète destinée à prendre le contrôle du pays après un éventuel retrait allemand, bien plus qu'en opérations de guérilla. Quand cette armée secrète sortit de l'ombre pour combattre, en août 1944, elle opéra selon des formes conventionnelles, en s'efforçant de s'emparer de Varsovie, au mois d'août 1944, alors que l'arrivée des troupes soviétiques paraissait imminente[9]. Seuls les communistes de Tito et les partisans soviétiques menèrent des guérillas efficaces pendant la guerre, précisément parce qu'ils étaient aussi dénués de scrupules que leurs ennemis allemands, attitude que la population civile paya au prix fort [*2].

Après 1945, comme nous l'avons vu, les guérillas affrontant la présence coloniale ne furent pas soumises à ce dilemme, mais aujourd'hui, les

séparatistes armés au Cachemire, au Sri Lanka et au Soudan, à l'instar des partisans soviétiques, attaquent les forces gouvernementales en tout lieu et à tout moment, sans que le sort des populations civiles ne réfrène leur action.

## *La défense ponctuelle*

Réprimer les civils ou les armer sont deux réactions similaires. On pourra s'étonner de cette équivalence, elle n'en est pas moins vraie dans le domaine paradoxal de la stratégie. Au niveau du théâtre, la réaction symétrique à l'action des guérilleros consiste à imiter leur dispersion. Plutôt que d'organiser une défense territoriale, mobilisant des formations importantes, prêtes à opérer des sorties contre l'ennemi – une méthode inefficace contre un adversaire insaisissable – le choix consiste à détacher un grand nombre de petites unités à la « défense ponctuelle » d'autant de cibles vulnérables que possible. Des sentinelles postées sur les ponts, les barrages et les centrales électriques, des garnisons basées dans les villes et les villages, des contrôles routiers et des patrouilles rivalisent avec la force diffuse des guérilleros et, en règle générale, bénéficient d'un avantage, car les troupes régulières sont plus disciplinées, mieux entraînées et mieux armées. Bien entendu, si une guerre conventionnelle se déroule dans le même temps, l'investissement dans un tel maillage défensif à l'arrière affaiblit les forces combattant sur le front, ce qui est d'ailleurs une des causes de la convergence paradoxale entre avance ininterrompue et défaite[*3].

Dans le contexte de la guerre révolutionnaire, toutefois, la défense ponctuelle est la fonction primordiale des forces armées, elle vise à maintenir le fonctionnement de la société et de l'État, aussi longtemps que les causes mêmes de l'insurrection ne sont pas éliminées par des réformes, par la contre-propagande ou par la reddition des rebelles.

La réaction évidente de la guérilla consiste à adopter des formes de combat plus concentrées. Si la dispersion initiale était une réponse adaptée à la supériorité numérique des grandes formations gouvernementales, la guérilla découvre, une fois que la défense ponctuelle est opposée à l'action de ses petits groupes, que les sentinelles, les garnisons de village, les points de contrôles et les patrouilles sont vulnérables à des formations plus importantes, constituées pour attaquer des objectifs spécifiques. À mesure que le processus se développe, une distinction commence à s'instaurer entre petits groupes locaux maintenus et « forces principales » au rayon d'action plus large, parfois même national. Très vite, la guérilla est en mesure de prendre le dessus sur les points de défense tenus par des unités régulières réduites, chacun faisant successivement l'objet d'une attaque par la force principale. En contrepartie de cette réorientation, la guérilla perd son caractère insaisissable, d'abord parce que des centaines d'hommes ne s'évanouissent pas dans la nature aussi aisément qu'une poignée de rebelles, mais aussi parce que la mise sur pied d'une force principale arrache les guérilleros de leur milieu habituel (étrangers à la population locale, ils seront moins susceptibles de recevoir son soutien). Ce changement permet au gouvernement d'engager une dynamique de concentration et de contre-concentration, dans des conditions qui varient selon les capacités de chaque camp en termes de ravitaillement, de communications et de mobilité. Là où les adversaires disposent de ressources comparables dans ces domaines, la spirale poursuivra son mouvement ascendant jusqu'à ce que leur affrontement se déroule par l'intermédiaire de grandes formations. La *guerre* remplace alors la *guérilla*.

Ce point est rarement atteint, toutefois, parce qu'il est improbable que la guérilla parvienne à rassembler toutes ses bandes locales au sein de forces principales comme il est d'ailleurs peu vraisemblable qu'elle le souhaite, face à une armée gouvernementale gardant, le plus souvent, l'avantage en matière de ravitaillement, de communications et de mobilité [*4]. De ce fait,

des forces principales alignées pour des batailles frontales coexistent, en général, avec des petites bandes furtives vouées aux attaques opportunistes contre le moindre objectif sensible, pour peu qu'il soit mal défendu. En conséquence, le gouvernement doit, tout à la fois, entretenir des formations importantes – pour contrer les forces principales – et organiser une défense ponctuelle. Sa situation équivaut à celle d'une armée conquérante, qui doit répondre à la double injonction de poursuivre les combats sur le front et de contrôler une population hostile à l'arrière par une défense ponctuelle, tout en minimisant la dispersion de ses forces. Pour une armée d'occupation, la solution la plus économique consiste à exercer des représailles dissuasives contre les actions de la guérilla (de ce point de vue, la destruction des biens peut être aussi efficace que les exécutions), plutôt que de les prévenir par la dispersion de petites unités dans toutes les zones rebelles[10]. Dans la lutte contre les guérilleros, une solution équivalente consiste à encourager la population des zones troublées à former des milices d'autodéfense, auxquelles est confiée la protection des objectifs vulnérables, libérant de cette mission les garnisons locales qui peuvent alors être affectées à des formations plus importantes pour s'opposer aux forces principales de la guérilla. Cette option a été choisie avec succès au Salvador, dans les années 1980, quand la *Defensa Civil* a armé et entraîné des villageois contre les groupes de guérilla. Aussitôt qu'une équipe mobile de formation avait enseigné aux habitants d'un village le maniement du fusil M1 et quelques rudiments de tactique, un simple sergent équipé d'une radio suffisait pour assurer l'encadrement et réclamer des renforts en cas de nécessité. Le système fonctionna remarquablement et se révéla bien plus efficace que les tentatives de l'armée régulière de débusquer, avec ses bataillons lents et bruyants de 1 200 hommes, les groupes de guérilleros[11].

Pendant ces mêmes années, en Afghanistan, l'armée soviétique menait son ultime guerre. Face à des insurgés d'autant plus insaisissables que la résistance était politiquement fragmentée, l'armée soviétique et son allié

gouvernemental afghan s’efforçaient d’endiguer la rébellion par une politique systématique de représailles : aux attaques de la résistance répondaient les bombardements aériens sur les villages les plus proches et, selon de nombreux témoignages, l’exécution des hommes en âge de combattre dans la zone concernée. Tout cela, sans grande efficacité dissuasive – comment le sort des populations civiles aurait-elle pu dissuader les combattants, nourris d’une culture guerrière, encore attisée par la religion ? Avec le temps, cependant, les bombardements eurent pour effet de modifier la démographie du pays. Petit à petit, la population fut chassée des régions où la résistance était la plus active. Là où les ruraux furent le moins affectés, en revanche, le niveau des activités combattantes restait faible. La résistance se poursuivait, mais l’atmosphère familiale et clanique qui était son élément naturel se raréfiait. Les civils, regroupés dans des camps de réfugiés en Iran et au Pakistan, échappaient aux représailles soviétiques, mais ils privaient les insurgés des réseaux de soutien qui leur avait fourni jusque-là nourriture et information. Hormis quelques opérations de commando, l’armée soviétique – composée pour l’essentiel de jeunes conscrits – évitait les actions offensives, afin de réduire ses pertes. De fait, elle ne franchit jamais la barre des 1 000 morts par an. Mais le bilan fut jugé excessif. Malgré le poids de l’isolement et de la censure, il apparut que la société soviétique était encore plus réticente à accepter les pertes en vies humaines que ne l’avaient été les États-Unis à l’époque du Vietnam.

*1. La portée initiale d'une pénétration soviétique aurait été si profonde qu'une défense dotée de l'élasticité nécessaire pour absorber son élan aurait à peine protégé l'Allemagne de l'Ouest.

*2. En Yougoslavie, la divergence habituelle entre protection de la communauté et résistance idéologique fut très aiguë : les nationalistes serbes, ou Tchetniks, furent réduits à la paralysie par la politique allemande de représailles et même conduits à certaines formes de collaboration.

*3. Historiquement, la nécessité d'une défense ponctuelle a limité l'expansion des empires militaires, l'agitation tendant à croître en proportion du tout. En règle générale, Rome avait pour principe de pacifier une province après l'autre et d'y percevoir l'impôt ou d'en extraire des recrues avant de poursuivre la conquête. Même ainsi, l'investissement en sécurité allait croissant, dans la mesure où le calme maintenu dans certaines provinces s'accompagnait de troubles récurrents ailleurs. Une appréciation de cette réalité a sans doute motivé le testament d'Auguste et ses injonctions de cesser l'expansion de l'empire. Noté par Tacite, *Annales* I.11 et critiqué dans son *Agricola* XIII.

*4. L'avantage existait bien avant l'avènement de la logistique moderne, des radios et des hélicoptères. Les Romains, dont la mobilité était comparable à celle de leurs ennemis insurgés, bénéficiaient de plusieurs atouts au niveau de la stratégie de théâtre, grâce à leurs réseaux de tours de signalisation, dont la fumée (de jour) et les feux (de nuit) relayaient les messages, grâce, aussi, à leurs routes pavées, gardées par des fortifications qui en interdisaient l'usage aux insurgés, grâce, enfin, à leurs greniers, fortifiés eux aussi, qui assuraient le ravitaillement des troupes et de leurs montures et dont les insurgés ne pouvaient s'emparer qu'au prix de longs sièges.

CHAPITRE 10

# STRATÉGIE DE THÉÂTRE III : INTERDICTION ET ATTAQUE SURPRISE

Comme nous l’avons vu, les différents modèles de la défense de théâtre ne sont pas interchangeables : toute une configuration politique et culturelle préexistante détermine le choix de l’un ou de l’autre. En règle générale, la préférence va à la défense préventive, même quand elle s’accompagne, en pratique, d’un dispositif, souvent superficiel, de défense en profondeur. Celle-ci, au plein sens du terme, comme toute formule de défense élastique, ne résulte presque jamais d’un choix délibéré. Quand elle est adoptée, c’est avec réticence, comme un dernier recours destiné à éloigner une défaite imminente.

En réalité, il existe un modèle plus souhaitable encore – en théorie, du moins – que la défense préventive : la défense *active* qui consiste à assurer la protection d’un théâtre par une contre-offensive immédiate, sans aucun combat défensif. Dans ce cadre, les avantages tactiques propres à la défense sont délibérément sacrifiés, ou bien pour éviter les destructions sur le territoire national, ou encore parce que le manque de profondeur géographique empêche le déploiement d’une défense efficace. Israël, confronté à l’imminence d’une offensive concertée entre les pays arabes, a connu cette situation, en 1967. D’un point de vue organisationnel, il est plus aisé de lancer une série d’offensives déjà planifiées que de réagir à des

attaques surprise revêtant des formes diverses. Quoi qu'il en soit, si l'attaquant et le défenseur choisissent tous deux l'option offensive, on doit en déduire que l'interprétation du rapport de forces pèche sérieusement dans un camp ou dans l'autre. La défense active n'est presque jamais mise en œuvre au niveau stratégique, pour cette raison qu'elle exige un élan offensif plus susceptible d'animer l'agresseur que sa victime. De fait, on n'en connaît aucun exemple récent, au sens strict, sinon dans la version adoptée par Israël pendant la guerre des Six-Jours. On doit admettre que l'autre précédent moderne – la progression des armées britannique et française sur la Belgique, en réaction immédiate à l'offensive allemande du 10 mai 1940 – n'avait pas été très encourageant.

Avec l'entrée en scène des moyens d'attaque à long rayon d'action, il est devenu possible de porter la guerre au cœur du territoire ennemi, bien que la profondeur du théâtre constitue encore un avantage pour la défense, dans la mesure où l'espace est disponible. Bien que la France soit un grand pays, à l'aune européenne, elle ne possédait déjà plus une profondeur suffisante à l'âge des chemins de fer, lors des guerres contre l'Allemagne, de 1870 à 1940. Paris, son point le plus névralgique, ne se situe pas au centre du pays mais dans le quart Nord-Ouest, à quelque 150 kilomètres de la frontière belge, par une plaine dotée de bonnes infrastructures de transports et dépourvue d'obstacles naturels. Dans ce contexte, les dimensions mêmes du pays constituaient un inconvénient, dans la mesure où les réserves et les troupes d'active devaient parcourir un long trajet avant de prendre position entre Paris et la frontière. Cette situation favorisait les attaques surprises contre le pays et sa capitale. La construction de forteresses, le long de la frontière, qui commença bien avant la mise en place de la ligne Maginot, devait pallier ce handicap.

En revanche, cette configuration géographique était propice aux actions offensives françaises, en direction du nord, vers les Pays-Bas et le territoire allemand. Avec son centre politique bien situé pour servir de poste de

commandement avancé et sa ligne de forteresses sur la frontière, utilisables comme dépôts et comme bases intermédiaires, la France disposait d'atouts pour préparer des offensives surprise et ne s'en priva pas, jusqu'au moment où l'unification de l'Allemagne annula son avantage.

L'Union soviétique, comme la Russie tsariste auparavant et la Fédération russe aujourd'hui, a connu une situation exactement opposée. Une distance de 1 500 kilomètres, couverte par un médiocre réseau de transports menant à Varsovie, sépare Moscou de la frontière occidentale. La profondeur de ce théâtre a absorbé la puissance des envahisseurs suédois, français ou allemands, de Charles XII à Hitler. La fondation d'une nouvelle capitale par Pierre le Grand ne modifia guère la donne. Malgré une profondeur défensive, vers le nord, bien moindre que Moscou, Saint-Pétersbourg fut bâtie au moment où la puissance suédoise connaissait un déclin rapide, alors qu'aucun autre pays nordique n'était en mesure de la remplacer. Vers l'ouest, l'espace qui la sépare de la Prusse orientale est moins considérable, mais il représente toutefois 800 kilomètres en ligne droite et la présence de terrains humides impose de longs détours entre lacs et marécages.

Vers l'est, Moscou bénéficie d'une profondeur géographique plus importante encore, un vide stratégique de plusieurs milliers de kilomètres tient à l'écart les centres du pouvoir chinois ou japonais, lesquels n'ont jamais exercé, jusqu'à aujourd'hui, qu'une menace périphérique. Le seul danger, pour la Moscovie, a pu venir du sud, aussi longtemps que l'Ukraine actuelle est restée un *no man's land*, portion du vaste corridor de steppes emprunté par les invasions turques et mongoles, mais l'expansion russe et le déclin ottoman, à l'époque de Pierre le Grand, mirent fin à cette situation.

Ces vastes distances ont émoussé le potentiel offensif des armées russes rassemblées par Moscou. Jusqu'à l'avènement du chemin de fer, leur mise en branle aurait suffit à épuiser leur énergie et leur approvisionnement, avant même qu'elles n'aient atteint les frontières. La fondation de Saint-

Pétersbourg changea peu cet état de fait, car les troupes étaient toujours levées autour de Moscou et dans les régions avoisinantes. Aussi, les préparatifs d'une offensive d'envergure ont toujours été une affaire de longue haleine. Avant l'âge de la machine à vapeur, les mois de campagne d'une année entière étaient requis pour déplacer les armées et leurs fournitures vers le front, de façon qu'elles soient à pied d'œuvre l'année suivante. Même pendant l'été 1943, plusieurs mois furent nécessaires à l'armée soviétique pour reconstituer ses forces entre deux offensives, quand le sort des armes eut tourné en sa faveur. Aujourd'hui encore, malgré le développement du transport aérien, l'existence du réseau ferroviaire et de quelques bonnes routes, surmonter l'obstacle des distances consomme encore un temps et une énergie considérables, et les lignes de communication étirées sur toute la longueur d'un tel territoire sont exposées à un danger autrefois inexistant : les attaques aériennes.

La formidable profondeur défensive de l'Union soviétique avait ainsi son revers : l'impossibilité, pour ses armées, de lancer une offensive massive depuis un point de concentration initial. À l'ouest, si l'on excepte les forces déjà stationnées vers l'avant, en Allemagne de l'Est, même les formations en état d'alerte devaient résoudre la question du transport avant d'entrer en action. Ce contexte suggéra, au sein de l'Alliance, l'introduction d'un nouveau concept défensif, adapté à la stratégie de théâtre sur le front central : l'*attaque en profondeur*, qui devait se combiner à la défense frontale pour retarder, disloquer et diminuer, au moyen de frappes aériennes, les armées soviétiques progressant vers les zones de combat. Que le dispositif militaire de l'Alliance en temps de paix, principalement les forces stationnées en Allemagne de l'Ouest, ait été ou non en mesure de contenir la première vague d'assaut de l'armée soviétique, il n'aurait pas suffi, à lui seul, à assumer la défense, par des moyens conventionnels, contre les formations ennemies faisant route vers le front, à un rythme beaucoup plus soutenu que les renforts alliés.

## *L’interdiction, un substitut à la profondeur*

Les plans d’attaque en profondeur mis en circulation à cette époque[1], préfiguraient, d’une manière ou d’une autre, ce qu’on a appelé, dans les années 1990, la révolution dans les affaires militaires. Quelle qu’ait été leur diversité, tous prônaient le recours aux missiles balistiques – ou missiles de croisière – équipés de sous-munitions en grand nombre et aux aéronefs à pilotage humain pour attaquer des cibles situées à plusieurs centaines de kilomètres en arrière du front.

Même alors, les bombardements aériens d’objectifs fixes à l’arrière, qu’il s’agisse de ponts ou de bases aériennes, n’avaient rien d’inédit. Quant au choix de missiles ou d’avions pour accomplir ces missions, l’évaluation de leurs avantages relatifs relève de calculs précis. Pendant la Guerre froide, la supériorité technique acquise par l’Ouest en matière de puissance aérienne fut à l’origine d’une mobilisation à grande échelle du camp soviétique, destinée à mettre à niveau ses moyens de défense antiaériens. L’ampleur de ces efforts explique que, aujourd’hui encore, un arsenal considérable de missiles mobiles antiaériens soient dispersés à travers le monde. Dans un premier temps, ce déploiement provoqua une réaction de l’Alliance, d’abord sous la forme de tactiques d’évitement aujourd’hui obsolètes (la pénétration à ultra-basse altitude qui interdit virtuellement l’utilisation d’armes à guidage de précision) et les contre-mesures électroniques, toujours d’actualité. Mais après plusieurs décennies de course aux armements dans ce domaine, la capacité, pour les pilotes occidentaux, de frapper des cibles situées loin à l’arrière, reste incertaine. D’où l’intérêt pour les missiles, bien que leur emploi soulève un ensemble de difficultés, d’ordre technique, militaire et politique[2]. Une idée nouvelle émergea alors : l’attaque en profondeur des renforts soviétiques progressant vers la zone de combats. Elle présentait un certain nombre de difficultés techniques et soulevait des questions qui gardent toute leur importance

aujourd'hui. Après la guerre du Kosovo, la capacité de la puissance aérienne de frapper des cibles mobiles reste encore à démontrer, alors que les cibles fixes à « haut contraste », telles que les ponts et les centrales électriques, sont identifiées, sélectionnées et détruites avec une précision routinière.

## *L'artillerie et l'interdiction aérienne*

Répétons-le, l'interdiction des renforts n'a, en tant que telle, rien d'une innovation. Le pilonnage systématique des voies d'accès au front était déjà d'usage courant pendant la Première Guerre mondiale, cet emploi tactique de l'artillerie à longue portée constituait alors un élément important de la stratégie de théâtre destinée à tenir le front ou à le percer. Les barrages d'artillerie avantageaient la concentration de la défense sur celle des attaquants, en ajoutant leurs effets aux obstacles artificiels occupant le *no man's land* entre les lignes de tranchées – cratères d'obus souvent remplis d'eau, chevaux de frise barbelés – en se combinant aussi aux mitrailleuses retranchées qui disposaient d'un avantage arithmétique décisif contre les percées de fantassins[*1]. L'artillerie à longue portée fut aussi utilisée, quoique avec moins de succès, dans les tentatives de percées, en empêchant la concentration des renforts ennemis durant l'attaque.

Les tirs d'obus contre des points signalés sur les cartes, en général les carrefours des voies d'accès au front, tuaient ou blessaient peu d'hommes et ne détruisaient guère d'équipements. Cela importait peu puisque l'objectif était d'imposer des retards à l'ennemi (les barrages d'artillerie ont parfois infligé des pertes significatives, toutefois, lorsque des milliers d'hommes convergeaient chaque jour vers le front, comme cela s'est produit pendant la bataille de Verdun).

Durant la Seconde Guerre mondiale, en Corée, au Vietnam ou encore en Irak, en 1991, l'interdiction à longue portée du ravitaillement et des renforts par les attaques aériennes a remplacé ou complété le bombardement des routes d'accès. L'attaque aérienne en profondeur exige des avions plus grands et plus coûteux ou, tout au moins, une réserve de carburant plus importante que l'attaque sur le front, ce qui réduit d'autant la charge de bombes emportée. Elle se justifie, néanmoins, parce que l'ennemi offre une cible plus favorable à l'arrière que sur le front. Les renforts avançant par convois routiers ou ferroviaires sont plus visibles et plus concentrés que les forces déployées sur la zone de combats, surtout lorsque celles-ci ont adopté une position défensive. Encore faut-il pouvoir tirer avantage de ces cibles de meilleure qualité : si les chasseurs-bombardiers évoluaient à leur guise sur les arrières de l'ennemi, s'ils survolaient librement ses routes et ses lignes de chemin de fer pour désorganiser le trafic par leurs pilonnages, cela signifierait que la logique de la stratégie ne s'applique plus, du fait d'une absence de réaction de l'ennemi. Ce fut presque le cas, pendant la guerre du Golfe, en 1991, dès que ne subsistèrent que certaines défenses antiaériennes locales ; à l'inverse, les forces aériennes de l'Otan ont montré une grande prudence lors de la guerre du Kosovo, en 1999, face aux défenses antiaériennes peu sophistiquées mais très nombreuses de l'armée yougoslave.

Comme toujours, un paradoxe est à l'œuvre. L'ennemi qui dispose d'une puissance aérienne et de défenses antiaériennes dissuasives pourra assurer la circulation de ses troupes et de ses fournitures par convois très denses et en plein jour, car il ne redoutera guère des manœuvres d'interdiction en profondeur par la voie des airs, pour cette raison, au moins, qu'elles nécessiteraient de nombreux chasseurs pour escorter quelques bombardiers. Si, en revanche, il ne possède que de maigres défenses antiaériennes, laissant la voie libre à de telles manœuvres, il est alors peu probable que ces dernières rencontrent un trafic militaire assez

dense pour justifier leur mise en œuvre. En effet, connaissant son handicap, l'ennemi s'efforcera de déplacer ses troupes et ses approvisionnements dans les conditions les plus propices, c'est-à-dire de nuit, en ordre dispersé, ou les deux. Une puissance aérienne trop manifeste mine ainsi son utilité potentielle. C'est au prix de retards considérables que les mouvements de nuit ou en ordre dispersé évitent les destructions, et il revient donc aux attaquants d'apprécier si le temps gagné justifie le coût de l'interdiction aérienne : va-t-elle retarder l'arrivée de certaines unités particulières, susceptibles de changer l'issue de la bataille ? Où prolongera-t-elle seulement de quelques jours un transport ordinaire au déroulement déjà fastidieux[3] ? Dans le contexte de la défense du front central, pendant la Guerre froide, il est peu probable que l'acheminement des renforts et des approvisionnements soviétiques aurait été sérieusement entravé par la destruction des ponts, des viaducs, des nœuds ferroviaires et des routes. La densification, alors en cours, des réseaux de transports entre l'Est et l'Ouest, assurant une circulation continue de l'Union soviétique à l'Allemagne de l'Ouest, ainsi que la qualité du génie soviétique auraient condamné à l'échec une campagne d'interdiction aérienne prenant pour cible les infrastructures de transport[4].

## *Les plans d'interdiction en profondeur*

À l'instar des projets contemporains de la guerre froide, les plans élaborés aujourd'hui dans le cadre de la « révolution dans les affaires militaires », assignent au bombardement d'infrastructures de transports un rôle secondaire, même si la précision atteinte aujourd'hui leur confère une efficacité sans précédent. L'effort principal porte sur l'interruption du trafic, c'est-à-dire sur des cibles beaucoup plus difficiles à identifier, à sélectionner et à frapper. Jusqu'à aujourd'hui, guerre du Kosovo comprise,

seul le bombardement des cibles fixes a donné des résultats satisfaisants, chaque objectif étant détruit au prix d'un nombre d'armes restreint. Les partisans les plus optimistes de la RMA soutiennent cependant que les progrès dans le domaine des détecteurs et du calcul informatique permettront bientôt de surmonter le paradoxe de la stratégie, en réduisant à néant la protection offerte jusqu'ici par l'obscurité, voire, dans le meilleur des cas, par la mobilité et la dispersion. Les drones ont, sur les satellites, cet avantage qu'ils permettent l'observation en continu à haute altitude. Transmises instantanément, leurs données font l'objet d'une première évaluation semi-automatique du choix des cibles et des moyens de les frapper. Ils dirigent alors les missiles ou les avions pilotés, munis de munitions perfectionnées, sur leurs objectifs. Cette procédure lève les obstacles techniques qui limitaient la possibilité d'attaquer des forces au cours de leurs déplacements, surtout de nuit et surtout quand elles étaient dispersées – à la condition, toutefois, que chaque élément fonctionne sans accroc[5].

De vives controverses subsistent néanmoins concernant la faisabilité, l'économie et la souplesse de ces « systèmes de systèmes », capables d'identifier et se suivre des cibles en mouvement, de choisir le type de missiles ou d'avions pilotés à diriger sur elles et d'effectuer les corrections nécessaires à mesure de leurs déplacements. Laissons aux experts les questions de calcul et examinons l'affaire en termes stratégiques, pour découvrir une fois de plus que Clausewitz nous a précédés sur ce terrain. Bien que le combat aérien ait été aussi inconnu en son temps que les missiles guidés, l'asymétrie fondamentale entre les fournitures en déplacement à l'arrière du front et les forces déployées pour la bataille existait déjà. Comme existait la tentation de porter le combat derrière les lignes au moyen de la cavalerie légère. À son habitude, Clausewitz présente les aspects séduisants de l'entreprise avant d'en mettre en lumière les difficultés :

« Un convoi moyen de trois ou quatre cents chariots (…) sera long de trois kilomètres, un convoi très important sera considérablement plus étiré. Comment peut-on espérer le défendre sur une telle longueur, avec la poignée d'hommes généralement désignés pour l'escorter ? Ajoutons à cette difficulté la lourdeur de l'ensemble, qui se traîne et se trouve toujours en danger de tomber dans la confusion. [La longueur actuelle des convois est supérieure : une simple division mécanisée, avec plus de 4 000 véhicules, s'étend sur plus de 65 kilomètres de route.] En outre, chaque partie demande une protection égale, sans quoi tout le train s'arrêtera et tombera dans le désarroi si une partie est attaquée. On peut se demander comment la protection d'un tel convoi est possible (…) Pourquoi donc tout convoi n'est-il pas saisi une fois qu'il a été attaqué et pourquoi tout convoi n'est-il pas attaqué s'il vaut la peine d'être escorté (…) ?

« L'explication réside dans le fait que la plupart des convois sont mieux protégés par leur situation stratégique générale [à l'arrière] que ne l'est aucune autre partie de l'armée exposée aux attaques de l'ennemi, aussi leurs moyens de défense sont-il plus efficaces, et cela de manière décisive. Nous pouvons en conclure que, même si elle paraît tactiquement aisée, l'attaque d'un convoi (…) n'est pas très avantageuse[6]. »

En d'autres termes, si l'on met en regard les inconvénients opérationnels liés à une action entreprise dans la profondeur de l'espace ennemi, d'une part, et, d'autre part, l'avantage tactique qu'il y aurait à frapper des cibles concentrées, visibles et vulnérables lors de leurs déplacements sur les routes et les voies ferrées, le bénéfice escompté ne sera pas nécessairement assez élevé pour justifier les coûts et les risques d'attaques à longue portée. Clausewitz nous rappelle une troisième considération, plus subtile : d'un point de vue opérationnel, la « situation stratégique générale » des convois se déplaçant à l'arrière est avantageuse

pour les défenseurs, parce que leur position leur permet d'observer le déroulement du combat et parce que leurs forces sont déjà à pied d'œuvre. À l'époque de Clausewitz, le sort d'un peloton de cavalerie au-delà des lignes ennemies restait inconnu jusqu'à la fin du raid et au rapport qui le concluait. Faute d'informations sur les péripéties de l'opération, l'armée du front ne pouvait lui fournir aucune assistance. Et seule une fraction infime de l'armée pouvait mener de tels raids : quelques centaines de cavaliers, pour une armée de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, représentaient déjà un fort parti.

Si les techniques d'observation modernes permettent de suivre l'action en temps réel, la défense est toujours mieux à même de juger les effets produits par les attaques aériennes, à l'intérieur des territoires qu'elle contrôle. Les satellites, qui jusqu'ici échappent à la destruction, retransmettent des images vers le sol, mais les colonnes de fumée et des débris d'explosion dissimulent autant les résultats des frappes aériennes qu'ils ne les révèlent. Les avions-radar de haute altitude ont un champ d'observation latéral très étendu, et les missions de photographie aérienne peuvent se poursuivre durant un conflit, mais la somme des informations recueillies par ces différents moyens n'atteint pas encore la précision des multiples rapports et comptes rendus, rédigés en situation par les défenseurs et envoyés vers les centres de commandement, aussi longtemps que leurs réseaux de télécommunication continuent à fonctionner. Grâce à ce double avantage – l'information et la disposition du terrain – la défense est en mesure de réagir par des moyens massifs aux tentatives étroites de l'attaque en profondeur, soit en donnant sa cavalerie contre les chevau-légers, si l'on se replace à l'époque de Clausewitz, soit en s'appuyant sur la puissance aérienne et sur la guerre électronique.

Il est impossible de prédire à quel résultat aboutirait le jeu des interactions entre mesures et contre-mesures si les systèmes d'attaque en profondeur étaient mis en œuvre à l'occasion d'un conflit. Mais les

détecteurs, les relais de transmission, les centres de contrôle, les véhicules aériens primaires et les munitions terminales sont tous potentiellement vulnérables à des contre-mesures. Bien que les détecteurs qui repèrent les cibles et transmettent les données aux centres de contrôle disposent de fonctions très sophistiquées sur les diverses plates-formes qu'ils équipent (satellites, aéronefs pilotés ou non et équipés de radars, de capteurs optiques, infrarouges ou autres), le guidage de chacune des munitions lancées sur une cible particulière doit être simple et spécialisé pour que le système dans son ensemble soit économiquement viable.

Par principe, rien ne s'oppose à l'utilisation de différents types de guidage terminal pour autant de types de munitions : en attaquant des convois routiers ou d'autres objectifs avec un assortiment de projectiles guidés, la résistance d'ensemble à toute contre-mesure particulière serait assurée. Mais rien n'empêche, en face, la combinaison des contre-mesures. Les munitions terminales ne doivent pas toujours être guidées, les nombreuses petites bombes des armes à fragmentation frappent un périmètre et non un point précis. C'est alors le caractère restreint de leur capacité de tuer qui peut faire l'objet de contre-mesures [*2].

## *La fragilité des systèmes consécutifs*

Si la compétition technique entre munitions terminales et contre-mesures terminales est à peu près symétrique, une asymétrie fondamentale demeure dans la course entre les systèmes d'attaque en profondeur et les contre-mesures élaborées pour leur être opposés. Pour parvenir à ses fins, le détachement de cavalerie légère, à l'époque de Clausewitz, devait déjouer la surveillance des sentinelles, s'infiltrer vers l'arrière en évitant les mauvaises rencontres, localiser un convoi faiblement protégé avant d'en disperser l'escorte et de s'en emparer. À chaque nouvelle tentative, la

manœuvre respectait cet ordre immuable. De la même manière, avec les systèmes d'attaque en profondeur, les détecteurs, puis les relais de transmission, puis les centres de contrôle, puis les missiles ou les avions pilotés, puis les munitions terminales doivent tous fonctionner à leur tour, selon un ordre de succession nécessaire. En neutralisant un seul de ces éléments, la défense peut mettre à mal les capacités du système à attaquer un ensemble donné de cibles. Introduire de la redondance dans le système permet, il est vrai, de minimiser cet inconvénient, mais au risque d'en créer de nouveaux, ne serait-ce qu'en augmentant le risque de friction – lequel n'exigera aucun effort de la part de la défense –, risque déjà présent, du fait de l'enchaînement consécutif d'actions propre au système.

Si l'on se garde de toute spéculation technique, force est de constater que les systèmes d'attaque en profondeur n'offrent que des résultats incertains, parce que les contre-mesures qui leur sont opposées évoluent, même de façon invisible, au cours du temps. L'incertitude est une compagne inséparable de la guerre : une épée peut se briser, un simple fusil s'enrayer, un char tomber en panne. Toutefois, un système complexe qui repose sur la bonne marche consécutive d'appareillages indépendants, chacun étant susceptible de défaillances, porte la marge d'incertitude à un degré incomparablement plus élevé.

Il existe une riposte immédiate aux systèmes d'attaque en profondeur. Elle consiste à les attaquer. À ce jour, toutefois, seuls les États-Unis sont en mesure de se doter de tels systèmes et seule la Fédération russe pourrait les attaquer. Les missiles antisatellites et les chasseurs à long rayon d'action peuvent rechercher et détruire les plates-formes sans pilote porteuses des détecteurs initiaux (ce qui n'exclut pas, simultanément, le brouillage électronique des retransmissions) ; l'aviation, les missiles, les commandos peuvent être employés contre les centres de contrôle informatique (ce qui n'exclut pas les opérations de piratage et de confusion informatique) ; les silos de missiles et les bases aériennes des véhicules primaires peuvent être

attaqués (ce qui n’exclut pas le brouillage ou la déconnection des communications à partir des centres de contrôle) ; tout le dispositif de défense aérienne – chasseurs, missiles, canons antiaériens peuvent contribuer à intercepter les munitions terminales (ce qui n’exclut pas la mise en œuvre de contre-mesures, telles que leurres et protection) et la combinaison de toutes ces formes de riposte accentuerait d’autant la vulnérabilité des systèmes à opérations consécutives. Pour peu que ces efforts de neutralisation s’accompagnent d’une petite dose de chance ou de la réussite d’une opération de pénétration par les réseaux de renseignement, la destruction de quelques plates-formes de détecteurs, de quelques centres de contrôle et de plusieurs véhicules primaires sur leur base initiale ou en vol pourrait alors suffire à désorganiser toute la chaîne d’attaque en profondeur, puis la suivante et la suivante encore…

*1. En règle générale, les conditions de la Première Guerre mondiale conféraient un avantage à la défense. En effet, il était relativement aisé d'acheminer des renforts, qui se déplaçaient à pied, même sous le feu de l'artillerie, depuis l'embranchement ferroviaire le plus proche. En revanche, les assaillants – eux aussi, à pied – rencontraient de nombreux obstacles en tentant de se frayer un passage vers ces mêmes tranchées, sous le feu des mitrailleuses. L'introduction initiale du char – avec son blindage protégeant des tirs de mitrailleuses et ses chenilles facilitant le passage à travers les cratères d'obus et les chevaux de frise – fut d'abord une réaction, au niveau tactique, à cette asymétrie. On exploita plus tard son potentiel offensif, au niveau opérationnel, pour les pénétrations en profondeur.

*2. L'idée selon laquelle des bombes à charge creuse, de taille réduite et très économiques, ou d'autres systèmes à fragmentation pourraient détruire des chars de bataille protégés par un épais blindage, pour cette raison qu'elles frapperaient la partie haute du véhicule, moins bien protégée, évoque l'argument présenté en faveur des torpilles, dans la période qui suivit leur introduction : le blindage plus fin ou parfois absent sous la ligne de flottaison des navires de guerre garantissait leur efficacité. Cette faiblesse était réelle, mais le projet même de l'exploiter conduisit à y remédier. De même, les toits des chars ont été cuirassés, une menace étroite provoquant, selon le schéma classique, une réaction de large capacité.

CHAPITRE 11

# NON-STRATÉGIES NAVALE, AÉRIENNE, NUCLÉAIRE

Avant de procéder à l’examen de la grande stratégie, accordons-nous une pause pour régler une question autour de laquelle règne une grande confusion : existe-t-il des « stratégies » propres à chaque arme, navale, aérienne ou nucléaire ? Ici, l’imprécision du langage nourrit l’exubérance candide des partisans d’une arme particulière. Si les notions de stratégie navale, aérienne ou nucléaire étaient concevables, sinon au sens habituel d’une combinaison des niveaux technique, tactique et opérationnel au sein de la stratégie en général, cela signifierait ou bien que chacun de ces domaines obéit à une logique particulière, ou bien qu’il existe comme entité séparée de la stratégie de théâtre, laquelle se limiterait alors à la guerre terrestre. La première hypothèse est impossible, la seconde inutile.

Pour traiter ce sujet de manière ordonnée, je noterai, en premier lieu, qu’aux niveaux technique, tactique et opérationnel, la même logique paradoxale est à l’œuvre. Lorsque j’ai examiné ces trois niveaux, je les ai illustrés par des exemples issus de la guerre navale ou aérienne autant que de la guerre terrestre. Avec la stratégie du théâtre, il est vrai, j’ai restreint mon enquête au conflit terrestre, la puissance aérienne n’intervenant que par incidence [*1], et la puissance navale n’étant pas mentionnée. Ce parti pris a ses raisons.

# *Espace et mobilité*

L'absence de références à la guerre navale et la moindre importance accordée à la guerre dans les airs au cours des développements sur la stratégie de théâtre n'avait rien de fortuit. On retrouve pourtant, dans ces deux domaines, la même expression *spatiale* de la logique paradoxale. Les forces aériennes ou navales évoluent en fonction d'un avant et d'un arrière, recourent aux défenses avancées, aux défenses en profondeur et à toutes ces notions qui vaudraient aussi bien pour un conflit situé dans l'espace extra-atmosphérique. Au niveau de la stratégie de théâtre, les unes et les autres évoluent et interagissent dans les mêmes dimensions géométriques que les forces terrestres. Mais, du fait de leur mobilité supérieure, les déterminations spatiales perdent de leur importance. Le dispositif adopté peut être révisé dans un laps de temps si court qu'il ne pèse pas sur l'issue de l'engagement, au point qu'on peut le tenir pour insignifiant.

Ainsi, le concept de supériorité navale, popularisé par l'éminent historien militaire Alfred Thayer Mahan[1] et adopté comme principe d'action par les marines britannique et allemande en 1914, puis par la marine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, se résume à une pure annulation de toute considération spatiale. Dans cette conception, la flotte jouissant de la supériorité contrôle les océans de la planète entière, en restant concentrée au point qu'elle a choisi, dans une inaction à peu près totale. En 1914, alors que le torpilleur était déjà virtuellement neutralisé et le sous-marin considéré (à tort) comme dépourvu d'intérêt, la capacité potentielle de vaincre l'escadre ennemie, *si* une bataille devait avoir lieu un jour, suffisait à garantir tous les bénéfices de la suprématie navale universelle et permanente. Ce privilège s'accompagnait d'une liberté exclusive de circulation sur l'ensemble des routes maritimes pour le commerce et les transports militaires et l'ennemi acceptait cette situation, sans qu'il fût besoin de bloquer ses ports.

La hiérarchie des forces navales maintenait cet état de fait : une escadre nationale en situation d'infériorité ne pouvait risquer une confrontation, ni même laisser ses croiseurs s'aventurer sur les mers. Toute tentative, par ces derniers, d'attaquer des navires de commerce ou de fournir un appui à une flottille de destroyers poursuivant ce même but était vouée à l'échec : une rencontre avec l'ennemi se serait soldée par une défaite face à ses croiseurs aussi rapides, plus endurants, armés de canons de plus gros calibre et d'un blindage plus épais. Les croiseurs de la flotte hégémonique opéraient sans rencontrer de résistance et les autres flottes ne pouvaient ni s'assurer le contrôle des routes maritimes, ni en dénier l'usage à l'ennemi parce que leurs destroyers n'étaient pas en mesure de défier ses croiseurs.

Ainsi, l'escadre hégémonique, inactive et concentrée en un point quelconque, maintenait sa domination sur les océans du globe sans la moindre considération pour les distances, ses croiseurs pouvant mettre le cap sur toutes les destinations sans rencontrer d'obstacle. Il arrivait parfois qu'un destroyer ennemi quitte la sécurité de son port d'attache et se précipite sur un navire marchand isolé faisant route dans son secteur, mais aucun incident ne dépassait ce niveau. Hormis quelques zones abritées le long des côtes et les mers fermées, comme la Baltique, les flottes qui ne jouissaient pas de la suprématie maritime se trouvaient exclues de fait de la navigation en haute mer, sort que connut l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale.

Après l'introduction du sous-marin, même la marine la mieux dotée ne fut plus en mesure d'assurer la sécurité *de sa propre* flotte de commerce. Jusque-là, la flotte avait été organisée autour de ses bâtiments principaux, qui requéraient une escorte de croiseurs (contre les destroyers) et de destroyers (contre les torpilleurs), mais elle ne prévoyait aucune protection contre les attaques sous-marines[2].

Au pire, la situation aurait pu aboutir à un déni de navigation réciproque, solution peu satisfaisante pour celui des deux camps qui

dépendait le plus du commerce océanique. Ce point d'équilibre fut frôlé à deux reprises, en 1917 et en 1942, alors que l'activité des sous-marins allemands était le plus intense. Les marines de guerre alliées interdisaient le commerce maritime à l'Allemagne et les U-boots perturbaient les transports alliés à une échelle significative – sans que les considérations spatiales ne limitent l'un ou l'autre adversaire.

Dans ce cas, ce ne sont pas les ressorts de la guerre qui font la différence entre les deux camps, mais plutôt leur degré de mobilité respectif : plus celle-ci est importante et moins compte leur localisation géographique. Si les forces terrestres se déplaçaient avec autant de facilité et de rapidité entre les différents théâtres et au sein de ceux-ci, l'incidence de la stratégie de théâtre en serait relativisée d'autant. Le chemin de fer a eu un effet dans ce domaine et, plus encore, la motorisation. L'emploi des camions, pour transporter les hommes et leur matériel, a permis la maîtrise du temps « tactique », c'est-à-dire du temps propre à chaque bataille, relativisant ainsi l'importance du déploiement préparatoire. Le transport aérien a intensifié cet effet, d'abord à l'intérieur d'un même théâtre à l'époque de la Seconde Guerre mondiale et, plus tard, d'un théâtre à l'autre, même si les déplacements aéroportés sur de longues distances ne concernent toujours que des forces limitées et légères.

Pour autant, les forces terrestres ne se sont pas affranchies des réalités de la géographie, ne serait-ce qu'en raison des limites du transport aérien, en termes de capacité, de vulnérabilité et des infrastructures dont, tout comme le transport maritime, il dépend. Le parallèle s'impose avec la situation qui prévaut au niveau opérationnel de la stratégie, lequel perd toute importance quand la guerre d'usure est le mode dominant de combat. Il serait superflu d'exposer les éléments de la stratégie de théâtre propres à la marine et à l'aviation, parce que, à ce niveau, les phénomènes qui affectent la guerre au sol prédominent. De la même manière, on chercherait en vain un niveau de stratégie qui s'appliquerait à une seule arme et

occuperait une position intermédiaire entre niveau opérationnel et grande stratégie.

## *La non-stratégie et son contenu*

S'il n'existe pas de phénomènes distincts, de quels sujets traitent donc les innombrables écrits, qui comportent dans leur titre des expressions telles que « stratégie navale », « stratégie aérienne », « stratégie nucléaire », ou encore, dans une période plus récente, « stratégie spatiale » ? À l'exception de la revendication d'une puissance maritime, par Alfred Thayer Mahan, la plupart des ouvrages concernés abordent des questions techniques, tactiques ou opérationnelles ou bien défendent des orientations nationales particulières qui relèvent de la grande stratégie[3].

Dans cette littérature, une place prépondérante est accordée, en particulier, à la notion de composition des forces. Toutefois, le vieux débat entre les défenseurs des navires de combat et ceux des porte-avions, ou encore la controverse plus récente entre partisans des sous-marins, des navires porteurs de missiles (ou « bateaux-arsenaux ») et des bâtiments classiques appartient sans l'ombre d'un doute au domaine de l'analyse opérationnelle, puisque c'est à ce niveau que ces forces entreraient en interaction dans un conflit moderne. D'autres débats plus spécialisés encore, tels ceux concernant les mérites relatifs des grands et des petits porte-avions relèvent de l'analyse technique, les arguments étant formulés en termes de performances techniques et de coûts. Il est vrai que les choix techniques reflètent souvent des considérations beaucoup plus larges, mais elles appartiennent alors au domaine de la grande stratégie, ainsi de la question de savoir si les grands porte-avions sont mieux adaptés à la guerre offensive et les petits aux escortes défensives.

De même, en ce qui concerne la puissance aérienne, les critères qui interviennent dans la composition des forces dépendent des niveaux technique, tactique et opérationnel, plutôt que de celui de la stratégie de théâtre. Rappelons-nous par exemple, le débat qui s'est prolongé de 1945 à 1955 aux États-Unis comme en Grande-Bretagne entre les tenants des forces de bombardiers « équilibrées » (lourds, moyens et légers) et leurs contradicteurs qui souhaitaient que l'ensemble des ressources soient allouées aux seuls bombardiers lourds. On pourrait aussi citer le débat qui a opposé, de 1955 à 1965, les partisans des missiles guidés et ceux des bombardiers pilotés, ou encore le débat actuel entre les avocats des aéronefs non pilotés (véhicules pilotés à distance, missiles de croisière) et leurs adversaires qui soutiennent que les avions pilotés devraient continuer à recevoir toutes les ressources disponibles. Les paramètres géographiques ne tiennent aucune place dans ces discussions dominées par des calculs de retour sur investissements et par l'inertie silencieuse des préférences institutionnelles : la haute hiérarchie des aviateurs ne montre guère d'enthousiasme pour les aéronefs sans pilote.

Par tradition, les questions de ciblage ont toujours occupé une grande place dans le domaine décrit comme « stratégie de l'air[4] » mais elles relèvent en réalité du niveau de la grande stratégie. Bien entendu, n'importe quelle cible civile ou militaire peut être sélectionnée pour un bombardement, mais les *conséquences* apparaîtront au niveau de la grande stratégie. Pour cette raison, le choix des catégories de cible doit être traité dans les orientations militaires nationales, comme la réaction des victimes qui sera, elle aussi, nationale et concernera le niveau de la grande stratégie.

Ces mêmes considérations valent dans les domaines où la puissance navale est employée. Certes, la stratégie de théâtre aura une influence sur les conséquences d'un débarquement. Mais, dès qu'il s'agit de maintenir un blocus, d'imposer une interdiction de naviguer, ou de projeter la puissance aéronavale sur un théâtre terrestre, la grande stratégie sera le niveau le plus

pertinent pour envisager l'action. Même si, dans ces deux cas, l'efficacité dépend en partie des facteurs géographiques – et donc de la stratégie de théâtre – les interactions tactiques et opérationnelles entre les forces en présence jouent un rôle beaucoup plus déterminant. Comme il va de soi, les conséquences d'une interdiction de naviguer, imposée à une puissance ennemie, dépendront des ressources propres à cette nation. Une fois encore, les initiatives dans ce domaine et les réactions qu'elles entraînent se manifesteront au niveau de la grande stratégie.

## *L'autonomie proclamée : la puissance maritime*

Une seule raison justifie que l'on dote une arme particulière de l'autonomie stratégique : que cette branche de la puissance militaire joue, à elle seule, un rôle décisif. La thèse d'Alfred Thayer Mahan s'inscrivait dans cette perspective : selon lui, la puissance maritime était la clé de l'ascension et de la chute des nations[5]. Sous la plume de l'auteur, le terme de « puissance maritime » prend deux acceptions : ou bien, il signifie un rapport de forces militaires favorable (« qui repousse de la surface des mers le pavillon ennemi, ou le contraint à n'apparaître que de façon fugitive »), ou bien il recouvre, d'une manière plus générale, l'ensemble des avantages que procure le contrôle des mers : le commerce, le transport, les colonies et l'accès aux marchés[6]. Dans le premier cas, il s'agit de l'instrument décisif dont dépend, à court terme, l'issue des conflits, par le recours aux blocus et aux batailles navales ; dans le second, la puissance maritime est la condition à long terme de la prospérité des nations. À l'évidence, l'auteur transposait au monde entier son interprétation de l'histoire britannique, en posant une équivalence universelle entre puissance maritime et puissance en général,

ignorant les États continentaux peu dépendants de la navigation au long cours, comme l'Allemagne, pendant les deux guerres mondiales, ou l'Union soviétique, aussi longtemps qu'elle exista.

Même dans le cas de la Grande-Bretagne, la relation postulée par Mahan entre puissance maritime et succès sur les ennemis continentaux est quelque peu biaisée. Bien que rarement soulignée, cette confusion mérite, dans la perspective stratégique que nous avons adoptée ici, qu'on s'y arrête un instant.

Que la puissance maritime ait été, dans le premier sens du terme, un instrument essentiel pour les Britanniques et, dans le second sens, une source essentielle de richesse ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais la raison première de sa suprématie navale découle du succès de sa politique étrangère, fondée sur l'équilibre des puissances en Europe[7]. En intervenant de façon à mettre en échec toute tentative hégémonique d'une puissance ou d'une coalition continentale, la Grande-Bretagne maintenait un degré d'instabilité élevé dans les relations internationales. Ce climat contraignait les pays européens à entretenir des armées conséquentes et, par le même mouvement, pesait sur les moyens qu'elles auraient pu consacrer à leur marine. La puissance maritime, dans les deux sens du terme, a été un instrument de la politique britannique d'équilibre des puissances et a servi à entretenir les tensions. Mais l'enchaînement des causes et des effets n'est pas celui que décrit Mahan. En réalité, la suprématie maritime a été le résultat d'une stratégie couronnée de succès, plus que sa cause. Les manœuvres diplomatiques et les subsides accordés aux alliés utiles, mais disposant de faibles moyens, ont été les véritables priorités de la politique étrangère britannique, non l'entretien de la Royal Navy. Les conditions créées par la réalisation de l'objectif principal – le maintien de l'équilibre entre puissances – rendaient relativement facile l'acquisition d'une supériorité navale. La Royal Navy reçut les modestes moyens qui lui étaient

nécessaires pour exercer sa puissance, au premier sens du terme, dont découla la puissance maritime, dans le second sens.

Les Britanniques auraient-ils négligé la diplomatie et les aides financières à leurs alliés au profit d'un grand dessein de constructions navales, destiné à prendre le dessus sur leurs rivaux continentaux, dotés eux aussi d'une marine, que le capital nécessaire au développement de la puissance maritime – au second sens du terme – aurait été englouti, cependant que l'équilibre des puissances n'y aurait pas survécu. En conséquence, les pouvoirs continentaux n'auraient plus consacré leurs efforts à la guerre sur terre et, dans la course pour la suprématie sur les océans, les Britanniques n'auraient jamais eu les ressources suffisantes pour s'imposer face à une Europe continentale unie.

Que la supériorité britannique se soit maintenue malgré la médiocrité des fonds alloués à la Royal Navy reflète, une fois encore, la logique de la stratégie. Si la couronne avait pu gagner cette position en se contentant d'aligner de nouvelles frégates, la logique paradoxale aurait été prise en défaut. La priorité exclusive accordée à la puissance navale aurait laissé ses adversaires européens libres de leurs initiatives et sans aucun doute auraient-ils réagi en renforçant leurs propres flottes, au lieu d'allouer les fonds à leurs armées. Les observateurs du temps qui déploraient la négligence dont souffrait la Royal Navy, comme les amiraux qui remâchaient leur dépit parce que l'or britannique était offert aux étrangers quand leurs vaisseaux en recevaient si peu, s'exprimaient au nom du bon sens, lequel est étranger à la stratégie.

Par une ironie de l'histoire, à l'époque où Alfred Thayer Mahan publiait son ouvrage, le gouvernement britannique avait déjà révisé ses orientations traditionnelles. Plutôt que d'armer les adversaires de l'Allemagne – en particulier, les Russes, si mal lotis – afin de l'absorber dans des rivalités continentales, la Grande-Bretagne entrait dans une compétition directe avec la première puissance européenne pour la suprématie sur les mers et

affectait enfin des ressources considérables à la construction navale. Ce revirement allait satisfaire le bon sens et l'opinion populaire. Les éloges adressés à Alfred Thayer Mahan ne distinguaient pas l'inspirateur d'une pensée novatrice mais le propagandiste d'une politique en cours de réalisation : le *National Defence Act*, qui visait la « parité » avec les deux premières flottes continentales combinées, avait été adopté en 1889, soit avant la publication du premier livre influent de l'auteur.

Au bout du compte, la puissance maritime – au second sens du terme –, le capital qu'elle avait permis d'accumuler et des flots de sang furent dilapidés dans l'affrontement de la Première Guerre mondiale. Ce premier engagement total de la Grande-Bretagne dans les rivalités continentales aurait pu être réduit, voire évité, si la puissance maritime – au premier sens du terme – n'avait pas pris une importance aussi démesurée. Que ce soit la rigidité de l'opinion publique qui ait amené les dirigeants britanniques à se détourner de la voie suivie par leurs prédécesseurs (lesquels auraient financé les chemins de fer et les arsenaux de la Russie tsariste plutôt que de construire des bâtiments de guerre anglais) ou leur propre cécité stratégique, il ne fait aucun doute que le douloureux déclin britannique a été accéléré par cette politique même que les travaux d'Alfred Thayer Mahan ont formalisée, illusions comprises.

## *Le bombardement stratégique*

Juste après la Première Guerre mondiale, l'autonomie stratégique fut une nouvelle fois revendiquée, pour des raisons, cette fois, toutes différentes. La lenteur fastidieuse des blocus maritimes, la quasi-impossibilité des raids navals (depuis que les forces terrestres rejoignaient la scène des combats dans des délais trop rapides) et le coûteux fiasco de Gallipoli, unique tentative de débarquement au cours du conflit, avaient

établi les limites de la puissance navale dans la guerre moderne. L'avantage tactique que confère l'élévation s'étant imposé comme une évidence, les plus lourds que l'air avaient été adoptés par toutes les armées quelques années, à peine, après leur apparition. Dès 1914, les avions remplissaient des missions d'observation et de correction des tirs d'artillerie et, en 1918, l'aviation constituait une arme à part entière : à la signature de l'armistice, la Royal Air Force disposait de 22 000 avions pour un effectif de 293 532 hommes en uniforme. Les marines de guerre avaient, elles aussi, acquis leurs propres appareils, des hydravions, en général, lancés depuis le pont des navires dans des conditions cavalières et récupérés sur l'eau. Avant la fin du conflit, le premier porte-avions était entré en service.

Si leur présence s'était banalisée, les avions occupaient des fonctions auxiliaires au service de l'armée de terre ou de la marine. Dans leur plaidoyer pour l'indépendance de la nouvelle arme, plusieurs pionniers de l'aviation militaire invoquaient la rationalité économique : substituer une structure centralisée pour l'acquisition des appareils et la formation des pilotes aux décisions non concertées de l'armée de terre et de la marine irait dans le sens d'une plus grande efficacité. D'autres allaient encore plus loin et revendiquaient une autonomie stratégique pour la nouvelle arme.

Trois promoteurs de la puissance aérienne exercèrent une grande influence, en défendant, quoique de façon indépendante, des arguments similaires. Giulio Douhet, figure de premier plan de l'armée de l'air italienne avant même 1914, publia *Il Dominio dell'aria* en 1921 ; l'Américain William (Billy) Mitchell, officier d'aviation, lui aussi, fit paraître *Winged Defense* en 1925, bien avant la traduction anglaise du livre de Giulio Douhet qui n'intervint qu'en 1942, alors que William Mitchell venait de participer aux bombardements sur Tokyo. Quant à Hugh Montague Trenchard, il diffusa ses vues dans les documents internes de la Royal Air Force, qu'il avait contribué à créer.

Les trois auteurs mettaient en avant la capacité de l'aviation à pénétrer jusqu'au cœur du territoire ennemi en se jouant des fronts et des obstacles géographiques ; ils préconisaient donc le recours à de vastes flottes de bombardiers pour prendre de vitesse les lents processus de la guerre sur terre et sur mer, en détruisant les industries sur lesquelles repose le pouvoir militaire moderne, sous toutes ses formes. Dans cette perspective, affirmaient-ils, la supériorité dans les airs suffirait à obtenir une victoire rapide[8], en évitant ainsi les pertes considérables de la guerre au sol ou de longues années de blocus naval. Giulio Douhet et Hugh Montague Trenchard soutenaient que les bombardiers pouvaient virtuellement déjouer toutes les défenses aériennes et considéraient donc la puissance aérienne comme une force exclusivement offensive[9]. Hormis cette divergence avec William Mitchell, les trois hommes estimaient ensemble que, à l'âge de l'aviation, les autres armes étaient frappées d'obsolescence.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, pourtant, la puissance aérienne stratégique fut limitée autant par ses propres insuffisances que par les réponses qui lui furent opposées – et ces réponses furent préparées avec d'autant plus de soin que l'importance des bombardements était une idée largement admise avant même le début des hostilités, alors que les insuffisances de ces derniers – en précision comme en volume – avaient été mésestimées. La crainte de raids massifs sur les grandes capitales (les bombes chargées de gaz toxiques, en particulier, étaient redoutées) eut pour effet de mobiliser la recherche sur les moyens de détection à longue portée destinés à intercepter les bombardiers ennemis. En 1939, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis avaient mis au point des systèmes de radar à longue portée, battant en brèche le postulat de Giulio Douhet et de Hugh Montague Trenchard, selon lequel aucune défense n'arrêterait les bombardiers[10].

# *La défense aérienne*

Avant l'entrée en service du radar, les chasseurs, bien qu'à peu près inutiles, assuraient toujours des missions de défense, avec l'espoir ténu que des appareils de détection sonore et une multitude de rapports téléphoniques, émis par la surveillance aérienne, permettraient un jour les interceptions. Les appareils très rapides et les structures de contrôle au sol existaient donc quand le nouveau moyen de détection apparut. Au cours de la même période, les bombardiers, conçus pour des missions « stratégiques », devaient emporter des charges importantes pour détruire des usines et des villes. Lourds, lents et peu maniables, ils peinaient à manœuvrer face aux chasseurs [*2].

Pour remédier à cette faiblesse tactique, les promoteurs du bombardier préconisaient le vol en formations serrées d'appareils équipés de mitrailleuses. De plus, avant l'apparition du radar, ils escomptaient bénéficier de l'avantage du nombre face aux chasseurs isolés qu'ils étaient susceptibles de rencontrer. Le feu concerté des mitrailleurs postés à l'avant, à l'arrière, sur le dos et sur le ventre des formations de bombardiers devaient compenser la plus grande maniabilité des chasseurs, en leur interdisant tous les angles d'attaque, quelle que soit la rapidité avec laquelle ils pouvaient évoluer. En d'autres termes, l'avantage opérationnel de la formation serrée devait compenser l'infériorité tactique du bombardier isolé.

Mais le contrôle au sol assisté par radar allait remettre en cause cette logique. Il permettait l'interception concertée des formations de bombardiers par des chasseurs volant en groupe, se substituant aux patrouilles sillonnant le ciel sans objectif prédéterminé [*3]. Il devenait dès lors possible d'appliquer à l'espace aérien un schéma de défense systématique, similaire à celui qui prévalait pour la défense du territoire, le réseau radar dessinant une ligne de front et les escadrilles de chasseurs

jouant le rôle de forces mobiles, prêtes à converger en nombre suffisant pour riposter à l'agresseur. L'avantage qu'avait possédé le bombardier se réduisait désormais à une marge étroite, délimitée par les imperfections techniques du radar, l'efficacité des contre-mesures ou les frictions éventuelles dans l'organisation de l'interception. La chasse bénéficiait, quant à elle, de l'avantage traditionnel de la défense : elle évoluait sur son propre « terrain », qu'elle pouvait aménager à sa convenance, à l'aide de canons antiaériens, de projecteurs ou de barrages de ballons. De plus, un même appareil pouvait espérer réaliser plusieurs interceptions, entrecoupées de réapprovisionnement en carburant et en munitions, contre une même formation de bombardiers poursuivant sa mission de plusieurs heures d'abord vers son objectif puis, au retour, vers sa base. À la supériorité tactique des chasseurs s'ajoutait donc un avantage au niveau de la stratégie de théâtre et ce dernier n'était plus contrebalancé par l'avantage opérationnel dont avaient bénéficié des formations de bombardiers face à des chasseurs isolés.

Ce nouveau schéma, appliqué par la Grande-Bretagne, fut la cause principale de l'échec de la Luftwaffe, pendant sa campagne d'Angleterre, en 1940. Les bombardements ne réussirent pas à entamer la combativité des Britanniques, pas plus qu'aucune campagne de bombardements, par la suite, ne parvint à briser la volonté d'une nation. Toutes allaient se heurter aux mêmes limites : la quantité de bombes explosives et incendiaires ne serait jamais suffisante pour détruire une proportion déterminante des capacités industrielles.

Il reste néanmoins ironique que la première campagne de bombardement « stratégique » ait été une initiative – et un échec – de la Lutwaffe, parce que ses chefs ne croyaient guère à cette option et n'avaient pas inscrit les bombardements des villes et des usines au rang de leurs priorités[11]. Aux bombardiers lourds, les Allemands préféraient les appareils moyens ou légers qui, grâce au bombardement en piqué, faisaient preuve

d’une assez grande précision sur le champ de bataille, mais qui, en retour, embarquaient une moindre charge. Avec des appareils de ce type, les bombardements des villes anglaises, comme ceux de Varsovie ou de Rotterdam, qui les avaient précédés, relevaient de l’improvisation. Le bilan des pertes allemandes conduisit à une forte sous-estimation de la vulnérabilité des bombardiers, en général, lesquels n’étaient pas tous aussi rapides ou maniables.

Après l’échec de la Luftwaffe, les partisans du bombardier continuèrent à défendre l’autonomie stratégique de leur arme de prédilection, soutenant que les quadrimoteurs lourds, produits en grand nombre par les Britanniques et par les Américains, ne pouvaient se comparer aux appareils allemands. Il fallut attendre que le bilan des bombardements anglo-américains à grande échelle sur l’Allemagne soit tiré pour que la thèse des trois pionniers – Douhet, Mitchell et Trenchard – soit enfin abandonnée, d’abord par les Britanniques, puis par les Américains. Les bombardements ne furent pas bannis, mais il devint manifeste qu’ils ne pourraient suffire, à eux seuls, à emporter une victoire rapide. Tout le laborieux processus d’usure, si coûteux en vies humaines, qui avait été mené par les combats terrestres et les blocus maritimes et que les bombardiers devaient permettre d’éviter fut désormais transposé dans les airs, et les chances de survie d’un équipage de bombardier étaient moindres que ne l’avaient été celles des fantassins dans les tranchées de la Première Guerre mondiale.

Au bout du compte, seule la supériorité technique des Britanniques dans la guerre électronique et les meilleures performances des escortes de chasseurs américains (celles, en particulier, du P-51 *Mustang*, doté de deux caractéristiques jusque-là incompatibles : le long rayon d’action et la maniabilité) permirent aux formations alliées de causer un niveau de destructions aussi élevé. Comparée à l’ampleur des bombardements sur l’Allemagne, la campagne d’Angleterre de la Luftwaffe de 1940 pouvait paraître dérisoire. Mais, même alors, la densité du tissu industriel et des

infrastructures allemandes, la flexibilité des réactions ne permettaient pas d'escompter mieux qu'un lent effet cumulatif, aussi fastidieux qu'un blocus naval. Malgré la taille beaucoup plus modeste et la moindre flexibilité de l'appareil industriel japonais, les bombardements ne permirent pas une inflexion rapide du cours des événements. De fait, l'archipel souffrit beaucoup moins des bombardements aériens que de la pénurie de matières premières, due à la guerre sur mer[12]. Les promoteurs du bombardement « stratégique » avaient grossièrement surestimé les dévastations qui pouvaient être infligées à l'ennemi et sous-estimé, dans des proportions comparables, sa résistance politique et industrielle.

## *L'avènement de l'arme nucléaire*

Quand l'atome fit son entrée fracassante sur la scène mondiale, en 1945, avec la première bombe à fission, l'autonomie stratégique du bombardement aérien, invalidée par l'expérience, parut soudain réhabilitée. Les insuffisances du bombardier (techniques, tactiques, comme au niveau de la stratégie de théâtre) et la résistance de l'ennemi seraient désormais annulées par la nouvelle arme.

Du bilan des années de guerre, il ressortait que le bombardier ne décollait pas toujours à la demande, en raison de problèmes techniques ; qu'il ne franchissait pas toujours les défenses ennemies ; que des erreurs de navigation l'éloignaient parfois de sa cible ; que ses bombes ne frappaient pas toujours avec la précision souhaitée ou que certaines n'explosaient pas. La combinaison de ces « facteurs détériorants », considérait-on alors, expliquait que l'objectif des destructions par bombardements ait été beaucoup plus difficile à atteindre que prévu, même s'il commençait à être admis que la somme de destructions nécessaires pour infléchir le cours des événements était, elle aussi, plus élevée que toutes les estimations initiales.

L’apparition de la bombe atomique facilitait soudain la tâche des promoteurs du bombardement des villes et des usines. Au passage, elle lavait de leurs péchés Giulio Douhet et ses pairs[13]. Rien, désormais, ne pouvait plus s’opposer à la réalisation de leurs prédictions : avec des bombes atomiques produites en quantités raisonnables, l’arme aérienne – ou toute autre arme conçue pour son transport – occuperait une place prédominante, au point de condamner à l’inutilité les forces militaires classiques. La stratégie elle-même serait bientôt superflue, sauf – bien entendu – la stratégie nucléaire.

Aux yeux des dirigeants de la puissance politique que le nouveau *statu quo* avantageait, le *non-usage* de la nouvelle arme, mise au service d’une diplomatie de la dissuasion, apparut essentiel : pour les États-Unis, empêcher l’agression, c’était déjà gagner. La conjonction du potentiel destructeur énorme de la bombe atomique et de la perception du monde propre à l’Amérique, formée par les circonstances politiques et les préférences culturelles, conduisirent très vite à forger le concept de dissuasion. Dans un premier temps, la confiance aidant, l’arme absolue reçut la mission d’empêcher toute agression et toute guerre[14]. L’Union soviétique aurait-elle acquis la bombe la première, qu’elle aurait, sans l’ombre d’un doute, élaboré une politique du non-usage, mais qui aurait privilégié la « persuasion », en vue d’une évolution favorable du *statu quo*, plutôt que la « dissuasion », en vue de son maintien[15].

Naturellement, l’effet paralysant de la dissuasion, s’il pouvait satisfaire le point de vue américain, convenait beaucoup moins aux dirigeants soviétiques, qui comptaient toujours modifier l’état du monde. Leur réaction démontra que l’arme nucléaire était vouée, elle aussi, à connaître le destin paradoxal de toutes les innovations techniques appartenant au royaume de la stratégie : plus elles confèrent un avantage militaire significatif lors de leur apparition, plus elles modifient le rapport de forces antérieur et plus elles provoquent des réactions d’ampleur, réduisant ainsi

leur effet net au fil du temps. Introduite d'abord sous la forme de bombes à fission qu'un seul pays était à même de produire – et en très petit nombre – l'arme nucléaire paraissait devoir révolutionner la stratégie. Aucun obstacle ne s'opposait à son emploi : les centres urbains de Hiroshima et de Nagasaki avaient été réduits en poussière sans que le reste de la planète n'ait à pâtir d'effets secondaires. Et les États-Unis ne s'exposaient pas à des représailles d'un niveau comparable, puisqu'ils détenaient les seules armes nucléaires existantes. En conséquence, il semblait évident que la menace d'une attaque nucléaire – même si cette problématique n'était ni exprimée, ni formalisée dans l'esprit des dirigeants américains – suffirait à dissuader toute tentative d'agression directe.

## *Première atteinte à l'autonomie nucléaire : la subversion*

Seuls les pouvoirs satisfaits considèrent l'inaction comme la clé du succès. En Union Soviétique, tous les moyens étaient mobilisés pour mettre au point des armements exploitant la fission mais aussi la fusion nucléaire. Dans le même temps, une réaction d'un autre ordre commença à émerger. Les Soviétiques avaient pour priorité immédiate d'asseoir leur contrôle politique sur la moitié orientale de l'Europe, en favorisant l'installation de gouvernements communistes locaux, inféodés à Moscou. Mais les premières élections de l'après-guerre se soldèrent par une défaite des partis communistes et le recours pur et simple à la force était exclu, parce qu'il aurait constitué une provocation excessive à l'égard des États-Unis. Le mur de la dissuasion fut donc contourné par une manœuvre d'un autre type : la subversion[*4].

Sous la surveillance des forces d'occupation soviétiques, entre 1945 et 1948, les dirigeants des formations politiques majoritaires de la Hongrie, de Roumanie et, finalement, de Tchécoslovaquie subirent des pressions diverses qui les conduisirent à former des coalitions gouvernementales avec les partis communistes nationaux. Invariablement, ces derniers prenaient en charge le ministère de l'Intérieur. Très vite, les ministres non communistes, soumis à toutes sortes de contraintes, se résignaient à voter l'interdiction légale des partis de droite, non membres des coalitions, sous le chef d'accusation de fascisme. Une nouvelle coalition était alors formée, excluant l'aile conservatrice de la précédente, déclarée à son tour hors-la-loi ou dissoute par ses propres dirigeants craignant pour leur vie. Le processus se poursuivait ainsi, jusqu'à ce que les partis communistes ou les formations qui leur étaient inféodées contrôlent sans partage la tête de l'État. À la fin de l'année 1948, la manœuvre avait réussi : le mur de la dissuasion nucléaire était intact, mais la puissance soviétique avait réussi à le franchir par des voies souterraines et exerçait, sans recours à la force, un contrôle de fait sur l'ensemble de l'Europe orientale.

Avec cette première manœuvre, l'autonomie stratégique de l'arme nucléaire ne fut entamée que par des moyens non militaires. Les dommages étaient à peine visibles. Tandis que les États-Unis et la Grande-Bretagne réagissaient, en Europe, d'abord, puis au-delà, avec leurs propres entreprises de contre-subversion (comme le financement de partis anticommunistes, de médias et de syndicats), des galeries souterraines de plus en plus nombreuses étaient creusées sous le mur de la dissuasion nucléaire. L'entreprise se poursuivit durant toute la Guerre froide, sous des formes variées, à mesure que l'assistance aux armées « clientes » et aux services secrets, la fourniture de matériel aux forces rebelles et le soutien aux réseaux terroristes internationaux s'ajoutaient aux prestations initiales.

La dissuasion nucléaire eut donc pour premier effet de dévier les énergies guerrières vers des formes de conflits indirectes ou moins

spectaculaires, excluant toujours une confrontation militaire directe entre Américains et Soviétiques mais non la violence armée. Toutefois, à côté de ces affrontements par délégation, devenus une réalité de routine dans les relations internationales, l'arme nucléaire avait aussi suscité une réaction de défense beaucoup moins sophistiquée. En réponse à la menace posée par les bombes à fission, chargées sur des bombardiers à long rayon d'action, les Soviétiques accordèrent la priorité aux moyens de défense antiaériens. Une quantité considérable de canons antiaériens, datant de la Seconde Guerre mondiale mais toujours adaptés aux conditions du combat, des répliques de radars fournis par les États-Unis dans le cadre du programme de prêt-bail, les premiers chasseurs à réaction et les premiers missiles constituèrent les éléments d'un nouveau système de défense aérienne, tourné contre les bombardiers américains.

En règle générale, la réaction défensive tient une part décisive dans la diminution de l'efficacité nette d'une nouvelle arme. Il en allait autrement avec la bombe atomique. Dans les années de l'immédiat après-guerre, même des systèmes de défense anti-aériens beaucoup plus sophistiqués que ceux dont disposaient les Soviétiques n'auraient pu neutraliser la menace, pour cette raison qu'un seul bombardier échappant à la défense aurait suffi à causer un niveau de dévastation intolérable. Avec, de surcroît, l'apparition inévitable de systèmes de protection des bombardiers, en réaction aux mesures de défense, l'effet net de la nouvelle arme se trouvait quasiment inentamé.

## *L'autonomie nucléaire entamée : inhibitions et représailles*

Même dans les années 1945-1949, quand la menace de représailles d'un niveau comparable était inexistante, un certain nombre d'inhibitions internes limitaient les possibilités d'emploi de la bombe à fission par les États-Unis. À l'inverse de la bombe à fusion, la première arme atomique ne menaçait pas la planète d'une dévastation irrémédiable, mais plusieurs bombes à fission auraient suffi, toutefois, à rayer une grande ville de la carte et la capacité destructrice brute d'une seule bombe excédait le point culminant de l'utilité militaire dans la plupart des cas, qu'elle qu'ait pu être l'ampleur d'éventuelles représailles. Pour qu'un tel niveau de destruction, même infligé à un ennemi déclaré, ait pu être accepté, aux États-Unis et dans le monde, il aurait fallu que des intérêts vitaux – et reconnus comme tels par la communauté internationale – aient été menacés. Du fait de cette puissance destructive excessive, même durant les années de monopole nucléaire américain, l'existence de la bombe à fission laissait un espace pour d'éventuelles interventions par des moyens conventionnels. Seules pouvaient être concernées des guerres d'échelle réduite, dans des régions éloignées, contre des ennemis secondaires et au bénéfice d'alliés marginaux, mais qui justifiaient une implication américaine, sans recours à l'arme nucléaire. Ainsi, l'autonomie stratégique attribuée par certains experts à la bombe à fission, qui manquait déjà de pertinence contre des attaques indirectes et non revendiquées, se trouvait aussi remise en question en cas d'agression dont le caractère de provocation n'était pas caractérisé.

Très vite, une atteinte beaucoup plus significative allait être portée à l'autonomie stratégique de la bombe à fission. La réaction symétrique provoquée par le monopole américain, dès avant 1945 (quand des espions soviétiques réussirent à s'infiltrer au sein du projet *Manhattan*) porta ses fruits en 1949, année où l'Union soviétique procéda à ses premiers essais nucléaires. On ne peut alors parler de parité entre les deux arsenaux – l'un encore modeste, l'autre embryonnaire –, mais la portée de la dissuasion nucléaire s'en trouva immédiatement altérée : si le cours futur d'une devise

n’intéresse personne, on ne peut en dire autant de la puissance militaire, qui doit toujours être anticipée[16].

Avec la possibilité de représailles réciproques, les responsables de la programmation militaire américaine devaient réviser leurs hypothèses quant au recours à la bombe atomique, et les gouvernants redoubler de prudence avant de formuler la moindre menace – y compris dans un but de dissuasion.

La suasion exercée avec la bombe à fission, soit pour imposer une action (persuasion), soit pour l’empêcher (dissuasion), avait pour limite l’estimation, par le camp adverse, de la réalité de la menace, laquelle fut réduite aussitôt qu’une riposte de même niveau devint possible. Jusqu’à un certain point, ce type d’estimation devait tenir compte de la personnalité supposée des dirigeants de la puissance exerçant la dissuasion : la prudence impressionnait moins que l’absence de scrupules. Hormis les spéculations sur l’exploitation politique de la folie, la circonspection étant généralement attribuée aux dirigeants américains comme à leurs homologues soviétiques, les effets de la suasion se trouvaient assez peu influencés par les variations individuelles à ce niveau. En revanche, la perception de l’importance des intérêts en jeu pour le camp adverse avait des implications beaucoup plus déterminantes pour la crédibilité de la suasion. Une menace proférée en vue d’éviter une attaque soviétique sur le sol américain aurait été considérée comme plausible. La même menace destinée à protéger un allié marginal d’une intrusion périphérique aurait eu un moindre pouvoir de conviction.

L’évaluation de la menace nucléaire et de son efficacité ne pouvait se limiter à une simple analyse du rapport existant entre l’armement nucléaire disponible et sa valeur dissuasive. Au-delà, elle devait prendre en compte aussi bien l’« équilibre des intérêts perçus » que l’équilibre des capacités techniques. L’estimation, par les Soviétiques, de la valeur des intérêts américains aux yeux des Américains, comme l’estimation, par les Américains, des intérêts soviétiques selon l’appréciation du Kremlin se

prêtaient à toutes sortes de manipulations et de postures destinées à influencer l'adversaire[17], mais à l'intérieur de limites définies : le moindre point chaud de la planète ne pouvait pas être assimilé à un nouveau Berlin qui devait être défendu à tout prix, les relations de l'Union soviétique avec des pays tiers ne pouvaient pas toujours être élevées au statut d'alliances sacro-saintes.

Ces attitudes élargirent encore l'éventail des conflits conventionnels possibles, réduisant d'autant l'autonomie stratégique attribuée à l'arme nucléaire. Mais là encore, la possibilité que le vaincu recourre à la bombe à fission continuait à interdire toute confrontation directe, même à l'échelle la plus réduite, entre les armées américaine et soviétique chaque fois que les intérêts en jeu étaient estimés secondaires par les deux parties. La guerre froide ne fut propice ni aux corps expéditionnaires, ni aux opérations de commando, ni à aucune autre forme d'affrontement militaire secondaire entre les deux grandes puissances. En revanche, la présence déjà établie sur un territoire quelconque prit une importance sans précédent : là où l'un des deux camps avait déployé son drapeau, l'autre ne s'aventurait pas.

Ces règles s'imposaient quand les intérêts étaient marginaux. Chaque fois que l'enjeu devenait décisif, l'éventualité de la guerre réapparaissait, au risque d'un recours à la bombe à fission. On confia donc la protection de ces intérêts aux forces conventionnelles. La présence des troupes américaines et de sa puissance aérienne en Europe, après 1949, comme la conduite de la guerre de Corée, à partir du 25 juin 1950, allaient marquer la fin de la suasion par le seul moyen de la bombe à fission.

## *L'arme excessive*

Au cours des années 1950, l'évolution des capacités nucléaires suivit deux voies différentes, avec l'apparition des engins à fusion, libérant une

quantité d'énergie de 50 à 500 fois plus importante que les premières bombes à fission, et la production à grande échelle de bombes réduites, dites « tactiques », sous la forme d'obus d'artillerie nucléaire, de charges sous-marines, de mines terrestres ou navales, d'ogives de fusées et de missiles. Ces transformations eurent des effets contradictoires sur l'autonomie stratégique de l'arme nucléaire. D'une part, le potentiel de destruction des grosses bombes à fusion – dont l'emploi supposait des représailles de niveau équivalent – excède de très loin le point culminant de l'utilité, du point de vue de la suasion. La courbe de l'utilité plonge d'ailleurs si vite que cette nouvelle arme avait encore moins de raison d'être que la bombe à fission, avec son énergie destructrice bien moindre. Les intérêts susceptibles de justifier une initiative militaire dont pourrait résulter une disparition de la civilisation sont, à l'évidence, encore moins nombreux que ceux qui pouvaient légitimer, auparavant, le recours à la première génération de bombes atomiques. D'autre part, l'introduction d'armements nucléaires dans toutes les subdivisions de forces armées a ôté une bonne part de sa signification au déséquilibre des forces conventionnelles. En effet, dès que des charges nucléaires équipent l'armée de terre et l'aviation, les navires de guerre et les sous-marins, toute défaite imminente des forces conventionnelles peut se convertir en affrontement nucléaire, et aucun acquis militaire n'est plus assuré avant ce dernier recours.

Dès le début de l'« abondance » nucléaire et jusqu'à la fin de la guerre froide, les puissances nucléaires firent l'expérience de cette double réalité. L'avantage numérique de l'Union soviétique, dans le domaine des forces conventionnelles, sur le continent européen, resta sans effet, face à la supériorité nucléaire américaine. Et la politique américaine de « représailles massives » (1954-1961), qui visait à annuler le déséquilibre des forces conventionnelles, en s'appuyant « en premier lieu, sur une grande capacité de riposte, instantanément, par les moyens et sur les cibles de notre choix » échoua, elle aussi[18]. L'emploi des représailles massives aurait sans aucun

doute donné un sens à l'autonomie stratégique de l'arme nucléaire. Mais on ne saura jamais si la menace nucléaire aurait pu exercer, à elle seule, une dissuasion suffisante sur les dirigeants soviétiques, car cette politique ne fut jamais mise en œuvre : les États-Unis choisirent de ne pas réduire leurs forces conventionnelles à ce niveau minimal où elles auraient eu pour seule fonction de servir de détonateurs régionaux si la « grande capacité de riposte » avait été déclenchée. Décennie après décennie, à travers une succession de cycles – du réarmement à l'intervention militaire, du désarmement à l'inflation puis, à nouveau, au réarmement – l'effort militaire américain, dans le domaine des armes conventionnelles, émergea comme la preuve la plus solide de l'érosion subie par la suasion nucléaire.

Comme le démontre clairement la réduction de son utilité militaire, conséquence de sa capacité destructive excessive, l'armement nucléaire est soumis, lui aussi, à la logique paradoxale de la stratégie. Un conflit mené au moyen d'un arsenal nucléaire conséquent aurait été à ce point différent des guerres du passé qu'une nouvelle terminologie aurait été nécessaire pour le décrire. L'économie de guerre, la poésie de guerre, la propagande guerrière, la législation du temps de guerre et tous les auxiliaires habituels des conflits n'auraient eu aucun espace dans l'annihilation de la civilisation. Mais une autre logique aurait-elle été à l'œuvre ? Non. La même logique stratégique que nous avons examinée aux niveaux technique, tactique, opérationnel et à celui du théâtre explique que la guerre nucléaire porte en elle-même sa propre négation, comme nous le verrons en abordant, plus loin, le niveau de la grande stratégie.

*1. Selon la terminologie officielle, ces exemples relèvent de la puissance aérienne « tactique », qui recouvre tous les emplois de la puissance aérienne sur un théâtre donné, par opposition à la puissance aérienne « stratégique », dirigée contre le territoire national de l'ennemi, ses infrastructures civiles, ses industries et les centres, civils ou militaires, de l'appareil d'État. La puissance aérienne tactique comprend diverses modalités : la « supériorité aérienne », pour le contrôle de l'air par la chasse au-dessus d'un théâtre de guerre ; l'« appui rapproché » confié aux chasseurs-bombardiers, aux bombardiers légers ou aux avions spécialisés dans l'attaque au sol, qui vise à apporter une aide directe aux forces terrestres ; l'« interdiction du champ de bataille » prise en charge par les chasseurs-bombardiers et les bombardiers légers qui attaquent les forces ennemies sur l'arrière des zones de combat et l'« interdiction », du ressort des chasseurs-bombardiers et des bombardiers légers, chargés d'attaquer les infrastructures et les convois d'approvisionnement ou de renforts, dans la profondeur du théâtre de la guerre.

*2. Les bombardiers de la Luftwaffe échappaient à cette règle : conçus pour des bombardements en piqués, ils étaient plus maniables. Leur robustesse et leur rapidité diminuaient leur rayon d'action et leur charge, sans réduire pour autant leur vulnérabilité.

*3. De nuit, toutefois, jusqu'à l'introduction du radar embarqué, en 1943, chaque chasseur devait être guidé sur sa cible jusqu'au contact visuel, ce qui empêchait les interceptions de groupe,

*4. La manipulation de la sphère politique visait à contraindre les partis – participant ou non aux gouvernements – à agir en contradiction avec leurs intentions déclarées. Elle procéda par l'intimidation physique des dirigeants, l'infiltration, les fonds secrets, la propagande mensongère et les actions paramilitaires non revendiquées.

CHAPITRE 12

# LA RENAISSANCE DE LA PUISSANCE AÉRIENNE STRATÉGIQUE

En janvier 1945, après cinq années de bombardements aériens toujours plus massifs par les forces anglo-américaines, Berlin était dévastée. Dans les quartiers du centre, il ne restait guère de la plupart des immeubles – bureaux ou habitations – que des façades noircies par le feu. À la périphérie, on ne comptait plus les usines et les entrepôts réduits à l'état de ruines. Pourtant, les radios allemandes, sous le contrôle de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du régime nazi, couvraient encore le territoire national et diffusaient même vers le monde entier sur les canaux à ondes courtes. Hitler, dans son bunker et, à proximité, le haut commandement de la Wehrmacht, installé à Zossen, continuaient à transmettre leurs ordres et à recevoir des rapports de tous les fronts par le téléphone et le réseau télétype aussi bien que par radio. La gare de triage de Berlin, souvent bombardée mais aussitôt remise en état, assurait le déplacement et le ravitaillement des troupes. Quant aux civils, si leurs conditions de logement étaient devenues précaires, ils disposaient encore, hormis de brèves interruptions, de tous les services urbains – réseau électrique, téléphone, transports publics, services postaux, distribution

d’eau, enlèvement des ordures. Même les salles de cinéma poursuivaient leur programmation : le 30 janvier 1945, un gala donné pour la première de *Kolberg*, film en couleurs à grand spectacle, réunit le Tout-Berlin.

L’offensive aérienne contre l’Irak commença le 17 janvier 1991. Pendant toute la guerre du Golfe, Bagdad demeura à peu près intacte. Pourtant, 48 heures après les premiers raids aériens, Saddam Hussein et ses porte-parole étaient dans l’incapacité d’utiliser la télévision ou la radio, les différents centres de l’état-major étaient endommagés, leurs réseaux de communications hors d’usage et l’ensemble de la population devait apprendre à vivre sans électricité, sans téléphone, sans transports publics, sans eau courante et sans tout-à-l’égout. À peine le conflit était-il entamé que le président irakien et son commandement militaire se retrouvaient aveugles, sourds et muets dans une ville paralysée ; Dépourvus de moyens rapides pour connaître la situation hors de la capitale et réagir en temps voulu, ils ne pouvaient plus compter que sur les estafettes et un ultime réseau de fibre optique peu étendu.

Cette décapitation par la voie des airs eut pour effet immédiat d’anéantir les capacités de la défense antiaérienne irakienne, pourtant bien équipée. Chaque base aérienne avec ses chasseurs, chaque poste de missiles, chaque batterie de canons antiaériens était abandonnée à sa propre initiative et privé des indispensables alertes avancées et de toute direction centralisée. Suivre les déplacements d’un appareil étranger et l’attaquer sans rémission, protéger son espace aérien en y pointant des missiles de haute altitude afin de contraindre l’ennemi à voler à portée des missiles mobiles et des canons antiaériens, répondre à une offensive concentrée par une défense elle aussi concentrée, toutes ces procédures supposent une « intégration » de la défense aérienne dont l’Irak fut privé, aussitôt que l’ensemble de ses centres de contrôle nationaux et régionaux furent touchés. Or, dès le début de l’offensive, les principales stations radars d’alerte avancée avaient été détruites et les pistes de nombreuses bases aériennes endommagées.

Quelques radars de surveillance fonctionnaient encore, une grande quantité de postes d'observation restaient intacts et la remise en état des pistes ne posait pas de problèmes insurmontables. En pratique, toutefois, ces atouts n'avaient aucune utilité, en l'absence d'un commandement centralisé pour collecter l'information, donner les ordres d'attaque aux avions de chasse et coordonner les tirs des nombreux missiles et des canons antiaériens intacts.

Pour l'importante armée de terre irakienne, l'offensive aérienne eut des effets cumulatifs plutôt qu'immédiats. En deux semaines, elle se trouva paralysée, incapable de fournir en vivres, en eau, en carburant et en munitions les forces conséquentes qui occupaient le Koweït ou s'en tenaient à proximité, du fait de la destruction des ponts routiers et ferroviaires, des dépôts de munitions, des raffineries et entrepôts de pétrole et de la plupart des grands dépôts de matériel, en particulier ceux qui abritaient les bombes, les obus et les têtes explosives des roquettes et des missiles. De plus, toute tentative de repli sur l'Irak ou de progression vers l'Arabie Saoudite aurait eu pour résultat une détection immédiate, suivie d'une attaque massive. Même immobilisés dans leurs retranchements camouflés, les chars, les transports de troupes et les pièces d'artillerie restaient à la merci des tirs d'armes guidées[1], tout comme les avions, dans leurs abris ou non, les batteries de missiles, les postes de commandement, la force navale, etc. Le vaste complexe d'industries militaires qui faisait la fierté du régime subit aussi de graves dommages au cours de la campagne aérienne. Les inspecteurs des Nations unies allaient certes recenser de nombreuses unités en état de fonctionnement, mais divers sites d'assemblages, des usines entières et des ateliers de réparations, ainsi que des centres spécialisés sur les missiles ou le nucléaire, des laboratoires d'armes chimiques ou bactériologiques ou encore des centres de production et des bunkers destinés au stockage d'armements avaient été détruits par les bombardements.

L’offensive aérienne anglo-américaine avait ravagé les grandes villes sans mettre à mal *directement* les capacités militaires de l’Allemagne. En 1991, en revanche, l’offensive aérienne contre l’Irak avait épargné ses villes, mais décimé ses forces armées, au point que l’offensive terrestre finale se déroula sans précautions particulières et sans véritables combats. Les troupes irakiennes déjà immobilisées, handicapées par le manque d’eau et de nourriture, aux effectifs réduits par les désertions[2], alors que la plupart de leurs armes lourdes étaient déjà détruites[3] ne résistèrent guère au cours des cent une heures que dura la progression des Américains et de leurs alliés à travers le Koweït et au-delà. Les lourds chars d’assaut M.1 de l’armée américaine avancèrent sans le moindre dommage, tout comme les transports de troupes aux blindages beaucoup plus légers ou les Jeeps de la Légion étrangère française et même les voitures de location des journalistes les plus casse-cou. Par sa nature même, l’offensive au sol était un hommage rendu aux forces aériennes : les diverses colonnes de la coalition progressèrent à des distances trop importantes les unes des autres pour s’entraider, l’état-major partant du principe que la moindre velléité de contre-attaque irakienne serait brisée par des frappes aériennes.

Les forces aériennes venaient enfin de gagner une guerre ou, tout au moins, d’y mettre fin au point où les États-Unis la considéraient gagnée, ce qui se produisit le 27 février 1991, quand le président George Bush proclama un cessez-le-feu unilatéral. Saddam Hussein, toujours au pouvoir, conservait une armée conséquente à sa disposition. Mettre fin à son régime aurait exigé la conquête du territoire irakien dans son intégralité, un objectif que les hommes qui avaient planifié la campagne aérienne auraient atteint sans difficulté particulière si le temps leur en avait été donné. À supposer que la poursuite des frappes aériennes ait paralysé tout le trafic routier autour de Bagdad et empêché la remise en état des services de base et des télécommunications, la dictature hypercentralisée aurait été isolée du reste du pays. Fugitif dans sa propre capitale assiégée, contraint de se dissimuler

pour échapper aux frappes aériennes, Saddam Hussein aurait fini par perdre le contrôle de la machine politico-policière sur laquelle reposait son pouvoir. Avant même cette issue, toutes les régions du pays, coupées de la capitale, auraient échappé à son oppression et de véritables pouvoirs indépendants auraient émergé dans le Sud, à majorité chiite, aussi bien que chez les Kurdes du Nord. C'est, bien entendu, cette perspective qui conduisit le président Bush à arrêter la guerre. Une désintégration de l'Irak aurait exigé une présence militaire permanente des États-Unis en Mésopotamie pour contenir l'Iran.

## *Les leçons de la guerre du Golfe*

Comprendre ce qui s'est véritablement passé pendant une guerre – ait-elle été, comme la guerre du Golfe, courte, essentiellement unilatérale et confinée à un théâtre unique – est un exercice complexe, qui exige que l'on discerne l'enchaînement des événements dans le jeu de miroirs confus où se reflètent les instances politiques, stratégiques, opérationnelles, tactiques et techniques, non seulement hétérogènes, mais, parfois aussi, contradictoires. La participation des armées arabes à la coalition, par exemple, a été précieuse, d'un point de vue politique, insignifiante d'un point de vue opérationnel et potentiellement utile, au niveau de la stratégie de théâtre, du fait de la présence des Égyptiens, des Syriens et des Saoudiens dans les secteurs intermédiaires, entre la marine américaine sur la côte et le gros des forces américaines et britanniques, positionnées plus à l'intérieur du pays. Si de véritables combats avaient eu lieu et non une simple cavalcade, leur présence aurait été décisive.

La multiplicité des niveaux d'analyse est une source permanente de confusion et de controverses que traduit bien l'incessante réinterprétation des événements à laquelle est condamnée l'histoire militaire. Dans ce

capharnaüm, les bureaucraties militaires concurrentes ou les préjugés partisans sont certains de puiser des arguments favorables à leur cause, puisqu'il suffit de choisir le niveau le plus prometteur – tactique ou politique, opérationnel ou stratégique – pour justifier telle ou telle thèse ou appuyer telle ou telle démonstration, au bénéfice, le plus souvent de choix militaires antérieurs ou encore pour vanter les mérites d'un corps, d'un service ou d'une arme spécifiques. Éviter de s'enliser dans ce marécage idéologique exige beaucoup de retenue : on doit se garder de toute conclusion définitive à propos des conflits dont la compréhension n'a pas atteint un seuil acceptable aux différents niveaux et dans ses multiples dimensions, une tâche accomplie après le passage de deux générations, quand tous les protagonistes sont morts et enterrés, les dernières archives secrètes déclassifiées et les passions apaisées.

Une seule caractéristique propre à la guerre du Golfe ne devrait pas faire l'objet de futures remises en cause : si la victoire n'a pas, une seule fois, changée de camp, alors que tous les conflits d'une certaine ampleur enchaînent les revers de fortune plus ou moins sérieux, c'est une conséquence du succès obtenu, dès les premiers jours, par l'offensive aérienne de « décapitation », opération sans précédent dans l'histoire. Pour le reste, l'exposé ci-dessous vise à donner quelques premières clés de compréhension, sans pour autant chercher à tirer des leçons trop générales. En effet, l'offensive aérienne est, plus qu'une autre, *circonstancielle*, et dépend, dans une large mesure, de l'intensité du conflit. Si nous considérons le cas extrême d'une guérilla au sens strict – dans laquelle aucune infrastructure notable ne peut constituer une cible, dans laquelle les combattants sont trop insaisissables pour être bombardés et disposent de relais politiques et logistiques et de dirigeants qui se fondent dans la population – les frappes aériennes ne présentent aucun intérêt, quelles que soient la précision et la capacité destructive des armes employées. En revanche, la valeur potentielle de l'offensive aérienne s'accroît à mesure de

l'intensité du conflit jusqu'à atteindre l'extrême opposé où les frappes aériennes, à elles seules, décident de son issue. La guerre du Golfe, comme celle du Kosovo, en 1999, appartiennent à cette dernière catégorie, si l'on admet que l'objectif unique, dans les deux cas, consistait à obtenir le retrait de l'agresseur.

En s'entourant de beaucoup de prudence, deux traits supplémentaires propres à ces conflits méritent d'être soulignés : en premier lieu, leur issue a dépendu des forces aériennes dans des proportions jamais atteintes auparavant ; par ailleurs, la nature même des offensives aériennes, plus encore que leur ampleur, n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'aviation. En effet, la quantité des charges explosives utilisées a eu une incidence secondaire sur les résultats.

Pendant la guerre du Golfe, si les points de presse triomphalistes organisés quotidiennement par l'état-major insistaient sur le nombre de sorties, comme si chacune d'entre elles avait abouti à un bombardement, moins de la moitié des quelque 11 000 vols effectués entre le début des opérations, le 17 janvier 1991 et le cessez-le-feu du 27 février 1991 correspondent à des « frappes » réelles[4], réalisées par des appareils d'ailleurs peu lourdement chargés. Même les immenses B-52 encore en service emportaient un tonnage de bombes de moitié inférieur à celui de leurs prédécesseurs, lors de la guerre du Vietnam. Au total, ils devaient larguer 25 700 tonnes de bombes, à l'occasion de 1 624 sorties[5], soit 15,8 tonnes par sortie. Pour l'ensemble des chasseurs-bombardiers et des appareils d'attaque (c'est-à-dire les bombardiers légers), le chargement moyen en bombes était de loin inférieur aux capacités théoriques. Le chasseur-bombardier F-16, par exemple – le type d'appareil américain le plus représenté dans la guerre du Golfe – volait, en général, avec un armement de deux bombes Mk-84 pour un total de 2 tonnes, soit assez précisément le tiers de son chargement maximal[6]. Quant aux bombardiers légers F-117 « furtifs » (observables à basse altitude) – seuls aéronefs

pilotés qui attaquèrent des cibles au centre de Bagdad – ils embarquaient, en moyenne, 1,5 tonne de bombes, lors de leurs 1 300 sorties[7]. À l'exception des B-52, le chargement moyen de bombes, pour l'ensemble des appareils américains utilisés lors de frappes, a été légèrement inférieur à une tonne[8]. Au total, le poids des armes aériennes utilisées contre l'Irak n'a pas atteint 90 000 tonnes, en comptant l'ensemble des armées ayant pris part aux opérations et les diverses classes d'armements, guidées ou non[9]. Cette quantité reste élevée, mais il faut la comparer aux 134 000 tonnes d'explosifs largués par les bombardiers lourds sur l'Allemagne, au cours du seul mois de mars 1945, auxquels il faudrait ajouter les bombes et les roquettes, jamais comptabilisées, larguées, pendant la même période, par plus de 3 000 chasseurs-bombardiers américains, britanniques et soviétiques.

Nous arrivons ici à une conclusion d'une simplicité trompeuse : c'est la précision sans précédent de la campagne aérienne plutôt que le volume d'explosifs largués qui explique ses résultats spectaculaires. La suite de ce chapitre examinera une seconde conclusion, plus cavalière : seules les attaques de précision, menées au moyen d'armes guidées, ont joué un rôle décisif, alors que les autres formes de bombardements ont eu une efficacité comparable à ceux des autres guerres aériennes, c'est-à-dire, pour parler clair, qu'ils ont été largement inefficaces.

## *Les armements aériens guidés et non guidés*

Malgré le battage médiatique qui a accompagné l'utilisation des armes « intelligentes », pendant la guerre du Golfe et la guerre du Kosovo, celles-ci n'ont représenté qu'une faible proportion de l'armement aérien. Dans le

cas de l'Irak, de l'ensemble des armes larguées ou tirées par les forces américaines, seules 17 109 ont été guidées vers leur cible et 177 999 étaient des munitions classiques sans système de guidage – bombes à fragmentation, ou bombes « métalliques », similaires aux modèles de la Seconde Guerre mondiale. Ces dernières ont été larguées en grappe par les B-52 dans une proportion significative (72 000)[10], quoique la majeure partie ait été emportée par des chasseurs bombardiers, appareils qui auraient pu aussi bien recevoir des armes de précision[11]. De la même manière, le tonnage des têtes explosives pour l'ensemble des différentes armes guidées atteignait seulement 6 631 tonnes, sur un total de 71 627 tonnes de munitions larguées ou lancées par l'armée américaine[12]. Le décompte unitaire montre que 91,2 % des pièces utilisées pendant la campagne aérienne contre l'Irak étaient des bombes classiques, lesquelles représentaient un peu moins en tonnage, soit 90,74 %, mais, quoi qu'il en soit, les munitions classiques ont dominé la campagne aérienne, même si on ne prend pas en compte les forces alliées, parmi lesquelles seule l'armée française a tiré une proportion significative d'armes de précision. Pendant la guerre du Kosovo, la part relative des armes guidées s'est accrue, tout en restant très éloignée du tonnage total.

Nous connaissons exactement les résultats obtenus par les attaques de précision au cours de la guerre du Golfe – en plusieurs occasions, les télévisions en ont retransmis les images (on ne pouvait, bien sûr, attendre que les échecs reçoivent une publicité similaire). Chaque missile ou bombe guidée qui a atteint sa cible – et la proportion, supérieure à 50 %, doit être considérée comme très élevée – a détruit ou endommagé un bâtiment, une installation ou un système d'armes névralgique qui avait été sélectionné à cette fin et a privé immédiatement l'Irak du service spécifique que cette structure devait lui fournir. Nous connaissons aussi les conséquences matérielles de ces destructions : suppression des communications téléphoniques après les frappes contre le central de Bagdad, fuite de

l’aviation vers l’Iran quand les abris « à l’épreuve des bombes » commencèrent à être touchés les uns après les autres, interruption des convois de ravitaillement destinés à l’armée irakienne au Koweït, après la destruction des ponts autoroutiers et ferroviaires.

Ces résultats spécifiques et directs sont sans commune mesure avec ceux obtenus par les bombardements classiques. Au cours de ces derniers, même une arme larguée dans les meilleures circonstances ou bien produira des dégâts limités ou bien laissera un cratère à proximité de sa cible, qui apparaîtra sur les photographies aériennes réalisées après l’attaque.

Une autre spécificité a été attribuée aux bombardements de précision : même lorsque peu de cibles sont touchées, ils saperaient le moral de l’adversaire. En la matière, l’écart avec les bombardements classiques n’est pas considérable : le principal effet des campagnes aériennes du passé n’a jamais été d’affaiblir les capacités militaires de l’ennemi. Il existe, bien sûr, des exceptions : au cours de la guerre du Golfe, par exemple, la décision a été prise de larguer des bombes, en ordre dispersé, sur un dépôt de munitions irakien, constitué de petites unités clairsemées. La spectaculaire explosion en chaîne qui en a résulté a privé les forces irakiennes, celles présentes au Koweït en particulier, d’une part importante de leurs réserves de munitions. Mais une relation aussi directe entre l’action et ses conséquences est tout à fait inhabituelle avec les bombes non guidées.

Il est vrai que la plus précise des armes guidées ne peut être utile que contre une cible ponctuelle, c’est-à-dire une structure ou un objet susceptible d’être détruit ou mis hors service par une explosion localisée. Il peut s’agir, dans les cas les plus évidents, d’une pièce d’artillerie, d’un hangar d’aviation, d’un bâtiment isolé. Pendant la guerre du Golfe, les immeubles de bureaux qui abritaient le siège du renseignement militaire, à Bagdad, ont ainsi été choisis comme cible ponctuelle, tout comme le ministère de la Défense ou d’autres ministères. À l’intérieur de structures laissées intactes ou presque, les étages s’étaient effondrés, les uns sur les

autres, jusqu'au rez-de-chaussée. De la même manière, il a suffi, à plusieurs reprises, de deux bombes pour rendre inutilisables des ouvrages aussi résistants que des ponts aux structures d'acier et de béton armé, en coupant leur tablier dans toute sa largeur. En 1999, pendant la guerre du Kosovo, à Belgrade, à Novi Sad et dans d'autres localités de la Fédération yougoslave, des cibles ponctuelles de même nature ont été neutralisées, chacune au moyen d'une seule bombe.

Mais tout cela laisse de côté les cibles « étendues[13] », qu'une seule frappe, voire deux ou trois ne suffisent pas à mettre hors service. Leur existence est censée justifier le maintien des bombardements classiques. Mais sont-elles aussi nombreuses qu'il y paraît et de quels moyens efficaces dispose-t-on pour les frapper ? Dans le cas de la guerre du Golfe, la question peut sembler déplacée. En effet, l'immense dispositif adopté par les troupes irakiennes, dans et hors du Koweït, constituait une vaste série de cibles étendues. Comme il va de soi, les Irakiens s'étaient déployés sur l'ensemble du terrain, comme toute force terrestre, même peu compétente, l'aurait fait dans des circonstances similaires. Les sections étaient dispersées, chacune se tenant à bonne distance de son PC de compagnie, elles-mêmes dissociées des PC de régiments et des groupes d'artillerie.

On sait, de plus, qu'il serait irréaliste d'attaquer, l'une après l'autre, chacune des unités isolées d'un dispositif aussi important. Une section est bien plus un concept qu'un objet physique qui pourrait être visé par une arme guidée. Quand une section est survolée par un pilote ou par un drone, les signes de sa présence se résument à trois ou quatre chars s'il s'agit d'une section blindée, au même nombre de transports de troupes pour une section mécanisée ou encore à une dizaine de positions de combat et une ou deux tranchées s'il s'agit d'une section d'infanterie. Dans le premier cas, une frappe par arme guidée peut se justifier : la mise hors de combat d'un char – même en tenant compte de la quantité considérable de ce type de matériel dans l'armée de Saddam Hussein – légitime le tir d'une bombe à guidage

laser GBU-12, d'un coût unitaire de 9 000 dollars. Face à une section mécanisée, la décision est moins évidente : le nombre de transports de troupes – par ailleurs beaucoup moins coûteux que les chars – de l'armée irakienne suréquipée excédait ses besoins. Une raison tactique, et non stratégique, peut toutefois imposer une attaque individuelle contre des transports de troupes, par exemple, s'ils participent à une offensive qu'il s'agit d'arrêter. Dans le troisième cas, aucune équivoque n'est possible : des trous individuels et des tranchées ne justifient pas l'emploi d'armes guidées, quel que soit le prix de ces dernières.

Si les forces déployées au sol représentent des cibles « étendues », alors la prépondérance des bombardements classiques pendant la guerre du Golfe ou celle du Kosovo peut sembler légitime ? Toutefois, l'inutilité d'attaques menées au moyen de coûteuses armes guidées contre des troupes dispersées ne signifie pas que des frappes aériennes avec des munitions classiques donneront des résultats satisfaisants. L'expérience militaire tend plutôt à démontrer le contraire. Si l'on examine la bataille de Monte Cassino, en 1943, ou le débarquement allié en Normandie de 1944, pour citer les exemples les plus connus de la Seconde Guerre mondiale, il apparaît que les bombardements des troupes au sol donnaient alors et donnent toujours de piètres résultats [14]. Après avoir semé le chaos sur les pentes du mont italien, les pilotes étaient sûrs de leur affaire ; les troupes alliées partageaient leur conviction : aucun Allemand n'avait pu survivre au déluge de bombes qui avait transformé l'abbaye millénaire en champ de ruines. Ils furent pourtant cueillis par les tirs de mitrailleuses. Les régiments blindés britanniques vécurent une expérience similaire lorsque, avançant sur Caen après sa destruction, ils furent arrêtés net par les canons antichars allemands dont les servants, dans leur immense majorité, avaient survécu. En 1999, au Kosovo, le modeste déploiement de l'armée yougoslave (impliquant moins de 25 000 hommes) subit plusieurs semaines de bombardements aériens mais, quand les troupes de l'Otan avancèrent, forçant les unités yougoslaves à se

replier sur la Serbie, on découvrit que leurs pertes en hommes et en matériel atteignaient à peine 2 %, alors qu'elles avaient été estimées à 25 %.

Le fait est là. Les bombes provoquent de terribles explosions, ébranlent le sol, projettent des débris de terre très haut dans l'air, laissent les troupes en état de choc et de nombreux soldats victimes de saignements de nez ou d'oreilles, tétanisés ou paniqués. Mais, à moins que l'ennemi, déjà proche, ne s'apprête à avancer[15], les premiers effets se dissipent. Les explosions cessent, le sol cesse de trembler, les troupes recouvrent leur calme et l'on découvre alors que le nombre des victimes – morts et blessés – est très faible. Si faible que les responsables du bilan avouent leur étonnement, quoique le véritable motif de surprise devrait être leur propre étonnement, l'histoire militaire ayant amplement démontré que les bombardements ne tuent pas, ou très peu, les troupes au sol. Leur simple dispersion les protège, même en l'absence de protections artificielles, comme de nombreux Irakiens ont pu en faire l'expérience au Koweït (et les Yougoslaves au Kosovo) et les rumeurs tenaces d'abris à l'épreuve des bombes, relayées par la presse, avec diagrammes fantaisistes à l'appui, ne font rien à l'affaire[16].

Une raison technique a contribué à estomper cette évidence historique : il s'agit de la bombe à fragmentation – une cartouche métallique qui disperse une grande quantité de petites bombes dont les effets se combinent sur rayon d'action beaucoup plus étendu que les bombes classiques. Un tiers des 177 999 bombes larguées par les appareils américains, durant la campagne aérienne sur l'Irak, étaient des bombes à fragmentation, parmi lesquelles on dénombre 27 735 Mk.20 Rockeyes, contenant chacune 247 grenades d'une livre, ainsi que d'autres modèles, mieux adaptés encore à un emploi contre l'infanterie[17]. L'efficacité de ces armes « antipersonnel » est telle que, à la fin des années 1970, le gouvernement américain en suspendit la vente à un certain nombre de pays qu'il approvisionnait cependant en autres types d'armements. Et leurs effets apparents, ainsi que les montrent

les films d'essais, sont si effrayants que l'on en est amené à conclure que des frappes réelles ne laissent aucun survivant.

Nous réduisons facilement la réalité à des représentations géométriques. Dans les discours interventionnistes, le Koweït était décrit comme un pays « minuscule » et l'armée de Saddam Hussein qualifiée d'« énorme », les cartes montrant le théâtre des opérations étaient recouvertes de zones en forme de banane identifiant les divisions et les autres unités irakiennes. Mais dans chacune de ces zones, les points réellement occupés représentaient une proportion si réduite de la totalité des dunes désertiques que des millions de bombes à fragmentation n'auraient jamais suffi à les atteindre[18]. À n'en pas douter, une meilleure connaissance des pertes irakiennes durant la campagne aérienne fournirait une preuve évidente que les bombes à fragmentation ne peuvent rendre les bombardements des troupes efficaces, sauf dans les cas où l'effet de choc est exploité sans délai par une action au sol, c'est-à-dire quand il est utilisé à des fins tactiques – et non stratégiques – dans le cadre de l'appui rapproché[19]. Bien que les statistiques complètes fassent défaut, on possède des estimations concernant quatre divisions irakiennes stationnées au Koweït, qui ont subi des bombardements incessants :

– Division 1: 100 tués, 300 blessés, sur un effectif de 11 400 hommes, soit 3,5 % de pertes ;

– Division 2: 300 tués, 500 blessés, sur un effectif de 5 000 hommes, soit 16 % de pertes ;

– Division 3: 100 tués, 150 blessés, sur un effectif de 8 000 hommes, soit 3,1 % de pertes ;

– Division 4: 100 tués, 230 blessés sur un effectif de 7 980 hommes, soit 4,1 % de pertes[20].

L'intensité exceptionnelle des bombardements explique que leurs résultats n'aient pas été insignifiants, mais on ne saurait les qualifier de brillants. On considère, en pratique, que les pertes doivent atteindre 25 %

d’une unité, placée en *défense tactique*, pour que celle-ci soit paralysée, lorsqu’il s’agit d’une armée de qualité médiocre et le double dans le cas d’une armée de bonne qualité. Pendant la bataille de Stalingrad, les meilleures unités des deux camps ont continué à combattre en défense, même après que leurs pertes eurent atteint 75 %. En position offensive, même les meilleures troupes seront handicapées si leurs pertes dépassent 5 % au cours d’un délai restreint (quelques heures plutôt que quelques jours).

## *L’effet des bombardements sur le moral*

Puisque les chiffres ne jouent pas en faveur des bombardements aériens, que vaut l’argument plus malléable de l’« effet psychologique », invoqué chaque fois qu’aucune cible significative n’a été touchée, qu’aucune photographie aérienne de destruction ne peut être mise en regard des coûts politiques et militaires d’une campagne aérienne ?

Dans l’entre-deux-guerres, alors que la notion de puissance aérienne commençait à être formalisée, l’effet psychologique supposé des bombardements stratégiques – et tout bombardement, ou à peu près, entrait dans cette vaste catégorie – était systématiquement cité. Plus tard, encore, durant les deux premières années de la Seconde Guerre mondiale, les chefs de la Royal Air Force répétaient avec assurance que leurs bombardements imprécis étaient sur le point de saper le moral des civils allemands (« tremblant de peur dans les abris, conspirant contre le pouvoir »). À nouveau, au moment de la guerre du Golfe, on parla beaucoup d’effet psychologique, non sans quelques raisons, cette fois, puisque, comme on le sait, les désertions prirent une ampleur certaine au sein de l’armée irakienne. Pour les quatre divisions déjà citées, la proportion des déserteurs fut même considérable : 5 000 sur 11 400 combattants (division 1) ; 1 000

sur 5 000 (division 2) ; 4 000 sur 8 000 (division 3) ; 2 500 sur 7 980 (division 4).

La cause paraît entendue : les bombardements massifs au moyen d'armes non guidées (jusqu'au « tapis de bombes ») produisent bel et bien leur effet, en dépit des pertes minimes qu'ils infligent à l'ennemi, même en cas d'emploi de bombes à fragmentation. Peut-être est-il nécessaire de passer outre les enseignements de l'histoire, laquelle montre qu'ils causent un état de choc temporaire et ne démoralisent pas les armées, même les plus médiocres. Le bombardement des forces irakiennes au Koweït fut à la fois massif et prolongé. Imaginons un instant le choc subi par les troupes paralysées sous les bombes pendant d'interminables semaines, sans la moindre mission dans laquelle s'absorber, exposées en permanence aux attaques aériennes, incapables, la plupart du temps, de riposter par des moyens antiaériens et impuissantes face au B-52 invisibles à haute altitude. Aussi déconcertante que soit la conclusion, les faits l'imposent : les leçons de l'histoire ne s'appliquent pas à cette situation nouvelle. À moins que l'on n'observe les faits sous un autre angle. Que les troupes irakiennes aient été ou non « démoralisées » par les bombardements classiques – et donc imprécis – il est indiscutable qu'elles ont été coupées de leurs approvisionnements, en nourriture et en eau, en conséquence des frappes opérées au moyen des *armes guidées*. Le document officiel qui mentionne les désertions et les attribue aux tapis de bombes et à leur impact psychologique explique, par ailleurs : « De nombreux prisonniers se plaignent de la ration qu'ils recevaient : la poignée quotidienne de riz et de farine autorisait un seul repas. L'eau devait être convoyée par camion. La poursuite de la campagne aérienne a accentué le problème à mesure que les réservoirs étaient endommagés. L'absorption d'eau non purifiée a causé d'innombrables problèmes [de santé][21]. »

Un tel compte rendu relativise sérieusement l'importance de l'insaisissable effet psychologique. On connaît des exemples de troupes

d’élite ayant combattu jusqu’aux dernières extrémités de la faim, mais la soif condamne très vite à l’impuissance les soldats les plus aguerris. Avec l’arrêt des livraisons d’eau, le sort des troupes irakiennes était scellé. Ici et là, des soldats trouvèrent de l’eau non purifiée, mais dans l’ensemble, le choix se résumait à la mort sur place, à une fuite périlleuse vers l’Arabie saoudite, pour ceux qui occupaient des positions avancées, ou à la désertion, option la plus sensée. Et ce choix existait : « L’armée irakienne accorde à ses hommes 7 jours de repos après 28 jours de service au front… En février [pendant la campagne de bombardements], quatre jours furent accordés aux soldats qui n’avaient pu bénéficier de leur permission de janvier [celles-ci avaient été suspendues à partir du 17 janvier, premier jour de guerre]. La plupart ne rejoignirent pas leur poste[22]. » En d’autres termes, la principale difficulté à laquelle se trouvèrent confrontés de nombreux soldats était de *ne pas* déserter. La destruction systématique des ponts routiers et ferroviaires entre Bagdad et Bassorah, puis des ponts flottants avant même qu’ils ne soient achevés et le pilonnage incessant du trafic routier, entre le Koweït et Bassorah en particulier, contribua à ralentir l’acheminement de l’approvisionnement, mais rendit aussi le moindre déplacement interminable et dangereux, voire simplement impossible.

Parvenus à ce point, il nous faut admettre que l’hypothétique atteinte au moral n’explique rien : les soldats en permission dans leurs foyers étaient dans l’impossibilité de rejoindre leurs unités quelles que fussent, par ailleurs, leurs dispositions psychologiques. Ce constat nous incite à considérer avec méfiance les reportages de terrain, trop souvent encombrés des figures de style imposées par le genre : « Plus que tout autre avion, le B-52 était redouté. Un officier décrivit l’appareil comme “proprement extraordinaire” avant de confier que les troupes étaient saisies d’effroi lorsque les bombardiers lourds commençaient leur sinistre besogne… L’onde sonore et les vibrations se propageaient alentour… dans un rayon de

plusieurs kilomètres. Tendus et effrayés, les soldats s'attendaient à être la cible suivante[23]. »

Ce témoignage peut être rejeté, non que sa véracité soit en cause, mais même fidèle aux propos tenus, il nous égare. Il ne fait aucun doute que les bombes larguées sur les troupes irakiennes aient semé l'effroi et éprouvé les systèmes nerveux les plus résistants – symptômes déjà reconnus aux Vietnam et dans d'autres conflits, mais dont la durée n'excède guère celle des bombardements eux-mêmes. En revanche, l'impact des armes guidées qui ont immobilisé le trafic routier et ferroviaire ne fut ni psychologique ni temporaire, mais physique et cumulatif. Les ponts routiers coupés en deux pouvaient encore être contournés, remplacés par des ponts flottants ou faire l'objet de réparations sommaires, mais le fonctionnement de la ligne de chemin de fer Bagdad-Bassorah, artère vitale de l'approvisionnement des armées, fut arrêté net. Ce qui accrut la dépendance à l'égard de la route. Dès qu'un pont réparé ou un ponton flottant subissait une nouvelle attaque, le trafic déjà ralenti arrivait à immobilisation. L'avion suivant attaquait la longue ligne de véhicules. Après une telle expérience, bien peu de conducteurs souhaitaient renouveler l'aventure et le nombre de véhicules en état de marche était, par ailleurs, réduit.

Dans cet exemple, la question du moral du soldat irakien est donc doublement hors de propos. Que les soldats aient été en état de choc prolongé après les bombardements ou, au contraire, fanatisés pour l'affrontement comme la Waffen SS à son apogée, les unités auxquelles ils appartenaient ne pouvaient ni avancer, ni se replier, ni même survivre sur place, quand l'approvisionnement fut immobilisé par les frappes contre les réseaux de transports. Dans ces circonstances, les attaquer au moral aurait été une cruauté inutile et un gâchis de temps et de matériel.

# *Pourquoi le bombardement de précision est-il différent ?*

Avec le recul, l'enchaînement des causes et des effets dans la guerre du Golfe tombe sous le sens : les frappes aériennes sur les approvisionnements ne pouvaient avoir d'autres conséquences que le retrait du Koweït de l'armée irakienne ou son effondrement interne, sous les effets de la faim et de la soif. Pourtant, aussi bien avant que pendant le conflit, les partisans d'une offensive menée en priorité par l'armée de terre martelaient avec véhémence que l'interdiction aérienne « ne marche jamais » et rappelaient l'expérience du Vietnam à l'appui de leurs convictions. Ils posaient ainsi une équivalence entre la péninsule indochinoise, ses nombreuses routes nord-sud pénétrant au Laos et au Cambodge et protégées des observations et des attaques aériennes par une épaisse végétation tropicale ; sa multitude de porteurs, de transports par cycle et par camions d'une part et, d'autre part, la situation de l'Irak et du Koweït. Mais les dimensions de l'armée irakiennes étaient incompatibles avec un ravitaillement nocturne par d'insaisissables caravanes de chameaux. La ligne de chemin de fer Bagdad-Bassorah et les deux principales routes régionales lui étaient indispensables, avec leurs ponts d'autant plus visibles – et exposés aux attaques – de jour comme de nuit, qu'aucun couvert forestier ne les dissimule. Par ailleurs, le Vietnam n'est pas une immensité aride et, même si leurs lignes de ravitaillement avaient été coupées, les troupes nord-vietnamiennes n'auraient manqué ni d'eau ni de riz, mais seulement de réserves de munitions, une dépense qui peut être contrôlée, sauf en cas de rencontre ave des *troupes au sol*[*1]. En revanche, même en l'absence de combats au sol, les Irakiens au Koweït dépendaient du ravitaillement et celui-ci pouvait être plus facilement désorganisé. Quant à l'armée yougoslave au Kosovo, sa vulnérabilité logistique était encore moindre que celle des Nord-Vietnamiens en Indochine, non pas à cause de la jungle, cette fois, mais

parce que le conflit se déroula sans combats terrestres qui auraient exigé un réapprovisionnement en munitions.

Les projets d'interdiction aérienne, au moment de la guerre du Golfe, se heurtèrent à un second argument : le stock initial de ravitaillement dont disposait l'armée irakienne au Koweït était considérable – certains poussaient l'estimation jusqu'à 6 mois de vivres et d'eau – et rendaient donc inutiles les frappes aériennes. Une prouesse logistique de cet ordre aurait tenu du miracle, elle se révéla vite une pure invention. Les divisions les mieux loties pouvaient compter sur un mois de stock. De plus, l'interdiction aérienne, outre ses attaques contre le trafic routier et ferroviaire peut aussi frapper les réserves. C'est d'ailleurs ce qui se passa : Un autre officier témoigna que sa division disposait d'un mois de réserves en eau, en vivres et en munitions. Les attaques aériennes en détruisirent 80 %[24]. »

L'interdiction aérienne des lignes de ravitaillement vers le Koweït a été très efficace et aurait pu, avec plus de temps, rendre inutile l'offensive terrestre, si l'on considère que le but stratégique se limitait à obtenir le retrait irakien du Koweït. Mais cet aspect reste ouvert à la discussion. Quoi qu'il en soit, la comparaison avec la situation vietnamienne, par son manque de pertinence même, nous rappelle que l'interdiction aérienne peut être inutile, utile, déterminante, voire suffisante, en fonction de tout un éventail de circonstances, celles-là même que la stratégie de théâtre doit prendre en compte : la densité et la visibilité du réseau de transports, le volume potentiel du trafic, les distances impliquées et, plus encore, la composition et l'ampleur des besoins en ravitaillement. C'est pour cette raison, avant tout, que la valeur de la puissance aérienne dans la guerre est, à ce point, circonstancielle, considération que l'on doit garder à l'esprit chaque fois que l'on tente de définir le rôle des forces aériennes dans la stratégie d'une nation.

Les bombardements aériens par armes non guidées contre les forces irakiennes présentes au Koweït n'ont pas toujours eu pour finalité la « préparation du champ de bataille ». Même les B-52, qui ne peuvent pas larguer leurs bombes classiques avec la précision relative des chasseurs bombardiers, ont été utilisés contre des aérodromes, des complexes industriels et des dépôts à ciel ouvert. Les bombardements sur des cibles de cette nature, à la différence de ceux opérés sur troupes dispersées, atteignent une efficacité certaine sans qu'il soit besoin d'invoquer l'atteinte au moral. Mais cette catégorie de cibles est assez restreinte, maintenant que l'emploi d'armes de précision est possible. Dans le cas de sites de stockage à ciel ouvert, par exemple, l'emploi d'armes de précision, guidées sur chaque sous-ensemble, est préférable ; en Irak, on a constaté que la plupart des bombes non guidées étaient tombées autour de ceux-ci sans occasionner de dommages. De même, il est rare que la configuration des complexes industriels soit propice aux bombardements massifs. Pour des usines de l'industrie lourde, l'effondrement des toits est un dommage léger : une fois les gravats enlevés, les machines sont souvent intactes, sauf si un incendie, en se propageant aux lubrifiants, a détérioré les machines. Contre des raffineries ou des complexes chimiques, quelques armes guidées seront plus économiques, si l'on connaît leurs points névralgiques.

En ce qui concerne les bases aériennes, seules des armes guidées peuvent détruire les bâtiments indispensables au fonctionnement, protégés, le plus souvent, par un épais revêtement de béton, tels que les hangars pour les avions ou le matériel, les postes de commandement, les salles d'alerte, les ateliers de réparations électroniques. Les bombes classiques ne peuvent atteindre que les bâtiments annexes et les pistes, ce qui clouera au sol les avions ennemis pendant un temps plus ou moins long. Toutefois, même l'aviation irakienne, exceptionnellement passive pendant la guerre du Golfe, a employé les moyens, aujourd'hui habituels, de remise en état des

pistes : béton à prise rapide pour combler les cratères des bombes, revêtement provisoire, plaques métalliques, etc.

De ce constat, on aurait tort de déduire que les armes non guidées ont perdu tout intérêt. En réalité, les rôles sont désormais inversés. Alors que, selon la terminologie officielle, les armes non guidées relèvent toujours d'un « emploi général », elles sont devenues, de fait, des *armes spécialisées*, et le recours aux différents modèles d'armes guidées est, en revanche, la norme du bombardement aérien depuis la guerre du Golfe. À l'occasion de ce conflit, la puissance aérienne a démontré qu'elle pouvait être l'instrument primordial de la victoire, ce qu'a vérifié la guerre du Kosovo, au cours de laquelle aucun combat au sol n'a eu lieu. Un facteur explique cette transformation : la *généralisation* des attaques aériennes avec des armes guidées par laser, dont la précision est de l'ordre du mètre. Rappelons qu'une précision de 10 mètres confinait à l'exploit dans un passé très récent, 100 mètres était la norme pendant la guerre du Vietnam, 1 000 mètres celle des bombardements de la Seconde Guerre mondiale.

## *L'organisation souhaitable d'une campagne aérienne – en théorie*

Un certain nombre d'orientations émergent de ces remarques. Dans un conflit dont l'issue victorieuse paraît vraisemblable, la planification d'une campagne aérienne devrait combiner trois perspectives distinctes. La première est le *bombardement stratégique*, il vise à neutraliser tous les éléments qui concourent à la poursuite des buts politiques ou militaires de l'ennemi[25], c'est-à-dire les composantes de son quartier général et de ses centres de commandement, l'organisation de la collecte et de la diffusion de l'information, y compris les structures de télécommunications, les

infrastructures publiques qui leur sont liées, ainsi que les installations militaires et militaro-industrielles. Second élément, l'*interdiction du soutien* doit désorganiser les infrastructures de transport, paralyser le trafic et détruire les réserves. Les *attaques directes et indépendantes* visent à perturber les méthodes opérationnelles de l'ennemi, en détruisant les équipements militaires nécessaires à celles-ci (par opposition aux équipements les plus sensibles dans l'absolu). Elles peuvent être qualifiées d'indépendantes parce qu'elles ne sont pas conçues en soutien à telle ou telle opération au sol.

À cela s'ajoute le *combat aérien et la suppression de la défense* – dernier élément du point de vue logique, mais premier du point de vue opérationnel. Nécessaire pour faciliter toutes les tâches précédentes, il consiste à obtenir la supériorité aérienne et à attaquer, de façon systématique, les radars de défense aérienne et les autres détecteurs, les systèmes de communication qui les relient et les centres de commandement, les bases de chasseurs, les forces de missiles et les autres moyens antiaériens.

L'appui rapproché, dont la mission est d'apporter un soutien direct aux troupes impliquées dans le combat terrestre, peut aussi devenir nécessaire dans le cadre d'une campagne aérienne, même si aucune offensive au sol n'a été envisagée. En effet, les exigences défensives ne permettent pas toujours d'attendre les résultats – cumulatifs mais sûrement pas immédiats – des bombardements stratégiques, de l'interdiction du soutien et des attaques directes contre les forces ennemies. Là où existe une profondeur stratégique suffisante, les attaques aériennes frontales peuvent éventuellement contenir l'offensive ennemie. À défaut, ce rôle reviendra aux forces terrestres, appuyées par l'aviation. De ce fait, une campagne aérienne comportera quelques épisodes de bombardements classiques (y compris des bombardements de zone), d'appuis rapprochés ou d'autres manœuvres très spécialisées, mais au-delà, elle consistera en un

enchaînement prédéfini d'attaques par armes guidées, à la manière dont un pont est construit selon une succession d'étapes préétablies.

Mais tout n'est pas si simple : guider des armes avec précision sur leurs cibles n'a de sens qui si ces dernières ont été choisies à bon escient. Le bombardement de zone, tel qu'il s'est pratiqué au cours de la Seconde Guerre mondiale, a souvent été inefficace, parfois contre-productif, mais il n'exigeait ni connaissances, ni talent particulier dans le choix des cibles – une liste des villes ennemies avec leurs coordonnées géographiques suffisait à l'action. Vaincre un ennemi avec un nombre limité d'attaques de précision exige, en revanche, une compréhension fine des rouages internes de ses institutions civiles et militaires, laquelle suppose, au-delà du travail factuel de renseignement, une véritable imprégnation culturelle. De plus, un piège évident guette les planificateurs d'une campagne aérienne, qui, comme toute action de guerre, ne ressemble en rien à la construction d'un pont. On n'a jamais vu une rivière modifier son cours, de façon délibérée, pour éviter de passer sous un pont ; en revanche, l'esquive, tout autant que l'opposition frontale, est propre à la conduite de la guerre. Une campagne aérienne devrait commencer par une phase soigneusement planifiée d'attaques au moyen d'armes guidées mais, dès que l'ennemi réagit, l'enchaînement préétabli ou les modes préférentiels d'attaques ou le choix des cibles ou tous ces éléments doivent pouvoir être modifiés en conséquence. L'obstination est la clé du succès dans tous les domaines, sauf dans celui de la guerre où la victoire requiert et de l'obstination et de la souplesse.

## *Les campagnes aériennes en pratique*

Si la campagne aérienne a joué un rôle prépondérant dans l'issue de la guerre du Golfe, le mérite en revient à son plan d'organisation, perspicace

et bien structuré[26]. Cependant, ce type de campagne doit être considéré comme une étape transitoire. En effet, les bombardements classiques, d'une efficacité douteuse, ont tenu une place trop importante ; par ailleurs, en l'absence de mécanismes réactifs, le plan initial a été suivi avec une trop grande rigidité. De ce point de vue, les procédures organisationnelles n'ont pas été à la hauteur des munitions aériennes et des systèmes de surveillance, si bien que la grande précision dans l'emploi des armes est allée de pair avec une confusion tout aussi grande dans la désignation des cibles. La capacité de diriger une bombe vers sa cible avec une marge d'erreur inférieure au mètre est gâchée si la valeur de cette cible n'est pas estimée en relation avec un plan d'ensemble. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'« analyse de vulnérabilité » avait atteint un très haut niveau de sophistication, puis cette discipline fut négligée, en raison de l'apparition des armes nucléaires au pouvoir de destruction indifférencié. L'ère « post-nucléaire » change, une nouvelle fois, la donne, d'autant que la précision des armes guidées atteint un stade où il est possible de viser des structures fines, tels que le conduit d'aération d'un bunker ou un générateur électrique auxiliaire. Jusqu'à un certain point, l'analyse de vulnérabilité relève du savoir-faire des ingénieurs, mais sur le fond, elle doit rester un art. Bien souvent, en effet, le point vulnérable d'une structure est moins cette structure elle-même que les processus qu'elle abrite, lesquels relèvent de modes de fonctionnement administratifs ou managériaux plus que de procédures techniques.

Il va de soi que les réalités techniques d'une campagne doivent être subordonnées à sa stratégie. Même avec un rapport de forces initial très favorable, la planification d'une campagne de bombardements doit être guidée par un impératif d'économie, pour cette raison que tous les objectifs ne pourront être attaqués immédiatement et simultanément. Pour certains d'entre eux – les installations de défense aérienne, par exemple – l'ordre de priorité s'impose de lui-même. Pour d'autres, comme les zones urbaines, il

est souvent judicieux de les exclure, les résultats pouvant être inutiles, voire contre-productifs. Entre ces deux extrêmes, il est du ressort des responsables de la planification de sélectionner la nature des objectifs et l'ordre de priorité des bombardements et, bien que la guerre aérienne soit une application directe des travaux scientifiques, aucune théorie n'est susceptible de faciliter ce travail de sélection, sur lequel repose le succès stratégique des bombardements. Il exige une compréhension intime du pays, de sa culture politique, de l'autorité de ses dirigeants ; une analyse pertinente des objectifs que ceux-ci poursuivent dans le conflit en cours, une bonne connaissance des atouts et des faiblesses de son armée et des méthodes qu'elle privilégie à tous les niveaux. Toutes ces données, et bien d'autres encore, doivent servir à élaborer un « diagramme anatomique » qui mettra en évidence le système opérationnel de l'ennemi – ou plutôt l'ensemble de ses systèmes opérationnels – avec leurs points névralgiques. De plus, ce diagramme doit prendre en compte les modifications inévitables de ces systèmes que l'ennemi entreprendra en réaction aux bombardements qu'il subira et à ceux que, à tort ou à raison, il anticipera. Ici encore, notre paradoxe familier est à l'œuvre : plus la planification préalable aura été précise et les bombardements efficaces et plus et plus elle sera remise en cause par les réactions de l'ennemi. Son absence de réaction elle-même ne devra pas être considérée comme un signe de succès : les bombardements peuvent atteindre une précision remarquable, sans, pour autant, affecter le fonctionnement du système. Ni Saddam Hussein, ni Slobodan Milosevic n'ont montré un grand empressement à parer aux conséquences des bombardements qui visaient leurs régimes. On peut supposer qu'ils jugeaient les destructions favorables à leur maintien au pouvoir ou, au moins, sans conséquence sur cette question. De fait, les deux hommes ont conservé leurs fonctions à l'issue du conflit.

Maintenir l'efficacité d'une campagne aérienne exige de réévaluer en permanence les cibles et leur importance relative. Tout retard dans

l’estimation des dommages causés par les frappes a un prix. La plus sérieuse faiblesse organisationnelle mise en lumière pendant la guerre du Golfe est justement liée à la collecte, à l’analyse, à l’évaluation et à la diffusion des informations concernant les résultats des bombardements. Et la guerre du Kosovo n’a pas permis de remédier à cette insuffisance, en raison, tout d’abord, du manque d’avions de reconnaissance aérienne. Les responsables de l’aviation préféreront toujours, semble-t-il, acheter un chasseur de plus, plutôt que le même avion dans sa version de reconnaissance aérienne, un aéronef piloté de plus, plutôt qu’une dizaine de drones (après l’achat, non sans fortes réticences, d’une petite poignée d’appareils à Israël, jugés essentiels aux opérations de la guerre du Golfe, aucune politique sérieuse de renouvellement ne fut adoptée. Au moment de la guerre du Kosovo, seuls *deux* appareils américains de grande taille étaient disponibles). En conséquence, les réorientations nécessaires en cours de campagne, rendues déjà complexes par les rigidités du commandement, prirent du retard, certaines cibles subirent inutilement deux voire trois frappes successives, quand on omit de bombarder certaines autres, restées intactes, une seconde fois. Les problèmes de ce type expliquent pourquoi les meilleures armes aériennes, qui ont une probabilité théorique de toucher leur cible égale à 85 %, n’atteignent jamais ce niveau d’efficacité opérationnelle lors d’un conflit.

L’aviation israélienne a, la première, utilisé l’art de la suppression *systématique* des défenses aériennes, le 10 juin 1982. Seize batteries de 10 missiles antiaériens soviétiques (un équipement digne d’une armée de taille moyenne), considérés alors comme le dernier cri, furent détruites, ce jour-là en moins d’une heure, par l’emploi combiné d’un vaste ensemble de dispositifs israéliens et américains de guerre électronique (missiles à tête chercheuse, instruments de brouillage et leurres), d’armes contrôlées à distance (drones, missiles terre-terre) et de frappes aériennes à très basse altitude utilisant des bombes à fragmentation. Aucun aéronef ne fut perdu

dans l’opération. Facteur décisif, tous ces moyens furent employés simultanément, au cours d’une attaque unique au niveau opérationnel, rendue possible par le travail préparatoire du renseignement et la connaissance fine de l’ensemble des moyens électroniques militaires syriens. Jamais, auparavant, les défenses aériennes n’avaient été combattues de cette façon. Au Vietnam, une guerre d’usure prolongée avait été pratiquée contre les systèmes radar ; cette fois, il s’agissait plutôt d’une opération de commando aérien dans sa version électronique, impliquant une coordination prédéfinie de chaque intervention, de façon à permettre une exécution simultanée, achevée avant même que l’ennemi ne réalise qu’une attaque était en cours. Dès que les jets syriens décollèrent, les Israéliens exploitèrent les mêmes moyens intégrés pour les intercepter. Les précédentes confrontations dans le ciel s’étaient conclues en faveur des Israéliens dans un rapport de 10 à 1, voire de 16 à 1. Le 10 juin 1982, toutefois, à l’habileté tactique des pilotes israéliens s’ajouta la surveillance radar aéroportée qui suivit les chasseurs syriens dès leur décollage et le PC d’interception, où étaient coordonnés les moyens électroniques. La confrontation se conclut en faveur des Israéliens dans un rapport de 85 à 0.

Pendant la guerre du Golfe, la suppression concertée des défenses aériennes irakiennes, aux tout premiers jours de la campagne aérienne, eut des bénéfices multiples. Elle réduisit au minimum les pertes aériennes de la coalition US, mais elle permit aussi la reconquête des altitudes moyennes, plus appropriées aux bombardements de précision. En volant au-dessus de 10 000 pieds, les équipages avaient la possibilité de reconnaître la cible assignée, de bombarder au moment le plus opportun et de constater le succès ou l’échec de la frappe (seul un autre avion, toutefois, peut estimer les dommages causés, après la détonation et d’éventuelles explosions secondaires). En revanche, la tactique de pénétration à grande vitesse et à basse altitude, parade mise au point par la Royal Air Force contre les missiles de la défense antiaérienne soviétique, en Europe, ne convenait pas

à la situation irakienne, où le recours aux missiles antiaériens était quasi-impossible et le feu des canons antiaériens abondant. Employée à mauvais escient, elle causa des pertes inutiles – 6 avions britanniques en 6 jours. Pire encore, les avions volant à la façon de missiles ne peuvent utiliser les armes de précision les plus efficaces, en particulier les bombes à guidage laser. Les Tornado britanniques, volant bas et vite ne pouvaient larguer que des bombes non guidées ou disperser des munitions de zone par commandes présélectionnées sur leur ordinateur de navigation – les équipages ne distinguant rien d'autre qu'un territoire indistinct filant à toute allure.

Un autre acquis de la guerre du Golfe, confirmé par la guerre au Kosovo, a trait aux avions furtifs, conçus pour échapper à la détection radar et infrarouge : malgré un coût unitaire très élevé, par comparaison avec des appareils conventionnels, ils se révèlent, à l'usage, d'une grande économie. Ils peuvent, en effet, opérer seuls, quand les bombardiers non furtifs sont habituellement escortés par des chasseurs en couverture, d'autres chasseurs équipés de missiles antiradiation, des avions de brouillage actif et des ravitailleurs pour l'ensemble du groupe, si bien que seule une faible fraction des appareils engagés emporte des armes offensives. Pendant la guerre du Golfe, il était courant que 8 à 10 chasseurs-bombardiers larguent 6 bombes[27]. Au moment de la guerre du Kosovo, le rapport entre bombardiers et avions de soutien n'avait guère évolué. Il est inévitable que l'économie générale de la puissance aérienne comme instrument militaire se dégrade à mesure que le nombre d'avions nécessaires à la protection augmente. Les efforts poursuivis en vue de réduire les pertes conduisent aisément à outrepasser le point culminant du succès. L'usure virtuelle, c'est-à-dire la diversion des ressources de l'action positive vers l'autoprotection, finit par coûter plus cher que l'usure réelle, du fait de la déperdition d'efficacité offensive. Comme je l'ai noté plus haut, les mesures de protection qui entouraient les bombardiers de l'Otan en mission étaient telles que leurs pilotes volaient dans des conditions de sécurité supérieures à celles dont

jouissent les passagers de nombreuses compagnies aériennes civiles du Tiers-Monde, mais la campagne aérienne s'en trouva affaiblie en proportion.

L'importance du retour *immédiat* d'informations, à l'issue d'une frappe aérienne explique la valeur des armes guidées qui autorisent un visionnage, au moins partiel, de leurs performances. À l'inverse, les armes dont le seul retour d'informations concerne l'acquisition de la cible (c'est le cas des missiles air-terre) ont une valeur réduite. Dans cette logique, la valeur des missiles de croisière est encore moindre : lancés jusqu'à leur destination supposée, sans mettre en danger les vies d'un équipage, ils ne transmettent aucune information sur les éventuels résultats.

Les missiles de croisière employés pendant la guerre du Golfe avaient une imprécision médiane (5 à 15 mètres) bien supérieure à celle des bombes guidées par laser (1 mètre) et cette différence a été décisive pour de nombreux types de cibles. Cet inconvénient était surmonté au moment de la guerre du Kosovo, l'imprécision médiane étant alors réduite à 3 mètres. Quoi qu'il en soit, les missiles de croisière conservent un avantage opérationnel non négligeable, dans la mesure où ils peuvent être lancés simultanément dès le début d'une campagne aérienne. Pendant la guerre du Golfe, 52 furent lancés le premier jour et 52 encore, le deuxième ; 196 avaient été lancés au soir du troisième jour, sur un total de 284 missiles pour la durée totale de la campagne. Au Kosovo, si le chiffre total fut plus élevé, l'effet de simultanéité ne joua guère, car, dans un premier temps, un nombre réduit de cibles avait été autorisé par les conseils de l'Otan.

## *Une évaluation de la puissance aérienne offensive*

Pourquoi les grandes promesses des pionniers de l'aviation, formulées dès les années 1920, n'ont-elles pas été tenues avant 1991 ? Faut-il blâmer leur confiance exagérée dans le progrès ? Tout au contraire. Ils n'avaient pas saisi que la voie empruntée par la technique menait à une régression de la puissance aérienne. Quand l'Italien Giulio Douhet, l'Américain Billy Mitchell et Hugues Montague Trenchard, qui n'était pas encore lord, envisageaient, chacun à leur manière, que les bombardements aériens suffiraient à gagner les guerres de l'avenir, tous trois postulaient que la précision dans l'identification et la frappe des cibles irait croissant. Ils avaient acquis leur expérience aux commandes de biplans, pendant la Première Guerre mondiale, quand la navigation à vue se résumait à suivre les routes, les lignes de chemin de fer et les cours d'eau. Cette méthode dépend entièrement des conditions de visibilité, mais quand celles-ci sont favorables, il devient à peu près impossible de confondre deux cibles. Ils ne réalisèrent pas que les moyens de navigation plus élaborés qui seraient introduits au cours des décennies suivantes n'assureraient pas une précision similaire.

Quand ils larguaient leurs bombes, ils volaient à une vitesse inférieure à 150 km/h et à basse altitude, souvent au-dessous de 1 000 pieds. Ces conditions périlleuses, même alors, favorisaient, elles aussi, la précision, au moins pour l'attaque de cibles assez étendues, comme les gares de triage. Là encore, les pionniers de l'air des années 1920 n'imaginèrent pas que dans les décennies suivantes, les chasseurs et les bombardiers allaient se poursuivre à des vitesses et à des altitudes toujours plus élevées, y compris la nuit, éliminant ainsi toute amélioration de la précision, même avec leurs viseurs sophistiqués. Enfin, les aviateurs de la Première Guerre mondiale pouvaient presque toujours vérifier s'ils avaient touché leur cible, si leurs bombes avaient explosé et, à quelques premiers signes, si des dommages avaient été causés, alors que leurs successeurs devraient se contenter de suppositions souvent démenties par les faits.

Il a donc fallu attendre que les bombardiers F-117 naviguent avec précision au-dessus de Bagdad, survolent des bâtiments pré-sélectionnés et dirigent leurs bombes guidées par laser à moins d’un mètre des points visés, tout en accompagnant la manœuvre d’un enregistrement vidéo, pour que les atouts des pionniers de l’aviation entrent à nouveau dans le jeu de la puissance aérienne offensive. C’est pourquoi les perspectives qu’ils avaient tracées ont pu se concrétiser après soixante-dix longues années d’avancées techniques, marquées par les progrès dissonants de la vitesse et de l’acquisition de cibles.

*1. Au Vietnam, les missions d'interdiction aériennes ont toujours été insuffisantes mais jamais inutiles. Elles ont été la cause de pertes réelles et « virtuelles » : pour éviter les attaques, les Nord-Vietnamiens devaient emprunter des voies détournées, éloignant ainsi une part de leurs effectifs des combats.

TROISIÈME PARTIE

# Les résultats : la grande stratégie

Nous voici enfin prêts à aborder la grande stratégie, le niveau des résultats finaux. C'est aussi la forme la plus quotidienne de la stratégie, parce que le fonctionnement dynamique de la logique paradoxale est, en permanence, à l'œuvre dans les relations internationales, même quand la guerre, sous une forme ou une autre, n'existe qu'à l'état d'hypothèse improbable.

Pour les précédents niveaux – depuis celui de la technique jusqu'à celui du théâtre – nous avions à notre disposition une terminologie déjà établie, fort utile pour nous orienter entre les doctrines normatives établies par l'institution militaire, les analyses des observateurs et la réalité objective propre à chacun de ces niveaux. Il existe, par exemple, des tactiques prescrites par les manuels d'un service ou d'un autre, ou encore destinées à un corps spécifique (« la tactique des blindés ») ou à un environnement (« la tactique de la jungle »), comme il existe des analyses tactiques pour évaluer une arme ou éclairer une séquence de combat et comme il existe, enfin, un ensemble de réalités stratégiques – le niveau tactique – que celles-ci aient ou non fait l'objet de recommandations normatives ou d'analyses. Nous avons déjà rencontré cette tripartition entre les techniques prescrites ou mises en œuvre, l'analyse technique des combats et le niveau technique de la stratégie. De même, nous avons réussi à distinguer, sans difficultés, les méthodes opérationnelles préconisées par la doctrine, l'analyse, au niveau

opérationnel, d'une action particulière – par exemple, l'offensive de pénétration en profondeur du général Patton, dans la France de 1944 – et le niveau opérationnel en tant que tel, dont l'importance, avons-nous découvert, est en relation directe avec la place qu'il accorde à la manœuvre relationnelle. Au niveau suivant, nous avons dû, pour des raisons de clarté, introduire des distinctions moins évidentes, par exemple entre la « stratégie de théâtre de l'Otan » (qui relève de l'analyse du théâtre) et la stratégie de théâtre en général, niveau auquel le phénomène militaire est considéré selon les paramètres géographiques.

En abordant le plus haut niveau, celui de la grande stratégie, nous ne disposons pas d'une terminologie établie pour différencier la doctrine embrassée par un État – ou celle qu'on lui prête – (la grande stratégie de la Chine, par exemple), de l'analyse des différents éléments constitutifs des relations entre deux États, en conflit ou non, ou de la réalité de la grande stratégie, niveau décisif de la stratégie dans son ensemble. Bien entendu, seul ce dernier aspect existe en tout temps et en tout lieu, car très peu d'États interviennent sur la scène internationale en fonction d'une grande stratégie prédéfinie. Ici encore, je ne chercherai pas à définir la grande stratégie la mieux adaptée à tel ou tel pays, mon souci restant de mettre en lumière le fonctionnement de la logique paradoxale à ce niveau ultime.

CHAPITRE 13

# LES CHAMPS DE MANŒUVRE DE LA GRANDE STRATÉGIE

Une image nous a aidés plus haut à appréhender la stratégie dans son ensemble : celle d’un édifice dont les étages superposés oscillent au gré des vagues contraires de l’action et de la réaction. Au terme de notre ascension, nous découvrons que l’étage supérieur est plus spacieux que tous ceux qui le soutiennent, et cela dans des proportions qui seraient physiquement impossibles. En effet, au niveau de la grande stratégie, les interactions qui se cantonnaient jusqu’ici au domaine militaire se déploient dans l’arène de la politique internationale, où elles entrent, à leur tour, en interaction avec les autres aspects des relations entre États : tractations diplomatiques formelles, discours de la propagande officielle, opérations secrètes, perception des autres États nourrie par le renseignement, et transactions économiques, dès qu’elles dépassent le stade des échanges d’ordre privé. À cet étage, aux dimensions disproportionnées, les résultats nets des différents niveaux de la stratégie – technique, tactique, opérationnel et théâtre – émergent en interaction continue avec toutes les autres composantes des relations entre États qui sont affectées, et affectent à leur tour, les orientations choisies dans la sphère militaire, au sein de chaque État.

Une autre représentation nous aidera à saisir la réalité dynamique de notre sujet : la grande stratégie y occupe le carrefour entre les interactions

de nature militaire qui circulent de niveau à niveau, soit dans la dimension « verticale » de la stratégie, et, d'autre part, les relations entre États qui forment sa dimension « horizontale ».

## *La stratégie dans la politique internationale*

Le domaine de la grande stratégie est vaste, mais il ne recouvre pas toutes les relations de tous les acteurs dans tous les aspects de la politique internationale. Quel que soit l'état des relations entre la Suède et le Guatemala, par exemple, il est peu probable qu'elles soient influencées par la crainte d'agressions réciproques ou l'espoir d'un soutien militaire dans l'hypothèse d'un conflit. Il s'ensuit que leurs relations ne seront pas conditionnées par la logique de la stratégie, bien que les relations stratégiques que chacun de ces deux acteurs entretient avec des pays tiers, alliés ou ennemis potentiels, puissent se recouper, à partir d'un certain degré d'éloignement. Ainsi, la grande stratégie se déploie dans le milieu de la politique internationale, mais ne l'occupe pas intégralement. Notons, à ce propos, que l'on pourrait suivre l'évolution des relations internationales par rapport à ce critère, en déterminant l'importance prise par la stratégie à tel ou tel moment. Notons aussi que la grande stratégie existe aussi en dehors de la politique internationale, parce qu'elle inclut les interactions du plus haut niveau entre groupes susceptibles de régler leurs différends par la force, tels que les organisations criminelles ou terroristes.

La logique paradoxale, au niveau de la grande stratégie, se manifeste aussi dans les affaires intérieures des États, dans la mesure où leur exercice du monopole de la violence connaît un certain nombre de failles, laissant une marge de manœuvre aux activités criminelles et parfois à la guerre

civile. Même le face-à-face entre deux malfrats armés de couteaux au fond d'une impasse relève, sous certains aspects, de la grande stratégie : on peut assimiler leurs cris et leurs éructations à des formes de diplomatie et de propagande ; l'un des adversaires peut essayer d'utiliser une incitation économique, en offrant une somme d'argent pour mettre fin à l'affrontement ; les feintes employées par l'un et l'autre tiennent la place du renseignement et de la désinformation. Et les passes d'armes, elles-mêmes, peuvent être appréhendées au niveau tactique, comme la qualité des couteaux au niveau technique. Ces distinctions entre les différents niveaux sont d'ailleurs reconnues par les protagonistes eux-mêmes qui vont marchander, supplier ou menacer tout en continuant à se battre. Ainsi, la grande stratégie se manifeste même à l'échelle la plus réduite, du moins jusqu'à l'intrusion de la police.

Si notre combat au couteau est animé de la même logique que la politique internationale, la comparaison toutefois s'arrête là, non seulement parce que l'événement est d'une plate banalité mais aussi parce qu'il met en jeu des actes et des motivations individuels. La dimension institutionnelle et politique qui caractérise la conduite des États en est absente et, par conséquent, en est absente aussi la contradiction permanente entre la logique linéaire du compromis politique et la logique paradoxale qui domine les situations de conflit. Mon enquête se limitera aux tractations entre les États non parce que la stratégie a une place plus légitime dans ce domaine, mais précisément pour la raison opposée : seuls les États dans lesquels le pouvoir est concentré entre les mains d'un souverain stratège pourraient reproduire le comportement stratégique d'un malfrat attendant son adversaire dans une impasse, et soumettre toutes leurs actions à la logique paradoxale, par le biais de manœuvres et de ruses.

Que nous nous la représentions sous la forme statique d'un édifice aux étages superposés ou bien, de façon dynamique, comme une fontaine aux mouvements compliqués, la grande stratégie est le niveau final, celui où

tous les événements qui ont eu lieu dans les dimensions horizontale et verticale convergent vers une conclusion. Les victoires les plus éclatantes des niveaux technique, tactique, opérationnel ou de celui de la stratégie de théâtre, et même les bourdes diplomatiques les plus grossières, peuvent aboutir à un résultat inattendu ou rester sans conséquence dans ce mouvement de convergence.

## *Objectifs linéaires et milieu paradoxal*

L'appréciation portée sur les résultats de la grande stratégie est affaire d'interprétation. Selon les objectifs poursuivis, ils seront jugés bons ou mauvais, favorables ou défavorables. Qu'ils aient été définis par la tradition, par diktat, par des pressions bureaucratiques ou par un choix démocratique, ces objectifs sont extérieurs à la logique paradoxale. Au niveau de la grande stratégie, des gouvernements cherchent à imposer leurs vues à d'autres États, voire à satisfaire des visées expansionnistes ; d'autres s'efforcent de maintenir leur influence internationale bien qu'ils accordent la priorité à des objectifs intérieurs, en particulier à la prospérité économique ; certains utilisent la scène internationale afin d'obtenir des aides économiques sous des formes diverses et peuvent ainsi mesurer la réussite de leurs entreprises avec une grande précision ; il en est qui estiment avoir atteint leur but s'ils préservent leur marge d'autonomie ; d'autres enfin recherchent des soutiens extérieurs afin d'échapper aux appétits de leurs ennemis. Chaque gouvernement a des objectifs propres, parfois implicites, chacun apprécie donc les événements en fonction de ses intérêts, si bien qu'un même résultat – par exemple la préservation du *statu quo*, dans telles ou telles circonstances – sera considéré comme un succès inespéré par un État et comme un terrible revers par un autre.

Trop d'efforts sont perdus en vaines définitions des « intérêts nationaux », comme s'ils avaient une existence objective qui puisse être identifiée et mesurée. Il est pourtant évident que lesdits intérêts émergent à la faveur de processus politiques qui ne doivent rien à la logique de la stratégie. Sur l'arène politique nationale, le soutien que peuvent obtenir les formations politiques concurrentes tient à leur capacité de présenter leurs objectifs propres comme autant d'intérêts « nationaux », qu'elles doivent toutefois étayer au moyen d'arguments relevant du simple bon sens : le bon doit être bon, le mal doit être condamné, les gains importants préférés aux gains restreints et toute complexité paradoxale doit être exclue.

Il est inutile de multiplier les exemples pour montrer les conséquences auxquelles aboutit la contradiction de fond entre objectifs relevant du sens commun et logique stratégique. Les pires folies de l'Histoire prennent leur source dans cette incompatibilité, laquelle explique aussi comment des chefs d'État jugés capables dans les affaires intérieures échouent sur la scène internationale ou, réciproquement, comment des héros militaires ou de fins diplomates se révèlent de piètres dirigeants politiques. Dans les domaines où la répétition des mêmes erreurs, au cours des siècles, a conduit à approfondir la réflexion, les limites de la logique linéaire ont été, au moins, perçues. Par exemple, si la défense nationale d'un pays exige un nombre *x* de divisions armées ou un nombre *y* de missiles, il est couramment admis que multiplier ces chiffres par deux n'aboutira pas à améliorer la sécurité en proportion. L'idée que des investissements militaires de cet ordre risquent de provoquer une réaction concurrentielle – ou pire, préventive – d'un adversaire potentiel tombera sous le sens. Ironiquement, cette idée résulte d'une définition simpliste – et même mécanique – de la « course aux armements », conçue comme une confrontation autonome et auto-entretenue. Les ambitions politiques rivales qui sont la cause ultime de la compétition, dans tous les domaines et pas seulement celui des armements, sont ainsi simplement ignorées.

Quiconque a voyagé dans des régions où les conflits ont été une réalité quotidienne a pu appréhender une autre forme d'exception à la logique linéaire. Le long des côtes de la Méditerranée, par exemple, on compte d'innombrables villages perchés sur les hauteurs. S'ils sont aujourd'hui d'un accès facile et appréciés pour leur caractère pittoresque, pendant des siècles, ils ont contraint leurs habitants à vivre à distance de leurs champs, situés dans les vallées en contrebas. Sur le littoral, les strates superposées de maisons abandonnées, datant d'époques diverses, montrent que les survivants de diverses razzias ont appris à leurs dépens que les lieux privilégiés deviennent indésirables en temps de guerre et les lieux indésirables, privilégiés. Aussi longtemps que dura la *pax romana*, habiter la vallée releva du simple bon sens, comme c'est, à nouveau, le cas aujourd'hui. Pendant les siècles intermédiaires, la tentation de quitter les hauteurs et de s'éviter ainsi des trajets épuisants qui s'ajoutaient à la journée de travail fut parfois irrésistible. Mais, comme le prouvent les ruines du littoral, elle fut aussi fatale.

Les rivalités entre États sont de la même nature. Séparés par des intérêts communs mais non mutuels, ils s'accordent volontiers à reconnaître les bienfaits de la paix et les inconvénients de la guerre, mais ils ne sauraient régler leur conduite sur ces jugements de bon sens parce que toute tentative de l'un des adversaires de désarmer et de vivre en paix inciterait l'autre à accroître son effort de guerre.

Encore faut-il avoir tiré les leçons d'expériences cruelles pour se plier à ces règles. Les acteurs projettent trop souvent la logique linéaire dans le domaine des conflits et recherchent, avec les meilleures intentions du monde, des solutions de bon sens, fondées sur la coopération. Si nous voulons la paix, pourquoi ne pas la déclarer, sans autre forme de procès ? Si nous reconnaissons que les programmes d'armement sont coûteux et dangereux, pourquoi ne pas opter pour le désarmement ? Et si des conflits d'intérêts majeurs sont à l'origine de tensions, pourquoi ne pas les résoudre

par la voie des procédures légales et des arbitrages qui donnent des résultats satisfaisants sur la scène nationale ? L'obstination déployée à rechercher des solutions fondées sur la coopération n'a rien de surprenant, c'est, au contraire, l'idée que la poursuite de la paix ou du désarmement aboutit au résultat opposé, qui, du point de vue de la logique linéaire, constitue une véritable énigme.

Si nous en revenons à l'exemple des villages méditerranéens, les retours successifs dans la vallée ne relèvent pas de l'erreur de raisonnement mais plutôt de la tentation, toujours déçue, d'échapper à la douloureuse réalité de la logique paradoxale. Les annales de la diplomatie contemporaine regorgent d'exemples de négociations inspirées par le bon sens et de démonstrations de bonne volonté visant à surmonter les manifestations d'hostilité, comme si ces dernières ne reflétaient pas des intérêts antagoniques. On sait pourtant que la coopération diplomatique et les gestes de bonne volonté n'ont de sens que là où les sources profondes des conflits ont été supprimées. Ainsi, la diplomatie franco-allemande, après 1945, a réussi à impulser, dans les domaines les plus divers, toute une série d'initiatives communes qui ont été à l'origine de la construction européenne. Peu de temps après la guerre, les premiers rencontres au sommet, les visites d'État bénéficiant d'un large soutien populaire, les programmes d'échange culturels orientés vers la jeunesse et d'autres initiatives encore ont permis de surmonter un sentiment d'hostilité qui n'avait plus lieu d'être. Mais il a fallu qu'une nouvelle source de tensions – la confrontation Est-Ouest – se substitue à l'ancienne pour que les gestes de bonne volonté de la diplomatie franco-allemande soient couronnés de succès. Les démarches similaires entreprises avant la Seconde Guerre mondiale, impliquant des efforts diplomatiques soutenus, des rencontres au sommet (en particulier à Munich) des négociations sur le contrôle des armements et des rencontres amicales entre les anciens combattants qui avaient partagé un sort commun dans les tranchées de la Première Guerre

mondiale, avaient eu pour seul effet d'affaiblir la défense nationale française pendant que l'Allemagne nazie procédait au réarmement du pays.

Cet échec, aussi retentissant que sa réplique anglo-allemande qui devait disqualifier la notion même d'apaisement [*1], pourtant ancienne et honorable, permet de comprendre comment la diplomatie résista, dans un contexte différent, à la tentation de projeter les règles de la logique linéaire dans le domaine des conflits. Les négociations sur le contrôle des armements pendant l'entre-deux-guerres, les rencontres au sommet et l'ensemble du processus diplomatique furent condamnés parce qu'ils avaient fait obstacle à la préparation d'une guerre qu'il n'était pas possible d'éviter. Dans la période consécutive à la Seconde Guerre mondiale, la diplomatie occidentale, échaudée par les « leçons de Munich », traita avec l'Union soviétique en s'entourant d'une prudence peut-être excessive. À plusieurs reprises, des compromis auraient pu être atteints, au bénéfice mutuel des protagonistes, en particulier pendant la période Khrouchtchev (1954-1964). Que dire d'autre de ces occasions perdues, sinon ce qui a été dit plus généralement de l'Histoire : la seule leçon à en tirer c'est qu'il n'y a aucune leçon à en tirer. En l'occurrence, la référence à Munich était déplacée, dans la mesure où, comme nous le savons aujourd'hui, les successeurs de Staline n'avaient pas de visées guerrières, et, à la différence de Hitler, la satisfaction de leurs ambitions n'avait aucun caractère d'urgence [1].

La diplomatie remplit de multiples fonctions, même quand elle échoue à éviter les conflits, et elle revêt une importance particulière quand la guerre fait rage, et pas seulement pour favoriser la paix. La combinaison d'affrontements sur le terrain et de négociations directes pendant la guerre de Corée ou la guerre du Vietnam marquait un retour aux procédures traditionnelles. De fait, c'est l'absence de pourparlers diplomatiques pendant les deux guerres mondiales qui doit être considérée comme inhabituelle. Dans le cas de la Première Guerre mondiale, il s'agissait d'une concession des élites dirigeantes à l'opinion populaire, dont les sentiments

bellicistes avaient été préalablement attisés par ces mêmes élites. L'intransigeance de l'époque est interprétée aujourd'hui comme un symptôme du caractère particulièrement féroce des guerres « démocratiques ». La diplomatie n'a pas été entièrement exclue de la Seconde Guerre mondiale : elle a joué un rôle, mineur il est vrai, dans la dernière phase du conflit avec le Japon, dès que les Alliés eurent accepté le maintien de l'institution impériale. Dans le cas de l'Allemagne, une telle éventualité ne fut même pas prise en considération.

## *La question du contrôle des armements*

Pour autant qu'elles restent confinées à des questions spécifiques et secondaires, les initiatives diplomatiques relevant de la logique linéaire et fondées sur la coopération peuvent se justifier dans le contexte plus général d'un conflit. Elles serviront les intérêts d'une des parties, parfois des deux, en canalisant les rivalités sur les terrains les moins sensibles. Là où existent des conflits territoriaux, une forme de coopération de cet ordre s'est manifestée avec la création d'« États-tampons », acceptés par les deux camps en présence, quand bien même ils poursuivaient ailleurs leurs visées expansionnistes. Dans le contexte de la confrontation américano-soviétique – sans véritable enjeu territorial et sans véritable guerre – le traité d'État de 1955 qui instaurait la neutralité de l'Autriche aura été un exemple exceptionnel et atypique de coopération diplomatique sur une grande échelle. Le traité de 1962, interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère, devait avoir une tout autre portée, en inaugurant une longue série d'accords sur le contrôle des armements, qui se poursuit aujourd'hui avec la Fédération russe. Les énergies mobilisées par la compétition nucléaire, qui joua un rôle de substitut à la guerre, ne furent pas réduites pour autant, mais leur redéploiement sur d'autres terrains que celui des

explosions dans l'atmosphère bénéficia aux deux parties, ainsi qu'à l'humanité entière. Le succès diplomatique fit cependant l'objet d'analyses erronées : la *diversion* des énergies conflictuelles apparut comme une résolution partielle du conflit lui-même, ce qui suggérait que la multiplication d'accords particuliers pourrait mettre fin aux rivalités. Tout au long de la guerre froide, les négociations consacrées au contrôle des armements furent ainsi interprétées comme une modalité de la résolution du conflit, alors qu'elles n'en traitaient qu'un symptôme.

De la même manière, des vertus apaisantes étaient prêtées au processus de négociations en tant que tel, un jugement non dénué de fondements, mais qui ne tient pas compte du fait que la limitation des armements, si elle oriente la compétition dans une direction jugée moins dangereuse, ne la réfrène pas. De ce fait, tout accord de limitation doit être estimé en fonction des caractéristiques spécifiques des armements concernés et des nouveaux types d'armements qui seront développés avec les ressources budgétaires ainsi dégagées. Si la première de ces catégories d'armements est connue, ce n'est pas le cas de la seconde, ce qui réduit la politique de contrôle sur les armes à un pari, toujours plus avantageux pour celle des deux parties qui favorise l'innovation (en règle générale, les États-Unis dans la compétition américano-soviétique). Quoi qu'il en soit, la mise au point de nouveaux armements, conséquence directe des accords de limitation a été une source de nouvelles tensions dans la relation déjà conflictuelle, en particulier lorsque les innovations introduites avec ces armes bouleversaient les modèles d'interaction déjà établis entre les deux camps. Pendant la guerre froide, le « choc de la nouveauté » a largement contrebalancé les vertus apaisantes des négociations sur le contrôle des armements, ce qui explique pourquoi la signature de traités, à peine célébrée, laissait place à des périodes de tension accrue.

Le processus de contrôle est, lui aussi, soumis à la logique paradoxale, lorsque des traités entrent en vigueur et parviennent à limiter la compétition

dans une voie particulière. Comme toute autre activité qui se déploie dans le domaine de la stratégie, un contrôle sérieux prépare son propre échec après qu'il a atteint son point culminant, c'est-à-dire après qu'un certain nombre d'accords se sont succédé. Dans ce cas, le mécanisme de « vérification » – l'ensemble des procédures et des instruments utilisés pour s'assurer de l'application des restrictions négociées – est le vecteur (mais non la cause) de l'annulation des effets du contrôle sur les armements.

Parce que ce qui ne peut être contrôlé ne peut être limité, la vérification est la condition *sine qua non* du contrôle. Elle dépend de l'observation par satellite, du suivi par radar et du contrôle des télécommunications. Tous les types d'armes ne sont pas assez visibles pour être détectés et comptés avec une fiabilité suffisante et, de même, l'estimation de leurs performances est parfois aléatoire. Dans l'hypothèse où le contrôle négocié porterait sur l'ensemble des armements dont le nombre et les caractéristiques peuvent faire l'objet de vérifications, alors les ressources scientifiques et budgétaires seraient consacrées à l'acquisition de nouveaux armements, non concernés par le contrôle. Parmi ceux-là, certains, encore une fois, pourraient faire l'objet d'un décompte ou d'estimations de capacités et d'autres non. Si les premiers étaient à leur tour limités, les savoir-faire et les budgets seraient, encore une fois, mobilisés pour le développement de nouvelles armes, certaines contrôlables et d'autres non. Après un certain temps, tous les armements vérifiables sont effectivement soumis à des limitations par accord mutuel et toutes les ressources sont détournées vers la mise au point d'armements échappant, par un biais ou par un autre, aux procédures de contrôle et, en conséquence, aux accords de limitation. À ce point, la course aux armements se poursuit, mais le contrôle est réduit à néant, victime de son propre succès, tout comme l'arme antichar irréprochable aboutirait à la disparition du char de combat ou comme l'armée qui s'avance trop loin de ses bases arrière se condamne à la défaite.

La diplomatie du contrôle n'obtiendra jamais que des résultats partiels, concernant des types d'armements particuliers. Ce constat n'est pas une remise en cause, car telle est précisément sa raison d'être. Encore faut-il se garder de l'interpréter comme un moyen de surmonter une hostilité préexistante ou comme un prélude au désarmement. Mais il paraît impossible que les pays développés, dont les gouvernements reposent sur le consensus, échappent à ce penchant, dans la mesure où la réconciliation des intérêts contradictoires y est le fondement même du débat politique.

Les tensions entre les objectifs formulés sur la scène intérieure, en conformité avec la pensée linéaire, et la dimension conflictuelle de la politique internationale n'ont pas un caractère universel. Les régimes qui se maintiennent par des méthodes guerrières sont moins enclins à privilégier la coopération sur la scène internationale. Cette attitude ne reflète pas une meilleure compréhension de la logique paradoxale chez les dirigeants. Au contraire, il s'agit parfois d'individus aux moyens intellectuels sommaires, très éloignés de ce type de réflexion. Mais le recours quotidien au secret, au mensonge, à l'intimidation et à la force les familiarise avec les exigences de la stratégie. Si la politique fondée sur le consensus favorise une perception « linéaire » des questions internationales, le mode de gouvernement des dictatures les familiarise avec la logique des conflits. Une telle attitude ne les prédispose pas nécessairement à une plus grande agressivité. Les dictatures dépourvues d'ambitions extérieures et les démocraties expansionnistes abondent dans les annales de l'Histoire. Au cours du XIX$^{e}$ siècle, les progrès de la démocratie intérieure ont accompagné le développement de l'empire britannique, en Afrique et en Asie, et les ambitions de son principal rival, la France, se sont accrues après l'instauration d'un régime démocratique en 1871. Et l'esprit du temps n'explique pas tout : aujourd'hui encore, dans ces deux pays, l'opinion publique encourage le recours à la force quand l'occasion se présente. L'enthousiasme des Britanniques pendant la guerre des Malouines, en 1982,

étonna le reste de l'Europe ; quant à la France, ses tentatives de jouer un rôle moteur dans la guerre du Kosovo, en 1999, furent encouragées par l'opinion publique.

L'asymétrie ne réside pas dans les intentions, elle est cependant manifeste en pratique. On peut en mesurer les conséquences lorsque des pays soucieux de prospérité s'opposent à des régimes qui ont pour priorité le maintien de leur autorité et qui s'efforcent de mettre en œuvre leurs pratiques intérieures sur la scène internationale. Les premiers bénéficient d'un avantage évident pour ce qui concerne la production et le progrès technique, mais ont une moindre expertise pour la manipulation, le secret et l'intimidation. Les guerres prolongées tendent toutefois à abolir les différences. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Américains et Britanniques firent preuve d'une supériorité notable en matière de secret et de désinformation, ravalant l'Allemagne et le Japon au rang d'amateurs. En temps de paix, la propension à aborder les questions internationales selon la logique linéaire n'en reste pas moins une source de faiblesse aux conséquences parfois sensibles. Les défaites subies par l'Irak, en 1991, comme par la Serbie, en 1999, face à des coalitions menées par des puissances démocratiques, illustrent certes l'écrasante supériorité matérielle de ces dernières, mais elles montrent aussi l'ampleur de la mobilisation nécessaire pour venir à bout d'adversaires de second rang, quand des régimes dictatoriaux les confortent dans l'intransigeance. Dans ces deux cas, par ailleurs, les victoires militaires obtenues par les démocraties n'ont pas suffi à évincer les dirigeants, l'un des deux restant aujourd'hui au pouvoir.

*1. L’« apaisement » suppose que les causes d’un conflit puissent être identifiées et supprimées par la coopération diplomatique. L’opération est souvent possible, sauf quand la nature même d’un des protagonistes est la cause du conflit. Pour certains États (l’Allemagne nazie, l’Union soviétique de Staline, l’Irak de Saddam Hussein ou la Corée du Nord contemporaine) un environnement international conflictuel est vital pour maintenir l’équilibre politique interne.

CHAPITRE 14

# LA SUASION ARMÉE

À la différence des interminables guerres civiles de basse intensité qui affectent un certain nombre de pays, la guerre est une exception remarquable dans les relations entre États. De ce fait, les résultats auxquels aboutissent les différents niveaux de la stratégie au niveau ultime – celui de la grande stratégie – ne sont pas le produit de la guerre mais de ce que je nomme la « suasion armée ». L'absence de confrontation militaire manifeste ne diminue en rien l'importance de ces résultats, car la suasion armée n'est rien d'autre que la puissance ou, plus précisément, cette part de la puissance des États qui dérive de leur force militaire.

La suasion est inhérente à la force : toute perspective de recours à la force suscite une réaction des acteurs – ceux qui en attendent un bénéfice, comme ceux qui en redoutent les conséquences. Il me paraît légitime d'introduire ce néologisme – suasion – parce que le contexte politique et culturel très particulier de la « dissuasion » obscurcit la dimension universelle du phénomène. La suasion armée est à la dissuasion ce que la force en général est à la force défensive. Ce concept étant défini, je peux maintenant en revenir au langage commun pour l'aborder sous sa forme négative – la dissuasion – et sous sa forme positive – la persuasion –, la première se manifestant quand un acteur est amené à agir dans le sens voulu

par son adversaire, la seconde lorsqu'un allié est encouragé à persister dans son attitude en échange d'un éventuel soutien armé.

Un acteur qui évolue dans un contexte de persuasion ou de dissuasion n'en est pas moins responsable de ses initiatives. En d'autres termes, ce n'est pas la puissance militaire d'un pays qui crée la suasion armée, mais la réaction de ses alliés et adversaires, en fonction de la perception qu'ils ont de cette puissance. Les décisions prises sont les leurs, elles résultent de leurs propres calculs, lesquels dépendent à leur tour d'une vision du monde particulière, d'une appréciation de la puissance qui leur fait face, d'une estimation des probabilités d'une confrontation armée et d'un pari sur la détermination de l'allié ou de l'adversaire d'employer la force. Une force militaire n'est pas un « outil de dissuasion » au sens où sa seule existence produirait cet effet, bien que cette confusion dangereuse entre sujet et objet soit souvent entretenue. L'« outil » est un objet passif, l'acteur sur lequel il exercera son effet est le sujet animé, réfléchi, qui choisira ou non de subir cette dissuasion.

La perception de la puissance militaire potentielle de l'adversaire est aussi une source de suasion. La capacité de mobilisation d'une nation, qui dépend de ses prévisions quant à la durée éventuelle d'un prochain conflit induit une suasion par anticipation, qui aura sur l'adversaire un effet important ou négligeable. Ainsi, l'idée largement répandue, dans les années 1950, qu'un conflit américano-soviétique commencerait au niveau nucléaire et s'achèverait dans un délai restreint a sans doute réduit le potentiel de suasion dont bénéficiaient les États-Unis, du fait de leurs capacités de mobilisation industrielle incomparablement supérieures. Pendant la décennie suivante, en revanche, alors que l'Union soviétique privilégiait l'hypothèse d'une guerre conventionnelle de longue durée, les capacités de mobilisation américaines avaient perdu de leur importance, parce que la complexité technique des armements avait pris le pas sur les nécessités de production à grande échelle.

Dans le combat, la force est une réalité dynamique objective, qui peut être mesurée de manière indiscutable par ses résultats. Avec la suasion armée, en revanche, les différents acteurs – alliés ou ennemis – doivent se contenter d'une estimation subjective du potentiel de combat. Outre leur imprécision, les estimations de cette nature restent de pures spéculations, puisque le potentiel de combat n'a aucune réalité objective tant qu'il n'est pas soumis à l'épreuve des faits. Et dans ce cas, toutes sortes de circonstances impondérables ont alors une incidence sur l'issue du combat. Bien sûr, il existe des cas extrêmes, dans lesquels une supériorité matérielle écrasante réduit à néant la marge d'incertitude, comme dans l'hypothèse d'une guerre entre la Chine – puissance nucléaire – et le Vietnam, ou encore d'un conflit naval entre les États-Unis et une petite île indépendante. Mais comme le montrent les annales de l'histoire militaire, dès que l'on s'éloigne de ces cas extrêmes – et quelque peu absurdes –, l'incertitude et l'indétermination occupent une place toujours plus significative que ne le suggéreraient les estimations formulées avant la confrontation. D'ailleurs si leur issue était moins incertaine, les guerres surviendraient moins souvent, car l'anticipation de la défaite conduirait l'un des deux camps à utiliser d'autres biais pour défendre ses vues.

Si rien ne permet d'éliminer l'indétermination du combat, de nombreux efforts sont consacrés à circonscrire l'incertitude dans l'estimation des rapports de forces militaires. Les effectifs, les armements, les outils logistiques font l'objet de décomptes aussi précis que possible et toutes sortes de procédures sont mises au point pour évaluer la qualité des armements et d'éléments accessoires. Mais la part d'inconnu reste néanmoins prédominante, en particulier pour ce qui concerne les aspects immatériels : organisation, compétences opérationnelles, moral, cohésion ou leadership, tous plus décisifs que les facteurs matériels. Lorsque l'on aborde la tactique, les méthodes opérationnelles et les stratégies de théâtre, d'autres incertitudes interviennent : les prescriptions auxquelles on a affaire

sont-elles théoriques ou seront-elles mises en œuvre sur le terrain ? À nouveau, les réponses dépendent de facteurs humains qui échappent à toute mesure objective. Les seules estimations possibles doivent se fonder sur les conclusions d'expériences passées dont la validité n'est en rien garantie : jusqu'en 1870, la France, et non l'Allemagne, fut considérée comme la nation guerrière de l'Europe ; avant la fondation de l'État d'Israël, les juifs étaient, en général, jugés incapables de se battre.

## *Diplomatie, propagande et intoxication*

En l'absence d'instruments de mesure objective des forces armées, la stratégie du temps de paix est un commerce, mené avec autant de devises différentes qu'il existe de parties impliquées. Il est inévitable que des valeurs différentes soient assignées aux mêmes forces militaires. Une fonction importante partagée par la diplomatie et la propagande consiste précisément à manipuler ces évaluations subjectives. Il arrive que l'objectif soit de minimiser la réalité des forces avant leur utilisation imminente pour bénéficier d'un effet de surprise, mais le plus souvent, le but est d'intimider les adversaires, afin d'accroître les effets de la suasion armée. Le régime soviétique parvenait ainsi à combiner un véritable culte du secret et un exhibitionnisme outrancier, lors des grandes parades militaires sur la place Rouge, avec invitation adressée à tous les attachés militaires des ambassades occidentales, libres, dans ces occasions, de photographier sans réserve les derniers modèles d'avions, de chars, de canons et de missiles. Tout cela, à une époque où il était interdit de photographier la moindre gare de campagne.

Le secret affaiblit le potentiel de suasion d'un État, une publicité bien conduite le rétablit à sa juste mesure et la manipulation simple et directe augmente encore ses effets. Pendant les années 1930, la diplomatie italienne

a su exploiter à son avantage les postures bellicistes de Mussolini et le décorum militariste du régime avec ses défilés de *bersaglieri* et de colonnes motorisées pétaradantes. L'aviation italienne avait alors une immense aura, après le succès de « premières » sans escale jusqu'au pôle Nord ou en Amérique du Sud, et la flotte faisait impression en multipliant le nombre de ses unités, économisant par ailleurs sur les tests d'armements ou les manœuvres. Avec une politique militaire beaucoup plus orientée sur la beauté du spectacle que sur une sordide préparation à la guerre, Mussolini sacrifiait la force et la combativité à une représentation magnifiée de la puissance militaire [*1].

Mais le spectacle eut un effet très réel dans le domaine de la suasion : la Grande-Bretagne et la France se gardèrent de toute interférence lors de la conquête de l'Éthiopie, de l'intervention en Espagne et de la soumission de l'Albanie. Aucune voix ne s'opposa à la revendication, par l'Italie, d'un statut de grande puissance et des privilèges qui l'accompagnaient (telles les licences obtenues par les banques commerciales italiennes en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Yougoslavie). Seule une initiative de Mussolini lui-même – sa décision de déclarer la guerre à la France en juin 1940, quand la tentation de partager les dépouilles du vaincu pris le dessus sur son extraordinaire prudence – mit fin à cette mascarade efficace, qui avait intoxiqué jusqu'à son organisateur.

La conduite de Mussolini et de ses multiples prédécesseurs a connu depuis d'autres répliques. Nasser aura sans doute été l'émule le plus fidèle et Khrouchtchev, de 1955 à 1962, aura fait preuve d'un talent d'acteur consommé. Comme nous le savons aujourd'hui, la grande puissance supposée de l'Union soviétique, appuyée dans un premier temps sur ses bombardiers, puis sur ses « fusées atomiques », se résumait, en réalité, à quelques avions et à une poignée de missiles balistiques intercontinentaux. Des déclarations savamment orchestrées et les premiers succès du programme spatial, avec ses images spectaculaires, servirent à entretenir la

fiction d'une puissance nucléaire soviétique. Mais les illusions de ce type sont la matière même de la suasion armée : là où n'existe aucune réalité objective, là où seule une constellation d'indices peut fournir des points de repère, la marge d'erreur est considérable et l'intoxication trouve un terrain favorable.

## *La « volonté nationale »*

La dissuasion et la persuasion sont effectives là où le recours à la force militaire est estimé possible. En conséquence, le sujet favori des spéculations métapolitiques – la « volonté » des dirigeants et des nations – se réduit à une simple notion mathématique dans le domaine de la suasion armée. Si l'on fait abstraction des autres facteurs pertinents, l'effet produit par la puissance armée sur les différents protagonistes dépend de la force qu'ils prêtent à cette puissance multipliée par la volonté qu'ils prêtent à son détenteur de l'employer. Là où il sera estimé que la volonté fait défaut, même la plus grande puissance, reconnue comme telle, risque fort de n'engendrer ni dissuasion ni persuasion. Les nations qui donnent d'elles-mêmes l'image d'un pacifisme inébranlable ne peuvent guère compter sur l'effet de suasion produit par leur armée. La Suède, puissance militaire de premier ordre à l'échelle européenne, s'est ainsi montrée incapable de dissuader les sous-marins soviétiques de violer ses eaux territoriales pendant la guerre froide. Si l'on s'en tient au point de vue étroit de la suasion armée, une politique ostensiblement pacifique peut *trop bien* réussir.

Peu de pays tiennent à afficher une attitude agressive, même si c'est là le moyen d'accroître les effets de la suasion armée qu'ils peuvent exercer. En règle générale, ils se trouvent confrontés à l'un des principaux dilemmes de la stratégie : pour persuader ses alliés et dissuader ses adversaires, il est

nécessaire de maintenir une réputation belliqueuse, attitude qui convient mal à la plupart des pays attachés à préserver la paix. Les impératifs de politique intérieure, les principes établis dans les domaines non stratégiques et les exigences liées à l'image nationale concourent à miner le potentiel de la suasion, au prix, parfois, de conséquences regrettables. De nombreux pays s'efforcent de surmonter le dilemme en combinant des attitudes contradictoires : ils proclament leur attachement à la paix et excluent toute agression, cependant qu'ils démontrent leur capacité à riposter sur-le-champ dans l'éventualité d'une agression. Une telle ambivalence convient aux pays qui n'ont qu'eux-mêmes à défendre mais ne saurait suffire aux grandes puissances. Ne pouvant échapper au dilemme, elles doivent en assumer les deux termes avec prudence et démontrer leur attachement de principe à la paix, pour ne pas inquiéter le reste du monde, sans affirmer un pacifisme intégral, pour ne pas inquiéter leurs alliés.

Les alliances multilatérales viennent compliquer la donne. Quand tous les efforts sont entrepris pour éviter le recours à la force et obtenir des résultats équivalents par la suasion, les alliés les plus divers tendent à prendre leurs distances : certains pour marquer leurs réserves à l'égard de positions qu'ils jugent trop belliqueuses et d'autres pour des raisons diamétralement opposées. Le paradoxe logique étant ici à l'œuvre, ce sont les puissances jugées les moins enclines à employer la force, qui finissent, en général, par y recourir. Là réside le secret de tous les grands empires militaires de l'Histoire, dont les intrusions à grande échelle sur le territoire des autres nations auraient dû conduire à un état de guerre généralisé sur tous les fronts, si leurs exigences n'avaient pas été satisfaites avec empressement avant même que les hostilités ne soient déclenchées.

Les tentatives d'exploiter de manière directe la suasion armée – positive ou négative – en formulant des exigences précises sont rares, à l'inverse de la suasion *latente*, phénomène le plus commun dans ce domaine. La suasion silencieuse, qui résulte de la perception qu'ont les tiers de la puissance

armée, préserve le *statu quo* international à la manière dont l'existence des tribunaux et des commissariats de police préserve la propriété privée. Cet effet permanent et silencieux échappe non seulement à toute instrumentalisation, mais il est, pour l'essentiel, inconscient. Les armées ont vocation à garantir la continuité institutionnelle, à défendre la nation dans l'éventualité d'un conflit, à maintenir l'ordre, ou même à perpétuer une tradition. Il est exceptionnel que la suasion soit intégrée à leurs missions.

## *Paradoxe logique et suasion armée*

Que des intentions manifestes soient ou non à l'œuvre, aussi longtemps que des gouvernements jugent que leur sécurité est garantie par la puissance militaire d'États amis, que des gouvernements hostiles perçoivent celle-ci comme une menace et sont dissuadés de prendre des initiatives, la suasion fonctionne. Phénomène conflictuel dont l'existence repose sur l'éventualité, même hautement improbable, de la guerre, la suasion est conditionnée par la logique paradoxale. Tout comme une action de guerre entraîne une réaction qui met en branle la logique particulière de la stratégie, la suasion armée provoque des réactions. Certaines étaient attendues, d'autres viennent compliquer la situation de départ, et le phénomène est d'autant plus incontrôlable que le développement de la puissance armée visait d'autres objectifs que la suasion.

Dès que la logique paradoxale se substitue à la logique linéaire, les conséquences habituelles se produisent. D'un point de vue statique, moins peut être plus et plus, moins, comme dans le cas d'une menace légère qui, parce qu'elle est perçue comme plausible, exerce une suasion plus efficace qu'une menace ostentatoire. En termes dynamiques, nous retrouvons la convergence des contraires, susceptible, à nouveau, de progresser jusqu'à inversion des termes. Plus un effort de dissuasion est efficace et plus la

frustration incitera l'agresseur à le contourner, voire à l'anéantir : l'efficacité de la dissuasion à l'égard de l'Union soviétique dans l'immédiat après-guerre a évité le recours à la force en Europe orientale mais a aussi encouragé, par le même mouvement, l'usage de la subversion à grande échelle. De la même manière, pendant la guerre froide, si l'Union soviétique n'avait pas été dissuadée d'attaquer l'Europe de l'Ouest, elle ne se serait pas impliquée de manière aussi aventureuse au Moyen-Orient.

Nous avons déjà vu comment la dissuasion nucléaire a pu être contournée à l'échelle planétaire par des formes d'agression indirectes et ambiguës, combinant activisme politique et moyens paramilitaires, pacifisme revendiqué et bains de sang. Les États-Unis et l'Union soviétique étant alors dissuadés d'entrer dans une confrontation militaire directe, du fait de l'arme nucléaire, leur hostilité a trouvé un exutoire dans les guerres menées par leurs alliés, leurs clients ou leurs agents. La paix sans précédent, établie entre les grandes puissances, eut donc pour contrepartie la multiplication de conflits à très haute intensité entre les puissances secondaires. On en a dénombré 144 entre 1948 et 1991. Et la plupart d'entre eux ne furent pas des guerres d'opérette. Pensons, par exemple, aux conflits israélo-arabes postérieurs à 1967, menés avec des armements de haute qualité, ou aux guerres d'usure interminables, comme au Cambodge, ou entre l'Iran et l'Irak pendant presque toute la décennie 1980. La violence « conventionnelle » de la période aura été la preuve paradoxale du succès de la dissuasion nucléaire.

## *La seconde frappe, remède paradoxal*

Le 7 décembre 1941, l'attaque de la flotte américaine à Pearl Harbor par le Japon impérial illustrait la convergence du succès et de l'échec dans la suasion. Le Japon fut si bien dissuadé d'envahir la Malaisie britannique et

l'Indonésie hollandaise par le déploiement de la flotte sur cette base avancée que, pour mener son projet à terme, il dut se résoudre à la couler[1].

On comprend que l'attaque sur Pearl Harbor ait marqué la culture stratégique américaine. Une leçon pourtant ne fut pas tirée : une issue autre que la guerre devrait toujours être laissée à l'adversaire. Or, l'embargo commercial qui frappait le Japon depuis avril 1941 et asséchait ses approvisionnements en pétrole l'acculait à ce choix. Dans la même veine, aucune leçon ne fut tirée du refus des États-Unis de s'engager dans la guerre pour mettre un terme à l'expansionnisme allemand et japonais avant 1941, alors que l'Europe et l'Asie étaient déjà presque entièrement soumises. Au bout du compte, le cabinet de guerre japonais prit la décision pour les États-Unis.

La principale leçon de Pearl Harbor reste néanmoins qu'une force armée assez imposante pour dissuader de toute attaque contre les cibles qu'elle protège devient elle-même une cible, sauf si l'agresseur estime que la force résiduelle, après son attaque, sera encore dissuasive. De ce constat est née la notion de « capacité de seconde frappe » qui a joué un rôle majeur dans les orientations militaires américaines puis soviétiques de la guerre froide[2]. La compréhension que la dissuasion provient de la force subsistante après l'attaque et non de la force initiale d'une part, l'idée que des forces vulnérables peuvent provoquer une guerre, d'autre part, ont eu une grande influence dans la conception et le déploiement de l'arsenal nucléaire. De là a résulté le système de protection complexe des armements nucléaires, leur multiplication et celle de leurs instruments de commande.

## *Types de suasion*

Hormis ses effets routiniers, silencieux, non intentionnels et pour l'essentiel invisibles, il arrive que la suasion armée occupe seule le devant

de la scène, pour le meilleur ou pour le pire. Si Rome a dû combattre deux siècles durant pour soumettre Carthage et la péninsule Ibérique, sa domination sur le monde hellénistique, pourtant plus vaste et plus riche, fut obtenue au prix d'une seule bataille et d'une bonne dose d'intimidation [*2].

De la même manière, Hitler conquit la Tchécoslovaquie sans tirer un seul coup de canon, agissant au moyen de la suasion, alors qu'il dut livrer bataille pour envahir la Pologne. Hormis les destructions causées, dans le second cas, par les combats, les deux méthodes aboutirent au même résultat. Dans le cas de la Corée, notons aussi que la défense par la guerre, de 1950 à 1953, et la protection du pays par la suasion armée, beaucoup moins coûteuse, depuis, ont produit des résultats équivalents.

L'exemple coréen est riche d'enseignements, non comme illustration exemplaire du fonctionnement de la dissuasion mais parce qu'il est, au contraire, atypique. Dans le cas coréen, la conception simpliste, quasi mécaniste de la « dissuasion » comme action intentionnelle et non comme réaction politique d'un adversaire est moins inappropriée que dans d'autres situations. En premier lieu, la perception d'une menace en provenance de la Corée du Nord n'est pas une extrapolation, fondée sur un calcul du potentiel militaire de l'ennemi et sur la construction de circonstances hypothétiques. Le danger a une forme physique indiscutable : la majeure partie de la considérable armée nord-coréenne est massée sur la frontière et, de toute évidence, prête à attaquer. Quant aux intentions des dirigeants nord-coréens, avant l'effondrement économique du pays, ils n'hésitaient pas à les proclamer, et des préparatifs très réels confirmaient leurs déclarations, qu'il s'agisse de tunnels creusés sous la ligne démilitarisée, d'attaques sporadiques de commandos ou de multiples tentatives d'assassinats contre des officiels nord-coréens [3] – une méthode que même les États arabes et Israël ont toujours évité. De plus, la perception, par les Sud-Coréens, que la menace pèse avant tout sur eux ne relève pas d'une erreur d'appréciation (contrairement à l'estimation par les Israéliens que l'effort militaire irakien

de 1989-1990 était dirigé contre eux, n'imaginant pas que la cible puisse être le Koweït). La situation géographique montre que l'armée nord-coréenne peut combattre exclusivement contre le Sud. Aussi le terme de menace est-il ici approprié, dans la mesure où le phénomène est permanent et orienté dans une direction spécifique – en conformité, dans ce cas particulier, avec la conception mécaniste de la dissuasion. En règle générale, le danger n'est pas continu, il constitue une éventualité, susceptible de prendre forme dans des circonstances assez exceptionnelles pour ouvrir une crise grave et il n'est caractérisé ni dans sa forme, ni dans son intensité, ni dans sa direction, si bien qu'aucun moyen prédéfini de le contrer ne s'impose de lui-même[4].

Dans le cas de la Corée, la dissuasion se distingue par un autre trait. Bien que subsiste la possibilité de bombardements postérieurs à une attaque pour punir le voisin du Nord d'avoir entrepris une invasion, c'est en premier lieu, sur l'efficacité de la défense du Sud, que repose la dissuasion. Toute défense comporte une dimension de dissuasion par interdiction, par opposition à la défense par punition (ou par « représailles »), de même qu'une dimension de persuasion est inhérente à toute force offensive. Mais chacune de ces deux formes de dissuasion peut, en principe, être isolée ; et la différence entre l'une et l'autre a des conséquences sur l'organisation et la composition des forces armées.

À première vue, une politique de dissuasion par interdiction paraît préférable et cela bien au-delà du seul cas coréen. Dans la même logique, une politique de dissuasion conventionnelle par interdiction paraît encore plus désirable qu'une dissuasion par punition nucléaire.

Dans le cadre d'une politique de dissuasion par interdiction, toutes les ressources militaires disponibles sont investies dans le dispositif de défense, afin de le rendre le plus efficace possible contre les tentatives d'invasion. Tout va pour le mieux si cette démarche permet de dissuader l'ennemi de passer aux actes. Dans le cas contraire, l'invasion peut encore être

combattue. En d’autres termes, ce choix évite de divertir une part des ressources consacrées à l’effort défensif en vue de constituer des forces de représailles qui, quelles que soient leurs capacités destructives, n’auront qu’une valeur restreinte pour résister à la progression des forces ennemies.

Par-dessus tout, la dissuasion par interdiction peut faire l’économie de calculs psychologiques incertains, essentiels, en revanche, à la dissuasion par punition. Selon la formule classique, la dissuasion est effective pour autant que l’ennemi estime la punition inévitable et les dommages qui en résulteront inacceptables. Hormis les présupposés matériels qu’elle met en jeu – la nécessité de pouvoir frapper après une première attaque –, le caractère inévitable de la punition implique aussi un renversement singulier et tout à fait paradoxal des notions courantes de victimes et d’agresseurs. La victime est tenue d’affirmer sa volonté de causer le plus de destructions possibles et, dans la mesure où une contre-punition est probable, elle doit aussi se montrer insensible et prête à adopter une attitude auto-destructive si elle veut maintenir son pouvoir de dissuasion. L’agresseur, s’il doit être dissuadé, devra, lui, se livrer à de prudents calculs et agir de façon à éviter l’autodestruction. Pendant la guerre froide, l’Otan, qui rassemblait des démocraties sur une plate-forme défensive, avait ainsi beaucoup de mal à apparaître comme une entité collective sans scrupule.

Ensuite se pose la question de l’ampleur de la punition. À quel niveau devient-elle inacceptable et pour qui ? Assiégé dans son bunker, Hitler déclarait que la destruction de la nation allemande était acceptable et même souhaitable, puisque les Allemands avaient montré l’état de leur dégénérescence raciale en ne parvenant pas à gagner sa guerre. Aucune punition n’aurait eu d’effet dissuasif sur lui et sans doute aurait-il désiré la destruction nucléaire de son pays. Bien que Staline n’ait jamais eu à faire face à une éventuelle autodestruction, la mort de millions de ses sujets ne lui a jamais paru inacceptable. Mao, de la même manière, est responsable

de la mort de dizaines de millions de Chinois, dont beaucoup furent exécutés parce qu'ils possédaient un hectare de terres.

Quel est donc le niveau de destruction qui sera jugé inacceptable ? Un adversaire raisonnable sera aisément dissuadé – une seule arme nucléaire pointée sur une ville de taille moyenne exercera une menace suffisante. Mais ce sont les Hitler, les Staline, les Mao, les Pol Pot et les Saddam Hussein qu'il s'agit de dissuader, non des âmes sensibles peu enclines à seulement envisager une agression. Et des personnages de ce calibre sont prêts à payer leurs agressions au prix fort, aussi longtemps que leur pouvoir perdure. De ce fait, seules des frappes sur des cibles névralgiques – leurs résidences, leurs centres de commandement, les dirigeants eux-mêmes – ont quelque chance d'être estimées inacceptables. Mais attaquer les dirigeants, comme nous l'avons vu, annule les effets de la dissuasion.

Venons-en à une autre catégorie de dirigeants, moins brutaux et moins sanguinaires. En temps normal, ceux-là jugeraient inacceptable la destruction d'une poignée de villes, mais une crise grave est susceptible de modifier leur appréciation. Une situation de turbulences obéit à sa propre dynamique et, quand les tensions entre deux pays augmentent, les bravades prennent le pas sur la prudence et les compromis passent pour des compromissions. Les crises sont des événements inhabituels, plus rares encore sont celles qui mettent en jeu une forte dimension émotionnelle[*3], mais, une fois encore, c'est lorsque se présentent des circonstances inhabituelles, quand des dirigeants supposés raisonnables adoptent un comportement irrationnel, que la dissuasion est nécessaire.

Les insuffisances de la défense nucléaire par punition méritent d'être débattues, mais la faille principale de la dissuasion conventionnelle par interdiction est, elle, bien connue : elle a souvent échoué dans le passé et peut encore échouer à l'avenir, pour peu qu'un agresseur soit convaincu, à tort ou à raison, que la victoire est à portée de main. Pour lui donner tort, il faut alors lui faire la guerre, au prix de nombreuses souffrances que la

dissuasion par punition aurait pu éviter, au risque, il est vrai, d'un échec catastrophique.

## *La dissuasion nucléaire en Europe*

Les données géographiques et démographiques propres à la Corée permettent de garnir le front en effectifs sur toute sa longueur. En Europe, pendant la guerre froide, la situation n'était pas aussi favorable : les effectifs terrestres dont disposait l'Alliance n'auraient jamais permis de couvrir l'ensemble du front et son avantage aérien était trop faible pour compenser le déficit si l'on inclut dans les calculs la défense aérienne soviétique. Même au prix d'un accroissement majeur de ses forces terrestres, l'Alliance n'aurait jamais pu établir un équilibre, au niveau de la stratégie de théâtre, parce qu'elle devait disposer d'une « défense avancée » sur l'ensemble du territoire, pour faire face à une offensive soviétique qui se serait concentrée sur un nombre restreint de secteurs. Mais même l'abandon des défenses avancées et une plus grande densité des effectifs sur la longueur du front n'auraient pas nécessairement garanti le succès de la dissuasion conventionnelle par interdiction, pour peu que les dirigeants politiques et militaires soviétiques aient fait preuve d'optimisme. Comme d'autres avant eux, ils auraient pu se convaincre qu'une attaque surprise, brillamment préparée, allait leur permettre de défaire l'ennemi.

Le peu de fiabilité de la défense par interdiction et les trop grandes incertitudes de la défense par punition expliquent que l'Alliance ait cherché à combiner les deux formules de 1967 jusqu'à la fin de la guerre froide. En réalité, l'Alliance mit à contribution une large palette de moyens, depuis les forces conventionnelles vouées à la défense du front, inadéquates mais complétées par les armes nucléaires du champ de bataille – assez vulnérables et participant aussi de la dissuasion par interdiction – les forces

nucléaires de théâtre, elles aussi assez vulnérables, et jusqu'à l'arsenal nucléaire américain de longue portée, beaucoup plus conséquent et moins vulnérable que les autres armements nucléaires impliqués, mais dont l'emploi, pour le compte de l'Europe, ne pouvait être certain.

De la somme de ces imperfections résultait une dissuasion convaincante : l'inadéquation des forces conventionnelles du front donnait un fort crédit aux armes nucléaires du champ de bataille. Dans le cours d'une bataille tournant au désavantage de l'Alliance, au moment où les colonnes blindées soviétiques auraient réussi leurs percées, l'hypothèse d'un feu d'artillerie nucléaire et de tirs de missiles nucléaires à courte portée, sur le point de tomber aux mains de l'ennemi, était plausible. En revanche, une défense du front par des moyens conventionnels plus importants aurait pu contenir l'offensive, offrant alors un temps de réflexion aux gouvernements de l'Ouest et, dans ce cas, ceux-ci auraient probablement exclu le recours aux armes nucléaires, même en l'absence d'autres moyens, pour faire face à l'arrivée imminente des formations soviétiques de second échelon. Quant à l'adjonction de moyens conventionnels encore beaucoup plus importants sur le front, qui auraient rendu inutiles le recours à la force nucléaire du champ de bataille, elle aurait conduit les Soviétiques à exclure l'hypothèse d'une victoire conventionnelle rapide et à en revenir à leur stratégie de théâtre définie dans les années 1960, qui préconisait l'emploi précoce des armes nucléaires du champ de bataille, destiné à ouvrir des brèches dans les lignes de défense.

Selon le processus paradoxal habituel, un renforcement du dispositif conventionnel de l'Alliance, au-delà du point culminant où la défense pouvait arrêter des intrusions mais pas une offensive généralisée, aurait *affaibli* la dissuasion, en portant atteinte à la crédibilité d'un recours aux armes nucléaires du champ de bataille. Un renforcement poussé à un degré encore plus élevé, rendant inutile l'emploi des armes nucléaires du champ de bataille, aurait cette fois conduit non pas à exclure un affrontement

nucléaire, en cas de conflit, mais à le rendre inévitable. Si, pour une raison impérieuse, les Soviétiques avaient pris la décision irrémédiable d'attaquer l'Ouest, ils n'auraient alors eu d'autre choix que le recours aux armes nucléaires. L'éventualité d'une victoire « propre » et rapide de l'Union soviétique aurait alors été exclue, mais elle n'aurait eu d'intérêt, aux yeux des dirigeants, que dans l'hypothèse d'une attaque calculée et non dans celle d'une fuite en avant désespérée. On peut donc envisager que le refus, par les gouvernements de l'Alliance, d'entretenir des forces conventionnelles plus conséquentes pendant toute la guerre froide ait été motivé par une compréhension, certes non systématique, de la logique paradoxale propre à la stratégie : encore une fois, plus peut être moins.

Pour les mêmes raisons, ni la relative vulnérabilité des missiles de théâtre et des avions conçus pour les frappes nucléaires ni leur rayon d'action trop limité pour frapper au cœur du territoire soviétique ne doivent nécessairement être considérés comme des failles. Dans le contexte de la guerre froide, les armes nucléaires du théâtre relevaient de la dissuasion par punition, plus que par interdiction, et spécifiquement, elles visaient à éviter les attaques nucléaires soviétiques contre les bases aériennes, les ports, les centres de commandement et les autres cibles militaires, y compris les armes nucléaires du champ de bataille. Mais elles ne pouvaient, elles-mêmes, atteindre les principales villes soviétiques, alors que les armes nucléaires soviétiques de moyenne portée (niveau de théâtre) pouvaient frapper tous les grands centres urbains européens. Autrement dit, les Soviétiques menaçaient les villes européennes pour dissuader l'Alliance d'utiliser ses propres armes nucléaires de théâtre contre une invasion, alors que celles-ci ne pouvaient pas menacer l'Union soviétique, sinon en prenant le risque d'inciter les Soviétiques à une première frappe dirigée contre ces armes nucléaires du théâtre.

Seules les armes nucléaires intercontinentales américaines étaient en mesure – par leur rayon d'action, leur nombre et leur protection – de

détruire toutes les villes soviétiques, y compris en réaction à une première frappe de grande ampleur. Cette contre-menace était la garantie primordiale de la protection nucléaire américaine offerte aux membres européens de l'Alliance : les villes américaines étaient exposées aux frappes soviétiques en contrepartie de la menace nucléaire américaine sur les villes soviétiques, elle-même destinée à annuler la menace soviétique sur les villes européennes, mise en place pour dissuader l'emploi par l'Alliance d'armes nucléaires contre l'armée soviétique, en cas d'invasion.

L'existence de l'Alliance reposait sur ce contrat mutuel par lequel l'Europe s'engageait à résister aux manœuvres d'intimidation militaire soviétiques en temps de paix et à s'opposer à une invasion en cas de guerre, en échange de la promesse américaine de partager les risques d'un conflit nucléaire, si l'affrontement dépassait le cadre du champ de bataille. Si l'arsenal nucléaire de théâtre que possédait l'Alliance avait été assez étoffé pour contrer *toutes* les menaces nucléaires soviétiques, il aurait alors été inutile d'impliquer l'arsenal nucléaire intercontinental américain, et le lien vital entre l'Europe et les États-Unis aurait été rompu. Une fois encore, plus aurait été moins, comme le dicte le paradoxe.

## *La suasion nucléaire asymétrique*

En Corée, comme nous l'avons vu, la dissuasion se réduit à un phénomène mécanique : une force militaire potentielle est opposée à une menace permanente. Mais ce cas de figure est inhabituel. Le plus souvent, la menace à écarter existe à l'état d'hypothèse, parfois lointaine, comme ce fut le cas autour de l'axe central de l'équilibre des forces militaires pendant la guerre froide, c'est-à-dire quand se déroulaient les efforts de suasion nucléaire réciproques de l'Union soviétique et des États-Unis. Les images souvent invoquées, telle celle de « deux scorpions dans une bouteille » ou

encore celle d'« équilibre de la terreur » suggèrent l'existence de menaces symétriques pesant sur les populations des deux pays. En réalité, l'asymétrie fut la caractéristique essentielle de la guerre froide. Pour l'Union soviétique, la menace d'une attaque nucléaire américaine pouvait se concrétiser seulement en conséquence d'une initiative militaire soviétique, y compris non nucléaire (une invasion de l'Europe), mais qu'une riposte conventionnelle de l'Alliance n'aurait pas suffi à endiguer. Pour les États-Unis, la menace d'une attaque nucléaire soviétique pouvait se concrétiser seulement en conséquence d'une attaque nucléaire américaine contre des cibles militaires soviétiques, dans le contexte d'une défaite imminente en Europe.

Ce n'est donc que dans la deuxième phase d'une guerre nucléaire que des frappes dirigées contre les cités étaient susceptibles de devenir un danger imminent, les villes européennes et américaines étant menacées par l'Union soviétique, en vue de dissuader les États-Unis et l'Alliance de poursuivre leurs frappes nucléaires contre les forces soviétiques du front. Cette asymétrie sous-jacente gouvernait l'interaction des menaces nucléaires implicites, étape après étape. Du fait de leur infériorité conventionnelle supposée, les États-Unis et leurs alliés auraient les premiers recourus à la menace de frappes nucléaires, mais dirigées sur le front, non sur les villes. En retour, l'Union soviétique, bien que soucieuse, avant tout, d'accumuler une puissance militaire opérationnelle utilisable, aurait, la première, menacé les villes européennes et américaines de frappes nucléaires.

Mais il faut s'arrêter à l'étape intermédiaire, celle des menaces « anti-forces » réciproques, pour découvrir le véritable moteur de la compétition nucléaire américano-soviétique. Dans chaque camp, en effet, la majorité des armes nucléaires étaient pointées sur celles de l'adversaire, ce qui explique les efforts continus pour améliorer la précision des missiles. Là encore, on ne peut parler ni de symétrie ni d'une quête « irréfléchie » de la suprématie,

le souci ayant été d'identifier des objectifs substantiels. Pour les Soviétiques, il s'agissait de faire peser une menace sur les armes intercontinentales afin de dissuader leur emploi *sélectif* par les États-Unis : si certaines devaient être utilisées, alors les États-Unis devaient s'attendre à ce qu'elles soient détruites en masse. L'objectif était de supprimer la flexibilité de l'arsenal intercontinental américain, de façon à lui retirer toute efficacité comme outil militaire (en aucun cas, une attaque anti-forces soviétiques n'aurait pu rendre inutilisable un nombre d'armes tel que la destruction des villes soviétiques aurait été impossible). Pour les Américains, la menace dirigée contre les armes nucléaires intercontinentales soviétiques visait au contraire à permettre leur emploi sélectif, l'objectif étant de contrebalancer les attaques anti-forces soviétiques, en détruisant des armes soviétiques en retour. En d'autres termes, c'était dans le but de les utiliser en petit nombre que beaucoup d'armes nucléaires furent produites. Si chaque camp n'avait pas dû s'équiper pour menacer l'adversaire de frappes anti-forces, l'arsenal nucléaire combiné des États-Unis et de l'Union soviétique n'aurait jamais atteint une telle ampleur, soit un total de 20 000 têtes nucléaires au sommet de la guerre froide[5]. Si les armes nucléaires elles-mêmes n'avaient pas été prises en compte comme cibles, les missiles intercontinentaux acquis par chacun des deux camps n'auraient eu aucune cible pertinente.

La solution unilatérale et simple envisagée par les Américains pour mettre fin à la course aux armements consistait à renoncer à l'emploi des armes intercontinentales – sauf comme instruments de représailles, pour détruire les villes (et seulement les villes) après une première frappe soviétique contre le territoire des États-Unis. En adoptant cette politique, les États-Unis auraient pu parvenir à réduire le nombre de leurs armes intercontinentales dans des proportions considérables. En se donnant les moyens de détruire 50 villes (un nombre plus que suffisant pour exercer une dissuasion efficace) et en prévoyant une marge de sécurité suffisante pour

être en état de riposter après une première frappe soviétique et pour parer aux dysfonctionnements techniques, un maximum de 500 têtes nucléaires réparties, pour des raisons de sécurité, entre bombardiers et missiles – balistiques et de croisière, basés à terre et embarqués par les sous-marins – aurait suffi. Aujourd'hui encore, alors que la guerre froide n'est plus qu'un souvenir, l'arsenal américain compte environ 3 000 armes nucléaires de longue portée. Ce choix de la « première frappe exclue » aurait mis un terme à des décennies d'accumulation : sur un total supérieur à 10 000 armes nucléaires intercontinentales, 9 500 auraient pu être démantelées. Et aucune négociation n'aurait été nécessaire pour aboutir à une désescalade réciproque, puisque, faute de cibles pertinentes, la plupart des armes soviétiques auraient perdu toute fonction[6].

C'est pourtant la configuration particulière de l'équilibre des forces qui empêcha que cette solution ne fût adoptée. En effet, la menace asymétrique, entretenue par les États-Unis, d'employer l'armement nucléaire de façon *sélective*, en réponse à une attaque conventionnelle, établissait un lien entre forces nucléaires et forces conventionnelles, celles-ci devant compenser l'infériorité de celles-là. Et c'est la menace d'un emploi sélectif qui maintenait le lien vital entre les États-Unis et l'allié européen, handicapé par sa proximité géographique avec l'Union soviétique. Les quelques têtes nucléaires nécessaires pour entretenir ce lien avaient une signification sans relation avec leur nombre, parce que leur simple existence suffit à mettre en branle la compétition anti-forces qui aboutit à élargir sans fin l'arsenal nucléaire. Mais ces quelques ogives indispensables n'auraient pu être éliminées sans remettre en cause le fondement même de l'Alliance, qui exposait les États-Unis à la menace nucléaire et donnait leur raison d'être à ses armes nucléaires, sur la scène internationale.

Au cours de la guerre froide, le conflit nucléaire a été le plus souvent envisagé sous la forme d'une escalade irrépressible se poursuivant jusqu'au stade ultime des frappes généralisées contre les populations civiles.

D’autres formes auraient été possibles. Mais dans cette éventualité extrême, les effets de la logique paradoxale auraient été, eux aussi, extrêmes : l’emploi à grande échelle de la force nucléaire aurait tellement outrepassé le point culminant de l’utilité qu’il en aurait résulté un renversement radical, les attaques les plus dévastatrices équivalant alors à l’absence d’attaque, du point de vue de chaque camp, à la fois agresseur et victime. Après l’anéantissement des grandes villes et de leur population, aucun des camps n’aurait pu tirer le moindre avantage de la catastrophe réciproque, même dans l’hypothèse où il serait resté des survivants pour commenter le bilan.

*1. Entre autres innovations, le nombre de divisions fut augmenté d'un tiers et chaque division réduite à deux régiments (au lieu de trois). Ces divisions « binaires » devaient faire preuve d'une plus grande souplesse dans l'action. De fait, elles contribuèrent seulement à augmenter l'administration et les frais de gestion.

*2. L'intimidation s'abritait derrière des déclarations pleines d'onction : les souverains-clients, à l'image d'Hérode, étaient déclarés « amis du peuple romain » et le consul romain C. Flaminius proclama la « liberté de tous les Grecs ». Elle pouvait aussi s'exercer avec brutalité. En 168 avant J.-C., C. Laenas Popilius invita fermement le roi séleucide Antiochus Épiphane IV à quitter l'Égypte et la Judée alors qu'il se déplaçait avec ses troupes. Popilius, sans armée, avait pour toute force une résolution du Sénat qui laissait au roi le choix entre une retraite immédiate et la guerre avec Rome. Quand Antiochus demanda un délai de réflexion, Popilius traça un cercle dans le sable autour de ses pieds et exigea une réponse immédiate. Pour le souverain, l'humiliation était aussi considérable que l'enjeu, au moment où les richesses de l'Égypte étaient à portée de sa main. Pourtant, il obéit : les Romains venaient de vaincre un roi hellénistique, Persée de Macédoine, et n'auraient pas hésité à en détruire un autre. Cet épisode rapporté par Polybe (livre 29) illustre à la perfection la notion moderne de « contrainte ».

*3. Au cours de la guerre froide, plusieurs crises ont pris une ampleur suffisante pour que l'éventualité d'une confrontation nucléaire soit évoquée. La liste usuelle comprend l'Iran (1946), Berlin (1948), la Corée (1951 et 1953), Quemoy-Matsu (1954), Berlin (1959 et 1961), Cuba (1962), Pueblo-Corée (1968), Inde-Pakistan (1971), Égypte-Israël (1973). Parmi celles-ci, seules les trois crises de Berlin et la crise des missiles, impliquant Cuba, ont eu une forte dimension émotionnelle.

CHAPITRE 15

# HARMONIE ET DISSONANCES DANS LA GUERRE

Comme nous l’avons vu, dans la dimension verticale de la stratégie, les niveaux ne se superposent pas de façon harmonieuse. Ces dissonances ont des conséquences que nous allons maintenant explorer. Si une arme est techniquement inefficace, tactiquement inadéquate, d’une valeur opérationnelle discutable et sans objet au niveau de la stratégie de théâtre, il est facile de prédire son sort au niveau décisif de la grande stratégie, là où elle doit remplir sa fonction. Sujette à des erreurs d’évaluation par l’adversaire, sujette, par ailleurs, à toutes formes de contre-mesures, cette arme ne devrait guère contribuer à la suasion que l’armée, dans son ensemble, peut espérer engendrer. Et soumise à toutes les contingences du combat, elle ne contribuera pas plus à augmenter les chances de victoire en cas de guerre. On peut attendre d’un enchaînement également harmonieux, de niveau à niveau mais, cette fois-ci, positif, qu’il produise de bons résultats au niveau de la grande stratégie, aussi bien pour la suasion que dans la guerre.

Lors de son introduction à la fin du XVII$^{e}$ siècle, même la modeste baïonnette représenta une évolution significative, en permettant, pour la première fois, d’équiper tous les soldats à pied d’armes à feu. L’armée française, qui l’utilisa la première sur une large échelle, lui doit un certain

nombre de victoires, parce que son infanterie disposa alors d'une puissance de feu supérieure à celle des troupes ennemies aux effectifs équivalents, mais équipées, pour partie, de piquiers. Cette arme ancienne, honorée sous le nom de « pique puissante » ne trouva pas un groupe social pour la défendre, comme les Mamelouks d'Égypte avaient sauvegardé leurs épées en résistant à l'introduction des armes à feu.

La baïonnette fut rapidement adoptée parce qu'elle ne provoquait aucun bouleversement – elle était compatible avec les tactiques et les méthodes opérationnelles en vigueur, ainsi qu'avec l'organisation régimentaire existante. La transformation des piquiers en mousquetaires n'exigeait qu'une formation rapide et les conséquences sur les fournitures étaient insignifiantes, à une époque où une centaine de cartouches par homme suffisaient pour la durée d'une campagne. De ce fait, l'innovation technique s'intégrait dans l'enchaînement des niveaux de la stratégie, sans créer de heurt ni perdre de son efficacité, laquelle était manifeste au niveau de la grande stratégie, même si la généralisation de son usage finit par annuler l'avantage initial des armées françaises.

En 1940, l'introduction du réseau de radars avancés en Grande-Bretagne – le *Chain Home* –, alors que commençait la Bataille d'Angleterre, eut des résultats similaires. La tâche de la défense aérienne, au niveau de la stratégie de théâtre, ne s'en trouva pas modifiée et aucun changement ne fut apporté aux niveaux tactique et opérationnel : avec ou sans radar de détection des appareils ennemis, la mission des chasseurs, les manœuvres pendant le combat, la coordination au sein des escadrilles et des groupes restaient identiques. Dans ce cas encore, l'innovation technique ne rencontra aucun obstacle aux trois niveaux précédents de la stratégie et démontra son efficacité sur le plan de la grande stratégie, sous la forme de gains *numériques*. Envoyés sur leurs objectifs en temps voulu, grâce aux données fournies par les radars, les chasseurs de la Royal Air Force ne furent plus contraints de patrouiller au hasard, à la recherche d'avions

ennemis. Les appareils pouvaient rester au sol et attendre un plan de vol établi par le centre radar du commandement de la chasse, qui mentionnait les coordonnées de leur cible. La Luftwaffe pouvait être combattue sans déperdition de force, les avions étant tous en état d'alerte et les pilotes ayant pu se reposer depuis leur engagement précédent. De même que l'introduction de la baïonnette avait accru le nombre de mousquetaires, le radar permit d'augmenter le nombre de pilotes opérationnels pour des vols d'interception, les effets de l'innovation technique se propageant sans interférences jusqu'au niveau de la grande stratégie.

Mais que se passe-t-il en cas de dissonances ? Nous en avons déjà rencontré l'exemple simple et significatif d'un succès obtenu à un niveau mais annulé au niveau suivant, avec la mitrailleuse française, en 1870. L'amélioration technique indiscutable de la cadence de tir était restée sans effet au niveau tactique. En conséquence de cette dissonance, les premières mitrailleuses n'introduisirent aucune différence au niveau de la grande stratégie.

Ce cas de figure n'est pas si rare quand des armes véritablement nouvelles sont introduites. Le progrès technique et le changement organisationnel obéissent à des rythmes et à des motivations différents, si bien que des dissonances fatales peuvent s'installer et persister entre ces deux réalités. Par exemple, les drones (ou véhicules aériens pilotés à distance) pour l'observation aérienne furent adoptés par les Israéliens dès les années 1970 et utilisés de façon systématique en 1982, pendant la guerre du Liban. Mais, comme ce type d'appareil n'appartient pas à l'arsenal habituel des forces terrestres – ce ne sont ni des chars ni des canons – et empiète sur les missions des aviateurs (ils remplacent les avions de reconnaissance aérienne), leur adoption ne suscita guère d'enthousiasme. L'armée américaine les utilisa avec parcimonie pendant la guerre du Golfe. Au Kosovo, encore, seul un nombre réduit d'appareils vola, la plupart importés d'Israël. La capacité de surveiller les forces ennemies en continu a

des implications révolutionnaires – d'un point de vue tactique et opérationnel –, les coûts sont modérés et les pertes en vie humaines sont exclues, mais aucun de ces avantages n'a suffi à surmonter l'aversion de la bureaucratie pour un nouvel équipement qui n'entre pas dans les catégories établies.

En règle générale, les dissonances ont des effets plus subtils et plus mesurés. Ils n'atteignent pas le stade de la négation absolue, mais mettent en jeu une interpénétration complexe du succès et de l'échec. Pour en revenir à notre image de la stratégie, il arrive que les flux contraires de l'action et de la réaction débordent vers le niveau supérieur ou inférieur aux extrêmes du succès et de l'échec.

## *Interpénétrations*

Considérons maintenant un exemple de dissonance classique dans l'histoire militaire récente, celui du corps expéditionnaire allemand en Afrique du Nord, dont l'histoire s'est déroulée sur plusieurs années, au milieu de la Seconde Guerre mondiale. Au moment même où le lieutenant-général Erwin Rommel était envoyé à Tripoli, capitale de la Libye italienne, en février 1941, avec une seule division blindée incomplète, Hitler avait décidé que l'Égypte ne valait pas la peine d'être conquise et les préparatifs de l'opération *Barbarossa* – l'invasion de l'Union soviétique – étaient déjà très avancés [1].

Les ordres reçus par Rommel donnaient des limites très strictes à sa mission : il devait aider les Italiens à repousser l'offensive britannique au moment où celle-ci semblait sur le point de chasser les forces de l'Axe d'Afrique du Nord, mais il ne devait pas avancer en territoire égyptien. Même la reconquête de la Cyrénaïque, vaste région à l'est de la Libye, si elle était décidée, devrait attendre l'automne.

Ces restrictions elles-mêmes étaient superflues. Les forces de Rommel étaient beaucoup trop limitées pour initier une offensive, le général n'avait par ailleurs jamais mis les pieds en Afrique, il ignorait tout de la guerre dans le désert et rien ne préparait l'armée allemande à affronter cet environnement difficile, pour lequel elle ne possédait ni équipement ni entraînement[2]. Ses véhicules n'étaient pas dotés de filtres contre le sable et les Allemands ne savaient même pas qu'un régime diététique maigre était indispensable pour affronter le climat torride du désert[3]. Selon les calculs de l'OKH (le haut commandement militaire allemand), une offensive de reconquête de l'Égypte exigeait au moins quatre divisions blindées et une couverture aérienne correspondante. Il n'était pas question de distraire des moyens de cette envergure avant l'opération *Barbarossa*, et, quoi qu'il en soit, les moyens de transport motorisés étaient insuffisants pour assurer le ravitaillement à travers les vastes étendues libyennes – la Via Balbia, seule route existante, joignait Tripoli à l'Égypte en longeant la Méditerranée[4]. En outre, la route maritime depuis les ports d'embarcation italiens était peu sûre ; les sous-marins britanniques et les avions basés à Malte y attaquaient avec succès les navires ennemis. Enfin, le port de Tripoli n'avait pas les dimensions requises pour débarquer des moyens de cette envergure[5]. Après avoir pris en compte toutes ces données, l'OKH avait conclu que la conquête de l'Égypte était une impossibilité logistique.

Du point de vue de la stratégie de théâtre, les Britanniques bénéficiaient d'une situation incomparablement plus favorable. D'ouest en est, ils contrôlaient l'Égypte et la Palestine, la Transjordanie, l'Irak et le golfe Persique. Du nord au sud, leur contrôle s'étendait sur toute l'Afrique, depuis l'Égypte et le Soudan jusqu'au Cap. Leurs forces militaires en Afrique du Nord, incluant des contingents indiens, australiens, néo-zélandais et sud-africains, étaient déjà supérieures à celles que l'Allemagne pouvait espérer mobiliser et d'une meilleure qualité que le contingent italien dirigé par Rommel.

L’avantage logistique des Britanniques était encore plus grand : ils disposaient d’une route maritime, longue mais sûre, par Le Cap, de ports aux deux extrémités du canal de Suez, d’une bonne route d’accès et d’une ligne ferroviaire joignant le canal au Caire et à Alexandrie, de bases et d’ateliers bien équipés, de matériel de transport en quantité et d’un accès facile aux réserves de pétrole. Dans ces conditions, que pouvait-on redouter de Rommel, sinon un modeste effort défensif ?

Rommel arriva à Tripoli le 12 février 1941, avec un état-major réduit et le titre de commandant en chef des forces allemandes en Libye[6]. Deux jours plus tard, le bataillon de reconnaissance et le bataillon antichars de la 5e Division « légère » débarquaient, soit quelque 2 000 hommes, accompagnés de canons et de véhicules blindés, mais sans chars. Malgré le risque d’attaques aériennes, Rommel ordonna le déchargement immédiat des navires, de nuit et à la lumière des projecteurs. Le lendemain, 15 février, la petite troupe défilait dans les rues de Tripoli avant de prendre la route, sans délai, vers l’est. Les Britanniques s’étaient emparés de Benghazi, la capitale de la Cyrénaïque, à 900 kilomètres de Tripoli, et avaient encore progressé de 150 kilomètres au-delà, mais ils ne montraient aucun empressement à poursuivre leur avancée (la campagne de Grèce était sur le point de commencer et certaines unités britanniques étaient transférées vers ce nouveau front). Dans ces circonstances, Rommel aurait pu remplir sa mission – la défense de Tripoli – sans lancer la moindre attaque. Il était supposé attendre l’arrivée d’une deuxième division, la 15e de Panzer, prévue pour la mi-mai, avant d’entreprendre une quelconque offensive, et ne devait pas s’avancer au-delà d’Agedabia, aux portes de la Cyrénaïque, avant d’en avoir reçu l’ordre.

Rommel ne respecta pas les consignes de l’OKH. Sans organiser l’arrivée du ravitaillement ni même ses transports, sans attendre que ses hommes s’acclimatent aux conditions locales, il entraîna ses modestes forces vers l’avant aussi vite qu’il le pouvait. Le 26 février, la toute

première escarmouche avec les troupes britanniques eut lieu à 750 kilomètres de Tripoli. Une semaine plus tard, le seul régiment de Panzer de la 5e Division légère débarquait à Tripoli avec ses cinquante chars et filait vers l'est après avoir paradé dans la ville. Un mois plus tard, le 2 avril 1941, Rommel livrait sa première bataille pour s'emparer d'Agedabia, à 800 kilomètres de Tripoli, à la base du grand saillant formé par la Cyrénaïque, tenu par les forces britanniques, disposées tout le long de la route côtière. De cette ville, où il était censé s'arrêter, les pistes de chars coupaient la base du saillant pour rejoindre la côte, à proximité de la frontière égyptienne.

Contrevenant ouvertement à un ordre de Hitler lui-même, Rommel partagea en deux son unique division[7]. Le groupe le plus réduit pourchassa les forces britanniques qui faisaient retraite le long de la route côtière, pendant que l'autre coupait la base du saillant cyrénaïque par les pistes caravanières rocailleuses pour couper la retraite britannique. Rommel, ne laissant à personne le soin de conduire les troupes, était le plus souvent lui-même en tête de colonne. Deux jours plus tard, le 4 avril 1941, le groupe qui longeait la côte entrait dans Benghazi, le 9, le groupe de contournement émergeait du désert face à Tobrouk, le port de Cyrénaïque orientale utilisé comme base principale par l'armée britannique, à plus de 1 500 kilomètres de Tripoli. À cette date, Rommel aurait dû être encore à Tripoli, dans l'attente de sa seconde division. Pour atteindre la route côtière et Tobrouk dans des délais aussi courts, ses troupes avaient dépassé le rayon d'action des lignes de ravitaillement embryonnaires, qui s'étiraient à partir de Tripoli. Les unités se procuraient leur carburant en envoyant vers l'arrière les rares camions ou en s'emparant des réserves britanniques ; la moitié des chars avaient subi des pannes au court du trajet, les hommes étaient si épuisés qu'ils pouvaient à peine garder les yeux ouverts, et ses forces, déjà restreintes, étaient dispersées à travers le désert.

Les Allemands progressaient à une vitesse telle et s'enfonçaient si loin que les forces britanniques à l'ouest de Tobrouk furent prises à revers, coupées de leurs arrières ou contraintes de se replier dans une atmosphère de panique, en abandonnant derrière elles plus d'équipement que n'en avaient les Allemands en débarquant, ainsi que des quantités considérables de vivres, de carburant et de munitions[8]. À chaque fois, le même scénario se répétait : de petites colonnes de transports de troupes et de tracteurs d'artillerie, ainsi qu'une poignée de chars, émergeaient du désert et attaquaient par surprise les colonnes motorisées, les trains d'artillerie et les unités d'infanterie qui se repliaient le long de la route côtière. Bien que numériquement supérieures, les unités blindées britanniques semblaient incapables de se trouver au bon endroit au moment voulu pour soutenir l'artillerie et l'infanterie. En revanche, lorsqu'il leur arrivait de combattre seules, sans le soutien de l'artillerie et de l'infanterie, elles constituaient des cibles de choix pour les canons antichars allemands[9]. Il est clair que l'allant de Rommel et ses méthodes de commandement conféraient un avantage opérationnel immense aux forces allemandes. Sa présence sur le terrain permettait aux Allemands d'agir et de réagir beaucoup plus vite que les Britanniques, tout comme un pilote de chasse parvient à manœuvrer à l'intérieur même du cercle que décrit son adversaire moins agile et prend celui-ci à revers alors qu'il cherche encore à réagir au virage.

L'avance prise par Rommel durant le printemps 1941 ne se prolongea pas par une victoire au Caire. Au contraire, elle inaugura deux années d'offensives spectaculaires suivies de replis hâtifs par un camp puis par l'autre, chaque fois que l'un d'entre eux outrepassait le point culminant du succès. Aussi considérable qu'il ait été, l'avantage opérationnel des Allemands en Afrique du Nord pouvait, au mieux, réduire leur handicap extrême au niveau de la stratégie de théâtre, mais, en aucun cas, il ne suffisait pour produire des effets au niveau de la grande stratégie et leur assurer une victoire décisive. Et cela pour une raison évidente : du point de

vue allemand, la campagne d'Afrique n'était qu'une péripétie secondaire dans un affrontement planétaire. Son issue était subordonnée aux développements décisifs sur les théâtres principaux : le front de l'Est, où l'Allemagne avait engagé des troupes cent fois plus nombreuses ; l'Europe de l'Ouest, après le Débarquement allié du 6 juin 1944 ; les théâtres du Pacifique et d'Asie, où évoluait une part importante des troupes américaines ; l'Atlantique Nord, où l'affrontement entre les navires alliés et les sous-marins allemands devait décider de l'approvisionnement des Alliés en Europe ; et le ciel allemand où se développait la guerre des bombardiers contre les sites industriels.

## *Succès vertical et échec horizontal*

En réalité, les différentes confrontations militaires qui devaient déterminer l'issue de la bataille en Afrique du Nord étaient elles-mêmes conditionnées par l'insuffisance fondamentale de Hitler, en tant que chef d'État, dans la dimension horizontale. En agissant de façon à unir toutes les grandes puissances industrielles du monde contre l'Allemagne, l'Italie et leur lointain allié japonais, il préparait la défaite inéluctable de son pays, en dépit des victoires accumulées sur les champs de bataille. Pour avoir choisi l'Empire britannique, les États-Unis et l'Union soviétique comme ennemis, l'Italie, la Slovaquie, la Croatie, la Hongrie et la Roumanie comme alliées, Hitler s'était condamné à l'échec. Seul un succès colossal dans la dimension verticale aurait pu compenser cette erreur colossale dans la dimension horizontale. Mais un succès militaire d'une telle ampleur était inconcevable, du fait de l'infériorité des ressources matérielles de l'Allemagne, conséquence la plus évidente de son infériorité dans la dimension horizontale.

Au niveau de la grande stratégie, là où confluent les deux dimensions, les premiers succès militaires allemands et japonais – appartenant à la dimension verticale – estompèrent d'abord leur faiblesse fondamentale dans la dimension horizontale. En particulier, l'occupation, par l'Allemagne, de la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest et des régions occidentales de l'Union soviétique, dotées d'importantes capacités industrielles, de même que la mainmise japonaise sur le caoutchouc et l'étain de Malaisie, comme sur le pétrole indonésien, tendirent à réduire le déséquilibre dans l'accès aux ressources, qui était la conséquence de leur échec dans la conduite des relations internationales. Au niveau de la grande stratégie, l'avantage que maintinrent les pays de l'Axe pendant les premières années de guerre, et qui résultait de leur meilleure préparation et de compétences supérieures, réduisait l'énorme avantage des Alliés dans la dimension horizontale. De ce point de vue, la coopération fructueuse entre le gouvernement conservateur britannique et l'Union soviétique de Staline mérite d'être comparée avec la déclaration de guerre aux États-Unis, décidée de manière irraisonnée par Hitler après Pearl Harbor, ou à la grossière erreur de calcul qui conduisit à l'attaque de la flotte américaine, alors que le véritable objectif du Japon était l'Asie du Sud-Est.

Une fois que les Alliés mobilisèrent leurs ressources humaines et matérielles de manière conséquente, la supériorité qu'ils tenaient de leur avantage dans la dimension horizontale commença à influencer la confrontation militaire sur un théâtre après l'autre. Dès lors, les Allemands et les Japonais ne furent plus en mesure d'engranger de nouveaux gains au niveau de la grande stratégie : leur avantage qualitatif, en matière militaire, ne suffisait plus à compenser leur infériorité numérique. Dans une étape suivante, le savoir-faire accru des soldats, des marins et des aviateurs alliés, l'émergence de cadres compétents, les avancées technologiques et l'adoption de tactiques et de méthodes appropriées privèrent les Allemands et les Japonais, dans une forme de guerre après l'autre, sur un théâtre après

l’autre, de la supériorité dont ils avaient bénéficié jusque-là aux niveaux tactique et opérationnel.

En maîtrisant la qualité, en plus de la quantité, les Alliés ne perdaient plus, dans la bataille, l’avantage qu’ils tenaient de leur supériorité dans la dimension horizontale. Au confluent de la grande stratégie, le résultat se manifestait par la réoccupation de territoires perdus, par des dommages plus importants infligés aux industries allemande et japonaise lors des bombardements et, finalement, par l’interdiction des routes maritimes aux Japonais grâce aux sous-marins. Pour avoir mal choisis leurs alliés aussi bien que leurs ennemis, les pays de l’Axe commencèrent à perdre tous les gains obtenus par leurs agressions insolentes de la période 1939-1942, fruits d’une combinaison particulière de compétence militaire et de cécité politique. Au bout du compte, les victoires finales des Alliés, en 1945, furent totales, en raison des effets mutuellement cumulatifs de leur supériorité dans les deux dimensions : les armées de l’Axe, toujours plus surclassées dans les domaines technique, tactique, opérationnel, souffraient aussi d’un déclin numérique rapide sur chaque théâtre. Mais leur faiblesse numérique résultait de la multiplication même des théâtres, qui trahissait une incompétence totale et continue dans la dimension horizontale.

Mais la conclusion de la Seconde Guerre mondiale est-elle conforme à la logique de la stratégie ? Après tout, la faiblesse croissante des Allemands et des Japonais dans la dimension verticale n’aurait-elle pas dû, en toute logique paradoxale, leur conférer un avantage dans la dimension horizontale et contribuer à ralentir, voire à mettre un terme à leur déclin ? Les progrès des Alliés vers une victoire totale sur les différents théâtres de guerre, l’esquisse d’une redistribution de la puissance géopolitique pour l’après-guerre favorisaient alors une fragmentation de l’Alliance. Une poursuite de la guerre sur la même voie conduisait à une confrontation entre l’Union soviétique, d’une part, la Grande-Bretagne et les États-Unis, de

l’autre, Allemands et Japonais devenant alors de précieux alliés potentiels pour l’un et l’autre camp.

Handicapée par son infériorité technique et industrielle, l’Union soviétique aurait eu grand besoin du savoir-faire allemand et japonais. Pour les Britanniques et les Américains, les troupes allemandes et japonaises auraient constitué un capital décisif dans l’hypothèse d’une confrontation avec une puissance continentale dotée d’une profondeur géographique aussi impressionnante que l’Union soviétique. Ni un parti ni l’autre n’avait donc avantage à une destruction du Japon et de l’Allemagne si totale qu’elle les priverait du moindre rôle dans la situation internationale qui commençait à se dessiner.

Les hommes d’État allemands et japonais auraient pu tirer parti de cette perspective si les deux régimes ne s’étaient pas engagés dans des voies si radicales qu’elles excluaient tout accommodement. S’il n’y avait pas eu le traumatisme de Pearl Harbor, avec ses sinistres connotations, amplifiées par un racisme virulent dans l’opinion américaine, s’il n’y avait pas eu tous les méfaits du nazisme, Japonais et Allemands auraient pu marchander au plus offrant des deux camps ce qui leur restait de force et leur futur potentiel. Mais le vide politico-diplomatique était tel, à Berlin comme à Tokyo, qu’aucune tentative ne fut même esquissée, bien que le Japon ait réussi à rester en paix avec l’URSS jusqu’à la veille de sa reddition.

On le sait aujourd’hui, Staline était convaincu que les Britanniques employaient tous leurs efforts à convaincre les trop innocents Américains de conclure une alliance avec l’Allemagne nazie avant que la défaite finale de cette dernière ne rende impraticable sa collaboration au combat contre l’Union soviétique. Aux yeux de Staline, il paraissait tout bonnement illogique que Britanniques et Américains ne se préparent pas à l’inévitable confrontation de l’après-guerre en s’assurant la précieuse alliance allemande, qu’ils pouvaient obtenir sans la moindre difficulté. Lui-même se préparait à la nouvelle situation depuis 1943 et tenait assez peu de cas des

crimes nazis pour avoir, en 1939, signé avec l'Allemagne un traité dont il avait tiré le meilleur parti. Il ne voyait donc aucune raison pour que Britanniques et Américains n'agissent pas exactement comme il l'aurait fait à leur place, sans doute à la faveur d'une destitution de Hitler et de son remplacement par un gouvernement militaire qui poursuivrait la guerre, mais contre l'Union soviétique exclusivement. C'est la raison pour laquelle le coup d'État manqué des généraux contre Hitler, le 20 juillet 1944, renforça les suspicions soviétiques, au même titre que les contacts britanniques et américains avec des officiers allemands (qui existèrent dans les toutes dernières semaines de la guerre, lors de redditions locales, accompagnées de pourparlers [*1]).

Si les suspicions de Staline à l'égard des Britanniques et des Américains étaient infondées, sa compréhension de la logique stratégique n'en mérite pas moins d'être soulignée. L'alliance américaine avec les Allemands et les Japonais se réalisa juste comme il l'avait envisagée (et Hitler, avec lui, dans ses derniers jours), mais seulement après que la guerre eut pris fin et que de nouveaux partenaires, au profil très différent, eurent émergé. Pendant le conflit, toutefois, les tendances centrifuges, manifestes au niveau horizontal, ne vinrent pas à bout de l'Alliance, si bien qu'aucune force n'empêcha la défaite de l'Axe, qui se réalisa dans la dimension verticale pour chaque forme de guerre et sur chaque théâtre important.

## *Les limites de l'interpénétration*

Rommel aurait-il connu la victoire pendant la campagne d'Afrique, que son sort n'aurait pas été différent de celui des garnisons allemandes des îles Anglo-Normandes, du Danemark et de Norvège qui, bien que jamais défaites militairement, durent se rendre le 7 mai 1945. Mais, comme on le sait, Rommel ne fut pas victorieux. Aussi importante que fut la supériorité

opérationnelle allemande, elle ne pouvait suffire à annuler les facteurs spatiaux et leurs effets au niveau de la stratégie de théâtre. Pour peu que l'on regarde au-delà de la seule Afrique du Nord, l'infériorité allemande apparaît alors dans ses véritables proportions. On peut spéculer sur le cours qu'auraient pris les événements si Rommel avait commandé des forces plus importantes et si celles-ci avaient été mieux approvisionnées. Peut-être aurait-il alors atteint ses objectifs ultimes : Le Caire et le canal de Suez, à 2 500 kilomètres de Tripoli. Le succès aurait été retentissant pour un général dont les talents ne dépassaient pas le niveau opérationnel et qui, de toute évidence, n'avait aucune notion de la stratégie de théâtre [10]. La victoire aurait alors couronné une bataille ou une série de batailles, mais pas une campagne, car la campagne ne se serait pas achevée à ce point.

Si Rommel avait atteint Le Caire et le canal de Suez, les Britanniques auraient poursuivi le combat, formant sans doute un nouveau front au sud du Caire, à partir de leurs bases en Haute-Égypte et au Soudan, et un autre front sur la rive orientale du canal, en prenant appui sur leurs bases en Palestine et en Transjordanie, avec dans les deux cas la mer Rouge comme voie maritime d'approvisionnement. À défaut d'un soutien militaire direct des États-Unis, les Britanniques auraient obtenu une assistance américaine pour établir des bases, des ateliers, des hôpitaux de campagne, des routes, des voies ferrées et des ports, afin d'accumuler les points d'appui pour une prochaine reconquête. Dans l'impossibilité d'obtenir une reddition britannique, qui se jouait à Londres et non au Caire, les Allemands auraient été placés devant une alternative : attendre passivement, alors que les efforts britanniques auraient menacé, de façon croissante, leur mainmise sur l'Égypte, ou poursuivre l'offensive pour s'emparer des zones à partir desquelles la contre-offensive se préparait. Prolongée vers la Haute-Égypte et le Sinaï, l'entreprise de conquête épique aurait encore accru la célébrité de Rommel, mais à défaut d'une reddition décidée à Londres, la conclusion de la campagne aurait encore été repoussée. Tout comme en Asie, la perte

de la Malaisie, de Singapour et de la Birmanie, conquis par les Japonais, les avait repoussés jusqu'en Inde, les Britanniques auraient poursuivi le combat, résistant dans les vastes étendues désertiques de Transjordanie, aussi bien qu'en Syrie et dans les étendues plus vastes encore du Soudan et ravitaillant le front, à l'est, par le golfe Persique et l'Irak ; au sud, par Le Cap et l'Afrique de l'Est. Une nouvelle fois, ils auraient reconstruit des points d'appui et accumulé des renforts, jusqu'au moment où une contre-offensive aurait pu être envisagée, comme les renforts dirigés sur l'Inde après 1942 leur permirent de reconquérir la Birmanie, en 1944 (la reconquête de la Malaisie et de Singapour, étape suivante, n'eut pas lieu, en raison de la reddition japonaise).

Une fois leurs forces étirées de la Libye à la Transjordanie et, vers le sud, jusqu'au Soudan, les Allemands auraient à nouveau été confrontés à la même alternative : tenir les deux fronts contre un ennemi accumulant des forces ou lancer une nouvelle série d'offensives pour s'emparer des zones depuis lesquelles leurs conquêtes continuaient à être menacées. Aussi longtemps que la campagne ne serait pas parvenue à conclusion, toutes leurs positions à partir de Tripoli auraient été en jeu et n'auraient pu être tenues qu'à la condition de poursuivre l'affrontement – dans des conditions contraires pour les Allemands sur lesquels déferlait la vague de la force matérielle, en conséquence de leur échec fondamental dans la dimension horizontale de la politique internationale. En définitive, Rommel aurait dû progresser à travers l'Afrique de l'Est jusqu'au Cap et, vers l'est, au-delà de l'Irak et de l'Iran jusqu'à conquérir l'immensité du sous-continent indien, afin de parachever sa campagne par une victoire. À ce point seulement, les Britanniques n'auraient plus disposé de points d'appui pour tenir un front. À moins d'être expulsés d'Afrique et repoussés en Inde jusqu'à la frontière birmane, tenue par les Japonais, les Britanniques étaient en mesure de menacer toutes les conquêtes de Rommel, jusqu'à la lointaine Tripoli.

Quand Rommel atteignit le sommet de ses succès dans la profondeur du territoire égyptien, après les combats de la fin de l'été 1942, alors que l'offensive d'été en Russie parvenait jusqu'au Caucase et que les Japonais paraissaient sur le point d'envahir l'Inde, la crainte d'une offensive concertée de l'Axe prit forme chez les Alliés. Ils redoutaient qu'elle se déroule sur une échelle plus grande encore que les conquêtes napoléoniennes et qu'elle parvienne à opérer la jonction entre les forces allemandes et japonaises quelque part entre l'Iran et l'Inde. Nous savons aujourd'hui qu'un tel plan ne fut jamais élaboré, ni d'ailleurs aucun autre plan entre les pays de l'Axe, qui combattaient en cobelligérants beaucoup plus qu'en alliés, au plein sens du terme. Comme nous le savons aussi, chacune des trois offensives avait dépassé le point culminant du succès et quiconque aurait pu observer les fers de lance des spectaculaires avancées de 1942 aurait eu sous les yeux les chars de Rommel trop peu nombreux et à bout de carburant, une percée trop étroite de l'infanterie allemande bloquée dans les montagnes du Caucase et des troupes japonaises affamées, à l'extrémité de lignes d'approvisionnement beaucoup trop étirées.

Mais, même si une énergie réelle avait animé ces offensives, même si une logistique adéquate leur avait permis de se poursuivre, même si l'Inde avait été conquise par une double avancée japonaise et allemande, l'effort de guerre allié se serait maintenu autour de ses objectifs prioritaires. Malgré ses dimensions spectaculaires, la campagne d'Afrique prolongée jusqu'en Inde aurait encore été une confrontation périphérique. Il est indiscutable que les Alliés avaient beaucoup à y perdre : tout le capital humain de l'armée des Indes, dont les régiments, bien entraînés, contribuaient, à un niveau important, à la puissance militaire britannique sur de nombreux fronts ; la contribution, moins significative, de l'armée chinoise contre les Japonais ; le pétrole irakien et iranien, bien que la pénurie de pétroliers en limitât l'usage hors de la région (les Allemands auraient dû faire face au même problème) et l'industrie de guerre émergente – et encore limitée – en Inde

même. Dans l'ensemble, les ressources fournies par le Moyen-Orient et l'Inde aux Alliés étaient consommées sur place, alors que les deux régions requéraient un soutien extérieur pour leur défense. Entre forces militaires et ressources économiques, le bilan final n'aurait, au pire, guère affecté l'effort de guerre contre les Allemands et les Japonais, et peut-être même l'aurait-il amélioré.

Conformément à la logique paradoxale, l'échec au niveau de la stratégie de théâtre peut se convertir en bénéfice net au niveau de la grande stratégie – si le prix de la défaite n'est pas démesuré en termes de forces perdues – alors que les efforts investis sur les théâtres périphériques ne peuvent apporter la victoire. La règle valait pour les deux camps, pendant la Seconde Guerre mondiale, mais d'abord pour les pays de l'Axe, en raison de l'asymétrie fondamentale entre la situation des uns et des autres au niveau de la grande stratégie.

## *Victoire et défaite dans les deux dimensions*

Du fait de la grande supériorité de leurs ressources, les Alliés tiraient un avantage de chaque confrontation militaire qui réduisait la puissance militaire allemande ou japonaise, même quand leurs pertes étaient supérieures (pour autant que celles-ci n'atteignaient pas le point où elles auraient réduit l'écart entre les taux de croissance respectifs de leurs puissances militaires). Par exemple, si l'Allemagne produisait 500 chasseurs et autant de pilotes par mois et que Britanniques et Américains en produisaient trois fois plus pour le théâtre européen, même la perte de 3 chasseurs alliés pour prix de la destruction de 2 chasseurs allemands favorisait, en chiffres cumulés, la victoire alliée. En outre, pour les Alliés,

les destructions obtenues sur tous les fronts entraient dans le même calcul : la guerre d'usure n'a pas de théâtre périphérique.

Néanmoins, l'intérêt des Alliés était de concentrer leurs efforts sur les théâtres principaux. Non que la dispersion réduisît leurs chances de victoire – répétons-le, la guerre d'usure est cumulative –, mais elle ralentissait le processus, tout simplement parce que ce n'est pas sur ces théâtres que les forces ennemies pouvaient être combattues en plus grand nombre. Au-delà, c'est seulement sur les deux principaux théâtres, les territoires nationaux de l'Allemagne et du Japon, que la puissance militaire, dans la dimension verticale de la stratégie, pouvait être appliquée en vue d'accentuer la faiblesse des deux pays dans la dimension horizontale, en maintenant des blocus et en en détruisant les infra-structures et les centres industriels.

Pour les Allemands et les Japonais, la situation était d'une autre nature. Leurs victoires militaires – c'est-à-dire les succès engrangés dans la dimension verticale – ne pouvaient contribuer à leur victoire finale que dans la mesure où elles modifiaient la dimension horizontale. Les défaites des Alliés sur le terrain – et elles se succédèrent pendant les premières années du conflit – ne suffisaient pas à cette tâche, car elles ne diminuaient pas leur avantage fondamental dans la dimension horizontale, c'est-à-dire leur capacité supérieure à alimenter les fronts en hommes et en matériel [*2].

Les succès militaires des puissances de l'Axe n'étaient fructueux que là où ils pouvaient compenser les faiblesses de leur politique internationale, en minant les alliances constituées contre eux. Le cas se produisit quand l'Allemagne infligea une défaite totale à la Pologne, à la Belgique et à la France et leur retira tout rôle dans la guerre, ce qui améliora de façon sensible la situation de l'Allemagne dans la dimension horizontale. La conversion des gains de la dimension verticale à la dimension horizontale était inconcevable en Afrique du Nord, en raison de l'absence d'alliés potentiels ou de ressources stratégiques.

Le haut commandement de l'armée allemande était donc fondé à s'opposer à l'aventure de Rommel en Égypte. Bien que Hitler n'ait pas eu pour habitude de suivre l'avis de ses généraux, il n'envoya, cette fois, que de maigres renforts à Rommel dont il appréciait les exploits pour des raisons avant tout publicitaires : l'épopée exotique de l'intrépide général ravissait les lecteurs de la presse quand toutes les nouvelles du front russe, même les communiqués de victoire, avaient de sinistres résonances [11].

L'incursion de Rommel en Égypte ne pouvait avoir d'autres prétentions. Et l'on ne peut même pas dire que les efforts disproportionnés investis par les Britanniques pour l'arrêter furent distraits d'autres fronts, puisqu'aucun théâtre principal ne les mobilisait en 1941-1942, à la différence des Allemands, préoccupés par un nouveau théâtre depuis le 22 juin 1941, soit quelques semaines après l'arrivée de Rommel à Tripoli. Seul le front russe aurait pu offrir à l'Allemagne des résultats indiscutables, au niveau de la grande stratégie. En affrontant l'Union soviétique, les Allemands créaient au moins la possibilité d'une victoire car, sur ce théâtre, le succès vertical pouvait produire des conséquences horizontales. Le contrôle exercé par l'occupant sur des fractions du territoire et sur ses habitants handicapait l'Union soviétique, dans les mêmes termes que la perte d'un allié par des manœuvres diplomatiques l'aurait fait, et il renforçait l'Allemagne en proportion, comme si elle bénéficiait d'un nouvel allié, pour autant que les habitants et les ressources pouvaient être exploités en faveur de l'effort de guerre allemand. Une conquête totale de l'Union soviétique aurait aboli la faiblesse principale de Hitler et ses conséquences sur le terrain de la politique internationale. Elle aurait même pu lui permettre de surmonter son deuxième handicap, c'est-à-dire l'entrée en guerre des Américains aux côtés de la Grande-Bretagne.

Si les efforts investis en Afrique du Nord furent mesurés, le Japon aggrava son handicap fondamental dans la dimension verticale – handicap qui révélait un total manque de clairvoyance – en dispersant sa puissance

militaire sur des théâtres périphériques. Après l'attaque sur Pearl Harbor, les Japonais occupèrent la Malaisie, Singapour et l'Indonésie hollandaise, engrangeant les gains dans la dimension horizontale. Si la mainmise sur ces régions ne pouvait se comparer à un renversement d'alliance, elles offraient au Japon un accès à des ressources importantes : le caoutchouc, l'étain et l'huile de palme de Malaisie, et plus encore, le pétrole d'Indonésie hollandaise. Par ailleurs, la conquête des Philippines, accomplie avec des forces réduites, privait les Américains d'un relais dans le Pacifique Ouest. L'archipel avait vocation à servir de plate-forme aux bombardiers américains attaquant le Japon et, dans un deuxième temps, de base arrière pour une contre-offensive de grande ampleur. Du point de vue japonais, l'occupation était donc justifiée. Mais l'invasion de la Birmanie qui suivit, l'occupation des îles du Pacifique Sud, la tentative de s'emparer de la Nouvelle-Guinée et la poursuite du conflit en Chine constituaient une suite de diversions : le seul théâtre sur lequel le Japon aurait pu emporter une victoire définitive était le territoire américain.

Ayant résolu pour les Américains le dilemme qu'ils étaient incapables de trancher, en effaçant leurs divergences et en les forçant à entrer en guerre, les Japonais n'auraient pu surmonter leurs graves insuffisances en matière de politique internationale qu'à la seule condition d'une invasion des États-Unis. Pour convertir l'éphémère supériorité navale et aérienne, démontrée à Pearl Harbor, en victoire décisive au niveau de la grande stratégie, les Japonais devaient paralyser la puissance militaire américaine, parce que celle-ci était vouée à augmenter ses capacités bien au-delà des possibilités du Japon. La mobilisation de l'Amérique ne pouvait être étouffée ni en Chine, ni en Birmanie, ni dans le Pacifique Sud, ni en Nouvelle-Guinée. La seule perspective de victoire tenait à une invasion de la Californie, suivie de la conquête des centres vitaux du pays et culminant avec la signature, à Washington, d'une paix imposée. Jamais les moyens militaires du Japon impérial, même en mobilisant les forces d'occupation

présentes en Chine et ailleurs, n'auraient suffi à la tâche, ne serait-ce que pour de simples raisons de logistique et, en conséquence, une telle invasion ne fut jamais envisagée. Sans remplir cet objectif, cependant, le Japon ne pouvait être victorieux.

En conséquence, la *seule* issue raisonnable pour le Japon, après Pearl Harbor, aurait été de négocier la paix en marchandant ses capacités de résister à la puissance américaine pendant quelques années, contre les concessions que les Américains auraient daigné offrir pour éviter les inconvénients d'une guerre qu'ils auraient remportée. Lors des dernières négociations antérieures à Pearl Harbor, l'administration Roosevelt avait placé la barre très haut, exigeant le retrait des forces japonaises de Chine et d'Indochine française. Après Pearl Harbor, les exigences américaines auraient inévitablement été plus drastiques, allant peut-être jusqu'au retrait de Mandchourie, nouvelle colonie du Japon, et sans doute de Corée, colonie plus ancienne, sinon de Taïwan. En outre, après avoir fait l'expérience de l'efficacité militaire japonaise, les Américains auraient exigé un désarmement au moins partiel. Une telle humiliation après un succès aussi brillant que Pearl Harbor aurait été inacceptable, aussi bien politiquement que psychologiquement. Il n'existait pourtant aucune autre voie pour éviter une défaite totale.

Cet enchaînement logique donne la véritable mesure stratégique du remarquable succès tactique et opérationnel de Pearl Harbor : il équivalait à une défaite. Mieux aurait valu, pour le Japon, que les pilotes se perdent en route ou manquent leurs cibles. Ils se seraient couverts de ridicule mais, pour cette raison au moins, les États-Unis auraient abordé les pourparlers de paix dans de meilleures dispositions. Au niveau de la grande stratégie, la confluence entre les deux dimensions – horizontale et verticale – s'opérait dans un sens contraire aux intérêts japonais, à tel point que l'échec aurait été préférable au succès tactique et opérationnel de Pearl Harbor.

Le cas est loin d’être unique. Pour peu que la dissonance entre les deux dimensions soit marquée, les réussites tactiques ont souvent des effets néfastes au niveau de la grande stratégie. Lorsque, par exemple, une campagne de bombardements déclenche une forte réaction diplomatique et politique, *plus* de bombardements aboutit à un résultat *moins* souhaitable que moins de bombardements, et un pilonnage systématique est pire qu’un bombardement qui laisse les cibles intactes.

Quand il existe des dissonances criantes entre les différents niveaux de la dimension verticale, l’action militaire conduit à l’échec. Mais quand la dissonance se manifeste entre les deux dimensions, le succès sur l’axe vertical a souvent des conséquences plus graves que n’en aurait eu un échec.

Si l’on admet que la défaite du Japon impérial fut consommée dès que, après Pearl Harbor, il se défaussa de son seul objectif pertinent – c’est-à-dire Washington –, on comprend pourquoi aucun épisode de la guerre du Pacifique ne peut être tenu pour une victoire décisive. Au mieux, les batailles terrestres ou navales dans la mer de Corail, à Midway, en Nouvelle-Guinée ou à Guadalcanal accéléraient le rythme de l’inéluctable défaite japonaise. Même une victoire totale de la marine japonaise lors de la bataille de Midway, en 1942, n’aurait été qu’un revers temporaire. Les porte-avions américains – et non japonais – auraient-ils été détruits, la suprématie navale des États-Unis, assurée par la production de navires et d’avions et par la formation de personnel, aurait été restaurée dès 1944. Quant à une défaite encore plus radicale du Japon, à Midway, sa seule conséquence aurait été de rapprocher la conclusion inévitable, liée à la mobilisation militaire massive des États-Unis.

## *La rétribution de l’harmonie*

Si les Japonais perdirent la guerre en dilapidant le capital initial d'une victoire contre-productive, les Nord-Vietnamiens connurent la victoire après une série de succès militaires modestes dans la dimension verticale, combinés avec une activité diplomatique et politique intense dans la dimension horizontale. En aucun cas ils n'auraient pu gagner dans la seule dimension verticale, malgré leur bonne maîtrise tactique et opérationnelle et leur très légère infériorité au niveau de la stratégie de théâtre[*3]. Leur style de guerre – la furtivité – réduisait de beaucoup l'importance du niveau technique pour les deux parties, en dépit de l'enthousiasme obsessionnel des Américains pour tous les concepts techniques, les plus nouveaux et les plus sophistiqués, en particulier. Avec l'intervention américaine, la victoire du Nord ne pouvait plus dépendre d'une accumulation de succès tactiques parce que la péninsule indochinoise cessait d'être le théâtre principal, même si elle servait encore d'arène aux combats. La puissance accumulée contre le Vietnam du Nord avait sa source sur un autre théâtre, le territoire américain, où était produit tout l'équipement du Sud, du début à la fin de la guerre, et où étaient formées les forces militaires américaines opérant au Vietnam de 1966 à 1972. Si l'armée du Nord avait pu venir à bout de chaque nouveau contingent expédié sur le territoire vietnamien, cette succession de victoires dans la dimension verticale lui aurait permis de tenir jusqu'à l'arrivée de nouveaux contingents et cela jusqu'à sa défaite finale.

Par ailleurs, le Vietnam du Nord n'avait pas les moyens d'interrompre le flux de puissance militaire transitant par le Pacifique. Il ne disposait ni des sous-marins, ni de l'aviation nécessaires pour intervenir au large, ni de forces suffisantes au sol pour s'emparer des ports et des bases aériennes, du moins jusqu'à la toute dernière phase de la guerre. Des opérations militaires – dans la dimension verticale, donc – contre le territoire américain étaient inconcevables : si les Américains pouvaient bombarder le Vietnam du Nord à leur guise, la réciproque était impossible pour une simple question de distance. Ils y substituèrent la diplomatie et la propagande, dont le rayon

d’action stratégique est illimité, en parvenant d’abord à détériorer les relations entre les États-Unis et leurs principaux partenaires européens, avant de peser sur la situation intérieure des États-Unis, avec une redoutable efficacité.

Sans imposer une seule défaite d’ampleur aux forces américaines, sans jamais entamer la puissance matérielle des États-Unis, le Vietnam du Nord parvint à dissoudre le consensus politique sur lequel reposait l’effort de guerre, d’abord en obtenant le retrait du corps expéditionnaire américain, puis en tarissant le flux d’aide matérielle destinée au Vietnam du Sud. Les succès militaires sur le terrain étaient indispensables pour les Nord-Vietnamiens, non dans la perspective de remporter des batailles, dont l’issue ne pouvait être décisive, mais simplement pour prolonger la guerre et maintenir ainsi les conditions les plus favorables pour la diplomatie et la propagande.

Comme le montre l’exemple du Vietnam, même de modestes succès dans la dimension verticale peuvent se révéler suffisants pour remporter la victoire, dans la mesure où, au point de convergence de la grande stratégie, ils se combinent harmonieusement avec les succès obtenus dans la dimension horizontale. Réciproquement, il est impossible de vaincre grâce aux succès accumulés dans une seule dimension (ainsi que Mussolini s’y employa sans succès, en exploitant la diplomatie et la propagande et en négligeant la puissance militaire). Les gains d’Anouar El Sadate, après la guerre du Kippour, en octobre 1973, en sont une démonstration encore plus éclatante.

Les Égyptiens savaient que leur victoire ne se déciderait pas sur le seul terrain militaire. Ils estimaient pouvoir traverser le canal de Suez, neutraliser la petite garnison dont les effectifs ne dépassaient pas 450 hommes, mais ils n’escomptaient pas vaincre l’armée israélienne dans le Sinaï et, de là, imposer une négociation, voire envahir Israël. Ils pouvaient déployer des forces largement supérieures aux effectifs d’active

de l’armée israélienne, mais une fois les réserves mobilisées, Tsahal disposerait de sept divisions opérationnelles, dont une partie pourrait intervenir dans le Sinaï et vaincre les huit divisions égyptiennes, en raison de sa supériorité aérienne et blindée[12]. En d’autres termes, l’Égypte n’avait aucune marge de manœuvre dans la dimension verticale de la stratégie.

Si l’on se place dans la dimension horizontale, en revanche, la situation internationale était très favorable à l’Égypte en cette année 1973. Les États-Unis venaient juste de se retirer du Vietnam et n’étaient pas d’humeur à s’impliquer dans un autre conflit. De son côté, l’Union soviétique était d’autant plus disposée à intervenir sur la scène internationale qu’elle tenait à donner une réalité à la parité stratégique concédée par les États-Unis lors de la signature des accords SALT (Strategic Arms Limitation Talks) de 1972. Au-delà de ce déséquilibre, l’« arme du pétrole » commençait à produire ses effets. À la faveur de la baisse de la production aux États-Unis, les pays producteurs du golfe Persique et d’Afrique du Nord tenaient une place assez importante pour peser sur les prix. La demande mondiale croissante commençait à tirer les prix vers le haut, mais ils restaient encore dépendants des contrats de fourniture à long terme et des accords de partage des bénéfices entre gouvernements et compagnies pétrolières. Seule une réduction à grande échelle des exportations était susceptible de modifier l’équilibre du pouvoir en faveur des pays producteurs, en particulier pour définir le prix plancher au-delà du traditionnel 1,8 dollar par baril. Quand Sadate leur demanda d’imposer un embargo à tous les pays amis d’Israël, les pays arabes producteurs de pétrole s’exécutèrent avec diligence – ils ne concédaient pas un sacrifice au nom de la solidarité arabe mais servaient leur propre cause avec profit.

Israël, en revanche, était dans une situation diplomatique défavorable. Le pays ne disposait ni de pétrole ni d’autres ressources, se trouvait isolé, dans l’enceinte des Nations unies, face au bloc des pays arabes, musulmans et communistes, auquel les pays africains joignaient leurs voix, dans

l’espoir de gestes bienveillants de la part des pays producteurs de pétrole. En Europe, Israël était critiqué pour son peu d’empressement à entamer des négociations avec l’Égypte concernant la réouverture du canal de Suez ; et l’attrait des nouveaux marchés arabes, débouchés possibles des exportations européennes, jouait aussi un rôle dans l’isolement d’Israël.

Quand les circonstances sont défavorables, il arrive que la puissance, dans la dimension verticale, produise des bénéfices modestes, mais la puissance *potentielle* dans la dimension horizontale aboutit parfois à un résultat nul. Même en l’absence d’initiative égyptienne, les pressions diplomatiques croissantes auraient pu pousser les Israéliens à se retirer des territoires occupés, sans obtenir le traité de paix qu’ils demandaient en échange. Et le simple passage du temps devait accroître la dépendance des États-Unis, de l’Europe et du Japon à l’égard du pétrole arabe, et par conséquent les pressions diplomatiques sur Israël. Mais ces processus se développaient sur le long terme et n’avaient aucun caractère mécanique : si les États-Unis, après avoir surmonté le traumatisme vietnamien, avaient renoué avec une posture interventionniste et si les difficultés internes de l’Union soviétique avaient limité sa présence internationale, les pays arabes n’auraient jamais assumé les conséquences d’un embargo destiné à servir les intérêts égyptiens. En outre, leur position dominante sur le marché pétrolier ne pouvait durer éternellement.

Seule une action militaire était en mesure d’activer la force potentielle de l’Égypte dans la dimension horizontale. Cette force n’était pas de nature industrielle comme dans le cas des Alliés, pendant la Seconde Guerre mondiale, mais d’ordre diplomatique : elle consistait à exploiter le poids de l’Union soviétique et l’« arme du pétrole » arabe. Pour autant, les Égyptiens ne pouvaient pas gagner une guerre et ils le savaient. Mais ils n’avaient pas besoin d’une victoire totale pour augmenter les pressions diplomatiques sur Israël. D’ailleurs s’ils avaient pu marcher sur Tel-Aviv, ils n’auraient eu aucun besoin d’un soutien diplomatique. Cependant, ils n’auraient jamais

éveillé l'intérêt des Soviétiques et des Américains sans un déploiement militaire d'une certaine envergure : des raids de commandos et des tirs d'artillerie n'auraient pas suffi à l'affaire. Seule la traversée du canal de Suez était à la hauteur des enjeux, encore fallait-il que l'armée égyptienne ne se replie pas aux premiers signes de la contre-offensive israélienne, essuyant ainsi une défaite humiliante. Sadate avait besoin de remporter une bataille, à défaut de convertir ce succès en campagne victorieuse au niveau du théâtre.

Le canal de Suez, large d'une centaine de mètres, ne constitue pas un obstacle sérieux. De plus, les fortifications de la rive est étaient alors désaffectées, les Israéliens leur préférant une défense blindée mobile, fondée sur le déploiement rapide d'une division de chars en cas d'alerte. Comme toujours, ils accordaient aussi un rôle important à l'aviation[13]. Les Égyptiens ne s'inquiétaient pas pour la traversée du canal, mais cela ne résolvait pas leur problème crucial : comment faire face à la contre-attaque des blindés israéliens ? Ils escomptaient encore moins résister à l'impact de l'armée israélienne, une fois ses réserves mobilisées, dans un délai de trois à quatre jours après la traversée du canal. Entre-temps, l'aviation israélienne, supérieure à la chasse égyptienne, attaquerait de façon systématique les forces au sol, sur les deux rives du canal.

Le plan égyptien concocté pour surmonter ces problèmes en apparence insolubles est un modèle du genre, du fait de l'harmonie qu'il atteint, dans les dimensions verticales et horizontales comme entre ces deux dimensions.

Sur l'axe horizontal, la diplomatie était un élément important : la dictature militaire syrienne, avec laquelle l'Égypte entretenait des relations peu amènes, fut néanmoins convaincue de lancer une offensive concomitante. Israël devrait ainsi distraire une partie de ses forces vers les hauteurs du Golan au détriment de la contre-offensive dans le Sinaï. De fait, deux des cinq divisions blindées de la réserve furent dépêchées contre les Syriens pendant la première semaine de l'offensive.

Sur l’axe horizontal, toujours, le plan reposait aussi sur une combinaison déterminante de propagande et de désinformation, afin de bénéficier d’un effet de surprise maximal lors du lancement de l’offensive. La concentration des forces égyptiennes et la présence de matériel du génie, à proximité du canal, ne pouvant être dissimulées, tout fut entrepris pour persuader les Israéliens qu’un exercice de corps d’armée se préparait, comme d’autres s’étaient déroulés auparavant. Les Israéliens ne perçurent aucun signe d’une offensive imminente avant les toutes premières heures du 6 octobre 1973. Encore incertains de la réalité d’une offensive, ils ne se décidèrent à transmettre l’ordre de mobilisation qu’à 9 h 20. Dans de nombreux pays, le rappel des civils, leur incorporation et la formation des unités de combat sont une affaire de plusieurs semaines. Les Israéliens étaient capables de procéder à l’ensemble de ces opérations en moins de 24 heures, et d’envoyer des brigades blindées au complet sur le front du Sinaï en moins de 48 heures. Mais à 9 h 20, ce 6 octobre, il restait moins de cinq heures avant que la guerre n’éclate.

Selon la théorie en vigueur, la surprise est atteinte quand les « signaux » de l’information pertinente sont parasités par le « bruit » – la grande masse de données erronées, périmées ou trompeuses ; une variante de la théorie met l’accent sur la désinformation délibérée[14]. Mais le récepteur compte autant que l’émetteur : la désinformation fonctionne d’autant mieux qu’elle rencontre un terrain propice. À la date du 6 octobre 1973, les renseignements israéliens assistaient à la concentration des forces égyptiennes à proximité du canal depuis déjà plusieurs mois, tout comme Staline avait suivi de près la préparation de l’armée allemande pour l’attaque surprise du 22 juin 1941, ou comme les responsables américains savaient que les Japonais attaqueraient, *quelque part*, bien avant l’opération sur Pearl Harbor du 7 décembre 1941.

Les Israéliens s’abstinrent de toute initiative militaire contre la préparation égyptienne. Un cessez-le-feu était en vigueur, la population

profitait d'une période de tranquillité et la position internationale d'Israël était inconfortable : une intervention aurait suscité des critiques violentes et peut-être des mesures de rétorsion diplomatiques. Dans ces circonstances, seule la certitude d'une offensive imminente aurait pu persuader le gouvernement d'ordonner une attaque préventive[15].

Lorsqu'un ennemi se voit offrir une marge de manœuvre suffisante – quelles qu'en soient les raisons – pour prendre les initiatives offensives qui lui conviennent, toutes sortes de justification sont apportées, *a posteriori*, pour expliquer l'inaction. Pour les Israéliens, en 1973, Sadate, une nouvelle fois, bluffait. Staline, en 1941, était convaincu que Hitler enverrait un ultimatum formulant ses revendications territoriales avant de lancer une offensive qui n'aurait pas lieu, parce que Staline accéderait aux exigences de l'Allemagne, lui concédant même l'Ukraine, si nécessaire (de cette façon, il reviendrait aux Britanniques et, éventuellement, aux Américains de payer le prix de la défaite de Hitler). Pour Roosevelt, en décembre 1941, l'inaction se justifiait par un calcul politique : seule une provocation japonaise unifierait le pays mais, bien sûr, il n'imaginait pas qu'elle prendrait la forme d'une attaque contre la flotte, à Pearl Harbor.

On peut pousser plus loin le raisonnement. Lorsque les avertissements *ne sont pas* ignorés, du fait d'inhibitions politiques, ni minimisés par des théories bancales, ils font figure, *a posteriori*, de fausses alertes. C'est là une autre forme de renversement provoquée par la stratégie. Si les Israéliens avaient pu placer un microphone sous le bureau de Sadate et capter ses ordres relatifs à l'offensive du 6 octobre 1973, s'ils avaient en conséquence mobilisé leurs réserves afin d'envoyer trois ou quatre divisions sur le front, Sadate n'aurait eu d'autre choix que d'annuler l'opération. Rien ne serait donc arrivé ce jour-là et l'alerte fondée aurait été convertie en fausse information. Par la suite, il se peut que les sources aient été validées mais il est plus vraisemblable qu'elles auraient été discréditées et tenues pour douteuses (les procédures habituelles veulent que les appareillages

d’écoute détectés soient discrédités). La fois suivante, la surprise aurait pu réussir, *parce qu’*elle avait déjà échoué.

Prudents, les planificateurs de la campagne égyptienne estimaient que leurs forces ne pourraient pas soutenir une contre-offensive de grande échelle, une fois achevée la mobilisation israélienne, même en tenant compte de la diversion prise en charge par les Syriens. Mais une nouvelle solution, dans la dimension horizontale, fut élaborée pour surmonter cette difficulté : après plusieurs jours de combat, quand l’« arme du pétrole » et le soutien diplomatique soviétique seraient entrés dans le jeu, une fois que les États-Unis seraient sous la pression, l’Égypte obtiendrait un cessez-le-feu imposé au Conseil de sécurité des Nations unies sur les positions gagnées depuis le 6 octobre et assurerait ainsi ses gains.

Bien que l’effet de surprise dût retarder la mobilisation des réserves, les Égyptiens devaient toujours affronter l’aviation israélienne et les quelque 200 chars de la garnison du canal. Leur nombre était réduit, mais les Égyptiens gardaient un souvenir amer des précédentes confrontations entre les forces blindées israéliennes, dotées d’une grande capacité de mouvement et d’initiative, et leur propre armée, handicapée par sa rigidité. Pour résoudre ce problème, l’harmonie établie entre les deux dimensions n’était d’aucun secours, aussi une solution propre à la dimension verticale s’imposait.

Les planificateurs militaires égyptiens surent faire face à ce défi, en coordonnant les réponses sur plusieurs niveaux. Le remède le plus évident consistait à déployer, au niveau technique, un fort arsenal d’armements antiaériens et anti-blindés. Des groupes de fantassins spécialement équipés de roquettes manuelles antichars et de missiles guidés portables furent associés à chaque unité et, sur le modèle soviétique, les forces antiaériennes furent organisées de façon autonome. Dans le même temps, l’infanterie fut dotée de nombreux missiles antiaériens portables, lesquels, à l’usage, se

révélèrent, tout comme l'armement antichar, plus performants encore que prévu, au moins pendant la première phase du conflit.

Mais les armes ne pouvaient suffire. Les Égyptiens mirent au point une tactique de contre-attaque adaptée aux chars israéliens, qui représentaient la menace la plus immédiate. Des équipes de soldats à pied équipés de roquettes manuelles furent formées à attaquer les chars israéliens en contournant leurs positions de tir, une manœuvre rendue possible par l'absence d'escorte d'infanterie en défense rapprochée. Dans les faits, les chars israéliens arrivèrent tardivement sur le front, si bien que les soldats égyptiens, déjà à pied d'œuvre, opéraient dans des conditions plus favorables que prévu.

La réponse opérationnelle, conçue contre l'aviation et les blindés, était encore plus décisive. Selon toutes les règles établies, le franchissement d'un fleuve lors d'une offensive (grande spécialité soviétique) doit être confié aux blindés. Les Égyptiens, eux, organisèrent le passage du canal d'abord comme une opération d'infanterie – à pied et motorisée. Les concepteurs de la campagne comptaient ainsi priver les chars israéliens de leurs cibles de prédilection et diluer les effets des frappes aériennes. Les chars israéliens en furent réduits à tirer sur les fantassins avec leurs précieuses charges anti-blindage après avoir rapidement épuisé leurs obus explosifs et les munitions de leurs mitrailleuses. De la même manière, les chasseurs-bombardiers, habitués à frapper des cibles aux contours définis, opéraient sous la menace constante des missiles, tout en larguant leurs bombes sur des fantassins dispersés. La dilution de la force israélienne se trouva encore accentuée au niveau de la stratégie de théâtre, parce que les Égyptiens ne concentrèrent pas leurs forces – comme le veut la théorie – mais traversèrent sur une toute une série de points, le long des 100 kilomètres du canal. L'aviation israélienne, déjà impuissante face aux fantassins, perdait aussi une bonne partie de son efficacité contre les nombreux pontons légers, peu visibles, et dont les sections endommagées étaient réparées en quelques minutes, ou

contre les bateaux et les véhicules amphibies, plus nombreux encore et que leurs bombes n'auraient pu toucher que par le plus grand des hasards.

Le déroulement de l'offensive suivit, dans un premier temps, toutes les prévisions, une véritable rareté dans l'histoire militaire. La traversée du canal fut accomplie en quelques heures et les forces égyptiennes résistèrent sans difficultés aux contre-attaques des chars et de l'aviation, laquelle était harcelée par les missiles antiaériens tirés en grand nombre. La courbe du succès se prolongea sur une ligne ascendante, le 8 octobre, quand les Égyptiens s'imposèrent face aux premières forces de réserve [16].

À cette date, l'« arme du pétrole » avait été activée, un pays arabe producteur après l'autre, interrompant le chargement des pétroliers ; la diplomatie américaine était en état d'alerte et l'Union soviétique s'apprêtait à jouer sa partition, qui consistait à dénoncer l'agression israélienne et à exiger un retrait israélien de la totalité du Sinaï.

Mais après avoir goûté au succès et résisté aux chars et aux avions israéliens, les Égyptiens ne purent résister à la tentation. Plutôt que de rechercher un cessez-le-feu sur les positions atteintes pour assurer leurs acquis, comme le souhaitaient les Syriens, pressés d'en finir après leurs premiers succès, Sadate tenta le tout pour le tout, au-delà des limites prudentes du plan initial. Le 14 octobre, l'armée égyptienne lançait une offensive blindée à travers le Sinaï, s'essayant à une guerre de manœuvre qui dépassait et ses compétences et le point culminant du succès. De nombreux chars égyptiens furent détruits, alors que les pertes d'Israël étaient insignifiantes. L'échec de l'offensive marqua le tournant de la campagne. Au cours de la nuit suivante, les Israéliens s'infiltraient dans une faille de la défense égyptienne par laquelle ils atteignaient le canal et passaient sur l'autre rive. Ils commencèrent alors à déverser un torrent de blindés pour prendre à revers les forces égyptiennes toujours présentes dans le Sinaï. Au passage, de nombreux sites de missiles antiaériens furent détruits, ce qui facilita le travail de l'aviation israélienne. Une semaine plus

tard, les Égyptiens en étaient réduits à supplier l'obtention d'un cessez-le-feu sur les positions, au moment où une partie importante de leur armée était encerclée et où les Israéliens s'étaient avancés à moins de 120 kilomètres du Caire. Mais cette brillante victoire opérationnelle ne pouvait avoir aucune traduction au niveau de la grande stratégie, parce les Israéliens ne pouvaient pas envisager d'occuper Le Caire et d'imposer la paix à leurs conditions. À ce point, l'Union soviétique menaçait déjà d'intervenir, les États-Unis exigeaient un cessez-le-feu et les Israéliens n'avaient ni les moyens militaires ni la volonté politique de conquérir l'Égypte.

De fait, ce fut Sadate qui remporta une victoire indiscutable, bien que d'une portée limitée, au niveau de la grande stratégie, sanctionnée par la reconnaissance internationale, en 1974, de l'accord de « désengagement » qui octroyait à l'Égypte un contrôle sur les deux rives du canal. La supériorité de l'Égypte sur le terrain diplomatique, conséquence de l'alliance avec les pays producteurs de pétrole, du soutien soviétique et de la bienveillance des États-Unis pour ce nouveau client potentiel, avait prévalu sur la supériorité militaire israélienne. Israël avait survécu à son échec initial, remporté des victoires militaires impressionnantes, mais une fois encore, les succès dans la dimension verticale n'avaient pas suffi à compenser les faiblesses dans la dimension horizontale. Des contradictions de cet ordre sont beaucoup plus fréquentes que la combinaison de supériorité dans les deux dimensions qui a caractérisé la guerre du Golfe et la guerre du Kosovo, toutes deux conduites par les États-Unis, emmenant une large coalition contre un ennemi isolé.

Quand une vaste supériorité militaire et une vaste supériorité diplomatique se combinent, l'issue de la confrontation laisse peu de place au doute et peu de place à la stratégie. Les bombardements sur l'Irak, en 1991, et sur la Serbie, en 1999, furent, pour l'essentiel, des guerres unilatérales, laissant peu de possibilité de réaction à l'ennemi. Les

difficultés qui se présentent dans ce type de conflit peuvent être résolues par une bonne gestion, plutôt que par la stratégie, parce que l'ennemi y est réduit à un ensemble de cibles, mal défendues par des canons antiaériens de petit calibre et des batteries de missiles non coordonnées. De la guerre du Kosovo, il serait à peine caricatural de dire que des économies auraient pu être réalisées sur l'emballage et le transport, si les autorités militaires avaient demandé aux fabricants d'expédier directement leurs missiles de croisière sur les cibles sélectionnées.

Lorsque l'ennemi n'a aucun moyen de réagir, la logique paradoxale perd de sa vigueur, mais elle ne disparaît pas pour autant. Sa présence explique la survie politique de Saddam Hussein et de Slobodan Milosevic : les États-Unis étant beaucoup trop puissants pour se sentir menacés par l'Irak ou la Serbie, ils n'ont pas eu l'énergie morale de risquer la vie de leurs soldats pour les chasser du pouvoir par la conquête. Les deux personnages ont continué, comme avant, à présider aux destinées de leurs pays, ruinés par leur imprudence. Milosevic a depuis été démis par un mouvement populaire. Saddam Hussein, à ce jour, reste en place.

*1. Après avoir été informé par les Britanniques des négociations américaines, à Berne, avec les commandants des forces allemandes en Italie, concernant les conditions de leur reddition, le gouvernement soviétique les dénonça avec véhémence comme une conspiration antisoviétique, dans une note du 22 mars 1945 adressée à l'ambassadeur britannique à Moscou. Dans un message du 3 avril 1945 à Roosevelt, Staline écrivit : « Je ne parviens pas non plus à comprendre le silence des Britanniques… Bien qu'il soit connu que l'initiative de toute cette affaire de négociations à Berne leur appartienne. »

*2. Pour gagner la guerre sur les champs de bataille, Allemands et Japonais auraient dû infliger des pertes toujours croissantes aux Alliés et contrecarrer ainsi leurs capacités de mobiliser des forces toujours plus nombreuses. La Grande-Bretagne et l'Union soviétique atteignirent leurs capacités de mobilisation maximales en 1943 seulement, et les États-Unis restèrent en deçà de leurs propres limites pendant tout le conflit. Et, bien sûr, en 1943, les capacités allemandes et japonaises d'infliger des pertes à l'ennemi étaient déjà sur le déclin.

*3. La capacité physique des Nord-Vietnamiens de déplacer leurs forces d'une extrémité à l'autre du pays était largement inférieure à celle des Américains et des Sud-Vietnamiens, les premiers allant à pied, les seconds utilisant camions, avions ou navires. Mais leur art du camouflage leur donnait l'initiative lors de chaque mouvement, si bien qu'ils ne souffraient d'aucune infériorité dans leur capacité à concentrer les forces avant un engagement. Leur infériorité importante dans l'acheminement des renforts au cours des batailles leur nuisait peu, leur style de guerre privilégiant la dispersion à l'issue des engagements préparés.

CHAPITRE 16

# LA STRATÉGIE EST-ELLE UTILE ?

Je me suis efforcé de mettre en lumière le fonctionnement de la logique paradoxale sur ses cinq niveaux et dans ses deux dimensions et de développer, autour de ces notions, une théorie générale de la stratégie. Mes lecteurs auront apprécié, je l'espère, l'utilité de cette démarche pour appréhender les renversements de situation si fréquents dans l'Histoire et qui restent souvent énigmatiques quand on les observe du point de vue du sens commun. Mais le seul critère pertinent pour juger de la validité d'une théorie est sa capacité prédictive. Aucune théorie ne peut donner des solutions clés en main : toute action se décide en référence à des valeurs et à des objectifs particuliers. Je laisse volontiers la définition des règles de conduite, l'élaboration des plans d'action et la mise au point des scénarios de grande stratégie aux acteurs investis de cette responsabilité dans des circonstances de temps et de lieu spécifiques. La théorie que je propose suggère une démarche pour fonder de tels choix : non en réduisant des réalités complexes à des alternatives simplistes dont découlent les « meilleures » réponses pour chaque problème isolé, mais en appréhendant les cinq niveaux dans leurs deux dimensions afin d'élaborer des solutions suffisamment harmonieuses dans ce cadre général. Éviter les dissonances confère un avantage certain, sans qu'il soit besoin de déployer des forces ou des compétences superlatives. Les plus grandes figures de l'histoire

militaire, d’Alexandre le Grand à Napoléon, furent vaincues par des adversaires moins illustres, tout comme le brillant Rommel dut céder devant l’infiniment médiocre Montgomery.

Mais cette démarche elle-même n’est pas aussi simple qu’il y paraît. En premier lieu, atteindre un certain degré d’harmonie ne va pas de soi. Dans cette perspective, même le choix d’une arme devient une entreprise complexe, qui met en jeu d’autres aspects que les calculs de coûts et les essais techniques, opérations déjà sophistiquées. L’arme doit être évaluée au niveau tactique, d’abord pour définir sa fonction initiale, ensuite pour anticiper les réactions de l’ennemi, enfin pour déduire de ces deux opérations sa valeur nette. L’évaluation doit se poursuivre au niveau opérationnel, puis à celui de la stratégie de théâtre, voire en multipliant les hypothèses selon les différents théâtres possibles. Si le nouvel armement est jugé sensible, du fait des innovations qu’il incorpore, de ses aspects spectaculaires, ou de l’ampleur de ses effets, les réactions éventuelles des alliés et des adversaires dans la dimension horizontale devraient, elles aussi, être évaluées, avant que l’acquisition ne soit décidée au niveau de la grande stratégie. C’est le cas aujourd’hui, avec le projet de déploiement de missiles balistiques de défense « mince », qui vise à protéger les États-Unis d’attaques par les « États voyous », détenteurs d’une poignée de missiles balistiques achetés ou fabriqués. Un tel déploiement est-il susceptible de relancer une course aux armements avec la Fédération russe ou même la Chine, contre lesquelles ces missiles ne sont pourtant pas dirigés ? Peut-il inciter les États voyous à utiliser d’autres vecteurs pour leurs armes nucléaires et biologiques, de simples valises, par exemple, beaucoup plus difficiles à contrôler, même du point de vue des agresseurs ? Entraînera-t-il une prise de distance entre les États-Unis protégés et leurs alliés exposés, ou bien ces derniers jugeront-ils qu’une meilleure défense des États-Unis garantit sa capacité d’intervention extérieure ? Ce n’est que lorsque ces questions ont trouvé des réponses qu’il vaut la peine de convoquer les

ingénieurs pour obtenir leur avis sur l'efficacité des missiles balistiques de défense, et les comptables pour avoir une estimation de leurs coûts.

En théorie, le processus normal de décision inclut déjà les évaluations de ce type. Mais on ne doit pas sous-estimer l'écart qui existe entre les pratiques courantes et l'examen minutieux que la théorie exige pour chaque niveau et chaque dimension. Le plus souvent, partisans et adversaires de telle ou telle décision se focalisent sur un ou deux niveaux – ceux sur lesquels ils possèdent une expertise ou qui leur permettront de tirer des conclusions favorables à leur point de vue.

Cela explique pourquoi les annales de l'histoire militaire regorgent d'exemples d'armes aux caractéristiques techniques impressionnantes qui n'auraient pourtant jamais vu le jour si les objections tactiques les plus évidentes avaient été prises en considération. Lors de la bataille de Koursk, par exemple, en 1943, les Allemands perdirent l'intégralité de leurs chars lourds Ferdinand, parce que ceux-ci n'étaient pas équipés de mitrailleuses pour affronter l'infanterie soviétique. N'importe quel soldat allemand sur le front russe aurait pu prédire cet échec. De la même manière, on connaît de nombreux cas d'armements adaptés à leurs fonctions techniques et tactiques mais dont l'inadéquation opérationnelle aurait dû être anticipée. Les États-Unis ont ainsi dépensé des centaines de millions de dollars pour développer un avion spécialisé dans les frappes antichars, utile seulement contre des concentrations *massives* de blindées. L'appareil n'a jamais été employé parce que les concentrations massives de blindés s'accompagnent toujours d'une concentration massive d'armes antiaériennes. On connaît aussi des exemples d'armes satisfaisantes d'un point de vue militaire mais contre-productives au niveau de la grande stratégie, parce qu'elles échouent dans la dimension horizontale. Les bateaux de guerre allemands, avant 1914, étaient à la pointe du progrès et très performants dans le combat naval, mais le seul gain qu'ils procurèrent à l'Allemagne fut l'hostilité irréductible de la Grande-Bretagne, résultat, encore une fois, très prévisible.

Des complications encore plus considérables apparaissent lorsque la théorie est utilisée pour élaborer des scénarios relevant de la grande stratégie. Tout d'abord, les objectifs définis doivent être cohérents. Peu importe qu'ils soient fixés par la tradition, un compromis bureaucratique, la volonté d'un dictateur ou un choix démocratique. Peu importe, par ailleurs, qu'ils soient jugés excentriques ou irréalisables ; ils doivent avant tout être compatibles entre eux et ordonnés de façon cohérente s'ils doivent servir de point de départ à un plan relevant de la grande stratégie. Ensuite, des normes de conduite précises doivent être adoptées pour les deux dimensions de la stratégie. Quelles que soient l'élégance et l'ingéniosité du scénario, sa mise en œuvre dépendra d'une myriade de décisions bureaucratiques de détail. Dans toute programmation militaire, les priorités fixées par la grande stratégie rencontrent inévitablement des résistances de la part des différentes armes et services, chacun se trouvant plus mal loti que le voisin. Ainsi, toutes les tentatives de restructurer – et pas seulement réduire – les forces armées américaines à l'issue de la guerre froide ont été bloquées, la hiérarchie militaire exigeant que les restrictions budgétaires soient réparties également. Il était inévitable que les restructurations s'opèrent au détriment de pans entiers de l'armée de terre et de la marine, stationnées à l'étranger pendant toute la durée de la guerre froide et au bénéfice de l'aviation, mais les résistances bureaucratiques vinrent à bout de toutes les tentatives. L'état-major interarmées s'évita ainsi des débats internes qui promettaient d'être houleux, mais lors de l'intervention au Kosovo, en 1999, force fut de constater le manque de moyens de l'aviation alors que les États-Unis disposaient de forces terrestres inutilisées et inutilisables en très grand nombre.

Par-dessus tout, un plan de grande stratégie exige une coordination de la diplomatie, de la propagande, des services secrets, de la sphère économique dans son intégralité et de la police militaire. Même en l'absence d'un Parlement élu, susceptible de remettre en cause les choix de l'exécutif,

même en l’absence de groupes d’intérêt, capables de s’opposer aux orientations nécessaires, l’appareil bureaucratique hautement diversifié des États modernes est en lui-même un obstacle majeur à la mise en œuvre d’un plan de grande stratégie. Chaque ministère, chaque administration est structuré de façon à poursuivre ses propres objectifs, et chacun possède sa propre culture institutionnelle. Sciemment ou non, ils tendront à résister à un plan concerté pour peu qu’il empiète sur leurs intérêts bureaucratiques spécifiques, sur leurs habitudes et leurs buts. Dans la définition normative d’une action de grande stratégie, l’État moderne est tout à la fois un instrument essentiel et un obstacle majeur.

En toute situation, il n’est pas facile de mettre au point des solutions stratégiques harmonieuses qui surpassent la simple improvisation pragmatique. Une approche intuitive de la logique paradoxale aux cinq niveaux et dans les deux dimensions expose à des erreurs : les décisions prises seront adaptées à un seul niveau ou ignoreront les effets négatifs probables aux autres niveaux. Il est préférable, en procédant par élimination, de soumettre à l’examen *tous* les aspects pertinents à chaque niveau et dans les deux dimensions, d’abord pour comprendre et décider, ensuite pour agir. Le degré de complexité ainsi intégré laisse une large place à l’erreur. La supériorité théorique d’une conduite véritablement stratégique peut ainsi être réduite à néant en pratique, tout comme, dans la guerre, il arrive qu’une manœuvre complexe et brillante soit soumise à un niveau de friction tel qu’elle fonctionnera moins bien qu’une attaque frontale simple et brutale.

Dans le débat public, l’exigence d’orientations nationales « cohérentes » est souvent formulée au nom d’un postulat implicite : l’action du gouvernement, dans tous les domaines où il intervient, devrait être étroitement coordonnée et conforme à la logique, dans le sens commun du terme. Si ce point de vue est légitime pour la politique économique et sociale, en revanche, dès que l’on entre dans le domaine stratégique, qu’il

s’agisse de politique étrangère ou de conflits réels, seules des orientations en apparence incompatibles peuvent éviter les évolutions contradictoires propres à la logique paradoxale. Si, par exemple, du point de vue de la grande stratégie, il est considéré nécessaire d’accroître l’état de préparation militaire du pays, mais qu’il est impossible d’augmenter les dépenses militaires totales, alors la priorité devra être accordée au renforcement des effectifs en service, à la formation des personnels, aux acquisitions d’armements. Tout cela aux dépens du développement de nouvelles armes et de l’amélioration des infrastructures. Un tel choix aura pour effet d’accroître la puissance présente au détriment de la puissance future, par conséquent il impliquera donc une politique étrangère conciliante, visant à éviter de futurs conflits, une certaine retenue dans les interventions militaires en cours, si elles existent, voire des concessions pures et simples. Soumises à de nombreuses variables, qu’il est inutile de détailler pour notre propos, une orientation militaire « dure » dont l’objet est la puissance à court terme devra s’accompagner, en contrepartie, d’une politique étrangère « douce ». La gestion des questions militaires et de la politique étrangère apparaîtra incohérente ou inconséquente, du fait même qu’elle atteint un haut degré d’harmonie dans les deux dimensions de la stratégie.

Cet exemple éclaire l’un des obstacles majeurs auxquels se heurte la définition d’un comportement stratégique à l’échelle nationale : les dirigeants élus des pays démocratiques ont les plus grandes difficultés à adopter des politiques que leur apparente incohérence expose à toutes les critiques. Dans cet exemple, comme dans bien d’autres cas, on pourra aussi leur reprocher de pratiquer une politique d’apaisement. Plus généralement, il est malaisé d’obtenir le soutien de l’opinion pour des politiques paradoxales quand seuls des discours de sens commun peuvent être utilisés pour les justifier. Seules les dictatures peuvent poursuivre des politiques contradictoires sans avoir à les justifier. Elles s’efforcent d’afficher une conduite diplomatique conciliante, voire acceptent des concessions en

escomptant émousser la vigilance de leurs adversaires et poursuivent, dans le même temps, une politique d'armement rapide. Elles peuvent gesticuler en menaçant d'un côté alors qu'elles se préparent à agir de l'autre et elles peuvent lancer des attaques surprises sur une très grande échelle. Quand les gouvernements démocratiques mettent en train une politique d'armement soutenue, ils ne peuvent la dissimuler, ne serait-ce que parce que le public doit être informé pour justifier les sacrifices. Il arrive aussi que des gouvernements démocratiques formulent des menaces, voire qu'ils interviennent militairement, comme cela s'est produit en 1999, contre la Fédération yougoslave réduite à la Serbie et au Monténégro, mais leurs initiatives doivent être expliquées et justifiées à l'avance, ce qui exclut la surprise politique et, souvent, la surprise tactique.

Les démocraties ne peuvent pas se comporter comme des guerriers furtifs attendant leurs ennemis au coin d'un bois, pas plus qu'elles ne peuvent définir des orientations de politique étrangère cohérentes, du fait de l'importance des groupes de pressions divers – associatifs ou professionnels –, des intérêts concurrents des bureaucraties et des oppositions politiques. Mais l'incohérence qui en résulte mérite d'être analysée. Arrêtons-nous un instant sur la situation des États-Unis à la fin de la guerre froide. Sa politique étrangère a alors été marquée par une série de contradictions : l'élargissement de l'Otan s'est accompagné d'ouvertures en direction de la Fédération russe, pendant que la Chine était traitée en alliée ou en ennemie selon les jours. Les incohérences et les contradictions ont empêché les États-Unis de poursuivre leurs objectifs prioritaires dans leurs relations avec les autres États, les communautés d'États, et sur les questions sensibles, comme elles les ont empêchés de manier promesses et menaces, sanctions et incitations, de façon à optimiser la marge de manœuvre américaine.

Les partisans de la cohérence aboutissent, en général, à ce type de conclusion critique. La puissance effective des États-Unis sur la scène

internationale, jugent-ils, serait sans doute accrue et le pays exploiterait sa primauté actuelle dans les domaines économique, technologique, militaire et dans celui de l'information à un degré beaucoup plus élevé que ce n'est le cas, aujourd'hui. En d'autres termes, les États-Unis deviendraient la plus grande puissance de l'Histoire, jouissant d'une influence sur les affaires du monde telle qu'aucun de ses prédécesseurs n'aurait pu en rêver.

Une telle situation, néanmoins, ne durerait pas très longtemps. Pendant la guerre froide, quand les États-Unis avaient une stratégie cohérente pour maximiser leur puissance, l'Union soviétique leur faisait face et absorbait ou contrait la majeure partie de cette puissance par ses propres initiatives et par ses réactions. Un relatif équilibre en résultait.

De plus, en dépit de l'envergure des deux grandes puissances, supérieure à celles de tous les autres acteurs, les conditions propres à la guerre froide impliquaient une dépendance mutuelle au sein de chaque camp. Les alliés des États-Unis avaient besoin de leur protection, mais ceux-ci leur demandaient, en retour, une coopération active. Quant à l'Union soviétique, elle poursuivait de ses assiduités tout État ami dont elle ne pouvait prendre le contrôle direct. Si la neutralité des pays dits « non alignés » était sujette à caution, les pays les plus alignés bénéficiaient d'une autonomie importante.

La puissance réciproque des deux Grands était la source de la marge d'initiative des pays tiers. Les rares alliés de l'Union soviétique étaient en mesure de négocier l'aide de cette dernière parce qu'ils occupaient une position précieuse dans son combat contre la puissance américaine. Les alliés beaucoup plus nombreux des États-Unis redoutaient l'Union soviétique, néanmoins la puissance de cette dernière contraignait les États-Unis à compter sur leur coopération. Mais après la disparition de l'Union soviétique, toute notion d'équilibre s'est dissipée. Seule existe une suprématie américaine multidimensionnelle, sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité et qui n'attend que la mise en œuvre d'une stratégie

planétaire de maximisation de la puissance afin de devenir pleinement efficace pour les États-Unis et intolérable pour le reste du monde.

Des réactions de défense et des initiatives hostiles d'une envergure toujours croissante seraient alors inévitables. La suprématie américaine a été, jusqu'ici, une réalité de fait et, dans l'ensemble, une source de stabilité, mais si elle devenait le point de départ d'une lutte pour l'hégémonie mondiale, elle provoquerait les réactions habituelles face aux ambitions de cet ordre : une résistance larvée des plus faibles, une opposition ouverte des autres. Pour sauvegarder leur indépendance, la Chine et la Russie, mais aussi les alliés les plus sûrs des États-Unis formeraient une coalition contre les États-Unis et leur nouvelle conduite « stratégique ». À ce jour, l'absence d'une telle coalition prouve que la superpuissance mondiale des États-Unis n'existe que d'une manière potentielle. En effet, la puissance ne se manifeste jamais autrement que par les réactions d'assentiment ou d'opposition qu'elle provoque.

Il est, bien entendu, impossible de prédire à quel rythme cette situation se détériorerait jusqu'à des formes de confrontation ouverte et quelle serait la gravité de celles-ci. Mais une volonté marquée de saper la puissance et le prestige américains dans tous les domaines possibles indiquerait un changement d'attitude parmi les alliés, que la France a d'ailleurs commencé à adopter. À la longue, de simples brouilles diplomatiques pourraient engendrer un climat de défiance suffisant pour miner l'Alliance occidentale et les accords de sécurité hérités de la guerre froide. Il est probable que les institutions qui les portent survivraient, ne serait-ce que pour des raisons bureaucratiques, mais elles seraient alors vidées de toute substance. Quant aux institutions mises en place par les pays de l'Ouest et devenues, au cours des années, des instruments de régulation internationale ou des organismes de développement, tels que l'Organisation mondiale du commerce ou la Banque mondiale et ses affiliées, elles seraient nécessairement affectées. Comme dans le cas de l'Assemblée générale des Nations unies, leur utilité

pour les États-Unis comme pour le reste du monde déclinerait dans des proportions spectaculaires, aussitôt qu'une coalition émergerait pour s'opposer à toute proposition américaine, quelle qu'en soit la validité par ailleurs.

En d'autres termes, toute la superstructure d'institutions occidentales ou internationales, que les États-Unis ont largement conçues à leur image et qu'ils ont soutenues à grands frais pendant un demi-siècle, serviraient de moins en moins les objectifs américains. À lui seul, ce handicap contrebalancerait le renforcement de la puissance, obtenu en première instance (pré-réaction) par une stratégie cohérente et des orientations conséquentes. Une coalition qui se mettrait en place contre les États-Unis pourrait atteindre un douloureux niveau d'efficacité sans même acquérir une dimension militaire. Des combinaisons diplomatiques à géométrie variable, selon leur objet, dirigées contre la politique des États-Unis, des mesures de discrimination commerciale, des batailles technico-industrielles, sur le modèle de la compétition à bénéfices nuls Boeing-Airbus, comme toutes les formes d'exclusives culturelles envisageables sont susceptibles d'attenter aux intérêts américains de façon cumulative, sans recours à la force, sans même que la moindre menace militaire ne soit proférée.

Dans le passé, ces instruments auraient été, dans leur ensemble, jugés mineurs, voire insignifiants, par comparaison avec la suasion armée ou avec la guerre. Mais nous vivons dans l'ère post-héroïque et l'ensemble des pays développés – en premier lieu les États-Unis – manifeste les plus grandes réticences à l'idée de mettre en péril la vie de leurs soldats et donc de recourir à la guerre comme instrument de leur puissance internationale. Parallèlement, du côté de la demande, si l'on peut dire, la notion de territoire – et la puissance militaire nécessaire pour s'en emparer et l'occuper – a perdu de son importance.

Seuls ces bouleversements, ainsi que l'idée, largement partagée, que les États-Unis n'ont pas une stratégie mondiale univoque, permettent de

comprendre comment la supériorité militaire américaine sans précédent est acceptée sans inquiétude particulière par la plupart des gouvernements. Pourtant, même dans l'éventualité où la puissance militaire continuerait à occuper un rôle secondaire dans les années à venir, la mise en avant, par les États-Unis, d'objectifs stratégiques internationaux plus cohérents ne manquerait pas de provoquer des réactions. La formation de coalitions opposées aux orientations américaines pourrait alors acquérir une dimension militaire, même si celle-ci restait encore ambiguë et toujours à vocation défensive.

Avec ou sans dimension militaire, la mise en œuvre effective de mesures concoctées par de telles coalitions, pour résister à la puissance des États-Unis, l'absorber ou la dévier marquerait un aboutissement. La marge de manœuvre supplémentaire obtenue grâce à une plus grande cohérence au cours d'une phase initiale aurait inévitablement incité à la formation de coalitions au cours d'une deuxième phase, si bien que les gains initiaux se seraient évaporés pendant la troisième et dernière phase, marquée par le retour à un nouvel équilibre mondial, conséquence de la neutralisation du surcroît de puissance américaine. Même en évitant les incidents désastreux, les pertes, pour les États-Unis, au cours de ce processus, iraient bien au-delà de leurs éphémères acquis initiaux, en conséquence des dommages infligés aux institutions multilatérales et aux pratiques de coopération, par les querelles entre partenaires occidentaux. La convergence de vue – loin d'être fortuite – entre ces institutions et les intérêts américains sous toutes leurs formes, leur contribution à l'établissement d'un environnement international favorable sont des acquis précieux, qui doivent autant à la retenue des États-Unis qu'à sa puissance.

Cela signifie que, suite à l'effondrement soviétique, les efforts visant à améliorer la marge de manœuvre américaine sur la scène internationale ne sauraient aller au-delà d'un point de succès culminant. Outrepasser ce point, excéder les limites de ce que les autres acteurs peuvent accepter sans réagir,

doit aboutir à réduire – et non à accroître – la puissance et l'influence américaine.

Toutes les complications, les frictions et les objections politiques qui font obstacle à la mise en pratique de la théorie générale ne diminuent en rien sa valeur explicative et prédictive, et ne sauraient interdire son emploi. Ces obstacles signifient simplement que l'application de la logique de la stratégie se heurte à de nombreuses difficultés, au même titre que la guerre et la diplomatie. Dans la plupart des cas, ces difficultés peuvent et doivent être surmontées, afin d'appliquer la logique stratégique et d'obtenir ainsi de meilleurs résultats à chaque niveau considéré, depuis la formulation d'une stratégie de théâtre et de méthodes opérationnelles jusqu'au développement d'armes particulières, depuis les choix tactiques jusqu'à la conduite de la politique étrangère. Même lorsque le but poursuivi est aussi ambitieux que la formulation et la mise en œuvre d'une grande stratégie qui harmonisera les orientations politiques à tous les niveaux, les obstacles peuvent être surmontés par un effort intellectuel conséquent, beaucoup de ténacité et une forte dose d'habileté politique.

Un danger permanent demeure, néanmoins. L'élaboration d'un plan de grande stratégie de quelque envergure se construit inévitablement autour de faits incertains. La formulation du plan comme sa mise en œuvre, aussi réfléchies soient-elles, risquent donc de systématiser des erreurs de départ. Les décisions pragmatiques à courte vue et les improvisations non coordonnées, si fréquentes dans la gestion gouvernementale des affaires courantes, engendrent des erreurs innombrables, mais la plupart d'entre elles sont bénignes et, avec un peu de chance, les mesures tendent à s'annuler mutuellement parce qu'elles sont contradictoires. Mais, alors que la mise en œuvre réussie d'une grande stratégie devrait réduire la prévalence des erreurs bénignes et les dissonances dont elles sont la cause, elle prend le risque de catalyser des énergies qui engendreront des erreurs d'une ampleur bien plus grande. C'est pour cette raison que les entreprises

belliqueuses des dictatures, capables d’imposer la coordination la plus étroite, d’exploiter la logique paradoxale sans concession et d’attaquer leurs adversaires par surprise, commencent toujours si bien et s’achèvent par des désastres complets.

APPENDICE A

# DÉFINITIONS DE LA STRATÉGIE

Mon propos est de démontrer que la stratégie[*1] existe comme un corps de phénomènes objectifs récurrents, qui apparaissent à l'occasion de tout conflit, et non de prescrire des règles pour l'action. La plupart des définitions courantes sont, en revanche, normatives, comme s'il était admis que de tels phénomènes objectifs n'existent pas, ou encore qu'ils sont trop évidents pour mériter d'être définis. Ce qui pose la question de la validité de prescriptions génériques, par opposition à des avis ponctuels concernant une question spécifique dans un contexte donné.

Carl von Clausewitz, le plus grand analyste des questions stratégiques, ne portait aucun intérêt aux définitions formelles et abstraites. Toute tentative en ce sens lui paraissait futile et pédante. La seule définition qu'il en offre en passant a pour fonction de distinguer stratégie et tactique, et ne prétend pas valoir au-delà d'un usage pratique :

« Tout le monde sait bien à quel domaine appartient chaque facteur… Quand de telles catégories sont utilisées aveuglément, il doit exister une raison bien établie pour cela… Nous rejetons, de l'autre côté, les distinctions artificielles de certains auteurs, dans la mesure où elle n'ont pas d'équivalent dans l'usage commun. Selon notre classification, donc, la tactique enseigne l'emploi des forces armées dans les engagements ; la

stratégie, l'emploi des engagements pour l'objet de la guerre. » (*De la guerre*, livre II, chap. 1.)

On voit donc que, pour Clausewitz, la « stratégie » était normative, comme elle l'est demeurée dans la définition américaine ci-dessous : « Une science, un art ou un plan (sujet à révision) qui gouverne la mobilisation, l'armement et l'utilisation des forces armées d'une nation (ou d'une coalition de nations) afin que ses intérêts soient promus ou défendus au mieux contre des ennemis déclarés, potentiels, ou seulement présumés. » (James E. King, éd., *Lexicon of Military Terms*, 1960, p. 14.)

Notons que, de manière symptomatique, une autre définition d'origine américaine elle aussi et émanant des instances officielles est beaucoup plus inclusive :

« L'art et la science de développer et d'utiliser les forces politiques, économiques, psychologiques et militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, dans le sens d'un soutien maximal aux orientations nationales, afin d'accroître les probabilités de la victoire et ses conséquences favorables et de réduire les risques d'une défaite. (État-major interarmées des États-Unis, *Dictionary of United States Military Terms for Joint Usage*, 1964, p. 135.)

Plus large encore, et toujours prescriptive, voici la définition donnée par le dictionnaire Webster *(Webster's Third New International Dictionary) :*

« La science et l'art d'employer les forces politiques, économiques, psychologiques et militaires d'une nation ou d'un groupe de nations dans le sens d'un soutien maximal aux orientations adoptées par cette ou ces nations, en temps de paix ou de guerre. »

La définition attribuée au maréchal Sokolovski, exposée dans un ouvrage soviétique collectif et terriblement officiel, révèle des préoccupations marxistes et bureaucratiques, mais différencie un aspect descriptif et un autre prescriptif :

« La stratégie militaire est un système de connaissances scientifiques relatives aux lois de la guerre, telles qu'elles s'appliquent dans les conflits armés, menés au nom d'intérêts de classes définis. La stratégie – sur la base de l'expérience militaire, des conditions politiques et militaires, du potentiel économique et moral d'un pays, des nouveaux moyens de combat, des prétentions et du potentiel de l'ennemi probable – étudie les conditions et la nature du futur conflit, les méthodes de sa préparation et de sa conduite, les fonctions des forces armées et les fondements de leur utilisation stratégique, aussi bien que les fondements techniques et matériels du soutien et du commandement de la guerre et des forces armées. Dans le même temps, la stratégie est le domaine de l'activité pratique de la direction supérieure politique et militaire, du commandement suprême et du haut quartier général, ce domaine relève de l'art de préparer un pays et ses forces armées à la guerre et de la diriger. » (Harriett Fast Scott, éd., *Soviet Military Strategy*, 1975, p. 16.)

La définition succincte du général André Beaufre, normative mais fondée sur une réalité descriptive, rejoint le point de vue que j'expose dans ce livre : « L'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit. » (*Introduction à la stratégie*, 1963, p. 16.)

*1. Comme de nombreux termes scientifiques, « stratégie » (en anglais *strategy*, en italien *strategia*) est un mot tiré du grec qui n'a jamais été employé dans la Grèce classique. C'est un dérivé indirect du nom grec et byzantin *strategos* (général) lequel ne possède pas les connotations du terme moderne. L'équivalent grec de notre « stratégie » aurait été *strategiké epistémé* (science du général) ou *strategon sophia* (sagesse du général). Des termes tels que *strategicos*, que l'on trouve dans le titre du traité d'Onosandre ou le plus tardif *strategicon* (de Maurice) ont une connotation didactique. En revanche, *strategemata*, le titre grec du célèbre ouvrage latin de Frontinus, décrit une compilation de *strategema*, c'est-à-dire de stratagèmes ou ruses de guerre. Depuis Aeneas, au IV^e^ siècle avant J.-C. jusqu'à Léon, après le VII^e^ siècle après J.-C., le terme le plus couramment utilisé en grec est celui de *taktike techne*, qui désigne un ensemble de connaissances liées à la conduite de la guerre, depuis la logistique jusqu'aux exhortations rhétoriques en passant par les techniques et les tactiques aussi bien que par la diplomatie courante. La traduction latine de l'expression, *ars bellica*, courante dans le monde romain, réapparaît, en 1518, sous la plume de Machiavel, qui mentionne l'*arte della guerra* dans les Discours sur Tite-Live (qui, en fait, utilise ce terme) puis, un peu plus tard, dans le titre de son *Dell'Arte della Guerra*. Le terme se répand alors dans la plupart des langues européennes : *Kriegskunst*, *art of war*, art de la guerre. (Voir Virgilio Ilari, « Politica e Strategia globale », in Carlo Jean, *Il pensiero strategico* (1985), p. 57-59.)

APPENDICE B

# LA CAMPAGNE AÉRIENNE DE LA GUERRE DU GOLFE

Tableau 1 : *Sorties aériennes*

| *Type de mission* | *Alliés* | *US* Air Force | *Autres US* | *Total coalition* |
|---|---|---|---|---|
| IA[a] | 4 600 | 24 000 | 11 900 | 40 500 |
| OCA[b] | 1 400 | 4 500 | 600 | 6 500 |
| AAR[c] | 0 | 1 500 | 1 500 | 3 000 |
| Total « sorties de frappes » | 6 000 | 30 000 | 14 000 | 50 000 |
| Ravitaillement en vol | 1 500 | 10 000 | 1 500 | 13 000 |
| DCA[d] | 4 100 | 3 200 | 2 700 | 10 000 |
| SDAE[e] | 0 | 2 800 | 1 200 | 4 000 |
| Transport tactique | 4 300 | 14 000 | 0 | 18 000 |
| Autres[f] | 1 100 | 6 000 | 7 900 | 15 000 |
| Total « sorties sans frappes » | 12 000 | 36 000 | 12 000 | 60 000 |
| Total approximatif toutes sorties | | | | 110 000 |

*Sources :* US Air Force, « Air Performance in Desert Storm » et données rassemblées par l’auteur.

a. « Interdiction aérienne », dans ce cas, une combinaison de bombardements stratégiques (contre les installations irakiennes) et opérationnelles (contre les forces terrestres, navales et aériennes), y compris l’« interdiction du champ de bataille » (contre les forces irakiennes en arrière du front).

b. Offensive contre air : attaques contre les infrastructures de l’aviation, bases aériennes et autres.

c. Appui aérien rapproché : attaques contre les forces irakiennes sur le front.

d. Défense contre air : patrouilles de défense aérienne et d’interceptions.

e. Suppression des défenses aériennes ennemies : attaques contre les missiles et les canons antiaériens, les radars et autres installations.

f. Alertes aériennes avancées, surveillance électronique aérienne, guerre électronique et autres.

Tableau 2 : *Armements aériens utilisés*

I. Armée américaine (US Air Force, US Navy et Marines Corps)

| | |
|---|---|
| *Missiles air-sol* | |
| Variantes du missile | |
| AGM-65 Maverick | |
| 65B (guidage télévisuel) | 1 703 |
| 65D (image infrarouge) | 3 536 |
| 65G (image infrarouge) | 187 |
| 65E (laser) | 41 avions du Marines Corps |
| AGM-84 E/SLAM (harpon) | 7 (250 kg) avions de l'US Navy |
| AGM-62 (WALLEYE) | 131 (1 t) avions de l'US Navy |
| Total missiles air-sol | 5 605 |
| Charge explosive totale estimée | 495 tonnes |
| *Bombes guidées* | |
| GBU-10 (1 t) | 2 263 |
| GBU-15 (2 t, électro-optique, toutes les autres, guidage laser) | 71 |
| GBU-24 (2 t) | 284, par ex. F-117s et F-15 Es |
| GBU-10/1-2000 | 403 |
| GBU-24/1-2000 | 877 |
| GBU-12 (250 kg) | 4 542, par ex. F-111 contre chars |
| GBU-16 (500 kg) | 208 |
| GBU 27 (1 t) | 718, F-117 sur cibles dures |
| GBU-28 (2 t) | 2, F-111Fs, sur cibles très dures |
| Total bombes guidées | 9 368 |
| Charge explosive totale estimée | 5 852 tonnes |
| *Missiles à détection de chaleur (pour SDAE, voir tableau 1, note e)* | |
| AGM-45 (Shrike) | 1 804 |
| AGM-88 (HARM) | 31 |
| Total | 1 835 |
| Charge explosive totale estimée | 133 tonnes |
| Nombre total de bombes guidées | 16 808 |
| Charge explosive totale estimée | 6 480 tonnes |
| *Missiles de croisière marins Tomahawk* | |
| | |

| | |
|---|---|
| RGM-109C | 264, charges de 500 kg |
| RGM-109D | 27 sous-bombes |
| RGM-109B | 10 |
| Total | 301 |
| Charge explosive totale (à 500 kg chaque) | 151 tonnes |
| Nombre total d’armes aériennes guidées | 17 109 |
| Charge totale estimée/bombes guidées en poids | 6 631 tonnes |
| *Bombes à gravitation* | |
| Mk.82 250 kg | 64 698 |
| Mk.83 500 kg | 10 125 |
| Mk.84 1 t | 11 179 |
| Mk.117 375 kg | 34 808 |
| UK 500 kg | 288 |
| Mk.20 250 kg | 27 735 Rockeye multiple |
| CBU-78 500 kg | 215 à fragmentation |
| CBU-89 350 kg | 1 107 |
| CBU-52/58/71 400 kg | 17 029 |
| CBU-87 450 kg | 10 815 |
| Total Mk.20 et « fragmentation » | 56 901 |
| Total en nombre | 177 901 |
| En poids | 64 996 |
| Dont B-52 en nombre | 72 000 |
| En poids | 25 700 |
| *Synthèse* | |
| Poids total des charges explosives larguées par les forces américaines | 71 627 tonnes |
| Dont armes guidées | 6 631 tonnes, soit 9,26 % |
| Nombre total d’armes aériennes larguées par les forces américaines | 195 108 |
| Dont armes guidées | 17 109, soit 8,8 % |

II. Estimation du total des charges larguées par les armées alliées, à l'exclusion des forces américaines

En l'absence de données exhaustives (voir notes du tableau 3) les calculs suivants présupposent (généreusement) que les sorties « pour frappes » alliées emportaient un tonnage comparable aux sorties américaines, à l'exclusion des B-52.

| | |
|---|---|
| Total des munitions air-sol larguées par des avions américains (à l'exclusion des missiles Tomahawk) | 71 476 tonnes |
| Missiles de croisière Tomahawk | 151 tonnes |
| Moins 25 700 tonnes larguées par B-52 | 45 776 tonnes |
| 46 376 munitions larguées lors de chaque sortie (non B-52) « frappes » et SDAE | 0,987 tonne |
| Nombre total de sorties pour « frappes » par les forces non américaines | 6 000 |
| Poids total estimé des charges | 5 922 tonnes |

Total général des munitions larguées

| | |
|---|---|
| Total États-Unis (y compris missiles de croisière) | 71 627 tonnes |
| Total estimé non États-Unis | 5 922 tonnes |
| Total général | 77 549 tonnes |

*Sources :* USAF « Air Force Performance in Desert Storm » et compilation par l'auteur de données publiques.

Tableau 3 : *Sorties « pour frappes » par type d'avion*

US Air Force

| | |
|---|---|
| A-10 attaque | 7 454 (« presque 8 100 ») |
| AC-130, turbo-prop, canon | 96 |
| B-52 bombardier stratégique* | 1 812 (1 624) |
| F-111 attaque lourde* | 2 995 (« plus de 4 000 ») |
| F-117 « furtif », attaque* | 1 466 (« presque 1 300 ») |
| F-15 bombardier lourd+ | 156 |
| F-15 E chasseur bombardier lourd* | 2 190 (« plus de 2 200) |
| F-16 chasseur bombardier léger | 12 884 (« presque 13 500 ») |
| F-4G W/W, spécialisé SDAE+ | 2 359 (« plus de 2 500 ») |
| RF-4, spécialisé reconnaissance+ | 24 |
| BQM-74 drone de reconnaissance** | 18 |

US Navy et corps des Marines

| | |
|---|---|
| A-6 avion d'attaque moyen* | 3 331 |
| A-7 avion d'attaque moyen* | 722 |
| E-2C surveillance radar** | 2 |
| EA-6 guerre électronique** | 61 |
| F-14 chasseur lourd+ | 456 |
| F/A-18 chasseur bombardier* | 7 868 |
| KA-6 ravitailleur** | 11 |
| S-3B ASW/ELINT** | 3 |
| TLAM-C missile de croisière Tomahawk | 175 |
| TLAM-C Tomahawk lancé par sous-marins | 10 |
| AV-8B avion d'attaque léger | 4 292 |
| KC-130 ravitailleur** | 1 |
| MH-53 hélicoptère** | 3 |

Armée de terre (US Army)

| | |
|---|---|
| AH-64 hélicoptère d'attaque* | 9 |
| AH-60 hélicoptère de services | 21 |

Définition : la « frappe » telle qu'elle est définie ici (voir tableau 1) inclut toute pénétration de l'espace aérien ennemi au cours de missions d'attaque au sol, avec ou sans arme sol-air. Voir le tableau 5 pour les ratios escorte/(véritable) frappe.

*Symboles :*

* Avion conçu pour le largage d'armes guidées.

+ Avion non conçu à l'origine pour le largage d'armes guidées.

** Avion sans capacité significative d'attaque au sol.

Note : Les EF-111 de l'US Air Force non inclus dans le tableau 3 ont effectué 900 sorties, beaucoup au-dessus de l'Irak et du Koweït, le document officiel « Air force Performance in Desert Storm » fait état de 830 sorties par les AC/EC/MC/HC-130 et autres avions d'« opérations spéciales ».

Avions des forces non américaines

| | | | |
|---|---|---|---|
| A-4 | Koweït | Avion d'attaque léger | 775 |
| Alpha Jet | Qatar | | 10[a] |
| Buccaneer | Grande-Bretagne | Avion d'attaque léger | 228[b] |
| CF-18 | Canada | Avion d'attaque | 56 |
| CSS-2 | Arabie Saoudite | Chasseur | 3 |
| F-1 | | Missile balistique | 268[c] |
| F-1CR | Arabie Saoudite | Chasseur | 44[d] |
| F-5 | Grande-Bretagne | Chasseur | 1 712 |
| GR-1 | Grande-Bretagne | Version d'attaque | 1 607 |
| IDS Tornado | France | Chasseur intercepteur | 802 |
| Jaguar | France | Attaque | 1 249[e] |
| Mirage 2000 | Italie | Chasseur | 80[f] |
| Tornado | | Attaque | 199[g] |

a. Le Qatar n'a rapporté que 6 sorties.
b. Le gouvernement britannique a rapporté « plus de 4 000 sorties » de combats et 3 000 tonnes de charges utilisées, comprenant 100 munitions JP 233 anti-pistes et plus de 1 000 bombes à guidage laser.
c. L'appellation F-1 est employée ici pour les différentes versions du Mirage. Le Koweït a mentionné 107 sorties pour les F-1 CK et le Qatar 44 sorties pour le F-1 EDA, sur un total de 151 sorties.
d. Seule l'aviation française a utilisé le Mirage F-1 CR dans sa version de reconnaissance, pour un total mentionné de 117 sorties. (Le tableau 3 combine les sorties des F-1 CR français et des F-1EDA qataris.)
e. Seule l'aviation française a utilisé les Jaguar. Elle a fait état d'un total de 656 sorties.
f. L'aviation française a fait état de 555 sorties de Mirage 2000, de plus, l'aviation des Émirats arabes unis a enregistré 53 bombardements et 4 sorties de reconnaissance.
g. L'aviation italienne a rapporté 226 sorties en 32 missions, dont 2 missions interrompues et le largage de 565 bombes Mk-83 de 500 kg (pour un total de 282 tonnes).

Tableau 4 : *Munitions guidées et non guidées par type d'avion*

| | *% d'armes guidées* |
|---|---|
| F-117 « presque 2 000 tonnes » | 100 |
| B-52 « plus de 27 000 tonnes » | 0 |
| Missiles de croisière Tomahawk 142 tonnes | 100 |
| Ensemble avions de la Navy, en nombre | 4,8[a] |
| Ensemble US Air Force, en nombre | 9,9[b] |
| US Air Force, à l'exclusion des B-52 | 19,2[c] |

a. Munitions air-sol larguées par la composante navale du Central Command (NAVCENT).

| *Non guidées* | | *Guidées* | |
|---|---|---|---|
| Mk.-84 | 955 | AGM-45 | 17 |
| Mk-83 | 10 125 | AGM-84E | 7 |
| Mk-82 | 10 941 | AGM-88 | 662 |
| Mk-20 | 6 543 | AGM-62 | 131 |
| CBU-78 | 148 | GBU-10 | 202 |
| | | GBU-12 | 216 |
| | | GBU 16 | 205 |
| Total | 28 712 | Total | 1 440 |
| Total NAVCENT combiné 30 158 | | | |

b. Munitions air-sol larguées par la composante aérienne du Central Air Command (CENTAF).

| *Non guidées* | | *Guidées* | |
|---|---|---|---|
| Mk-84 | 11 024 | AGM-45 | 7 |
| Mk-82 | 53 737 | AGM-65B | 1 703 |
| Mk-117 | 34 808 | AGM-65D | 3 536 |
| Mk-20 | 5 364 | AGM 65G | 187 |
| CBU-89 | 1 107 | AGM-88 | 909 |
| CBU-52/58/71 | 17 029 | GBU-10 | 2 007 |
| CBU-87 | 10 815 | GBU-10/1-2000 | 403 |
| UK-1000 | 288 | GBU-12 | 4 124 |
| | | GBU-15 | 71 |
| | | GBU-24 | 284 |
| | | GBU-24/I-2000 | 877 |
| | | GBU-27 | 718 |
| | | GBU-28 | 2 |
| Total | 134 192 | Total | 14 828 |
| Total CENTAF combiné : 149 020 | | | |

c. Total des bombes larguées par le CENTAF (149 020) moins bombes larguées par les B-52 (72 000) voir tableau 2 = 77 020.

Ratio armes guidées : 14 828/77 020 = 19,25 %.

Tableau 5 : Soutien requis pour les avions non furtifs.

Missions représentatives : jours 9 et 10 de la guerre du Golfe (le soutien a été réduit au fur et à mesure des progrès de la campagne).

F-16 : 24 F-16, avec 2 bombes Mk-84 chacun (« frappeurs »)

1 F-15, chasseurs d’escorte

1 F 4G, avec missiles ARM, pour la suppression des défenses

1 EF-111 guerre électronique, suppression des défenses

1 KC-135, ravitailleurs

Total : 24 avions « frappeurs » et 21 en soutien ; soit 45 avions pour 48 bombes.

F/A-18 : 8 F/A-18, avec 2 ( ?) bombes chacun (frappeurs) 2 F/A-18, chasseurs d’escorte

4 F/A-18, avec missiles ARM, pour la suppression des défenses 2 EA/6B, guerre électronique, suppression des défenses

3 KC 135, ravitailleurs

2 KA-6, ravitailleurs

1 E-2C, avion radar/C-31

Total : 8 avions « frappeurs » et 14 en soutien ; soit 22 avions pour 16 ( ?) bombes.

F-111 : 20 F-111, avec 8 bombes CBU-87 chacun (« frappeurs »)

8 F-15, chasseurs d’escorte

2 F-4G, avec missiles ARM, pour la suppression des défenses

2 EF-111, guerre électronique, suppression des défenses

11 KC-135, ravitailleurs

Total : 20 avions « frappeurs » et 23 en soutien ; soit 43 avions pour 160 bombes.

A-6E : 6 A-6E, avec 4 ( ?) bombes chacun (« frappeurs ») 4 F-14, chasseurs d’escorte

4 F/A-18 avec missiles ARM, pour la suppression des défenses 2 EA/6B, guerre électronique, suppression des défenses

3 KC 135, ravitailleurs

1 E-2C, avion radar/C-31

Total : 6 avions « frappeurs » et 14 en soutien ; soit 20 avions pour 24 ( ?) bombes.

F-117 : 1 F-117 avec deux bombes (guidées)

0,333 KC-135 ravitailleur (1 pour 3 F-117)

Total : 1 avion frappeur et 0,33 en soutien ; soit 1,33 avion pour 2 bombes.

APPENDICE C

# L’OPÉRATION « INSTANT THUNDER »

Dans ses grandes lignes, le plan initial présenté par le colonel de l’air John R. Warden au commandant en chef du commandement central des États-Unis et au président de l’état-major interarmées, en août 1990, envisageait une offensive aérienne autosuffisante, qui devait se dérouler en trois phases.

La première et la plus courte d’entre elles avait pour but d’établir la supériorité aérienne au-dessus de tout le territoire de l’Irak et du Koweït, au moyen, principalement, d’une opération standard de « suppression des défenses », soit l’attaque systématique des radars d’alerte et de contrôle et des centres de commandement primaires et de secteurs ; la coupure de toutes les pistes sur les aéroports civils et les bases aériennes où les avions militaires irakiens étaient stationnés ; enfin, l’attaque des principales batteries de missiles sol-air, en particulier celles situées à proximité de cibles envisagées dans le plan.

Outre les cibles habituelles dans le cadre d’une suppression des défenses, la première phase incluait un élément « stratégique » avec le bombardement :

a) des infrastructures centrales de commandement et de contrôle et des installations abritant le quartier général du régime, la plupart installées dans Bagdad ;

b) des sites de missiles balistiques irakiens et des quelques dépôts de stockage d'armes chimiques, de façon à réduire le risque, alors envisagé, d'attaques par missiles chimiques contre les villes israéliennes et saoudiennes ou contre des intérêts américains.

La deuxième phase avait pour but d'incapaciter (mais pas nécessairement de détruire en totalité) les infrastructures civiles et militaires de l'Irak. Dotés d'une escorte pour parer à la présence éventuelle de chasseurs irakiens ou d'unités de défense antiaérienne ayant échappé aux bombardements de première phase, les avions américains et alliés devaient d'abord attaquer les cibles dites de « soutien militaire », c'est-à-dire les dépôts de munitions, les raffineries et les réservoirs de pétrole et tous les centres de stockage et de répartition des armements. L'enjeu consistait à limiter l'approvisionnement des unités irakiennes aux munitions et au carburant déjà transférés vers l'avant (assez, peut-être, pour 72 heures d'opérations intensives). Toutefois, l'effort principal de la deuxième phase portait sur le bombardement des centres militaro-industriels : lignes d'assemblage d'armements, usines, ateliers de réparation, ainsi que sur les laboratoires et les complexes industriels associés à la mise au point et à la production d'armements chimiques, biologiques et nucléaires. Un dernier volet concernait les attaques contre les infrastructures civiles : centrales électriques, principaux centraux téléphoniques, usines de traitement des eaux, etc.

La troisième phase, prévue pour débuter au cours de la deuxième semaine d'offensive aérienne, visait les forces militaires irakiennes déployées sur le terrain et comprenait :

a) des frappes d'interdiction contre les infrastructures ferroviaires et les ponts routiers entre Bagdad et le Koweït ;

b) des bombardements de zones contre la Garde républicaine et d'autres forces terrestres sélectionnées ;

c) des frappes contre des cibles militaires, navales et contre les avions (cloués au sol après les attaques de coupure des pistes).

L'absence de ressources locales en nourriture et en eau avaient conduit les planificateurs à penser que la coupure des lignes de ravitaillement vers le Koweït ne laisserait d'autre choix aux troupes irakiennes que de se replier, déserter ou mourir de faim et de soif sur place. Les opérations d'« interdiction du champ de bataille » ou d'appui aérien avaient été envisagées seulement dans le cas où le régime irakien prendrait l'initiative d'une contre-attaque contre les troupes terrestres américaines et alliées en réaction à la campagne aérienne. Le plan initial ne prévoyait pas d'attaques systématiques contre les forces terrestres irakiennes, pour des raisons stratégiques (la possibilité d'une menace iranienne après le conflit) et tactiques (les difficultés de détruire des forces terrestres dispersées, camouflées et, pour une part, retranchées). Même ainsi, l'opération « Instant Thunder » pouvait permettre aux États-Unis d'atteindre leurs objectifs, tels que ceux-ci avaient été définis, au début de la crise, aussi bien à l'intérieur que dans les résolutions des Nations unies : le retrait de toutes les forces irakiennes du Koweït et la restauration du gouvernement légitime. En outre, les États-Unis étaient aussi en mesure d'atteindre leurs objectifs non déclarés, c'est-à-dire la destruction des capacités de l'Irak de mener des attaques stratégiques ou d'entreprendre toute action militaire autonome, en éliminant les moyens logistiques et industriels nécessaires à ces fins.

S'il était impossible d'exclure des pertes au cours d'opérations aériennes exigeant des milliers de sorties, il était estimé qu'elles seraient limitées, du fait de la supériorité technique, tactique et numérique des États-Unis et des forces aériennes alliées, ainsi qu'en raison de l'état relativement peu perfectionné des défenses aériennes irakiennes. L'estimation des pertes totales ne dépassait pas quelques dizaines d'appareils. Les pertes irakiennes devaient elles aussi être limitées, les opérations aériennes visant, le plus souvent, des cibles bien séparées des principaux centres urbains. Lorsque le

plan fut mis en œuvre, à partir du 17 janvier 1991, les forces aériennes présentes dépassaient de beaucoup les prévisions des planificateurs. En conséquence, les trois phases du plan furent comprimées.

# Notes

# PREMIÈRE PARTIE
# La logique de la stratégie

## CHAPITRE 1
## L'USAGE CONSCIENT DU PARADOXE DANS LA GUERRE

1. Carl Von Clausewitz, *De la guerre*, livre 1, chapitre 7.

2. Ibid. livre 2, chapitre 3.

3. La route du Chouf rejoint, depuis Jazzine, la route Beyrouth-Damas qui se poursuit à son tour vers Chtaoura, à l'est, objectif israélien du moment, où se trouvait cantonné le quartier général syrien pour le Liban. L'avancée israélienne fut bloquée à Aïn Jalta, à quelques kilomètres de la route principale. Voir Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Israel's Lebanon War* (1984), p. 160-161.

4. L'avancée du corps 446 de Ben Gal commença au matin du 10 juin 1982. Ibid., p. 117, 171-173.

## CHAPITRE 2
## LA LOGIQUE EN ACTION

1. La campagne se termina officiellement le 25 juin 1940, avec l'acceptation par l'Italie de la demande d'armistice française, mais les combats de la dernière semaine se déroulèrent sans beaucoup d'ardeur, de part et d'autre, sauf dans les secteurs de la ligne Maginot où la 2$^{e}$ Armée française opposa une forte résistance jusqu'au 22 juin.

2. En septembre 1939, quand la guerre fut déclarée, sur 103 divisions allemandes, 16 seulement (Panzer, motorisées et légères) étaient entièrement motorisées. Chacune des 87 divisions d'infanterie disposait, en théorie, de 942 véhicules (voitures de reconnaissance, d'état-major, tracteurs d'artillerie et camions), un parc suffisant au transport sur roues d'un homme sur six, mais l'acheminement du ravitaillement dépendait, pour l'essentiel, de 1 200 voitures à cheval. En mai 1940, le nombre de camions avait été divisé par deux après la campagne de Pologne, menée par de mauvaises routes, et de nouvelles voitures à cheval avaient dû être adjointes. Depuis les gares jusqu'aux dépôts divisionnaires, le ravitaillement devait être acheminé par des régiments du train, équipés de camions, mais il n'en existait que trois pour l'ensemble des fronts, dotés, au total, de 6 600 camions. Voir Martin Van Creveld, Supplying War (1977).

3. Burkhart Mueller-Hillebrand, *Das Heer, 1933-1945* (1956), vol. 2, tableau 29, cité par Van Creveld, *Supplying War* (1977), p. 144-147.

4. Le matin du 18 octobre 1941, la 10e division de Panzer et la division SS Das Reich atteignaient Mojaïsk, sur la route principale de Moscou. L'annihilation de 8 armées soviétiques dans le secteur de Vyazma-Bryansk était alors presque totale (l'armée allemande fit, selon ses propres chiffres, 665 000 prisonniers), parachevant la phase de victoires ininterrompue sur le sol russe. Voir John Erickson, The Road to Stalingrad (1975), p. 216-220. À ce point, les éléments avancés des groupes de Panzer 2 et 3 (dirigés par Guderian et Hoth) du Groupe d'Armées du Centre avaient progressé sur 850 kilomètres en ligne droite depuis le 22 juin 1941 et les forces de Guderian venaient d'être dirigées sur Moscou, après leur mouvement vers le sud, destiné à fermer le vaste encerclement de Kiev à Romny.

5. Des deux armées présentes sur le secteur, seuls deux corps étaient en état d'attaquer. Voir Albert Seaton, *The Battle for Moscow* (1983), p. 165.

6. La contre-offensive menée par le Groupe d'Armées du Sud, sur le Donets et sur Kharkov, inscrivit le nom de Fritz Erich von Manstein parmi les célébrités de l'Histoire militaire. Six corps blindés soviétiques de l'armée « Groupe Popov » qui s'étaient trop avancé vers le sud furent encerclés et anéantis et deux armées soviétiques furent écrasées lors de la reconquête de la région de Kharkov par les Allemands. Voir Earl F. Ziemke, Stalingrad to Berlin (1968) et Erich von Manstein, Lost Victories (1958), p. 367-442.

7. Ziemke, *Stalingrad to Berlin*, p. 501.

8. Voir Raymond L. Garthoff, Soviet Military Doctrine (1953), p. 18-19, pour une analyse de la doctrine.

9. En Libye, en l'absence de chemin de fer et dans l'impossibilité d'employer la traction animale, par manque d'eau et de fourrage, seules les colonnes de camions rejoignant le front depuis le port de Tripoli pouvaient ravitailler l'armée de Rommel. Avec leur charge utile totale de 6 000 tonnes, en avril 1941, au début de l'intervention allemande, ces camions pouvaient ravitailler les deux divisions initiales de l'Afrika Korps dans un rayon de 500 km, aussi Rommel avait-il pour consigne expresse de ne pas attaquer. Quand il décida de lancer sa première offensive pour encercler les forces britanniques (trop éloignées, elles aussi, de leurs bases, après leur victoire sur les Italiens), celles-ci s'effondrèrent rapidement ; au cours d'une progression sans précédent dans l'Histoire, il couvrit une distance de 1 700 km, reconquit la Libye et pénétra en Égypte. Son avant-garde, bloquée dans le désert, dut subsister sur les fournitures prises à l'ennemi, avant d'être condamnée au repli. Voir Van Creveld, *Supplying War*, p. 186.

10. C’est-à-dire pour le combat contre les chasseurs ennemis comme pour l’attaque des troupes au sol. Voir Williamson Murray, Strategy For Defeat (1983), p. 1-25.

11. Le premier bombardement d’objectifs situés à l’intérieur de l’Allemagne, dans la Ruhr, intervint le 15 mai 1940, le premier raid sur Berlin eut lieu dans la nuit du 25 août. De la déclaration de guerre, en septembre 1939, jusqu’en mai 1940, l’aviation britannique ne largua que 64 tonnes de bombes et jamais délibérément sur les villes allemandes qui ne servirent d’objectif que pour des tracts de propagande. La fameuse vantardise de Goering semblait donc justifiée jusqu’à ce que la fin de la « drôle de guerre », l’invasion de la France et l’arrivée au pouvoir de Churchill ne changent la donne. En mai 1940, 1 668 tonnes de bombes furent larguées sur l’Allemagne, 2 300 tonnes en juin et seulement 1 257 en juillet, les bases aériennes avancées ayant été détruites. Des 1 365 tonnes d’août, on passa à 2 339 en septembre. Voir Charles Webster et Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive against Germany* (1961), I, 144, 152 et IV, 455. Cité ci-après sous les initiales *SAO*.

12. Pendant le mois de mai 1942, à l’issue de 2 702 sorties, le British Bomber Command avait perdu 114 avions, 256 autres étaient sérieusement endommagés. Après les 4 801 sorties de juin, 199 avions étaient perdus, 442 endommagés ; en juillet, les sorties furent réduites à un total de 3 914, les pertes baissèrent, mais pas en proportion, pour s’établir à 117, avec 315 avions endommagés ; seules 2 454 sorties eurent lieu en août (contre 4 242 en août 1941) avec 142 avions perdus et 233 endommagés. Voir SAO, IV, appendice 40, p. 432, et Alfred Price, Instruments of Darkness (1977), p. 55.

13. Le total mensuel de bombes larguées par le British Bomber Command avait été réduit à 2 714 tonnes en décembre 1942, après avoir atteint le niveau record de 6 845 tonnes en juin 1941 ; en 1943, les 4 345 tonnes larguées en janvier furent suivies par 10 959 tonnes en février et la croissance régulière se poursuivit jusqu’aux 20 149 tonnes du mois d’août. Pendant ce même mois, la 8$^{e}$ Air Force américaine largua 3 999 tonnes de bombes. Voir *SAO*, IV, appendice 44, p. 456.

14. Window était le nom de code britannique désignant les rubans métalliques largués pour réfléchir les ondes des radars.

15. L’effet « ouragan de feu » est décrit, pour la première fois, dans le célèbre rapport du président de la police de Hambourg, daté du 1$^{er}$ décembre 1943. Pour un extrait, voir *SAO*, IV, appendice 30, p. 310-315 et Martin Middlebrook, *The Battle of Hamburg* (1981), p. 214-240.

16. Le British Bomber Command perdit 314 appareils (et 416 endommagés) en janvier 1944, 199 (264 endommagés) en février, 283 (402 endommagés) en mars. Ce taux était insoutenable : en mars, la disponibilité moyenne était de 974 avions. Voir SAO, IV, appendice 40, p. 433 et appendice 39, p. 428.

17. Lors des essais du système « Window », il apparut que le modèle de radar obsolète Mark IV, pour la chasse nocturne, pouvait déjouer ces contre-mesures, alors que le modèle Mark VII, plus performant et plus récent, ne le pouvait pas. Price, *Instruments*, p. 117.

18. Le Ju-88 allemand qui atterrit par erreur sur une base aérienne anglaise, en juillet 1944, était équipé d’un instrument désigné par le nom de code Flensburg, capable de détecter, classifier et localiser les signaux émis par « Monica », le radar de queue des appareils britanniques. Ibid., p. 214-215.

# CHAPITRE 3
# L'EFFICACITÉ ET LE POINT CULMINANT DU SUCCÈS

1. Les démonstrations de la torpille auto-propulsée Whitehead eurent lieu à Fiume (Autriche-Hongrie), en janvier 1867. La Royal Navy commanda des essais en 1869, s'équipa en 1870 et obtint une licence de fabrication l'année suivante. Voir Bernard Fitzsimons, *Encyclopedia of Twentieth Century Weapons and Warfare*, XXIII, 2508, désigné ci-après sous l'abréviation *WW*.

2. Philippe Masson, Histoire de la Marine (1983), vol. 2, passim.

3. *WW*, XXIII, 2515.

4. Voir Avraham Adan, On the Banks of the Suez (1980), p. 117-164.

5. Le mortier, première arme à feu de l'Histoire, est utilisé depuis le XIV^e^ siècle. Il reste très efficace contre les armes les plus modernes du combat terrestre. À la différence des mitrailleuses, à peu près inutiles au-delà de 800 mètres et limitées au tir tendu, les mortiers israéliens portaient plus loin que les missiles Sagger égyptiens et pouvaient aussi envoyer leurs projectiles en trajectoire parabolique dans les tranchées et les positions enterrées des servants de missiles et de lance-roquettes.

6. Ils étaient efficaces non au niveau tactique, mais au niveau opérationnel de la stratégie (pour ces notions, voir la deuxième partie de ce livre). Les armes à charge creuse classiques (non guidées) prouvèrent leur utilité dans des conditions d'emploi similaires à celles de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire dans le combat de rues avec une couverture ample ou dans un environnement très boisé.

7. Il faut entendre par « administration » toutes les activités, dans la sphère militaire, qui ne reflètent pas des objectifs de guerre établis en fonction de l'ennemi ou qui n'exploitent pas l'intimidation et la dissuasion. La définition de Clausewitz introduit une distinction d'un autre ordre : « Les activités caractéristiques de la guerre peuvent être séparées en deux catégories principales : celles qui sont simplement des préparatifs à la guerre et celles qui appartiennent à la guerre elle-même ». Une telle définition implique que la « logique linéaire », selon ma terminologie (la « science » selon Clausewitz), s'applique aux premières, non aux deuxièmes (*De la guerre*, livre 2, chap. 1). Il est cependant indiscutable que les « préparatifs de la guerre » (la politique militaire en temps de paix) sont eux aussi déterminés par les choix tactiques et opérationnels de l'ennemi, aussi bien que par les objectifs de persuasion qui reflètent la perception particulière des orientations et des structures militaires de tel ou tel ennemi. Ces préparations ne sont pas exclusivement déterminées par des priorités indépendantes de l'ennemi, y compris la volonté d'optimiser les décisions en les référant à des critères « scientifiques ». Clausewitz, le premier, mit en évidence cette distinction fondamentale, sans placer, pour autant, la frontière au bon endroit, réduisant ainsi le champ propre de la stratégie. La différence qu'il introduit entre « le savoir-faire du fabricant de lames » et « l'art de l'escrime » reflète une confusion entre la conception des épées, d'une part, laquelle prend en compte les qualités de l'armement ennemi et cherche à y riposter et, d'autre part, les procédés de fabrication relevant des techniques métallurgiques, qui recherchent une efficacité générique. *De La Guerre*, livre 2, chap. 2 (« À l'origine, le terme d'"art de la guerre" désignait uniquement la préparation des forces »).

8. Dans l'enceinte du Congrès américain, la « duplication » fait l'objet de critiques constantes. Le terme est appliqué, avec une imprécision tout à fait excusable, aux acquisitions concomitantes de différents modèles de chasseurs, d'armements antichars, etc. Dans la même veine, tout au long de la guerre froide, des critiques furent exprimées contre l'asymétrie existante entre les forces du Pacte de Varsovie, toutes équipées des mêmes armes soviétiques, et les armées de l'Ouest, dotées chacune de matériels propres, comme s'il s'agissait là d'un inconvénient insurmontable.

9. Le 25 août 1943, une bombe planante Hs-293 manqua le HMS *Bideford ;* deux jours plus tard, la même arme endommagea l'*Athabaskan* et coula l'*Egret*, en baie de Biscaye. Le 8 septembre 1943, le *Roma*, un bâtiment italien en route pour rejoindre la flotte alliée, fut coulé par des missiles guidés allemands de type SD-100X (dénommés aussi FX), propulsés par fusées. Voir F. H. Hinsley et al., *British Intelligence in the Second World War* (1984), III, 220, 339-340 et *WW*, XVI, 1754. Le Styx, premier missile soviétique mer-mer, apparu dans les années 1950, devint opérationnel en 1959 ; le premier missile soviétique air-mer (Kangourou) entra en service en 1960, *WW*, XX, 2419 et XIV, 1558. Si ces introductions passèrent relativement inaperçues, le tir de 6 missiles Styx égyptiens, le 21 octobre 1967, qui coulèrent le destroyer israélien *Elat*, au large de Port-Saïd, raviva l'intérêt à l'égard des missiles antinavires et des contre-mesures à leur opposer. Voir Edward Luttwak et Dan Horowitz, *The Israeli Army* (1975), p. 316.

10. Conformément à la procédure en vigueur dans les années 1970-80. Voir, par exemple, Report of the Secretary of Defense to the Congress on the FY 1987 Budget, 5 février 1986, p. 197.

11. Des avions à long rayon d'action, basés à terre, peuvent aujourd'hui survoler les océans et contrôler les routes maritimes, il a donc été suggéré de mettre en place de tels « croiseurs » aériens. En ce qui concerne le convoyage des troupes, en cas d'opérations de débarquement, il existe des projets très sérieux de sous-marins de transport de grandes dimensions, à propulsion non nucléaire, qui pourraient aussi assurer le transport de marchandises.

12. Alistair Horne, The Price of Glory (1962), p. 327-328. L'ossuaire de Verdun reste un lieu très visité, il ne peut inspirer qu'un profond scepticisme à l'égard de la civilisation européenne moderne.

13. Pierre Sergent, *Je ne regrette rien* (1972), p. 149-150.

## CHAPITRE 4
## LA CONVERGENCE DES CONTRAIRES

1. SAO, I, 152.
2. *Ibid.* I, 182.
3. Martin Gilbert, Finest Hours, (1983), p. 1103-1105.
4. *SAO*, I, 182, 184-185.
5. Ibid., IV, appendice 39, p. 428.
6. *Ibid.*, I, 347.

7. Arthur Harris, chef du Bomber Command pendant ces années cruciales, et probablement le plus sous-estimé des responsables militaires alliés, développe son analyse de la question avec une grande finesse dans ses mémoires : Bomber Offensive (1947), p. 220-234.

8. Wesley F. Craven et James L. Cate, *The Army Air Forces in World War II* (1949), II, 682-684, 702-704.

9. Selon le responsable de la production de guerre allemande de l'époque, Albert Speer, des attaques réitérées auraient pu avoir un impact décisif. Ce en quoi il se trompe, car une décentralisation serait intervenue avant. Voir Albert Speer, Inside the Third Reich (1970), p. 284-287.

10. Pour un bref résumé historiographique, voir David MacIsaac, *Strategic Bombing in World War II* (1976).

11. Voir le New York Times du 26 juillet 1998, p. 1, 6 : « US Cancels Plans for Raids on Bosnia to Capture 2 Serbs ».

12. « Risk and Restraint : Why the Apaches Never Flew in Kosovo », *The Washington Post*, 29 décembre 1999, p. A1, A22.

# DEUXIÈME PARTIE
# Les niveaux de la stratégie

## CHAPITRE 7
## LE NIVEAU TECHNIQUE

1. Les premières armes à feu furent introduites au Japon, en 1542, par un navire portugais. En 1575, les 3 000 meilleurs arquebusiers d'Oda Nobunaga (son armée en comptait déjà 10 000) anéantirent la cavalerie de Takeda Katsuyori, fierté du clan Takeda, lors de la bataille de Nagashino, sur l'île de Mikawa. Toute une tradition militaire était remise en cause à cette occasion. Voir George Sansom, A History of Japan (1961), p. 263-264, 281. Pour un compte rendu détaillé, mais non référencé, de la bataille de Nagashino, voir S. R. Turnbull, The Samurai (1977), p. 158-160. S'ils équipèrent très vite la piétaille avec les nouvelles armes, les samouraïs continuèrent à arborer leurs sabres et non des pistolets, jusqu'à l'abolition de cette marque de distinction et la disparition de leur caste, après la restauration Meiji de 1868.

2. A. M. Low, *Musket to Machine-Gun* (1942), p. 66-67 ; Michael Howard, *The Franco-Prussian War* (1968), p. 36.

3. Voir l'exposé intéressant de William McElwee, The Art of War (1974), p. 141-146.

4. Robert Jungk, *Brighter than a Thousand Suns* (1964), p. 106-107.

5. L'initiative de défense stratégique, annoncée par le président Reagan en mars 1983, en est un exemple significatif. La décision ne s'appuyait pas sur l'autorité d'un avis scientifique,

ayant fait l'objet d'un consensus dans l'appareil d'État. Seules les questions scientifiques échappent, semble-t-il, aux processus de décision « scientifiques ».

# CHAPITRE 7
# LE NIVEAU OPÉRATIONNEL

1. Voir « The Operational Level of War », *International Security*, 5 (hiver 1980-81), republié in : Edward N. Luttwak, *Strategy and History : Collected Essays*, vol. 2 (New Brunswick, Transaction Books, 1985). L'édition subséquente du manuel militaire élémentaire de l'armée américaine (*Field Manual* 100-5), auquel j'ai contribué en tant que consultant, inclut et développe la notion de niveau opérationnel, reprise plus tard par les manuels de tous les services de l'armée américaine. Le major général J. J. G. Mackenzie et Brian Holden Reid dans *The British Army and the Operational Level of War* (Londres, Triservice Press, 1989) font référence de façon explicite à l'origine de ce concept.

2. En allemand, operativ Kriegskunst, dont le russe, operativnoye iskusstvo, dérive ostensiblement. Le terme « opérations », d'usage fréquent dans l'administration militaire américaine, par exemple dans l'expression « théâtre d'opérations européen » signifie, d'une manière plus générale, les activités relatives au combat. Basil Liddell Hart a tenté d'introduire un terme équivalent, toutefois son « grand tactics » n'est entré ni dans la terminologie officielle ni dans l'usage courant.

3. Les officiers du Fighter Command ne se satisfaisaient pas tous de la situation : certains d'entre eux proposaient une riposte de niveau opérationnel. En particulier, Douglas Bader et Trafford Leigh-Mallory, respectivement chef d'escadrille et commandant de groupe, préconisaient l'attaque des bombardiers allemands au retour de leur mission, par des groupes au complet (lesquels n'avaient pas le temps de se rassembler pour intercepter les formations allemandes avant leurs bombardements) en remplacement des interceptions effectuées par les escadrilles isolées. Leur projet tirait parti d'une faiblesse de la Luftwaffe : le peu d'autonomie de son meilleur chasseur, le monomoteur Bf-109. Ils estimaient pouvoir ainsi améliorer les réultats de la RAF, la plupart des Bf-109 étant dans l'impossibilité de manœuvrer par manque de carburant au retour de leur mission, quand ils n'avaient pas tout simplement rejoint leurs bases, laissant les bombardiers sans escorte. Voir John Terraine, *The Right of the Line* (1985), p. 198-205.

4. La manœuvre d'encerclement israélienne commença avec la traversée du canal de Suez. Du premier rapport mentionnant un mouvement israélien au-delà du canal, transmis dès la nuit du 15 octobre, le haut commandement égyptien conclut à une opération de commando éphémère. De fait, la manœuvre concernait alors moins de 3 000 hommes et quelques chars, transportés sur des barges. Le 17 octobre, seulement, Le Caire comprit que les Israéliens continuaient à renforcer leur tête de pont ; à cette date, un pont flottant était déjà en place et une division au grand complet avait pu traverser. Elle avançait en direction d'Ismaïlia, au nord, en vue d'élargir la tête de pont et de couper de ses arrières la 2e Armée, positionnée sur la rive est. Toutefois, de petits détachements de chars patrouillaient dans toutes les directions pour détruire les rampes de missiles antiaériens, si bien que les rapports mentionnaient la présence israélienne dans un très vaste secteur. Malgré la confusion des informations, dès le 18 octobre, une interprétation correcte des intentions israéliennes conduisait à renforcer le secteur

d’Ismaïlia. Cependant, après le passage d’une nouvelle division blindée sur la rive Ouest, la veille, les Israéliens avaient modifié leurs plans : la pénétration s’opérait maintenant en direction du sud, pour couper la 3e Armée, autour de la ville de Suez. Le haut commandement égyptien réalisa le revirement, le 19, mais ses prévisions ayant déjà été invalidées deux fois, la marche à suivre paraissait incertaine : redoutant une menace imminente sur Le Caire, il dépêcha toutes les réserves disponibles autour de la capitale, au lieu d’attaquer les forces qui convergeaient vers Suez. Pour un récit détaillé, voir Hanoch Bartov, Dado (1981), p. 482 et suivantes.

5. J’ai eu l’occasion de le signaler plus haut, l’Union soviétique, à la différence de la Pologne et de la France, avait la profondeur nécessaire pour faire face au *blitzkrieg* allemand. Pendant la campagne de 1941, Staline ne tenta pas d’exploiter son avantage géographique : les Allemands durent affronter une résistance continue tout au long de leur progression vers Léningrad et Moscou. À partir de l’été 1942, quand Les Allemands commencèrent leur nouvelle avancée, en direction du sud-ouest, cette fois-ci, vers Stalingrad et les gisements de pétrole du Caucase, la leçon avait été tirée : au cours de leur repli, les Soviétiques les devancèrent et préservèrent leurs forces afin d’établir un nouveau front continu.

6. Entre 1939 et 1942, les blitzkriegs successifs de la Wehrmacht exploitèrent, avant tout, un effet psychologique. Pour l’essentiel, ses colonnes de pénétration se composaient de motocyclettes, de voitures blindées, de chars légers, de transports chenillés, de tracteurs d’artillerie, d’un grand déploiement de camions et d’un nombre restreint de chars de combat (un régiment de 100 à 150 chars pour chaque division de Panzer). Les colonnes soviétiques de la guerre froide étaient, elles, organisées autour d’une imposante phalange blindée, alignant jusqu’à 322 chars dans ses divisions cuirassées de première ligne.

7. Le cas du char américain M1 est exemplaire. Entre autres innovations, il est doté d’un moteur à turbine, qui offre d’excellentes accélérations, aux dépens de l’autonomie. Quand le nouveau char fut enfin introduit, la doctrine opérationnelle de l’armée américaine avait connu des modifications considérables et, si la mobilité tactique – la rapidité sur le champ de bataille et la capacité à passer les obstacles – comptait toujours, la priorité allait à la mobilité opérationnelle (l’autonomie), pour laquelle un moteur Diesel est bien mieux adapté. Par ailleurs, son blindage en nouveaux matériaux composites, quoique d’une qualité indiscutable, protège principalement l’avant, en conformité avec les anciennes exigences tactiques, quand la nouvelle doctrine opérationnelle accorde plus d’importance à la protection de l’ensemble du char.

# CHAPITRE 8
# STRATÉGIE DE THÉÂTRE I : OPTIONS MILITAIRES ET CHOIX POLITIQUES

1. Pendant les années 1970 et 1980, 30 divisions de chars et d’artillerie motorisée étaient réparties entre l’Allemagne de l’Est (19 divisions), la Tchécoslovaquie \1, la Hongrie \1 et la Pologne (12), représentant un total de 10 500 chars ; le nombre de véhicules de combat était supérieur. IISS, Military Balance, 1985-86, p. 26.

2. On estime aujourd’hui ques les armées d’Allemagne de l’Est et des autres pays du Pacte de Varovie, couplées à des unités soviétiques de moindre importance, simulant des formations

entières, devaient se livrer à des attaques de diversion sur les segments du front où aucune offensive décisive n'était prévue. Le temps que la nature de ces manœuvres soit identifiée, les percées auraient réussi. Incidemment, c'était le meilleur emploi possible de troupes peu sûres aux yeux des Soviétiques. Par comparaison, les plans de l'Otan prévoyaient de mobiliser 2 100 lanceurs de missiles guidés antichars sur le front central, y compris les forces stationnées en Norvège et au Danemark.

3. Le général Maurice Gamelin, chef de l'état-major français en 1939, en est sans doute la figure la plus significative. Voir les commentaires de Robert J. Young, In Command of France (1978), p. 48-51.

4. La puissance de nombreuses bombes et ogives intercontinentales se situe autour d'un million de tonnes d'équivalent TNT (une mégatonne), celle des armes du champ de bataille autour de mille tonnes (une kilotonne), soit le quatorzième de l'énergie dégagée par la bombe d'Iroshima et le dix-neuvième de celle de Nagasaki. L'ampleur des ondes de choc et de chaleur et des radiations immédiates sont comparables à celles-ci et, sauf dans le cas d'armes à radiations renforcées (bombe à neutrons), c'est habituellement en référence à l'onde de choc que sont fixées les limites d'efficacité sur les forces au sol visées.

5. En raison d'une inertie due à des inhibitions contradictoires, les deux armées grecque et turque ont gardé en service, jusqu'à la fin des années 1980, l'une des premières armes nucléaires de ce type, la fusée Honest John, d'une portée de 40 km, introduite en 1953. Cette situation n'aurait pas manqué d'être dangereuse, si les fusées avaient été équipées de leurs têtes nucléaires, conformément aux plans de guerre de l'Otan. Bien entendu, cela ne se produisit jamais. Voir IISS, Military Balance, 1985-86, p. 85-86.

6. La politique américaine, dite de « représailles massives », qui prévoyait une escalade rapide jusqu'aux frappes nucléaires, fut abandonnée dès les débuts de l'administration Kennedy. Elle resta cependant en vigueur au sein de l'Otan jusqu'en 1967, à la demande de plusieurs États membres, dont l'Allemagne de l'Ouest. Le Comité militaire des États-membres de l'Otan accepta alors la nouvelle politique de « riposte flexible » (promulguée officiellement en 1968 par le Document MC 14/3 de l'Otan) et s'engagea à fournir les forces supplémentaires, nécessaires à une défense conventionnelle « vigoureuse ». Sur ce sujet très documenté, voir, par exemple, Raymond E. Burrel, *Strategic Nuclear Parity and NATO Defense Doctrine* (1978), p. 13.

## CHAPITRE 9
## STRATÉGIE DU THÉÂTRE II : OFFENSIVE ET DÉFENSIVE

1. Jochen Löser, Weder rot noch tot (1982).

2. Franz Uhle-Wettler, *Leichte Infanterie im Atomzeitalter* (1966). Les principes d'une défense « amorphe », sur le modèle d'une éponge, sont exposés dans l'*Essai sur la non-bataille* (1975), de Guy Brossollet, un ouvrage fondateur.

3. Steven L. Canby, « Territorial Defense in Central Europe » (1980) et d'autres travaux du même auteur.

4. William Scotter, « A Role for the Non-Mechanized Infantry » (1980).

5. Leurs promoteurs ne se rappelaient pas toujours que de tels projets auraient exigé une organisation décentralisée de l'approvisionnement. Des stocks plus importants auraient été nécessaires pour assurer la distribution jusqu'aux dépôts de moindre importance et aux caches dispersés sur toute la zone de combat.

6. L'attribution à l'ennemi d'un comportement mécanique et rigide est caractéristique de tous les antagonismes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, bien que la flexibilité de l'armée allemande fut reconnue comme sa première qualité, ses officiers et ses soldats étaient souvent dépeints comme des automates ou des robots. En réalité, l'armée allemande accordait une marge d'initiative notable à ses officiers subalternes et à ses sous-officiers, la chaîne de commandement étant apte à s'adapter aux nécessités opérationnelles, avec une souplesse dont on ne trouve pas l'équivalent dans l'armée américaine, sans même parler de l'armée britannique. Il semble néanmoins que la rigidité de l'armée soviétique, aux niveaux subalternes, au moins, n'ait pas été une pure invention. Cette insuffisance ne tient ni à des raisons culturelles, ni à la doctrine officielle (qui faisait appel à l'initiative à tous les niveaux) mais plutôt à une appréciation légitime du règlement : si des récompenses étaient prévues pour les initiative couronnées de succès, les sanctions applicables aux erreurs résultant d'actions non autorisées étaient systématiquement plus graves que celles envisagées pour obéissance contre-productive. Lors de la guerre en Afghanistan, les appels officiels à l'initiative n'ont – évidemment – pas manqué. Pour une analyse comparative des cadres institutionnels, voir Richard A. Gabriel, *The Antagonists* (1984).

7. Guerilla de Walteur Lacqueur (1976) reste le recueil le plus utile sur la question. Une analyse classique de la guerre révolutionnaire est développée dans La Guerre moderne de Roger Trinquier (1961).

8. Voir Walter Laqueur, *Guerilla*, p. 202-208. Pour un examen détaillé de l'efficacité de la Résistance française dans l'accomplissement d'une tâche spécifique revêtant une importance exceptionnelle après que le débarquement du 6 juin 1944 eut créé un contexte favorable, voir Max Hastings, *Das Reich* (1981).

9. Pour un témoignage éclairant, voir Stefan Korbonski, Figthing Warsaw (1968).

10. Il arrive que l'occupant reçoive un soutien local, comme cela s'est produit pour les Allemands, pendant la Seconde Guerre mondiale, même sur le territoire soviétique. À certains endroits, les milices pro-allemandes étaient assez efficaces pour se substituer à la politique de représailles, comme dans le « district administratif autonome » de Lokot dans la région d'Orel-Koursk, au sud de Bryansk, où vivaient 1,7 million d'habitants. En 1942-43, une milice entièrement russe de quelque 10 000 membres défendait le territoire. La collaboration reposait sur un fond politique (l'anticommunisme). La milice de Lokot, créée par le général Rudolf Schmidt, de la Deuxième Armée de Panzer, et par un ingénieur russe (remplacé, plus tard, par Bronislav Kaminski) prit le nom de Rouskaya Osvoboditelnaya Narodnaya Armiya (Armée populaire de libération russe). Point crucial de l'accord, la SS n'avait pas le droit d'opérer dans le territoire contrôlé par la milice, lequel échappait à la politique de représailles lorsque des actions de résistance se produisaient. Des arrangements de ce type, souvent non formalisés, ont été fréquents dans les régions occupées et encouragés par les officiers de la Wehrmacht. Voir H. K. Günther, « Der Kampf Gegen Die Partisanen » (1968). La SS s'y opposait avec détermination, en critiquant la nécessité d'armer des « sous-humains », jusqu'à ce que la détérioration de la situation militaire et la pénurie d'hommes ne l'amène à réviser son point de

vue. Elle continua à s'opposer aux milices, mais seulement parce qu'elle souhaitait recruter tous les hommes valides pour ses nombreuses unités ethniques.

11. Observation personnelle, Morazan Departemento, El Salvador, 1982-83.

# CHAPITRE 10
# STRATÉGIE DE THÉÂTRE III : INTERDICTION ET ATTAQUE SURPRISE

1. Notons, parmi ces plans, l'Attaque des forces d'exploitation et de remplacement, strictement non nucléaire, qui envisageait des attaques en profondeur à portées courte, moyenne et longue, contre les unités soviétiques au cours de leur progression ; *Airland Battle 2 000* et *Airland 2 000*, concepts de l'armée américaine qui mettaient l'accent sur les attaques en profondeur, coordonnées au niveau du corps d'armée ; *Deep Strike*, un schéma principalement nucléaire qui, dans sa version non nucléaire, privilégiait le recours aux missiles balistiques pour expédier des sous-munitions sur des cibles fixes. Enfin, *Air Counter 90* prescrivait des attaques contre les bases aériennes soviétiques.

2. Les plus économiques des missiles équipés de sous-munitions pour l'attaque de cibles fixes de grande dimensions (bases aériennes, dépôts de ravitaillement, gares de triage) ou de cibles fortifiées (centres de commandement) sont les missiles balistiques à trajectoire haute, identiques aux vecteurs de charges nucléaires. De fait, la solution la plus économique aurait consisté à redéployer en Europe des missiles balistiques intercontinentaux déclassés, reconvertis pour des rayons d'action moindres et emportant des charges conventionnelles plus importantes. Mais la présence d'armes de ce type sur le territoire européen aurait compromis les négociations américano-soviétiques sur le contrôle des armements. Par ailleurs, leur mise à feu éventuelle aurait pu être interprétée comme le précurseur d'une attaque nucléaire. Enfin, pour être économiques, les missiles balistiques de grande dimension, qu'il s'agisse de nouveaux modèles ou de vecteurs reconvertis, auraient dû être installés sur des rampes de lancement fixes, lesquelles, mêmes fortifiées, auraient été vulnérables aux attaques conventionnelles ou nucléaires. Les missiles de croisière aérodynamiques, équipés de grosses ogives non nucléaires, sont efficaces contre de petites cibles dures, ponts et viaducs, par exemple. Les missiles de croisière à sous-munitions ont une efficacité comparable à celle des missiles balistiques contre des cibles plus importantes et moins dures, tels que dépôts de fournitures, nœuds ferroviaires et bases aériennes. Un aspect reste discuté aujourd'hui : celui du coût relatif d'un missile de croisière à usage unique et d'un avion piloté, prévu pour effectuer de nombreuses missions, mais au prix de la formation dispendieuse d'un pilote et d'un équipement de protection, indispensable pour le combat et plus coûteux encore. Un autre débat concerne la vulnérabilité des missiles de croisière aux moyens de défense anti-aériens (y compris les barrages de ballons disposés autour des objectifs les plus sensibles) ; si les aéronefs sans pilote constituent des cibles visuelles et radar très réduites (plus encore avec les modèles furtifs) ils sont incapables de manœuvres d'esquive. Voir Fred N. Wikner, « Interdicting Fixed Targets with Conventional Weapons » (1983) ; Richard K. Betts, ed., Cruise Missiles (1981), p. 184-211 ; Steven L. Canby, « New Conventional Force Technology and the Nato-Warsaw Pact Balance, I » (1985), p. 7-24 et Donald R. Cotter, « New Conventional Force Technology and the Nato-Warsaw Pact Balance, II » (1985), p. 25-39.

3. Pendant la guerre de Corée, sur les 399 600 sorties de l'US Air Force, 220 200 reçurent la classification de « frappes d'interdiction ». Cet effort extraordinaire servit parfois à contenir les offensives chinoises ; le plus souvent, il contraignit l'adversaire à multiplier le nombre des porteurs. Les interdictions représentent une proportion plus importante encore du total, lui-même beaucoup plus élevé, des sorties effectuées pendant la guerre du Vietnam pour un résultat certes significatif, mais non décisif. Pour les statistiques de la guerre de Corée et les estimations concernant le Vietnam, voir William D. White, *US Tactical Air Power* (1974), p. 68.

4. Dans les années 1960, alors que les infrastructures routières étaient encore très sommaires, il était estimé que la destruction de 90 % de la « capacité de circulation » des réseaux routiers et ferroviaires entre l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Ouest n'empêcherait pas une offensive soviétique de grande ampleur, les 10 % intacts suffisant à assurer sa logistique. Alain C. Enthoven et K. Wayne Smith, How Much Is Enough ? (1971), p. 222.

5. Donald R. Cotter, « New Conventional Force Technology, I », p. 25-38. Pour une appréciation plus pessimiste, voir Steven L. Canby, « New Conventional Force Technology, II », p. 7-24.

6. Clausewitz, De la Guerre, livre 7, chap. 18.

## CHAPITRE 11
## NON-STRATÉGIES NAVALE, AÉRIENNE, NUCLÉAIRE

1. Alfres Thayer Mahan, *Naval Strategy* (1911), p. 6, cité par Philip A. Crowl, « Alfred Thayer Mahan », in Peter Paret, éd, *Makers of Modern Strategy* (1986), p. 458. L'auteur montre que Mahan s'est inspiré du concept élaboré par Henri Jomini (1779-1869). Emprunt d'un grand vulgarisateur à un autre.

2. La priorité abolue accordée à ce concept, dans l'ère post-mahanienne du sous-marin, fut dûment critiquée après la Première Guerre mondiale. Voir John H. Maurer, « American Naval Concentration and the German Battle Fleet, 1900-1918 » (1983), p. 169-177.

3. De nombreux documents institutionnels entrent dans cette catégorie. Voir, par exemple, *The Maritime Strategy*, publié par l'Institut naval américain (1986), avec des contributions par le secrétaire à la Marine, le chef des opérations navales et le commandant du corps des *Marines*. La plupart des travaux universitaires ne tombent pas dans ce travers, ainsi *The Development of Naval Thought*, par Herbert Rosinski (1977) et l'ouvrage classique de L. W. Martin, *The Sea in Modern Strategy* (1967). L'importante étude d'Hervé Coutau-Bégarie, *La Puissance maritime : Castex et la stratégie navale* (1985), fait référence au terme controversé, mais son contenu est, en réalité, équivalent au livre de Rosinski (*La Pensée stratégique navale*). Bernard Brodie fait exception à cette règle : le contenu de *A Layman's Guide to Naval Strategy* (1942), révisé en 1965 sous le titre de *A Guide To Naval Strategy* est, pour l'essentiel, technique, tactique et opérationnel.

4. Pour Giulio Douhet, le prophète de la puissance aérienne autonome, le ciblage constituait la substance même de la « stratégie aérienne » ; voir Barry D. Watts, The Foundations of U. S. Air Doctrine (1984), p. 6. On trouvera une analyse intéressante de la pensée de Giulio Douhet dans Ferrucci Botti et Virgilio Ilari, Il pensiero militare italiano (1985), p. 89-139.

5. Alfred Thayer Mahan, *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783* et *The Influence of Sea Power upon the French Revolution and Empire, 1793-1812,* ainsi que de nombreuses notations. Pour des sources intellectuelles, voir Robert Seager, *Alfred Thayer Mahan* (1977) et le compte-rendu plus récent de Crowl, « Alfred Thayer Mahan », p. 449-462.

6. De fait, Alfred Thayer Mahan emploie cette notion de façon peu cohérente, bien qu'il y voie son principal apport à la réflexion stratégique ; voir Hervé Couteau-Bégarie, La Puissance maritime, p. 45 et Crowl, « Alfred Thayer Mahan », p. 451.

7. Gerald S. Graham, *The Politics of Naval Supremacy* (1965).

8. Les intitulés de plusieurs chapitres du best-seller de la Seconde Guerre mondiale, Victory through Air Power, d'Alexander P. De Seversky (1942) font écho aux prédictions des trois auteurs : « Le crépuscule de la puissance navale », « L'émancipation de la puissance aérienne », « Organisation pour la suprématie dans les airs ». Ce livre est, en réalité, une collection d'articles.

9. Pour un résumé de cette divergence, voir Barry D. Watts, *The Foundations of U.S. Air Doctrine* (1984), p. 5-10.

10. William Mitchell ne partageait pas ce point de vue : « Une formation de bombardiers… est assurée de subir de lourdes pertes si elle est soumise aux assauts incessants d'une force supérieure [de chasseurs]. »

11. Dans *Strategy for Defeat* (1983), Williamson Murray réfute l'idée erronée selon laquelle les chefs de la Luftwaffe auraient été unanimes – malgré leurs antagonismes chroniques – pour rejeter cette thèse et se contenter d'une fonction d'auxiliaires de l'armée de terre (p. 8-9 ; 19-21). L'auteur, toutefois, tord le bâton dans l'autre sens : l'importance des bombardements stratégiques était admise, mais ils n'étaient pas prioritaires. Pour Williamson Murray, la mise en service du He-177 reflète des intentions stratégiques indiscutables (p. 9), mais sa production ne fut jamais prioritaire ; de plus, les complications excessives de sa conception étaient imposées par les bombardements en piqué, tout à fait superflus pour un emploi stratégique.

12. Les travaux du U.S. Strategic Bombing Survey, après la guerre, arrivèrent à cete conclusion. Les résultats précis des bombardements suscitent, aujourd'hui encore, de nombreuses controverses. Voir, par exemple, David MacIsaac, Strategic Bombing in World War Two (1976).

13. Ce point est souligné par divers auteurs, dont Bernard Brodie : *Strategy in the Missile Age* (1959), p. 73 ; Barry D. Watts, dans son *Foundation of U.S. Air Doctrine* (p. 39, note 1) cite un memorandum de 1952, par Bernard Brodie, « The Heritage of Douhet ».

14. Bernard Brodie, dans The Absolute Weapon (1946), p. 46, souligne une nuance trop rarement vue : en propageant la notion de dissuasion, déjà dans l'air, il la décrit comme le but principal de la haute hiérarchie militaire et ajoute : « elle ne peut avoir presque aucun autre but ».

15. La suasion positive (contrainte) est supposée plus difficile à mettre en œuvre que la suasion négative (ou dissuasion). Pour un exposé lumineux de ces notions, voir Thomas C. Schelling, *The Strategy of Conflict* (1960, 1980), p. 195-199.

16. Voir Edward N. Luttwak, « Perceptions of Military Forces and
U. S. Defense Policy » (1977).

17. Diverses configurations de ce type d'évaluation sont étudiées par Thomas C. Schelling, *Arms and Influence* (1966).

18. Telle était la phrase cruciale dans le discours sur les « représailles massives » du secrétaire d'État John Foster Dulles (Bulletin du Département d'État, 25 janvier 1954).

## CHAPITRE 12
## LA RENAISSANCE DE LA PUISSANCE AÉRIENNE STRATÉGIQUE

1. Les F-111 F de l'US Air Force touchèrent plus de 1 500 véhicules blindés avec des bombes GBU-12 de 500 livres. « Air Force Performance in Desert Storm », *US Air Force White Paper*, avril 1991, p. 4.

2. « Air Power in Desert Storm Iraq's POW Speak », document interne du Pentagone, non daté, p. 3.

3. Une brigade blindée devait déclarer la perte de 62 de ses chars sur un total de 80. Sur trois divisions d'infanterie, l'une avait perdu presque la moitié de ses blindés, une autre 75 % et la dernière, la totalité. Deux compagnies de transport sauvèrent 10 de leurs 80 camions.

4. Voir appendice B, tableau 1 ; pour le (haut) pourcentage d'appareils d'escorte, voir le tableau 5.

5. Document libre de l'US Air Force, p. 5. Les B-52D modifiés, dits « Big Belly » utilisés au Vietnam (et retirés du service) transportaient 24 bombes extérieures (de 500 ou 750 livres), comme les autres B-52, mais aussi 84 (au lieu de 27) bombes de 500 livres, ou 42 (au lieu de 27) bombes de 750 livres dans leurs soutes.

6. Maximum de 5 400 kilogrammes, selon le rapport Military Balance 1990-1991, de l'IISS, tableau 2, p. 220 ; 2 bombes Mk-84 de 2 000 livres (soit 908 kilos chaque) équivalent à 1 816 kilos, soit 33 % de 5 400 kilos.

7. Leur charge totalisait 2 000 tonnes, voir « Air Force Performance in Desert Storm », p. 3.

8. Voir tableau 2, II.

9. Voir tableau 2, II.

10. « Air Force Performance in Desert Storm », p. 5.

11. Voir tableau 2, II.

12. Voir tableau 2, I.

13. L'appellation « cible zonale » (et « bombardement de zone ») désigne le bombardements d'aires urbaines ou industrielles ; qui n'a pas été pratiqué pendant la guerre du Golfe.

14. Le bombardement des forces allemandes dans la poche de Falaise, en juillet 1944, reste une exception. Elle s'explique par l'exceptionnelle concentration ennemie.

15. Dans le cas, par exemple, d'un bombardement d'« appui aérien rapproché » combiné à une action au sol. Pendant la guerre du Golfe, les opérations de ce type n'ont représenté que 3 000 des 50 000 sorties aériennes. Voir tableau 1.

16. Ces rumeurs semblent avoir pour source les renseignements britanniques (voir Graham Greene, Notre homme à La Havane).

17. Soit 33,65 % : 27 735 Mk-20 et 29 116 CBU furent larguées par l'aviation américaine. Voir tableau 2, I.

18. À elles seules, les bombes Mk-20 – conçues contre les blindés, non contre l'infanterie – dispersèrent 6 850 545 de sous-munitions.

19. Dans ce cas, les forces terestres attaquent alors que l'ennemi est encore sous le choc, ou bien, dans une situation défensive, le bombardement brise l'élan de l'attaque ennemie.

20. « Airpower in Desert Storm : Iraq's POW speak », p. 3. Les chiffres totaux se réfèrent aux effectifs théoriques, non aux effectifs réels, qui restent inconnus.

21. « Air Power in Desert Storm : Irak's POW speak », *op. cit.*, p. 4.

22. Ibid., p. 4.

23. *Ibid.*, p. 6.

24. «Air Power in Desert Storm : Irak's POW speak », op. cit., p. 4.

25. Si les deux ne se recouvrent pas, les objectifs politiques priment, les objectifs militaires sont subordonnés. Avec le recul, il est clair, par exemple, que l'objectif politique (principal) de Saddam Hussein, pendant la guerre du Golfe, était de conserver une force suffisante pour rester en place après l'épreuve. L'objectif militaire – le Koweït – était secondaire. Dans ce contexte stratégique, on comprend mieux la passivité de l'armée irakienne.

26. Pour le plan de la campagne, baptisée Instant Thunder, voir l'appendice C.

27. Voir tableau 2.

# TROISIÈME PARTIE
# Les résultats : la grande stratégie

## CHAPITRE 13
## LES CHAMPS DE MANŒUVRE DE LA GRANDE STRATÉGIE

1. La qualité première des empires est la ténacité, le défaut de leur cuirasse est la peur du déclin, lequel est inéluctable. Pour un commentaire sur l'obsession du déclin en Union soviétique, voir Edward N. Luttwak, *The Grand Strategy of the Soviet Union* (1983).

## CHAPITRE 14

# LA SUASION ARMÉE

1. La cécité des États-Unis s'explique aussi par la piètre opinion que la marine américaine avait de sa propre puissance : « L'idée que les Japonais puissent nous attaquer à Pearl Harbor me paraissait stupide. Nous n'avions pas les moyens matériels de nous opposer à leur contrôle des mers, là où ils voulaient l'imposer, que nos navires soient ou non coulés à Pearl Harbor. » Témoignage du capitaine Vincent R. Murphy devant le Congrès des États-Unis, Pearl Harbor Hearings, partie 26, p. 207, cité par Ronald H. Spector, Eagle Against the Sun (1985), p. 3.

2. Son pendant, l'expression « première frappe » est une version abrégée, il faudrait dire « première frappe visant à désarmer l'adversaire » (et dont l'objectif était les forces nucléaires ennemies), par opposition à « premier emploi » de l'arme nucléaire, non contre une force nucléaire mais en réaction à une attaque conventionnelle qui ne peut être contrée par d'autres moyens. Ces distinctions ont été établies à l'occasion d'une étude qui a fait date, produite au sein du RAND Institute, par Wohlstetter, Hoffman, Lutz et Rowen, *Selection and Use of Strategic Air Bases* (1954), et publiée dans Albert Wohlstetter, « The Delicate Balance of Terror », *Foreign Affairs* (1959). Ce n'est pas un hasard si Roberta Wohlstetter, l'épouse d'Albert Wohlstetter, était déjà l'auteur d'une analyse très perspicace de l'attaque sur Pearl Harbor, publiée en 1962 (Pearl Harbor).

3. Lors d'une tentative d'assassinat contre le président sud-coréen Chun Doo Hwan et des représentants officiels civils et militaires, le 9 octobre 1983, à Rangoon, 3 ministres et 15 autres officiels furent tués et beaucoup d'autres blessés.

4. Par exemple, dans la planification de la force « stratégique » américaine, la capacité de seconde frappe était calculée en partant du postulat d'une première frappe soviétique tout azimut, contre les forces américaines placées en état d'alerte normal, donc seulement partiellement disponibles, avec de nombreux sous-marins lance-missiles dans leurs bases et peu de bombardiers prêts à décoller. Dans la même logique, tous les missiles soviétiques étaient supposés opérationnels, alors qu'il était envisagé que les forces américaines soient encore réduites, après les frappes, par des dysfonctionnements divers. Pour les missiles balistiques, la combinaison des « facteurs de dégradation » à la mise à feu, au lancement, en vol, à la séparation de la tête explosive, sur la trajectoire finale et en phase de détonation pouvait excéder 40 %. De ce fait, le même stock d'armes, qui pouvait sembler excessif à certains, était jugé à peine suffisant par les planificateurs très prudents, qui préféraient estimer avec une large marge les forces résiduelles et les dysfonctionnements conséquents. Souvent formulée, l'accusation de pessimisme ne tenait pas compte des effets cumulatifs des attaques initiales, des limites de disponibilité et des problèmes de fonctionnement, et partait du postulat que seules les villes seraient visées, comparant donc les stocks d'armes en service avec le nombre restreint des villes menacées.

5. En 1985, les estimations de l'International Institute for Strategic Studies étaient de 10 174 têtes nucléaires pour les États-Unis et de 9 987 pour l'URSS (Military Balance, 1985-86, p. 180).

6. Le lecteur éclairé pourra déceler ici une erreur purement technique : même si les différentes plates-formes de lancement avaient été ramenées à une dizaine de sous-marins lance-missiles, une centaine de bombardiers et autant de plates-formes terrestres (et, vraisemblablement, mobiles), une offensive anti-forces dirigée contre elles aurait encore pu impliquer un très grand nombre de têtes nucléaires soviétiques, opérant par des « attaques de barrage » larges sur l'ensemble des zones de déploiement des missiles mobiles, sur l'espace aérien entourant

les bases aériennes (destinées à détruire les bombardiers après leur décollage) et même en haute mer, sur les zones censément traversées par les sous-marins lance-missiles.

## CHAPITRE 15
## HARMONIE ET DISSONANCES DANS LA GUERRE

1. A. Hillgruber, Hitler's Strategy (1965), p. 190-192.

2. Le rapport des renseignements britanniques en date du 17 février 1941 concluait que, en raison des préparatifs nécessaires à une opération dans le désert « un temps considérable se sera écoulé avant que la moindre contre-offensive sérieuse ne puisse être lancée à partir de Tripoli ». Voir F. H. Hinsley *et al.*, *British Intelligence in the Second World War* (1979), p. 389. Le haut commandement allemand partageait ce point de vue.

3. Martin Van Creveld, Supplying War (1977), p. 139.

4. Pour le point de vue de l'OKH, consigné par le chef d'état-major Franz Halder, voir Larry H. Addington, *The Blitzkrieg Era and the German General Staff* (1971), p. 162-163.

5. Martin Van Creveld, Supplying War (1977), p. 184-185.

6. Le passage suivant est fondé sur les récits de Ronald Lewin, *Life and Death of the Afrika Korps* (1967) et David Irving, *The Trail of the Fox* (1977), p. 67 sq. (très coloré mais précis).

7. Addington, Blitzkrieg Era, p. 165.

8. Hinsley, *British Intelligence*, p. 389-393.

9. La désorganisation, voulue par Rommel, de ses propres formations, ne s'étendait pas jusqu'au niveau tactique, sur lequel il n'avait qu'une influence mineure : alors que les Britanniques combattaient avec des unités homogènes d'infanterie, d'artillerie, de blindés, les Allemands combinaient ces éléments. Grâce à une élégante coordination, les groupes attaqués par les chars britanniques ripostaient avec leurs canons antichars protégés par des accidents de terrain. Pour l'essentiel, les chars allemands protégeaient les flancs, lors des manœuvres ou attaquaient les colonnes motorisées « légères » ou l'infanterie, en profitant d'une supériorité technique décisive. On en trouvera une description classique dans F. W. von Mellenthin, Panzer Battles, p. 71 sq.

10. Sans cela, il aurait compris que des forces qui pouvaient être ravitaillées sur les 2 500 kilomètres séparant Tripoli du canal de Suez étaient trop peu nombreuses pour vaincre les Britanniques, et que des forces suffisantes pour cette tâche n'auraient jamais pu être ravitaillées. Voir Van Creveld, *Supplying War*, p. 180-201.

11. De nombreux historiens ont critiqué le refus de Hitler d'envoyer des renforts à Rommel pendant l'été 1942, en soulignant que des forces importantes avaient été dépêchées en Afrique du Nord, après la défaite à El Alamein Mais il ne s'agissait plus, alors, de conquérir l'Afrique du Nord, l'objectif était de sauvegarder l'alliance italienne en empêchant la reconquête alliée de la Tunisie, dernier territoire d'Afrique du Nord aux mains de l'Axe, en face de la Sicile. À la différence de la conquête de l'Égypte, l'objectif était pertinent au niveau de la grande stratégie.

12. On trouvera les seuls documents jamais publiés sur le sujet dans Hanoch Bartov, *Dado* (1981) ; pour le décompte des divisions, voir le graphique du 8 octobre.

13. La plupart des forts de la « ligne Bar-Lev » étaient désaffectés. Le 6 octobre 1973, 450 hommes, au total, occupaient les 14 forts encore en service sur toute la longueur du canal de Suez, soit une densité de 4 soldats au kilomètre. Le plan de défense israélien (nommé plan Dovecot, en hébreu) s'appuyait sur les 290 chars et les 14 batteries d'artillerie de la division du Sinaï. Bartov, Dado, graphiques du 6 octobre.

14. Voir Barton Whaley, *Codeword Barbarossa* (1973).

15. Voir, par exemple, Bartov, Dado, p. 188-217.

16. Pour un compte rendu détaillé, voir Avraham Adan, *On the Banks of the Suez* (1980), p. 91-164. Voir aussi la brillante analyse de Martin van Creveld, *Command in War* (1985), p. 218-231.

# BIBLIOGRAPHIE

## *OUVRAGES CITÉS*


ADAN Abraham, *On the Banks of the Suez*, Novato, Calif., Presidio Press, 1980.

ADDINGTON Larry H., *The Blitzkrieg Era and the German General Staff, 1865-1941*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1971.

BARTOV Hanoch, *Dado, 48 Years and 20 Days*, Tel Aviv, Ma'ariv Book Guild, 1981.

BEAUFRE André [général], *Introduction à la stratégie*, Paris, Librairie Armand Colin, 1963.

BETTS Richard K. (éd.), *Cruise Missiles : Technology, Strategy, Politics*, Washington, Brookings Institution, 1981.

BOND Brian, *Liddell Hart : A Study of his Military Thought*, Londres, Cassell, 1977.

BOTTI Ferrucci et VIRGILIO Ilari, *Il pensiero militare italiano dal primo al secondo dopoguerra, 1919-1949*, Rome, Stato Maggiore dell'Esercito, Ufficio Storico, 1985.

BRODIE Bernard (éd.), *The Absolute Weapon*, New York, Harcourt Brace, 1946.

BRODIE Bernard, *Strategy in the Missile Age*, Princeton, Princeton University Press, 1959.

BRODIE Bernard, *A Guide to Naval Strategy*, New York, Praeger, 1965.

BROSSOLLET Guy, *Essai sur la non-bataille*, Paris, Belin, 1975.

BURRELL Raymond E., *Strategic Nuclear Parity and NATO Defense Doctrine*, Washington, National Defense University, 1978.

CANBY Steven L., « Territorial Defense in Central Europe », *Armed Forces and Society*, 7 (automne 1980).

CANBY Steven L., « New Conventional Force Technology and the NATO-Warsaw Pact Balance, I », *New Technology and Western Security Policy*, IISS Annual Conference Papers, Adelphi Papers 198, Londres, IISS, 1985.

CHURCHILL Winston S., *La Deuxième Guerre mondiale – Mémoires. Triomphe et Tragédie*, Paris, Plon, 1954.

CLAUSEWITZ Carl von, *De la guerre*, traduction de Laurent Murawiec, Paris, Librairie académique Perrin, 1999.

COOPER M., *The Phantom War*, Londres, MacDonald and Jane's, 1979.

COTTER Donald R., « New Conventional Force Technology and the NATO-Warsaw Pact Balance, II », *New Technology and Western Security Policy*, IISS Annual Conference Papers, Adelphi Papers 198, Londres, IISS, 1985.

COUTAU-BÉGARIE Hervé, *La Puissance maritime : Castex et la stratégie navale*, Paris, Fayard, 1985.

CRAVEN Wesley F. et CATE James L., *The Army Air Forces in World War II*, 6 vol., Chicago, University of Chicago Press, 1948-1955.

CROWL Philip A., « Alfred Thayer Mahan : The Naval Historian », *in* Peter PARET *et al.* (éds), *Makers of Modern Strategy : From Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

DE SEVERSKY Alexander P. [Major], *Victory through Air Power*, New York, Simon and Schuster, 1942.

DOUHET Giulio, *Il dominio dell'aria*, Rome, 1921. Trad : *La guerre de l'air*, Paris, journal *Les Ailes*, 1932.

ENTHOVEN Alain C. et SMITH K. Wayne, *How much is Enough ? Shaping the Defense Program 1961-1969*, New York, Harper and Row, 1971.

ERICKSON John, *The Road to Stalingrad*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1975.

FITZSIMONS Bernard (éd.), *Encyclopedia of Twentieth Century Weapons and Warfare*, New York, Columbia House, 1971-1977.

GABRIEL Richard A., *The Antagonists : A Comparative Combat Assessment of the Soviet and American Soldier*, Westport, Connecticut, Greenwood, 1984.

GARTHOFF Raymond L., *Soviet Military Doctrine*, Glencoe, Illinois University Press, 1953.

GILBERT Martin, *Finest Hour : Winston S. Churchill, 1939-1941*, Londres, Heinemann, 1983.

GRAHAM Gerald S., *The Politics of Naval Supremacy : Studies in British Maritime Ascendancy*, Cambridge, G.-B., Cambridge University Press, 1965.

GUENTHER H. K. « Der Kampf gegen die Partisanen », *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, 1968.

HARRIS Arthur, *Bomber Offensive*, Londres, Collins, 1947.

HASTINGS Max, *Das Reich : The March of the Second SS Panzer Division through France*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1981.

HASTINGS Max, *Bomber Command*, Londres, Pan Books, 1981.

HILLGRUBER A., *Hitlers Strategie*, Francfort-sur-le-Main, Wehrwesen, Bernard und Graefe, 1965.

HINSLEY F. H. *et al.*, *British Intelligence in the Second World War : Its Influence on Strategy and Operations*, New York, Cambridge University Press, 1979 (vol. 1), 1984 (vol. 3, part. 1).

HORELICK A. L. et RUSH M., *Strategic Power and Soviet Foreign Policy*, Chicago, University of Chicago Press, 1966.

HORNE Alistair, *The Price of Glory : Verdun 1916*, Londres, Penguin, 1961.

HOWARD Michael, *The Franco-Prussian War*, Londres, Rupert Hart-Davis, 1968.

IKLE Fred C., *Every War Must End*, New York, Columbia University Press, 1971.

ILARI Virgilio, « Politica e Strategia globale », *in* Carlo JEAN (éd.), *Il pensiero strategico*, Milan, Franco Angeli, 1985.

INTERNATIONAL INSTITUTE OF STRATEGIC STUDIES (IISS), *The Military Balance*, Londres, IISS, 1985 (pour le volume 1985-86), 1986 (1986-87) et 1990 (1990-91).

IRVING David, *The Trail of the Fox*, New York, Dutton, 1977.

ISBY David C. « Air Assault and Airmobile Brigades of the Soviet Army », *Amphibious Warfare Review*, 3 (août 1985).

JEAN Carlo (éd.), *Il pensiero strategico*, Milan, Franco Angeli, 1985.

JUNGK Robert, *Brighter than a Thousand Suns : A Personal History of the Atomic Scientists*, Londres, Penguin Books, 1964.

KING James E. Jr. (éd.), *Lexicon of Military terms Relevant to National Security Affairs on Arms and Arms Control*, Washington, Institute for Defense Analyses, 1960.

KORBONSKI Stefan, *Fighting Warsaw*, Minerva Press, 1968.

LAQUEUR Walter, *Guerrilla ; A Historical and Critical Study*, Boston, Little, Brown, 1976.

LEWIN Ronald, *Life and Death of the Afrika Korps*, Londres, Corgi Books, 1967.

LÖSER Jochen, *Weder rot noch tot : Überleben ohne Atomkrieg, eine sicherheitspolitische Alternative*, Geschichte und Staat, vol. 257-258, Munich, Olzog, 1982.

LOW A. M., *Musket to Machine-Gun*, Londres, Hutchinsons, 1942.

LUTTWAK Edward N., *La Stratégie de l'empire romain*, Paris, Economica, 1984.

LUTTWAK Edward N., «Perceptions of Military Forces and US Defense Policy », *Survival* (Londres, IISS), 19 (janvier-février 1977). Republié dans Edward N. LUTTWAK, *Strategy and Politics : Collected Essays*, New Brunswick, Transaction Books, 1985.

LUTTWAK Edward N., *The Grand Strategy of the Soviet Union*, New York, Saint Martin's Press, 1983.

LUTTWAK Edward N., « The Operational level of War », *International Security*, 5 (hiver 1980-81).

LUTTWAK Edward N. et HOROWITZ Dan, *The Israeli Army*, New York, Harper and Row, 1975 ; Cambridge, Abt Books, 1983.

MACISAAC David, *Strategic Bombing in World War Two : The Story of the United States Bombing Survey*, New York, Garland, 1976.

MAHAN Alfred Thayer, *The Influence of Sea Power upon the French Revolution and Empire, 1793-1812*, Boston, Little, Brown, 1905-1912.

MAHAN Alfred Thayer, *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783*, Boston, Little, Brown, 1911.

MAHAN Alfred Thayer, *Naval Strategy : Compared and Contrasted with the Principles and Practices of Military Operations on Land*, Boston, Little, Brown, 1911.

MANSTEIN Erich von, *Lost Victories*, Chicago, Regnery, 1958.

MARTIN L. W., *The Sea in Modern Strategy*, Studies in International Security, 11, New York, Praeger, 1967.

MASSON Philippe, *Histoire de la marine*, Paris, Lavauzelle, 1982, 1983.

MAURER John H., « American Naval Concentration and the the German Battle Fleet, 1900-1918 », *Journal of Strategic Studies*, 6 (juin 1983).

MCELWEE William, *The Art of War : Waterloo to Mons*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1974.

MELLENTHIN F. W. von, *Panzer Battles : A Study in the Employment of Armor in the Second World War*, New York, Ballantine Books, 1971.

MIDDLEBROOK Martin, *The Battle of Hamburg : Allied Bomber Forces against a German City in 1943*, New York, Scribner's, 1981.

MITCHELL William, *Winged Defense : The Development and Possibilities of Modern Air Power – Economic and Military*, New York, G. P. Putnam's, 1925.

MUELLER-HILLEBRAND Burkhart, *Das Heer, 1933-1945*, 3 vol., Francfort-sur-le-Main, Mittler, 1956-1969.

MURRAY Williamson, *Strategy for Defeat : The Luftwaffe, 1933-1945*, Maxwell, Alabama, Air University Press, 1983.

OSGOOD Robert E. et TUCKER Robert W., *Force, Order and Justice*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1967.

PARET Peter (éd.), avec Gordon A. CRAIG et Felix GILBERT, *Makers of Modern Strategy : From Machiavelli to The Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

POLMAR Norman, « Soviet Naval infantry », *Amphibious Warfare Review*, 3 (août 1985).

PRICE Alfred, *Instruments of Darkness : The Instruments of Electronic Warfare*, New York, Scribner's, 1977.

RIETZLER R. S., « Erfahrungen aus Kleinkrieg and Jagdkampf », *Truppendiest*, 2 (1979).

ROSINSKI Herbert, *The Development of Naval Thought*, Ed. B. Mitchell Simpson III, Newport, Rhode Island, Naval War College Press, 1977.

SANSOM George, *A History of Japan, 1334-1615*, Stanford, Stanford University Press, 1961.

SCHELLING Thomas C., *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1960, 1980.

SCHELLING Thomas C., *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966.

SCHIFF Zeev et YAARI Ehud, *Israel's Lebanon War*, New York, Simon and Schuster, 1984.

SCOTT Harriet Fast (éd.), *Soviet Military Strategy*, écrit par V. D. Sokolovsky, maréchal de l'Union soviétique, 3e édition, New York, Crane Russak, 1975.

SCOTTER William [général], « A Role for the Non-Mechanized Infantry », *RUSI Journal*, 125, (décembre 1980), 59-62.

SEAGER Robert, II, *Alfred Thayer Mahan : The Man and His Letters*, Annapolis, US Naval Institute, 1977.

SEATON Albert, *The Battle for Moscow*, New York, Jove, 1983.

SERGENT Pierre, *Je ne regrette rien*, Paris, Fayard, 1972.

SOKOLOVSKY, *Voir* Scott.

SPECTOR Ronald, H., *Eagle against the Sun*, New York, Vintage Books, 1985.

SPEER Albert, *Au cœur du Troisième Reich*, Paris, Fayard, 1971.

TERRAINE John, *The Right of the Line : The Royal Air Force in the European War, 1939-1945*, Londres, Hodder and Stoughton, 1985.

TRINQUIER Roger [colonel], *La Guerre moderne*, Paris, La Table ronde, 1961.

TURNBULL S. R., *The Samurai : A Military History*, New York, MacMillan, 1977.

UHLE-WETTLER Franz, *Leichte Infanterie im Atomzeitalter*, Munich, J.-F. Lehmann, Bernard und Graefe, 1966.

UNITED STATES AIR FORCE (USAF), « Air Force Performance in Desert Storm », document non signé, Washington, avril 1991.

UNITED STATES DEPARTMENT OF DEFENSE, *Report of the Secretary of Defense to the Congress on the Fiscal Year 1987 Budget* (5 février 1986), Washington, 1986.

UNITED STATES JOINT CHIEFS OF STAFF, *Dictionary of United States Military Terms for Joint Usage*, Washington, 1964.

UNITED STATES NAVAL INSTITUTE, James WATKINS *et al.*, *The Maritime Strategy*, Annapolis, janvier 1986.

VAN CREVELD Martin, Supplying the War : *Logistics from Wallenstein to Patton*, Cambridge (G-B), Cambridge University Press, 1977.

VAN CREVELD Martin, *Command in War*, Cambridge (EU), Harvard University Press, 1985.

WATTS Barry D., *The Foundations of US Air Doctrine : The Problem of Friction in War*, Maxwell, Alabama, Air University Press, 1984.

WEBSTER Charles et FRANKLAND Noble, *The Strategic Air Offensive against Germany, 1939-1945*, 4 vol., Londres, HMSO, 1961.

WHALEY Barton, *Codeword Barbarossa*, Cambridge, MIT Press, 1973.

WHITE William D., *US Tactical Air Power : Missions, Forces and Costs*, Washington, Brookings Institution, 1974.

WIKNER Fred N., « Interdicting Fixed Targets with Conventional Weapons », *Armed Forces Journal*, mars 1983.

WOHLSTETTER A. J., HOFFMAN F. S., LUTZ R. J. et ROWEN H. S., *Selection and Use of Strategic Air Bases*, RAND R-266, 1er avril 1954, Santa Monica, RAND Corporation, 1954.

WOHLSTETTER Albert, « The Delicate Balance of Terror », *Foreign Affairs*, janvier 1959.

WOHLSTETTER Roberta, *Pearl Harbor : Warning and Decision*, Stanford, Stanford University Press, 1962.

YOUNG Robert J., *In Command of France : French Foreign Policy and military Planning, 1933-1940,* Cambridge, Harvard University Press, 1978.

ZIEMKE Earl F., *Stalingrad to Berlin : The German Defeat in the East,* Army Historical Series, Washington, Office of the Chief of Military History of the US Army, 1968

# SOMMAIRE

PRÉFACE À LA NOUVELLE ÉDITION FRANÇAISE

REMERCIEMENTS

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

AVANT-PROPOS

PREMIÈRE PARTIE - La logique de la stratégie

- CHAPITRE PREMIER - L'USAGE CONSCIENT DU PARADOXE DANS LA GUERRE
- CHAPITRE 2 - LA LOGIQUE EN ACTION
- CHAPITRE 3 - L'EFFICACITÉ ET LE POINT CULMINANT DU SUCCÈS
- CHAPITRE 4 - LA CONVERGENCE DES CONTRAIRES

DEUXIÈME PARTIE - Les niveaux de la stratégie

- CHAPITRE 5 - LE NIVEAU TECHNIQUE
- CHAPITRE 6 - LE NIVEAU TACTIQUE
- CHAPITRE 7 - LE NIVEAU OPÉRATIONNEL
- CHAPITRE 8 - STRATÉGIE DE THÉÂTRE I : OPTIONS MILITAIRES ET CHOIX POLITIQUES
- CHAPITRE 9 - STRATÉGIE DU THÉÂTRE II : OFFENSIVE ET DÉFENSIVE
- CHAPITRE 10 - STRATÉGIE DE THÉÂTRE III : INTERDICTION ET ATTAQUE SURPRISE
- CHAPITRE 11 - NON-STRATÉGIES NAVALE, AÉRIENNE, NUCLÉAIRE
- CHAPITRE 12 - LA RENAISSANCE DE LA PUISSANCE AÉRIENNE STRATÉGIQUE

TROISIÈME PARTIE - Les résultats : la grande stratégie

CHAPITRE 13 - LES CHAMPS DE MANŒUVRE DE LA GRANDE STRATÉGIE

CHAPITRE 14 - LA SUASION ARMÉE

CHAPITRE 15 - HARMONIE ET DISSONANCES DANS LA GUERRE

CHAPITRE 16 - LA STRATÉGIE EST-ELLE UTILE ?

APPENDICE A - DÉFINITIONS DE LA STRATÉGIE

APPENDICE B - LA CAMPAGNE AÉRIENNE DE LA GUERRE DU GOLFE

APPENDICE C - L’OPÉRATION « INSTANT THUNDER »

NOTES

BIBLIOGRAPHIE

www.odilejacob.fr

Suivez nous sur :

Odile Jacob

# LE GRAND LIVRE DE LA STRATÉGIE

## NOUVELLE PRÉFACE INÉDITE DE L'AUTEUR

« Si tu veux la paix, prépare la guerre », « La meilleure défense, c'est l'attaque » : la sagesse populaire reconnaît la nature paradoxale de la stratégie. À la guerre, le mieux est souvent l'ennemi du bien : un affaiblissement délibéré peut conduire à la victoire et l'excès dans la victoire peut conduire à la défaite ; la supériorité matérielle est parfois un handicap et l'infériorité numérique un avantage.

« On pourrait croire que chaque expérience d'un conflit est unique en son genre. Pourtant, au fil des ans, j'ai découvert que la stratégie est faite de paradoxes, d'ironie, de contradictions. Qui plus est, elle se développe dans deux directions : les affrontements horizontaux entre adversaires et l'interaction verticale des différents niveaux – technique, tactique, opérationnel, etc. – sur lesquels se déroule le conflit. Ce livre est donc la carte d'une exploration. » E. L.

**Riche d'exemples classiques ou plus récents, cet ouvrage met au jour la logique universelle qui gouverne toutes les formes de guerre autant que les tractations entre nations opposées en temps de paix.**

**Edward N. Luttwak** est l'un des spécialistes en stratégie et en géopolitique les plus respectés à l'échelle internationale. Il travaille notamment au Centre d'études stratégiques et internationales de Washington et a publié *Coup d'État, mode d'emploi*, *Le Rêve américain en danger* et *Le Turbo-Capitalisme*.

En couverture : iStock © Adrian Hillman

This file was downloaded from Z-Library project

*Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.*

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library